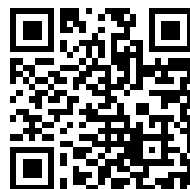

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

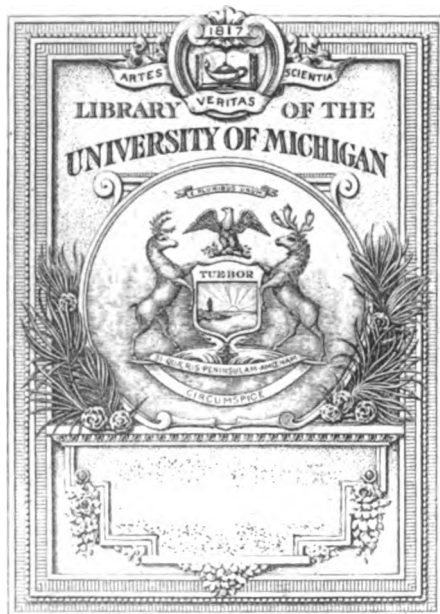
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B

619235

DUPL



AS

242

.B89

BULLETINS
DE LA
CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
ET DE LA
CLASSE DES BEAUX-ARTS

ACADEMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETINS

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1914



BRUXELLES

HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

Rue de Louvain, 112

1914

750

750

**Discours prononcé par S. E. le Cardinal Mercier, Président
de l'Académie royale des sciences, des lettres et des
beaux-arts de Belgique (en 1913), lors de la réception
au Palais, le 31 décembre 1913.**

SIRE,

L'Académie royale de Belgique me confie l'honneur d'offrir à
Votre Majesté l'expression respectueuse des vœux qu'elle forme
pour le bonheur de nos Souverains.

En me déléguant cette mission, dont je suis heureux et fier,
elle n'entend pas obéir passivement à un usage traditionnel.

Elle a vu, avec émotion, qu'à deux reprises, au cours de
l'année qui s'achève, le Roi a voulu personnellement prendre
contact avec elle, et venir lui attester, par Son auguste présence,
que, fidèle toujours aux déclarations inaugurales de Son règne,
il a à cœur d'encourager ceux qui s'appliquent « à élever, dans
l'esprit de concorde et d'avancement social, le niveau intellec-
tuel et moral de la nation ».

La Belgique affirme avec vigueur sa puissance économique;
elle sent croître en elle sa force d'expansion coloniale : il
importe à la pureté de son patriotisme, que la culture de la
science, des lettres, des arts, de la philosophie arrache son âme
au péril qui naîtrait de préoccupations trop exclusivement
intéressées.

L'Académie royale a là une noble tâche à fournir et, devant
le Souverain qui s'est constitué son auguste Protecteur, je suis
autorisé à affirmer qu'elle n'y faillira pas.

Les protestations dites académiques auraient au dehors —
s'il fallait en croire une critique de convention — une réso-

nance creuse ; mais les trois Classes de l'Académie royale de Belgique voudraient faire mentir l'interprétation narquoise de cette épithète et, par la vitalité de leurs œuvres, prouver qu'elles comprennent, sans faste et en vérité, ce que tout Belge, chacun en sa sphère, doit à son pays et à sa dynastie.

SIRE,

Notre pensée ne sépare pas de Votre Majesté, celle qui, associée à toutes les émotions de Son royal époux, ne peut être indifférente aux institutions qui sollicitent l'activité intellectuelle de la Nation.

De leur côté, les hommes de labeur, que j'ai l'honneur de représenter, recueillent avec gratitude, comme une caresse au front, le rayon de sérénité que la douce bonté de la Reine et la grâce délicieuse de Ses enfants répandent autour du foyer royal.

Daigne la divine Providence veiller sur Vos Majestés et ne Leur faire voir, au cours de l'année qui s'ouvre, que des jours heureux !

Ce souhait forme l'objet de notre unanime espérance.

CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Séance du 12 janvier 1914.

S. E. le cardinal MERCIER, directeur pour 1913, occupe le fauteuil.

M. WALTZING, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. H. Pirenne, *directeur pour 1914* ; le baron de Borchgrave, le comte Goblet d'Alviella, P. Fredericq, P. Thomas, E. Discailles, V. Brants, J. Leclercq, Maurice Wilmotte. Ern. Gossart, J. Lameere, Maurice Vauthier, J. Vercoillie, H. Lonchay, Eug. Hubert, Maurice De Wulf, Ernest Mahaim, *membres* ; J. Van Biervliet, G. Cornil, L. Parmentier, U. Berlière, H. Delehay, G. Bidez, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, et Émile Vandervelde, correspondant.

Les félicitations de la Classe seront adressées à M. Hanns Schlitter, associé, qui vient d'être nommé directeur des Archives impériales et royales de Vienne et conseiller aulique.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts transmet une expédition de l'arrêté royal du 10 décembre 1913 nommant M. Juliaan De Vriendt, directeur de la Classe des beaux-arts, président de l'Académie pour 1914.

— Le même Ministre transmet une copie de l'arrêté royal du 18 décembre approuvant l'élection de M. Ern. Mahaim en qualité de membre titulaire.

— MM. Delehaye, Berlière, Bidez, Cagnat, Mahaim, Vandervelde, Stourm, von Hertling, Fockema Andreae et sir Frederic Pollock remercient pour leur élection.

— Le Recteur et le Sénat de l'Université de Groningue invitent l'Académie à se faire représenter, les 29-30 juin-1^{er} juillet, à la célébration du troisième centenaire de sa fondation. — M. Vercoullie est délégué.

— M. le Ministre des Sciences et des Arts transmet l'arrêté royal (publié ci-après) modifiant le règlement de la Fondation Anton Bergmann.

— Hommages d'ouvrages :

La représentation des intérêts. Mémoire présenté à MM. les membres de la Commission instituée pour l'examen des questions relatives à l'électorat provincial et communal, par G. De Greef;

La part des Belges dans la fondation de l'État de New-York, par le baron de Borchgrave;

Les corsaires dunkerquois et Jean Bart t. II, 1662-1702, par Henry Malo (présenté par M. Pirenne, avec une note qui figure ci-après);

Les dignités du chapitre de Sainte-Waudru, à Mons, par Ernest Matthieu (présenté par M. Pirenne).

— Remerciements.

PRIX ANTON BERGMANN.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Revu l'arrêté royal du 11 mai 1877 approuvant :
1^o l'acceptation faite, au nom de l'État, par l'Académie royale de Belgique, de la donation entre vifs d'une somme de 5,000 francs par la dame veuve Anton Bergmann à l'effet de créer un prix décennal pour la meilleure monographie d'une ville ou d'une commune d'au moins 5,000 habitants des provinces flamandes de la Belgique; 2^o les conditions imposées par la donatrice pour l'attribution du prix fondé;

Revu l'arrêté du 20 décembre 1902 modifiant le règlement organique de cette fondation, sur la proposition de la Classe des lettres et des sciences morales de ladite Académie royale de Belgique et sur l'avis conforme de la donatrice, M^{me} Élisabeth Bergmann;

Vu les propositions de la Classe susdite et l'adhésion nouvelle de la donatrice;

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Le règlement pour l'attribution du Prix Anton Bergmann est modifié comme suit :

Un prix d'au moins mille francs sera décerné tous les cinq ans à la meilleure histoire ou monographie, écrite en néerlandais, d'une ville ou commune flamande de la Belgique, quelle que soit sa population.

1° L'ouvrage doit avoir paru dans la période quinquennale à laquelle se rapporte le prix proposé;

2° Les auteurs étrangers au pays ne sont pas exclus, pourvu que leur ouvrage soit écrit en néerlandais et édité en Belgique ou dans les Pays-Bas;

3° La Classe jugera le concours sur le rapport d'un jury composé de cinq membres nommés par le Gouvernement sur la présentation d'une liste double de candidats dressée par l'Académie;

4° La proclamation des résultats aura lieu dans une séance publique de la Classe.

ART. 2. — Si aucune des histoires ou monographies qui auront paru dans la période quinquennale n'est jugée digne par le jury d'être couronnée, la somme destinée au prix sera tenue en réserve et ajoutée, avec les intérêts qu'elle produira, à la somme de mille francs formant le prix de la période suivante, jusqu'à concurrence de deux mille francs.

A l'échéance de cette dernière période, le jury pourra soit décerner un prix unique de l'import d'une somme ainsi formée, soit diviser le prix, s'il juge qu'il y a lieu de couronner un second candidat.

Dès que la somme de deux mille francs aura été atteinte par l'accumulation des intérêts, le surplus servira à former une nouvelle somme de mille francs réservée à un nouveau prix, que le jury pourra décerner à un autre candidat, si son mérite en est jugé digne.

S'il reste des sommes disponibles au delà des trois mille francs destinés à la période suivante, le jury pourra attribuer en outre un ou plusieurs autres prix de mille francs chacun à des œuvres qui, sans être consacrées à l'histoire complète d'une commune flamande, réuniraient les autres conditions du concours : à savoir d'être écrites en néerlandais et de traiter d'un point de l'histoire d'une commune de la partie flamande de la Belgique, sans autre restriction.

ART. 3. — Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1913.

(S.) ALBERT.

PAR LE ROI,

Le Ministre des Sciences et des Arts,

(s.) POULLET.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

Il y a un an exactement, j'avais l'honneur de présenter à la Classe le beau livre de M. Henri Malo, *Les corsaires dunkerquois et Jean Bart*. Le second volume vient de paraître, et l'on y retrouve, faut-il le dire, la même richesse de documentation, la même vie dans le récit et surtout la même nouveauté. Jean Bart, son héros, y apparaît comme l'aboutissement et en même temps comme la personnalité la plus héroïque de cette lignée de corsaires dont M. Malo avait antérieurement décrit les exploits. Cette fois, c'est au profit de la France, devenue maîtresse de Dunkerque, que s'exercent les aptitudes héréditaires du marin flamand. Cette seconde partie de l'ouvrage a donc un rapport moins direct avec notre histoire. Mais son intérêt pour l'histoire générale grandit encore, car la course s'élève, à l'époque d'un Louis XIV, au niveau de la grande guerre. Tout le monde a entendu parler de Jean Bart, que l'imagination populaire a depuis longtemps placé au nombre de ses héros favoris. Mais on peut dire qu'avant M. Malo, on ne le connaissait pas. Il fallait reprendre sa biographie à pied d'œuvre, d'après les sources. C'est ce qu'a fait M. Malo. Et il

suffira, pour donner une idée exacte et de la valeur de ses recherches et de l'importance de leur objet, de dire que le Jean Bart réel dont il nous retrace l'étonnante carrière est plus vivant encore et plus attachant que celui de la légende.

H. PIRENNE.

RÈGLEMENT DES PRIX DU GOUVERNEMENT.

M. le Ministre des Sciences et des Arts soumet à l'avis de la Classe un projet de modification au règlement des concours de littérature française. — Renvoi à la Commission chargée d'étudier la revision des règlements et la création éventuelle d'un Prix de géographie.

ÉLECTIONS.

La Classe procède à l'élection de son directeur pour l'année 1915.

Les suffrages se portent sur M. Ernest Gossart.

S. E. le cardinal Mercier remercie pour la bienveillance que ses confrères lui ont témoignée et le concours qu'ils lui ont apporté dans la direction des travaux de la Classe pendant l'année écoulée.

Il installe au fauteuil son successeur, M. Pirenne.

M. Pirenne remercie et fait l'éloge du président sortant, auquel il propose de voter des remerciements.

M. Gossart, invité à prendre place au bureau, remercie pour le témoignage de sympathie dont il est l'objet. (*Applaudissements.*)

PRIX PERPÉTUELS

FONDATION HENRI PIRENNE.

La Commission est composée de MM. Pirenne, Brants et Kurth, délégués de la Classe; de Pauw, de la Commission royale d'histoire; Des Marez, Paul Fredericq, Eugène Hubert et Charles Moeller, délégués des Universités de Liège et de Louvain.

• —

PRIX JOSEPH GANTRELLE (3,000 francs).

Philologie classique. — Réservé aux auteurs belges. 10^e période biennale : 1909 1910, prorogée jusqu'au 31 décembre 1913 (sera jugée en 1914).

Question posée : *La légion romaine, son histoire et son organisation.*

Aucun mémoire n'a été soumis.

La Classe prend notification des travaux reçus pour les concours suivants :

PRIX JOSEPH DE KEYN.

(XVII^e concours ; 2^e période : 1912-1913.)

Le jury est composé de MM. Parmentier, L. Fredericq, P. Fredericq, Charles Buls, Ch.-J. de la Vallée Poussin, J. Vercoullie et Maurice Wilmotte.

PRIX ADELSON CASTIAU.

(XI^e période : 1911-1913.)

Jury : MM. Brants, De Greef et Waxweiler.

Concurrents : MM. Edmond Rome, *L'émigration saisonnière belge*, et Robert de Beaucourt de Noortvelde, *Œuvres de Ghistel-Schoonhoof*.

PRIX AUGUSTE BEERNAERT.

(II^e période : 1912-1913.)

Le jury est composé de MM. Pirenne, De Wulf et Wilmotte, membres de l'Académie; MM. Georges Rency et Louis Dumont-Wilden, de la Société des Amis de la littérature, et MM. Counson et Georges Doutrepont, professeurs respectivement aux Universités de Gand et de Louvain.

PRIX CHARLES DUVIVIER.

(II^e période : 1908-1910 prorogée.)

Un mémoire a été soumis.

(III^e période : 1911-1913.)

Deux concurrents.

Vu les lettres des trois concurrents aux deux périodes du Prix Duvivier, par lesquelles ils exposent que, faute de temps, leur travail est incomplet, la Classe décide de proroger d'un an le délai pour l'une et l'autre période. Les auteurs sont invités à présenter des travaux complètement achevés.

NOTICE POUR L'ANNUAIRE.

M. Paul Fredericq remet la notice sur Jean Stecher. La Classe en décide l'impression dans l'*Annuaire* de 1914 et vote des remerciements à l'auteur.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. Maurice De Wulf fait une lecture sur la genèse de l'œuvre d'art. MM. Vauthier et Pirenne présentent des observations.

M. P. Thomas présente des notes critiques sur Sénèque, Arnobe, etc. M. Parmentier fait des observations.

Ces deux lectures sont publiées ci-après.

La genèse de l'œuvre d'art ⁽¹⁾,

par M. DE WULF, membre de l'Académie.

Pour fixer la genèse de l'œuvre d'art et retracer les phases que son élaboration comporte, il est des documents nombreux, les uns surgissant du passé, des multiples replis de l'histoire de l'art ou même des lointains de la préhistoire, les autres appartenant à l'art vivant, aux productions artistiques qui éclosent sous nos yeux.

Ce sont d'abord les cartons et esquisses, brouillons et croquis, où les maîtres ont jeté toute palpitante l'idée qu'ils avaient conçue. Longtemps on relégua ces travaux préparatoires dans les combles des musées, et bien à tort, car ce sont des documents psychologiques incomparables qui racontent admirablement l'histoire d'un chef-d'œuvre ⁽²⁾. Il y faut joindre les mémoires et autobiographies dans lesquels certains artistes — Hector Berlioz, par exemple — ont consigné une foule de menus faits intéressant la genèse de leurs œuvres.

⁽¹⁾ Extrait d'un recueil de conférences sur la *Philosophie de l'art*. En préparation.

⁽²⁾ Leur classement est entrepris de divers côtés. Par exemple, les *Handzeichnungen Albertina* de Vienne.

Puis s'ouvre la vaste collection de ce qu'on pourrait appeler les faits artistiques élémentaires : des psychologues attentifs comme Ricci, K. Götze, Levinstein ont rassemblé, classé et interprété les dessins d'enfants, bégaiements naïfs où l'on observe sur le vif l'éveil spontané du sens artistique ⁽¹⁾. D'autres ont recueilli les essais des peuplades primitives qui par tant de côtés ressemblent aux enfants, ou encore les vestiges esthétiques que nous a laissés la préhistoire. Si haut qu'on remonte dans le passé, l'homme a sculpté, peint, décoré ses temples, ses demeures, ses parures, ses outils. Dans la préhistoire la plus lointaine, comme chez les primitifs modernes les plus arriérés, nous trouvons des dessins géométriques et des motifs d'ornementation.

L'étude de ces manifestations rudimentaires permet de saisir à l'état fruste et grossier le jeu des facultés psychologiques dont le plénier développement crée les œuvres d'art parfaites.

Enfin, on peut faire entrer en ligne de compte les œuvres des périodes archaïques dans les divers cycles dont se compose l'histoire de l'art.

*
* * *

On le voit, les doctrines explicatives de la genèse de l'œuvre d'art ne sont pas suspendues dans le vide, mais peuvent et doivent s'appuyer sur d'abondantes observations de fait. Nombreux et complexes sont les problèmes qui surgissent à ce propos, et il est possible, ce nous semble, de les rattacher à deux groupes, suivant que l'on envisage la production de l'œuvre d'art comme fait individuel, ou comme fait collectif ou social. Les premiers problèmes sont d'ordre psychologique, les seconds relèvent de la sociologie. Considérons les uns et les autres, sans avoir la prétention de les signaler tous et encore moins d'en épuiser l'étude.

(1) LEVINSTEIN. *Kinderrichtungen* (Voigtländer, Leipzig, 1905), a réuni 4,945 dessins d'enfants.

I.

Les œuvres d'art ne sont pas le résultat fortuitement heureux d'une activité instinctive, ou le fruit d'une poussée vitale irréfléchie : sinon comment expliquer que des organisations puissantes comme Raphaël, Léonard de Vinci, Memlinck, aient entrepris tant d'esquisses se corrigeant l'une l'autre et qui correspondent à autant d'étapes dans l'élaboration d'un même sujet ? On peut appliquer à toute œuvre d'art ce que Raphaël disait de ses toiles : on peint avec son cerveau avant de peindre avec son pinceau. L'œuvre existe dans la tête de l'artiste, comme idée, comme *idéal*, avant d'exister dans les matériaux sensibles où son talent l'incarne. Il y a donc deux moments dans la production d'une œuvre d'art : la formation ou la conception de l'idéal, et son extériorisation ou son exécution. Sans la conception, l'œuvre serait incohérente ; sans l'exécution, elle ne sortirait pas du royaume des idées, elle demeurerait étrangère au monde du réel.

On entend, par idéal la représentation que se fait l'homme d'une œuvre à exécuter, d'un but à atteindre, avant l'exécution de l'œuvre et la poursuite du but. Le jardinier architecte, l'ouvrier maçon, le coureur ont l'*idée* des massifs à exécuter, du mur à construire, du stade à parcourir, et cette idée les guide et les soutient ⁽¹⁾. Il n'en est pas autrement de l'idéal artistique. Avant de fixer son dessin sur la toile et d'étendre ses couleurs, Raphaël s'était forgé l'*image vive et nette* de ses madones, avec toutes les expressions qu'il allait leur donner. Il la serra de près, en précisa les contours, comme le prouvent

(1) L'idéal est la cause exemplaire qui dirige l'action de la cause efficiente douée d'intelligence. Avant de construire un meuble, écrit saint Augustin, le menuisier en conçoit le plan. « Faber facit arcam. Primo in arte habet arcam. Si enim in arte non haberet, non esset unde fabricando illam proferret... In arte invisibiliter est, in opere visibiliter erit. » *Tract. In Evang. Jean.*

les nombreux dessins à la plume qu'il fit de sa *Vierge aux champs* ⁽¹⁾. La vision interne flottait devant son imagination, caressée et chérie. Puis, elle guida sa main, et c'est elle qu'il confia amoureusement à la toile dressée devant lui. L'idéal artistique est « une intuition nette, une image précise où l'artiste dispose des éléments en vue de produire une impression de beauté ».

Elle a vécu cette esthétique vaporeuse, d'inspiration platonicienne, qui place l'idéal dans la région de la perfection inaccessible. Supérieur par définition à tout ce qu'on peut concevoir, l'idéal, pour les cousinien et les spiritualistes outrés, n'est qu'une intangible et décevante chimère : l'idéal de la vertu serait de cent coudées supérieur à l'acte le plus vertueux que le littérateur puisse concevoir et décrire. Il y a là une confusion entre ce qui est parfait, conformément aux exigences d'un type, et ce qui est imaginé et conçu. La conception du grand artiste n'a rien de fuyant ou d'indécis. Comme chez lui la vue, l'ouïe ou le toucher sont plus affînés que chez les autres hommes, comme son imagination créatrice est plus féconde, l'image inspiratrice se fige dans de vifs contours. Il voit et il sait ce qu'il va produire, avant de produire ; bien plus, il n'est artiste qu'à ce prix.

Comment s'élabore l'idéal artistique ainsi entendu ? De nombreux facteurs contribuent à le former, les uns venus du dehors, les autres dérivant des pouvoirs psychiques de l'artiste.

Les facteurs externes sont la nature, la race, le milieu social. Dans les arts d'imitation, l'influence du modèle naturel est évidente. On retrouve dans les madones de Murillo le type de l'Andalouse, comme on reconnaît le paysage hollandais dans les toiles de Ruysdael. Les pays de soleil sont des pays de vision, les régions brumeuses sont voilées de rêve. Dans les contes de Daudet et dans les drames d'Ibsen on peut voir se refléter, ici le ciel de Provence, là celui de Norvège.

(1) Conservés à l'*Albertina* de Vienne.

La race joue un rôle non moins réel. Certains peuples, tels les Grecs anciens, n'ont-ils pas été privilégiés par la nature, tandis que d'autres semblent en être déshérités? L'action de la race se combine souvent avec celle du milieu social, — que d'ailleurs la race contribue à former, — et ici se lève un des problèmes les plus discutés : quelle est l'influence du milieu social sur un artiste donné, plus spécialement l'influence de son milieu artistique?

On ne saurait la méconnaître. Le milieu artistique est l'atmosphère que l'artiste respire et dont il s'imprègne. Les trois quarts des artistes doivent leur manière à l'école d'un maître, qui les forme et décide de l'orientation de leur talent. Même ceux qui frayent des voies nouvelles, un Léonard de Vinci, un Rubens, un Bach, ne peuvent entièrement se soustraire à l'influence de leurs prédécesseurs : Léonard se rattache à Verocchio, Rubens fréquente les Italiens et porte l'empreinte de Quentin Metsys; Sébastien Bach se mit à l'école de son oncle.

Pas plus que les autres manifestations de la vie psychique, l'histoire de l'art n'est faite de révolutions brusques et de mutations isolées dans l'espace et dans le temps. Une chaîne d'or relie entre eux les hommes et les écoles, et ses anneaux forment la tradition artistique. Des moments se produisent où le génie de tout un milieu artistique se fixe et met en honneur *un petit nombre de procédés caractéristiques, grâce auxquels les artistes réalisent l'unité de l'œuvre d'art* : c'est le *style*. En matière d'ameublement, le style Louis XV, le style Louis XVI, en architecture le style roman, le style gothique en fournissent de frappants exemples. Le goût des contemporains décide de la longévité des styles; il faut être une nature puissante et audacieuse pour le braver et diriger l'art dans de nouvelles voies.

Mais ni les modèles de la nature, ni les influences de la race, ni la tradition d'une école, ni le style d'une époque, ni le « climat artistique » ne suffisent à expliquer la formation des

œuvres d'art et, par conséquent, de l'idéal qui les inspire. Marquée à l'empreinte d'une personnalité, l'œuvre d'art est née du besoin de dominer le réel, et à ce titre elle est une création interne. Par sa raison raisonnante, l'homme cherche à tout incorporer à ses constructions scientifiques ; par son vouloir, tout s'ordonne en activité morale : de même, par l'empire de ses facultés esthétiques, il soumet tout le réel à son pouvoir d'interprétation. Saisi d'enthousiasme devant la noblesse de l'activité artistique, Dante Alighieri la compare à celle du Tout-Puissant :

... che vostra arte a Dio quasi nepote.

(Enfer, XI, 403.)

L'art est petit-fils de Dieu, car il est enfanté par le pouvoir créateur de l'homme, comme l'homme lui-même est sorti des mains de Dieu. Ce qu'il y a de plus élevé et de plus ravissant dans l'art, l'homme le tire de lui-même. Et quand cet homme s'appelle Homère ou Phidias, Dante ou Giotto, Michel-Ange ou Raphaël, Beethoven ou Wagner, la personnalité créatrice s'affirme si impérieuse que l'œuvre jaillissant de ces riches natures commande le milieu après lui avoir obéi et ouvre pour l'avenir un sillage nouveau.

Les facteurs internes de l'œuvre d'art sont les facultés créatrices de l'artiste : l'imagination et l'intelligence, et dans toute œuvre d'art leur action se reconnaît. Certes, il faut de la technique et du métier, qu'il s'agisse de statues ou de monuments, de toiles ou de symphonies ; mais c'est l'imagination et c'est l'intelligence qui donnent un sens, une voix aux pierres et aux couleurs, aux sons et aux mots.

Nous préciserons plus loin, en étudiant la nature de l'œuvre où s'incarne l'idéal, quelle part revient à l'une et à l'autre des facultés esthétiques. L'analyse des œuvres définitives laissées par des artistes supérieurs accuse le travail qui a présidé à la formation de cet idéal.

Mais déjà l'intervention de l'imagination et de l'intelligence

se révèle dans les avant-projets des grands maîtres, dont les transformations progressives permettent de suivre le pouvoir dynamique de l'idée. Bien plus, dans les essais naïfs auxquels se livrent les enfants et les primitifs, on saisit l'ébauche du geste créateur, l'apport grossier d'une personnalité. Les dessins d'enfants recueillis dans les écoles relevant de la culture occidentale, sous la tente des Esquimaux ou dans les huttes de l'archipel australien ; les figures sculptées dans l'os ou tracées sur les parois des cavernes par les hommes de l'âge de pierre — et on peut ajouter les œuvres des périodes archaïques — attestent que les objets *ne sont pas exécutés tels qu'ils sont vus, mais tels qu'ils sont imaginés et conçus*. La constatation vaut la peine qu'on s'y arrête. Voici trois particularités qui en montrent la valeur.

D'abord le procédé de schématisation. Enfants et primitifs stylisent les objets ; ils ne font place qu'à ce qui leur paraît essentiel et leur point de vue, on le comprend, est très variable.

Au degré inférieur, une tête, un tronc et deux jambes résument le corps humain. Au fur et à mesure que les jeunes artistes croissent en âge, l'œuvre se complète par l'insertion du cou, des cheveux, de la barbe, des sourcils. L'enfant, aux yeux de qui l'usage du tabac est un signe de supériorité, pique une grosse pipe dans la bouche de ses personnages ; les Bakairi oublient de remarquer la bouche, mais accentuent le nez qu'ils ont l'habitude de perforer, tandis que les Bororo, chez qui on fend la lèvre inférieure, soulignent la bouche, mais parfois négligent le nez ⁽¹⁾.

D'autre part, tous ces dessinateurs traitent isolément chaque partie de l'objet dessiné, sans tenir compte des rapports de proportion avec l'ensemble : il n'est pas rare de voir sur un petit

⁽¹⁾ VAN DER STEINEN, *Unter den Naturvölkern Central-Brasiliens*. Leipzig, 1894, p. 253.

corps des mains trop grandes, mal exécutées et munies de bagues énormes.

Enfin, chose plus significative, la logique supplée à l'insuffisance du dessin. Sous un chapeau on marque les cheveux ; sous un habit les lignes du corps ; l'estomac est dessiné dans un corps habillé ; un visage de profil reçoit deux yeux qui regardent en face ; inversement un visage de face possède un nez proéminent sur le côté et celui-ci fait parfois double emploi avec un second nez vu de face. On montre ce qu'il y a à l'intérieur des maisons, des bateaux ; des enfants esquimaux dessinent une tente et y situent des scènes de la vie courante qui se passent sous la tente ⁽¹⁾. N'est-ce pas la preuve que l'enfant comme le primitif n'est pas un simple imitateur, mais un logicien : frappé d'un détail qu'il considère comme caractéristique, il cherche par tous les moyens à le mettre en relief ; son imagination et son intelligence ont façonné le plan de l'œuvre réalisée.

Plusieurs de ces particularités, notamment le mélange de la vue de profil et de face, le dessin du corps sous les draperies, se retrouvent dans un grand nombre de sujets égyptiens.

De même, l'époque archaïque de l'art grec offre des exemples de schématisation logique, où, en dépit de la perspective et de la vérité, on représente, outre ce qu'on voit, ce qu'on *veut*, mais ce qu'on ne *peut* voir. Des vases de céramique doricienne reproduisant des scènes funéraires, montrent un lit de parade vu de profil, tandis que le corps qui y est déposé fait face au spectateur, pour que celui-ci en saisisse toutes les parties.

On retrouve ces particularités chez les peintres primitifs de l'école flamande et italienne. Les grands maîtres eux-mêmes recourent parfois au procédé de bilocation, qui est un vestige d'archaïsme. La *Vie de saint Bavon* de Rubens résume, dans une même toile, deux scènes fondamentales de la vie du héros.

(1) LEVINSTEIN, *op. cit.*, fig. 75. 44, 106, etc.

Memlinck dispose dans les compartiments d'un même tableau tous les épisodes de la passion du Christ.

Au berceau de l'art, comme à l'apogée, l'homme se surajoute à la nature, à la race et au milieu, *homo additus naturae*; même avant que de l'extérioriser, l'artiste appose à sa conception le sceau de sa personnalité.

*
* * *

Mais bientôt l'idée que l'artiste caresse et chérit acquiert un pouvoir *dynamique*, elle devient une *idée-force*, et tôt ou tard elle engendre « ce fatal penchant qui nous pousse malgré nous à donner une figure à ce que nous avons dans la tête, à montrer aux autres ce que nous avons vu, à leur faire sentir ce que nous avons senti ».

La mélodie intérieure chante à ses oreilles, et le musicien la fixe dans ses notations; la vision poursuit le poète et il la revêt d'une livrée littéraire; l'image flotte devant le peintre, le statuaire, l'architecte, riche de couleurs, nette de formes, et il la fait descendre de son mieux dans les matériaux maniés par ses mains habiles.

D'aucuns ont voulu attribuer les œuvres d'art paléolithiques à une préoccupation utilitaire : les primitifs auraient obéi à l'idée que la représentation du renne sur les parois de la caverne pouvait l'attirer ou faciliter sa capture, si bien que, selon le mot de Reinach, l'art des primitifs aurait été une « magie ». Mais on a fait remarquer, à juste titre, que la représentation d'animaux s'explique aussi bien par le jeu d'un mobile désintéressé, et que les représentations de figures humaines ne s'accommodent pas de l'explication utilitaire ⁽¹⁾. Le dessin des primitifs est fruste comme leur conception, mais eux aussi obéissent au besoin psychologique d'extérioriser une conception interne.

(1) LUQUET, Le problème des origines de l'art et l'art paléolithique. (*Revue philosophique*, mai 1913.)

Cette extériorisation exige des facultés techniques auxquelles rien ne peut suppléer : tout artiste accompli possède des sens affinés, c'est un type de visuel ou d'auditif, un coloriste, un dessinateur.

* * *

Si l'on demande quels rapports existent entre la formation mentale de l'idéal et son exécution, on peut répondre d'abord que la seconde est toujours logiquement dépendante de la première et qu'elle lui est le plus souvent chronologiquement postérieure. Les uns couvent longtemps l'image avant de la matérialiser, d'autres exécutent pour ainsi dire au fur et à mesure qu'ils conçoivent. Les uns procèdent par tâtonnements et se corrigent eux-mêmes, les autres se mettent dès l'abord au travail et leur idéal s'enrichit et se perfectionne en même temps qu'ils l'exécutent. Des organisations puissantes comme Rubens méditaient peu et s'abandonnaient à leur riche nature ; pour lui, de l'idée à la toile, il n'y avait pas loin. Mais la fougue n'excluait pas la claire vision du but à atteindre.

Au demeurant, l'exécution ne répond jamais complètement à la conception ; et c'est ce qui explique combien rarement les artistes sont satisfaits de leur œuvre. Si Michel-Ange s'éprit de son *Moïse*, combien d'autres ont failli détruire des travaux remarquables : l'idéal réalisé n'est jamais adéquat à l'idéal conçu, et mieux que personne l'artiste mesure cette défaillance. N'est-ce pas une preuve nouvelle de la netteté de l'image interne dont l'œuvre d'art est l'imparfaite copie ?

II.

Considéré comme fait collectif ou sociologique, l'art est impliqué dans le vaste réseau d'éléments psychiques qui forment la culture d'une nation, et les questions qui touchent à sa

genèse, ou à son essor, forment un chapitre important de ce qu'on appelle parfois la psychologie des peuples (*Völkerpsychologie*).

L'histoire atteste que l'essor artistique complet est intimement lié à des conditions de haut développement économique, d'autonomie et d'expansion politique : l'art, comme la science et la philosophie, est fils de la paix et du bien-être.

Le travail artistique est une occupation de luxe à laquelle l'homme ne peut s'adonner librement aussi longtemps que la sécurité individuelle et sociale n'est pas assurée. Aussi la guerre fut toujours pour la culture artistique le signal de la léthargie ou de la mort. L'histoire des invasions barbares en fournit de nombreux exemples. Au V^e siècle, Ravenne est la seule oasis où, dans les répités que leur laissent parfois ces temps troublés, les princes orientaux ou barbares entretiennent le feu sacré de l'art.

Par contre, les siècles de prospérité économique et politique sont aussi des siècles d'art. L'Athènes de Périclès, la Byzance de Justinien, l'Occident du XIII^e siècle, la Rome des papes et la Florence des Médicis aux temps de la Renaissance, sont des milieux éminemment propices à l'éclosion artistique. L'art est une plante délicate qui pousse volontiers dans les riches cultures.

Pour la même raison, l'art aime les capitales ; il se trouve bien du luxe qu'elles abritent, et les faveurs du pouvoir l'y retiennent. Quand l'axe du monde grec se déplaça, l'art émigra d'Athènes à Alexandrie, comme plus tard il se transporta à Rome. Nos métropoles modernes, comme celles d'autrefois, sont des foyers artistiques ; elles donnent aux artistes la consécration et la célébrité.

Fleur de culture, l'art subit l'influence des autres facteurs sociaux, et notamment de la religion, de la science et de la philosophie. Nulle part ne se manifeste plus clairement l'interaction d'éléments qui tous s'entrecroisent et se compénètrent.

Au premier chef, la religion est une des grandes inspiratrices de l'art. Voyez le rôle de la divinité dans les monuments égyptiens, la place de la mythologie grecque dans la sculpture ancienne, surtout l'heureuse empreinte du christianisme dans l'art du moyen âge et dans l'art de la Renaissance. Les cathédrales sont à la fois des œuvres de beauté et des asiles de prière; l'histoire de l'ancien et du nouveau Testament fournit le thème principal de l'art des verrières, de la peinture, de la sculpture à travers le moyen âge, et si l'on supprimait les sujets religieux qui revivent dans l'art italien de la Renaissance, il resterait peu de chose des grands musées de Florence et de Rome.

Dans une mesure moindre, mais réelle, l'art d'une époque porte la marque des préoccupations scientifiques dominantes : il suffira de citer les nombreuses représentations des arts libéraux que le moyen âge nous a laissées dans ses miniatures, ses vitraux, ses cloîtres; les toiles d'un Traini (à Pise), d'un Gozzoli (au Louvre), qui symbolisent les chaudes luttes philosophiques du XIII^e siècle, ou encore les allégories scientifiques de Raphaël et de Michel-Ange.

Inversement l'art se répand comme une rosée bienfaisante sur tout le champ de la vie sociale et nous dirons plus loin sa finalité moralisatrice.

Notes critiques sur Sénèque, Arnobe, etc.,

par P. THOMAS, membre de l'Académie.

Sénèque, *De otio*, 2, 2, éd. Hermes : *et ad alios actus † animos referre*.

« Je montrerai, dit Sénèque, qu'on a le droit, quand on a fourni sa carrière, de se livrer à la vie méditative et de laisser l'action à d'autres (*et ad alios, etc.*). »

On a essayé de diverses façons de corriger ce texte corrompu. Une correction qui s'imposait d'abord, et dont on ne semble pas s'être avisé, c'est celle de *referre* en *deferre*. « S'en remettre à quelqu'un de quelque chose » se dit en latin *aliquid ad aliquem deferre*. (Voir les nombreux exemples réunis dans le *Thesaurus*, au mot *deferre*, IV.)

Le seul mot qui fasse ensuite difficulté est *animos*. Rien de plus simple que d'écrire *animos* < os > ⁽¹⁾. De *animosos actus* on peut rapprocher *animosa facta, bella, pericula*. (Voir le *Thesaurus*.)

De otio, 3, 1 : ... *res ipsa patitur me ire in illorum sententiam, QUONIAM si quis semper unius sequitur, non in curia sed in factione est*.

Vahlen ⁽²⁾ a fort bien montré qu'il fallait conserver la leçon des manuscrits : *QUAM si quis, etc.*, également défendue par M. René Waltz ⁽³⁾. Aux exemples cités par ces deux savants

⁽¹⁾ M. MAROUZEAU (*Revue de philologie, de littérature et d'histoire anciennes*, 1913, p. 51) avait déjà proposé *animosos*, mais il lisait : *ad alios actui* (variante fournie par D) *animosos referre*, ce qui ne me paraît pas admissible, car *referre* est alors privé de complément direct. Il aurait fallu tout au moins : *ad alios actui animosos re<m> <de>ferre*.

⁽²⁾ *Opuscula academica*, t. I, pp. 67-68. Leipzig, 1907.

⁽³⁾ Dans son édition du *De otio*. Paris, Hachette, 1909.

j'en pourrais ajouter d'autres ⁽¹⁾, et je souhaiterais, avec Vahlen, qu'on fit une étude complète sur cette licence syntaxique, plus fréquente qu'on ne croit en latin, qui consiste à prendre le relatif dans un sens plus étendu que l'antécédent ⁽²⁾. Et même, parmi les passages allégués par M. R. Waltz, j'en relève un où le relatif est pris dans un sens AUTRE que l'antécédent. C'est celui du *De otio*, 6, 4 : *Nos certe sumus qui dicimus et Zenonem et Chrysippum maiora egisse, quam si... LEGES tulissent : QUAS non uni civitati, sed toti humano generi tulerunt*. Là, *leges* désigne des lois civiles et politiques, tandis que le relatif *QUAS* désigne des lois morales, d'un caractère purement philosophique. Il y aurait donc deux cas à distinguer : 1° celui où l'antécédent représente un concept particulier et le relatif un concept général (qui peut être particularisé dans la proposition relative, comme dans le passage qui nous occupe : *quam... unius*); 2° celui où l'antécédent et le relatif représentent deux concepts particuliers qui se ramènent à une idée commune (celle de *leges* dans le *De otio*, 6, 4).

De otio, 5, 2 : *Navigant quidam et labores peregrinationis longissimae una mercede perpetiuntur cognoscendi aliquid abditum remotumque*.

(1) CICÉRON, *De leg.*, III, 20, 47 : *publice constitutis accusatoribus; qui quidem graves esse non possunt, nisi sunt voluntarii*. Id., *Pro Milone*, 26, 69 : *motu aliquo... qui quam crebro accadat, experti scire debemus*. SALLUSTE, *Jug.*, 6, 3 : *... opportunitas suae liberorumque aetatis, quae etiam mediocri viros spe praedae transvorsos agit*. SÉNÈQUE, *Epist.* 43, 3 : *parietes tui ... quos plerumque circumdatos nobis iudicamus non ut tutius vivamus, sed ut peccemus occultius*. Id., *Epist.* 53, 1 : *erat ... caelum grave sordidis nubibus, quae fere aut in aquam aut in ventum resolvuntur*; *ibid.*, § 5 : *ut primum stomachum, quem scis non cum mari nausiam effugere, collegi*. Id., *Epist.* 59, 6 : *illi (les anciens auteurs) ... parabolis referti sunt, quas existimo necessarias, non ex eadem causa qua poetas, sed ut imbecillitatis nostrae adminicula sint, etc.* JUVÉNAL, V, 43-45 : *Nam Virro, ut multi, gemmas ad pocula transfert | A digitis, quas in vaginae fronte solebat | Ponere zelotypo iuvenis praelatus Iarbae*. Id., *ibid.*, 155 et suiv. : *Tu scabie frueris mali, quod in aggere rodit | Qui tegitur parma et galea, etc.*

(2) En pareil cas, le grec emploie ὅστις.

On a cru voir ici une allusion à la mission envoyée par Néron à la recherche des sources du Nil ⁽¹⁾. Cela me paraît bien douteux : 1° à cause de l'expression *navigant*, qui ne convient guère à l'exploration des sources du Nil ⁽²⁾; 2° parce que les deux centurions envoyés par Néron n'avaient pas agi *una mercede cognoscendi aliquid abditum remotumque*, mais par ordre de l'empereur.

De tranq. an., 1, 3 : *Non est quod dicas omnium virtutum tenera esse principia, tempore illis duramentum et robur accedere; non ignoro etiam quae in speciem laborant, dignitatem dico et eloquentiae famam et quicquid ad alienum suffragium venit, mora convalescere : et quae veras vires parant et quae ad placendum fuco quodam SUBORNANT, exspectant annos, donec paulatim colorem diuturnitas ducat.*

SUBORNANT est une correction de M. Gertz; les manuscrits portent SUBORNANTUR.

Voici comment le savant philologue danois essaie de justifier son émendation : « *Scribitur : et quae veras vires parant et quae ad placendum fuco quodam subornantur. Sed apparet ea, quae posteriore loco significantur, eadem esse, quae paullo ante in speciem laborare dixit (h. e. in id laborare, ut aliquam nobis speciem, dignitatem scilicet et eloquentiae famam similiaque, circumdent); ea autem non ipsa fuco quodam ad placendum subornantur, sed nos hac specie subornant. Idque verum esse etiam parant (scil. nobis), quod praecedit, ostendere debebat* ⁽³⁾. »

M. Gertz a voulu établir un parallélisme exact entre *quae veras vires parant* et *quae ad placendum, etc.*, et il part de cette remarque, très juste en soi, que *quae ad placendum, etc.* dit au fond la même chose que *quae in speciem laborant*. Seulement il

⁽¹⁾ Voy. SÉNÈQUE, *Nat. quaest.*, VI, 8, 3-4 : *Ego quidem centuriones duos, quos Nero Caesar, ut aliarum virtutum ita veritatis in primis amantissimus, ad investigandum caput Nili miserat, audiivi narrantes longum illos iter peregissee, etc.*

⁽²⁾ *Navigare* tout court se dit de la navigation maritime.

⁽³⁾ *Studia critica in L. Annaei Senecae dialogos*, pp. 136-137. Copenhague, 1874.

se trompe, selon moi, en regardant *dignitatem, eloquentiae famam* et *quicquid ad alienum suffragium venit*, comme une explication du mot *speciem*, alors que ces termes sont évidemment destinés à expliquer *quae — laborant*. Sans doute la phrase de Sénèque est illogique; car ce qui vise à l'éclat extérieur (*quae in speciem laborant*), c'est l'ambition, c'est l'éloquence, et non la considération (*dignitas*), ni la renommée de l'éloquence (*eloquentiae fama*) : il y a confusion entre les principes d'action et les résultats. Mais de pareilles négligences ne sont pas rares chez Sénèque, esprit plus brillant que précis, et cette observation nous autorise à rejeter l'interprétation forcée de M. Gertz. Dès lors, *quae ad placendum, etc.*, comme *quae — laborant*, représente les avantages extérieurs, tels que la considération, la renommée, etc., et il n'y a aucune raison de changer *subornantur* en *subornant* ⁽¹⁾.

De tranq. an., 1, 2 : *Quaero... cui talem adfectum animi similem putem, nec ulli propius admoverim exemplo quam eorum, qui ex longa et gravi valetudine expliciti motiunculis levibusque interim offensis perstringuntur et, cum RELIQUIAS effugerunt, suspicionibus tamen inquietantur medicisque iam sani manum porrigunt et omnem calorem corporis sui calumniantur.*

Le mot *reliquias* pourrait, à la rigueur, s'expliquer par *reliquias febris* ⁽²⁾, « un reste de fièvre, les dernières atteintes de la fièvre ». Toutefois ce terme, sans déterminatif, me paraît trop vague, et je serais tenté de lire *RECIDIVAS* (sc. *febres*), « les rechutes ⁽³⁾ ». Le mot rare *RECIDIVAS* a pu être pris par un copiste ignorant pour *RELIQUIAS*.

(1) Est-il besoin de dire que le passif *subornantur* a le sens du réfléchi et qu'il faut traduire : « ce qui se pare d'un éclat emprunté » ?

(2) L'expression *reliquiae febris* est dans CELSE, III, 4.

(3) Cf. PLINE, *Nat. hist.*, XXX, 30, 6 : *Quo genere et RECIDIVAS frequenter abigi affirmant*. CELSE, III, 4 : *Hippocrates, si alio die febris desisset, RECIDIVAM timere solitus est.*

De tranq. an., 2, 15 : *Fastidio esse illis coepit vita et ipse mundus, et subit illud tabidarum deliciarum : « quousque eadem » ?*

Tabidarum est une conjecture de Juste Lipse; les manuscrits ont *rabidarum*. On peut hésiter entre les deux, mais il est plus prudent de s'en tenir à la leçon des manuscrits. Sénèque, à diverses reprises, remarque finement que la *luxuria* et les *deliciae* rendent les gens irritables et emportés (qu'on songe aux accès de colère des enfants gâtés!). Voy. *De ira*, II, 25, et *Epist.* 47, 19 : *ad RABIE*M nos cogunt pervenire *DELICIAE*, ut quicquid non ex voluntate respondit, iram evocet. L'exclamation *quousque eadem?* convient à des gens exaspérés aussi bien qu'à des gens abattus, découragés.

De tranq. an., 8, 7 : *At Diogeni servus unicus fugit nec eum reducere, cum monstraretur, tanti putavit. « Turpe est », inquit, « Manen sine Diogene posse vivere, Diogenem sine Mane non posse. » Videtur mihi dixisse : « Age tuum negotium. Fortuna, nihil apud Diogenem iam tui est : fugit mihi servus, immo LIBER ABII. »*

A la leçon de A : *abit* (= *abiit*) *Hermes* a cru devoir substituer la conjecture de van der Vliet *abii*, qui n'est que spécieuse. Comment le maître qu'un esclave a quitté peut-il dire de lui-même *abii*? Et si Diogène oppose sa propre situation (*abiit*) à celle de son esclave (*fugit*), il est indispensable d'exprimer le pronom *ego* avec *abii*; van der Vliet l'a senti et a proposé en effet *immo* < *ego* > *liber abii*, ce que *Hermes* n'a pas osé adopter, comme s'éloignant trop du texte des manuscrits.

La leçon de A : *liber abit* (= *abiit*) est irréprochable. *Fugit mihi servus* est l'explication de *nihil apud Diogenem iam tui est*. Cet esclave était le seul des biens de fortune qui restât à Diogène. Il s'est enfui : le philosophe peut désormais se rire des coups du sort (*age tuum negotium, Fortuna*). Il s'est enfui..., mais est-ce bien là le terme propre? Diogène a-t-il un seul instant songé à le retenir? Point du tout, car si *Manès* peut se passer de lui, il peut tout aussi bien se passer de *Manès*. Celui-ci

est donc parti librement : *liber abit*. Tel est l'enchaînement des idées. Ce qui suit (§8) : *Familia petit vestiarius victumque, etc.*, n'a aucun rapport avec le commentaire que Sénèque donne des paroles de Diogène, mais développe une pensée nouvelle, savoir que les esclaves sont une cause de dépenses et de soucis.

Arnobe, I, 50, éd. Reiff. : *Imperio ille (le Christ) uno exturbavit a corporibus daemones et exanimatis suos restituit sensus : sub eorum tortantes ⁽¹⁾ et illi (les Apôtres) se casibus iussione non alia sanitati et constantiae reddiderunt.*

Au lieu de *casibus*, Hérault lisait *incursibus*, qui donne un sens satisfaisant ⁽²⁾. Mais il m'est venu à l'esprit une correction plus simple et plus facile à justifier au point de vue paléographique, savoir : QUASSIBUS.

Le substantif verbal *quassus*, de *quater*, est rare. Il se rencontre dans un vers de Pacuvius cité par Cicéron ⁽³⁾ :

*Mittite : nam attrectatu et QUASSU
Saevom amplificatis dolorem,*

et il a été restitué par Madvig dans Sénèque, *Consol. ad Marc.*, 11, 3 : *Quid est homo? quolibet QUASSU ⁽⁴⁾ vas et quolibet fragile iactatu.*

Rien d'étonnant qu'un copiste dérouté par ce vocable inconnu ait remplacé *quassibus* par *casibus*, d'autant que *c* et *qu* sont quelquefois confondus dans les manuscrits ⁽⁵⁾.

Quater se disait de l'ébranlement physique et moral que les démons produisaient chez les possédés. Cf. Firmicus Maternus, *Mathes.*, III, 4, 27 : *quamvis violentus sit daemon, qui corpus*

⁽¹⁾ Correction de Saumaise pour *portantes*.

⁽²⁾ Cf. FIRMICUS MATERNUS, *Mathes.*, VIII, 9 : *laborantes daemonum INCURSIONE homines*. LACTANCE, *Divin. inst.*, IV, 27 : *universos daemones verbo fugabat hominumque mentes emotas et malis INCURSIONIBUS furiatas in sensus pristinos reponebat, et plus loin : ... is, quem constat INCURSUM daemonis perpeti.*

⁽³⁾ *Tuscul. disp.*, II, 21, 48 = v. 266-267 Ribb.

⁽⁴⁾ Les manuscrits donnent *quodlibet quassum vas*.

⁽⁵⁾ Voy. LINDSAY, *Introduction à la critique des textes latins*, trad. Waltzing, p. 87.

hominum animumque QUATIAI. Lactance, *Divin. inst.*, II, 15 :
(*daemones*) *mentes furoribus* QUATIUNT.

Le pluriel *quassibus* a des analogues dans *iactatibus* (Ovide, *Metam.*, VI, 703), *nutibus*, *actibus*, *conspectibus*, *obtutibus*, *instinctibus*, etc. ⁽¹⁾.

II, 61 : *Vestris non est rationibus liberum, implicare vos talibus et tam remota* INUTILITER *curare*.

Inutiliter est une conjecture de Sabaeus ; le manuscrit donne *inutilitate*, d'où M. Brakman ⁽²⁾ a tiré *sine utilitate*. Je préférerais *inutili* < *seduli* > *tate*.

III, 40 : *nec est aliquid fidum, quo insistere mens possit veritati suae* † *proxime suspicione coniciens*.

M. Brakman ⁽³⁾ corrige : *quo insistere mens possit veritati sita proxime suspicione coniciens*. Je soupçonne qu'il y a une lacune dans le texte et que le groupe de lettres — *uae* est une altération de — *ue* (— *ve*). En conséquence, je lirais : < *veritatem* > *veritative proximā suspicione coniciens*. Cf. III, 18 : *veri aliquid... suspicionibus indagare*.

IV, 16 : *Immo, inquiet quinta Minerva, † tutunis, quae marita et puerpera totiens castitatis purae inminuta es sanctitate*.

Gelenius approchait de la vérité en conjecturant : *Minerva tu sis*. Ponctuons et lisons : *Immo, inquiet quinta, Minerva tu ut sis, quae — inminuta es sanctitate*? On connaît cet emploi du subjonctif avec *ut* dans une proposition interrogative, pour marquer qu'on proteste énergiquement contre telle ou telle affirmation, telle ou telle supposition, telle ou telle prétention, etc., et qu'on la repousse comme inadmissible ⁽⁴⁾. Voyez les nombreux exemples réunis par Holtze dans sa *Syntaxis*

⁽¹⁾ Voy. GEORGES, *Lexikon der lateinischen Wortformen*.

⁽²⁾ *Miscella*, p. 7. Leyde, 1912.

⁽³⁾ *Miscella*, p. 8.

⁽⁴⁾ Ce sont les termes dont se sert RIEMANN, *Syntaxe latine*, § 168. (Cf. *ibid.*, rem. III.)

priscorum scriptorum Latinorum ⁽¹⁾, sans parler des autres grammairiens ⁽²⁾.

VI, 12 : *cum pilleo Vulcanus et malleo, manu liber sed dextera ut fabrili expeditioni succinctus*.

Je suis d'avis de rétablir la leçon du manuscrit : *et fabrili expeditione succinctus*, en prenant *fabrili expeditione* pour un ablatif de manière : Vulcain a le bras droit libre, et il a relevé sa tunique à la façon d'un forgeron qui se met à l'aise (pour travailler). *Expeditio* désignerait alors l'état de celui qui est *expeditus*, la tenue dégagée, l'équipage leste. M. Goelzer a consacré quelques pages instructives aux dérivés abstraits en — *io* et à leurs différentes significations dans sa remarquable *Étude lexicographique et grammaticale de la latinité de saint Jérôme* ⁽³⁾. On y trouvera des exemples qui viennent à l'appui de mon interprétation.

Incerti auctoris Epitome rerum gestarum Alexandri Magni, ed. O. Wagner, § 120 : *Atheniensibus dentur in aedem Minervae sella aurea atque amictus speculis ex auro*.

Le mot *speculis* n'a aucun sens. On a proposé diverses corrections. Je lirais volontiers : *amictus TEXTILIS ex auro*. Dans AMICTVSTEXTILIS un copiste aura cru voir AMICTVS-SPECVLIS. Pour ce qui concerne les tissus d'or dans l'antiquité, je me contente de renvoyer à Marquardt, *Das Privatleben der Römer*, pp. 518-519.

(1) Tome II, pp. 464-465.

(2) MADVIG, § 353, rem. GANTRELLE, § 166, 4, rem. ROBY, *Syntax*, § 4708, etc.

(3) Pages 62-85. Paris, 1884.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 8 janvier 1914.

M. le comte J. DE LALAING, directeur pour 1913, occupe le fauteuil.

M. L. SOLVAY, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. Juliaan De Vriendt, *directeur pour 1914*; G. De Groot, Max. Rooses, J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, L. Lenain, F. Courtens, L. Frédéric, A.-J. Wauters, J. Brunfaut, Égide Rombaut, G. Hulin de Loo, Émile Claus, J.-B. van den Eeden, Léonard Blomme, Sylv. Dupuis, Fernand Khnopff, Léon Du Bois, *membres*; A. Baertsoen, P. Bergmans, Victor Horta, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, et Mestdagh, correspondant.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts transmet une expédition de l'arrêté royal du 10 décembre 1913 nommant M. Juliaan De Vriendt président de l'Académie pour 1914.

MM. J. Smolderen et Louis Buisseret remercient la Classe pour l'appréciation émise sur leurs travaux réglementaires de pensionnaires du Gouvernement.

— Hommage d'ouvrage :

Les fêtes musicales de l'Exposition de Gand, par Paul Bergmans. — Remerciements.

ÉLECTIONS.

La Classe se constitue en comité secret pour procéder aux élections.

Sont élus :

Section de peinture :

Correspondant : M. Alexandre Struys, peintre, à Uccle.

Section de musique :

Correspondant : M. Émile Wambach, directeur du Conservatoire royal flamand, à Anvers.

La Classe procède ensuite à l'élection du directeur pour l'année 1915.

Les suffrages se portent sur M. Jules Brunfaut.

M. le comte de Lalaing remercie ses confrères de leur amical concours pendant la durée de son mandat.

M. Brunfaut, invité à prendre place au bureau, remercie pour le témoignage de sympathie dont il est l'objet.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. HORTA demande à revenir sur les observations présentées dans la précédente séance par M. BULS au sujet des avant-corps de la rue Montagne-du-Parc. Les arguments de son collègue ne lui ayant pas été communiqués, il n'avait pu les examiner et n'a pu y répliquer. Il a semblé en résulter qu'en combattant l'avis émis par la Classe en faveur du maintien des avant-corps, il avait agi avec incompétence et légèreté, confondant un plan de terrassement avec un plan de construction. M. Horta croit donc de son devoir de se défendre.

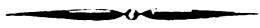
M. BULS, dit-il, a produit devant la Classe des beaux-arts un plan qu'il a prétendu être le plan même d'exécution des avant-corps par Guimard : ces avant-corps seraient donc son œuvre, ce que M. Horta avait contesté. Or, les documents que M. Horta a consultés aux Archives du Royaume (*Inventaire des Archives du Royaume*, par Gachard, plans catalogués 1160 à 1164, et les douze premiers volumes des lettres, rapports, etc., conservés) démontrent que le plan catalogué au n° 1164, et que M. BULS a présenté à la Classe, n'est pas signé, n'est pas attribué à Guimard, ne figure pas dans les comptes d'honoraires fournis à la Ville par celui-ci et n'est pas, à vrai dire, un plan de construction, puisqu'il ne porte aucune cote.

A la note dont il donne lecture, M. Horta a joint les documents qu'il a réunis. Ils établissent que c'est par erreur qu'on a mis en doute l'authenticité du plan annexé à la charte et dont il avait fait état pour démontrer sa thèse ; les textes l'attribuent d'une manière formelle à Guimard ; ce plan n'est pas un plan de nivellement et de terrassement, attendu qu'il ne porte aucune cote de niveau, mais un plan d'alignement et de création du

quartier; la Ville de Bruxelles ne possède aucun autre plan de ce genre; il est semblable à tous les plans de quartiers, et la rue Montagne-du-Parc y est parallèle jusqu'à la rue de la Chancellerie. Afin d'éviter une dépense de 47,000 florins, la Ville proposa, en 1775, de faire le raccordement par l'impasse existante, et ce d'après un plan de l'ingénieur Frisco; l'exécution fut estimée à 8,000 florins; ce projet fut rejeté parce que le raccord se serait fait d'une manière oblique et que « les lignes doivent être droites », y était-il dit. La Ville proposa alors un second projet du même ingénieur, lequel fut accepté à condition que la largeur de la rue fût suffisante pour que deux carrosses pussent y passer de front. Il n'est donc pas douteux que la rue Montagne-du-Parc, telle qu'elle existe, *n'est pas* de Guimard.

M. Horta engage la Classe, si elle se rallie à ses explications, à préciser le vœu qu'elle a émis. En se plaçant, comme elle l'a fait, au point de vue exclusivement pittoresque, il n'était pas nécessaire d'attribuer à Guimard la paternité, évidemment fausse, du rétrécissement de la rue Montagne-du-Parc.

La Section d'architecture s'étant mise d'accord avec M. Horta sur ce point, la Classe décide que le nom de Guimard ne figurera pas dans le texte du vœu précédemment voté, et qu'il sera fait mention de cette suppression dans le *Bulletin*.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Beco (E.). Discours prononcé le 1^{er} octobre 1913 à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil provincial du Brabant. Bruxelles, 1913; in-8° (57 p.).

de Borchgrave (Baron). La part des Belges dans la fondation de l'État de New-York. Bruxelles, 1913; extr. gr. in-8° (48 p.).

De Greef (G.). La représentation des intérêts. Bruxelles, 1913; gr. in-8° (36 p.).

De Jonghe (vicomte Baudouin). Quelques monnaies de Juste-Maximilien de Bronckhorst, comte de Gronsveld (1617-1662). Bruxelles, 1914; extr. in-8° (15 p., gr.).

Gielkens (Émile). La jeunesse du Camoëns. Bruxelles, 1913; in-16° (48 p.).

Gobert (Théodore). La foire de Liège, son passé. Liège, 1913; in-16° (24 p.).

— Église de Saint-Séverin-en-Condroz. Liège, 1913; in-16° (11 p.).

Matthieu (Ernest). Les dignités du chapitre de Sainte-Waudru, à Mons. Anvers, 1913; in-8° (60 p.).

ANVERS. *Centenaire N. De Keyser*. Uittreksel ontleed aan de schrijving, door H. Hymans, uitgegeven ten jare 1889 in het jaarboek der Koninklijke Academie van België. (Vertaling van C. Vermeiren, 1913, pet. in-4°.)

Cagnat (René). L'armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire de l'Afrique sous les empereurs. Parties I et II. Paris, 1912. 2 vol. in-4° (pl. et fig.).

VALENCE. *Société d'archéologie de la Drôme*. Le chanoine Ulysse Chevalier. Son œuvre scientifique. Sa bio-bibliographie. Gr. in-8°, 1912.

Chevalier (Ulysse). Notice sur la vie et les travaux de M. Edmond Saglio. Paris, 1913; extr. pet. in-4° (46 p. et portr.).

— Répertoire des sources historiques du moyen âge. Topo-bibliographie, fasc. 1 à 6. Montbéliard.

— Hymnes et proses inédites de Claude Santeul. Paris, 1909; in-8° (371 p.).

Chevalier (Ulysse). Poésie liturgique des églises de France aux XVII^e et XVIII^e siècles. Paris, in-8° (252 p.).

— Institutions liturgiques de l'église de Marseille. Paris, 1910; in-8° (169 p.).

— Repertorium hynologicum, t. IV. Louvain, 1912; in-8° (382 p.).

— Histoire des archevêchés, évêchés et abbayes de France (Arles, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Toulon). Valence, 3 vol.: gr. in-4°.

Malo (Henry). Les corsaires dunkerquois et Jean Bart. T. II. Paris, 1913; in-8° (517 p., gr.).



CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Séance du 2 février 1914.

M. H. PIRENNE, directeur de la Classe.

M. J.-P. WALTZING, membre, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. Ern. Gossart, *vice-directeur* ; le baron de Borchgrave, le comte Goblet d'Alviella, A. Prins, Paul Fredericq, le baron Éd. Descamps, P. Thomas, E. Discailles, V. Brants, M^{ce} Wilmotte, J. Lameere, A. Rolin, J. Vercoullie, G. De Greef, H. Lonchay, Eug. Hubert, M^{ce} De Wulf, Ern. Mahaim, *membres* ; W. Bang, *associé* ; L. de la Vallée Poussin, J.-J. Van Biervliet, G. Cornil, L. Parmentier, H. Delehay, U. Berlière, Ém. Vandervelde, J. Bidez, *correspondants*.

Absences motivées : S. E. le cardinal Mercier ; MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, et Ém. Waxweiler, membre.

Sur la proposition de M. le Directeur, il sera écrit à M. le chevalier Marchal, Secrétaire perpétuel, que la Classe fait des vœux pour son prompt rétablissement.

CORRESPONDANCE.

La Société scientifique de Göttingue fait part du décès du secrétaire de la Classe d'histoire et de philologie, le Dr Friedrich Leo. — Des condoléances seront exprimées.

— M. le Ministre des Sciences et des Arts accuse réception du rapport de la Commission des grands écrivains, dont il approuve les conclusions.

— M. Hanns Schlitter, associé, remercie pour les félicitations qui lui ont été adressées.

— M. O. Backlund, président du Bureau de l'Association internationale des Académies, fait part du vote favorable à l'admission de la *Royal Society of Edinburgh* et de la *Societas Scientiarum Fennica*, d'Helsingfors, en qualité de membres de l'Association.

— M. De Wulf accepte de faire une lecture à la séance publique de mai : *Pages d'esthétique. La musique et l'expression.*

— M. le Ministre de l'Intérieur demande à la Classe de bien vouloir désigner six candidats pour la formation du jury du Prix Heuschling. — Il est fait choix des noms qui seront proposés à M. le Ministre.

— Hommages d'ouvrages :

La Finlande aux mille lacs ;

Sur les lacs de Finlande, par Jules Leclercq ;

L'internationalisation de la pensée ;

Discours prononcé à la séance de rentrée du 25 octobre 1913 de l'Université nouvelle, par G. De Greef ;

Catalogue de la Section belge à l'Exposition universelle de Gand (1913) par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail ;

Épitaphier de la famille d'Arschot, par le comte d'Arschot-Schoonhoven, avec une introduction de M. De Ridder (présenté par M. Pirenne, avec une note qui figure ci-après) ;

De opleiding onzer juristen, par Fockema Andreae, associé.

— Remerciements.

— Travail à l'examen :

Un mémoire de M. Vanderlinden : *Virgile de Salzbourg et les théories cosmographiques au VIII^e siècle*, est renvoyé à l'examen de dom Ursmer Berlière, MM. Brants et Pirenne.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

Le comte d'Arschot-Schoonhoven m'a prié de faire hommage à la Classe de l'*Épitaphier de la famille d'Arschot* (Arlon, F. Bruck, 1913), qu'il vient de publier. Des cent quarante-quatre monuments épigraphiques minutieusement décrits dans l'ouvrage, cinquante-neuf sont l'objet de reproductions photographiques excellemment exécutées. On peut citer ce beau recueil comme un exemple aux érudits qui s'intéressent à la confection du *Corpus inscriptionum Belgicanum* actuellement en voie d'élaboration. Le volume s'ouvre par une instructive préface de M. A. De Ridder sur l'ancienne juridiction héraldique de la Belgique.

H. PIRENNE.

PRIX EUGÈNE LAMEERE.

M. Discailles est remplacé dans le jury par M. Eugène Hubert. M. Lonchay sera premier commissaire.

FONDATION PIRENNE.

La Commission attribue la première annuité (1913) à M. Léo Verriest, archiviste aux Archives générales du Royaume.

PRIX DE KEYN.

M. Buls n'acceptant pas de faire partie de ce jury, il est remplacé par M. van Biervliet.

PRIX DUVIVIER.

IV^e période : 1914-1916.

La Classe désigne MM. Lamere, Brants, Vauthier et Pirenne pour faire partie de la Commission chargée de poser la nouvelle question; cette Commission sera complétée conformément à l'article 2 du règlement.

PRIX DU GOUVERNEMENT.

La Classe discute la revision des règlements des prix du Gouvernement.

Les conclusions seront portées à la connaissance de M. le Ministre des Sciences et des Arts.

La discussion relative à la création d'un Prix de géographie sera reprise à la prochaine séance.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. Maurice Wilmotte lit un mémoire sur le *Roman de Troie*, œuvre du milieu du XII^e siècle, dont il examine la place dans la littérature narrative de l'époque. Il en étudie particulièrement les aspects esthétiques. M. le Directeur présente une observation, à laquelle M. Wilmotte répond en donnant quelques explications supplémentaires.

A propos d'une conférence de M. Bryce sur les mœurs anglaises et la *Common Law*.

par M. JULES LAMEERE, membre de l'Académie.

Qui ne connaît la grande œuvre de M. Bryce, notre éminent associé, récemment encore ambassadeur de la Grande-Bretagne à Washington? Son *American Commonwealth* a illustré son nom; il est, pourrait-on dire, l'homme qui connaît le mieux à la fois les États-Unis et l'Empire britannique. La conférence, à l'occasion de laquelle sont écrites ces quelques pages, a été faite par lui à Portland devant l'Association des barreaux d'Amérique. Publiée dans une revue anglaise, elle a pour objet notamment cette partie du droit anglais qui doit son développement à ce qu'il y a de plus intime dans les mœurs de la nation, ce qui a fait que son auteur lui a donné pour titre : « L'influence du caractère national et du milieu historique sur le développement de la *Common Law* ⁽¹⁾. »

Le champ à parcourir était considérable; aussi M. Bryce s'est-il excusé de sa tentative; mais il n'a entendu naturellement que retracer les grandes lignes de son sujet.

La *Common Law* a passé l'Océan en 1620 avec la *May Flower*, mais, pour qui la considère en sa forme et son esprit, elle a gardé aux États-Unis, comme en Angleterre, sa physionomie particulière. On a dit de nos jours que l'Anglais n'est pas seulement un insulaire, qu'il est une île; ainsi pourrions-nous qualifier la *Common Law*, une île aussi difficilement accessible et pénétrable aux juristes du continent européen que l'est sans doute aux praticiens du monde anglo-saxon le droit d'outre-

(1) *The influence of national character and historical environment on the development of the Common Law.*

Manche. M. Bryce, faut-il le dire? n'est pas de ceux-ci : on peut lui adresser l'hommage que Sir Frederick Pollock, le savant émule de Maitland, a maintes fois rendu à d'éminents juristes français : il est de ces intelligences affinées qui ont le don de projeter des clartés sur les sujets les plus complexes. Il est vrai qu'il y a plus de vingt ans, et jusqu'au jour où il devint membre du cabinet Gladstone, il professait le droit romain à Oxford et qu'ainsi déjà il s'ouvrait des perspectives sur le droit de l'Europe continentale.

Le mouvement des affaires met fréquemment aux prises des juristes pénétrés de ces disciplines opposées et l'on n'est pas sans les voir maintes fois déconcertés devant la difficulté d'accommoder leurs pensées et, le cas échéant, d'exprimer leur accord.

M. Bryce rapporte à ce sujet un fait qui lui sert d'illustration et qui domine son exposé : on lui soumet un avis délibéré par un avocat distingué de l'Amérique méridionale ; le point de droit à trancher est, non point banal, mais l'un de ceux que prévoient à la fois la *Common Law* et la loi hispano-américaine. Cependant ce ne sont point les termes techniques seulement qui, dans le document, diffèrent de ceux qu'aurait employés un juriste anglo-américain, mais la méthode, l'exposé même du fait, la façon d'en dégager le droit, la discussion en sa forme, tout s'éloigne des habitudes d'esprit et des pratiques communes aux juristes des États-Unis et d'Angleterre.

L'exemple est topique : le juriste anglo-américain a une mentalité qui lui est propre ; dans la constance de son développement, la coutume anglaise a réagi sur l'homme, et, M. Bryce l'observe très justement, c'est dans la *Common Law*, dans sa substance et sa forme, que doivent se retrouver les traits qui marquent si distinctement ce juriste.

Point remarquable, la *Common Law* a gardé de ses commencements une physionomie qui ne s'est guère altérée : ainsi que le caractère de l'individu se trouve dessiné déjà quand vient pour lui l'âge d'homme, ainsi peut-on reconnaître dans la cou-

tume anglaise, en son expression lointaine, comme les linéaments du caractère particulier qu'une longue élaboration lui a assigné. La comparaison est de M. Bryce ; il ajoute qu'évidemment le mouvement du droit ne s'est point arrêté et que, des deux côtés de l'Océan, la *Common Law* n'a point été sans subir de radicales modifications ; son esprit a néanmoins survécu, et ce n'est point dans un passé récent, mais dans le haut moyen âge lui-même qu'il faut en rechercher les origines.

Y avait-il dans l'auditoire des praticiens, peu curieux de l'histoire, disposés plutôt à faire la part trop grande, dans le développement de cet esprit, au génie américain ? Non, sans doute ? M. Bryce n'en a pas moins cru devoir insister, peut-être en souriant, sur son point de départ et montrer que, ses qualités foncières, la *Common Law* peut les faire remonter à une époque bien antérieure à celle où « les aïeux du grand juge Marshall, du chancelier Kent et de Story vivaient côte à côte dans les villages anglais avec les aïeux de Coke, de Blackstone et des autres sages qui ont illustré l'école juridique anglaise ».

Deux conceptions saillantes se dégagent aussitôt, selon M. Bryce, de ce droit coutumier considéré dans sa substance, l'une jalouse du droit individuel, l'autre réglant avec précision les attributions de l'État, les deux conceptions s'harmonisant, chacune se gardant d'empiétement sur l'autre.

La formule en laquelle M. Bryce condense la première vaut d'être textuellement rapportée : « Dans la *Common Law*, dit-il, le citoyen apparaît comme un centre de forces, comme un atome actif, comme une personnalité en qui résident certains pouvoirs et certaines facultés, dont elle est fondée à revendiquer l'exercice, non seulement à l'encontre de chaque membre de la communauté, mais à l'encontre de celle-ci prise en son ensemble, partant, à l'encontre de l'État et de son organe, la puissance exécutive. »

La formule est originale, mais elle ne dépasse pas la réalité, l'esprit anglais s'étant attaché sans trêve, mais toutefois sans s'élever d'ordinaire jusqu'au principe abstrait, à la revendication du droit individuel.

L'État apparaît, d'autre part, non point comme puisant en soi ses prérogatives, mais comme un pouvoir sorti des entrailles de la nation, né du consentement des intéressés, circonscrit par cela même et étroitement maintenu dans les bornes assignées. Armé du pouvoir consenti, l'État, centre de forces à son tour, requiert légalement l'aide et l'obéissance, sa volonté, pour s'imposer à l'individu, ayant alors, de par l'institution, la communauté entière derrière soi.

Oserai-je interrompre l'orateur pour lui demander si la démarcation qu'il trace a, dans la *Common Law*, des arêtes à ce point apparentes? Bagehot écrivait dans sa *Constitution anglaise* ⁽¹⁾ que, voulant créer des pairs à vie, la reine Victoria se heurta à l'opposition de la Chambre des lords; il fut reconnu que la royauté avait possédé pareil droit, mais il fut allégué d'autre part qu'une longue prescription l'en avait dépouillée. Quelles étaient en réalité les prérogatives du pouvoir? On disputait là-dessus; Bagehot appelait la publication d'une œuvre savante, où les droits de la royauté fussent mis à jour. La structure de la *Common Law* prête à ces incertitudes.

M. Bryce ne s'est pas arrêté à déterminer historiquement ces conceptions maitresses, il s'en est tenu à les mettre en évidence et à les montrer pénétrées des vertus foncières de la *Common Law*, au premier rang desquelles il place la certitude et la précision.

Un formalisme rigoureux a dominé la coutume anglaise ⁽²⁾; sa rigueur a dépassé la mesure; il a été néanmoins un bienfait; il a engendré, pour une part, la certitude du droit, la première des nécessités sociales.

(1) Édition française, p. 100.

(2) « La *Common Law* est un droit coutumier; le mot *coutume* est l'équivalent le plus exact que l'on puisse trouver en France pour exprimer le terme anglais. » « Au XIV^e siècle, *lex et consuetudo regni* désignait si couramment la *Common Law* qu'il était possible de soutenir avec un certain fondement, mais néanmoins sans succès, que c'était s'exposer à un débouté que d'appliquer ces termes au droit statuaire, c'est-à-dire, comme on sait, à la législation proprement dite. » (POLLOCK, *A First Book of jurisprudence*, 1911, 3^e édit., p. 250.)

La médaille a incontestablement son revers : le droit s'est dérobé aux profanes ; les initiés se sont complu dans un attachement outré aux précédents et il s'est développé une pratique toute mécanique s'inspirant d'un brocard que M. Bryce met en vedette, à savoir qu' « une once de précédents vaut une livre de principes ».

Les Anglais, on le sait, n'ont pas, comme nous Belges, rédigé leurs coutumes ; leur droit coutumier se formule ainsi encore dans les décisions judiciaires, qui s'accumulent comme les événements les apportent ». Tout en vantant la substance de la *Common Law*, M. Bryce signalait en 1893 à ses élèves d'Oxford ⁽¹⁾ la difficulté qu'il y a à extraire les principes d'une aussi énorme masse, et, pour qualifier l'état où elle se présente, il disait, en une forme non dépourvue d'humour, que c'est « la perfection du désordre ».

L'esprit de conservation qui se manifeste dans la *Common Law* n'en fait pas moins ressortir ce que M. Bryce signale comme caractéristique dans la mentalité du juriste anglo-américain : le respect de la tradition, une inclination à la prudence, une méfiance du changement, la volonté de borner les réformes à ce qui s'impose irrésistiblement ; la pratique trahit à cet égard son état d'esprit dans cet aphorisme suggestif, dont, sans le rejeter absolument, M. Bryce prend texte : « Mieux vaut la certitude du droit qu'une règle meilleure en soi. » « Aucun système juridique, observe à ce propos l'orateur, n'a poussé aussi loin le respect des précédents, pas même le droit musulman dans sa déférence pour le Coran et la tradition établie. »

Une jurisprudence développée dans cet esprit et réalisée dans le désordre des espèces n'a pu trouver complètement grâce, cette fois encore, chez le juriste demeuré l'adepte du droit romain, et, pas plus à Portland qu'à Oxford, le sentiment de

⁽¹⁾ *Legal studies in the University of Oxford, a valedictory lecture.* (Voir *Revue juridique*, 1895, col. 4222.)

M. Bryce ne s'est dissimulé : l'incohérence qui résulte de solutions rapportées au jour le jour, les exceptions qui contraignent des principes qu'on a peine à reconnaître, les contradictions que provoque à l'occasion la découverte d'un précédent resté inaperçu ou inexactement recueilli, l'absence surtout d'un esprit de synthèse, ce sont autant de traits qui dénoncent les points faibles de l'édifice coutumier, mais qui, d'après l'orateur, ne l'atteignent pas en son fond et ne sont pas de nature à le déprécier en son ensemble.

L'esprit humain recourt naturellement aux précédents; imaginez quelque réunion où l'on doive prendre quelque mesure, on s'informera de ce qui s'est fait en une circonstance pareille; qu'une faute soit imputée à quelque individu, il ne manquera point de se prévaloir, s'il le peut, d'une décision antérieurement rendue; avant d'agir, chacun, dans ses rapports publics et privés, voudra s'assurer de ce qui est établi; les précédents se développeront en un instrument de défense contre l'arbitraire du pouvoir et du juge. Il n'est point de jurisprudence qui n'ait suivi la pente qui sollicite ainsi l'esprit; la jurisprudence anglaise, M. Bryce le disait, s'y est abandonnée plus complètement que toute autre et ses pratiques sont ainsi devenues l'une des caractéristiques du droit anglais. Le procédé auquel elle recourt pour affermir ses solutions est, en résumé, le suivant : les juridictions supérieures lient sur le point de droit les juridictions de leur ressort; que la Haute Cour, par exemple, tranche une controverse, son interprétation s'imposera désormais à tous les tribunaux inférieurs; bien plus, sa décision la liera pour l'avenir elle-même; qu'après cela, la Chambre des lords, placée au sommet de l'ordre judiciaire, admette ou rejette un recours, son arrêt dictera le droit *ne varietur* jusqu'à disposition du législateur, sans lui permettre à elle-même de revenir sur sa doctrine ⁽¹⁾. Donnant aux justiciables l'assurance

(1) Voir là-dessus POLLOCK, *First Book*, pp. 324 et suiv.

que désormais sa décision sera suivie, le juge ne craint pas même de l'affaiblir en proclamant qu'il se trompe. Un arrêt célèbre met la pratique en pleine lumière. L'arrêt date de 1861, il émane de la Chambre des lords. Celle-ci avait eu à statuer antérieurement, c'était en 1843, sur l'appel d'une décision impliquant que l'intervention d'un ministre du culte était, à certaine époque, la condition nécessaire de la validité civile, sinon canonique, du mariage. La Chambre s'était divisée par moitié, ce qui avait entraîné le rejet du recours. Le principe émis dans la décision attaquée devenait, après ce rejet, partie intégrante de la *Common Law*. La question se représente en 1861; les lords juges délibèrent; l'un d'eux démontre savamment que la doctrine émise en premier lieu est historiquement erronée, le consentement par *verba de presenti* ayant pu suffire ⁽¹⁾ et les anciens errements de la *Common Law* et de l'Europe occidentale s'accordant là-dessus; les lords se rallient, mais se déclarent liés, le lord chancelier, lord Campbell, disant notamment : « Si je le pouvais, je vous inviterais à *reconsidérer* la doctrine, mais quoique en 1843 la Chambre se soit trouvée divisée par parts égales, vos seigneuries n'en sont pas moins liées aussi étroitement que si la décision d'alors avait été rendue *nemine dissente*. » L'arrêt est rendu en conséquence ⁽²⁾.

On aperçoit le dessein persistant d'assurer la solidité de la coutume et de prémunir les intérêts contre les jugements contradictoires.

Aux États-Unis, la méthode est demeurée pareille ⁽³⁾ : les

⁽¹⁾ Voir POLLOCK et MAITLAND, *History of English Law*, 2^e édit., t. II, pp. 371-372. Rappelant le dissentiment qui s'est produit en 1843 dans la Chambre des lords, ils ajoutent : « Il n'est guère probable que la question se représente ce qui nous rend plus libres de déclarer que si la cause qui l'a emporté a plu aux lords, la cause du vaincu plaira au médiéviste. » Voir sur les mariages contractés aux États-Unis par *paroles de présent* LAURENT, *Droit international*, t. V, p. 57.

⁽²⁾ Voir FAYE, *Les pouvoirs du juge en Angleterre*, pp. 44 et suiv.

⁽³⁾ KENT, *Comm.*, édit. 1896, t. I, pp. 478 et suiv. (Cité par LAMBERT, *La fonction du droit civil comparé*, p. 98.)

tribunaux de chaque État s'y règlent suivant leurs décisions antérieures; quant aux décisions émanées des tribunaux d'un autre État, — M. Bryce nous l'a appris dans sa *Commonwealth* ⁽¹⁾, — ils ne les acceptent cependant que comme un enseignement, sans se tenir pour liés; d'autre part, la Cour fédérale suprême, tout en suivant en principe les antiques errements, n'apporte pourtant pas à l'application du système la rigueur qu'y met la Chambre des lords; elle se montre cependant si pénétrée de la méthode que, quand il y a lieu pour elle d'appliquer la *Common Law* d'un État, elle ne se juge pas libre de décider à son gré, lorsqu'un précédent y a tranché le point de droit en litige ⁽²⁾.

Chez nous, comme ailleurs sur le continent, la liberté d'allures du juge à tous les degrés a l'avantage de ramener sans cesse les esprits vers les principes, sans que la magistrature, grâce à la codification et à l'action d'un pouvoir régulateur, ait à redouter, en redressant ses erreurs, de multiplier les incertitudes. Sans doute elle s'attache fortement à ce qu'elle a décidé, mais sa circonspection ne va pas jusqu'à sacrifier le droit; un de nos magistrats, le procureur général Faider, qui fut de notre Compagnie, a laissé entrevoir un jour en quels sentiments notre Cour suprême accomplit ses retours : « Faut-il, a-t-il dit, s'armer de l'héroïsme de la rétractation? Il le faut ⁽³⁾. »

Sir Frederick Pollock, que l'Académie vient de s'attacher et aux œuvres duquel je ne cesserai de recourir, se trouvait parmi les auditeurs de Portland; à lui aussi il apparaît que, malgré l'encombrement que suscite le développement du « droit non écrit », la science n'a, en somme, qu'à se louer de la solidité du système ⁽⁴⁾. Les juristes anglo-américains ne pro-

⁽¹⁾ I, p. 503.

⁽²⁾ *Id.*, p. 237.

⁽³⁾ *PAS.*, 1886, en tête. Voir *CASS.*, 2 avril 1845 (Chambres réunies), et les remarquables conclusions du Procureur général Leclercq, où peuvent se reconnaître les mérites de la méthode.

⁽⁴⁾ *First Book*, pp. 341 et suiv.

fessent, on le sait peut-être, qu'un médiocre respect pour les œuvres parlementaires ⁽¹⁾, et l'on peut vraisemblablement rattacher à ce sentiment la préférence qu'ils accordent à l'élaboration du droit par les tribunaux. Certes, l'on n'est point sans comprendre cet état d'esprit et sans reconnaître que le *judge made Law* n'a point à redouter la comparaison avec la législation statutaire; mais, d'autre part, pour ce qui touche la certitude des principes, l'esprit ne se trouble-t-il point devant l'énormité des recueils où gisent épars les enseignements de la jurisprudence? M. Bryce, en faisant de la certitude du droit l'un des mérites de la coutume développée par les juges, a suffisamment accusé son penchant; celui-ci se trahit, au surplus, dans sa grande œuvre ⁽²⁾; sir Frederick Pollock n'a-t-il pas rappelé ⁽³⁾ « que ce n'est pas un publiciste américain, mais l'auteur de l'*American Commonwealth* qui a écrit que « l'infirmité par la Cour suprême fédérale de ses décisions antérieures peut avoir pour effet d'amoindrir la confiance des justiciables en la stabilité du droit »? Mais, peut-être, ne se décident-ils, l'un et l'autre, qu'à raison des mérites scientifiques qu'ils reconnaissent à la *Common Law*; pour ce qui touche ses avantages pratiques, la vérité ne se trouverait-elle pas dans le thème que, selon Bentham ⁽⁴⁾, le barreau anglais développait périodiquement dans ses agapes, à savoir : « la glorieuse incertitude du droit »?

N'oublions pas de noter que de nouvelles tendances se manifestent aux États-Unis : à l'occasion, les Cours s'y affranchissent ouvertement de précédents trop notoirement surannés ⁽⁵⁾. Un avocat à la Cour suprême fédérale n'allait-il pas jusqu'à déclarer récemment, en inaugurant un cours de droit, « qu'un système

⁽¹⁾ Voir *id.* p. 330, et BRYCE, *Commonwealth*, t. I, p. 172 et *passim*.

⁽²⁾ *Commonwealth*, t. I, p. 270.

⁽³⁾ *First Book*, p. 307.

⁽⁴⁾ BENTHAM (DUMONT), t. III, p. 403.

⁽⁵⁾ LAMBERT, *loc. cit.*, p. 25.

consistant à s'appuyer sur des précédents ayant force de loi trouve en lui-même sa condamnation ⁽¹⁾ » ?

Revenons-en à l'exposé de M. Bryce et touchons avec lui aux origines de la *Common Law*.

C'est naturellement dans un milieu germanique que l'orateur nous conduit. Certains traits qui marquent encore le peuple anglais peuvent s'y distinguer. Le rapprochement a été opéré plus d'une fois, notamment avec une remarquable maîtrise par Boutmy ⁽²⁾, dont je craindrais de déflorer la page en l'analysant. M. Bryce, lui, les recherche, ces traits, et les découvre dans l'une des branches, suivant lui particulièrement douée, du tronc germain, chez les Scandinaves établis en Islande dont les *Sagas* permettent de soupçonner l'esprit des sociétés rudimentaires : les hommes qui s'y montrent sont énergiques, violents, comptant la vie pour rien, s'appuyant sur leur glaive et leur droit ; mais déjà se manifeste chez eux un besoin de gouvernement et d'ordre, et se reconnaît une volonté qui se maîtrise ; leur procédure révèle, d'autre part, en même temps qu'un désir de justice et un attachement étroit à la tradition, cet excès de formalisme et de subtilités dont témoignent toutes les législations primitives.

Ce que M. Bryce se plaît surtout à faire ressortir dans ces natures, auxquelles se rattachent les mœurs normandes, c'est leur forte personnalité, leur esprit, lent peut-être mais vigoureux, leur endurance et leur bon sens, mérites que, sans déprécier la vivacité des Slaves et des Celtes, il place au premier rang des qualités qui importent à un développement régulier du droit. Soit dit, ajoute-t-il, sans déprécier non plus l'esprit prompt et ingénieux qui est l'apanage des Américains, esprit qui ne peut néanmoins contrebalancer les avantages d'une pensée mûrement réfléchie.

(1) BEACH. *Le droit civil en Amérique*, p. 25. — *The civil Law in America*, p. 13. Paris, 1912. (La leçon introductive a paru dans les deux langues.)

(2) *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX^e siècle*, 2^e édit., pp. 87 et suiv.

Est-ce s'aventurer que d'apercevoir avec M. Bryce dans le milieu qu'il évoque comme des figures et des usages d'ancêtres?

Les facteurs ethniques ne peuvent évidemment suffire à déterminer les destinées juridiques, M. Bryce n'a garde de le contester : « Le droit, dit-il, n'est pas moins le résultat d'événements qui façonnent une nation qu'il n'est le fruit de ses qualités morales originaires. » Au-dessus d'un fond qui ne se dérobe pas entièrement se posent, en effet, les stratifications successives qui donnent aux mœurs comme au droit leur caractère distinct; sinon, s'il fallait ne s'attacher qu'à un point de départ, concevrait-on que des origines communes donnassent lieu à des développements divers et que, par exemple, nos coutumes à nous, qui, dans leur expression première, se rapprochent sensiblement de la *Common Law* surprise en ses sources médiévales, aient évolué dans un sens très différent du cours de celle-ci? Les initiatives et les contingences ont leurs conséquences durables, témoin l'événement considérable auquel en arrive l'orateur, la conquête de la Grande Charte, due pour une part sans doute à l'énergie native de la nation, mais déterminée à ce point par les excès de la Couronne qu'un historien anglais, Freeman, a pu se demander si jamais cet acte mémorable aurait vu le jour à supposer que Jean Sans Terre eût eu les vertus d'un saint Louis ⁽¹⁾.

La royauté normande n'apporte pas seulement aux coutumes établies l'appoint qu'impose d'ordinaire une conquête, elle fait plus : elle pénètre, avec l'idiome qu'elle importe et qui se retrouve de nos jours encore dans la terminologie juridique, le corps entier du droit. Autrement puissante que les royautés du continent, elle contraint la diversité des coutumes à céder de bonne heure devant ses conceptions; sa justice est en marche et ses juges itinérants, maniant et combinant habilement les usages, ramènent, grâce à une action soutenue, le fond du droit

⁽¹⁾ Voir BOUTMY, *Le développement de la Constitution et de la société politique en Angleterre*, p. 50.

et les formes à un type qui se perpétuera. Des exceptions persistent : on entrevoit notamment comme des ilots qui échappent à la règle, M. Bryce les note rapidement ; ce comté de Kent, par exemple, où s'est conservée entre les fils l'égalité du partage qui s'y nomme le *Gavelkind* ⁽¹⁾.

Ainsi se forme une loi commune, et le peuple anglais y puise des éléments de cohésion et de force qui ne tarderont point à se révéler : les mœurs et le droit se tiennent.

Cette royauté absorbante est forcée bientôt, nous le rappelons, de s'incliner devant la nation ; la Grande Charte prend place dans le droit public, et M. Bryce la salue, non sans un légitime orgueil, comme l'aïeule vénérable de toutes les constitutions libérales, y compris la Constitution fédérale de ses auditeurs d'Amérique.

L'esprit traditionnel ne se perd pas d'autre part : chacun, dans le besoin d'une autorité positive, cherche à s'armer d'un précédent, la royauté et le sujet, et c'est ainsi, au sentiment de M. Bryce, que s'est développée, je dirais volontiers : s'est fortifiée, la pratique qui s'est invétérée dans les cours de *Common Law*.

On a peine à ne pas s'étonner, en présence du mouvement politique intense que le milieu dénote, de la persistance, dans l'application du droit, des formes et des interprétations rudimentaires. Evidemment l'attachement à la lettre de la loi a été regardé comme une condition de justice et le formalisme comme une garantie, mais comment les esprits sont-ils demeurés peu sensibles aux excès auxquels ont donné lieu ces procédés ? Blackstone, revenant sur ces temps ⁽²⁾, signale les atteintes qu'en son pays recevait le droit de ces pratiques, les intérêts souffrant autant, d'après lui, des abus du formalisme qu'ils auraient souffert de la partialité des juges. Ainsi, ajoute-t-il, sortirent de l'œuvre des praticiens normands et des cours royales les com-

(1) BLACKSTONE (CHOMPRÉ), t. II, pp. 441-442 ; t. VI, p. 355.

(2) T. V, pp. 414-415.

plications d'une science juridique « où se sont entrelacés à ce point les subtilités et l'idiome des conquérants que l'on ne pourrait les détacher du corps du droit sans en compromettre la substance ⁽¹⁾ ».

Il ne faudrait pas penser cependant que le besoin ne se soit pas senti, de délivrer le droit de ces entraves, et que l'on n'ait pas tenté de les relâcher. Il en a été à ce sujet ce qu'il en a été de l'autre côté du détroit ⁽²⁾; mais, point intéressant pour l'étude comparée des mentalités, les procédés auxquels il a été recouru à cet effet diffèrent en leur essence. En France, par exemple, apparaît, dès le XIV^e siècle, une déclaration de principe destinée à libérer le juge de la tyrannie de la lettre ⁽³⁾ : une ordonnance de 1363 dispose, en effet, que c'est aux réalités qu'il y a lieu de s'attacher, *rebus et non verbis*; en Angleterre, il faudra, au contraire, que des statuts successifs écartent, mais sans y parer par une formule générale, les abus constatés et reconnus : la maxime *qui cadit a syllaba cadit a tota causa* y est d'application courante, et la royauté disposera ⁽⁴⁾ que s'il apparaît dans le *urrit* initial de l'inexactitude d'une syllabe ou d'une lettre, le demandeur n'en souffrira point, mais à condition que l'inexactitude ne soit pas son fait; il demeurera constant, dès lors, que, pour peu qu'elle lui soit imputable, pareille inexactitude pourra anéantir son droit, si elle est relevée contre lui. La pratique, on le voit, ne se dégage que péniblement de l'ornière.

Ce n'est point à dire non plus que le fond du droit ne se soit heureusement développé; mais, ici encore, le procédé par lequel s'accomplissent les progrès n'est pas celui qu'on attendrait d'un peuple aussi décidé : les obstacles, on les tourne, on ne les

⁽¹⁾ T. VI, p. 369.

⁽²⁾ Voir pour la Flandre mon essai, *Belgique judiciaire*, 1880, col. 4537.

⁽³⁾ TANON, *L'ordre du procès civil*, p. 20. — *Ord. R. franç.*, t. III, p. 649.

⁽⁴⁾ « It was enacted by stat. 14 Edw. III that by the misprision of a clerk... by mistaking, in writing, one syllabe or one letter too much or too little, no process should by annuled. » (REEVES, *History of English Law*, II, 448.)

affronte pas ; aux statuts qui, vers la fin du XIII^e siècle, s'appliquent à perpétuer les substitutions ⁽¹⁾, les praticiens répondent par d'habiles fictions qui rompent les restrictions et transforment les conditions économiques de la terre.

Nos bourgeois, on le sait, ne se sont pas moins appliqués à désinféoder le sol ⁽²⁾, et ce serait une intéressante confrontation à opérer que de reconnaître dans le détail les méthodes auxquelles on s'est attaché de part et d'autre et les résultats définitivement obtenus.

Un autre sujet d'étonnement, c'est la destinée de cette propriété foncière dont au XV^e siècle on aperçoit la mobilité. Serait-ce un paradoxe de dire que sa mobilité même a entraîné la clandestinité des aliénations ? Sir Henry Maine professe, et l'on peut se couvrir de son autorité, que ce furent à la fois les facilités du transfert et la liberté testamentaire qui compliquèrent les transmissions et entravèrent les vérifications qu'elles commandent ⁽³⁾. On passa de la publicité à un secret absolu ; ce sont les termes de sir Frederick Pollock ⁽⁴⁾, qui ajoute, en faisant apercevoir les détours par lesquels se fit l'évolution, que le législateur ne fut pour rien dans le mouvement et que même celui-ci s'accomplit contre son gré. On vit naître et se développer ainsi à côté de la *Common Law* une sorte de propriété échappant à la loi féodale et se constituant *solo consensu* ⁽⁵⁾. Combinée avec les substitutions, la multiplicité des charges, les fictions, les expédients, la clandestinité accroît le désarroi.

⁽¹⁾ BOUTMY, *Le développement de la Constitution en Angleterre*, p. 92.

⁽²⁾ Dans le courant du XIV^e siècle, les échevins d'Ypres décident, conformément à une jurisprudence qui leur permettra de réduire le fief à la nature des biens patrimoniaux, que « tous bourgeois peuvent tenir fief et arriers fief ». Sir John Fortescue écrivait au XV^e siècle que, contrairement à ce qui se voyait en Angleterre, la terre se trouvait sur le continent presque exclusivement possédée par la noblesse. Évidemment, sa formule, très discutable en ces termes généraux, ne peut être acceptée que sous bénéfice d'inventaire. — Pour l'aboutissement, voir DEFACQZ *Droit belge*, t. II, p. 64.

⁽³⁾ MAINE, *Early Law and Custom*, p. 355. Édition française, p. 480.

⁽⁴⁾ *Land Laws*, 3^e édit., p. 73.

⁽⁵⁾ Voir LEHR, *Éléments du droit civil anglais*, p. 272.

Les effets désastreux du régime n'ont pas manqué d'être dénoncés ; mais les objurgations restent vaines ; au XVI^e siècle, Bacon élève la voix ⁽¹⁾ : on ne sait plus, dit-il, quel est le propriétaire d'un fonds ; au XVII^e, Selden ⁽²⁾, aux fins de parer à la précarité des titres, préconise un enregistrement public, qui préviendrait les aliénations occultes et dévoilerait les *settlements* et les *mortgages* ignorés ; au XVIII^e, l'incertitude en arrive à ce point que, selon Blackstone ⁽³⁾, il devient d'usage qu'à la requête des intéressés, le Parlement libère les immeubles et conjure les revendications.

N'est-il point permis de dire qu'ici on cherche vainement à l'œuvre le peuple pratique que l'on retrouve ailleurs ?

Le Parlement a de nos jours voté des lois de transcription ⁽⁴⁾, mais elles n'instituent en principe qu'une faculté ; selon la remarque d'un écrivain français ⁽⁵⁾, le peuple anglais a peine à concevoir que l'accomplissement d'une formalité puisse entraîner pour autrui la déchéance d'un droit, autrement dit : que la transcription puisse préjudicier aux droits antérieurs non transcrits.

J'ai faussé un instant compagnie à M. Bryce pour jeter un regard sur ce régime ; M. Bryce en vient à son sujet à cette conclusion : l'ancienne législation foncière, déclare-t-il, était un corps de règles qu'une pratique ingénieuse et subtile a amenées à un degré de complication telle que vraiment jamais ailleurs il ne s'en est vu de pareilles. Il ajoute, et son appréciation ne porte pas uniquement sur les temps anciens, que, coupées à partir du XVIII^e siècle par une série de statuts, elles ont perdu depuis lors de leur cohésion et de leur rigueur, appréciation qui n'est évidemment pas de nature à rehausser leur mérite.

⁽¹⁾ Voir BLACKSTONE, t. III, p. 227.

⁽²⁾ Préface au *De Laudibus legum Angliae* de sir John Fortescue, p. x, éd. 1741.

⁽³⁾ T. III, p. 254.

⁽⁴⁾ *Annuaire de législation étrangère*. Voir notamment les *Acts* de 1875 et de 1897 : 1876, p. 178 ; 1898, p. 58.

⁽⁵⁾ J. DUMAS, *Appendice aux Éléments de droit civil anglais de Lehr*, p. 26.

M. Bryce ne fait après cela qu'indiquer l'empreinte qu'a gardée de ces règles le droit américain, empreinte assurément profonde, mais qui, pour des raisons qu'en Angleterre on a peine, dit-il, à saisir, ne se retrouve point surchargée, aux États-Unis, des complications engendrées par la technique originaire.

Cette technique, si pleine d'obscurités, non seulement pour les esprits nourris d'une autre discipline, mais pour les Anglais eux-mêmes ⁽¹⁾, M. Bryce n'entend cependant pas la déprécier en principe ; la précision de la pensée est la condition nécessaire de son expression exacte, comme la rigueur de l'analyse est l'une des conditions de la science du droit : M. Bryce estime, dès lors, très justement que la technique anglaise peut revendiquer le mérite d'avoir rigoureusement ordonné les idées du juriste anglo-américain et développé en lui une sagacité particulièrement aiguisée. Il n'est pas sans reconnaître d'ailleurs que cette sagacité dégénère, à l'occasion, en subtilité ; il se sert à ce propos d'une formule discrète, mais qui porte : peut-être, dit-il, le raffinement a-t-il été poussé un peu loin.

L'orateur rend hommage ici aux barreaux des États-Unis et d'Angleterre, et ce n'est pas sans raison qu'il remarque que leur habileté donne un relief particulier à la profession. L'Europe continentale n'ignore point cette maîtrise, et elle confesse volontiers qu'il est peu d'intelligences mieux en mesure de dégager le fait. La dextérité avec laquelle se trouvent maniés à l'occasion les témoignages n'est cependant pas sans l'émouvoir parfois, et peut-être se rappellera-t-on à ce propos la boutade qu'elle a provoquée de la part de Taine ⁽²⁾ ; mais ce n'est point

(1) Un ouvrage, publié sous la direction d'Humphry Ward, a exposé les progrès réalisés sous le règne de Victoria. Humphry Ward s'y excuse, sous la rubrique : *Legislation of the reign*, de ne pouvoir indiquer que sommairement l'état de la législation foncière, celle-ci étant, à raison de sa nature technique, l'une des plus compliquées du monde. (*The reign of the Queen Victoria*, 1887, t. 1, p. 63. — Voir aussi POLLOCK, *Land Laws*, p. 3.)

(2) *Notes sur l'Angleterre*, p. 283.

là un jugement : si parfois l'habileté paraît redoutable, la justice n'est pas, d'autre part, sans lui devoir de précieuses lumières ; un bout de phrase dicté à Pigott met en son plein jour, grâce à l'ingéniosité de sir Charles Russell, la machination ourdie contre Parnell ; doublée de fortes qualités morales, l'habileté s'accompagnera chez Erskine d'une véritable grandeur ⁽¹⁾. Mais passons et renvoyons au chapitre où, dans son grand ouvrage, M. Bryce a montré à l'œuvre le barreau des États-Unis ⁽²⁾.

La maîtrise pratique que possèdent les deux barreaux a trouvé son origine et son point de départ dans les errements de la procédure par jurés ; en contraignant les praticiens à ramener le débat à un point de fait, elle a naturellement affiné en eux l'esprit d'analyse ; aussi les dresse-t-on, dès l'abord, à séparer le fait et le droit, à vanter le fait, comme dit Bentham, opération qui n'est pas toujours sans difficulté et qui devient, comme le constate M. Bryce, la tâche à laquelle l'étudiant qui se destine à la profession doit spécialement s'adonner. Soit dit incidemment, en notre continent les méthodes exigent évidemment une opération pareille : il faut savoir quels sont les faits, puis déclarer ce qu'ils valent dans leurs rapports avec le droit ; mais il s'en faut que, chez nous par exemple, l'opération doive se renouveler au même degré, les contestations dont nos tribunaux sont saisis ayant le plus souvent le caractère de questions mixtes, appartenant ainsi plus au droit qu'au fait.

On comprend qu'une application séculaire du procédé ait spécialement aiguisé les facultés du juriste anglo-américain, et on imagine les ressources que cet entraînement continu lui a fournies.

Est-ce un jugement que portait Bacon sur la pratique de son

⁽¹⁾ M^{me} de Staël, dans ses *Considérations sur la Révolution française*, reproduit (6^e partie, § 4) un plaidoyer d'Erskine, qui est admirable et qui met particulièrement en valeur, sur certains points, la procédure criminelle anglaise.

⁽²⁾ T. II, p. 617.

temps quand il observait que la procédure peut ruiner le droit par les moyens destinés à le servir ⁽¹⁾? Ne peut-on pas trouver tout au moins en ces paroles un avertissement, alors que l'on aperçoit l'état de la procédure de *Common Law* en son développement ultérieur? Songez que, vers 1840, un juriste anglais pouvait écrire ⁽²⁾ que, par exemple, pour déjouer la stratégie d'un adversaire et échapper à un débouté, une partie devait, à l'occasion, présenter une demande, n'ayant qu'une cause unique, sous trente ou quarante formes différentes. Mais laissons un haut magistrat, un *lord justice*, nous montrer quelques aspects de la pratique vers cette époque. C'est le témoignage qu'apporte le juge Bowen, dans son étude sur l'administration de la justice sous le règne de Victoria ⁽³⁾ : « Au moment, dit-il, où les entreprises financières couvraient le monde, où les chemins de fer et la navigation à vapeur créaient de nouveaux centres d'activité industrielle et commerciale, les cours de *Common Law* semblaient confinées dans la discussion d'énigmes juridiques et uniquement appliquées à la direction d'un mécanisme vieilli. Des moyens frivoles et vexatoires différaient les jugements, les actions se classaient comme des catégories aristotéliennes et il survivait des fictions, sans doute utiles en leur temps, mais qui étaient faites pour justifier les appréciations défavorables qu'émettent les profanes sur la justice .. » Il continue, rapportant des exemples : « Pour rentrer en possession d'un immeuble, le demandeur avait à délivrer un exposé relatant les faits et gestes de deux personnages imaginaires, John Doe et Richard Doe, n'existant pas plus en réalité que Gog et Magog; toute action réelle se trouvait compliquée d'inventions et de personnalités fictives... Ajoutez que, faute de concordance

(1) Voir BENTHAM (DUMONT), t. III, p. 118, qui rapporte les appréciations de Bacon.

(2) CAREY, *Revue Fœlix et Rev. des Rev. de droit*, t. III, p. 293.

(3) The administration of the Law from 1837 to 1887. (*The reign of the Queen Victoria*, t. I, pp. 281 et suiv.)

absolue entre les faits exposés et les faits révélés dans les enquêtes, on risquait d'être déchu, de même que, par le fait d'avoir compris dans une poursuite quelqu'un qui n'y avait point d'intérêt, ou s'exposait à être totalement repoussé. »

Je ne puis, on le comprend, recueillir toutes ses observations et m'étendre. Revenant sur le passé, je songe qu'un écrivain devenu classique, Thomas Smith, grand chancelier d'Angleterre, vantant au XVI^e siècle les formes suivies au civil dans les tribunaux de droit commun ⁽¹⁾, n'hésitait pas à proclamer qu'elles l'emportaient de haut sur la procédure civile du continent; étant donné le point d'arrivée de la procédure de *Common Law*, n'est-on pas autorisé à penser, sans surfaire néanmoins les anciennes pratiques continentales, que le grand chancelier se faisait illusion? Mais l'Angleterre prend sa revanche au criminel, et M. Bryce, que j'ai quelque peu abandonné de nouveau, ne tardera point à toucher à la procédure accusatoire.

Un mot d'abord des réformes que, par un vigoureux coup d'aile, le peuple anglais a opérées vers la fin du siècle dernier.

Ces réformes ont été considérables : un acte de 1873 notamment, le *judicature act* ⁽²⁾, en fusionnant la *Common Law* et l'*Équité*, droit supplétif d'une importance majeure, a véritablement renouvelé sous maints rapports l'organisation judiciaire et les procédures. Aussi le magistrat que nous citons, le lord juge Bowen, en retraçant les progrès qui se sont accomplis, s'abandonnait-il à l'espoir ⁽³⁾ que « désormais la justice cesserait d'être un jeu scientifique, où l'on pourrait perdre ou gagner, en mettant un certain mécanisme en mouvement ». Cet espoir s'est-il réalisé? M. Bryce ne nous le dit pas; du moins, les

⁽¹⁾ *De Republica angloarum*. Édit. Alston, liv. II, chap. XIII, p. 74.

⁽²⁾ Voir au sujet de cet Act les remarquables commentaires de M. Alexandre Ribot, l'éminent homme d'État français, alors substitut au tribunal de la Seine. (*Ann. législ. étrangère*, 1874. — Voir aussi DICEY, *Le droit et l'opinion publique en Angleterre*, Traduction française, pp. 192 et suiv.)

⁽³⁾ *Loc. cit.*, p. 310.

paroles du lord justice laissent-elles entrevoir à quel point l'état de la procédure imposait les réformes ⁽¹⁾.

Avant de passer à l'institution et aux destinées du jury, M. Bryce n'a pas voulu laisser la mère patrie sous le coup du soupçon que l'esclavage, si durable en la République américaine, en ses États du Sud, aurait trouvé sa source dans la *Common Law*. C'est d'un simple geste que, fort justement d'ailleurs, il écarte le soupçon, tout en reconnaissant sans difficulté que le servage, qui n'excluait point un degré de capacité civile, n'avait point complètement disparu du sol britannique à l'époque où les *pilgrims* s'embarquèrent pour la Nouvelle-Angleterre.

Cette incidente est rapidement close, et M. Bryce en revient à ses grandes lignes. Je me suis appliqué, pour ma part, à relever notamment dans la procédure de *Common Law* les complications et les survivances, mais, faut-il que je l'ajoute, je n'ai point entendu y trouver le fondement d'une appréciation définitive : un jugement impartial doit compter avec l'application que reçoit en fait une législation, et il faut vivre dans le milieu pour ne point se méprendre à son sujet. M. Bryce, dans sa *Commonwealth* ⁽²⁾, signalant les défauts du droit statutaire aux États-Unis, se demandait comment un peuple doué de si remarquables qualités pratiques peut s'accommoder de pareille législation ; on pourrait lui répondre, en invoquant ses propres paroles ⁽³⁾, que « les Américains possèdent une faculté supérieure qui leur permet, mieux qu'à tout autre peuple, de tirer d'une situation fâcheuse le meilleur parti possible ». Mais avant d'étendre le champ d'application de cette proposition, il n'est peut-être pas sans opportunité d'écouter Tocqueville en ses jugements ⁽⁴⁾ : « C'est moins la perfection de l'instrument que

(1) Une série d'acts ont suivi : Voir, *Ann. législ. étrangère*, 1895, pp. 450 et suiv., les annotations accompagnant l'Act du 3 juillet 1894.

(2) T. I, p. 172.

(3) T. I, p. 25.

(4) *Ancien régime*, p. 256.

la force des moteurs qui fait le produit... l'imperfection de certains organes n'empêche rien, parce que la vie est puissante. »

Le *Times* ⁽¹⁾ reprochait récemment aux Anglais de s'obstiner dans leurs méthodes; il est vrai qu'il faisait cette confession à propos de sports; la remarque n'en conserve pas moins sa valeur, encore que s'accroisse le mouvement que le XIX^e siècle a imprimé au droit anglais. Le jury lui-même subit, semble-t-il, une crise, M. Bryce n'est pas loin de le reconnaître : « En certaines matières civiles, dit-il, en effet, nous n'avons plus dans le jury la confiance qu'il nous inspirait; aussi, nous sommes-nous attachés, en ces dernières années, à restreindre sa compétence. » En matière criminelle, l'institution récente d'un appel qui met en question les verdicts ⁽²⁾ n'est-elle point, d'autre part, de nature à ébranler le sentiment révérenciel qui les soutenait? Sans doute la réforme n'a été introduite en principe qu'au profit des condamnés, mais il reste vrai qu'en fait le dernier mot n'est plus dit par « le pays », c'est-à-dire par l'unanimité d'un jury; qu'il l'est, au contraire, par des juges professionnels ⁽³⁾. M. Bryce, en signalant la réforme, n'a pas rappelé les raisons qui l'ont provoquée; ses auditeurs l'auront regretté; il eût été intéressant d'apercevoir, précisées par lui, les nécessités auxquelles le Parlement a entendu pourvoir.

Notre éminent associé a sur la genèse et les destinées du jury une page que je devrais reproduire, mais il faut savoir se borner. Représentant le jury né comme d'un heureux accident et perpétué par un peuple qui a su l'utiliser, il se plaît à montrer, par une adaptation des doctrines darwiniennes, comment une variation dans un certain organisme peut devenir le principe d'un type nouveau et développer des vertus supérieures.

L'heureux accident dont M. Bryce fait état n'est pas sans

⁽¹⁾ w. e., 12 décembre 1913.

⁽²⁾ *Criminal appeal act*, 1907. La *Revue de l'Institut de droit comparé* en donne la traduction; 1908, pp. 432 et suiv.

⁽³⁾ Voir la section IV de l'*Act*, art. 1.

m'intriguer quelque peu ⁽¹⁾, mais, je le disais, il faut savoir se borner, et borner sa curiosité. Ce sur quoi je suis suffisamment édifié et sur quoi l'on ne peut que s'accorder, c'est qu'au peuple anglais revient incontestablement l'honneur d'avoir résisté à l'invasion de la procédure secrète et d'avoir maintenu le principe de publicité dont les hommes ne se départiront plus. Ainsi s'est véritablement réalisé, comme le proclame l'orateur, le triomphe de la procédure orale sur la procédure inquisitoire et, M. Bryce l'ajoute sans avoir le loisir de s'expliquer à ce sujet, sur la torture.

Pour juger du bienfait, rappelons-nous, dirai-je, par quels degrés et dans quelles circonstances le secret de la procédure s'est établi dans l'Europe occidentale; on craint de placer les hommes face à face, les témoignages, dans leur vivante expression, sont dérobés à l'accusé; une instruction écrite, soustraite elle-même aux yeux de l'intéressé, est tout le procès, il ne reste plus d'audience ⁽²⁾. Plaçons en regard un jury d'accusation en mesure d'arrêter une poursuite vexatoire, une audience publique, les témoins s'y expliquant en présence de l'accusé, un verdict rendu par les pairs de celui-ci; on aperçoit de quelles pratiques périlleuses ces formes garantissantes ont préservé le milieu.

Les mœurs ont agi fortement, c'est incontestable; elles n'ont pas cependant réussi à dégager la procédure criminelle de toutes les formes d'inquisition, et ce n'est notamment pas sans efforts répétés qu'elles ont eu raison de la torture. L'essentiel, pour l'honneur du peuple anglais, c'est qu'il ait pris les devants, que, du moins, pour extorquer l'aveu, sa *Common Law* ait constamment repoussé la torture et que si la royauté s'en est servie, elle s'est, dès le XVII^e siècle, trouvée empêchée d'en

(1) Peut-être M. Bryce fait-il allusion à l'*enquête*; à ce sujet, je m'en rapporte entièrement à ce qu'a écrit l'un des membres de la Classe, M. MAURICE VAUTHIER, *Le gouvernement local de l'Angleterre*, pp. 49 et suiv.

(2) Voir, pour ce qui touche la fin de l'ancien régime, mon essai, *Belg. jud.*, 1890, col. 1313 et suiv.

faire emploi ⁽¹⁾. M. Bryce ne s'est pas laissé entraîner, à l'égal de certains classiques anglais, à raffiner à cette occasion ; il lui a très justement suffi d'observer que la nation a entendu ménager à l'accusé « un beau départ » et lui assurer « le *fair play* ». D'après le grand chancelier Thomas Smith ⁽²⁾, l'un des classiques auxquels je fais allusion, il y aurait eu chez les Anglais une sensibilité, mêlée de hauteur, qui se serait révoltée : la vue d'un homme marchant bravement au supplice, ils l'auraient parfaitement supportée, non le spectacle d'un misérable livré à un tortionnaire. J'ai lieu de penser, pour ma part, que la sensibilité des contemporains du grand chancelier se trouvait quelque peu émoussée, alors que je me rappelle avoir lu chez un historien du droit anglais ⁽³⁾ qu'à une époque voisine de celle où Thomas Smith écrivait, « un malfaiteur au gibet, un voleur au pilori, une commère baignée dans une cage, un meurtrier trainé sur une claie étaient des spectacles aussi familiers aux Anglais que leur est de nos jours familière la rencontre d'un porteur de télégrammes ».

Un autre classique, grand chancelier d'Angleterre également, sir John Fortescue, l'auteur du *De laudibus legum Angliae*, me laisse, à son tour, plus ou moins perplexe, quand, rappelant au XV^e siècle les modes de torture en usage à l'étranger, il déclare qu'il lui peine de s'étendre sur l'inhumanité de ces supplices ⁽⁴⁾. Croirai-je que c'est le même homme qui, dans un autre ouvrage ⁽⁵⁾, mettant en parallèle les mœurs françaises et celles de son pays, recourt, pour vanter celles-ci, à cette surprenante comparaison : « L'on voit fréquemment en Angleterre trois ou quatre bandits se jeter par besoin sur sept à huit

⁽¹⁾ Le dernier emploi qu'elle en a fait paraît dater de 1640. (Du Boys, *Hist. droit crim. angl.*, p. 563.)

⁽²⁾ *De Republica anglorum*. Édit. Alston, chap. XXIV, p. 105.

⁽³⁾ Pike, *Hist. of crim. in England*, t. I, p. 420

⁽⁴⁾ *De laudibus*, édit. de 1740, chap. XXII, p. 43.

⁽⁵⁾ *The governance of England*. Voir TAINE, qui rapporte le passage : *Litt. angl.*, t. I, p. 147.

honnêtes gens pour les voler; mais en France a-t-on jamais vu sept à huit bandits s'en prendre, pour les voler, à quatre honnêtes gens? C'est qu'ils manquent de cœur, ces Français; aussi y a-t-il en Angleterre plus d'individus pendus en un an pour vol à main armée, qu'il n'y en a de pendus durant sept ans en France pour pareil méfait. » Voyant percer chez ce grand chancelier certaine complaisance pour ce genre de sport, j'ai peine à compatir à l'émotion que provoquent en lui les divers modes de torture.

Je ne prétendrai pas que ces deux grands personnages ne fussent point hostiles au procédé d'instruction, je me bornerai à constater qu'ils rendent tous deux témoignage, sans inculper toutefois les juges coutumiers, de son application en Angleterre aux XV^e et XVI^e siècles : le chancelier Fortescue, dans le chapitre même où il manifeste son émotion, rappelle, en effet, une circonstance où la torture a fait son office ⁽¹⁾, et quant à Thomas Smith, il s'est trouvé, à l'occasion de l'emploi qui en a été fait, en assez fâcheuse posture : son récent éditeur signale, en effet, un document d'archives — ces archives sont traitresses — le montrant en 1571 contraint, pour déférer aux vœux du pouvoir, de faire mettre à la question certains accusés ⁽²⁾.

L'Angleterre a usé, d'ailleurs, d'un mode de torture que la *Common Law* a reconnu et qui s'est maintenu jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ⁽³⁾; le chancelier Thomas Smith, au XVI^e siècle, en constate lui-même l'existence ⁽⁴⁾; on le qualifiait de *peine forte et dure*, ce qui fait suffisamment entendre que la sensibilité n'y présidait point; l'on y recourait pour obtenir, non l'avou, mais le consentement de l'accusé à s'en remettre au jury; le patient était chargé de fers et presque privé de nourriture ⁽⁵⁾;

⁽¹⁾ *De laudibus*, loc. cit., p. 44.

⁽²⁾ ALSTON, loc. cit., p. XXXIX.

⁽³⁾ 12 George III. c. 20.

⁽⁴⁾ Edit. Alston, chap. XXIII, p. 97.

⁽⁵⁾ DICEY, *Droit et opinion publique*, p. 73. — ESMEIN, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 325. — POLLOCK et MAITLAND, loc. cit., t. II, pp. 659 et suiv.

on voyait des prévenus qui, ne se rendant pas et voulant dérober leurs biens à la confiscation qu'aurait entraînée leur condamnation, résistaient jusqu'à la mort.

Pike, dans son *Histoire du droit criminel anglais* ⁽¹⁾, nous montre l'une des variétés du système : « La Cour vous déclare, dit-on à l'accusé, que vous serez pressé jusqu'à la mort, si vous vous refusez à consentir. — L'accusé pousse un cri. — Qu'on lui lie les pouces ! — *L'accusé* : Mais, mylord, je suis sourd comme une trappe. — *Le bourreau* : Coupable ou non coupable ? — *L'accusé* : Mon doux seigneur, je le répète, je suis sourd. — *Le juge* : Desserrez la corde et qu'il prenne le temps de réfléchir, mais qu'il sache ce qui l'attend s'il s'obstine. »

L'accusé est éloigné, mais bientôt ramené ; il déclare consentir et plaide non coupable.

On s'étonne de découvrir pareils excès dans une procédure où l'on sent un si vigoureux mouvement de liberté. Il est un autre étonnement encore : Comment s'expliquer, en effet, que, si évidemment soucieuse de protéger l'individu, cette procédure n'ait sauvé qu'incomplètement les droits de la défense ? On refusait un conseil à certains accusés, et précisément à ceux qui avaient à répondre des plus grands crimes. Croirait-on qu'en 1826 les Communes s'opposaient encore à ce qu'il en fût autrement, et que l'acte qui a mis fin à cette aberration ne date que de 1836 ⁽²⁾ ? N'insistons pas trop, car, sous l'ancien régime et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, nous n'étions pas mieux partagés : on lit, en effet, par exemple, dans le style en usage au pays de Liège ⁽³⁾, que « les prisonniers ne peuvent avoir pour leur défense ni avocat ni procureur ». La raison qu'on en donnait ne manque pas de saveur : « On a trouvé, lit-on au bas du texte, que la subtilité des conseils des prisonniers obscurcissait souvent la vérité et que les plus grands criminels échappaient à la punition de leurs forfaits. » On ne peut s'empêcher d'ob-

⁽¹⁾ *Loc. cit.*, II, p. 284.

⁽²⁾ DICEY, *loc. cit.*, pp. 81-82.

⁽³⁾ Style de 1779, p. 46.

server que, par contre, ce refus ne manquait pas d'entraîner la condamnation d'accusés innocents, et c'est la remarque qu'à pareil propos formule Dicey, le jurisconsulte de renom, en ajoutant, d'accord en cela avec M. Bryce, qu'ici le formalisme de la *Common Law* n'a pas été sans venir à point : « Si des règles techniques absurdes offraient au criminel des chances illégitimes d'échapper à la condamnation, du moins pouvaient-elles à l'occasion protéger des malheureux contre l'énormité persistante des peines ⁽¹⁾. »

Pour rendre cette observation plus sensible, rappelons qu'au XVIII^e siècle Robert Peel qualifiait son pays d'abattoir et que, sous le règne de Victoria, on put voir condamner un enfant à la peine de mort pour avoir, en brisant une vitre, dérobé un objet d'une valeur de 2 pence ⁽²⁾.

Telle était la fureur de la répression; il est vrai que cette fureur n'a pas été moindre de l'autre côté du détroit, mais c'était sous l'ancien régime.

L'on ne peut certes contester que le formalisme a entravé l'application de peines excessives, mais l'on n'en est pas moins tenté de se demander à quel point des verdicts qui, à l'occasion, méconnaissaient ouvertement les faits, pouvaient entretenir dans le milieu un sentiment que l'Angleterre revendique comme l'un de ses attributs, le respect du droit. Robert Peel s'étonnait que « dans un temps où l'on n'était plus aux prises avec la tyrannie des siècles passés, on entendit si souvent exalter les lois anglaises à raison des facilités qu'elles donnent aux accusés pour éluder la condamnation »; il ajoutait : « Il n'est en cette matière qu'une seule louange pour les lois, celle de ne mettre aucun obstacle inutile à la conviction des coupables et de ne refuser aucune juste garantie à l'innocence ⁽³⁾. » Le principe est certain; encore faut-il, pour qu'il ne soit pas faussé dans son application, que la pénalité demeure en la juste mesure.

(1) DICEY, *Droit et opinion publique*, p. 74.

(2) Lord justice BOWEN, *loc. cit.*, p. 324.

(3) BENTHAM, *loc. cit.*, t. III, p. 115.

L'auditoire de M. Bryce ne pouvait s'attendre à des développements sur le fonctionnement du jury aux États-Unis; l'orateur s'en était suffisamment expliqué dans sa *Commonwealth*. Le tableau qu'il y a tracé n'est point édifiant; encore ne semble-t-il pas poussé au noir, témoin l'affaire Thaw, qui en 1907 a si défavorablement impressionné l'Europe ⁽¹⁾. Transcrivons néanmoins la page où M. Bryce a dressé le bilan de la justice criminelle aux États-Unis ⁽²⁾: « La justice criminelle est réputée faible, incertaine et d'une indulgence excessive à la fois pour les crimes de violence et les fraudes commerciales; mais on l'impute moins aux juges qu'à la faiblesse des jurés et aux facilités que donne aux accusés une procédure extrêmement technique et compliquée, qui, en permettant de prolonger à l'excès les débats et de multiplier les moyens, fait l'affaire des coupables. L'indulgence pour les accusés est aujourd'hui aussi marquée qu'était excessive en Angleterre la sévérité à leur égard au temps de Bentham et de Romilly. »

Une autre page ⁽³⁾ où M. Bryce signale que divers États n'ont pas jugé inutile de gratifier les grands jurés d'un gardien, n'est pas sans révéler à son tour une situation troublante. C'est à propos de cette mesure qu'un jurisconsulte que M. Bryce n'a pas nommé, mais qui lui ressemble étonnamment, se posait cette question singulièrement suggestive: « *Quis custodiet ipsum custodem?* »

Un écrivain belge, qui a séjourné dans le milieu, nous a découvert récemment des aspects non moins déconcertants: nous montrant les conseils des accusés en voie d'opérer leurs récusations, M. Nerinx écrit ⁽⁴⁾: « Cela dure des heures, parfois des jours entiers... Cela aboutit régulièrement à tant de récusations que la liste des jurés présents à l'appel est épuisée...

(1) Voir, pour l'impression en Angleterre, *Belg. jud.*, 1907, p. 609.

(2) *American Commonwealth*, t. II, p. 635.

(3) *Id.*, t. II, pp. 635-636.

(4) *L'organisation judiciaire aux États-Unis*, p. 289.

C'est alors qu'entre en scène le juré professionnel, le *talesman*. Le droit coutumier ordonne qu'à défaut des jurés convoqués, on prenne le jury parmi les premiers venus qui se trouvent sous la main, *tales de circumstantibus*, d'où le nom de *talesman*. » L'auteur ajoute : « Ce sont des fainéants de profession qui flânent tout le long du jour aux abords du tribunal et n'attendent que l'occasion de gagner à ne rien faire une indemnité de juré. »

Un ancien jurisconsulte français, Étienne Pasquier, estimait qu'à lire les lois d'un peuple on pouvait presque imaginer « son humeur ». C'est une pensée pareille qui a inspiré la conférence de M. Bryce ; peut-être, en revanche, serait-on assez empêché d'imaginer l'« humeur » d'un peuple à ne considérer que l'application qu'il fait de ses lois. N'est-on point tenté de se demander, en effet, si le jury qu'on nous représente tient réellement de l'« humeur » du grand peuple américain ? Où sont donc ses initiatives ? Certes, le temps presse aux États-Unis et l'homme y est entraîné dans le tourbillon des affaires, mais encore ? Les esprits y répugnent-ils donc aux réformes nécessaires ? Un attachement outré aux traditions ne suffit cependant pas à rendre compte de la situation qui se dénonce ; il ne reste vraiment qu'à se dire, comme l'a fait M. Bryce ⁽¹⁾ à propos d'abus notoires, que, grâce à des causes qui échappent, un état de choses dont on ne s'explique pas la durée ne produit pas toujours, en leur mesure extrême, les maux que théoriquement l'on serait disposé à attacher à son maintien.

Il y a toujours du passé dans le présent, et nulle part, pourrait-on dire, cette vérité n'est plus apparente que dans la procédure anglo-américaine. Les résistances que le passé oppose au mouvement du droit ne se sont pas moins trahies dans la substance de la *Common Law* ; aussi a-t-on vu se développer, dès les temps lointains, un organisme en mesure de parer à sa

(1) *Id.*, t. I, p. 510.

rigidité. Chose surprenante, mais qui s'explique par le fait que le mécanisme qui a répondu au besoin est dû aux initiatives royales, les formes qui se sont fixées dans l'institution nouvelle, loin d'être celles auxquelles s'attachait la *Common Law*, ne diffèrent guère de celles qui sur le continent ont gardé un empire si durable : point de jury, l'écriture règne en maîtresse, le secret domine, on recourt à des interrogatoires sur faits et articles, l'*intendit* continental se retrouve dans les articles probatoires sur lesquels portent les témoignages, d'autres formes révèlent la parenté ⁽¹⁾. Quant à la tradition autochtone, ce n'est pas elle qui domine la jurisprudence qui s'inaugure ; l'on y sent l'influence active des lois canoniques et romaines ⁽²⁾. D'autre part, si, à la longue, les précédents y prennent, comme en *Common Law*, un rôle prépondérant ⁽³⁾, la Cour de chancellerie, c'est l'institution nouvelle, ne peut néanmoins, à la suivre dans son cours, être aucunement taxée d'avoir failli à sa destination ⁽⁴⁾.

M. Bryce ne fait qu'indiquer la naissance de l'institution, tout en se demandant par suite de quelles circonstances la nation, impuissante à créer l'organe, s'en est remise au prince à cet effet.

La « conscience royale ⁽⁵⁾ » a été comme le refuge des justiciables ; la Cour de chancellerie, la juridiction d'Équité, est sortie de l'exercice du bon plaisir mué par une progression insensible en fonction judiciaire ⁽⁶⁾. Ce serait un travail considérable que de suivre le développement de la jurisprudence

⁽¹⁾ Voir là-dessus MAITLAND, *Justice and police*, p. 39.

⁽²⁾ NYS, *Pages de l'histoire du droit en Angleterre*, pp. 114 et *passim*.

⁽³⁾ POLLOCK, *First Book*, pp. 48 et 253.

⁽⁴⁾ Voir BLACKSTONE, t. VI, p. 389.

⁽⁵⁾ D'après l'ancienne doctrine, l'Équité découlait de la conscience royale, « flowed from the Kings conscience ». S. A. MAINE, *Anc. Law*, p. 71. Édition française, p. 69.

⁽⁶⁾ « Un statut de la dix-septième année de Richard II (1377-1400) est le premier acte qui consacre la juridiction du chancelier ; il ne la crée pas. » BRUSSAUD, *Manuel*, p. 163.

collatérale qui s'est ainsi établie; on peut s'en rapporter à Dicey ⁽¹⁾ et à Brissaud ⁽²⁾ pour s'édifier, par exemple, sur la condition qu'elle a faite à la femme anglaise, et l'on peut demander notamment au lord juge Bowen une impression sur le fonctionnement de l'organisme et la dualité des juridictions. Arrêtons-nous, mais un instant seulement, à l'impression du lord juge; assurément, elle n'est point trop indulgente ⁽³⁾ : « L'opposition entre les deux systèmes et leurs modes de redressement était telle que, si elle n'avait pas été généralement considérée comme dérivant de la sagesse de nos ancêtres et consacrée par elle, elle aurait pu être regardée par un spectateur impartial comme véritablement imaginée aux fins de multiplier les délais, les incertitudes et les frais. »

L'acte fameux de 1873, le *judicature act*, en réunissant les juridictions, a entendu mettre un terme à cette opposition en accordant une primauté aux principes d'Équité ⁽⁴⁾ et en généralisant la publicité, la règle salubre imposée en *Common Law* ⁽⁵⁾.

Bacon exprimait, en l'un de ses aphorismes, la crainte que le pouvoir discrétionnaire du juge d'Équité, à supposer la Cour de chancellerie fusionnée avec les cours de droit strict, n'absorbât un jour la loi positive elle-même ⁽⁶⁾ ; il ajoutait que la meilleure loi est celle qui laisse le moins à la discrétion du juge, ce qui emportait dans sa pensée que la juridiction du chancelier avait à s'astreindre à des règles précises et certaines. Bacon eût été

⁽¹⁾ DICEY, *loc. cit.*, pp. 355 et suiv.

⁽²⁾ BRISSAUD, *loc. cit.*, p. 1674.

⁽³⁾ *Loc. cit.*, p. 283.

⁽⁴⁾ ART. 25, n° 11 : « Toutes les fois qu'il y aura conflit ou désaccord entre l'équité et le droit commun, les juges suivront les règles de l'équité. »

⁽⁵⁾ ART. 36 (règles de procédure) : « En l'absence d'un accord entre les parties... les témoins seront entendus publiquement. » Voir RIBOT, *Ann. législ. étrang.*, 1874. — Antérieurement à l'Act, une instruction sans publicité et réduite à des écrits rendait très délicate, d'après le juge Bowen, la tâche de la Chancellerie au cas où les témoignages se contredisaient. « La Cour s'agitait alors aussi désespérément, d'après lui, qu'un navire en travers de la lame. » (*Loc. cit.*, p. 290.)

⁽⁶⁾ Aph. XLV... *sed arbitrium legem tandem trahet*.

satisfait aujourd'hui, et la réunion des juridictions ne serait plus pour l'inquiéter, la Chancellerie ayant obéi à son vœu et s'étant créé une jurisprudence à laquelle, à l'égal des juges de *Common Law*, elle s'est étroitement attachée ⁽¹⁾.

L'Équité a passé l'Océan, comme la *Common Law*, et il s'est produit aux États-Unis un mouvement qui a partiellement provoqué la fusion : en divers États, la réunion se trouve, en effet, accomplie; d'autre part, elle ne paraît pas pouvoir s'opérer parmi les Cours fédérales, la distinction s'y trouvant constitutionnellement commandée, quoique cependant les actions soient soumises au même juge. Je puise l'indication dans la grande œuvre de M. Bryce ⁽²⁾ et j'y souligne le passage où, rappelant l'hostilité que certains États ont témoignée aux Cours d'Équité, il l'attribue à la crainte, trop justifiée d'après lui par les *injonctions* du juge Barnard en 1869, de les voir abuser de leur pouvoir discrétionnaire.

La Cour de chancellerie, nous l'indiquions, n'a point été abandonnée à ses seules inspirations, et son esprit s'est trouvé à la longue pénétré du caractère technique et positif de la *Common Law* ⁽³⁾. Ainsi développées, les deux jurisprudences forment aujourd'hui un corps de doctrine considérable, d'une puissante originalité. Nous n'avons pas la prétention de le juger; notre sentiment à son égard ne peut être que le reflet d'appréciations d'une autorité reconnue ⁽⁴⁾. Cette originalité du droit anglais, M. Bryce la rattache historiquement à la condition qu'a faite à la nation son territoire : « L'Angleterre est une île. Les influences qui ont déterminé l'évolution du droit sur le continent ne l'ont atteinte que dans une mesure atténuée; le peuple anglais a eu la chance de faire un beau départ et de

(1) Voir BLACKSTONE, t. I, p. 94, et le chap. XXVII, liv. III, t. V, pp. 142 et suiv.

(2) *American Commonwealth*, t. I, pp. 236-237 et p. 501.

(3) BLACKSTONE : « The system of our Courts of equity is a laboured, connected system, governed by established rules and bound down by precedents, from which they do not depart, although the reason of some of them may perhaps be liable to objection. » Voir POLLOCK, *loc. cit.*, p. 255.

(4) Voir notamment Sir HENRY MAINE, *Early history of institutions*, p. 47.

doter le pays d'un système approprié à sa nature, au lieu d'adapter à son usage ou d'adopter, comme il en a été sur le continent, les principes de la jurisprudence romaine ⁽¹⁾. » M. Bryce n'entend évidemment point dire que les influences coutumières ne se sont pas prolongées sur le continent. Un jurisconsulte belge de grand renom, Laurent, n'a-t-il pas professé que pareilles influences ont plutôt dominé notre droit privé? On se rappellera peut-être que la science allemande ⁽²⁾ a enseigné qu'il se rencontre dans l'ancien droit civil français, et l'on pourrait ajouter dans l'ancien droit civil belge, plus d'éléments germaniques que l'on n'en pourrait découvrir dans le corps du droit civil allemand des derniers siècles. Les influences coutumières n'ont certes point agi au degré où elles ont agi en Angleterre, mais elles laissent, notamment dans le droit français et le nôtre, un sillon non sans profondeur.

Les reconstructions que le droit romain a opérées sur le continent ont eu, en France et chez nous, pour ouvrières essentielles, les cours de justice où s'appliquait le droit coutumier; c'est ce qui différencie du jeu des institutions anglaises, le jeu des institutions françaises et des nôtres; de ce côté du détroit, une fusion complète ⁽³⁾ s'est trouvée dès l'abord accomplie; en Angleterre, on l'a entrevu, l'apport des principes nouveaux n'a pu, au contraire, s'opérer qu'au moyen d'un conflit: la procédure est arrêtée en *Common Law*: on entrave, complète ou détruit les décisions de ses juges, et la Chancellerie y oppose ses solutions; sans doute, celles-ci ne s'imposent point d'autorité à la juridiction rivale, mais elles fournissent des

(1) Sir FREDERICK POLLOCK a dit, à son tour: « Dans le domaine du droit, comme dans le domaine politique, la séparation de la Grande-Bretagne d'avec le monde romain a favorisé chez elle pour ainsi dire une renaissance. » (*Oxford lectures*, pp. 47-48.)

(2) ZÖPFEL, BRUNNER, SOHM. (Voir *Belg. judic.*, 1884, 1426.)

(3) En Angleterre, la portée de l'Act de 1873 et des *acts* qui l'ont suivi ne doit pas être surfaite: la fusion a eu surtout pour objet la procédure. Voir à ce sujet les indications de MAITLAND, *Justice and police*, pp. 40-41.

défenses et établissent des précédents qui ne manqueront pas d'assouplir sur plus d'un point le droit commun. La pénétration sera, d'ailleurs, réciproque : à la longue, l'Équité, entraînée dans le courant, se modèlera sur la loi commune et, d'autre part, celle-ci, s'accommodant de certains principes, deviendra plus *équitable*, non cependant sans que le Parlement ait eu à forcer plus d'une fois la main à la juridiction coutumière.

Étant donné les errements de la Chancellerie et l'esprit qui l'a animée, il semble *a priori* que le droit romain n'a pu manquer d'exercer son action sur la jurisprudence équitable, et si l'on s'assure après cela que le droit anglais n'a pas été sans subir cette action en d'autres parties, tels le droit maritime ⁽¹⁾ et le droit commercial en son fond ⁽²⁾, l'on se sent très naturellement amené à penser qu'il s'est fait, en somme, chez nos voisins d'au delà du détroit une réception de principes romains, réception réduite sans doute, mais très sensible. Je n'insiste pas, je m'en rapporte sur le sujet aux pages savantes où l'un de nos confrères, M. Nys ⁽³⁾, l'a si vivement éclairé. J'ajouterai que la jurisprudence anglaise révèle parfois encore de notre temps des pénétrations qui font entrevoir comment, dans le passé, un principe romain a pu, à l'occasion, se faire jour : demandons-en un exemple à Sir Frederick Pollock ⁽⁴⁾ : En 1843, la Cour de l'Échiquier est saisie d'une espèce à laquelle ne s'applique aucune autorité précise ; certains précédents ne se rapportant qu'indirectement au point en litige mènent cependant la Cour à une solution : elle se refuse à reconnaître le droit revendiqué, relatif à l'écoulement de certaines eaux souterraines, et ajoute : « Le droit romain n'est certes point obligatoire chez nous, mais, statuant en un cas que

⁽¹⁾ NYS, *loc. cit.*, p. 109.

⁽²⁾ SCRUTTON, *The influence of the roman Law on the law of England*, pp. 159-177.

⁽³⁾ *Loc. cit*, *passim*.

⁽⁴⁾ *First Book*, p. 343.

n'éclaire formellement aucune de nos autorités, nous pouvons nous attacher d'autant plus étroitement à notre solution que nous avons pour soutien une législation qu'a développée la sagesse des âges et qui constitue la base essentielle du droit de la plupart des nations européennes. » Appuyée d'un fragment d'Ulpien, approuvant une opinion de Marcellus, la décision fait son entrée dans la jurisprudence et prend la valeur d'un précédent.

Pour en revenir à l'évolution de la *Common Law*, l'on peut dire qu'au moyen âge le mouvement des esprits semblait devoir mener l'Angleterre aux méthodes continentales : au XII^e siècle, le droit romain s'enseigne à Oxford et les leçons qu'y donne l'évêque Vacarius vont retentir au delà même du détroit ⁽¹⁾ ; au XIII^e siècle, Bracton, son œuvre le démontre, est entraîné à son tour, et bientôt, M. Bryce le rappelle, les chanceliers ecclésiastiques puisent aux sources canoniques des directions romaines.

Les cours ecclésiastiques exerceront à leur tour une action qui, plus étroitement contenue que ne l'a été sur le continent l'action des cours de chrétienté ⁽²⁾, n'en marquera pas moins de son sceau certaines parties du droit, telles le mariage, ses formes, sa validité, les dispositions de dernière volonté, les successions mobilières *ab intestat*. On soupçonne l'action de leur jurisprudence ⁽³⁾.

On a vu comment, de nos jours, le droit romain s'est trouvé venir en aide à la Cour de l'Échiquier ; de même se rencontre-t-il dans la jurisprudence actuelle de la Haute Cour tel enseignement que le droit canonique, scruté en ses sources, lui a apporté ; ainsi la pénétration s'effectuait-elle dans le passé.

⁽¹⁾ Un étudiant frison rapporte d'Oxford une copie des écrits de Vacarius. (Voir *Belg. judic.*, 1884, 1435.)

⁽²⁾ GLASSON. *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, t. II, pp. 402 et suiv.

⁽³⁾ Voir MAITLAND, *Roman canon Law in the Church of England*. Préface ; et STUBBS, *Lectures on mediæval and modern history*, pp. 335 et suiv.

En 1897, un mari poursuit devant la Haute Cour la nullité de son mariage, sa femme s'étant trouvée, d'après lui, au jour de la célébration, dans une situation intéressante, situation n'étant aucunement due à ses œuvres. L'on sait que le Code civil contient une disposition, l'article 180, aux termes de laquelle le mariage peut être annulé du chef d'erreur *dans* la personne. C'est un principe de droit canonique, et la source s'en trouve dans un décret remontant au XII^e siècle ⁽¹⁾ dont les termes indiquent avec précision la portée de la règle : « Verum est quod non omnis error consensum excludit ; sed error alius est personæ, alius fortunæ, alius conditionis, alius qualitatis. » En l'absence de précédent et d'autorité de nature à la lier, la Haute Cour remonte jusqu'au décret : est-ce une erreur *dans* la personne de la défenderesse qu'on lui dénonce ? Non, c'est une erreur sur l'une de ses qualités, et, conformément à la jurisprudence canonique, elle renvoie le mari des fins de son action. Remarquons incidemment que la jurisprudence anglaise se rapprochait ainsi de la jurisprudence des peuples continentaux demeurés fidèles à la tradition canonique et s'écartait des principes auxquels se sont attachés les peuples passés à la Réforme ⁽²⁾.

Tout en attribuant au droit anglais une originalité qui n'est point niable, M. Bryce, on l'a aperçu, n'est pas sans reconnaître la part d'influence qui revient au droit romain dans le développement de la jurisprudence anglaise. Ayant enseigné les pandectes pendant vingt-trois ans, il était certes mieux placé que tout autre pour déterminer la mesure en laquelle cette influence a agi : accordant volontiers que des sources romaines, menées à pied d'œuvre par les canaux ecclésiastiques, ont exercé leur action, il s'en tient néanmoins à la conclusion que le droit anglais demeure, en réalité, une création ; « s'il pèche par un défaut d'élégance et d'esprit philosophique, on sent, par contre,

⁽¹⁾ Décret de Gratien.

⁽²⁾ Belg. jud., 1899, 49.

en lui un souffle libéral et démocratique qui compense amplement ces lacunes ».

M. Bryce observait, dans sa leçon d'adieu d'Oxford, qu'au droit anglais revient, en outre, l'éminent mérite de s'être adapté sans peine aux mœurs du grand peuple qui, par delà l'Atlantique, s'en tient à ses règles foncières.

L'orateur songeait à offrir à ses auditeurs une esquisse de l'histoire du droit romain pour la rapprocher du développement du droit anglais. Les similitudes, au premier abord peu apparentes, sont, au contraire, de nature à s'imposer. M. Bryce eût voulu même les faire apercevoir dans le droit public, ce qui sans doute aurait découvert à son auditoire des points de vue peut-être encore moins soupçonnés. Le sujet était trop considérable pour que l'orateur pût s'y arrêter; il ne s'est pas résigné cependant à l'abandonner sans avoir indiqué son sentiment en cette formule, à savoir que rien mieux que ce rapprochement n'est de nature à illustrer le développement du droit anglais.

Souhaiterait-on une vue rapide à ce sujet? Empruntons-la à Paul Gide, ce remarquable esprit trop tôt enlevé à la science ⁽¹⁾ : « Les qualités d'esprit et de caractère qui avaient fait des Romains le peuple juriste par excellence revivent, à un degré presque aussi éminent, dans la nation anglaise. Chez les deux peuples, c'est le même amour de la loi inséparable de l'amour de la patrie; c'est le même esprit égoïste et pratique, avide de gain et de pouvoir, le même respect pour la légalité poussé jusqu'à la superstition de la forme et de la lettre, les mêmes raffinements de ruse et d'industrie pour accommoder à des besoins nouveaux des textes vieillis et pour élargir les formules légales sans les briser. Et ces mêmes causes, quoique dans des milieux bien différents, ont produit les mêmes effets. La loi anglaise, dans la série de ses évolutions et de ses progrès, a suivi, comme pas à pas, la route qu'avait suivie la loi romaine. »

(1) *Étude sur la condition privée de la femme*, p. 238. Sur Paul Gide, voir l'introduction qu'Esmein a écrite pour ce livre.

Paul Gide poursuit : « Les Romains, parvenus au faite de la civilisation et de la puissance, auraient-ils jamais cru que, chez ces barbares insulaires « exilés loin du reste de l'univers », *penitus toto divisos orbe*, l'on verrait un jour naître et grandir une législation semblable à la leur ? Et les Anglais eux-mêmes, lorsqu'ils repoussaient de tous leurs efforts les idées romaines, se doutaient-ils que leur propre instinct allait les conduire par les mêmes voies que les Romains avaient parcourues avant eux ? »

Le fond du droit anglais se retrouve en cette page ; on s'y rend compte aussi de sa forme, mais nous ne dirons point qu'elle approche de la forme harmonique et parfaite en laquelle la législation romaine s'est définitivement fixée ⁽¹⁾.

On aura remarqué la définition que donne Gide du peuple anglais ; c'est un peuple juriste, dit-il, et M. Bryce est, à son tour, bien près de le qualifier ainsi : Le corps et l'esprit, observe-t-il, se fortifient à s'exercer, et de même se fortifie à mesure en une nation le sentiment de la légalité et du droit. Un sentiment ainsi transmis prend le caractère d'un sentiment naturel, et il s'en dégage des conceptions qui mènent à la formation d'un gouvernement à pouvoirs limités et qui, développant chez l'individu la conscience de ses droits, l'autorisent, quand il lui est demandé d'obéir, à réclamer du pouvoir le titre qui lui permet d'agir. Sous ce rapport, ajoute M. Bryce, le cas de l'Angleterre est unique, le droit y est arrivé de bonne heure à être regardé comme autre chose que la volonté du souverain, et c'est à ses coutumes et à son Parlement que l'Angleterre le doit.

Il ne reste qu'à s'incliner ; si cependant M. Bryce entendait professer, ce que les termes qu'il emploie permettent peut-être d'induire, que, dans l'Europe occidentale, le droit public se serait exclusivement développé sous l'action « d'une sagesse antique et étrangère », des réserves seraient autorisées : chez

(1) Voir sur ce point BRYCE, *Studies in jurisprudence*, t. II, pp. 489 et suiv.

nous, par exemple, le pouvoir n'était pas sans être borné par des principes coutumiers ou exprès; que, dans la suite des temps, il ne le fut point au même degré qu'en Angleterre, on doit le reconnaître, mais ce n'est point à dire que, sur le continent, le droit vint exclusivement « d'en haut ».

Le sentiment de la légalité n'est pas nécessairement, d'ailleurs, le sentiment du droit en son sens absolu. C'est une distinction qui échappait notamment à Carlyle, ne voyant, par exemple, dans la *Déclaration des droits de l'homme* « qu'un jeu logique, une pédanterie à peu près aussi opportune qu'une théorie des verbes irréguliers ». Carlyle n'admettait évidemment pas que les définitions abstraites ont leur vertu; elles ne sont cependant pas sans avoir à l'occasion une puissance de pénétration qui sert l'humanité.

Taine, répondant à Carlyle et s'indignant, a dit fort justement, en rendant hommage à la Constituante et à son œuvre ⁽¹⁾ : « La Constituante fut dévouée à la vérité abstraite; elle a eu un héroïsme sympathique, sociable, prompt à la propagande, et elle a réformé l'Europe pendant que le vôtre ne servait qu'à vous. »

Reconnaître la forte personnalité de l'Anglais, c'est énoncer un truisme; s'il fallait l'illustrer en le mettant en rapport avec la *Common Law*, je recorrerais volontiers à une observation d'un ancien jurisconsulte français ⁽²⁾. Celui-ci, discutant la possibilité d'introduire en son pays la publicité de l'audience, faisait ressortir qu'elle n'était guère possible qu'en Angleterre, par la raison « que le plus humble individu s'y regarde comme indépendant des plus grands seigneurs » et, partant, peut braver leur témoignage. Ne voit-on pas apparaître dans ces lignes, où se trahit la pénétration réciproque de l'homme et de la loi, comme la physionomie énergique et assurée d'un peuple qui, à tous les degrés, se réclame fièrement de son droit?

⁽¹⁾ *Littérature anglaise*, t. IV, pp. 328-329.

⁽²⁾ Poullain du Parc.

L'on me pardonnera de songer à rapprocher de la remarque un fait, puisé, celui-ci, dans nos annales et qui pourrait servir également d'illustration ; mais il s'agit cette fois d'illustrer nos mœurs en certaine période.

Des historiens, relatant la rencontre de Philippe le Hardi et des Gantois lors de l'avènement du duc, montrent ceux-ci se refusant à s'incliner devant leur seigneur avant qu'il ait prêté lui-même le serment constitutionnel, et obligeant le duc à les écouter, non à genoux, selon l'usage, mais debout. Est-ce une légende ? Si légende il y a, elle s'accorde avec l'humeur de la race ⁽¹⁾, et il semble bien qu'on puisse l'invoquer pour faire apparaître de puissantes individualités, à leur tour peu disposées à laisser entreprendre sur leur droit.

La plante humaine n'a pas seulement témoigné de sa vigueur au delà du détroit... mais il ne s'agit point pour l'instant d'en suivre chez nous la destinée.

En m'arrêtant ici, puis-je me flatter d'avoir donné un aperçu suffisant de l'étude de M. Bryce ? Coupée d'observations qui me sont personnelles, je ne puis que l'avoir plus ou moins trahie ; encore si ce que j'y ai emprunté directement pouvait donner un avant-goût de ce qu'elle est en réalité, je ne pourrais me plaindre. J'aime à penser que les esprits qui s'intéressent aux destinées du droit anglais recourront au texte lui-même ; quoique remontant à quelques années ⁽²⁾, l'étude ne sera pas, dans sa forme précise et attrayante, sans leur offrir un enseignement et une jouissance des plus délicates. Si ma traduction n'est pas infidèle, peut-être pourra-t-on retrouver l'orateur dans la page suivante qui termine la conférence : « Cent trente et un ans se sont passés depuis que le majestueux courant de la *Common Law* s'est divisé ; répandu depuis lors en des canaux différents, son flot, naturellement affecté par le roc et le sol, a néanmoins depuis 1776 conservé, en son cours divers, une teinte et une

⁽¹⁾ Voir TOLLENS, *De voetval der Gentenaars*.

⁽²⁾ *Law Quarterly Review*, 1908.

saveur dans une grande mesure identiques. Depuis lors aussi, des statuts, très nombreux en Angleterre, plus nombreux encore aux États-Unis, sont intervenus; néanmoins l'essence de la *Common Law* ne s'est point trouvée altérée, et il s'est formé entre ceux qui se sont appliqués soit à l'étudier, soit à la mettre en pratique, des habitudes d'esprit communes. Un membre du barreau américain devant une Cour anglaise, de même qu'un avocat anglais devant une Cour américaine, se trouve dans une atmosphère familière, comprend ce qui s'y passe et pourquoi les choses se passent ainsi, par la raison qu'elles tiennent au milieu où il a grandi. Nous lisons et nous citons les décisions de vos Cours, quoique la masse que vous nous en offrez chaque année ⁽¹⁾ ne soit pas sans nous embarrasser parfois, et que l'aliment qu'elle nous fournit, sans doute très nourrissant pour une grande part, ne le soit pas toujours au même degré. De même citez-vous nos recueils, qui, sans doute aussi, à raison de la multiplicité des statuts que nos décisions interprètent, sont aujourd'hui pour vous d'une moindre utilité. Nulle part n'apparaît peut-être avec plus de relief l'identité fondamentale des deux branches de l'ancien tronc que dans la substance et dans la pratique de notre droit. C'est un lien d'union et de sympathie que nous ne pouvons trop priser, surtout parce qu'il est pour nous une source commune d'orgueil. Il n'y a rien dont nous puissions, vous et nous, être plus justement fiers que du majestueux édifice que nos ancêtres communs ont élevé, cet édifice qui a abrité tant de générations et d'où sont provenus des principes de liberté dont a bénéficié le monde. Le droit d'une nation est non seulement l'expression de son caractère, mais l'un des facteurs principaux de sa grandeur. »

(1) BEACH, l'avocat à la Cour fédérale, dit, *loc. cit.* : « Nous ajoutons à notre stock environ 200 volumes par an; cela fait 2000 volumes tous les dix ans et 20,000 volumes par siècle. »

Aus der Altbüssergass,

von W. BANG, Mitglied der Akademie.

I.

In Otfrids Evangelienbuch II, 3, 43-46 heisst es :

Thoh thisu uúntar ellu uuárin filu stíllu,
ther búachari iz firlíazi, inti scriban ni híazi,
Thaz ther fáter ougta, thar man then sún doufta,
thaz éina uuari uns núzzi, hábetin uuir thie uuízzi.

Die Schwierigkeit liegt in *inti scriban ni híazi*; Kelle (III, 268) will *heizan* in der Bedeutung von « befehlen, gebieten » nehmen und meint, der Satz stünde « parallel statt abhängig ». In seiner Übersetzung giebt er die ganze Zeile durch

Wenn weggelassen sie die Schrift,
Sie wären aufgeschrieben nicht

wieder, wo « sie wären » selbstverständlich noch von « wenn » abhängt. Erdmanns Auffassung geht aus seiner Bemerkung (S. 387) nicht deutlich hervor, während Piper (II, 186-7) wieder durch « heissen, befehlen » interpretiert.

Ich denke wir müssen *heizan*, wie *giheizan*, d. h. durch « geloben, versprechen » übersetzen, eine Auffassung, die angesichts der Bedeutungen, die das Simplex im Mittelhochdeutschen, Altenglischen, Mittelenglischen und im Altnordischen hat, nicht all zu kühn erscheint, umsoweniger wenn die Quelle sie stützt.

Unter *buachari* wird nun mit Recht allgemein « Evangelist » verstanden : ist aber *heizan* wirklich durch « verheissen, versprechen » zu übersetzen, so kann Otfrid an unserer Stelle nur den Anfang des Lukasevangeliums im Sinne gehabt haben.

Dort ist zwar (Lk. I, 3 visum est et mihi ... ex ordine tibi scribere) von einem « Versprechen » nicht direkt die Rede, dass es sich aber in der Tat um ein « Versprechen » dem Theophilus gegenüber handelte, konnte Otfrid in Bedas Lukaskommentar lesen, wo es (ed. Giles, X, p. 275) heisst : non autem novorum quorumlibet eidem Theophilo et velut ignotorum ratio pandenda, sed eorum de quibus eruditus est verborum pro mittitur veritas exprimenda : scilicet ut quo quid ordine de Domino vel a Domino gestum dictumve sit, agnoscere queat.

Den Quellennachweisen bei Kelle (I, S. 58, Anm. 1) und Piper (I, S. 253) ist demnach obige Stelle aus Beda einzuverleiben.

II.

Im *Weinschwelg* (ed. Schröder, S. 53, 254 ff.) singt der Trinker :

254 wol der muoter diu mich truoc !
sælic si si küniginne !
sælic si diu süeze minne
und diu wile dô si mich erranc !

Ich glaube, dass *diu* in V. 256 aus dem folgenden Verse eingedrungen ist. Die ganze Konstruktion wird so einfacher :

wol der muoter diu mich truoc !
sælic si si, küniginne,
sælic si si, süeze minne,
und diu wile dô si mich erranc !

Unter *küniginne* könnte man die Himmelkönigin verstehen, wenn man nicht vorzieht, das Wort, wie V. 256 nahe legt, auf die andere *küniginne* par excellence zu beziehen.

III.

In dem Liede auf die Schlacht von Brunnanburh, das uns die Chronik unterm Jahre 937 überliefert, lesen wir V. 12 : *feld dænnede secga swāte* ; für *dænnede* haben **B**, **C** : *dennade*, **D** : *dennode*, **W**. *dynede*. Trotz des fest überlieferten *d* will der jüngste Herausgeber (Sedgfield, *Battle of Maldon*, 1904, Belles-Lettres Series, p. 39) *ðānode* « became wet » herstellen, was übrigens auch an dem überlieferten Vokal der Stammsilbe zu scheitern scheint.

Ich lese mit **W**. *dynede*, kent. *denede* und sehe darin das altnord. *dynja*, wie es z. B. in der Njálssaga cap. L, 14 *Otkell lætr thegar dynja stefnuna* « Otkel lässt sofort seine Stimme erschallen, erdröhnen » oder in der Edda in Balders Träumen 3,3 *fram reith Óðinn, foldvegr dunði* « vorwärts ritt Odin, die Erde erdröhnte, erbebte » vorliegt. Unser *feld denede secga swāte* hiesse also « die Erde erdröhnte, erbebte, klatschte vom Blute der Männer » — vielleicht nicht übertrieben bei einer Schlacht, in der der Skalde Egil Skallagrímsson und sein Bruder Thorolf mit Athelstan auf die Nordleute einhieben, die ihrerseits die Antwort nicht schuldig blieben.

IV.

In der G-Redaktion des *Squyr of Lowe Degre* lesen wir in der Meadschen Ausgabe, Albion Series, Boston, 1904, V. V. 75-76 :

Wolde God that I were a kynges sonne,
That ladyes love that I myght wonne !

Dazu bekommen wir die Anmerkung : *Wonne* as an infinitive depending upon *myght* appears to be the invention [!] of a rhymester in desperate straits to find a rhyme for *sonne*.

Die Lesung des alten Druckes *That ladyes love that I myght wonne*, ist jedoch beizubehalten; *myght wonne* steht für *myght have wonne*. Ausser meiner Zusammenstellung in der *Germ.-Rom. Monatsschr.* I, pp. 75-76 ist ein jüngeres Beispiel für diese Erscheinung zu finden in *A new Sonet of Pyramus and Thisbee* (Acheson, *Mistress Davenant*, p. 309) :

In joyfulle case,
 she approached the place,
 where she her Pyramus
Had thought to viewd.



CLASSE DES BEAUX-ARTS

Séance du 5 février 1914.

M. JULIAAN DE VRIENDT, directeur.

M. LUCIEN SOLVAY, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. J. Brunfaut, *vice-directeur* ; G. De Groot, Th. Vinçotte, Max. Rooses, le comte J. de Lalaing, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, L. Lenain, X. Mellery, F. Courtens, L. Frédéric, A.-J. Wauters, Paul Gilson, G. Hulin de Loo, J.-B. Van den Eeden, L. Blomme, Sylv. Dupuis, Maurice Kufferath, Fernand Khnopff, *membres* ; A. Baertsoen, Paul Bergmans, J. Lagae, E. Wambach, A. Struys, *correspondants*.

Excusés : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel ; Léon Du Bois, membre ; Victor Horta, correspondant.

M. le Directeur souhaite la bienvenue aux nouveaux correspondants : MM. Wambach et Struys.

CORRESPONDANCE.

MM. Alex. Struys et Émile Wambach remercient pour leur élection de correspondant.

— Le Président et le Conseil d'administration de l'Académie royale d'Écosse font savoir que M. le D^r Macgillivray est chargé de rassembler une collection représentative des œuvres des sculpteurs belges vivants, pour l'exposition annuelle de leur Académie. — M. le comte de Lalaing accepte de se mettre à la disposition de l'honorable délégué.

— Le Comité exécutif pour le Mémorial Alma Tadema soumet une liste de souscription.

— M. le Ministre des Sciences et des Arts soumet à l'appréciation de la Classe le deuxième rapport de M. Léopold Samuel, lauréat du grand concours de composition musicale de 1914.
— Commissaires : MM. Mathieu, Dupuis, Wambach.

— M. J. Huygh, lauréat du grand concours d'architecture, soumet les dessins qu'il a exécutés pendant sa première année de voyage.

RAPPORTS.

MM. Du Bois, Dupuis et Van den Eeden donnent lecture de leurs appréciations sur le rapport du lauréat M. Herberigs.
— Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

COMMISSION DES PRIX DE ROME.

Cette Commission s'est réunie le matin. M. Lenain expose les modifications apportées au règlement par la Section de peinture.

M. Lenain donne ensuite lecture de considérations générales sur le travail de la Commission et le but poursuivi. Certaines de ses considérations sont l'objet d'observations en sens divers. La question de la culture générale, du degré d'instruction littéraire à exiger des candidats et des lauréats du Prix de Rome donne lieu à une discussion particulièrement animée.

La Classe décide que tous les rapports et documents seront imprimés et distribués pour la prochaine séance; le texte de l'ancien règlement sera mis en regard du nouveau.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Pierre Bruegel et le cardinal Granvelle,

par A.-J. WAUTERS, membre de l'Académie.

Granvelle résidait à Bruxelles au moment où Pierre Bruegel l'Ancien vint s'y fixer, vers le milieu du XVI^e siècle.

De nouveaux évêchés ayant été érigés aux Pays-Bas, Granvelle fut mis à la tête de tout le clergé belge et nommé archevêque de Malines. Sa réception en cette ville eut lieu le 28 novembre 1564; mais il n'y résida guère, préférant Bruxelles où il avait un palais et une maison de campagne. Il abandonna la direction de son nouveau diocèse à son vicaire général le chanoine Morillon, prévôt d'Aire et d'Utrecht. Il était cardinal depuis le 28 avril et, à l'occasion de son élévation, il y avait

eu des fêtes pompeuses au palais de Bruxelles. Cependant le prélat était à ce point impopulaire que Philippe II jugea prudent de l'inviter « à aller voir sa mère en Franche-Comté ». Il quitta donc Bruxelles, le 13 mars 1564, et se retira à Besançon. Sept ans plus tard, le roi l'appela à la vice-royauté de Naples.

C'est là qu'il apprit la nouvelle du sac de Malines par la soldatesque du duc d'Albe et que, par lettre du 28 avril 1573, adressée à don Juan d'Autriche, il infligea au duc un blâme indigné pour le traitement barbare que celui-ci avait, sans motif, fait subir à la ville dont il était l'archevêque titulaire, où plusieurs de ses serviteurs dévoués avaient été malmenés et emprisonnés, où son propre palais avait été pillé.

Ce palais était, comme ceux de Besançon, Bruxelles et Naples, décoré d'œuvres d'art parmi lesquelles des « pièces » du vieux Bruegel. C'est à propos de ces pièces qu'il est question du peintre dans la correspondance de Granvelle.

« Le cardinal, amateur éclairé, — dit en collaboration avec M. René Van Bastelaer, M. Georges Hulin dans l'ouvrage substantiel et définitif qu'il a publié sur Pierre Bruegel, — parle de Bruegel dans sa correspondance. M. Pirenne se rappelle avoir remarqué le fait en parcourant cette correspondance. Malheureusement, celle-ci, fort volumineuse, a été publiée sans table des matières et, à notre vif regret, nous n'avons pu retrouver le passage si intéressant pour nous ⁽¹⁾. »

Le hasard de mes lectures m'a servi en plaçant sous mes yeux le passage signalé par nos deux excellents confrères. Il est contenu, non dans un des trois volumes de la *Correspondance de Granvelle*, éditée en 1878-1881 par Edmond Pouillet père, membre de l'Académie et de la Commission royale d'histoire, mais dans le quatrième volume, publié par Charles Piot, en 1884. Dans une lettre adressée de Malines au vice-roi

(1) *Peter Bruegel l'Ancien, son œuvre et son temps*, p. 327. Un volume illustré, 1907, Van Oest et Cie, Bruxelles.

de Naples par le prévôt Morillon, en date du 9 décembre 1572, on lit :

J'ay envoié Christian le poinctre ⁽¹⁾ pour acheter les XXV poinctures sur toille de perspective et paisaiges en Anvers, par advis de Mr. le Gouverneur et de Malpas ; mais il ne fault que estimiez recouvrer des pièces de Breugel, sinon fort chèrement : car elles sont plus requisees depuis son trespas ⁽²⁾ que par avant, et s'estiment 50, 100 et 200 escuz, qu'est charge de conscience ⁽³⁾.

Ces « pièces de Breugel », dont Morillon signale la disparition en même temps que la valeur, avaient été enlevées du palais archiépiscopal, lors du sac de la ville. Déjà, dans une lettre précédente datée du 30 novembre 1572 (p. 521), Morillon avait écrit au cardinal à propos de ce pillage par les soldats du duc d'Albe :

« Je ne scauroie dire la grande désolation que j'ay trouvé audict Malines, où j'ay séjourné quatre jours pour mieulx entendre ce que y est passé ; et si je fusse demore XX jours davantage, encores ne scauroie-je la moitié de ce que y est passé... Une chose diray-je, que le sacq y dure encores par la rebusque que y faict ung capitaine Erasso, par charge de Don Fabric, duquel il at une patente signée audict S^r et son secrétaire Stevan Jvarra, pour prendre le bled, avoine, foing, vin, bois, vinaigre et aultres provision que l'on y treuve encore restantz ; qu'est une seconde plaie... »

En note, Piot ajoute, d'après la Chronique de Malines (pp. 54, 56 et 57), que si le capitaine Erasso était le personnage qui avait le plus pillé la ville et rançonné les paysans des

(1) Chrétien Vander Perre, peintre du duc d'Albe. (Voir PINCHART, *Archives des Arts*, t. I, p. 51.)

(2) Bruegel mourut à Bruxelles, en 1569.

(3) CH. PIOT, *Correspondance du Cardinal de Granvelle (1565-1585)*, publiée par l'Académie royale de Belgique, 1884, p. 524.

environs, c'est Frédéric, fils du duc d'Albe, qui volait partout, dans les églises et couvents, les tableaux anciens. C'est le doyen de Malines qui fournit ce renseignement suggestif, concernant le goût prononcé qu'avait le fils du duc pour la peinture flamande.

J'ajoute que le catalogue de la collection du palais de Besançon mentionne également plusieurs peintures du maître, parmi lesquelles « un tableau des aveugles qui se mènent l'un l'autre », peut-être l'idée première du célèbre tableau de Naples, daté de 1568, soit un an avant la mort de l'auteur.

Le rappel des faits qui précèdent m'a suggéré la pensée que Granvelle pourrait bien ne pas avoir été étranger à l'envoi, en Italie, des deux tableaux du peintre bruxellois qu'on est assez étonné de rencontrer au musée napolitain : la *Parabole des Aveugles* et le *Misanthrope*. Ces ouvrages ne lui auraient-ils pas appartenu et ne serait-ce pas lui qui les aurait envoyés à Naples ? Au musée même, où j'ai fait des recherches, on n'a pu me fournir aucun indice quant à leur provenance.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Arschot-Schoonhoven (le comte d'). Épitaphier de la famille d'Arschot. Arlon, 1913; extr. in-4° (184 p., pl.).

De Greef (Guillaume). L'internationalisation de la pensée. Bruxelles, 1913; extr. in-16 (24 p.).

— Discours prononcé à la séance de rentrée de l'Université Nouvelle, le 23 octobre 1913. Extr. in-8° (18 p.).

Gobert (Théodore). Introduction du chemin de fer dans la province de Liège. Liège, 1914; extr. in-16 (47 p.).

Leclercq (Jules). La Finlande aux mille lacs. Paris, 1914; extr. in-16 (276 p.).

— Sur les lacs de Finlande. Bruxelles, 1914; extr. in-8° (33 p.).

GAND. *Exposition universelle et internationale*. Catalogue de la Section belge, 1913.

Fockema Andreae (S. J.). De opleiding onzer Juristen. Leide, s. d.; extr. in-8° (24 p.).

— Bijdragen tot de Nederlandsche Rechtsgeschiedenis. Haarlem, volumes 1 à 4, gr. in-8°.

— Het Oud-Nederlandsch Burgerlijk Recht. Haarlem, I et II. Gr. in-8°.

— Overzicht van Oud-Nederlandsche Rechtsbronnen. Haarlem, 1881; extr. in-8° (67 p.).

LISBONNE. *Académie des sciences*. D. Pedro, Poema Dramatico em cinco Jornadas. (Jose de Sousa Monteiro.) 1913; extr. in-8°.

CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Séance du 2 mars 1914.

M. H. PIRENNE, directeur.

M. WALTZING, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. Ern. Gossart, *vice-directeur*; le baron de Borchgrave, le comte Goblet d'Alviella, P. Fredericq, le baron Descamps, P. Thomas, Ern. Discailles, V. Brants, J. Leclercq, Maurice Wilmotte, Ern. Nys, J. Lameere, A. Rolin, Maurice Vauthier, J. Vercoullie, Ém. Waxweiler, G. De Greef, H. Lonchay, Eug. Hubert, M. De Wulf, Ern. Mahaim, *membres*; W. Bang, *associé*; L. de la Vallée Poussin, G. Cornil, Ém. Vandervelde, G. Bidez, *correspondants*.

Absences motivées : M. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel; S. E. le cardinal Mercier, membre titulaire, et Dom Ursmer Berlière, correspondant.

CORRESPONDANCE.

L'Académie royale des sciences de Berlin, directrice de l'Association internationale des Académies, annonce qu'elle a nommé M. Diels, président, et M. Waldeyer, vice-président du Comité de l'Association. Elle invite l'Académie à désigner ses délégués.
— La Classe fait choix de M. le baron de Borchgrave.

— Le Comité organisateur communique le programme du X^e Congrès préhistorique de France, qui se tiendra les 23-29 août 1914, à Aurillac (Cantal).

— Le Secrétaire général du premier Congrès de police judiciaire international, dont les assises auront lieu à Monaco du 14 au 20 avril 1914, invite l'Académie à se faire représenter.
— M. Prins est délégué.

— Le Comité organisateur du Congrès international des Américanistes, qui se tiendra à Washington les 5-10 octobre, invite l'Académie à participer à ses travaux. — M. le baron de Borchgrave est délégué.

— La Commission pour l'histoire des religions de la *Königliche Gesellschaft der Wissenschaften*, de Goettinge, envoie le programme d'un nouveau recueil qu'elle se propose de publier et qui sera intitulé : *Quellen der Religionsgeschichte*.

— L'Association des diplômés de l'école industrielle de Seraing, désireuse de sauver de l'oubli les souvenirs se rapportant à cette localité, a décidé la création d'un musée dont elle communique le programme général.

— Hommages d'ouvrages :

Les splendeurs des chemins, par Jules Leclercq;

La rose du Centenaire. — Contribution à la commémoration du feld-maréchal prince Charles-Joseph de Ligne, par le prince Charles-Adolphe Cantacuzène;

Un établissement d'enseignement moyen à Mons, depuis 1545, par Jules Becker. — Remerciements.

ÉLECTION.

La Section des sciences morales et politiques présente des candidats à la place de correspondant vacante en remplacement de M. Mahaim.

PRIX LAMEERE.

M. Waltzing est désigné pour remplacer M. Discailles dans le jury du Prix Lameere.

PRIX DE GÉOGRAPHIE.

Après un échange d'observations entre MM. Waltzing, le comte Goblet d'Alviella, Leclercq et Pirenne, la Classe adopte les propositions de la Commission tendant à demander à M. le Ministre la fondation d'un Prix de géographie historique et

descriptive (c'est-à-dire la géographie dans ses rapports avec les matières ressortissant à la Classe des lettres).

Comme commentaire à ce titre, elle fait sienne l'énumération qui se trouve formulée dans le rapport de M. Goblet d'Alviella : l'histoire de la géographie et de la cartographie, la géographie humaine et sociale, l'ethnographie, la géographie économique, les rapports du développement des nations avec les conditions de leur habitat, la distribution des langues et des races, les procédés de colonisation, les relations de voyages, les méthodes d'exploration et les explorations elles-mêmes.

NOTICES POUR L'ANNUAIRE.

M. Pirenne rappelle aux membres les notices biographiques des membres décédés. Cette question sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. Louis de la Vallée Poussin remet la notice de M^{re} Lamy.
— Remerciements.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. Maurice Vauthier fait une lecture sur *La doctrine du contrat social*. Elle est imprimée ci-après.

MM. Brants, Pirenne, Wilmotte et Leclercq présentent quelques observations.

La doctrine du contrat social,

par MAURICE VAUTHIER, membre de l'Académie.

La théorie du contrat social est tombée aujourd'hui dans un discrédit profond ⁽¹⁾. On ne la mentionne que pour signaler les erreurs qu'elle implique, et il est douteux qu'elle compte encore des partisans. Comme elle a été popularisée au XVIII^e siècle par Jean-Jacques Rousseau, on impute volontiers ce qu'elle semble offrir de chimérique et d'arbitraire au génie maladif du citoyen de Genève. On s'imagine lui avoir fait suffisamment justice en lui ménageant une place dans le musée des illusions politiques.

En dépit d'une condamnation aussi sévère, il est pourtant une réflexion dont on ne peut se défendre. Comment se fait-il qu'une doctrine aussi décriée ait joui d'un tel prestige? Comment se fait-il qu'elle ait conquis d'aussi nombreuses adhésions et que son empire ait persisté aussi longtemps? Car on se tromperait étrangement en s'imaginant que la doctrine du contrat social est issue de l'esprit de Jean-Jacques Rousseau. Elle est plus ancienne, beaucoup plus ancienne. Assurément Rousseau l'a marquée de son empreinte, mais il ne l'a pas inventée.

Que Jean-Jacques Rousseau ait eu des prédécesseurs, c'est ce qu'on n'ignore point. Les noms de Hobbes et de Locke sont familiers à ceux qui s'occupent de science politique. Mais ni Hobbes

(1) « La théorie du contrat social, après avoir exercé une influence universelle au XVIII^e siècle, est aujourd'hui presque complètement abandonnée. » (A. ESMEIN, *Éléments de droit constitutionnel*, 1896, p. 156.) « La fiction du contrat social étant écartée, sur quelle idée peut-on et doit-on faire reposer la souveraineté nationale? » (*Ibidem*, p. 159.)

ni Locke ne furent les créateurs de la doctrine du contrat social. Elle a été professée, dès le moyen âge, par de nombreux publicistes. Elle a été développée au XVI^e siècle. Elle n'était nullement une nouveauté lorsque Hobbes, et après lui Spinoza, Locke et Rousseau, contribuèrent à la propager.

Si cette doctrine a subsisté durant des siècles, si elle a bénéficié d'un acquiescement aussi général, ne serait-ce point qu'elle contient une part notable de vérité? Et si elle est répudiée aujourd'hui, ne serait-ce point qu'elle n'est pas toujours bien comprise?

*
* *

La doctrine du contrat social avait cours parmi les penseurs du moyen âge. Otto Gierke, dans un livre d'une admirable érudition ⁽¹⁾, nous a amplement prouvé à quel point ces anciens docteurs étaient fréquemment d'esprit libre et hardi. Certaines idées que nous croyons relativement récentes et quelque peu inquiétantes, furent professées en parfaite connaissance de cause par des théologiens du XII^e siècle. Le principe de la souveraineté du peuple compta dès cette époque des adeptes résolus ⁽²⁾. La notion du contrat social s'y rattache par des liens étroits. A l'exemple de certains penseurs grecs, il parut légitime d'assimiler l'État à une société procédant du libre consentement des associés. Et la même faveur s'attacha à la conception selon laquelle l'existence de l'État dérive d'une convention conclue entre le souverain et ses sujets. De semblables notions ne semblaient ni anarchiques, ni séditieuses, ni hétérodoxes. On les retrouve plus tard dans les écrits des auteurs du XVI^e et du

(1) OTTO GIERKE, *Joannes Althusius und die Entwicklung der naturrechtlichen Staatstheorien*. La première édition de cet ouvrage parut en 1880. La seconde édition est de 1902. (Breslau, M. et H. Marcus).

(2) Sur ce point voy. L. DUGUIT, *L'État, les Gouvernants et les Agents*, p. 58.

XVII^e siècle, et particulièrement chez Grotius ⁽¹⁾. Otto Gierke attribue au juriste allemand Jean Althusius un rôle capital dans la constitution de la théorie du contrat social ⁽²⁾. Peut-

(1) Ce n'est pas que Grotius puisse le moins du monde être regardé comme l'inventeur de la théorie du contrat social. Il se borne à affirmer en passant, et comme s'il s'agissait d'une maxime dont la vérité est évidente, que la société politique dérive d'un contrat. Mais, pas plus que ses devanciers, il ne dégage de cette constatation des conséquences d'une réelle portée. Nous citons (d'après la traduction de Barbeyrac) les passages figurant dans le *De jure belli et pacis*, parce que Grotius est quelquefois présenté comme ayant joué, en cette matière, le rôle d'un initiateur : « ... Il faut remarquer que ceux qui les premiers se sont mis en un corps de société civile, ne l'ont pas fait en conséquence d'un ordre de Dieu, mais y étaient portés eux-mêmes par l'expérience qu'ils avaient faite de l'impuissance où étaient les familles séparées de se mettre suffisamment à couvert de la violence et des insultes d'autrui. De là est né le pouvoir civil que saint Pierre appelle, à cause de cela, un établissement humain, quoiqu'il soit ailleurs qualifié un établissement divin, parce que Dieu l'a approuvé comme une chose salutaire aux hommes, qui en sont les auteurs propres. Or, quand Dieu approuve une loi humaine, il est censé l'approuver comme humaine et sur un pied conforme à la portée et à l'intention des hommes. » (Liv. I, chap. IV, § 7, 3.)

« Voilà pour ce qui regarde la société la plus naturelle que les hommes contractent ensemble (l'auteur vient de parler du mariage). Il y en a d'autres qui sont, ou publiques, ou particulières. Et les publiques se font, ou pour former un corps de peuple, ou entre plusieurs peuples. » (Liv. II, chap. V, § 17, 1.) — « Toutes ces sociétés ont ceci de commun qu'en matière des choses pour lesquelles chaque société a été établie, tous les membres de la société doivent se soumettre au corps, ou à la plus grande partie du corps, qui le représente. » (*Ibidem*, 2.) • ... Ceux qui se joignent ensemble pour former un corps d'état, contractent une société perpétuelle et éternelle, à l'égard des parties intégrantes, comme on parle. D'où il s'ensuit que ces parties ne dépendent pas du tout, de la même manière que les membres du corps naturel qui ne sauraient avoir de vie qu'en lui et par lui, à cause de quoi on peut légitimement les retrancher pour le bien du corps. Au lieu que le corps dont il s'agit étant d'une autre nature, je veux dire produit par la volonté de ceux qui le composent, pour savoir quels droits il a sur ses membres, il faut en juger par l'intention de ceux qui l'ont originellement formé. » (Liv. II, chap. VI, § 4.)

(2) Johannes Althusius (Althus, Althusen, Althaus) naquit en 1557 à Diedenshausen fut professeur de droit et fonctionnaire (et spécialement syndic de la ville d'Emden). Il mourut en 1638. Son ouvrage principal : *Politica methodice digesta et exemplis sacris et profanis illustrata*, parut en 1603. Il eut sept éditions (la dernière en 1654). Il est hors de doute que cet ouvrage fut apprécié et consulté (ou vigoureusement combattu) par les contemporains d'Althusius, de même que par les hommes de la génération qui suivit la sienne. Après cela il tomba dans un oubli presque total. Gierke pense (voir p. 9, note 49, et p. 332) que Rousseau a connu les

être y a-t-il là quelque exagération. Il est exact qu'Althusius a comparé l'État à une société privée et qu'il a introduit dans cette assimilation une logique rigoureuse. Pour mieux dire, l'État apparaissait à ses yeux sous les traits d'une hiérarchie d'associations. Il a tiré de là des conséquences très favorables aux doctrines démocratiques dont il était un zélé partisan. De même qu'une association dispose librement de ses destinées, de même aussi la société politique. Les analogies surgissent en quelque sorte spontanément.

La notion d'une convention envisagée comme étant la base d'une société politique ou religieuse, se retrouve, dans la première moitié du XVII^e siècle, chez les protestants d'Angleterre et d'Amérique. C'est d'un contrat, d'un *covenant* que procèdent les constitutions qu'ils élaborent. Cela est vrai notamment des *Pilgrim Fathers* de la Nouvelle-Angleterre (dont l'*Agreement* date de 1620), et cela est vrai également des colons du Connecticut dont les ordonnances fondamentales (*fundamental orders*) datent de 1638 ⁽¹⁾.

écrits d'Althusius (il parle de lui dans la sixième lettre de la Montagne). Mais on ne saurait induire de là que les idées d'Althusius aient agi profondément sur celles de Rousseau. Esmein fait observer avec raison (*Éléments de droit constitutionnel*, 1^{re} édit., p. 149, n. 149) que les ressemblances sont plus frappantes entre le *Contrat social*, paru en 1763, et le *Jus naturale* de Wolff, publié de 1740 à 1748. Or, Rousseau a certainement connu l'ouvrage de Wolff.

(1) Sur ces points consulter CHARLES BORGEAUD, *Rise of modern democracy* (Londres, 1894), traduction anglaise de deux études publiées quelques années auparavant en langue française.

Voy. également JELLINEK (traduction G. Fardis), *L'État moderne et son droit*, t. II, pp. 175-177. « En transportant de la société ecclésiastique à l'État la doctrine de Calvin et en faisant un large emploi de l'idée biblique d'un traité d'alliance conclu entre Dieu et son peuple, les Puritains indépendants en viennent à l'idée que l'État, tout comme la communauté chrétienne, repose sur un *covenant*, sur un contrat de société, qui doit être conclu du consentement unanime de tous les membres de la communauté. Cette opinion passe aussitôt dans la pratique; les colons américains conclurent des contrats de colonisation, *Pflanzungsverträge*, par lesquels ils se promettent réciproquement de fonder une communauté, d'établir des autorités et de leur obéir. Ces contrats sont souscrits par tous les occupants adultes, en leur propre nom et au nom de leur famille. » Voy. aussi même ouvrage, pp. 186-187.

Il ne faut pas exagérer l'importance de ces précédents. Autre chose est de comparer la société politique à une association volontaire (cette comparaison s'offre assez naturellement à l'esprit), autre chose d'étudier scientifiquement une semblable conception et d'en discerner la valeur à la fois sociale et juridique. Si Marsile de Padoue et Occam, si Aeneas Sylvius et Nicolas de Cues, si même Suarez et Molina, si enfin Buchanan, Milton et Mariana, pour ne rien dire d'Althusius et de Grotius, doivent être rangés parmi les adeptes de la théorie du contrat social, il faut reconnaître qu'aucun d'eux ne l'analysa avec une réelle profondeur. Une telle analyse fut spécialement l'œuvre de Hobbes, de Spinoza, de Locke et de Jean-Jacques Rousseau. A cet égard, et dans ces limites, le titre de créateur mérite de leur être attribué. Mais aucun d'eux n'afficha la prétention de professer une doctrine complètement inédite. Aucun d'eux n'ignorait qu'il travaillait sur un fonds d'idées traditionnelles. Il est probable qu'aucun d'eux — non pas même Rousseau — ne se considéra comme un révolutionnaire. Et si parmi les doctrines auxquelles ils adhérèrent, il s'en est rencontré une qui leur ait paru peu séditieuse, et qui leur ait même semblé particulièrement vénérable à raison de son antiquité, on peut affirmer que c'est la doctrine du contrat social. Du reste, n'imaginons pas que Hobbes, Spinoza, Locke, et bien d'autres encore, y compris Rousseau, se soient principalement proposé de mettre cette doctrine en crédit. Chacun d'eux s'efforçait d'assurer le succès d'une conception politique qui lui était chère. Pour Hobbes, c'était l'absolutisme monarchique; pour Locke, la royauté constitutionnelle; pour Spinoza et Rousseau, la démocratie. Chacun d'eux avait trouvé dans le magasin des idées connues et consacrées la notion du contrat social. Chacun d'eux se mit en mesure de l'exploiter. Mais pour eux tous, elle n'était qu'un argument, un moyen, un instrument. Sur une vérité qu'ils regardent comme acquise, ils érigent leurs systèmes avec un surcroît de sécurité.

*
* *

Si Hobbes n'est pas le créateur de la théorie du contrat social ⁽¹⁾, il n'en est pas moins vrai que cette théorie ne possède que depuis Hobbes la valeur d'une doctrine suivie et méditée. Le *Leviathan* nous renseigne suffisamment à cet égard. Le *Leviathan* est un traité de droit public ; mais ce n'est pas exclusivement, à beaucoup près, un traité de droit public. C'est, en même temps, un traité de psychologie, un traité de morale, un traité de droit pénal, une exégèse de la Bible, enfin et surtout un traité de théologie. A l'époque de Hobbes, la théologie et le droit public semblaient inséparables, et, en réalité, il eût été difficile de les disjoindre. Spinoza écrivit un *Traité théologico-politique* (dans lequel l'influence de Hobbes est très sensible) et Bossuet est l'auteur d'une *Politique tirée de l'Écriture sainte*. L'Église et l'État étaient indissolublement unis et cette union semblait irrévocable.

C'est là précisément la circonstance qui nous permet de mesurer la véritable signification de l'œuvre de Hobbes. Il était de son temps et de son pays ; il écrivit pour son pays et pour son temps. Il avait vu la guerre civile détruire la glorieuse monarchie fondée par les Tudors, et cette guerre civile procéder, pour la majeure partie, de dissentiments d'ordre religieux. Il lui sembla que seule une monarchie douée d'une puissance irrésistible était à même de réduire l'anarchie politique dont il était témoin. Il importait de trouver pour cette monarchie une base purement humaine, puisque l'introduction en cette matière d'un élément théologique, de même que l'invocation d'une ori-

(1) La conception selon laquelle la société politique doit être assimilée à une association issue du libre consentement des associés se rencontre, en Angleterre, bien avant Hobbes, chez plusieurs auteurs. On la trouve notamment chez le théologien anglais Richard Hooker, dont l'activité littéraire se place dans le dernier quart du XVI^e siècle. Les écrits de Hooker furent utilisés par Hobbes d'abord, et, plus tard, par Locke.

gine divine, devenaient fatalement l'occasion de dissensions insolubles. Cette base, il crut la trouver dans la convention formée par les individus, en vue d'attribuer au souverain (monarque ou assemblée) la plénitude de l'autorité. L'absolutisme du pouvoir politique, même dans le domaine des croyances religieuses, lui semblait indispensable, en premier lieu, pour faire régner l'ordre dans la société, ensuite, afin de procurer à l'individu le maximum de liberté religieuse qui fût concevable à cette époque. Un État laïque et omnipotent était seul capable de se placer au-dessus des querelles théologiques et de n'exiger de ses sujets qu'une adhésion loyale à quelques vérités élémentaires du christianisme. Le culte, ne touchant pas à la conscience, était chose qu'il appartient à l'État de régler. L'objet essentiel du *Leviathan* est d'établir — notamment au moyen d'un grand luxe d'arguments empruntés à l'Écriture sainte — que l'Église est légitimement subordonnée à l'État, ou plutôt que le souverain doit être investi de l'autorité religieuse en même temps que du pouvoir politique. C'est pour Hobbes la condition de la paix religieuse, et par suite de la paix politique. La théocratie inspirait à Hobbes une aversion profonde. Sa haine pour le presbytérianisme n'est surpassée que par son horreur pour le catholicisme romain.

Bien que la conception du contrat social fournisse essentiellement à Hobbes le moyen d'asseoir sur un fondement solide l'absolutisme monarchique, il a cependant procédé, et pour la première fois sans doute, à une analyse sagace de cette conception. Sa véritable originalité est d'avoir transporté à la base même de l'État l'idée de convention que lui offrait le droit civil, et, par suite, d'avoir fait de l'État une construction juridique. Juridique en ce sens qu'à défaut d'une telle convention l'existence de l'État ne se conçoit pas. Juridique également en ce sens que le droit lui-même ne peut avoir que dans l'État son origine et sa racine première. L'État création juridique et en même temps source de droit, telle est la pensée dominante de Hobbes. A l'État, à cette chose qu'il qualifie de *commonwealth* et qu'à

l'exemple des anciens nous pouvons nommer *res publica*, il oppose l'état de nature qu'il identifie avec l'anarchie, et qui implique la lutte de tous contre tous, et en somme la victoire du plus fort. Pour Hobbes, l'état de nature n'est pas simplement une vue de l'esprit, l'hypothèse d'un philosophe. C'est une réalité, qui se rencontre chez des peuplades errantes et sauvages, qui se manifeste sous nos yeux dans les rapports internationaux. C'est une réalité vers laquelle tend inévitablement tout État dans lequel prévalent des germes de dissolution. L'état de nature n'apparaît à Hobbes ni comme une idylle, ni comme une lutte éternelle et sans merci entre fauves. C'est simplement un état de choses extérieur au droit, et dans lequel les notions de bien et de mal, de juste et d'injuste sont dépourvues de signification. Le faible y sera fatalement opprimé par le fort. Si les hommes, dans l'état de nature, ignorent le droit, ils n'en sont pas moins des hommes, c'est-à-dire des êtres doués de raison, et nullement des brutes farouches et sanguinaires. Ils sont soumis aux lois de la nature, lois d'origine divine. Ces lois les autorisent à défendre leur vie, mais elles leur conseillent également la gratitude pour les services rendus, la complaisance (qualité sociale par excellence), le pardon des injures, l'application de châtiments qui ne soient pas excessifs, l'aménité, la modestie, l'esprit d'égalité, l'équité. C'est une loi naturelle — et une loi qui résume toutes les autres — que le précepte évangélique nous interdisant de faire à autrui ce que nous ne voulons pas que l'on nous fasse. C'est une loi naturelle qu'il convient de recourir à l'arbitrage en cas de contestation. C'en est une autre que les engagements doivent être tenus. C'en est une enfin qu'il faut chercher la paix et l'obtenir au moyen de conventions, dans lesquelles les hommes se font réciproquement abandon d'une partie de leur liberté originale. Seulement, toutes ces lois sont dénuées de sanction, parce qu'il n'est aucune puissance qui soit en mesure de les faire respecter. Elles ne sont pas encore des règles juridiques. Elles ne deviendront telles que par l'institution d'un État, ce qui suppose

l'attribution à un chef suprême d'une autorité irrésistible. Ce chef suprême, ce souverain absolu est le représentant de tous ceux qui se sont mis d'accord pour lui confier un semblable pouvoir. Délégation qui implique l'abandon total par les contractants de la puissance qui appartenait virtuellement à chacun d'eux dans l'état de nature, sous la réserve cependant de la faculté de défendre sa vie contre le souverain qui chercherait à l'anéantir.

Telle est la doctrine de Hobbes. Elle est ingénieuse et sensée. Hormis un point, sur lequel nous reviendrons, elle ne mérite guère les reproches qu'on lui a prodigués. L'objection disant que l'existence d'une convention génératrice de l'État n'a jamais été établie, perd singulièrement de sa valeur du moment où l'on adhère à la notion d'un contrat implicite. S'il est probable que l'« état de nature » ne s'est jamais rencontré dans toute sa pureté, — non pas même dans les rapports internationaux, — il n'y a rien d'excessif à le considérer comme une limite vers laquelle tend l'humanité dans la mesure où se relâche le lien social. Enfin, la conception des « lois de la nature » nous défend de faire abstraction de la constitution morale et mentale des êtres humains.

Le seul point réellement vulnérable de la théorie de Hobbes est, selon toute vraisemblance, celui auquel il attachait le plus d'importance. Il s'agit de l'axiome selon lequel, par l'effet d'une convention initiale, les contractants auraient irrévocablement attribué au souverain (monarque ou assemblée) l'autorité absolue dont il jouit. Est-il besoin de dire que tous contractants peuvent, s'ils sont d'accord, défaire ce qu'ils ont fait ; qu'un mandat est révocable ; que des héritiers ne peuvent être indéfiniment liés par les actes de leurs auteurs ? Ces objections, les successeurs de Hobbes ne manquèrent pas de les proposer, ce qui, naturellement, entraîna une modification profonde de la doctrine du maître.

*
* *

C'est ce que nous constatons déjà chez Spinoza, postérieur à

Hobbes de quelques années ⁽¹⁾, et qui s'inspira largement des écrits de celui-ci. Spinoza, à l'exemple de Hobbes, — et fidèle en cela à une doctrine qui remonte à Bodin, — adhère au principe de l'omnipotence de l'État. Comme Hobbes également, il professe une antipathie profonde à l'endroit de la théocratie. Comme Hobbes, il a le goût de la tolérance en matière religieuse. Comme Hobbes, il admet la possibilité d'un état de nature, dans lequel le droit de chaque individu n'a d'autre limite que sa puissance. Toujours comme Hobbes, il affirme que cet état de nature est précisément celui dans lequel les communautés politiques se trouvent les unes vis-à-vis des autres. Comme Hobbes, enfin, il enseigne que l'existence de l'État procède d'un pacte conclu, fût-ce implicitement, entre membres d'une même communauté et que les droits dont sont investis les individus n'auraient aucune réalité — et seraient même inconcevables — à défaut d'un accord de ce genre. Nous arrivons à la divergence qui sépare Spinoza de Hobbes. Celui-ci fondait l'absolutisme monarchique sur une espèce de délégation irrévocable consentie par la volonté de tous au profit du monarque. Mais cette délégation n'est pour lui que l'un des termes d'une alternative. Il admet la validité d'une délégation dont bénéficierait une assemblée (les exemples que lui offrait l'histoire d'Angleterre avaient dû lui rendre familière une telle conception) et, bien qu'un tel régime lui paraisse beaucoup moins avantageux, il ne le répudie aucunement comme irréalisable ou illicite. Spinoza ne se borne pas à marquer sa préférence pour une telle solution. Il l'accentue et la porte à l'extrême en se prononçant en faveur d'une délégation accordée à la communauté tout entière. Chaque individu, dans son intérêt, fait abandon de sa puissance propre à la communauté dont il est membre, communauté qui, par suite, devient le véritable souverain ⁽²⁾. C'est en cela que

⁽¹⁾ Le *Leviathan* est de 1651. Le *Traité théologico-politique* parut en 1670.

⁽²⁾ « Voici de quelle manière peut s'établir une société et se maintenir l'inviolabilité du pacte commun, sans blesser aucunement le droit naturel : c'est que chacun transfère tout le pouvoir qu'il a à la société, laquelle par cela même aura seule sur

consiste essentiellement le pacte social. N'est-ce point là déjà, et avec toute la netteté désirable, la doctrine de J.-J. Rousseau? Il est vrai. Rousseau n'a fait que reprendre, sur la nature du contrat social, les idées de Spinoza. Il ne faudrait pas, à cause de cela, l'accuser de plagiat. Rousseau n'a jamais émis la prétention d'être le créateur de la théorie du contrat social. Son ambition fut simplement de déterminer les conditions dans lesquelles cette théorie lui semblait susceptible de réalisation.

On a souvent célébré — et avec raison — le culte de Spinoza pour la liberté de conscience. Il en fut l'apôtre convaincu et il écrivit à son sujet des pages de la plus rare beauté. Il n'alla pas cependant jusqu'à proposer de restreindre, en faveur de cette liberté, les droits de l'État. Il se borne à adresser aux détenteurs de la souveraineté les exhortations les plus éloquentes. Il insiste sur la vanité et sur les périls d'une politique persécutrice. L'État, absolu par définition, demeure le dispensateur de tous les droits. Le seul droit vraiment inaliénable que l'individu possède vis-à-vis de l'État est celui de défendre sa vie.

*
* *

C'est un siècle plus tard, dans les écrits de Rousseau, que

toutes choses le droit absolu de la nature, c'est-à-dire la souveraineté, de sorte que chacun sera obligé de lui obéir, soit librement, soit dans la crainte du dernier supplice. La société où domine ce droit s'appelle démocratie, laquelle est pour cette raison définie, une assemblée générale qui possède en commun un droit souverain sur tout ce qui tombe sous sa puissance.

.....
» Je pense, par ces explications, avoir montré assez clairement en quoi consistent les fondements de la démocratie; j'ai mieux aimé traiter cette forme de gouvernement, parce qu'elle me semblait la plus naturelle et la plus rapprochée de la liberté que la nature donne à tous les hommes. Car dans cet état personne ne transfère à un autre son droit naturel, de telle sorte qu'il ne puisse plus délibérer à l'avenir; il ne s'en démet qu'en faveur de la majorité de la société tout entière, dont il est l'une des parties. Par ce moyen, tous demeurent égaux comme auparavant dans l'état naturel. » (*Traité théologico-politique*, chapitre XVI. Traduction Emile Saisset, t. II, pp. 257-259.)

reparaîtront les idées de Spinoza. Mais, avant cela, la théorie du contrat social fut reprise et remaniée par Locke.

Les deux *Traité sur le gouvernement civil* parurent en 1689. Le premier est une réfutation des opinions de Sir Robert Filmer, lequel avait cherché à justifier l'absolutisme monarchique en l'assimilant au pouvoir « patriarcal » du père sur ses enfants; il est permis de négliger aujourd'hui cette polémique qui roule le plus souvent sur l'interprétation de textes de l'Écriture sainte. C'est dans le second traité que Locke expose ses vues personnelles sur la constitution de l'État.

Tout autant que le *Leviathan* de Hobbes, les *Traité*s de Locke sont une œuvre de circonstance. Ils s'expliquent par les événements qui, à ce moment, se déroulaient en Angleterre. Leur but est de procurer une justification scientifique à la révolution qui venait d'emporter le trône de Jacques II. C'est précisément parce que ce livre est l'apologie d'une révolution triomphante, et d'une révolution dont le triomphe fut irrévocable, qu'il exerça une influence immense. C'est chez Locke qu'il faut chercher l'origine de quelques-unes des idées qui, durant plus de deux siècles, dominèrent l'évolution de la science politique. Non point que Locke ait exprimé pour la première fois toutes les idées dont il s'est fait le panégyriste, mais c'est bien sous la forme dont il les a revêtues qu'elles se sont mêlées et incorporées à la pensée moderne. La notion de la souveraineté du peuple, la notion de la division des pouvoirs (empruntée à Locke par Montesquieu et quelque peu amendée par lui), la notion de la suprématie du pouvoir législatif, la notion d'une délégation consentie aux détenteurs de l'autorité, la notion enfin du droit de résistance à l'oppression et de la légitimité de la révolution, ce sont bien là les dogmes essentiels de ce qui devint plus tard le « libéralisme » en matière politique. Ces dogmes sont tous professés par Locke, et l'on aperçoit sans peine la solidarité qui les unit.

A première vue, il semble que les doctrines de Locke prennent le contre-pied de celles de Hobbes. En un sens, rien

n'est plus évident. Et toutefois, Locke emprunte à Hobbes son point de départ. Pour lui, aussi bien que pour Hobbes, l'existence d'une communauté politique dérive d'une convention, qui substitue cette communauté à l'état de nature. Locke ne doute pas de l'existence de cette convention, et, très raisonnablement, il reconnaît que ce qu'il y a d'essentiel dans la théorie du contrat social, c'est beaucoup moins le fait hypothétique d'un accord primitif que la persistance d'une entente entre membres d'une société déjà formée. Il ne lui fut pas difficile de découvrir le côté réellement fragile de la doctrine de Hobbes, à savoir l'idée d'une délégation irrévocablement consentie par les contractants et liant à tout jamais les descendants de ceux-ci.

S'il est vrai que Locke, à l'exemple de Hobbes, adhère à la conception du contrat social, il ne lui attribue pas exactement le même caractère. Pour Hobbes, comme pour Spinoza, l'ordre social procède d'une convention. A défaut d'une telle convention, c'est l'anarchie, la guerre de tous contre tous, la loi du plus fort. Sans doute, il existe une loi naturelle, antérieure au **droit**, mais c'est dans le contrat social que le droit prend son origine.

A cette conception à la fois simple et profonde, Locke en oppose une autre, d'un caractère beaucoup plus artificiel. Pour lui, le droit existe avant la conclusion du contrat social. Il dérive directement de la loi naturelle, il est contemporain de l'état de nature. Et par « droit », il faut entendre, non pas une certaine notion idéale de la justice, mais le droit tel que nous le connaissons et le pratiquons, tel qu'il se manifeste au sein d'une société civilisée. Pour mieux dire, ce sont les droits qui nous sont familiers dont l'état de nature admet la floraison, et, parmi eux, la liberté individuelle, l'égalité, la propriété, ce dernier droit, avec ses diverses ramifications, enveloppant presque tous les autres. C'est de Locke que procède la doctrine fameuse qui attribue à la propriété un caractère presque sacré

et qui prétend la fonder sur la raison même en la présentant comme une création du travail de l'homme.

Mais si la loi naturelle et si l'état de nature supposent déjà l'existence d'une espèce d'ordre social, à quoi bon l'hypothèse d'un contrat d'où il semble que l'ordre social doive procéder? C'est qu'un tel contrat, répond Locke, a précisément pour objet de sanctionner des droits naturels préexistants, de leur procurer de suffisantes garanties par l'établissement d'une autorité suprême. Celle-ci réside dans la communauté politique grâce à l'abandon que lui fait chacun de ses membres d'une partie de sa puissance originaire et de sa liberté native. Un tel abandon n'exige nullement, et même il ne comporte point l'aliénation totale des droits de l'individu, puisqu'il a précisément pour but de maintenir et de consolider ces droits. Et si le pouvoir suprême (monarque ou assemblée) méconnaît, par ses violences ou par ses usurpations, les droits qu'il a pour tâche de défendre, alors il est légitime que des citoyens et des propriétaires, outragés et lésés, aient recours à la révolution et fassent appel au jugement de Dieu.

La fortune de ces idées fut merveilleuse ⁽¹⁾. C'est à elles que se rattachent les déclarations de droits qui, dans le dernier quart du XVIII^e siècle, furent inscrites dans les Constitutions de l'Amérique du Nord. Par leur forme extérieure, ces déclarations se relient aux divers actes qui, depuis la Grande Charte de 1215 jusqu'au *Bill of rights* de 1689, ont attesté la volonté du peuple anglais d'opposer une barrière constitutionnelle et juridique aux entreprises de l'absolutisme monarchique. Mais leur esprit est très différent. Elles ont pour objet, non point de consacrer l'existence de libertés traditionnelles, mais au contraire d'affirmer la validité des droits de l'individu. Elles sont bien l'écho de la pensée de Locke, pensée qui trouva une nou-

(1) Il est certain que Locke a eu des précurseurs (qui n'a eu les siens?). Mais il eut surtout des disciples, spécialement en Allemagne, et parmi ceux-ci Wolff. (GIERKE, *Althusius*, pp. 114-115.)

velle expression dans les déclarations des assemblées révolutionnaires françaises.

*
* *

La doctrine selon laquelle un pacte entre individus sert de fondement à l'État était une idée courante au XVII^e et au XVIII^e siècle. Elle paraissait si peu révolutionnaire que nous voyons le sage Pufendorf ⁽¹⁾ et le raisonnable Wolff ⁽²⁾ l'adopter sans le moindre scrupule. Elle était, en quelque sorte, à la disposition de tout le monde. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que Jean-Jacques Rousseau l'ait utilisée à son tour. Peut-être fut-il le créateur de l'expression « contrat social ». Mais il n'est à aucun degré l'inventeur de l'idée que cette locution exprime, et du reste il n'a jamais prétendu l'être. Et cependant, que de personnes s'imaginent que son célèbre ouvrage : *Du contrat social ou Principes du droit politique*, paru en 1763, est l'évangile de la Révolution ! C'est une erreur singulière. Assurément, Rousseau s'est efforcé d'adapter la conception du contrat social au régime démocratique, régime dont il était partisan, mais en cela il eut des devanciers, et particulièrement Spinoza.

Il faut vraiment avoir lu son livre avec un esprit prévenu pour y trouver quoi que ce soit d'anarchique ou de séditieux.

(1) PUFENDORF, *De jure naturae et gentium*. Lib. VII, cap. II, § 7. « Pacta illa, quibus intervenientibus civitas coalescit, quot et qualia sint, hoc modo investigatur. Si igitur animo concipiamus multitudinem hominum, naturali libertate et qualitate gaudentium, qui ultro civitatem novam constitutum eunt, necessum est ut futuri cives primo omnium inter se singuli cum singulis pactum ineunt, quod in unum et perpetuum coetum coire velint suaeque salutis et securitatis rationes communi consilio ductuque administrare. » Voir aussi ibidem, § 13 : « Unde civitatis haec commodissima videtur definitio quod sit persona moralis composita, cujus voluntas, ex plurium pactis implicata et unita, pro voluntate omnium habetur, ut singulorum viribus et facultatibus ad pacem et securitatem communem uti posset. »

(2) M. ESMÉIN, *Éléments de droit constitutionnel*, p. 149, note 1 (1^{re} édition), constate que les ressemblances sont frappantes entre le *Contrat social*, paru en 1763, et le *Jus naturale* de Wolff, publié de 1740 à 1748.

Sa confiance dans le gouvernement populaire est à ce point timide qu'il ne le croit réalisable que dans une étroite cité. N'oublions pas qu'il se faisait l'apôtre de la démocratie en un temps où le régime démocratique n'existait plus nulle part, si ce n'est dans quelques cantons suisses. Pour découvrir des exemples, il était contraint de remonter jusqu'à la Grèce et jusqu'à Rome. Peut-on lui en vouloir si de tels précédents ont cessé de nous paraître décisifs? Est-il surprenant qu'il se soit quelquefois trompé, qu'il n'ait su pressentir ni les développements futurs du gouvernement représentatif, ni la fécondité possible de l'esprit d'association? S'étant appliqué à construire, par la pensée, un État démocratique, il a fait preuve, sur la plupart des points, d'une pénétration remarquable. Si la démocratie n'avait pu se réaliser nulle part, si partout elle n'avait abouti qu'à des tentatives avortées, il serait permis de taxer de rêveries chimériques les idées de Rousseau. Mais la démocratie est actuellement un fait, et dans plusieurs pays une réalité vivace. Que l'on veuille bien confronter avec les doctrines de Rousseau les idées qui, dans l'un ou l'autre de ces États, dominent sans conteste et sont professées officiellement, on ne pourra qu'être frappé de leur coïncidence.

Le *Contrat social* n'est pas le livre d'un rêveur. C'est l'ouvrage d'un esprit judicieux et sagace, pourvu de lectures et d'observations, et qui, malgré certaines erreurs, a trouvé des formules d'une admirable précision pour les dogmes nécessaires du droit public de toute démocratie.

Rousseau s'appliqua surtout à montrer que certaines notions traditionnelles, telles que la notion du caractère absolu et indivisible de la souveraineté et la notion du contrat social, se concilient avec une organisation démocratique de la société. Étant démocrate lui-même, il devait logiquement attribuer au peuple entier la qualité de prince, de souverain. Très jaloux en même temps de la liberté individuelle, il s'épuisa à vouloir démontrer qu'un pacte social, auquel participent tous les membres de la société politique, est de toutes les combinaisons

celle qui procure à l'individu le maximum de garanties. Qu'il ait pleinement réussi dans sa démonstration, c'est une autre affaire. Il y a des moments où son raisonnement semble aujourd'hui pénible et singulièrement subtil. Mais le but où il tend ne cesse pas d'être visible.

On a fait un grief à Rousseau de ce que, d'après lui, le contrat social implique une aliénation absolue et sans réserve de l'individu, de sa liberté et de ses droits naturels, à la communauté. C'est là, a-t-on dit, une doctrine de tyrannie. A cela Rousseau aurait pu répondre, et en fait il a répondu d'avance, qu'une telle aliénation est la condition même de l'attribution au citoyen de droits proprement dits. Si l'on va au fond des choses, on constatera que cette discussion enveloppe l'un des problèmes les plus graves de la science politique. Est-il concevable que, dans le domaine du droit (nous ne disons pas dans le domaine de la conscience et de la morale) il existe des prérogatives inattaquables, nous dirions aujourd'hui intangibles? La question ne se pose pas seulement dans la doctrine du contrat social. Elle se pose, avec le même caractère, dans la doctrine du droit divin, et, au surplus, dans toute doctrine politique quelconque. On connaît la réponse de Locke. Il affirma l'existence de droits, et spécialement du droit de propriété, qui demeurent en dehors des prises du contrat social. La réponse de Rousseau est tout autre, et en cela il est d'accord avec Hobbes, avec Spinoza et, osons le dire, avec la vérité. Si les droits dont jouissent les individus dérivent de l'existence de l'État, il ne se conçoit guère que les individus puissent avoir des droits contre l'État (à moins que l'on ne veuille considérer comme un droit la faculté de se détacher de l'État ou de s'insurger contre lui, ce qui n'est pas autre chose que la révolution, laquelle peut être moralement légitime, mais se laisse bien difficilement enfermer dans les limites du droit positif). Le seul correctif à l'omnipotence inévitable de l'État est d'introduire le droit dans la création même de l'État, et c'est en cela que consiste le mérite de la doctrine du contrat social. Rousseau vit admirablement qu'à défaut d'une

convention comme origine du droit, il ne restait que le prétendu droit du plus fort ⁽¹⁾.

*
* *

Les membres des assemblées révolutionnaires étaient nourris des écrits de Rousseau. Mais ils n'avaient pas lu seulement Rousseau et ils ne subissaient pas son ascendant à l'exclusion de tout autre. Ils avaient pratiqué Locke et peut-être Blackstone. Ils étaient parfaitement instruits des événements qui venaient d'avoir lieu en Amérique. De plus, ne perdons pas de vue que la plupart des membres de ces assemblées, — et cela est vrai même des conventionnels, — s'ils démolirent d'un vigoureux coup d'épaulé un édifice passablement vermoulu, n'avaient rien d'anarchique dans l'esprit. Ce furent de laborieux et parfois d'audacieux constructeurs. Leur ambition fut d'ériger pour les Français régénérés une habitation commode et spacieuse, reposant sur des assises d'une solidité inébranlable. Ils taillèrent, retaillèrent et polirent avec zèle les pierres destinées à former ce soubassement. Il leur parut nécessaire qu'une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen servit de base à la Constitution. Les différentes déclarations qui se succédèrent dans le cours de quelques années, traduisirent les idées de Locke beaucoup plus fidèlement que celles de Rousseau. Bien qu'elles ne fassent aucune allusion à la doctrine du contrat social, — doctrine qu'elles ne songeaient évidemment pas à répudier, — elles l'interprètent à la manière de Locke, et non point à la manière de Rous-

(1) « Mais l'ordre social est un droit sacré qui sert de base à tous les autres. Cependant, ce droit ne vient point de la nature ; il est donc fondé sur des conventions. » (*Contrat social*, Chapitre premier.) — « ... Sitôt que c'est la force qui fait le droit, l'effet change avec la cause : toute force qui surmonte la première, succède à son droit. » (Chapitre II.) — « ... Puisque la force ne produit aucun droit, restent donc les conventions pour base de toute autorité légitime parmi les hommes. » (Chapitre IV.)

seau ⁽¹⁾. Jamais, dans ces déclarations, il n'est question d'une aliénation totale de l'individu et de ses droits au profit de la communauté. Tout au contraire, ce qu'elles s'appliquent à mettre en relief, c'est l'existence de droits naturels inaliénables, droits que le pacte social a pour but essentiel de mettre à l'abri de toute atteinte ⁽²⁾. Au nombre de ces droits figure la propriété. C'est, dans toute sa pureté, la doctrine de Locke. N'en soyons pas surpris. Si la Révolution française n'a pu s'accomplir qu'avec le concours matériel et moyennant l'effort physique des masses populaires, elle fut conçue, voulue et, somme toute, menée à bonne fin par un tiers état composé de propriétaires — et qui aspiraient à l'être avec plus de plénitude encore que sous l'ancien régime.

*
* * *

La théorie du contrat social n'est aucunement une création de J.-J. Rousseau. Il n'en demeure pas moins certain que Rousseau contribua, pour une grande part, à la répandre, à la populariser, à l'accréditer, non seulement en France, mais dans l'Europe

(1) Un examen des travaux préparatoires d'où sont issues ces déclarations montrerait clairement que les conceptions de Rousseau eurent leurs partisans, mais qu'elles ne prévalurent point. Jellinek — réfutant une erreur de Paul Janet — a très bien vu que la Déclaration française contredit, en somme, la notion que se faisait Rousseau du contrat social. (*La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. Traduction G. Fardis, pp. 9-12.)

(2) Constitution des 3-4 septembre 1791. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Art. 2. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la sûreté et la résistance à l'oppression. — Art. 17. — La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

Acte constitutionnel du 24 juin 1793. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Article premier. — Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles. — Art. 2. — Ces droits sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété. »

entière. Ce crédit fut d'ailleurs prodigieux. L'Angleterre et l'Allemagne nous fournissent à cet égard les témoignages les plus précis. Blackstone ⁽¹⁾ et plus tard Kant professent la doctrine du contrat social. De quelques réserves que ce dernier entoure son adhésion, elle n'en est pas moins parfaitement franche. Ceci n'a rien de surprenant pour quiconque sait qu'en matière de science politique Kant est en somme un adepte résolu de l'idéal élaboré par la philosophie du XVIII^e siècle ⁽²⁾.

Le triomphe de la doctrine du contrat social fut en quelque sorte le signal de son déclin. Déclin rapide et profond, et qui, à première vue, semble inexplicable. Pourquoi la réaction s'est-elle produite aussi promptement? Pourquoi des idées qui, durant des siècles, furent adoptées par les meilleurs esprits, ont-elles presque soudainement paru fausses?

Ce résultat est dû, croyons-nous, à un concours de circonstances diverses.

En premier lieu, la théorie du contrat social souffrit d'avoir été transportée du domaine de la spéculation philosophique dans le domaine de la politique active. Arme de guerre pour la démocratie, elle encourut, de la part du traditionalisme conser-

(1) Nous reproduisons un peu plus loin (p. 120) un passage tout à fait caractéristique de Blackstone à ce sujet. Il est à présumer que Blackstone a lu Rousseau. Néanmoins, il est probable qu'il a puisé ses idées chez Locke et chez Wolff plutôt que chez Rousseau. (Ses *Commentaries* ont paru de 1765 à 1769.) Il faut noter que ce sont probablement les écrits de Blackstone qui servirent de modèle immédiat aux déclarations américaines. (REHM, *Allgemeine Staatslehre*, pp. 243, 247-248.)

(2) Qu'on lise le passage suivant, on y cherchera vainement autre chose qu'un reflet des idées de Rousseau : « Der Akt wodurch sich das Volk selbst zu einem Staat constituirt, eigentlich aber nur die Idee desselben, nach der die Rechtsmässigkeit desselben allein gedacht werden kann, ist der ursprüngliche Rechtsakt, nach welchem alle (*omnes et singuli*) im Volk ihre äussere Freiheit ausgeben, um sich als Glieder eines gemeinen Wesens d. i. des Volks als Staat betrachtet (*universi*) sofort wieder aufzunehmen, und man kann nicht sagen : der Mensch im Staate habe einen Theil seiner aufgeborenen äusseren Freiheit einem Zwecke aufgeopfert, sondern er hat die wilde, gesetzlose Freiheit gänzlich verlassen, um seine Freiheit überhaupt in einer gesetzlichen Abhängigkeit d. i. in einem rechtlichen Zustande unvermindert wieder zu finden, weil diese Abhängigkeit aus seinem eigenen gesetzgebenden Willen entspringt. » (*Rechtslehre*, § 47.)

vateur, la réprobation qui s'attachait à tout ce qui semblait porter l'empreinte du génie révolutionnaire. D'un autre côté, là où la démocratie avait réussi à prévaloir, il lui importait assez peu de trouver désormais une justification doctrinale pour un ascendant qu'elle exerçait en fait. Pourtant ce ne sont point là les raisons décisives de la décadence que nous venons de constater. Sa cause principale se rattache au changement qui s'opéra dans les habitudes de la pensée, dans les méthodes de l'investigation scientifique, dans l'attitude de l'esprit humain en face de certains problèmes.

Si l'on avançait qu'un tel résultat est corrélatif à la déchéance croissante de l'individualisme, mis en honneur par la philosophie du XVIII^e siècle, on n'aurait pas complètement tort. Encore serait-il nécessaire de préciser. Ce qui est vrai, c'est que philosophes et jurisconsultes, en approfondissant la nature de l'État, y aperçurent tout autre chose qu'un produit du libre consentement des individus.

Que l'on réfléchisse aux théories sur l'État qui, tour à tour ou simultanément, exercèrent leur empire sur la pensée du XIX^e siècle. Elles eurent ceci de commun d'envisager l'État comme un phénomène naturel, issu de causes lointaines et profondes, et dans la production duquel la volonté transitoire des générations qui se succèdent n'entre en réalité pour rien.

Aux yeux de Hegel et de son école, l'État est la manifestation d'une raison à la fois éternelle et progressive. S'il n'est pas Dieu, il procède tout au moins de la volonté divine ⁽¹⁾. Mais si l'État est une émanation de la raison, considérée elle-même comme jouissant d'une existence objective, comment pourrait-il être issu de la volonté éphémère des hommes ?

Cette identification du divin et du rationnel, cette foi pro-

⁽¹⁾ « ... Es ist der Gang Gottes in der Welt dass des Staat ist : sein Grund ist die Gewalt der sich als Wille verwirklichenden Vernunft. » (*Philosophie des Rechts*, § 258.) — « Der Staat ist göttlicher Wille, als gegenwärtiger, sich zur wirklichen Gestalt und Organisation einer Welt entfaltender Geist. » (*Ibidem*, § 270.)

fonde dans la réalité et dans l'empire d'une raison affranchie de la tyrannie de l'immuable, voilà sans doute l'essence du Hegelianisme. Sous une forme plus ou moins directe, ces conceptions exercèrent longtemps leur ascendant sur la philosophie du droit public. Elles revendiquaient au profit de l'État l'existence d'une sorte de droit divin, que les théologiens et les publicistes se bornaient à réclamer autrefois pour les détenteurs de la souveraineté.

Les formules de Hegel ont vieilli. Mais l'influence de ses idées se fait encore sentir. Sa méthode et sa manière ont conservé des adeptes. C'est de lui que procède l'habitude, chère aux juristes allemands et à laquelle, depuis un certain nombre d'années, sacrifient d'assez nombreux juristes français, qui consiste à poursuivre une définition rigoureuse des « concepts » juridiques.

Après le rationalisme de Hegel, vint la doctrine qui considère l'État comme un organisme naturel, assimilable, à beaucoup d'égards, aux organismes du monde physique. Un organisme est le résultat d'innombrables antécédents ; il est affecté par son milieu ; il ne s'est pas créé de lui-même ; il n'a pas davantage été créé par les volontés concordantes d'individus. Il est, il devient, il évolue. Il convient d'étudier les circonstances et les lois de cette évolution. En aucune de ses étapes on n'aperçoit l'action créatrice des hommes, particules fugitives d'un ensemble qui leur est antérieur et qui leur survivra.

C'est à cette même conclusion qu'aboutit en somme l'école aux yeux de laquelle l'État n'est qu'une simple donnée, un fait historique qui doit être envisagé comme tel, à l'exemple d'une quantité d'autres faits ⁽¹⁾. Simple fait, disons-nous,

(1) Il y a des auteurs — spécialement en Allemagne — qui semblent hésiter entre ces diverses tendances, ou dont l'éclectisme aspire à les concilier. Lorsque G. Jellinek s'exprime de la manière suivante : « C'est le domaine des forces historiques : elles président à la formation et à la destruction de l'État dans sa réalité essentielle qui se trouve au delà des constructions du droit » (*L'État moderne et*

extérieur aux idées de juste ou d'injuste, extérieur au droit, et au regard duquel le droit, avec les innombrables effets qu'il implique, a pour ainsi dire le caractère d'un « épiphénomène ».

Que devenait, en face de ces diverses façons d'expliquer l'existence de la société publique, l'antique théorie du contrat social ? Il ne lui restait, semble-t-il, qu'à s'évanouir. Ce résultat se produisit d'autant plus naturellement qu'elle cessa d'être bien comprise. Ses insuffisances furent clairement aperçues et l'on s'abstint de rechercher ce qu'elle pouvait renfermer de vérité profonde. On eut beau jeu de dénoncer l'extrême fragilité, pour ne pas dire le néant, du fondement historique dont, hypothétiquement tout au moins, elle se réclamait autrefois. Ni l'histoire ni l'ethnographie ne permettent d'entrevoir le moindre vestige d'une convention initiale, d'où serait sortie une société politique. Il y a plus : la connaissance de plus en plus exacte des mœurs et des origines des peuples primitifs montre à quel point était chimérique la notion d'un contrat librement consenti et faisant passer les hommes de l'« état de nature » à l'état social.

Une telle critique faisait trop bon marché de ce point, pourtant incontestable, que dans la pensée de ses anciens adeptes la théorie du contrat social n'était pas indissolublement liée à la notion d'un pacte initial. Elle impliquait encore autre chose, et ce quelque chose en était l'essentiel. Le nœud de la doctrine, c'est que l'existence de la société politique, quelle qu'en soit l'origine, repose « actuellement » sur le consentement des

son droit, traduction de G. Fardis, t. I, p. 218), il semble se rattacher purement et simplement à l'école qui sépare l'idée de l'État de l'idée de droit. Mais ailleurs, il cherche à établir que l'État a nécessairement un fondement juridique (t. II, p. 130). — M. C. Bornhak (*Allgemeine Staatslehre*, 2^e édit., p. 18) est peut-être le représentant le plus franc de la doctrine qui ramène l'État à la notion d'un simple fait, étranger au droit. « Der Staat ist kein Rechtserzeugniss, sondern eine geschichtliche Tatsache. »

intéressés, c'est-à-dire des citoyens ⁽¹⁾. On peut discuter la valeur de cette idée, mais on n'a pas le droit de l'éliminer purement et simplement du domaine de la science politique.

*
* * *

La question à laquelle cherche à répondre la théorie du contrat social — comme, au surplus, toute théorie politique — est celle du principe de l'autorité dans l'État. Tout État suppose l'existence d'une autorité, devant laquelle doivent fléchir les volontés récalcitrantes. Éliminer cette autorité, c'est instaurer l'anarchie. L'anarchie serait un régime délicieux si les hommes étaient parfaits. Jusqu'à présent ce régime n'a pas dépassé l'enceinte de l'abbaye de Thélème. Si toute communauté politique est fatalement soumise à un pouvoir, il est inévitable que l'on cherche à remonter jusqu'à la source de celui-ci. Les origines auxquelles on pourrait songer ne sont pas fort nombreuses. Elles sont même remarquablement peu nombreuses, et l'on doit se demander s'il est possible d'en découvrir plus de quatre. L'autorité peut être conçue comme procédant de la volonté divine, se manifestant par des faits qui attestent son existence avec plus ou moins de clarté. Elle peut être conçue en second lieu comme procédant de la force et comme se confondant avec

(1) C'est ce que Blackstone, avec son vigoureux bon sens, avait admirablement compris. Il écarte péremptoirement l'hypothèse d'un état de nature initial et d'une convention originaire d'où procéderait la société. Après cela, il ajoute : « But though Society had not its beginning from any convention of individuals, actuated by their wants and their fears, yet it is the *sense* of their weakness and imperfection that *keeps* mankind together; that demonstrates the necessity of this union; and that therefore is the solid and natural foundation, as well as the cement of society. And this is what we mean by the original contract of society; which though perhaps in no instance it has ever been formally expressed at the first institution of a state, yet in nature and reason must always been understood and implied, in the very act of associating together : namely, that the whole should protect all its parts, and that every part should pay obedience to the will of the whole... » (*Commentaries*. Introduction, § 2.)

celle-ci, la force étant la révélation d'une supériorité matérielle, laquelle est créatrice de droit. En troisième lieu, l'autorité peut être envisagée comme l'expression de la raison, celle-ci arrivant à se réaliser dans un ensemble de préceptes qui nous disent ce qui doit être, ce qui est conforme à l'ordre idéal des choses. Même dans ce cas, l'autorité ne saurait se passer de la force; mais alors la force est réputée se trouver au service de la raison, elle n'explique ni ne légitime, à elle seule, l'existence d'un pouvoir suprême. Enfin — et c'est la quatrième hypothèse — l'autorité est réputée émaner de la volonté commune des membres de l'association politique.

Les auteurs qui se sont occupés de science politique ont nécessairement été réduits à s'attacher à l'étude des quatre principes directeurs que nous venons d'indiquer. Tantôt ils les ont mis en opposition les uns avec les autres, tantôt ils ont essayé de les combiner. Il leur est arrivé de dire que la volonté divine s'exprime par la voix du peuple, ou que la force est inévitablement conforme à la raison : il leur a été impossible de faire dériver l'autorité d'un principe autre que ceux que nous avons mentionnés.

Il nous reste à dégager le véritable caractère de la doctrine du contrat social, telle qu'on peut la concevoir à notre époque, et à cette occasion nous aurons à la confronter avec certaines des théories qui pourraient entrer en contestation avec elle.

*
* * *

La conception selon laquelle l'autorité trouve son principe dans la volonté de ceux qu'elle régit est une conception très ancienne. L'antiquité a connu des républiques démocratiques. Durant tout le moyen âge, et jusqu'à la victoire de l'absolutisme, la démocratie, dans une multitude de communautés urbaines, fut une réalité. Aux yeux d'un grand nombre de penseurs, elle ne cessa point d'être un idéal. Au XVI^e siècle, l'école des adversaires de l'absolutisme monarchique — l'école des « monarcho-

maques » ⁽¹⁾ — fournit à la cause démocratique d'illustres champions. Le dogme de la souveraineté du peuple n'est pas une nouveauté révolutionnaire; c'est au contraire un principe qui se recommande par son ancienneté. La conception du contrat social n'est pas autre chose que la conversion en une formule juridique de l'idée de souveraineté populaire. Conversion d'une énorme importance, parce qu'elle transporte cette idée dans le domaine du droit, parce qu'elle fait ressortir ce que l'idée de souveraineté populaire renferme en elle de juridique.

Il est évidemment possible d'imaginer, à l'encontre de la doctrine du contrat social, une objection qui, si elle était fondée, serait décisive.

Elle consiste à dire que le contrat social n'existe pas, parce qu'il est irréalisable. L'élément essentiel et nécessaire de toute convention ne s'y rencontre pas. Cet élément, c'est la liberté des contractants, ou, pour mieux dire, la liberté qu'ils ont de contracter ou de ne pas contracter. Lorsqu'un individu vit dans une société, au sein d'un ordre social, sa volonté n'est pour rien dans la situation qu'il occupe. Il accepte, il subit un état de choses, à la formation duquel il n'a pas contribué. C'est une singulière illusion de supposer qu'il dépend de cet individu de rompre ou de modifier les liens dans lesquels il se trouve engagé. On ne saurait se représenter l'acte par lequel, d'accord avec ses pareils, il révoquerait la convention qui les unit, afin de recouvrer une chimérique liberté originelle.

Le vice d'une telle argumentation est d'attacher à l'idée de contrat un sens beaucoup trop restrictif. On prétend imposer à toute convention quelconque un type uniforme et, en quelque façon, schématique. Parce que le contrat social s'écarte de ce type, on lui conteste la qualité de contrat. La convention

⁽¹⁾ Sur les « monarchomaques » et les discussions qu'ils suscitèrent, voyez l'étude de E. Nys, *La science politique au XVI^e siècle*, comprise dans l'ouvrage : *Les théories politiques et le droit international en France jusqu'au XVIII^e siècle* (1899).

idéale que l'on a dans l'esprit est un accord dont les clauses ont été librement et minutieusement débattues par les intéressés, et auquel ceux-ci, jusqu'au dernier moment, eurent toute liberté de refuser leur adhésion. Cette conception, qui s'applique aisément à une vente, à un louage, à un nantissement, ne se concilie guère, il faut le reconnaître, avec la notion du contrat social. Mais l'idée de convention ne doit pas forcément être enfermée dans des limites aussi étroites. Il y a des accords, il y a des ententes qui se forment d'une manière quelque peu différente, et notamment à la suite de l'adhésion simultanée ou successive des intéressés, adhésion s'appliquant à un même objet, dont la réalisation est poursuivie en commun. Ceux qui souscrivent ensemble à une même œuvre, ou qui deviennent membres d'une même association, qu'elle soit politique, religieuse, ou de simple agrément, réalisent tous les jours des combinaisons de ce genre. Une entente de même ordre se produit fréquemment soit en matière de traités internationaux, soit dans l'hypothèse où les divers éléments du pouvoir législatif (assemblées et souverain) se mettent d'accord pour l'élaboration d'une loi. Les juristes allemands ont fait usage du mot *Vereinbarung* pour caractériser des phénomènes de ce genre ⁽¹⁾. Nous pouvons leur appliquer la qualification d'*accord*, d'*union*, d'*entente*. Ces accords ont acquis une telle importance que l'on a proposé de les ranger dans une catégorie distincte, catégorie qui se différencierait de l'antique domaine des contrats. Dans un contrat, les contractants chercheront un avantage qui leur est propre; dans la *Vereinbarung*, les collaborateurs poursuivront un but qui leur est commun à tous. Nous ne contestons nullement l'exactitude de ces distinctions et de ces nuances. Il nous semble

(1) Voy. L. DUGUIT, pp. 57, 395 et suiv. La notion de la *Vereinbarung* a été principalement développée par JELLINEK, *System der subjektiven öffentlichen Rechte*, pp. 193 et suiv. Les critiques qu'adresse M. L. Duguit à cette théorie ne nous paraissent pas fondées. M. Maurice Hauriou, dans ses *Principes de droit public* (voy. notamment pp. 146, 158-160, 163, 204-215, 634), a très bien mis en lumière la notion de la *Vereinbarung*, de « l'adhésion au fait »

toutefois que nous nous trouvons en présence d'une question de mots. A celui qui ne se pique pas d'un rigorisme extrême dans l'emploi des termes juridiques, il sera permis d'apercevoir ici, moins encore une limitation de l'idée de contrat qu'un élargissement, au contraire, de cette idée. Pourquoi la notion de contrat n'envelopperait-elle pas, en même temps que les accords précédés d'un examen contradictoire, ces ententes d'un caractère plus spontané, où cependant se manifeste, tout aussi bien que dans les conventions au sens strict du mot, un concours de volontés, un concert des consciences, bref un *consensus*? La réalisation d'une œuvre commune entraîne d'ailleurs assez fréquemment la poursuite d'avantages particuliers. Dès lors, si l'on veut bien admettre que la notion de contrat s'applique à la fois, et à la convention proprement dite, et à l'union en vue d'un but commun, à la collaboration, à la *Vereinbarung*, on reconnaîtra qu'elle ne répugne en aucune manière à la conception traditionnelle du contrat social.

Reste cette autre observation que tout contrat — quelque ampleur que l'on veuille conférer à ce terme — suppose la liberté des contractants, liberté qui fait entièrement défaut dans le contrat social.

Il y aurait beaucoup à dire sur la prétendue liberté dont jouissent ceux qui participent à la formation d'une convention. Sans même vouloir réveiller l'antique problème du déterminisme et du libre arbitre, il est licite d'émettre quelques doutes sur l'absolue indépendance dont bénéficient par définition les parties à un contrat. On a souvent fait observer que la liberté des contractants est en réalité illusoire dans le contrat de travail et dans le contrat de transport. L'ouvrier doit ordinairement accepter les conditions que lui dicte le capitaliste; le voyageur et l'expéditeur n'ont pas la faculté de se soustraire aux exigences du transporteur, lorsque celui-ci est personnifié par une administration publique ou par une compagnie puissante. Et cependant, même dans ces hypothèses, il y a contrat, parce qu'il y a, fût-ce chez le contractant le plus faible, une certaine

faculté de résistance et de réaction, et surtout parce que, en dépit des restrictions qu'endure la liberté des parties, on aperçoit chez elles un concours de volontés, un consentement.

A ceux qui objecteraient que s'il est loisible à un ouvrier de chercher un autre patron, ou même à un voyageur de rester chez lui, tandis qu'il n'est possible, ni de ne pas s'engager dans les liens que comporte l'existence d'une société politique, ni de s'en dégager, il y a moyen de faire la réponse suivante : Assurément il est chimérique de penser qu'un individu puisse répudier toute attache avec une société politique et reconquérir l'indépendance, purement imaginaire, de « l'homme de la nature ». Il est même relativement rare qu'un individu ait la faculté de rompre tout lien avec une société politique déterminée afin de s'agréger à une société différente (bien que cette opération soit réalisable et n'offre même rien d'exceptionnel). Mais il n'est nullement impossible qu'un individu cherche à modifier, et parvienne à modifier, et quelquefois très profondément, les conditions dans lesquelles il se trouve vis-à-vis d'un organisme politique. S'il aspire à un changement, c'est parce que, tout en consentant à participer à l'existence de cet organisme, il ne consent néanmoins pas à y participer dans les mêmes termes qu'auparavant. Son consentement est, par suite, moins total, moins absolu, que celui de l'homme qui souhaite la persistance inaltérée de ce qui existe. Il y a donc des degrés dans le consentement des membres d'une société politique. L'existence de ces degrés prouve tout au moins que le consentement, pour tacite et dissimulé qu'il soit en mainte occasion, est cependant une réalité. La théorie du contrat social n'en demande pas davantage. Ainsi se trouve singulièrement affaiblie la doctrine qui professe que la notion du contrat social se débat contre une espèce d'impossibilité pratique. L'impossibilité disparaît dès le moment où la théorie elle-même est entendue dans un sens raisonnable, et avec les tempéraments qu'elle exige.



La théorie du contrat social n'offre rien d'irrationnel, si l'on se résout à la ramener à cette proposition, d'ailleurs assez simple, que le maintien de la société politique suppose l'existence d'un concours de volontés.

Reste une objection qui semble assez grave : ces volontés, obéissant à des impulsions auxquelles elles sont incapables de résister, et auxquelles elles ne songent pas à résister, sont inconscientes d'elles-mêmes. Une inconscience aussi totale ne saurait se concilier avec ce *consentement*, avec ce *consensus*, sans lequel il n'est point de contrat.

L'objection serait redoutable si une telle inconscience se rencontrait effectivement.

Mais cette inconscience absolue est purement hypothétique. Ce qui est vrai, c'est que, dans le domaine de la politique (comme aussi bien dans le domaine de la morale et dans celui de la religion), il existe des degrés dans ce qu'il est permis d'appeler la conscience collective d'une société. Le contrat social est susceptible de se réaliser avec plus ou moins de clarté. Il est des cas où cette réalisation est obscure, latente, à peine comprise par les intéressés. Il en est d'autres où elle est pleinement conçue par l'intelligence des contractants. Une telle évolution, de l'ombre à la pénombre, et de la pénombre à la lumière, est l'un des spectacles les plus instructifs que puisse nous offrir l'histoire des idées. Si bien que l'on serait tenté de dire que le contrat social, avec la forme pleinement consciente et réfléchie que lui prêtaient trop volontiers autrefois les adeptes de la théorie, bien loin d'être un commencement et un point de départ, est au contraire un terme et un aboutissement ⁽¹⁾.

(1) Cette conclusion a déjà été aperçue par certains auteurs, et notamment par Renouvier, dont la manière de voir est résumée comme suit par M. HENRY MICHEL (*L'idée de l'État*, p. 607, 2^e édit.) : « Le « contrat social » abandonne toute pré-

Les circonstances qui font passer le contrat social de l'ombre à la clarté, ou, pour parler plus exactement, d'une inconscience relative à une conscience réfléchie, sont de nature diverse. On nous permettra de signaler, à ce propos, deux ou trois exemples.

Le premier est emprunté à l'évolution du droit. Tout le monde sait qu'à l'origine le droit est entièrement coutumier et que, jusqu'au sein d'un état social très avancé, il demeure en partie coutumier. Il est constitué par des usages traditionnels, que l'on respecte et que l'on observe, parce qu'ils semblent la manifestation d'une sagesse antique et indiscutée. La force obligatoire de ce droit coutumier procède du consentement tacite de ceux qui s'y soumettent. Mais, de ce consentement, c'est à peine s'ils ont conscience. (Remarquons, du reste, qu'il en est ainsi pour un grand nombre des usages non juridiques que nous pratiquons.) Néanmoins il est des occasions où la conscience de ce consentement commun s'éveille. C'est lorsque le sens du droit coutumier est mis en question, en d'autres termes lorsqu'on plaide à son sujet. Pour savoir ce que signifie exactement la règle dont les plaideurs réclament également l'application, il importe de connaître ce qu'ont voulu ceux dont l'adhésion permanente à cette règle confère à celle-ci l'autorité dont elle jouit. L'examen de ces volontés qui, jusque-là, s'ignoraient plus ou moins elles-mêmes, ne modifie pas la nature du *consensus* fondamental, mais il doit nécessairement le faire monter jusqu'à un degré de conscience supérieur. A voir les choses superficiellement, il semble que le droit coutumier soit constitué par une accumulation de précédents judiciaires. Il serait plus exact de dire que ces décisions font passer le con-

tenon, non pas seulement à une origine historique, mais à un rapport quelconque avec la réalité historique. Il n'est pas affirmé, il est simplement supposé, « en vertu de la raison qui le conçoit et qui travaille incessamment à le dégager des faits ». Un tel point de vue est, en somme, celui de Kant.

sentement général qui lui sert de base, d'une conscience moindre à une conscience plus développée ⁽¹⁾.

L'autre exemple nous est fourni par la politique. Les ressortissants d'un État ne songent guère, en général, à la nature du lien qui les rattache à un ensemble déterminé. Il y a ici un exemple caractéristique d'un consentement tacite, occulte, et qui s'ignore. Supposons toutefois que l'un des membres de cette communauté politique soit profondément blessé dans ses intérêts ou dans ses croyances : il sera fatalement amené à se demander s'il doit à cette communauté l'obéissance et le respect qu'il ne lui a pas marchandés jusqu'alors. Admettons qu'il persiste à les lui accorder, qu'il reconnaisse la nécessité des sacrifices qu'on lui demande. Il y a « consenti ». Des milliers d'autres citoyens y consentent également. Soutiendra-t-on que, de ce consentement presque unanime, il ne résultera pas une conscience plus parfaite de la volonté commune, sans laquelle l'État se dissoudrait ?

D'ailleurs, on a vu des États se dissoudre, ou se désagréger partiellement, à raison d'un défaut de volonté commune, ou parce que certaines fractions d'une communauté ne consentaient plus à en faire partie, et désiraient, au contraire, créer des communautés nouvelles. L'émancipation des colonies à l'égard de la métropole offre un exemple intéressant d'un semblable mouvement. Cette émancipation implique que les colons ont la pleine conscience de la nécessité d'un consentement qui les unisse à la mère patrie, puisque c'est précisément de l'absence de ce consentement qu'ils se réclament pour justifier leur scission. A ce propos, n'est-il pas instructif de constater que les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, lorsqu'elles s'éman-

(1) Dans l'élaboration de la loi écrite, le consentement de ceux qui sont réputés y participer est plus ou moins réfléchi, plus ou moins conscient. Sa gradation va du citoyen, simple électeur, au député qui vote la loi sans en considérer les détails d'application, puis au spécialiste qui prend part à la discussion des articles et à la rédaction du texte.

cipèrent en 1776, cherchèrent dans la notion du contrat social la base des communautés indépendantes qu'elles organisèrent?

Enfin, si l'on cherche à établir la légitimité et, en quelque sorte, la justification juridique d'une révolution, n'est-ce point à la théorie du contrat social que l'on se verra inévitablement ramené? C'est parce que la population a eu conscience qu'elle ne « consentait » plus au maintien de l'état de choses existant, que la révolution a éclaté, qu'elle a triomphé, pour aboutir à un renouvellement de l'organisme social.

Il n'est pas question ici d'exalter ou de proscrire l'esprit révolutionnaire. Nous connaissons tout ce qui a été dit et répété sur l'aveugle entraînement des foules. Il n'en demeure pas moins certain qu'il est des révolutions qui ont réussi, qui atteignent leur but, et dont l'anniversaire est pieusement célébré. Si l'on prétend y voir autre chose qu'une victoire de la violence heureuse, on n'échappera pas à la conclusion qu'elles sont l'œuvre de volontés qui se sont unies pour répudier le passé et qui ont « consenti » à l'élaboration d'un nouvel ordre de choses.

*
* *

Le caractère spécifique de la doctrine du contrat social, c'est l'affirmation que toute société politique, tout État, au sens large du terme, implique nécessairement un élément contractuel, par suite un élément juridique. Le droit est une portion constitutive de l'État. Tout phénomène d'ordre juridique se rattache par une filiation plus ou moins directe, mais cependant visible, à la convention primordiale qui unit les membres de l'association politique.

A la conception qui fait du droit, et spécialement du contrat, un élément constitutif de la société politique, s'oppose la conception selon laquelle le droit n'est pour une telle société qu'un élément surajouté, soit librement créé par elle, soit imposé par une puissance extérieure. Le droit naît des circonstances et s'y adapte avec docilité. Il est, en somme, le produit de la force.

Pour mieux dire, il est la force, aspirant à la stabilité et ne pouvant conquérir celle-ci qu'en se régularisant. Bien loin d'être quelque chose de primitif et d'irréductible, il sera consécutif et secondaire. Le juste, sous les formes multiples et successives qu'il revêtira, ne sera jamais qu'une manifestation de la force, et la seule question sera de savoir si, dans un cas donné, cette force est salutaire ou malfaisante.

Sans doute, il s'est trouvé des esprits pour admettre que la force présente un caractère sacré et peut-être divin ; qu'elle est la manifestation possible, probable même, d'une raison éternelle. Malgré tout, la conception selon laquelle l'État, avec les formes qu'il revêt et le droit qu'il élabore, procède de la force, a toujours éveillé certaines inquiétudes. Philosophes et juriconsultes ont, de tout temps, préconisé des systèmes dans lesquels ils s'appliquaient à tempérer les revendications de la force par l'introduction d'un principe différent. La théorie du contrat social est l'un de ces systèmes. Il en est d'autres. Toute doctrine qui rattache l'organisation de l'État et l'autorité des préceptes juridiques, soit à une intervention de la Divinité, soit à une intuition de la raison humaine, proteste à sa manière contre le rôle exclusif que voudrait s'attribuer la force. Mais de telles solutions ne sont pas à la portée de tout le monde. Il est beaucoup d'intelligences qui ne sauraient discerner dans l'organisation de l'État, ni la trace d'une volonté divine, ni l'empreinte visible d'une raison supérieure. Pour ceux-là, une doctrine telle que celle du contrat social a le double mérite, et de s'opposer à la glorification exclusive de la force, et de s'appuyer sur des faits dont la constatation est possible.

*
* *

On nous permettra de ne pas envahir le domaine des religions positives et de la théologie. Insistons un instant sur les doctrines qui, tout en répudiant la conception du contrat social, ne se résignent pas à considérer l'État comme un simple

fait, ce qui reviendrait, en somme, à reconnaître les titres de la force triomphante. Leur ambition est de « construire » l'État sur une base rationnelle, c'est-à-dire de le présenter comme une œuvre conforme à la raison, comme étant la réalisation de certaines idées, de certains concepts élaborés, ou du moins dégagés par notre intelligence. Depuis Hegel, la science allemande est riche en « constructions » de ce genre. Elles sont infiniment intéressantes. Ce qui les rend passablement fragiles, c'est que les idées sur lesquelles elles reposent ont quelque chose de subjectif et que la réalité ne s'y adapte pas toujours avec beaucoup d'aisance.

Les méthodes germaniques ont pénétré en France. Les créateurs allemands de systèmes juridiques et politiques ont trouvé des émules — et des émules d'un talent exceptionnel — dans la science française. Ici également nous voyons des « concepts » prétendre à l'ascendant, ambitionner de réduire le réel à subir le joug de leur domination despotique.

De ces théories récentes, nous n'en voulons signaler qu'une seule, et à titre d'exemple : c'est la théorie de la « solidarité sociale », de laquelle nous sommes redevables à M. Léon Duguit ⁽¹⁾.

L'idée de solidarité est l'idée maîtresse de la philosophie politique de M. Duguit. Son impitoyable censure n'épargne aucune des idées directrices dont le droit public a vécu jusqu'à présent. Notamment les idées de souveraineté nationale, de volonté collective, de séparation des pouvoirs, de personnalité de l'État, de mandat politique, de droits subjectifs dont serait investi l'individu, etc., ne sont pas ménagées par sa critique. Il n'est pas plus clément à l'égard des systèmes qui, depuis plus

(1) Nous pourrions signaler la doctrine de *l'équilibre social*, qui a pour auteur M. Maurice Hauriou, l'un des maîtres incontestés du droit administratif contemporain, doctrine qu'il développe dans ses *Principes de droit public*. Cet équilibre lui paraît l'objet que doit réaliser l'organisation de l'État. Mais qui sera juge du moment où cet équilibre sera réalisé et quelle est la valeur des éléments sociaux entre lesquels il doit se réaliser? (Voy. notamment pp. 85, 222-225, 468.)

d'un siècle, furent successivement en crédit. Il va de soi que la doctrine du contrat social lui semble à peine digne d'une mention dédaigneuse ⁽¹⁾. Mais les théories organiques ou « organicistes » ne lui semblent guère préférables ⁽²⁾. A ses yeux, il n'y a que des volontés individuelles, les unes plus robustes, les autres plus débiles, en un mot des gouvernants et des gouvernés, participant à l'accomplissement d'actes innombrables, mais assujettis à l'empire de la « règle de droit », loi suprême, loi extérieure, loi purement objective et qui n'est autre que la loi de solidarité.

La notion de solidarité est l'une de celles auxquelles on a le plus volontiers recours aujourd'hui. Quand on s'avise de vouloir analyser cette notion, que de difficultés et d'incertitudes! Sans doute, les hommes qui vivent en société sont solidaires les uns des autres et il est souhaitable qu'ils le deviennent toujours davantage. Mais que devons-nous entendre, très au juste, par cette solidarité? Vraisemblablement ceci : c'est que tout élément constitutif d'un corps participe à la joie et à la souffrance des autres éléments de ce corps. Quand une telle sympathie sera générale, quand un tel retentissement des parties les unes sur les autres sera continu, il est permis de soutenir que le corps lui-même aura atteint un haut degré de perfection. Aspirons, par conséquent, à la solidarité. Malheureusement, en matière de science politique, le plus malaisé n'est point d'imaginer un idéal. La tâche vraiment difficile consiste à montrer dans quelles conditions et par quels procédés un tel idéal est susceptible de se réaliser. Sinon il risque de subsister indéfiniment à l'état de formule. Nous craignons que ce ne soit un peu le sort de la notion de solidarité ⁽³⁾. Affirmer que la

(1) « ... Le contrat social est une hypothèse aujourd'hui reconnue sans valeur. » (*L'État, le droit objectif et la loi positive*, p. 263 de la première édition.)

(2) Même ouvrage, pp. 25-53.

(3) Les ouvrages de M. Léon Duguit sont pénétrés et comme imprégnés de l'idée de solidarité. Ce mot y revient, en quelque sorte, à chaque page. Et toutefois on éprouve quelque peine à découvrir, au cours de ces ingénieux développements, une définition de la solidarité sociale qui soit très ferme et très catégorique.

solidarité doit être l'objectif de toute loi ne nous avance pas beaucoup plus que de poser en principe qu'il y a lieu de poursuivre le bonheur de tous, ou de faire régner la justice.

Ce que l'on pourrait reprocher à M. Duguit, c'est de ne pas montrer suffisamment quels sont les faits qui impliquent la solidarité sociale, et quels sont ceux qui l'excluent. Sans aucun doute, les solutions pratiques qu'il nous recommande sont ordinairement très sages, très pondérées, très libérales, et, disons-le, d'un caractère volontiers traditionnel. Elles sont conformes à l'idée qu'il se fait de la solidarité sociale, et tout le monde s'en félicitera. Mais des solutions fort différentes ne pourraient-elles se réclamer d'une interprétation tout autre de cette même solidarité?

Solidarité, bonheur, justice, harmonie, équilibre social, ce ne sont là, après tout, que des paroles. Des paroles qui ne valent que par les idées précises qu'elles traduisent, par les faits qu'elles expriment et qu'elles résument.

En matière de science politique, c'est aux faits qu'il

La solidarité sociale est pour lui « la synthèse féconde de l'individuel et du collectif » (p. 267), « la coïncidence permanente des buts individuels et sociaux » (p. 615). Assurément; mais qu'est-ce qu'un but individuel et un but social? Voici un passage quelque peu développé, et dans lequel la pensée de l'auteur s'exprime avec plus d'ampleur :

« On a essayé d'établir que, par cela même que les hommes vivent en société, unis par les liens de la solidarité par similitudes et de la solidarité par division du travail, ils sont soumis à une règle de conduite, qui n'est que la solidarité sociale elle-même, se traduisant dans les consciences et s'imposant aux volontés individuelles. Cette règle de conduite ne tire point son principe de l'État, parce qu'on a pu en définir et en établir la notion, sans la notion de l'État, par la conscience seule de la solidarité sociale. Cette règle ordonne à chaque individu de ne rien faire de contraire à la solidarité sociale sous ses deux formes et de coopérer, dans la mesure de ses forces, de ses aptitudes propres, à la solidarité sociale. Cette règle est la règle de droit; tout acte qui la viole est sans valeur juridique; mais tout acte de volonté individuelle, qui y est conforme, a une valeur juridique, est un acte juridique, produit un élément de solidarité sociale, possède une valeur sociale et s'impose au respect de tous. Tout individu a donc un devoir objectif et un pouvoir objectif déterminé par cette règle. » (P. 260.)

convient de s'attacher. La doctrine du contrat social — et c'est en cela qu'elle est intéressante — ne se recommande pas uniquement comme une vue de l'esprit, comme offrant la révélation d'un but à poursuivre (encore bien que si elle présentait exclusivement ce caractère, elle ne serait point méprisable, puisqu'une idée admise par un grand nombre d'intelligences devient un fait, un fait social); elle se donne aussi comme l'expression d'une réalité très suffisamment perceptible. C'est là un point capital. Quand nous nous demandons si l'État a un principe d'existence autre que la force, il ne suffit pas de répondre que l'État est tenu de se conformer à un idéal plus ou moins précis que détermine notre raison. Il y a lieu de rechercher si ce principe d'existence se rencontre dans la nature des choses, s'il a opéré autrefois, s'il opère encore sous nos yeux, s'il est susceptible d'être utilisé immédiatement.

C'est d'après ce critérium que doit être jugée la théorie du contrat social.

*
* * *

La théorie du contrat social a, selon nous, le grand avantage d'introduire dans la constitution même de l'État un élément juridique, à savoir le consentement de la communauté politique; et cet élément juridique est par lui-même un fait susceptible de vérification.

On fera peut-être observer que la doctrine du contrat social offre un point vulnérable : c'est son absence de valeur morale. Le *consensus* universel est un fait, soit. Mais ce consentement n'est recommandable que dans la mesure où le sont les objets à l'occasion desquels il se réalise. On peut vouloir en commun ce qui est pernicieux, ce qui est absurde, ce qui est révoltant pour notre conscience, offensant pour notre raison. Nous en convenons. Le contrat social, envisagé comme base de l'État, ne saurait avoir qu'une valeur relative. La question est de savoir si cette

valeur n'est tout de même pas supérieure à celle que l'on doit attribuer à la force.

Pour notre part, nous le croyons. Il est dangereux de vouloir substituer la force au droit, ou plutôt de ne prétendre apercevoir dans le droit qu'une manifestation plus ou moins éphémère de la force. Évidemment, une telle conception ne nous défend pas de réagir contre la force, d'opposer à telle force déterminée une autre force que l'on estime rationnellement supérieure. L'issue de ce duel permettra de définir le droit, puisque celui-ci se confondra nécessairement avec la cause du vainqueur. En revanche, ce que cette conception nous interdit, c'est de protester, au nom du droit, contre la force, c'est d'établir une antithèse entre la force et le droit. Or, il serait regrettable qu'une semblable antithèse dût nécessairement être considérée comme un jeu stérile de l'esprit. Elle risquera d'avoir ce caractère si l'on ne peut opposer à la force que des concepts rationnels, doués d'une valeur plus ou moins discutable. Elle sera plus efficace si l'on peut opposer à la force un accord de volontés en sens contraire, un *consensus* général, principe du contrat social, principe de ce qu'est, de ce que doit être l'État.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 5 mars 1914.

M. Juliaan DE VRIENDT, directeur de la Classe et président de l'Académie.

M. Lucien SOLVAY, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. J. Brunfaut, *vice-directeur*; G. De Groot, Max. Rooses, J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, Louis Lenain, X. Mellery, L. Frédéric, A.-J. Wauters, Égide Rombaux, Paul Gilson, G. Hulin de Loo, J.-B. van den Eeden, Sylv. Dupuis, Maurice Kufferath, Fernand Khnopff, *membres* : L. Baertsoen, Jules Lagae, K. Mestdagh, Victor Horta, Paul Bergmans, E. Wambach, Alexandre Struys, *correspondants*.

Absences motivées : M. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel; M. Léon Du Bois, membre.

M. le Président fait part à la Classe de la perte que l'Académie vient de faire en la personne de M. Vaudremer, associé, décédé à Antibes à l'âge de 85 ans. M. Vaudremer était un architecte du plus grand talent. Il a laissé des œuvres remarquables, notamment : la prison de la Santé, l'église Saint-Pierre de Montrouge, le lycée Molière, l'évêché de Beauvais, la cathédrale de Marseille, etc.

Des condoléances seront exprimées à la famille du défunt.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts soumet à l'avis de la Classe un rapport et des dessins de M. Arthur Smet, lauréat du concours Godecharle de 1910. — Commissaires : MM. Janlet, Blomme, Winders.

— La Commission provinciale des fondations de bourses d'études du Brabant transmet des exemplaires d'avis annonçant la vacance de bourses de la fondation Godecharle.

— M. Solvay communique à la Classe, de la part de M. Georges van Wetter, qui fut, il y a quelques années, lauréat du concours annuel avec son mémoire sur *Le Sentiment de la beauté au XIX^e siècle*, un important travail sur *Les Origines de la parure aux temps paléolithiques*.

En 1912 déjà, M. van Wetter avait présenté une note sur *Les Origines de la parure* (*Bulletin*, n° 7, pp. 466-477); cette note n'était que l'indication sommaire de l'étude actuelle, très développée, très approfondie et que l'auteur a accompagnée de nombreux croquis. — Le mémoire sera soumis à l'examen de MM. Max. Rooses, Khnopff et Bergmans, qui feront rapport.

COMMISSION DES PRIX DE ROME.

M. De Groot est nommé membre de la Commission en remplacement de M. Van der Stappen, décédé.

RÈGLEMENT DES PRIX DE ROME.

La Classe aborde la discussion du projet de revision du règlement pour le prix de Rome.

Elle examine et discute les modifications proposées au règlement du concours pour la peinture et pour la sculpture.

Elle continuera son examen, pour les autres branches, dans la prochaine séance.

PROGRAMME DU CONCOURS POUR L'ANNÉE 1916.

I. — HISTOIRE ET CRITIQUE.

PREMIÈRE QUESTION.

On demande une étude sur les caractéristiques de la construction architecturale privée dans une région du territoire de la Belgique actuelle, au XV^e et dans la première moitié du XVI^e siècle, tant au point de vue de la distribution intérieure que de la physionomie extérieure et de l'emploi des matériaux.

L'attention des concurrents est appelée sur les documents conservés aux archives, sur les peintures et miniatures et sur l'intérêt qu'il y a de dresser une liste des édifices encore existants.

L'auteur indiquera, autant que possible, les règlements municipaux auxquels était soumise la bâtisse en ce qui concerne l'alignement, la hauteur des constructions et, s'il y a lieu, toute autre condition pouvant influencer sur l'aspect des agglomérations urbaines. — Prix : 800 francs.

DEUXIÈME QUESTION.

Quel est l'état actuel de nos connaissances relativement à l'évolution de la peinture flamande depuis l'infiltration de l'influence giottesque jusqu'à l'apparition du retable de l' « Adoration de l'Agneau mystique » ? — Prix : 1000 francs.

TROISIÈME QUESTION.

Faire connaître les artistes étrangers ayant travaillé en Belgique comme architectes et sculpteurs et dont l'influence se manifeste dans les œuvres nationales au XVI^e siècle. — Prix : 800 francs.

QUATRIÈME QUESTION.

Écrire l'histoire de l'architecture civile en Belgique, les restaurations exceptées, au XIX^e siècle.

L'auteur donnera un aperçu biographique des représentants principaux de l'art architectural pendant la période indiquée. Le travail sera accompagné de croquis ou de photographies. — Prix : 800 francs.

CINQUIÈME QUESTION.

On demande des renseignements biographiques sur les personnes qui ont commandé des tableaux aux peintres flamands du XV^e siècle. A quel milieu social et national appartenaient-elles ? De quelles ressources disposaient-elles ? A quelle occasion et en vue de quelle destination faisaient-elles leurs commandes, etc. ? — Prix : 1,000 francs.

Les mémoires seront lisiblement écrits et rédigés en français ou en flamand. Ils devront être adressés, francs de port, avant le **1^{er} juin 1916**, à M. le Secrétaire perpétuel, au Palais des Académies.

Conditions réglementaires relatives aux questions littéraires.

Les auteurs ne mettront point leur nom sur leur travail ; ils n'y inscriront qu'une devise, qu'ils reproduiront sur un billet cacheté renfermant leur nom et leur adresse. Il leur est défendu de faire usage d'un pseudonyme. Faute de satisfaire à ces formalités, le prix ne sera pas accordé.

Les ouvrages remis après le temps prescrit et ceux dont les auteurs se feront connaître, de quelque manière que ce soit, sont exclus du concours.

L'Académie demande la plus grande exactitude dans les citations : elle exige, à cet effet, que les concurrents indiquent les éditions et les pages des ouvrages mentionnés dans les travaux présentés à son jugement.

Les planches inédites, seules, seront admises.

L'Académie se réserve le droit de publier les travaux couronnés.

Elle rappelle aux concurrents que les manuscrits des mémoires soumis à son jugement restent déposés dans ses archives comme étant devenus sa propriété. Toutefois, les auteurs peuvent en faire prendre copie à leurs frais, en s'adressant au Secrétaire perpétuel.

II. — ART PRATIQUE.

(Ces concours sont uniquement réservés aux Belges de naissance ou naturalisés.)

GRAVURE SUR BOIS.

On demande le portrait en buste, gravé sur bois, d'un Belge notable.

Le prix est de 800 francs.

Ce portrait doit être absolument inédit et fait d'après nature.

Les estampes exécutées d'après photographie sont exclues du concours.

La tête aura au moins 8 à 10 centimètres de hauteur.

Les concurrents sont tenus de soumettre deux épreuves de leur planche, dont une sur *chine* ou *japon* et non encadrée ni sous verre. Ils doivent y joindre le dessin, d'après nature, qui leur a servi de modèle; ce dessin leur sera restitué sur leur demande.

Les épreuves soumises à ce concours restent la propriété de l'Académie.

SCULPTURE.

On demande un projet de monument aux Belges ayant participé à l'œuvre du Congo, pendant l'époque héroïque, — tels notamment les capitaines Hanssens, Cambier, Coquilhat, Roget, Bodson, etc., etc.

La hauteur du groupe, en plâtre, sera de 60 centimètres environ, le piédestal non compris.

Le prix est de 1000 francs.

Les gravures avec le dessin qui a servi de modèle, ainsi que les projets de sculpture, doivent être remis, francs de port, au Secrétariat de l'Académie, avant **le 1^{er} octobre 1916**.

L'Académie n'accepte que des travaux entièrement achevés.

L'auteur couronné de l'esquisse, avec piédestal, est tenu de donner une reproduction photographique de son œuvre, pour être conservée dans les archives.

Un délai de trois mois à partir du jugement est accordé aux auteurs pour reprendre leur œuvre.

PROGRAMMA VAN DEN PRIJSKAMP VOOR HET JAAR 1916.

I. — GESCHIEDENIS EN KRITIEK.

EERSTE PRIJSVRAAG.

Men vraagt eene studie over de kenmerken der private bouwkunst in eene streek van het tegenwoordige België tijdens de XV^e en de eerste helft der XVI^e eeuw, zoowel wat betreft de binnenzijdsche verdeeling als het buitenzijdsche uitzicht en het gebruik der bouwstoffen.

De aandacht der mededingers wordt ingeroepen, zooveel mogelijk, op de oorkonden bewaard in de archieven, op de schilderwerken en de miniaturen en op het belang dat er bestaat eene lijst op te maken der nog voorhanden zijnde gebouwen.

De mededinger zal, zooveel mogelijk, de stedelijke verordeningen aanduiden, naar welke de bouwer zich te gedragen had, betreffende de lijnrichting, de hoogte der gebouwen en zal, waar het geval zich voordoet, elke andere voorwaarde doen kennen van aard om invloed te oefenen op het uitzicht der samenhoopingen van woningen in de steden. — Prijs : 800 frank.

TWEEDE PRIJSVRAAG.

Welk is de tegenwoordige toestand onzer kennissen betreffende de ontwikkeling der Vlaamsche Schilderkunst sedert het doordringen van den invloed der kunst van Giotto tot aan de uitvoering der « Aanbidding van het Mystieke Lam ». — Prijs : 1000 frank.

DERDE PRIJSVRAAG.

Doe de vreemde kunstenaars kennen, die in België gewerkt hebben als bouwmeesters of beeldhouwers en wier invloed zich laat gevoelen in de werken onzer eigen kunstenaars gedurende den loop der XVI^e eeuw. — Prijs : 800 frank.

VIERDE PRIJSVRAAG.

Schrijf de geschiedenis van de burgerlijke bouwkunst in België, de herstellingen uitgezonderd, gedurende de XIX^e eeuw.

De schrijver zal een levensbericht leveren van de voornaamste beoefenaars der bouwkunst gedurende het aangeduide tijdvak. Het werk zal vergezeld gaan van schetsen of fotografien. — Prijs : 800 frank.

VIJFDE PRIJSVRAAG.

Men vraagt biografische bijzonderheden betreffende de personen die schilderijen besteld hebben aan de Vlaamsche schilders der XV^e eeuw. Tot welken maatschappelijken en nationalen stand behoorden zij? Over welke stoffelijke hulpmiddelen beschikten zij? Bij welke gelegenheid en met het oog op welke bestemming deden zij hunne bestellingen? enz. — Prijs : 1000 frank.

De verhandelingen, als antwoord op deze prijsvragen ingezonden, moeten duidelijk geschreven zijn en mogen in het Fransch of in het Nederlandsch opgesteld worden. Zij moeten vóór den **1^{en} Juni 1916** vrachtvrij aan den bestendigen Secretaris, in het Paleis der Academieën, gezonden worden.

Voorwaarden geldig voor de letterkundige prijskampen.

De schrijvers zullen hunnen naam niet op hun werk vermelden; zij zullen er alleen eene kenspreuk op zetten, die zij zullen herhalen in eenen verzegelden brief, waarin hun naam

en hun adres worden aangeduid. Het is hun verboden eenen schijnaam te bezigen. Indien zij deze voorschriften niet in acht nemen, zal de prijs hun niet toegekend worden.

De werken, die na den bepaalden termijn besteld worden, en diegene, wier schrijvers zich zullen doen kennen, op welke wijze het ook zij, zullen buiten den prijskamp gesloten worden.

De Academie verlangt de grootste nauwkeurigheid in de aanhalingen : zij eischt, te dien einde, dat de mededingers de uitgaven en de bladzijden aanduiden der boeken, welke vermeld worden in de verhandelingen, aan hare beoordeeling onderworpen.

De onuitgegeven platen alleen worden aangenomen.

De Academie behoudt zich het recht voor de bekroonde werken uit te geven.

Zij acht het nuttig aan de mededingers te herinneren, dat de handschriften der verhandelingen, aan hare beoordeeling onderworpen, haar eigendom worden en in haar archief blijven berusten. De schrijvers mogen er echter afschrift laten van nemen op hunne kosten, mits zich, te dien einde, tot den bestendigen Secretaris te wenden.

—

II. — PRAKTISCHE KUNST.

(Aan de prijskampen van praktische kunst mogen alleen geboren of genaturaliseerde Belgen deelnemen.)

GRAVUUR OP HOUT.

Men vraagt het portret, in borstbeeld en in houtsnede, van een Belg van beteekenis.

De prijs bedraagt 800 frank.

Het portret moet volstrekt onuitgegeven en naar de natuur gemaakt zijn. De platen naar fotografie uitgevoerd worden buiten den prijskamp gesloten.

Het hoofd zal ten minste 8 à 10 centimeters hoog zijn.

De mededingers zijn verplicht twee afdrukken hunner plaat in te zenden, waarvan één op *Chineesch* of *Japaneesch papier*, niet ingelijst en niet onder glas. Zij zullen er de teekening bij voegen, naar welke zij gegraveerd hebben; deze teekening moet naar de natuur vervaardigd zijn. Zij zal hun op hunne aanvraag teruggegeven worden.

De afdrukken ingezonden tot dien prijskamp blijven het eigendom der Academie.

BEELDHOUKUNST.

Men vraagt een ontwerp van gedenkteeken op te richten aan de Belgen die deelgenomen hebben aan de werken onzer medeburgers in den Congo, tijdens het heldentijdperk, namelijk kapitein Hanssens, Cambier, Coquilhat, Roget, Bodson, enz., enz.

De hoogte der groep, in pleister, zal ongeveer 60 centimeters zijn, zonder het voetstuk.

De prijs bedraagt 1000 frank.

De gravuur met de oorspronkelijke teekening, die als model gediend heeft, en het ontwerp van beeldhouwwerk moeten vrachtvrij bij het Secretariaat der Academie vóór den **1^{en} October 1916** ingezonden worden.

De Academie aanvaardt geene andere dan geheel voltooide werken.

De bekroonde mededinger in den prijskamp van beeldhouwkunst is verplicht eene fotografische afbeelding van zijn werk te bezorgen, welke in het archief der Academie zal bewaard blijven.

Een termijn van drie maanden, te rekenen van den dag der beoordeeling, wordt verleend aan de mededingers om hun werk af te halen.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Becker (Jules). Un établissement d'enseignement moyen à Mons depuis 1845. Mons, 1913; in-8° (619 p., gr.).

Cantacuzène (Prince Charles-Adolphe). La Rose du centenaire. Contribution à la commémoration du feld-maréchal prince Charles-Joseph de Ligne. La Haye, 1914, in-16 (31 p., portrait).

Leclercq (Jules). Les splendeurs des chemins. Paris, 1913; in-16 (166 p.).

BRUXELLES. *Université libre*. Annuaire. 1913-1914; in-8°.

Cunningham (lieutenant-colonel). A Binary Canon. Londres, 1900; in-4° (172 p.).

LONDRES. *The London Library*. Catalogue. Vol. I-II. (G. T. Hagberg Wright, L. L. D. and C. J. Purnell, U. O.) 1913; in-4°.

Gini (Corrado). L'uomo medio. Rome, 1914; extr. gr. in-8° (24 p.).

CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Séance du 6 avril 1914.

M. H. PIRENNE, directeur.

M. WALTZING, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. Ern. Gossart, *vice-directeur* ; le comte Goblet d'Alviella, Ad. Prins, P. Fredericq, P. Thomas, Ernest Discailles, V. Brants, J. Leclercq, M. Wilmotte, J. Lameere, A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, G. De Greef, H. Lonchay, M. De Wulf, *membres* ; W. Bang, *associé* ; L. de la Vallée Poussin, J. van Biervliet, G. Cornil, L. Parmentier, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, le baron de Borchgrave, S. E. le cardinal Mercier, Waxweiler. Hubert, Mahaim, *membres*.

CORRESPONDANCE.

Le Comité organisateur du « 33^e Taal- en Letterkundig Congres », qui se tiendra à Haarlem les 26-29 août, prie l'Académie de se faire représenter. — M. Vercoullie est délégué.

La « Deutsche Shakespeare Gesellschaft », de Weimar, communique le programme des cérémonies qui auront lieu à l'occasion de son 50^e anniversaire. — Pris pour notification.

— Hommages d'ouvrages :

Histoire de Gand, par Victor Fris (présenté par M. Pirenne, avec une note qui figure ci-après) ;

Épigraphie du Hainaut. Ville d'Ath. Canton d'Ath, par Jules Dewert ;

Les philosophes belges. Le traité : Eruditio regum et principum, de Guibert de Tournai, par A. De Poorter (présenté par M. De Wulf, avec une note qui figure ci-après) ;

Octavius. Dialogue entre un païen et un chrétien, de Minucius Felix. Traduction littérale par J.-P. Waltzing, 3^e édition.

— Remerciements.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

L'*Histoire de Gand*, de M. Victor Fris (Bruxelles-Paris, Van Oest, 1913), que je suis heureux d'offrir à la Classe au nom de son auteur, peut être considérée comme le modèle d'une monographie historique écrite par un savant pour le grand public. La solidité du fond y correspond à la netteté et à l'agrément du récit et au choix judicieux de l'illustration. Tous les spécialistes connaissent de longue date les travaux critiques qui ont placé M. Fris au premier rang des historiens de la Flandre et

seuls ils pourront apprécier la somme de recherches que suppose un travail comme celui-ci. Mais l'auteur n'est pas gêné par son érudition. Il la dissimule au lecteur et le conduit avec une aisance et un sens des proportions également remarquables, à travers son beau et riche sujet. Il n'y a guère, on le sait, d'histoire plus passionnante que celle de l'héroïque cité gantoise. Mais il n'y en a guère non plus de plus instructive et où se manifeste avec plus d'ampleur, dans tous les domaines, l'esprit municipal. Avec une largeur de compréhension historique tout à fait remarquable, M. Fris a su mener de front, sans efforts, le récit des événements politiques avec l'exposé des phénomènes sociaux, économiques, artistiques, etc., et, en véritable historien, en faire sentir les points de contact et la mutuelle dépendance aux diverses époques.

H. PIRENNE.

A. DE POORTER, docteur en philosophie et lettres, bibliothécaire de la ville de Bruges. *Le traité : Eruditio regum et principum, de Guibert de Tournai*, O. F. M. (texte inédit et étude, xvi-92 pp.). Louvain, 1913, tome IX de la collection : *Les philosophes belges*, publiée sous la direction de M. De Wulf.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe le traité *Eruditio regum et principum*, de Guibert de Tournai, édité pour la première fois, avec une étude critique, par M. De Poorter, bibliothécaire de la ville de Bruges. L'ouvrage forme le tome IX de la collection : *Les philosophes belges*.

On saisira aussitôt le grand intérêt de cet opuscule quand on saura que Guibert de Tournai, un des théologiens les plus distingués de l'Université de Paris au XIII^e siècle, le rédigea à la demande de saint Louis, roi de France. C'est l'œuvre d'un moraliste et d'un sociologue. Guibert développe, sous forme d'épîtres, les qualités qu'il requiert chez les princes et les rois. Il s'inspire de la lettre de Plutarque intitulée : *Institution de*

Trajan et du *Speculum* de Vincent de Beauvais, mais dispose les matières traitées d'après un plan personnel. Ses théories partent de la constitution de la chrétienté au moyen âge et du rôle central de la royauté, dont il souligne les devoirs plus encore que les prérogatives. Quand il descend aux applications, il consulte volontiers son expérience personnelle; les abus de son temps l'entraînent parfois à proférer des paroles violentes, et on voit se profiler à travers ses dissertations un tableau vivant de la société féodale.

Il prend la défense des droits injustement lésés; il prêche le respect dû aux serfs en vertu du droit naturel et divin.

« Il s'attaque au jeu, à la chasse et, en général, à la vie molle de la noblesse féodale. Souvent son zèle l'emporte et quelquefois il semble se complaire à décrire plus directement des types odieux. C'est alors qu'il nous trace ces tableaux si pleins de vie du magistrat hautain et persécuteur, du conseiller vénal, du prince avare, du clerc courtisan, de l'hypocrite insidieux. » (P. xiv.)

M. De Poorter a établi le texte du traité avec le plus grand soin, en se basant sur trois manuscrits de Bruges, de Paris, d'Oxford, étroitement apparentés (iii). Il aura contenté les plus difficiles. Quelques pages sobres et nerveuses, sous forme d'introduction, donnent une idée nette de la personnalité de Guibert (i), de la nature et de la division du traité (ii).

M. DE WULF.

ÉLECTIONS.

Il est procédé à la discussion des titres des candidats à la place vacante de correspondant.

PRIX PERPÉTUELS

PRIX CHARLES DUVIVIER.

IV^e période (1914-1916).

QUESTION POSÉE.

Écrire l'histoire du régime des biens entre époux dans une de nos provinces, au choix des concurrents, à partir du mariage jusqu'après sa dissolution. L'étude s'étendra de l'époque franque à la fin du XVIII^e siècle. — Prix : 1,200 francs.

PRIX BEERNAERT.

La Commission chargée de décerner ce prix propose de l'attribuer à M. Edmond Glesener, pour ses deux volumes : *Chronique d'un petit pays. Monsieur Honoré, Le citoyen Colette.* — Adopté.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

M. Kurth promet les notices De Smet, Monchamp et Bormans ;

M. Wilmotte, celle de Frère-Orban orateur ;

MM. de la Vallée Poussin et Bang, celle de de Harlez.

RAPPORTS.

La Classe entend la lecture des rapports de Dom Berlière et MM. Brants et Pirenne sur *Virgile de Salzbourg et les théories cosmographiques au VIII^e siècle*, par M. Vander Linden. — Impression au *Bulletin*.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. L. de la Vallée Poussin fait une lecture sur la *Morale bouddhique*, publiée ci-après. M. J. Leclercq demande quelques éclaircissements sur la morale bouddhique de l'Inde comparée à celle du Japon.

Notes de morale bouddhique ⁽¹⁾,

par L. DE LA VALLEE POUSSIN, correspondant de l'Académie.

Le problème de la morale est à la mode. On se préoccupe peu d'observer et de faire observer les lois de la morale; ce sont là des soucis d'ordre pratique un peu vulgaires et désuets. Mais on se demande avec anxiété, avec une anxiété bien louable, s'il existe une morale scientifique, une morale capable de survivre aux systèmes religieux qui, depuis très longtemps, abritent la règle des mœurs, lui confèrent un caractère obligatoire et la couronnent d'une sanction.

L'ambition d'un modeste bouddhisant ne peut être, rassurez-vous, d'évoquer cette redoutable controverse et d'examiner si, comme le croit Marc Aurèle, « ce qui n'est point utile à la ruche ne l'est pas non plus à l'abeille » (VI, 54), si, comme veut bien le dire Jules Lemaitre, l'égoïsme est au fond une duperie; — mais peut-être retiendra-t-il un instant votre attention en exposant, très simplement, la manière de voir du Bouddha et des bouddhistes.

Les bouddhistes sont des pessimistes. N'entendez pas seulement que, à leur avis, toute existence, même l'existence des

(1) Le « genre littéraire » duquel relèvent ces notes, est peu compatible avec une grande précision. Déterminer avec exactitude la position des bouddhistes, des diverses écoles bouddhiques, c'est une très longue affaire.

dieux, est douloureuse parce qu'elle est transitoire; que, au cours des transmigrations, nos yeux ont versé plus de larmes qu'il n'y a d'eau dans les océans. Le pessimisme bouddhique est encore d'autre sorte. Pour le Bouddha, comme pour les plus rigoureux interprètes du dogme du péché originel, la nature humaine est vicieuse. Et voici pourquoi et comment.

C'est à peu près par hasard, par l'effet d'une chance miraculeuse, que nous sommes nés en qualité d'hommes, après avoir traversé d'innombrables vies en qualité de damnés, d'animaux ou de revenants. Or, les mauvaises actions qui nous ont précipités dans ces vies douloureuses n'ont pas encore épuisé toute leur efficacité. Les actes portent, en effet, deux espèces de fruits : un fruit de rétribution ou de maturité, un fruit d'écoulement ou de surplus. Un fruit de rétribution : le meurtre, par exemple, mûrit en une existence infernale, en une existence animale. Un fruit d'écoulement, fruit semblable à sa cause et qui se manifeste quand le fruit de rétribution a été mangé : par exemple, un meurtrier, après avoir brûlé de nombreux siècles dans les enfers, pourra renaître dans une matrice humaine, s'il a, jadis, accompli quelque bonne action, — une existence humaine est toujours le fruit de rétribution d'une bonne action, — mais cette existence sera endommagée par l'écoulement du meurtre : le meurtrier aura une vie courte; l'adultère sera, comme de juste, trompé par sa femme. C'est là le premier aspect du fruit d'écoulement. Il en a un second. Le meurtrier sera, dans sa prochaine existence humaine, d'un caractère haineux, écoulement des pensées brutales et haineuses qui l'ont jadis entraîné au meurtre. L'adultère sera, à nouveau, concupiscent. Le roi, les magistrats et les bourreaux qui, sous prétexte de justice, ont fait mourir ou ont incarcéré les malfaiteurs, seront à nouveau remplis d'idées fausses, obnubilés des « préjugés nécessaires » que condamne Tolstoï avec le Bouddha, mais qu'excuse Émile Faguet. De la haine, la haine; de la convoitise, la convoitise; de l'aveuglement, l'aveuglement. A peine échappés de la géhenne, nous portons les passions qui nous y précipiteront.

Et comment profiter de cette vie humaine, aussi difficile à obtenir qu'il est difficile à une tortue aveugle de passer son cou dans un joug flottant à la surface des grandes eaux ? L'homme est capable, en principe, de renoncer au péché et de pratiquer l'ascétisme. Mais il est encore tout humide de la stupidité dont il fut trempé dans les matrices animales. Semblable aux animaux transformés en hommes que Wells fait circuler dans une île de cauchemar, l'homme connaît la loi qui défend de marcher à quatre pattes, mais l'homme ne voit pas le danger qu'il court à ne pas se tenir debout. Les femmes et les Paryas eux-mêmes savent, sans avoir besoin des livres, ce qui est bien et ce qui est mal. Mais nul espoir qu'on fasse l'un et qu'on évite l'autre, si on n'y voit pas quelque avantage.

Le Bouddha est venu, et c'est lui, disent les bouddhistes, qui a enseigné la doctrine de la rétribution des actes dans une autre vie ⁽¹⁾. La morale repose, comme sur un roc ferme, sur cette doctrine. « Nier la rétribution des actes, c'est », disent nos textes, « commettre un péché terrible et rompre toutes les racines de vertu. » — Mais, dira-t-on, comment cette négation, cette opinion fausse, peut-elle être un péché, puisqu'on définit le péché : « ce qui fait tort à autrui » ? Le mécréant, le négateur, ne nuit à personne. — Il ne nuit à personne pour l'instant et en hypothèse, mais il ne manquera pas, à l'occasion, de transgresser toutes les lois ; il tuera, volera, sera adultère (trois péchés de corps) ; il mentira, calomnier, insultera, tiendra des discours oiseux, *stultiloquium*, etc. (quatre péchés de la voix) ; il sera cupide et méchant (deux péchés d'esprit) ; et, s'il commet tous ces crimes, c'est parce qu'il commet le troisième péché d'esprit, le plus grave, le péché de la négation de la rétribution des actes dans une vie à venir.

Cette description de l'homme d'opinion erronée paraîtra

(1) La plupart des indianistes pensent que le Bouddha n'a pas inventé « le dogme de l'acte ». Voir *Christus* (Paris, 1912), p. 260, et mes *Opinions sur l'histoire de la dogmatique* (Paris, 1909), p. 64.

peut-être un peu noire. Mais les moralistes des écoles les plus contraires ne laissent pas de l'approuver. « Celui qui est peu touché de la crainte de Dieu ne saurait longtemps persévérer dans le bien, » dit l'auteur de l'*Imitation* (I, 24). Et Voltaire : « Le mal est qu'un athée puissant qui raisonne conséquemment sera son dieu à lui-même; il me prendra ma fille, ma femme, mon bien, ma vie, quand il sera sûr de l'impunité ⁽¹⁾. »

Cependant le Bouddha ne croit pas que la morale soit seulement, comme dit de la religion M. S. Reinach, « un ensemble de scrupules qui font obstacle au libre exercice de nos facultés ». Il prétend que, non contents de ne pas nuire au prochain, nous lui soyons pitoyables; et ses disciples ont défini l'altruisme dans une formule saisissante : « Si je donne, que me restera-t-il à manger? » (parole d'égoïste). « Si je mange, que me restera-t-il à donner? » (parole de compatissant). — Mais sur quelle expérience asseoir une loi qui contredit dans les termes le principe de la charité bien ordonnée? Nous n'avons pas beaucoup de raisons visibles et expérimentales de pardonner à autrui le mal qu'il nous a fait et celui que nous lui avons fait. Nous en avons moins encore de jeûner au bénéfice d'un estomac étranger. Aussi le Bouddha appuie les préceptes d'altruisme, quels qu'ils soient, sur une expérience transcendante. Témoin infailible des transmigrations de tous les êtres depuis quatre-vingt-onze âges cosmiques, il sait que l'aumône est le principe de toute félicité humaine ou divine. D'abord, elle ne nuit pas : « Je n'ai jamais vu, dit-il, que l'aumône ait appauvri ou ruiné une famille. » Ensuite, il est vrai que l'homme qui ni ne tue ni ne vole..., évitera l'enfer et renaîtra dans une matrice humaine; mais, s'il est avare, il sera pauvre et misérable. Au contraire, l'aumônier sera riche, ou jouira des joies des paradis jusqu'à l'épuisement du fruit de ses aumônes. Cette doctrine dépasse l'expérience humaine, et nos textes le disent nettement : « Que le don procure ici-bas cer-

(1) Publié par Fernand Caussy, d'après les inédits de Saint-Petersbourg; voir *Revue pratique d'apologétique*, XVII, p. 852 (1^{er} mars 1914).

tains avantages, je n'ai pas à en croire le Bouddha, car je constate moi-même ces avantages; mais que le don procure le bonheur dans une autre vie, le Bouddha le dit et le sait; j'en crois le Bouddha, parce que je ne le sais pas par moi-même ⁽¹⁾. »

La loyauté m'oblige à ouvrir une parenthèse. Si justifiée que soit, à mes yeux, la superposition, je ne dis pas la confusion, du « bien » et du « méritoire », du « bien » et du « profitable dans une autre vie », je ne cacherai pas que les bouddhistes confondent souvent et que leurs vues prennent parfois un tour assez désobligeant. La vertu est, à la lettre, un placement à gros intérêts. C'est ainsi que, dans un poème d'Acvaghosa ⁽²⁾, un saint entreprend de dégouter le cousin du Bouddha, Nanda, de son épouse Soundari. Il le transporte au-dessus des forêts de l'Himalaya, où on aperçoit beaucoup de guenons. « Ces bêtes valent-elles ta Soundari? » demande-t-il au prince. « Tu n'y entends rien », répond celui-ci en vers sanscrits. Mais, poursuivant leur vol plané, le saint et le prince arrivent dans le ciel des trente-trois dieux, au sommet du mont Mèrou; et l'amoureux de Soundari tombe en pâmoison devant les déesses. Et quand il sort de pâmoison : « Oh! vraiment, dit-il, ma Soundari n'est qu'une guenon auprès de ces personnes-là! » Et il se déciderait volontiers à pratiquer les vertus, l'ascétisme et la vie religieuse, que récompensent les Houris, si sa destinée ne l'appelait au Nirvāṇa plus proche. Homère n'aurait pas eu d'Iliade à raconter si Pâris avait eu, sur la transmigration, les idées de Nanda, et si les déesses du mont Ida avaient valu les Apsaras du mont Mèrou.

Reprenons et achevons sur un ton moins frivole. Si mal que

(1) Anguttaranikāya, III, p. 82. Texte très important; condamnation formelle des néo-bouddhistes qui transforment le bouddhisme en une philosophie positiviste.

(2) Étité par Haraprasād Chātri, Calcutta, 1910. Les deux premiers chapitres ont été traduits par A. BASTON, *Journal asiatique*, 1912, I, p. 79; l'épisode que nous résumons se trouve dans le chapitre XI. — Par le fait, c'est le Bouddha lui-même qui transporte Nanda dans les cieux, et c'est une vieille guenon borgne, « dont l'aspect fait mal au soleil (?) », qu'il compare à Soundari.

soit arrangé ce monde sublunaire, il n'est pas exact que le mal soit toujours récompensé et que le bien soit toujours puni. Les raisons expérimentales ou purement terrestres d'éviter le mal et de faire le bien sont assez nombreuses. Le discours de Burrhus à Néron, dans le divin Racine, le montre assez :

Vertueux jusqu'ici vous pouvez toujours l'être.....

Vous n'avez qu'à marcher de vertus en vertus.

La vertu est, je ne dirai pas un paradoxe, mais une élégance qui séduit les esprits distingués et les esthètes :

Il choisit la vertu qui lui sembla plus belle.

Et le bouddhiste, énumérant et hiérarchisant les diverses aumônes : « Je donne pour qu'on me donne », « je donne parce que mon père et mes aïeux ont donné », le bouddhiste assigne un rang honorable à l'aumône qu'on fait pour *orner* sa pensée des pouvoirs magiques.

Nos passions, enfin, s'il faut en croire René Descartes, sont bonnes en leur fond. Je n'en crois rien; mais j'admettrai volontiers, avec le Bouddha et La Rochefoucauld, que si toutes les passions sont mauvaises, elles le sont différemment et inégalement. Il y a un bon orgueil, *māna*, qui nous protège du mauvais orgueil et des passions basses. C'est presque tout le stoïcisme : « Pardonnons-leur, pour que le Père céleste nous pardonne », dit le chrétien; et Sénèque : « Je leur pardonne, non pas parce qu'ils sont des hommes, » — étant en effet des brutes et des drôles, — « mais parce que je suis un homme ⁽¹⁾ » :

Je suis maître de moi, je le suis, je veux l'être.

Cependant, il y a au moins une bonne passion, la pitié, qui

(1) J'ai dit : « presque tout le stoïcisme ». Voir MARC AURELE VII, 22 : « Tu aimeras ceux qui t'offensent, si tu viens à penser qu'ils sont pour toi des frères; que, s'ils sont coupables, c'est par ignorance et malgré eux... » — Sur la charité dans le Grand Véhicule, voir *Introduction à la pratique des futurs Bouddhas* (Paris, 1907), pp. 66 et suiv.

est très développée chez quelques-uns. Les bouddhistes disent : « Certains hommes trouvent plaisir à tourmenter le prochain : ces hommes sont, à la vérité, des êtres démoniaques, des êtres « non humains ». D'autres, le plus grand nombre, font souffrir le prochain dès qu'ils y ont quelque intérêt : ce sont vraiment des hommes. Quelques-uns souffrent de la souffrance d'autrui plus qu'ils ne souffrent de leur propre souffrance : ce sont des miséricordieux. »

Le Bouddha, qui sait tout, sait cela et beaucoup d'autres choses encore. Il se fait tout à tous. De même que le catéchisme de Trente et de Meaux, il parle à l'occasion des fondements humains et visibles de la morale. Dans cet ordre d'idées, un des plus illustres parmi ses discours est celui qu'il tint au roi Ajātaśatru, prince peu recommandable, qui avait hâté, et sans aucun ménagement, la mort de son père. Même dans l'Inde des Rajas, le parricide est mal vu. Tout esprit fort et toute main prompte qu'il fût, Ajātaśatru vivait en bons termes avec des moines de toute dénomination, et il aimait à causer philosophie. L'Occident a connu des princes de ce tempérament. Les moines, cependant, restaient en son esprit comme un prodige. Il ne croyait pas plus à l'enfer qu'aux revenants, et ne paraît pas supposer qu'un homme aussi éminent que le Bouddha pût lui-même y croire : « Quels sont donc, lui demande-t-il, quels sont donc, *dans cette vie*, les fruits de la discipline religieuse? Quels sont les bénéfices *immédiats* dont l'espoir vous fit renoncer aux joies du mariage et au trône que votre père, homme excellent et sage, voulait vous abandonner de son vivant? »

Je regrette de ne pouvoir analyser en détail la réponse du Bouddha, qui jette une lumière très vive sur la vie des religieux dans l'Inde du V^e ou du VI^e siècle avant notre ère et sur leur situation sociale. Mais il faut en dégager une grande leçon qui dévoile le secret de l'Inde mystique : si nous sommes trop septentrionaux et trop agités pour la comprendre et l'accepter,

du moins pouvons-nous la goûter. Cette leçon est la leçon des *dhyānas* ou des extases : l'art de plonger la pensée, préalablement purgée de toute passion, dans des recueils de plus en plus abstrus et béatifiques, l'art de s'isoler dans une contemplation sans objet, plaisir plus délicieux qu'aucune joie des sens et plus délicat qu'aucune satisfaction de l'orgueilleuse pensée discursive. — Aussi bien y a-t-il du *dhyāna* dans Bergson, mais sans la sébile à aumônes et sans la robe jaune qu'un moine bouddhique croit nécessaires.

« Le religieux — traduit Eugène Burnouf, non sans quelques inexactitudes, mais dans une langue admirable ⁽¹⁾ — est satisfait du vêtement qui entoure son corps et de la portion de nourriture qui remplit son ventre... Il recherche un lit et un siège isolé, le désert, le tronc des arbres, le creux des rochers, les cavernes des montagnes, les cimetières, les clairières des bois, l'étendue du ciel, un tas de branchages. Revenu de la récolte des aumônes, il s'assied après le repas, les jambes croisées, tenant son corps droit, rappelant devant lui sa mémoire. Alors, ayant abandonné toute cupidité pour le monde, il reste avec son esprit libre de toute cupidité, il purifie son esprit de toute cupidité ; » et de même abandonne-t-il méchanceté, paresse et indolence, orgueil et mauvaises actions, doute enfin. « Ces cinq vices sont comme une dette, comme la maladie, comme la prison, comme l'esclavage, comme le passage dans un chemin difficile : quand le religieux voit que ces cinq vices sont détruits au dedans de lui, le contentement naît en son cœur, comme dans le cœur du débiteur « qui a éteint ses dettes et à qui il reste encore de quoi soutenir une femme », comme dans le cœur du malade guéri, du forçat libéré, de l'esclave affranchi, de l'homme riche et opulent qui est parvenu en lieu sûr. « Après le contentement naît la satisfaction, et alors la con-

(1) Lotus de la Bonne Loi, p. 474.

fiance descend dans son corps; une fois son corps rempli de confiance, il ressent du plaisir et son esprit se renferme en lui-même. Il arrive à la première contemplation, accompagnée encore de raisonnement et de jugement. Il baigne, il inonde, il remplit, il comble son corps du plaisir de cette contemplation : il n'y a pas dans tout son corps un point qui ne soit en contact avec ce plaisir... Il arrive à la deuxième contemplation, affranchie du raisonnement et du jugement et où domine l'unité de l'esprit qui est le calme intérieur. » Il arrive à la troisième, à la quatrième contemplation, de plus en plus calme, de plus en plus heureux. Dès lors, il possède les pouvoirs magiques, il se détache de toute affection. La souffrance du corps ne peut plus l'atteindre, comme les fantaisies d'une femme laissent indifférent l'homme qui s'est détaché de cette femme. Il est heureux, et les dieux eux-mêmes lui portent envie... « Telles sont, ô grand roi, les avantages terrestres et visibles de la vie de religieux. »

Mais je m'aperçois que, voulant parler de la morale bouddhique, j'en suis venu à parler de la mystique. Il y aurait fallu quelques prolégomènes, et c'est un sujet que je reprendrai un autre jour, s'il vous agréé.

**Virgile de Salzbourg et les théories cosmographiques
au VIII^e siècle,**

par H. VANDER LINDEN.

Le mouvement intellectuel des premiers siècles du moyen âge est difficile à décrire et encore plus difficile à comprendre par suite de la rareté et de la pauvreté des sources contemporaines. Pour la période qui précède la renaissance carolingienne, on ne possède que de vagues renseignements, de faibles indices sur les conceptions que l'on se faisait alors de la nature et du monde. Ces circonstances ont favorisé les hypothèses les plus fragiles et les interprétations les plus arbitraires.

Tout l'effort des savants étant orienté à cette époque vers la compréhension des textes sacrés, il en résulte que les domaines théologique et scientifique ne sont pas nettement distincts et que le principe d'autorité qui prévalut dans l'un, s'étendit également à l'autre. Un chapitre de l'histoire de la science d'alors est souvent en même temps un chapitre d'histoire religieuse.

L'accroissement du pouvoir pontifical a exercé ainsi une influence incontestable sur l'évolution des théories scientifiques au VIII^e siècle. L'intervention du souverain pontife en cette matière a dû nécessairement être critiquée à partir du jour où la Réforme a surgi, combattant la suprématie du Saint-Siège.

Le conflit entre Virgile de Salzbourg et Boniface, l'apôtre de la Germanie, à propos d'une question cosmographique, conflit dans lequel le pape Zacharie prononça en faveur de ce dernier, a été relevé d'abord par les adversaires de la papauté. Connue seulement par quelques lignes d'une lettre de Zacharie

à Boniface (748) ⁽¹⁾, cette affaire a donné lieu à une quantité de discussions et de polémiques, envenimées par les querelles religieuses et détournées de leur véritable objet par les idées préconçues. La concision même du passage, constituant l'unique source contemporaine, le rendait obscur pour tous ceux qui l'isolaient du contexte et ignoraient les caractères généraux de la vie intellectuelle de l'époque, ainsi que les conditions dans lesquelles elle s'accomplissait.

Mentionné par Aventin, l'historien de la Bavière à l'époque de la Réforme ⁽²⁾, le conflit entre Virgile et Boniface, dans lequel intervint le pape, fut divulgué par la publication des lettres de Boniface en 1605. Lorsque Kepler formula, quelques années après, les célèbres lois qui vinrent confirmer dans son ensemble le système cosmologique imaginé par Copernic, il rencontra une vive opposition de la part des théologiens, défenseurs de la cosmologie biblique ; et il mentionna alors, comme un exemple de l'hostilité manifestée par la théologie à l'égard des progrès scientifiques, le cas de Virgile, qu'il déclara, à tort cependant, avoir été révoqué par le pape ⁽³⁾. Il se fondait sans doute sur le récit que son maître Maestlin lui avait fait de cette affaire dès 1605, en faisant un parallèle entre Virgile et Copernic ⁽⁴⁾.

Les poursuites intentées contre Galilée par le Saint-Office, poursuites qui aboutirent à sa condamnation (1633), confirmée par le pape, évoquèrent le souvenir d'autres interventions de Rome dans des questions cosmologiques. Tandis que Fromond,

⁽¹⁾ *M.G.H. Epistolae*, III, 360, n° 80.

⁽²⁾ AVENTINUS, *Annales ducum Boiariae*, éd. Riezler, p. 395; *Bayersche Chronik*, éd. Lexer, p. 97. — Le seigneur de la Popellinière signale également ce conflit dans son livre *Les Trois Mondes*. Paris, 1582.

⁽³⁾ *Epitomes astronomiae Copernicanae* (1620) dans les *Opera omnia*, éd. Frisch, t. VI, p. 306 : *Et fuit quidem Virgilius episcopus Salisburgensis à officio dejectus quod id* (Antipodes esse) *esset ausus asserere*.

⁽⁴⁾ Lettre de Maestlin à Kepler dans les *Opera omnia* de celui-ci (éd. Frisch, t. I, pp. 57 et 58).

professeur à Louvain ⁽¹⁾, adversaire de la théorie copernicienne, supposait que la doctrine de Virgile n'était pas contraire à la foi, l'astronome Boulliau émettait l'avis que la doctrine de Virgile avait été déclarée hérétique par suite des déductions qu'il en tirait relativement à l'existence de deux humanités ⁽²⁾. Descartes, défendant le mouvement de la terre contre la théorie traditionnelle appuyée sur la Bible, fait allusion, dans une de ses lettres, à la condamnation de l'hypothèse des Antipodes par le pape Zacharie. Écrivant à son ami le P. Mersenne (avril 1634), il déclare qu'il « ne perd pas tout à fait espérance qu'il n'en arrive [du mouvement de la terre] ainsi que des Antipodes, qui avoient esté quasi en mesme sorte condamnez autresfois » et qu'il espère alors pouvoir publier son livre sur le Monde ⁽³⁾.

L'attitude de Zacharie vis-à-vis de Virgile fut passionnément discutée au XVIII^e siècle, lorsque les idées philosophiques tendirent à augmenter le domaine de la science au détriment de celui de la théologie. C'est alors que certains historiens de l'Église imaginèrent de dédoubler la personnalité de Virgile; d'après eux, il y aurait eu un Virgile orthodoxe, évêque de Salzbourg, et un Virgile hérétique, dont la biographie serait inconnue ⁽⁴⁾. D'autres érudits orthodoxes défendirent le pape Zacharie d'une autre manière. Un jésuite composa pour les *Mémoires de Trévoux* ⁽⁵⁾ une « Dissertation sur les Antipodes », dans laquelle il faisait valoir que la condamnation de Virgile lui-même n'eut pas lieu effectivement et que, d'ailleurs, la lettre de Zacharie ne mentionne pas les antipodes, mais seulement

⁽¹⁾ FROMONDUS, *Ant-Aristarchus sive orbis terrae immobilis*. Anvers, 1631, p. 49.

⁽²⁾ Lettre de Boulliau à Gassendi (21 juin 1633), dans P. GASSENDI, *Epistolae*, t. VI, p. 380.

⁽³⁾ *Œuvres de Descartes*, éd. Adam et Tannery, t. I, p. 288.

⁽⁴⁾ NATALIS ALEXANDER, *Historia ecclesiastica*. Paris, 1719, t. V, p. 652. — PAGI, *Crítica historia... ad... Annales Ecclesiae Baronii*. Anvers, 1727, t. IV, pp. 269-273. — Leur opinion fut adoptée par BARTOLINI, *Di S. Zaccaria papa...* Ratisbonne, 1879, pp. 380-388.

⁽⁵⁾ *Mémoires de Trévoux pour l'avancement des sciences*, janvier et février 1708, p. 130.

un autre monde, d'autres hommes, un autre soleil et une autre lune. Selon lui, « l'idée que l'on avait alors des Antipodes était très condamnable » au point de vue religieux, l'hérésie ne consistant pas dans les termes dont on se sert, mais dans la signification qu'on leur donne. Le même auteur approuve ensuite saint Augustin niant l'existence d'Antipodes.

La discussion est reprise, en 1737, dans la même collection, dirigée par les jésuites ⁽¹⁾. Cette fois, l'auteur déclare nettement que la lettre du pape Zacharie ne fait pas allusion aux Antipodes ou « mortels, qui habitans d'une même sphère, d'un même globe, d'une même terre que nous, se trouvent sur un hémisphère différent et dans des situations diamétralement opposées à la nôtre ».

Les Bénédictins prirent une tout autre attitude : ils ne se bornèrent pas à relater les faits ⁽²⁾, mais attribuèrent à Virgile la priorité de la théorie des Antipodes, en lui reconnaissant de profondes connaissances scientifiques. Les auteurs du tome IV de l'*Histoire littéraire de la France* insistent sur la nouveauté de ses idées : d'après eux, Virgile est « le premier que l'on sache qui ait découvert les Antipodes ou l'autre monde ⁽³⁾ ».

Dans leurs attaques contre l'Église, les Encyclopédistes ne manquèrent pas de rappeler l'affaire de Virgile, mais ils interprétèrent sa théorie comme se rapportant essentiellement à la forme de la terre. Tel fut aussi le point de vue adopté beaucoup plus tard par des défenseurs de Zacharie tels que Seitters, qui intervertit les rôles en attribuant à Virgile la théorie traditionnelle de la terre plate ⁽⁴⁾, et par des admirateurs de Virgile tels

⁽¹⁾ *Mémoires de Trévoux pour l'avancement des sciences*, août 1737, p. 1436.

⁽²⁾ MABILLON, *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti... pars secunda*, Paris, 1672, p. 308.

⁽³⁾ *Histoire littéraire de la France*, t. IV, 1738, p. 19. — La note de la page 26 est encore plus explicite : « Saint Virgile, évêque de Salzbourg, fit une étude particulière de la géographie, pour avoir découvert les Antipodes ou un autre monde qui a son soleil, sa lune et ses saisons comme le nôtre. »

⁽⁴⁾ J.-CH. SEITERS, *Bonifacius*, pp. 435-436. — D'autre part, SCHERER (dans BUSS-SCHERER, *Winfrid-Bonifacius*, p. 297, n. 1) suppose que Virgile admettait l'existence d'une autre terre (*Antichthôn*).

que S. Günther, qui fit une monographie sur l'histoire des doctrines cosmographiques au moyen âge ⁽¹⁾. Ph. Gilbert montra la fausseté de ce point de vue, en essayant de situer la figure de Virgile dans l'histoire des sciences et dans l'histoire de l'Église. Cependant ses préoccupations apologétiques ⁽²⁾ l'entraînèrent à commettre, dans la traduction et l'interprétation des textes, de graves erreurs, dont plusieurs ont déjà été relevées. Il mit en relief ce fait que la théorie de Virgile pouvait impliquer l'existence d'une humanité distincte de la nôtre, ce qui ne concordait pas avec les données bibliques ⁽³⁾; d'autre part, cependant, il se représentait le savant évêque de Salzbourg comme ayant été en rapport avec les premiers découvreurs de l'Amérique, et il se persuadait que le pape Zacharie aurait été converti à l'idée de l'existence d'un autre monde (le Nouveau Monde). Sans adopter ces conjectures qui ne cadrent pas avec les faits contemporains, — on le verra plus loin, — H. Krabbo a repris, dans la monographie très érudite qu'il a consacrée à Virgile et à sa théorie ⁽⁴⁾, la méthode de son prédécesseur en tentant de reconstituer le milieu scientifique et religieux, et a fourni en outre un certain nombre de données nouvelles qui complètent ou rectifient les conclusions de Gilbert.

Les recherches récentes et la publication de textes inédits concernant ce domaine encore si peu exploré de l'histoire de la géographie dans les premiers siècles du moyen âge exigent la vérification des résultats exposés par H. Krabbo et adoptés jusqu'aujourd'hui par la critique. A-t-il déterminé exactement la portée du conflit en question et la valeur scientifique même de

⁽¹⁾ S. GÜNTHER, *Die Lehre von der Erdkrümmung und Erdbewegung im Mittelalter bei den Okcidentalen im Mittelalter*. Halle, 1877, p. 5.

⁽²⁾ PH. GILBERT, *Le pape Zacharie et les Antipodes*. (*Revue des questions scientifiques*, 1882, t. XII.) — Le P. A. P[oncelet] déclare que ce travail constitue à la fois une œuvre de science et d'apologétique. (*Analecta bollandiana*, t. XXIV, p. 454.)

⁽³⁾ C'est ce qu'avait montré, de son côté, OELSNER. *Jahrbucher des fränkischen Reiches unter König Pippin*. Leipzig, 1871, p. 177, n. 1.

⁽⁴⁾ H. KRABBO, *Bischof Virgil von Salzburg und seine kosmologischen Ideen*. (*Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, 1903, t. XXIV.)

la personnalité de Virgile? Lui a-t-il assigné la place qu'il convient dans l'histoire des sciences? Doit-on considérer Virgile comme un novateur, un esprit original et hardi, ainsi que l'avaient déjà affirmé antérieurement presque tous les auteurs ⁽¹⁾? H. Krabbo qualifie, en effet, ses idées cosmologiques de personnelles et originales ⁽²⁾. Bien que puisées en partie à des sources antiques, elles seraient l'aboutissement de théories formulées par Isidore de Séville et Bède le Vénérable. Le grand mérite du savant prélat aurait été de tirer les conséquences de notions et de faits exposés dans les œuvres de ses prédécesseurs. Roger ⁽³⁾ et Hauck ⁽⁴⁾ adoptent cette opinion et Dom L. Gougaud, l'auteur si bien documenté des *Chrétientés celtiques* (1911), déclare Virgile « très en avance sur son époque » et attribue à ce fait les « désagréments qu'il eut à subir » ⁽⁵⁾.

*
* *

Il ne subsiste plus aucun doute au sujet de l'identification du Virgile dont la théorie cosmographique fut dénoncée par Boniface au pape Zacharie et réprouvée par celui-ci. Il s'agit bien de l'évêque de Salzbourg (vers 745-784) qui devint le patron de cette ville et fut canonisé en 1233. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le texte même de la lettre pontificale contenant le

(1) OELSNER, *ouvr. cité*, pp. 176-177, place Virgile au rang des grands penseurs : « ein zu der höheren Einsicht früherer und späterer Jahrhunderte hindurchgedrungener Denker ».

(2) H. KRABBO, *travail cité*, p. 14 : « Virgil war ein durchaus selbständiger und origineller Geist, er wird, was er las, auch durchdacht haben... » — Voir aussi pages 2 et 26.

(3) ROGER, *L'enseignement des lettres classiques d'Ausone à Alcuin*, p. 263.

(4) HAUCK, *Kirchengeschichte Deutschlands*, 2^e éd., t. I, p. 568.

(5) Dom L. GUGAUD, *Les chrétientés celtiques*, p. 152. — Cependant on peut voir avec quelle peine les résultats de l'érudition s'introduisent dans les grands manuels d'histoire ecclésiastique, d'après ce qu'écrivit F. MOURET (*L'Église et le monde barbare*, Paris, 1909, p. 196.) : « Virgile troublait les imaginations en prêchant l'existence, sous la terre, d'un autre monde ayant un autre soleil et une autre lune. »

fameux passage. Virgile y est mentionné non seulement comme auteur de la théorie en question, mais comme ayant été autorisé par le pape à occuper un siège épiscopal (celui de Salzbourg) alors vacant en Bavière; de plus il y figure à côté de Sydonius, qui devint évêque de Passau en 754 ⁽¹⁾. On l'a déjà fait remarquer fort justement, les auteurs qui dédoublent la personnalité de Virgile — ainsi que l'ont fait au XVIII^e siècle le P. Lecointe ⁽²⁾ et A. Pagi ⁽³⁾ — doivent par le fait même dédoubler celle de Sydonius.

Mais les lignes qui précèdent immédiatement le passage relatif à la conception du monde exprimée par Virgile permettent d'affirmer qu'il s'agit bien du personnage devenu évêque de Salzbourg. Elles rapportent une autre accusation formulée contre lui par Boniface, notamment ses intrigues auprès du duc de Bavière en vue de semer la haine entre celui-ci et l'apôtre de la Germanie. On y voit aussi que Virgile prétendait avoir obtenu l'appui du pape pour l'un des diocèses bavarois créés quelques années auparavant par Boniface. Il serait plus qu'étonnant que ce Virgile, exerçant les fonctions d'évêque, aurait dû céder la place à un homonyme qui n'est signalé dans aucune autre source.

* * *

Né vers 710, Virgile — dont le vrai nom est Fergil ou

⁽¹⁾ Le passage relatif à Sydonius et Virgile débute comme suit : *Pro Sydonio autem supra dicto et Virgilio presbiteris...* Le *supra dicto* se rapporte évidemment à *Virgilio*, puisque Sydonius n'est pas mentionné ailleurs dans la lettre.

⁽²⁾ NATALIS ALEXANDER, *Historia ecclesiastica*. Paris, 1719, t. V, p. 652. — G. KURTH, *Saint Boniface*. Paris, 1902, 3^e éd., semble encore plus ou moins influencé par les idées exprimées dans ces ouvrages et qui apparaissent dans BARTOLINI, *Di S. Zaccaria papa ...* Ratisbonne, 1879, pp. 380-388, et GORINI, *Défense de l'Eglise contre les erreurs historiques*, chap. XIII.

⁽³⁾ A. PAGI, *Critica historia chronologica ad univ. annal. eccl. Baronii*. Antv., 1727, t. IV, pp. 269 et 273.

Feirgil ⁽¹⁾ — appartient à cette nombreuse élite de moines instruits que l'Irlande, l'« île des Saints », produisit au VIII^e siècle. Il y fit probablement toute son éducation ⁽²⁾ et profita ainsi de cet enseignement monastique irlandais qui, dès le VI^e siècle, utilisait les textes profanes pour l'interprétation des textes sacrés. Il devint abbé du monastère d'Aghaboe (dans le Queens County, au sud-ouest de Dublin). Suivant l'exemple de beaucoup de ses frères, cherchant le désert « sur mer et au delà de la mer », il quitta son pays « pour l'amour du Christ », comme le dit Alcuin. Il passa sur le continent et séjourna d'abord à la cour de Pépin le Bref, qui, charmé par l'étendue de ses connaissances et l'austérité de ses mœurs ⁽³⁾, le retint près de deux ans auprès de lui (743-745). Dès cette époque probablement, son nom fut latinisé en Vergilius.

Virgile se rendit alors en Bavière, auprès du duc Odilon, soit de sa propre initiative, soit avec une mission du roi des Francs, qui désirait sans doute rattacher à l'Église franque l'Église bavaroise, instituée récemment par Boniface et rattachée par celui-ci à l'Église germanique. L'ancienne hostilité qui existait au point de vue religieux entre Irlandais et Anglo-Saxons se manifesta par quelques conflits entre Virgile et l'apôtre de la Germanie. On y voit le contraste entre l'individualisme des moines irlandais et le rigorisme autoritaire du clergé anglo-saxon, entièrement soumis à l'Église de Rome.

(1) D'après le *Dictionary of National Biography*, dont je n'ai pu contrôler toutes les sources, il était fils de Moeliduin, descendant de Niall of the Nine Hostages.

(2) ALCUIN le déclare formellement :

*Protulit in lucem quem mater Hibernia primum,
Instituit, docuit studiis, nutrit, amavit.*

Carm. CIX, 24, v. 4.

(MGH., *Poet. lat. aevi carol.*, I, p. 340.)

(3) M. ROGER, *L'enseignement des lettres classiques d'Ausone à Alcuin*, Paris, 1905, p. 431, remarque que ce que Pépin aimait surtout en Virgile, c'était la science ecclésiastique; il le retint *propter amorem Dei*. (*Convers. Bagoar. MG. SS.*, XI, p. 6.)

Une première fois, Virgile en appelle, ainsi que son confrère Sydonius ou Sedonius, au pape Zacharie à propos de baptêmes que Boniface avait jugés nuls et inefficaces par suite de l'emploi d'une formule défectueuse par un prêtre ignorant. Dans une lettre adressée à Boniface (1^{er} juillet 746), le pape exprime son étonnement au sujet de l'attitude prise par « son frère et coévêque » en cette circonstance, et déclare valables les baptêmes en question (1).

Un second conflit éclata entre le moine irlandais et l'archevêque « romain », lorsque le premier obtint du duc Odilon, sur la recommandation de Pépin, le diocèse de Salzbourg (vers 746). Après la mort de Jean de Salzbourg, l'un des quatre évêques ordonnés par Boniface en 739, Virgile administra le diocèse tout en restant simple abbé de Saint-Pierre de Salzbourg. Comme lui-même n'avait pas reçu la consécration épiscopale, il s'adjoignit, en qualité de collaborateur, son ami et compatriote Dubh da Crioich ou Dobdagrec, qui, lui, ayant été sacré évêque, exerça les *jura pontificalia* ; Virgile ne faisait ainsi qu'appliquer un usage courant dans son pays, où les abbés-évêques étaient fort nombreux et où la plupart des monastères étaient en même temps des « cités » dans le sens médiéval, même lorsque l'abbé ne portait pas le titre d'évêque (2).

Tout cela se fit sans l'assentiment de Boniface, qui, d'ailleurs, lui attribuait des doctrines hétérodoxes. Il écrivit au pape Zacharie pour lui demander si Virgile avait réellement, comme il le prétendait, été autorisé par le souverain pontife à occuper

(1) Le fait que Virgile est mentionné en même temps que Sydonius dans la lettre adressée à Boniface par Zacharie le 1^{er} juillet 746 prouve qu'il s'agit des deux personnages dont il est question également dans la lettre de 748. — G. KURTH (*Saint Boniface*, p. 147, 3^e éd.) trouve cependant cette question obscure et se demande si le Virgile dont il est question à propos des baptêmes jugés défectueux par Boniface, est le même que celui qui lui causa d'autres embarras en 748.

(2) En Irlande, les évêques étaient souvent soumis à l'abbé qui administrait le diocèse. — W. LEVISON, *Die Iren und die fränkische Kirche*. (*Historische Zeitschrift*, 1912, t. CIX, p. 43.)

un siège épiscopal en Bavière, et pour lui signaler en même temps les agissements ainsi que certaines erreurs de ce moine, dont il avait déjà eu à se plaindre. Virgile aurait notamment intrigué contre lui auprès d'Odilon, duc de Bavière, parce qu'il avait été convaincu d'hérésie par Boniface; d'autre part, il professerait une doctrine fausse au sujet du monde et de l'humanité. C'est cette doctrine qui fait l'objet de ce travail et qui sera examinée dans le paragraphe suivant.

Dans sa monographie déjà citée ⁽¹⁾, H. Krabbo incline à croire que Zacharie avait réellement soutenu Virgile, mais ne voulait pas l'avouer. Il attribue au pape un rôle particulièrement équivoque et mentionne, à l'appui de son opinion, l'attitude analogue prise par le pape vis-à-vis d'Odilon, duc de Bavière († 18 janvier 748), et sa participation au renversement de la dynastie mérovingienne dans le royaume franc ⁽²⁾. La duplicité de Zacharie dans l'affaire de Virgile ne me paraît pas probable, d'autant plus qu'il affirme indirectement ne pas connaître celui-ci : il déclare, en effet, ne pas savoir s'il a été ordonné prêtre ou non ; il s'en serait certainement informé dans le cas où il lui aurait accordé la dispense dont il s'agit. En tout cas, il affirme catégoriquement, dans sa lettre à Boniface, à propos de l'appui accordé à Virgile, qu'il n'en est rien, que « sa méchanceté en a menti ».

Quant à la moralité même de Virgile, elle serait, d'après Krabbo, à l'abri de tout reproche. Mais les sources qu'il signale sont tellement rares et fournissent sur elle si peu d'indices, qu'il est impossible de la dégager ; elle reste absolument énigmatique. D'autre part, Krabbo s'efforce également de disculper Virgile du reproche d'intrigues auprès du duc Odilon. La lettre de Zacharie à Boniface ne mentionne, en ce qui concerne

⁽¹⁾ H. KRABBO, *article cité*, pp. 12 et 13.

⁽²⁾ D'après HAUCK, *Kirchengeschichte Deutschlands*, 2^e éd., t. I. p. 569, il est probable que Zacharie avait autorisé implicitement le duc Odilon à nommer aux évêchés vacants, à l'époque où il appuyait celui-ci (743).

Virgile, que des faits rapportés par Boniface. En tout cas, on ne dispose d'aucun élément controuvant les données de cette lettre.

Je reviendrai plus loin sur les mesures prises par le pape au sujet de la doctrine erronée que Virgile aurait émise sur la constitution du monde. Mais il importe de signaler ici la lettre comminatoire de Zacharie, le sommant de comparaître devant le Saint-Siège, lettre qu'il lui a adressée à lui en même temps qu'à Sydonius, devenu plus tard évêque de Passau, donnant suite ainsi à d'autres plaintes formulées par Boniface contre les deux Irlandais. Il est impossible toutefois de déterminer en quoi consistaient celles-ci. Ce qui est patent, c'est que le pape donne pleinement raison à Boniface. Mais en fin de compte il l'exhorte cependant à la patience : « Ne te laisse pas emporter par la colère, mais avertis, exhorte, persuade et réprimande avec patience de pareils hommes... afin de les ramener de l'erreur dans le chemin de la vérité. Et lorsqu'ils se convertissent, tu sauves leurs âmes ; s'ils persévèrent cependant dans leur obstination, tu ne perdras pas le fruit de tes peines. Mais, suivant le précepte de l'apôtre, évite-les alors. »

On ignore ce qui s'ensuivit. Comme le suppose Krabbo ⁽¹⁾, il est probable que le pape Zacharie ne donna pas tort aux moines irlandais. Cependant, Sydonius, il faut le remarquer, n'obtint l'évêché de Passau qu'en 754, deux ans après la mort de ce pontife, connu pour son caractère bienveillant et conciliant. Boniface vivait encore, mais il était entièrement absorbé par la conversion des Frisons ; son grand âge et ses infirmités ne lui permettaient plus guère de s'occuper de tous les diocèses germaniques, en particulier des diocèses bavarois ⁽²⁾.

⁽¹⁾ H. KRABBO, *article cité*, p. 17.

⁽²⁾ H. KRABBO (*article cité*, p. 17) mentionne l'élévation de Sydonius à l'épiscopat de Passau du vivant de Boniface comme ayant été faite malgré celui-ci. Ce fut plutôt sans doute à l'insu ou sans l'intervention de Boniface, alors en mission en Frise, où il devait trouver la mort, et qui s'était assuré un successeur en Germanie auprès du roi Pépin le Bref.

Virgile déploya une grande activité comme abbé de Saint-Pierre de Salzbourg, administrant le diocèse dont cette ville était la capitale.

Il contribua à l'extension de ce diocèse par l'évangélisation de la Carinthie et de la Styrie : il envoya, à cet effet, des religieux au prince slave Cheitmar, qui avait reçu son éducation au monastère de Chiemsee et qui entretenait avec Virgile des rapports amicaux. La Carinthie et la Styrie furent ainsi annexées au diocèse de Salzbourg.

Au bout de quelques années, Virgile tint sans doute à régulariser sa situation et s'adapta complètement au régime des Églises franque et bavarroise. Le 15 juin 767, c'est-à-dire à la fin du pontificat de Paul I^{er} († 21 juin 767), il se fit consacrer évêque; son ami Dubh da Crioch reçut alors l'abbatiate du monastère de Chiemsee. Dès lors Virgile veilla à ce que son autorité fût reconnue par toutes les églises et tous les monastères élevés dans son diocèse (notamment celui de Oetting, qui voulait être exempté).

Il érigea lui-même à Salzbourg une église en l'honneur de Rupert, le prélat franc qui avait été le premier évêque de Salzbourg, et y fit transporter ses reliques en 774.

Le monastère de Saint-Pierre de Salzbourg, dont il avait été abbé, lui doit probablement le *Liber Confraternitatis*, destiné à contenir les noms de tous ceux, morts ou vivants, qui se rattachaient à cette abbaye ou qui s'intéressaient à elle ⁽¹⁾.

Virgile mourut à Salzbourg le 27 novembre 784. Sa mémoire fut vénérée, non seulement par son successeur Arno (785-821), mais par Alcuin. Comme on l'a remarqué ⁽²⁾, cette vénération n'aurait pu s'établir si le moindre soupçon d'hérésie avait pesé sur le savant évêque.

En 1181, on retrouva à Salzbourg son tombeau ⁽³⁾, qui

⁽¹⁾ *MGH., Necrologia*, t. II, pp. 6-44.

⁽²⁾ KRABBO, *article cité*, p. 20.

⁽³⁾ *MG. SS.*, t. XI, p. 84.

dès lors fut pieusement conservé. Qualifié de saint dès le XII^e siècle ⁽¹⁾, Virgile fut canonisé en 1233 (18 juin) par Grégoire IX. Son procès de canonisation avait été introduit dès 1200 par l'archevêque Eberhard II ⁽²⁾.

En somme, ce que l'on connaît de la vie de Virgile, c'est presque uniquement son activité religieuse. On ne possède que de rares données sur l'étendue de ses connaissances littéraires et scientifiques; sa mentalité ne se laisse guère deviner, pas plus que son caractère. La personnalité de Virgile ne semble pas différer de celle d'autres saints du VIII^e siècle. Elle est complètement dominée par une pensée d'ascétisme et d'évangélisation.

* * *

Pour interpréter le texte relatif à la théorie cosmographique de Virgile, il ne suffit pas de rassembler tous les détails possibles sur sa biographie, il faut encore, comme ont déjà essayé de le faire Ph. Gilbert et H. Krabbo, reconstituer, autant que le permettent les sources trop peu abondantes, le milieu intellectuel auquel appartenait son auteur, étudier l'orientation des esprits, rechercher les sources où l'on puisait les connaissances scientifiques. Mais il est également nécessaire de comparer l'état de la science avant et après l'époque où vivait Virgile de Salzbourg; on pourra ainsi déterminer les rapports qui ont pu exister entre la théorie de Virgile, celles de ses prédécesseurs et celles de ses continuateurs. D'autre part, Virgile ayant déployé surtout son activité dans le domaine ecclésiastique, on doit tenir compte particulièrement de l'évolution religieuse et de son influence sur les conceptions scientifiques.

(1) Introduction du *Book of Leinster*, ed. R. Atkinson.

(2) Les *Annales Mellicenses* (MG. SS., t. IX, p. 510) rapportent à la date du 7 novembre 1288 : *Beatus Virgilius, Juvavensis episcopus, transfertur et canonizatur a venerabili episcopo Salzburgensi Rudolfo*.

Au VIII^e et au IX^e siècle, la science des écoles irlandaises se caractérise par de nombreuses réminiscences de la culture classique. Les premières traces de cette culture s'y révèlent dès le VI^e siècle, avant l'époque de l'encyclopédiste Isidore de Séville. Saint Colomban étudia certainement le quadrivium, entre autres la géométrie ⁽¹⁾. Comme ses confrères, il n'éprouvait aucune méfiance à l'égard de la science païenne, parce qu'il pouvait l'isoler de la religion païenne et cela d'autant plus facilement que celle-ci ne se rattachait, à la différence de ce qui eut lieu en Gaule, à aucune survivance de l'ancien paganisme national.

Les moines irlandais ont repris ainsi les traditions de certains Pères de l'Église. Contrairement à ce que l'on avait admis pendant longtemps, les Pères n'ont pas professé au sujet de la constitution du monde une doctrine uniforme. Il y en eut parmi eux qui attachèrent une grande importance aux hypothèses et aux théories de la science gréco-romaine. Origène († 254) mentionne ⁽²⁾ que saint Clément (II^e siècle) parle de ceux ⁽³⁾ que les Grecs appellent Ἀντίθρονας et de cette partie du monde à laquelle on ne peut atteindre.

Certes, Lactance, saint Chrysostome, saint Augustin et Procope de Gaza combattirent énergiquement cette opinion, mais l'ascendant de la science antique resta si considérable que lorsque, au V^e siècle, Martianus Capella, le maître africain, résuma les sept arts libéraux, son ouvrage servit de guide à un

(1) ROGER, *L'enseignement des lettres classiques d'Ausone à Alcuin*, pp. 230-231.

(2) ORIGÈNE, *De principiis*, II, 3, 6 : *Meminit sane Clemens, apostolorum discipulus, etiam eorum, quos ἀντίθρονας Graeci nominarunt atque alias partes orbis terrae [dicit], ad quas neque nostrorum quisquam accedere potest, neque ex illis, qui ibi sunt, quisquam transire ad nos, quos et ipsos mundos appellavit, cum ait : « Oceanus intransmeabilis est hominibus et hi, qui trans ipsum sunt mundi, qui his eisdem dominatoris dei dispositionibus gubernantur. »*

(3) Toutefois on ne peut en inférer qu'ils admettaient la sphéricité de la terre.

grand nombre de commentateurs des textes sacrés ⁽¹⁾. On y trouve exposé tout le système de la division de la terre en quatre œcumènes opposés les uns aux autres, système qui remonte, par l'intermédiaire de Cratès de Mallos (II^e siècle avant J.-C.), à Platon et aux Pythagoriciens ⁽²⁾.

D'autre part, le commentaire du *Songe de Scipion*, de Cicéron, par Macrobe, philosophe néoplatonicien du V^e siècle, remettait en honneur la croyance à l'existence du monde de l'antichthone ou des Antipodes, séparé du nôtre par la zone torride, réputée infranchissable.

Cependant, le rapprochement de ces théories avec la cosmologie biblique donna lieu à des hésitations, à des doutes sur leur solidité, et la science païenne devint particulièrement suspecte dans tous les pays qui avaient fait partie de l'Empire romain.

Les textes profanes n'étant utilisés que pour pénétrer le sens des textes sacrés, on les passe sous silence du moment qu'ils sont en contradiction avec ceux-ci, ou bien on les interprète de manière à les faire concorder avec eux. C'est ce que fait Isidore de Séville (570 (?) - 636), qui, à l'imitation de saint Augustin, range parmi les fables ce que les Anciens racontent au sujet des Antipodes, habitant un autre monde ⁽³⁾. Il n'admet pas même d'ailleurs la sphéricité de la terre ⁽⁴⁾ et considère les Anti-

⁽¹⁾ Au VI^e siècle, Martianus Capella était en usage à Rome (ROGER, *L'enseignement des lettres classiques d'Ausone à Alcuin*, p. 99). — Pour GRÉGOIRE DE TOURS (*Hist. Franc.*, t. X, p. 31), Martianus Capella représente le plus haut degré de la science; il faut se rappeler cependant que pour le célèbre évêque, la sagesse du philosophe est l'ennemie de Dieu. (ROGER, *ouvrage cité*, p. 129.)

⁽²⁾ BERGER, *Geschichte der wissenschaftlichen Erdkunde der Griechen*, pp. 8, 17, 20.

⁽³⁾ ISIDORE, *Etymologiae*, IX, 2, 133 : *Jam vero ii qui Antipodae dicuntur eo quod contrarii esse vestigiis nostris putantur, ut qui sub terris positi adversa pedibus nostris calcant vestigia nulla ratione credendum est, quia nec soliditas patitur, nec centrum terrae...*

⁽⁴⁾ GILBERT, *Le pape Zacharie et les Antipodes* (*Revue des questions scientifiques*, 1882, t. XII, p. 486), KRETSCHMER, *Die physische Erdkunde im christlichen Mittelalter*, p. 51, et KRABBO, *article cité*, p. 7, ont mal interprété les textes d'Isidore

podes comme un peuple monstrueux ou fabuleux, qu'il situe cependant dans une quatrième « partie » de l'*orbis terrarum*, absolument inconnue ⁽¹⁾. On voit comment Isidore a combiné des données de la science antique avec celles de la théologie. Il a adapté une théorie profane à la conception biblique du monde. Ses idées se rapprochent donc bien plus de celles de Cosmas Indicopleustès que de celles des auteurs païens ⁽²⁾.

Un autre grand encyclopédiste, le principal organisateur de l'enseignement monastique en Angleterre, Bède le Vénérable (672-735), tout en ayant puisé à de nombreuses sources dérivées de l'Antiquité, traite la question — il est étonnant qu'on ne l'ait

et le croient partisan de la sphéricité de la terre. Cf. MILLER, *Mappaemundi*, t. I, p. 28, n. 2 — On peut rapprocher dans les *Etymologiae* les passages XIV, 1, 1 : *Terra totum orbem significat*, et XIV, 2, 1 : *orbis a rotunditate circuli dictus, quia sicut rota est*. — Voir aussi le *De natura rerum* d'Isidore, chapitres IX, XI, XL et XLV.

(1) ISIDORE, *Etymologiae*, XIV, 1, 1 : *Terra est in media mundi regione posita, omnibus partibus coeli in modum centri aequali intervallo consistens*; XIV, 5, 17 : *Extra tres autem partes orbis quarta pars trans oceanum interior est in meridie, quae solis ardore nobis incognita est, et in cuius finibus antipodes fabulose inhabitare produntur*. D'après PHILIPPI, *Die historisch-geographischen Quellen in den Etymologiae des Isidorus von Sevilla*, t. I, p. 30, Isidore aurait utilisé SERVIUS. *Georg.*, I, 235, et *Aen.*, VI, 127.

(2) BEAZLEY, *The dawn of modern geography*, I, 367, attribue à tort à Isidore une grande largeur de vues du fait que celui-ci mentionne les Antipodes. — K. MILLER, *Mappaemundi*, t. I, p. 28, range avec raison Isidore de Séville parmi les adversaires de la sphéricité de la terre, mais prétend que les Pères de l'Eglise ont suivi ce qu'il appelle la tradition romaine, représentée par Mela, Pline, Cicéron et Solinus. Or, Pline affirme que la sphéricité de la terre est admise par les gens instruits (*Hist. nat.*, II, 65; voir aussi II, 70). — Cf. CICÉRON, *De nat. Deor.*, II, 18, 19. — D'autre part, MACROBE (V^e siècle), dans son *Commentaire du « Songe de Scipion »*, œuvre de Cicéron, parle formellement de *globositas terrae* (I, 16, § 6; I, 15, § 16). — SÉNÈQUE (*Natural. Quaest.*, IV, 11) compare la terre à une balle.

Il faut donc en conclure que Isidore a été influencé, non par la tradition romaine, mais par la tradition biblique, ainsi que le pense K. KRETSCHMER, *Die physische Erdkunde im christlichen Mittelalter*, pp. 50 et 54.

pas encore remarqué jusqu'à présent — dans le même sens et d'une manière plus catégorique ⁽¹⁾. C'est qu'il subordonne complètement la « philosophie », c'est-à-dire la science antique, à la théologie. Il ne transmet donc qu'une science mutilée, mais il en est suffisamment imprégné pour en adopter certains résultats incontestables, comme la sphéricité de la terre ; de bonne foi d'ailleurs il la jugeait compatible avec les données bibliques. Mais il considérait l'hypothèse des Antipodes ou de l'Antichthone comme trop mal établie et sans doute en contradiction avec l'Écriture, se rangeant ainsi du côté de la majorité des Pères de l'Église et spécialement de saint Augustin. Il était d'ailleurs un esprit assez positif, ennemi de la spéculation. Au surplus, pour défendre son point de vue, il choisit dans Pline un passage qu'il croit favorable à sa thèse, alors que ce même auteur affirme nettement l'existence d'Antipodes ⁽²⁾.

Tel est l'état de la question du monde antipode, lorsque Virgile de Salzbourg formule sa théorie. D'après la lettre pontificale de 748, elle se résume en ces quelques mots : « Il y a sous la terre un autre monde, d'autres hommes, ainsi qu'un autre soleil et une autre lune ⁽³⁾. »

Les termes « sous la terre », ici comme chez les auteurs immédiatement antérieurs et postérieurs à Virgile, signifient

⁽¹⁾ BEDA, *De temporum ratione* (MIGNE, *Patr. lat.*, t. XC, col. 456) : *Neque enim vel Antipodarum ullatenus est fabulis accomodandus assensus, vel aliquis refert Historicus vidisse, vel audisse, vel legisse [es]se qui meridianas in partes solem transierunt hybernium, ita ut eo post tergum relicto, transgressis Æthiopum fervoribus, temperatas ultra eos hinc calore, illinc rigore, atque habitabiles mortalium repere-rint sedes. Denique solertissimus naturalium inquisitor, Plinius Secundus, qui non negat terram, etsi sit figuræ pineæ nucis, nihilominus undique incolî, vide quid de us scribens zonis dicat : « Circa, inquit, duæ tantum inter exustam et rigentes temperantur, eaque ipsæ inter se non perviæ propter incendium sideris... »*

⁽²⁾ PLINÉ, *Nat. Hist.*, l. II, c. 65.

⁽³⁾ *Quod alius mundus et alii homines sub terra sint seu sol et luna.* (MGH., *Epistolæ*, III, 360, n° 80.)

sous notre œcumène (¹). Il ne s'agit pas d'un dédoublement de la terre, comme dans le système pythagoricien.

Il en résulte que « monde » est pris dans le sens d'ensemble des terres habitées ou œcumène. Les « autres hommes » constituent l'autre humanité habitant « sous la terre » un autre œcumène, l'antœcumène.

Quant aux expressions « autre soleil et autre lune », elles semblent, au premier abord, déconcertantes. En les prenant au sens littéral, on est forcé d'attribuer à Virgile une hypothèse qui n'aurait pu se comprendre qu'après les grandes découvertes scientifiques du XVI^e et du XVII^e siècles. Ce serait faire de lui une sorte de précurseur des savants qui ont défendu la pluralité des mondes, alors qu'il ne disposait d'aucune preuve ni d'aucune autorité. La dualité des astres du jour et de la nuit était d'ailleurs en contradiction trop flagrante avec le livre de la Genèse, pour être admise un seul instant par un homme du VIII^e siècle, et surtout un ecclésiastique, quelle que fût son indépendance d'esprit.

La masse des contemporains de Virgile ne concevait pas alors un autre monde sans soleil et sans lune, et devait en déduire l'existence d'un autre soleil et d'une autre lune. Mais dans l'esprit même de Virgile, il s'agissait simplement d'un autre ciel, d'un ciel différent du nôtre, par ce fait que, dans « l'autre monde », le soleil et la lune ne sont pas vus sous le même angle que chez nous et occupent par conséquent d'autres positions dans le ciel, amenant ainsi notamment des saisons « opposées » aux nôtres. On doit interpréter ces expressions au sens figuré, comme dans le vers de son homonyme, le poète latin tant vanté et des œuvres duquel on connaissait de nombreux fragments dès le haut moyen âge : *alio patria sub sole jacens*. En traduisant

(¹) BEDA, *De temporum ratione*. (MIGNE, *Patr. lat.* t. XC, pp. 452-453.) — Cf. les commentaires de Martianus Capella par Jean Scot et d'autres. (RAND, *Johannes Scotus*, dans TRAUBE, *Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie des Mittelalters*, t. I, pp. 22, 23.)

littéralement la phrase résumant la théorie de Virgile, ainsi que l'ont fait certains auteurs, on travestirait sa pensée de même qu'on a travesti celle de Xénophane ⁽¹⁾ dans l'Antiquité, en lui attribuant l'opinion qu'il existe cinq mondes, éclairés chacun par un soleil et par une lune, alors qu'il n'a fait qu'exposer la théorie des cinq zones de la terre, éclairées différemment par le soleil et par la lune ⁽²⁾. C'est précisément contre Xénophane que Lactance s'est élevé à propos de l'hypothèse qu'il lui attribue d'un monde antipode, « peuplé d'hommes et de toutes sortes d'animaux ⁽³⁾ ».

Virgile a-t-il été mal compris aussi par quelques-uns de ses contemporains, par le pape Zacharie lui-même ? C'est ce qu'on ne saurait dire, mais le texte même formulant sa théorie dans la lettre de celui-ci paraît absolument clair au regard des modernes.

Est-il possible de retrouver les sources d'information de Virgile et de préciser ainsi encore mieux sa théorie ?

On peut répondre affirmativement à cette question, surtout depuis que l'on connaît la manière dont la théorie des Antipodes a été traitée par des savants de même nationalité que Virgile, appartenant à une ou deux générations plus jeunes que la sienne, mais formés, peut-on dire, à la même école que lui.

(1) πολλοὺς ... ἡλίου καὶ σελήνης κατὰ κλίματα. DIELS, *Dox. Gr.*, pp. 141, 565, d'après BERGER, *Geschichte der wissenschaftlichen Erdkunde der Griechen*, 2^e éd., p. 190.

(2) Le mérite d'avoir mis en lumière la vraie théorie de Xénophane revient à H. BERGER, *Untersuchungen über das kosmische System des Xenophanes. (Berichte der kgl. sächs. Ges. der Wissenschaften, phil. hist. Klasse, avril 1894, p. 30.)* — Voir aussi, du même, *Geschichte der wissenschaftlichen Erdkunde der Griechen*, 1903, 2^e éd., pp. 186 et suiv.

(3) LACTANCE, *Institutionum epitome*, 34 (éd. S. Brandt, 1890, t. I, p. 709) : *itaque intra sinum ejus (terrae) aliam terram contineri, quae ab hominibus et omnis generis animalibus incolatur. De antipodis quoque sine risu nec audiri nec dici potest, adseritur tamen quasi aliquid serium, ut credamus esse homines qui vestigiis nostris habeant adversa vestigia.*

Dans une étude sur Jean Scot Érigène, E. K. Rand a déjà signalé quelques textes montrant le procédé suivi par les érudits du IX^e siècle dans l'étude de la théorie des Antipodes ⁽¹⁾. Il consiste uniquement à commenter des auteurs de la fin de l'antiquité et du début du moyen âge. Jean Scot lui-même a commenté Martianus Capella : en ce qui concerne les Antipodes, il ne fournit que des paraphrases ou des définitions ou explications qui n'ajoutent rien au système des quatre continents opposés deux à deux, exposé par le fameux encyclopédiste ⁽²⁾. Mais il est intéressant de constater que Jean Scot, traitant la question des Antipodes dans un commentaire de Boèce, combat l'idée qu'il puisse y avoir une autre humanité en dehors de la nôtre. Il émet cette opinion à propos d'un passage où il est question du premier homme. « Si tous les hommes, dit-il, descendent d'Adam, d'où sont issus les Antipodes? Quelqu'un d'ailleurs a-t-il jamais pu aller sous la terre ⁽³⁾? » Il n'admet donc pas, on le voit, les Antipodes et Rand suppose qu'il a changé d'opinion à ce sujet ⁽⁴⁾. Mais il se pourrait qu'il faille combiner les deux passages et que, dans le premier, Jean Scot n'ait fait, tout comme à propos de cette même question Honorius d'Autbourg au XII^e siècle ⁽⁵⁾, qu'expliquer un texte sans pour cela partager les idées qui y sont exprimées. Il est intéressant de constater, en tout cas, que Remi d'Auxerre (IX^e siècle) a copié

⁽¹⁾ RAND, *Johannes Scotus*, dans les *Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie des Mittelalters*, 1906, t. I, pp. 21 et suiv.

⁽²⁾ D'après MANITIUS (*Gesch. der lateinischen Litteratur im Mittelalter*, p. 335), le commentaire de Jean Scot procède de la même source, probablement irlandaise, que celui de Duncan.

⁽³⁾ C'est, on le voit, sur la foi de la Bible qu'il rejette l'hypothèse des Antipodes.

⁽⁴⁾ RAND, *travail cité*, p. 22. — D'autre part, le même auteur (p. 21) cite un passage de Heiricus, défendant la théorie des Antipodes en se basant sur un texte de Prudence.

⁽⁵⁾ HONORIUS, *De philosophia mundi* (MIGNE. *Patr. lat.*, t. CLXXII, col. 85) : *de illis (habitationibus) quos nos non credimus esse, propter intellectum lectionis philosophiarum aliquid inde dicamus.*

en grande partie ce commentaire et y a ajouté quelques détails concernant les œcumènes ⁽¹⁾.

Aux textes publiés par Rand concernant la question des Antipodes, on peut joindre celui de Duncan ou Duncad, contemporain et compatriote de Jean Scot, qui écrivit, de son côté, un commentaire de Pomponius Mela, sous le titre : *Annotationes in librum primum Pomponii Melae de situ orbis*. A propos du mot *antichtones*, il reproduit la théorie des quatre œcumènes en montrant les oppositions des saisons pour les deux hémisphères ⁽²⁾. En outre, il marque que le terme « antichtones » désigne en général tous ceux qui habitent « au delà de l'équateur ». Une autre note relative à la zone torride est particulièrement intéressante parce que Duncan suppose qu'elle peut être franchie, opinion qui n'a guère été partagée au moyen âge, mais d'où résulterait qu'il n'y a qu'un seul monde, et par conséquent une seule humanité. Quoi qu'il en soit, la théorie de Mela se rapproche plus, on le verra, de celle exprimée par Virgile que celle de Martianus Capella.

A côté de ces œuvres, il faut encore citer parmi les sources qui devaient être familières à Virgile, certains textes invoqués par quelques-uns de ses compatriotes qui ont été peut-être ses disciples. Le plus typique est le commentaire du *Songe de*

(1) Bibliothèque nationale à Paris, MS. lat. 8786, fol. 85 : *Sicut enim nos antipodes illos qui sunt in brumali circulo habemus subtus nos positos, ita illi antikoes alios antipodes subtrahunt constitutos, quos vocant antictones, id est contra terranes.*

(2) *Annotationes in librum I Pomponii Melae de situ orbis D. Duncani Macruderii Scoti*. (Bibliothèque nationale à Paris, MS. lat. 4854) Fol. 5, « *Antichtones* » : *Populi terrae ad invicem collati dicuntur vel peræssi [= periæci] vel andæssi [= antæci], vel antipodes vel etiam antichtones; penoesi quidem qui circum colunt eundem parallelum generaliter vocari possunt et pariter [en marge : et paria] anni tempora agunt. Andoesi qui sub eodem meridiano continentur, sed ita ut alteri citra æquatorem, alteri trans æquatorem sint, utrique totidem gradibus ab eo distantes, et medium diem et medium noctis simul habent, sed anni tempora non pariter. Antipodes qui obvertunt invicem vestigia : antichtones generaliter omnes qui ultra æquatorem sunt. — « Ob ardorem » : Seculo Melae per zonam torridam navigare pauci aut certe nulli audebant ideo hemispherii alterius situs ignorabatur.*

Scipion, par Macrobe, qui a servi notamment à Dungal, l'astrologue ⁽¹⁾, pour l'explication des éclipses (844) : il y est question non seulement de la zone australe habitable, mais d'autres hommes n'appartenant pas à notre genre humain ⁽²⁾, et le commentateur y insiste sur ce fait que la zone torride empêche les communications entre les deux zones tempérées. En outre, il montre que le soleil éclaire la zone australe d'une manière différente que la nôtre.

Chez tous les cosmographes irlandais qui ont très probablement suivi la même méthode que Virgile, on remarque donc le même traditionalisme, l'absence complète d'initiative. Leur science est toute livresque, toute d'emprunt ; elle n'est pas basée sur des témoignages contemporains de faits observés. Bien plus, elle ne fournit aucune idée nouvelle, aucune explication dénotant une étude particulière et attentive de l'une ou l'autre théorie. On peut donc en inférer que les connaissances de Virgile, et surtout sa théorie des Antipodes, étaient entièrement empruntées soit à ses prédécesseurs immédiats, soit aux auteurs de la fin de l'antiquité ou du début du moyen âge. Virgile étant réputé comme géomètre, le texte qu'il a commenté pourrait être la partie de l'ouvrage de Martianus Capella relative à la « géométrie ». Cependant les termes de la lettre pontificale résumant sa théorie des Antichthones ou Antipodes rappellent plutôt le *De situ orbis* de Pomponius Mela et le commentaire du *Songe de Scipion*, par Macrobe. En effet, tandis que Martianus admet quatre mondes opposés, Mela n'en donne que

⁽¹⁾ MIGNE, *Pat. lat.*, CV, col. 465.

⁽²⁾ MACROBE, *Commentarium in somnum Scipionis*, l. II, 5, 3 : *Duo [cinguli] sunt habitabiles, quorum australis ille, in quo qui insistent adversa vobis urgent vestigia, nihil ad vestrum genus ; — l. II, 5, 16 à 24 : licet igitur sint hae duae « mortali-bus aegris munere concessae divum » quas diximus temperatas, non tamen ambae zonae hominibus nostri generis indultae sunt, sed sola superior... Illa vero... sola ratione intelligitur, quod propter similem temperiem similiter incolatur, sed a quibus neque licuit umquam nobis nec licebit agnoscere, interjecta enim torrida utrique hominum generi commercium ad se denegat commendandi... idem sol illis et obire dicetur nostro ortu et oriatur, cum nobis occidet.*

CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 2 avril 1914.

M. Juliaan DE VRIENDT, directeur de la Classe et président de l'Académie.

M. Lucien SOLVAY, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. J. Brunfaut, *vice-directeur*; G. De Groot, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, Louis Lenain, L. Frédéric, A.-J. Wauters, Émile Claus, J.-B. van den Eeden, L. Blomme, Sylv. Dupuis, Maurice Kufferath, Fernand Khnopff, *membres*; K. Mestdagh, Paul Bergmans, Victor Horta, Alexandre Struys, E. Wambach, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel; le comte de Lalaing, Winders, Du Bois et Hulin de Loo, *membres*.

La Classe prend connaissance, avec un profond sentiment de regret, de la mort de Sir Hubert von Herkomer, associé de la Section de peinture à Londres.

M. le Président félicite M. Brunfaut, nommé membre d'honneur de l'*Architekt-Verein* de Berlin.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts soumet à l'appréciation de la Classe le deuxième rapport, accompagné de douze esquisses, de M. Jean Colin, lauréat du concours de Rome pour la peinture en 1910. — Commissaires : MM. Baertsoen, Frédéric et Khnopff.

— M. Jef Huygh, lauréat du grand concours d'architecture, envoie son troisième rapport. — Commissaires : MM. Winders, Horta et Blomme.

— Les dessins de M. Louis Buisseret, lauréat du grand concours de gravure, seront examinés par M. Lenain.

RÈGLEMENT DES CONCOURS DE ROME.

La Classe reprend la discussion du projet de revision des règlements des concours de Rome.

Les modifications proposées pour la musique et la gravure sont adoptées à l'unanimité.

Pour les concours d'architecture, MM. Blomme, Winders et Horta proposent de nouvelles modifications qui seront imprimées et distribuées. M. Brunfaut propose de réunir la Section le jeudi 30 avril, à 10 heures. — Adopté.

M. De Vriendt propose, de son côté, une modification au règlement du concours de peinture relativement à la durée de la période de voyage. — Impression et distribution.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Calogeros (J.-P.). La politique monétaire du Brésil. Rio de Janeiro, 1910; gr. in-8° (526 p.).

Cumont (Georges). Bibliographie, 1878 à 1913. Bruxelles, 1913; in-8° (15 p.).

Dewert (Jules). Épigraphie du Hainaut. Ville d'Ath, mars 1910; extr. in-8° (95 p. et pl.).

— Canton d'Ath. Mons, 1914; extr. in-8° (197 p., gr. et pl.).

Fris (Victor). Histoire de Gand. Bruxelles, 1913; pet. in-4° (371 p. et gr.).

— Oud-Vlaenderen. Bruxelles, 1913; in-8° (37 p. et gr.).

Waltzing (J.-P.). Octavius (Dialogue entre un païen et un chrétien), de M. Minucius Felix. Louvain, 1914; in-16° (87 p.).

BRUXELLES. *Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics*. Agriculture. Recensement général de 1910. Tome 1^{er}, 1913; gr. in-8°.

— *Institut colonial international*. Le régime forestier aux colonies. Tome I à III, 1914; in-8°.

LOUVAIN. *Institut supérieur de philosophie de l'Université*. Le traité *Eruditio regum et Principum*, de Guibert de Tournai O. F. M. (A. de Poorter.) Tome IX, 1914; in-4°.

MALINES. *Fédération archéologique et historique de Belgique*. XXII^e Congrès. Annales. Tome I-II. 1911; gr. in-8°.

Baumeister (Georg). Das Bauernhaus des Walgaues in Vorarlberg. Munich, 1913; pet. in-4° (79 p. et gr.).

Lömpel (Heinrich). Die Monumentale Tome in der Architektur. Munich, 1913; in-fol. (72 p., pl.).

PARIS. *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*. Mémoires de l'Institut national de France. Tome XXXVIII, 2^e partie, 1911; in-4°.

— Mémoires présentés par divers savants. Tome XII, 2^e partie, 1913; in-4°.

Leitão (Joaquim). Do civismo e da Arte no Brasil. Lisbonne, 1900 (949 p.).

Lima (Oliveira). Aspectos da Litteratura colonial Brasileira. Leipzig, 1896; in-16° (301 p.).

Palau (Lisimaco). Colombia en 1907. Bajo la administracion del Fr. General Rafael Reyes. Bogota, 1907; in-8° (62 p. et portr.).

Sampaio (Theodoro). Atlas dos Estados Unidos do Brazil. Bahia, 1911; in-fol.



CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Séance du 4 mai 1914.

M. H. PIRENNE, directeur de la Classe.

M. J.-P. WALTZING, membre, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. Ern. Gossart, *vice-directeur*; le baron de Borchgrave, le comte Goblet d'Alviella, Ad. Prins, Paul Fredericq, P. Thomas, E. Discailles, V. Brants, J. Leclercq, M. Wilmotte, Ern. Nys, le cardinal Mercier, J. Lameere, A. Rolin, Em. Waxweiler, G. De Greef, H. Lonchay, Eug. Hubert, M. De Wulf, Ern. Mahaim, *membres*; W. Bang, *associé*; Dom U. Berlière, Ém. Vandervelde, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, van Biervliet et Bidez.

— La Classe prend notification, avec un vif sentiment de regret, de la mort de Louis Luccheni, associé, décédé à Bologne.

— Des félicitations sont adressées à M. Willy Bang, nommé membre honoraire de la « Deutsche Shakespeare Gesellschaft », de Weimar, à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la fondation de cette société.

CORRESPONDANCE.

— Par une lettre du Palais, S. M. le Roi fait exprimer ses regrets de ne pouvoir assister à la séance publique de la Classe.

— MM. le Ministre des Sciences et des Arts, le Secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine et le Greffier du Sénat remercient pour les invitations à la même séance.

— Le Directeur du bureau des Congrès de la « Panama-Pacific International Exposition », qui se tiendra à San-Francisco en 1915, invite l'Académie à « tenir une réunion » à San-Francisco entre le 20 février et le 4 décembre.

— Le Président de la *British Academy*, de Londres, demande à l'Académie de vouloir désigner un représentant au comité général en formation pour la célébration, en 1916, du troisième centenaire de Shakespeare. — M. Bang accepte.

— Le Comité d'organisation du premier Congrès international d'ethnologie et d'ethnographie, qui se tiendra à Neuchâtel du 1^{er} au 5 juin 1914, invite l'Académie à se faire représenter.

— M. le docteur Emile Rastl, de Vienne, soumet à l'examen de la Classe un travail sur les moments principaux du processus psychologique et sa relation avec la fonction logique des catégories chez Kant. — Renvoi à l'examen de M. De Wulf.

— Hommages d'ouvrages :

Cent projets de partage de la Turquie; par T.-G. Djuvara (présenté par M. le baron de Borchgrave, avec une note qui figure ci-après);

Mélanges sur Beloril, par Jules Dewert (présenté par M. Ern. Gossart, avec une note qui figure ci-après);

Prince de Ligne. Lettres à la Marquise de Coigny, édition du centenaire, par Henri Lebasteur (présenté par M. Maurice Wilmolte, avec une note qui figure ci-après);

The stages in the social history of capitalism, par Henri Pirenne;

Rapport sur le concours pour le Prix Herpin. Discours, par Robert Parisot, associé.

— Remerciements.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

J'ai l'honneur de faire hommage à la Classe de l'ouvrage de M. Djuvara, Ministre de Roumanie à Bruxelles : *Cent projets de partage de la Turquie*. C'est un in-8° de plus de 600 pages, accompagné de 18 cartes destinées à illustrer le texte et précédé d'une préface de M. Louis Renault, membre de l'Institut, associé de notre Académie royale. Il serait malaisé d'en faire une analyse même superficielle. La documentation est touffue et elle démontre que l'auteur possède une connaissance parfaite de la matière et un jugement d'une solidité remarquable.

L'exposé de ces cent projets est aussi instructif que curieux : c'est comme une suite de tableaux ou notices présentant un résumé de l'histoire officielle ou occulte des rapports de l'Europe avec l'Empire ottoman.

Il y a d'abord des projets de conquête de la Terre-Sainte qui ne sont que des suites des Croisades ; puis viennent les projets postérieurs à l'établissement des Turcs en Europe, qui ont un caractère plus particulier. Les uns sont dus à des souverains pontifes, tels que Léon X et Pie V, qui envisagent le bien général de la chrétienté ; les autres sont le fait de monarques,

comme François I^{er} et Louis XIV, Pierre le Grand, la Grande Catherine et Joseph II, Napoléon, Alexandre I^{er} et Nicolas de Russie, qui ont en vue des buts plus personnels. Des savants, comme Erasme, Leibniz et Volney, élaborent des plans de partage, tout comme les hommes d'État de divers pays, Sully avec son « grand dessein », le Père Joseph et Richelieu, Alberoni, Herzberg, ministre de Frédéric II, Talleyrand, Metternich, Pozzo di Borgo, Nigra; puis encore des princes, tels que le duc de Nevers et Vasile Lupu de Moldavie; aussi bien que des hommes de guerre, tels que Turenne; des philosophes, comme l'abbé de Saint-Pierre. Tous concurent l'idée plus ou moins pratique ou chimérique de déloger les Turcs de l'Europe et de partager leur empire entre les princes chrétiens.

Nous ne pouvons nous arrêter à tous ces plans, mais il est à propos de relever qu'en Belgique même on n'est pas resté indifférent à ces graves conceptions.

Dès le milieu du XIV^e siècle, notre compatriote Jean le Long, d'Ypres (Jan de Langhe, *Iperius*), abbé de Saint-Bertin, traduit en français le projet du prince arménien Hetoum tendant à mettre la Terre-Sainte aux mains des chrétiens; mais il conseillait au pape de commencer la conquête par l'Arménie.

Les desseins de Philippe le Bon sont connus. Il commença par envoyer en Orient son écuyer tranchant Bertrandon de la Broquière, afin d'y opérer une reconnaissance de l'état des choses ottomanes. Mais ce n'est qu'un quart de siècle plus tard, peu après la prise de Constantinople par Mahomet II, que Philippe songe à se mettre lui-même à la tête des forces de son pays pour réaliser le but de la chrétienté. Il y a quelques années à peine qu'un de nos jeunes savants, M. Doutrepont, a retrouvé et publié l'*Épître à la Maison de Bourgogne sur la croisade turque*, encouragement chaleureux au souverain à centraliser les efforts de l'Europe et à les diriger contre la grande puissance islamique. On ne connaît pas l'auteur de l'*Épître*, qui s'inspirait autant du sentiment populaire que des intentions bien connues du bon duc.

Près d'un siècle plus tard, Nanning, un Frison, professeur à Louvain, écrit sa *Declamatio de bello Turcis gerendo*. Il dédie la plaquette au célèbre archevêque de Gran, Nicolas Olah, Roumain d'origine, secrétaire de Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas. Il pensait que la Reine, qui avait perdu son mari dans la guerre contre le Turc, aurait pu grouper les princes alliés dans un effort contre l'ennemi commun.

Puis, c'est du camp protestant que part un nouveau cri de guerre. L'ardent huguenot, l'habile adversaire du prince de Parme, le capitaine de la Noue, dit Bras-de-fer, prêche, du fond de sa prison où le tient le prince, une attaque de la chrétienté contre la Turquie et un nouveau projet de démembrement. Son discours contient un passage intéressant pour les Roumains, auxquels il accorde une grande importance; mais sa conclusion est empreinte d'un certain scepticisme. « On doit penser, dit-il, que si on s'accordait bien en la conquête il n'y auroit discord au partage. » Scepticisme clairvoyant. Nous avons vu récemment la brouille éclater entre alliés au moment du partage, alors qu'ils avaient eu soin de signer des traités en règle.

Le célèbre avocat et polémiste français Linguet fit un séjour prolongé en Belgique après avoir dû quitter la France, et l'on a retrouvé à la Bibliothèque royale de Bruxelles le manuscrit d'une étude qu'il écrivit chez nous et dans lequel il conçoit un nouveau mode de morcellement de la Turquie. L'étude n'est pas datée; mais elle fut vraisemblablement rédigée en 1771 ou 1776, lorsque Linguet se trouva à Bruxelles revenant de Vienne. Ce qui retient notre attention dans ce travail, c'est que Linguet, en échange des possessions turques à partager entre l'Autriche et la Russie, réclamait généreusement pour la France les Provinces Beligiques.

Ainsi pendant six siècles les peuples chrétiens donnèrent l'assaut, par l'épée ou par la plume, à la puissance ottomane. Dans le silence des cabinets, souverains, hommes d'État, diplomates, publicistes, philosophes méditaient, préparaient la chute de la Turquie. Mais les États chrétiens ne se sentaient plus unis

dans un élan commun de foi contre les infidèles; les intérêts économiques qui les divisaient, les rivalités politiques qui les poussaient les uns contre les autres paralysaient une action générale.

C'est là, pensons-nous, la raison principale du maintien de l'empire des Turcs. Il suffit de rappeler que les diplomates français, tenus de défendre officiellement à Péra l'alliance des fleurs de Lys et du Croissant, étudiaient sous main les moyens les plus propres à ébranler et à ruiner la nation alliée auprès de laquelle ils étaient accrédités. De Brèves, Ministre de France pendant vingt-deux ans à Constantinople, dit, dans un mémoire à Louis XIII, qu'il n'avait cessé, pendant son long séjour sur le Bosphore, à rechercher les voies par lesquelles les princes chrétiens auraient pu découper et se partager le domaine ottoman. Le « grand dessein » de Sully se ment dans le même ordre d'idées qui fut poursuivi jusqu'à nos jours.

Le projet d'Alberoni (1736) nous intéresse par la raison qu'il émettait un vœu d'arbitrage qui fut, cent septante-sept ans plus tard, admis par les Puissances balkaniques sur l'initiative d'un empereur.

Le projet autrichien de 1739 échoua devant l'effort désespéré des Turcs. Il aboutit au traité de Belgrade qui interrompit, pendant cent vingt ans, la marche de l'Autriche vers l'Orient, tout en favorisant le réveil des nations des Balkans. C'est le dernier traité glorieux conclu par la Porte. Dans les lentes combinaisons diplomatiques qu'il nous expose avec une compétence si avertie, M. Djuvara fait ressortir l'ascension graduelle des populations roumaines, lesquelles, réunies en un faisceau, étaient destinées à devenir la Belgique de l'Orient, et qui ont mérité de la part d'un des plus notoires académiciens français ce vif éloge : « La Roumanie a de belles et hautes traditions; la Roumanie a joué, à diverses reprises, un rôle décisif dans l'histoire des chrétientés balkaniques; la Roumanie a commencée cette histoire, étant l'ainée; étant l'ainée, elle peut bien devenir la tutrice. » (G. Hanotaux.)

En conclusion, le livre de l'éminent diplomate roumain — qui contient en appendice une série de documents officiels relatifs aux récentes mêlées balkaniques — éclaire d'un jour nouveau, lumineux et suggestif les événements séculaires qui ont précédé l'évolution actuelle. Il est destiné à faciliter les études de tous les esprits soucieux des destinées de l'Orient.

B^{on} DE BORCHGRAVE.

Mélanges sur Belœil, par Jules DEWERT.

M. Jules Dewert, qui s'est fait connaître avantageusement par des recherches sur la ville d'Ath, vient de publier trois ouvrages, dont deux ont été offerts à l'Académie au mois d'avril ; ils concernent l'épigraphie de la ville et du canton d'Ath et répondent au projet, formé dès 1877 par le Cercle archéologique de Mons, de recueillir les épitaphes et inscriptions de la province de Hainaut. Le troisième travail, que j'ai l'honneur de présenter à la Classe des lettres, est intitulé : *Mélanges sur Belœil*. Il contient notamment : une notice sur le sceau échevinal de Belœil ; des inventaires des meubles du château en 1559 et 1794 ; une liste de maires et d'échevins au XIV^e siècle ; des analyses d'actes scabinaux de 1293 à 1397. L'auteur y a joint deux portraits du prince Charles-Joseph de Ligne, l'un d'après le tableau de C. le Clercq gravé par Cardon, l'autre d'après une très curieuse peinture représentant le prince à l'âge de huit ans, qui fait partie des collections de Belœil.

Le nouveau travail de M. Dewert se recommande particulièrement à l'attention au moment où le Cercle archéologique d'Ath se prépare à célébrer la mémoire du fameux écrivain et homme de guerre.

ERNEST GOSSART.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe les *Lettres du Prince de Ligne à la Marquise de Coigny*, éditées par M. Henri Lebasteur.

C'est une publication qui sera bien accueillie. Elle semble, en effet, avoir été entourée de soins dont s'étaient dispensés les prédécesseurs de cet érudit. M^{me} de Staël avait infligé au texte original une revision pédantesque et puritaine à la fois, qui est bien plaisante de la part d'une personne dont le tempérament ne connut aucun frein. D'une façon générale, ce maquillage avait nui à la prose du Prince de Ligne, prose alerte, gaillarde même, parfois incorrecte, mais toujours chargée de sens, et comme de poudre fulminante. Le plaisir délicat qu'on goûte à retrouver ici, au naturel, ce génie fait de spontanéité, mais si heureusement servi par les circonstances de sa jeunesse et ordonné à l'aide d'un goût si ferme !

L'édition de M. Lebasteur prend rang dans une entreprise beaucoup plus vaste, dont M. Félicien Leuridan a la conduite et qui, si elle est bien menée, équivaldra à une résurrection. On ne lit plus guère les œuvres du Prince, et on peut le regretter. Des publications comme celle-ci contribueront à un réveil de curiosité, dont il faut espérer que les fêtes du Centenaire n'auront été que l'aimable prétexte.

M. WILMOTTE.

ÉLECTIONS.

Il est procédé, en comité secret, à l'élection d'un correspondant en remplacement de M. Ernest Mahaim, élu titulaire.

M. L. Dupriez, professeur à l'Université catholique de Louvain, est élu.

— M. Pirenne est réélu délégué auprès de la Commission administrative pour l'année 1914-1915.

CONCOURS POUR L'ANNÉE 1914
ET PRIX PERPÉTUELS.

Section d'histoire et des lettres.

SIXIÈME QUESTION.

Faire une étude critique des thèses soutenues jusqu'ici sur la parenté qui existe entre l'Apologétique de Tertullien et l'Octavius de Minucius Felix, et particulièrement de la thèse récente de M. Richard Heinze. — Prix : huit cents francs.

Rapport de M. Waltzing, premier commissaire.

« Le gros mémoire (321 pp. in-folio) que nous avons à juger et qui est signé, pourrait s'intituler : *Vindiciae Minucianae*. Récemment, on a contesté à Minucius Felix, non seulement l'honneur d'avoir servi de modèle à Tertullien, mais même son talent d'écrivain. L'auteur du mémoire prend sa défense contre ceux qui l'ont dénigré pour le déposséder.

On sait qu'il faillit lui arriver pis encore : ce n'est pas seulement la gloire d'être le premier des apologistes latins, c'est son œuvre elle-même qui fut sur le point de lui être enlevée.

En effet, l'*Octavius* de Minucius Felix, « cette perle de l'apologétique chrétienne du temps de Marc Aurèle » (Renan), ce « charmant ouvrage qui par les Tusculanes remonte jusqu'au Phèdre et semble éclairé d'un rayon de la Grèce » (Gaston Boissier), n'est conservé que dans un seul manuscrit, où il est donné comme le *liber octavus* d'Arnobé. L'erreur d'un scribe aurait pu coûter cher à l'élégant écrivain, si son style n'était pas un titre de propriété irrécusable. Le premier éditeur, Faustus Sabaeus (1543), s'y laissa tromper.

Dès 1560, le jurisconsulte français Fr. Baudouin restitua l'*Octavius* à Minucius Felix. Il fallut le dater. Or, ni les témoignages de Lactance et de Saint Jérôme, ni la critique interne ne sont en mesure de résoudre ce problème. On remarqua tout de suite que ce dialogue présente de frappantes analogies d'idées et d'expressions avec l'*Apologétique* de Tertullien, qui fut écrit en 197. La question de la date approximative de l'*Octavius* se réduisit donc à celle-ci : Tertullien s'est-il inspiré de Minucius Felix ou réciproquement ?

Le moyen âge ne connaissait Minucius Felix que par quelques phrases de Lactance et de Saint Jérôme et il tenait Tertullien pour le plus ancien des apologistes latins. L'*Apologétique* fut imprimé dès 1483. Quand l'*Octavius* vit le jour en 1543, on le crut naturellement postérieur à l'*Apologétique*. Au XVII^e siècle, des théologiens et des philologues exprimèrent des doutes. En 1766, Daniel Van Hoven défendit sérieusement la priorité de l'*Octavius*. Muralt (en 1836) et Ebert (en 1868) cherchèrent à confirmer la même thèse, qui trouva du crédit, mais fut aussi vigoureusement combattue. Depuis dix ans surtout, le procès a été plaidé par les théologiens, les historiens et les philologues les plus éminents, et plus que jamais la solution paraissait douteuse. L'hypothèse d'une source commune, qui, prétendait-on à tort, devait expliquer toutes les ressemblances, fut mise en avant, défendue, et aussi combattue et tout de suite reconnue invraisemblable. Les allusions historiques, l'identité des personnages du dialogue, la grammaire et la langue de l'auteur, les idées et la composition rapprochées de celles de l'*Apologétique*, les passages où les deux textes se ressemblent, tout fut examiné, discuté, scruté, sans fournir un argument décisif en faveur de l'un ou de l'autre.

En 1903, M. Félix Ramorino lut au Congrès international des sciences historiques tenu à Rome, un mémoire où il essayait de prouver, en juxtaposant les passages semblables des deux écrivains, que Minucius Felix est l'imitateur et Tertullien le modèle.

C'est en somme le procédé suivi en 1911 par M. Richard Heinze, mais avec des développements plus étendus, avec une précision plus grande, qui ne laisse échapper aucun détail.

Il faudrait désespérer de la critique des textes et de la philologie, disait un philologue éminent, si devant tant de passages aussi semblables que ceux de l'*Octavius* et de l'*Apologétique*, on ne parvenait pas à dire lequel des deux écrivains a été le modèle.

M. Heinze n'a pas désespéré et il faut avouer qu'il s'est acquitté magistralement de la tâche qu'il s'était imposée.

Son livre a fait grande impression. Il a probablement converti plus d'un partisan de la priorité de Minucius Felix, et l'on a même, de divers côtés, déclaré que le problème est résolu, j'allais dire que le cauchemar est fini.

L'auteur du mémoire que nous avons à juger a pris surtout à tâche de réfuter la thèse de M. Heinze. Il s'est rendu bien compte de l'intérêt que présente la solution de ce problème chronologique : ce n'est pas une vaine question d'amour-propre pour les deux écrivains ; il intéresse à la fois l'histoire littéraire et l'histoire des idées (pp. 7 à 10).

Dans un premier chapitre de son mémoire, il fait l'histoire de cette controverse depuis un siècle et divise les critiques antérieurs à M. Heinze en trois catégories : les partisans d'une source commune, les partisans de l'antériorité de Tertullien et ceux de la priorité de Minucius Felix. Il expose les arguments de chacun et les réfute l'un après l'autre. Il conclut qu'aucun de ces arguments empruntés aux témoignages des anciens, aux allusions historiques, à la langue et au style, ne peut être regardé comme absolument péremptoire et que la question pouvait encore être considérée comme ouverte, quand M. Heinze est entré dans la lice.

Cet exposé préliminaire me paraît très complet et très méthodique, et, si j'ai un reproche à lui faire, c'est qu'il me paraît trop méthodique, si j'ose dire. En faisant défiler devant nous, l'un après l'autre, les critiques qui ont traité ce

sujet, l'auteur s'est exposé à des répétitions et à des renvois nombreux, attendu que chacun de ces critiques a fait valoir plus d'un argument.

Je pense qu'il était préférable de classer par catégories les arguments divers, historiques, philologiques, littéraires, en disant ce que chaque critique y a apporté de neuf. Ce chapitre eût beaucoup gagné en clarté; il eût formé un tout suivi au lieu d'être haché en petits paragraphes.

La plus grande partie de ce mémoire est consacrée à la thèse de M. Heinze. L'auteur veut prouver que le critère de M. Heinze n'est pas inattaquable, ni dans son principe, ni dans son application.

Le but principal de M. Heinze n'était pas de tracer un parallèle entre l'*Apologétique* et l'*Octavius*; bien que très fouillée, cette comparaison n'est qu'une chose accessoire dans le dessin général de son ouvrage et elle est même reléguée dans des alinéas imprimés en petits caractères.

Voyons comment il procède. Tout d'abord, il a voulu mettre en lumière le plan de l'*Apologétique* et prouver que tout y est parfaitement ordonné jusque dans le moindre détail. Il suit pas à pas la pensée de Tertullien, chapitre par chapitre, paragraphe par paragraphe, phrase par phrase, et s'applique à montrer « de quelle source elle jaillit, selon quelle méthode elle s'organise et s'exprime ». Le résultat de cet examen, c'est que tout est parfait dans le plan, que les idées s'enchaînent admirablement. Un autre résultat, c'est que beaucoup de ces idées sont empruntées, aux apologistes grecs surtout, mais enchâssées avec tant d'art, renouvelées d'une manière si ingénieuse, que l'imitation disparaît pour donner l'illusion d'une complète originalité.

Parmi ces sources, ou du moins parmi les auteurs qui expriment les mêmes idées que Tertullien, M. Heinze a rencontré à chaque pas Minucius Felix, qui dit souvent la même chose que Tertullien, qui le dit en latin comme lui et parfois dans les

mêmes termes. Et quand les termes diffèrent, il en reste quelque chose dans l'idée. C'est la même idée, exprimée autrement, mise dans un autre contexte, dans un autre raisonnement. Et chaque fois que l'occasion se présente, à la suite de l'analyse qui a montré l'impeccable perfection de Tertullien, M. Heinze soumet à un impitoyable examen le passage correspondant de Minucius Felix. Et toujours il découvre que l'auteur de l'*Octavius* exprime mal ce que Tertullien a bien dit, que les mêmes idées apparaissent chez lui à une place où elles ne conviennent pas; en un mot, que Minucius est un écrivain mal-adroit qui emprunte à Tertullien ses idées et ses expressions, sans parvenir à en faire un bon usage. C'est à sa maladresse qu'on reconnaît l'imitateur!

Voici donc le critère de M. Heinze, tel qu'il le formule lui-même (p. 291, en note) : « Notre critère principal, le voici. Là où l'on trouve l'unité de conception, un plan poursuivi jusqu'au bout avec logique, une suite parfaite dans les idées, on reconnaît l'original; au contraire, là où l'on ne voit qu'hésitation, obscurité et contradiction, idées intercalées sans liaison, interruptions et sauts brusques dans le raisonnement, contamination ou mélange de points de vue divers, on reconnaît la copie. »

L'auteur du mémoire le fait remarquer : on est surpris d'entendre parler ainsi de Minucius Felix. Aucun des critiques qui l'ont étudié de près dans ces derniers temps n'avait remarqué cette maladresse de l'écrivain, qui devrait pourtant sauter aux yeux. Sans doute, Minucius Felix, comme Tertullien d'ailleurs, a pris son bien où il le trouvait, et il s'est adressé souvent aux auteurs païens comme aux apologistes grecs. Mais a-t-il donc moins réussi que Tertullien à mettre en œuvre tous ces emprunts? Écoutons, par exemple, M. Paul Monceaux, l'un de ceux qui, pour d'autres raisons, ont cru devoir placer Tertullien avant Minucius Felix : « Où donc est l'originalité de Minucius Felix? — Style à part, elle est tout entière dans l'habile synthèse qu'il a su faire de ces éléments si divers, en les subordon-

nant tous à une seule idée. Cette idée elle-même n'était pas neuve, puisqu'elle avait déjà été nettement indiquée par Tertullien et les apologistes grecs; mais elle est ici complètement renouvelée par la nouveauté du point de vue; surtout, elle y est concentrée, présentée dans toute sa force et tout son éclat. Par là, elle rétablit l'harmonie, l'unité du livre. » (P. 490.) Voilà pour l'ensemble. Et voici pour le détail : « Minucius appartient à cette famille d'aimables lettrés, nombreux dans notre littérature française, qui font quelque chose avec rien, qui n'inventent guère, qui imitent beaucoup et s'emparent sans scrupule du bien d'autrui, mais qui valent par la mise au point, par le bonheur du rendu et par le sentiment des nuances. »

L'auteur de l'*Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne* se serait-il, après tant d'autres, trompé à ce point? C'est ce que le concurrent examine, et sa réponse est carrément négative. Voici comment il la justifie.

Il conteste le critère de M. Heinze d'abord dans son principe.

Fût-il vrai que Minucius est l'écrivain maladroit que nous dépeint M. Heinze, cela suffirait-il pour conclure qu'il est l'imitateur et que l'impeccable Tertullien est le modèle? Combien de fois n'a-t-on pas vu un écrivain maladroit relégué dans l'oubli par un successeur de génie, qui a repris le même sujet? Supposé donc que Tertullien fasse toujours meilleur usage des arguments communs, on ne pourrait pas, sans plus, tirer des conclusions et décréter qu'il est le modèle.

Mais est-il vrai que Minucius est toujours en défaut, que Tertullien est toujours irréprochable? L'auteur du mémoire le nie : si Tertullien est toujours ou presque toujours à l'abri de la critique, il en est de même de Minucius Felix. M. Heinze, qui a fait une étude approfondie de l'*Apologétique*, semble avoir étudié avec moins de soin l'*Octavius*. Il l'a abordé avec un parti-pris, celui de trouver toujours Minucius en défaut. Si je n'avais peur de me servir d'un gros mot, je dirais qu'il l'a systématiquement dénigré. Il n'a pas compris l'ensemble de l'*Octavius* ni les

détails, parce qu'il n'a pas compris ou parce qu'il perd continuellement de vue le dessin de l'*Octavius*, qui est tout autre que celui de l'*Apologétique* et qui fait précisément toute son originalité. Son idée fondamentale, c'est l'accord du christianisme et de la philosophie. Minucius insiste sur cet accord, parce que cet accord peut faire impression sur ceux pour qui il écrit, sur les païens instruits, sur les esprits cultivés. Il laisse de côté la théologie, les livres saints, qui ne sont pas encore une autorité pour ceux qu'il veut d'abord amener doucement jusqu'au seuil du christianisme.

Rien de pareil chez Tertullien, qui ne craint pas d'exposer les dogmes chrétiens, qui renonce à convertir les magistrats romains, mais plaide devant eux, en avocat, le droit du christianisme à l'existence, malgré la loi et en vertu de la liberté de conscience.

L'avocat qui plaide avec fougue parle autrement que le délicat écrivain qui veut s'insinuer dans le cœur et dans l'esprit; il agence autrement ses idées, il donne une autre forme à ses arguments, il ne dédaigne pas l'attaque la plus vive, les ricanements et les sarcasmes, il choisit autrement les détails.

Voilà ce que l'auteur du mémoire s'applique à montrer. Mais, pour le montrer, il fallait reprendre tout le travail de M. Heinze en procédant en sens contraire. De même que M. Heinze commence par analyser l'*Apologétique*, notre auteur commence par analyser l'*Octavius*. Il montre quel est le but de ce dialogue, il en examine les différentes parties, l'exorde, les deux discours, l'intermède, l'épilogue, et fait voir que les idées se suivent avec une logique rigoureuse et que, jusque dans le détail, tout est à sa place. Quant aux emprunts nombreux faits à Cicéron, à Sénèque, aux apologistes grecs, à d'autres, il montre quel usage Minucius Felix a su en faire, usage toujours conforme à son dessein. A son tour, il rencontre les passages communs à Minucius Felix et à Tertullien. Sans chercher à déprécier l'éloquent dialecticien de Carthage, il

montre que le plus souvent la similitude des idées et des expressions s'explique aussi bien par l'hypothèse que Tertullien est venu après Minucius Felix et que parfois cette hypothèse fournit une explication plus vraisemblable. La conclusion très nette de cette longue étude est une réhabilitation complète de Minucius Felix comme écrivain : l'auteur de l'*Octavius* n'est pas l'écrivain maladroit, le pauvre logicien que M. Heinze a vu en lui. En ce qui concerne le procès de priorité lui-même, l'auteur du mémoire n'est pas catégorique. Il n'ose pas affirmer que la comparaison prouve l'antériorité de Minucius Felix ; le procès reste pendant, mais la priorité de Minucius Felix est, d'après lui, vraisemblable. C'est faire preuve d'une sage prudence et d'une discrétion méritoire.

Nous avons lu cette longue et minutieuse démonstration (pages 47 à 321) avec un vif intérêt et nous nous rallions aux conclusions de l'auteur. Ce n'est pas qu'elle soit parfaite en tous points. A mesure qu'il avance, l'auteur paraît se fatiguer et le temps semble lui avoir fait défaut pour mettre la dernière main à ce vaste travail. Il lui arrive de ne pas bien saisir la pensée de M. Heinze, de la rendre assez inexactement en français, et alors, naturellement, la réfutation n'est pas adéquate. Le style dénote aussi quelque fatigue et même quelque inexpérience, surtout quand l'auteur traduit de l'allemand. Enfin, je ne puis approuver ce procédé dont il use d'un bout à l'autre et qui consiste à reproduire *in extenso* le texte des critiques de M. Heinze pour lui opposer ensuite une série d'arguments numérotés. Il aurait fallu fondre la réfutation dans l'exposé des critiques et adopter une forme moins scolastique et plus littéraire. Il était possible, en procédant ainsi, de dire en moins de pages tout ce que l'auteur a dit.

Je dois m'interdire ici un examen plus approfondi, car je ne pourrais suivre l'auteur dans la discussion des détails, sans entrer dans des développements assez longs. Je voudrais pourtant lui signaler une des bévues commises par M. Heinze, après beaucoup d'autres, et que lui-même n'a pas aperçue. Elle

prouvera, pensons-nous, combien est délicat ce genre d'argument et combien il donne facilement prise à l'erreur.

Voici donc deux passages, l'un de Minucius Felix, l'autre de Tertullien, qu'on a souvent rapprochés pour prouver la priorité de Tertullien.

Oct., 26. 9.

Eos spiritus daemonas esse poetae sciunt, philosophi disserunt, Socrates novit, qui ad nutum et arbitrium adsidentis sibi daemonis vel declinabat negotia vel petebat.

Apol., 22. 1.

Nec novum nomen est : sciunt daemonas philosophi, Socrate ipso ad daemonii arbitrium expectante. Quidni? cum et ipsi daemonium a pueritia adhaesisse dicatur, dehortatorium plane a bono.

Pour démontrer aux païens l'existence des démons, l'un et l'autre font appel aux philosophes païens, qui, disent-ils, connaissent le nom des « démons ». L'un et l'autre insistent sur le démon de Socrate.

On dit : Minucius Felix a commis une erreur dont Tertullien s'est gardé. Il a pris l'idée et, en partie, les mots à Tertullien ; mais, imitateur maladroit, il a introduit une inexactitude dans son texte. Si Tertullien s'était inspiré du passage de Minucius Felix, il faudrait admettre qu'il l'a corrigé, ce qui est moins vraisemblable, dit-on ⁽¹⁾.

Nous croyons que ce raisonnement, qui en lui-même ne nous paraît guère décisif, repose sur une fausse interprétation de Minucius Felix et de Tertullien.

Quelle erreur reproche-t-on à Minucius Felix ? On rappelle un passage de Platon et un autre de Cicéron sur le démon ou génie de Socrate.

Platon, *Apol.*, 29 : ἄνθρωπος ἀποτρέπει με τοῦτο (τὸ δαιμόνιον), ὃ ἂν μέλλω πράττειν, προτρέπει δὲ οὐποτε.

Cicéron, *De divin.*, 1, 54, 122 : esse divinum quiddam, quod

(1) Voyez en dernier lieu RICH. HEINZE, *Tertullians Apologeticum*, p. 408.

δαίμόνων *appellat, cui semper ipse paruerit numquam impellenti, saepe revocanti.*

Il résulte de là que, chaque fois que Socrate se préparait à quelque action, il entendait intérieurement la voix de son démon, quand celui-ci voulait lui conseiller de s'abstenir. N'entendait-il pas cette voix, il pouvait agir. La volonté du démon s'exprimait dans le premier cas par la voix intérieure; dans le second, elle se révélait aussi, mais par le silence.

Or, disent tous les critiques et commentateurs, et après eux M. Heinze, Minucius Felix prétend que dans les deux cas la voix du démon se faisait entendre : *vel declinabat negotia, vel petebat*. Cette interprétation nous paraît fausse : en effet, Minucius Felix dit que Socrate se réglait, pour agir ou pour s'abstenir, sur la *volonté* du démon : *ad nutum et arbitrium adsidentis sibi daemonis*. Il ne dit nullement que la voix intérieure se faisait entendre dans les deux cas. Dans l'un des deux cas, Socrate reconnaissait la volonté de son génie par le silence qu'il gardait. Il n'y a donc aucune erreur dans son texte.

Ajoutons que Minucius Felix n'avait pas à faire ici cette distinction, qu'il connaissait certainement par Cicéron. Il n'invoque le témoignage de Socrate que sur l'*existence* des démons; il est donc inutile de dire *comment* le démon de Socrate opérait.

Mais il y a plus. Tertullien parle exactement comme Minucius Felix. Il ne distingue pas non plus : *ad daemonii arbitrium expectante*, « Socrate attendait que la volonté de son démon se fit connaître ». Il ne dit pas comment elle se faisait connaître. — Mais, dit-on, il ajoute ces mots : « Quoi d'étonnant, puisqu'on dit que, dès son enfance, un démon s'était attaché à lui? C'était, à la vérité, un démon qui le détournait toujours du bien, » *dehortatorium plane a bono*. On veut voir dans cette plaisanterie une allusion à l'intervention active du démon pour *détourner* d'agir, ἀποτρέπει (Platon), *saepe revocanti* (Cic.), *dehortatorium*. Mais ici même, il n'y a pas de distinction précise et Tertullien ne dit pas et ne laisse pas même entendre que le

démon se taisait s'il voulait laisser agir, et qu'il parlait s'il ne voulait pas laisser agir. Ailleurs, il revient sur la même tradition et ne s'exprime pas avec plus de précision sur ce point. *De anima*, 1 : *Socrates facilius diverso spiritu agebatur, siquidem aiunt daemonium illi a puero adhuesisse, pessimum revera paedagogum* ⁽¹⁾. Ici la plaisanterie à l'adresse de Socrate est reprise, *pessimum revera paedagogum*, « détestable professeur en vérité ! » et l'on voit qu'il ne reste rien de l'idée qu'on veut trouver dans le mot *dehortatorium*. Supposez que Tertullien ait ignoré la tradition précise (προσέπει δὲ οὐπότε), il pouvait parler comme il l'a fait. Pour lui, le démon qui conseillait Socrate ne pouvait que le « détourner du bien », ne pouvait être qu'un « détestable professeur ».

Nous concluons qu'il n'y a d'erreur ni dans Minucius Felix ni dans Tertullien. L'un et l'autre parlent de l'influence du démon de Socrate ⁽²⁾, sans vouloir dire par quel moyen elle s'exerçait. On ne peut tirer de la comparaison de ces deux passages aucun argument en faveur de la priorité de Tertullien.

Pour nous, il nous paraît que c'est Cicéron, son modèle ordinaire, et non Tertullien, qui a fourni l'idée et qui a inspiré les mots à Minucius Felix. Le passage du *De divinatione* (1, 54, 122) ne pouvait avoir échappé à Minucius Felix, qui a tant emprunté aux ouvrages de Cicéron, particulièrement au *De natura deorum* et à ce même traité *Sur la Divination*. C'est là qu'il a trouvé l'antithèse *numquam impellenti, saepe revocanti*, qui est devenue dans sa phrase : *vel declinabat negotia, vel petebat*. Quant aux mots de Cicéron : *cui semper ipse paruerit*, ils sont devenus : *ad nutum et arbitrium... daemonis*, autre expression cicéronienne (*Orat.*, 24 : *ad eorum arbitrium et nutum*

(1) De même, *Apol.*, 46,5 : *Socratis vox est* : « *Si daemonium permittat* ».

(2) M. Heinze reproche à Minucius de parler de l'influence du démon de Socrate à un moment où il ne devrait parler que de son existence. Comme l'auteur du mémoire le fait remarquer, M. Heinze n'a pas vu que, si le reproche est fondé, il tombe aussi sur Tertullien.

totos se fingunt). La distinction entre l'attitude tantôt active, tantôt passive du démon de Socrate était inutile au but de Minucius Felix : il l'a laissé tomber.

Tertullien n'est pas cicéronien : il ne maintient pas les synonymes *ad nutum et arbitrium*, l'un des deux lui suffit. L'antithèse *declinabat, petebat* disparaît aussi chez lui et se réduit à *exspectante*. La plaisanterie : « Détestable professeur que ce démon ! » ou bien : « Ce démon ne pouvait que le détourner du bien », est dans le goût de Tertullien et lui appartient en propre. C'est la griffe du lion qui laisse sa marque, c'est le génie de l'écrivain qui transforme ce qu'il emprunte, si bien qu'on ne songe pas à lui chercher un modèle.

Si Minucius s'était inspiré de Tertullien, où aurait-il trouvé l'antithèse *declinabat, petebat* ? On est forcé de dire qu'il a puisé à la fois dans Tertullien et dans Cicéron ! On peut penser que Cicéron est la source première, que Minucius, qui s'en rapproche davantage, y a puisé directement, et que Tertullien, qui s'en éloigne le plus et qui ne paraît guère se servir du texte de Cicéron, s'est servi ici de celui de Minucius.

Concluons : la ressemblance entre les deux passages, qui se trouvent dans des contextes semblables, s'explique le plus naturellement par la supposition que Minucius a puisé dans Cicéron et que Tertullien a puisé dans Minucius. C'est tout ce que nous voulons affirmer.

Pour revenir maintenant au grand travail qui nous est soumis, nous dirons qu'il prouve une connaissance approfondie du sujet et qu'il est bien conçu. Il serait facile à l'auteur de le remanier pour le débarrasser des défauts de rédaction que nous avons relevés et de le rendre ainsi tout à fait digne du prix promis par la Classe. »

Rapport de M. Thomas, deuxième commissaire.

« L'auteur du mémoire connaît bien son sujet; il a étudié de près tous les points en discussion, et il fait preuve de pénétration et de jugement. Malheureusement son travail, d'ailleurs méritoire, n'est pas mis au point et présente de graves imperfections. Je ne parle pas de quelques erreurs ou inexactitudes de détail, qu'il serait facile de corriger. Je ne parle pas même du style, qui est trop souvent diffus et incorrect. Mais voici des reproches plus sérieux. Comme l'a fort bien montré le premier commissaire, le plan de la première partie (examen critique des thèses antérieures à celle de M. Heinze) est défectueux, et celui de la seconde partie (examen critique de la thèse de M. Heinze) laisse aussi beaucoup à désirer. Il en résulte des longueurs et des répétitions absolument intolérables. Puis, dans la réfutation des arguments de M. Heinze, qui fait l'objet capital du mémoire, j'ai rencontré des passages tellement obscurs et embrouillés, que je me suis demandé si l'auteur avait bien compris son adversaire. A mon sens, l'ouvrage aurait besoin d'être non seulement remanié çà et là, mais encore totalement refondu et considérablement réduit. Sous sa forme actuelle, il ne pourrait être publié.

Je propose de remettre la question au concours, et cela dans l'intérêt même de l'auteur. Celui-ci aura le loisir d'améliorer son œuvre, de la ramener à de justes proportions, et de la rendre vraiment digne du prix, que nul ne songera à lui disputer. »

— Adopté.

Section des sciences morales et politiques.

PREMIÈRE QUESTION.

Exposer et discuter les théories modernes sur l'origine de la famille. — Prix : six cents francs.

Rapport de S. E. le cardinal Mercier, premier commissaire.

« 1° Ce mémoire est très négligemment écrit. Les fautes d'orthographe n'y sont pas rares : j'en ai compté une dizaine dans les trente premières pages ; j'en ai noté plusieurs qui ne peuvent être mises sur le compte de la distraction ; ainsi l'auteur écrit « abouttir », « étappes », « quelque soit sa forme », « liens ressérés », « un grand poid », « le tribu payé », « compétition qui en romperait l'unité », etc.

Le style est terne, diffus, souvent incorrect.

2° L'ordonnance de l'ouvrage laisse beaucoup à désirer.

L'avant-propos — il occupe 16 pages — juxtapose des indications vagues, qui auraient pu tenir en trois ou quatre pages serrées. Le Chapitre IV sur le totémisme, le Chapitre V sur l'animisme, matières qui ne se rattachent qu'indirectement au sujet principal, gagneraient à être considérablement réduits. Ils prennent 52 pages sur 227.

On voudrait voir l'auteur dominer davantage son sujet, et traiter *ex professo*, une fois pour toutes, diverses questions particulières qu'il rencontre sur son chemin, par exemple l'antériorité du matriarcat, les relations entre le clan et la famille, quitte à rappeler ensuite, lorsqu'il y a lieu, les conclusions acquises et arrêtées.

3° La marche du travail est, en général, pénible. L'auteur manque de précision et de décision. Certes, le sujet est compliqué, peu éclairci ; les documents probants sont rares, et il

s'ensuit que la circonspection et la réserve s'imposent ; mais, même en présence d'hypothèses ou d'interprétations conjecturales, l'écrivain doit prendre attitude, c'est-à-dire adopter résolument une opinion et la tenir, ou s'abstenir d'en prendre une, mais à charge, alors, de motiver son abstention.

Or, la pensée de l'auteur est souvent hésitante ; il n'est pas rare qu'il adopte ou semble adopter une manière de voir, la répudie ensuite et, après l'avoir répudiée, la reprenne plus loin à son compte : on a l'impression qu'il tâtonne.

Voici un échantillon : Après avoir déclaré que les systèmes qui faisaient de la promiscuité ou de l'hétérisme l'état premier de l'humanité, doivent être abandonnés ; après avoir donné des exemples de monogamie chez les peuples actuels très inférieurs (exemples que l'on pourrait multiplier), l'auteur écrit à la page 24 : « Il est aussi *très probable* que la forme familiale la plus primitive *a dû* se rapprocher de l'état *grégaire*, s'en distinguer à peine, du moins, d'abord par exemple une promiscuité très grande, en second ordre la communauté de femmes. »

J'ai souligné les mots « *a dû* », parce qu'il faut chercher, je crois, dans l'apriorisme des idées de l'auteur la raison de ses fluctuations. Il n'a pas su s'affranchir de systèmes préconçus sur l'évolution familiale. Ainsi encore, à la page 13, il écrit : « Le but de cette association *n'a dû* être aux origines que la satisfaction d'un instinct sans préconscience même du résultat de cette alliance... »

Cependant, ce que nous savons par l'histoire et la préhistoire ou par l'ethnographie, ne démontre pas que, dans la famille humaine primitive, l'amour paternel et l'amour maternel n'existent pas.

D'autre part, l'observation des peuples modernes les plus avancés en civilisation nous livre une multitude de cas où l'amour paternel et maternel, de même que l'affection conjugale, sont remplacés par les impulsions de la bête humaine.

En maints endroits, des idées *a priori* s'interposent ainsi entre l'esprit de l'auteur et les faits qu'il doit observer.

En revanche, ailleurs, notamment dans les Chapitres X, XI, XII, la *polyandrie*, la *polygamie*, la *monogamie*, l'auteur parvient souvent à se dégager de ses conceptions *a priori*, et alors il fait œuvre scientifique.

4° L'auteur a envisagé successivement les principales formes de la famille et les principales institutions qui s'y rattachent. Ce faisant, il a rencontré la plupart des théories explicatives qui ont été à ce sujet énoncées et développées, et il en a fait la critique. Tel est son plan.

Il a beaucoup de lecture. Il a fourni une somme importante de travail. Il nous présente un bon nombre d'observations intéressantes, et plusieurs de ses essais d'explication sont ingénieux.

Conclusion.

A mon avis, le mémoire, tel qu'il est, ne peut être publié et ne mérite pas d'être couronné.

Mais, je tiens à le déclarer à la décharge de l'auteur, la question qu'il avait à traiter est démesurément vaste; je fais appel aux spécialistes en la matière et je leur demande s'il y a possibilité d'approfondir un sujet d'une pareille ampleur.

Je voudrais que la Classe remît la question au concours, en la restreignant considérablement.

Ce serait, à mon estime, l'unique moyen de permettre aux concurrents de fournir un travail étudié, coordonné, appuyé sur des recherches personnelles. »

Rapport de M. Ernest Nys, deuxième commissaire.

« De même que le premier commissaire, j'ai constaté que le mémoire est rédigé avec une déplorable négligence de la forme et qu'il contient de nombreuses fautes d'orthographe. Le

critique le plus indulgent ne voudrait excuser ces défauts. Je ne parlerai point du style. Quelques phrases seraient à citer. Ainsi, l'auteur parle d' « un diamant péniblement dépouillé de sa gangue par l'expérience et la leçon des millénaires ». « Enfin, écrit-il, s'essora le vaste développement des théories biologiques, l'élan extraordinaire des sciences naturelles et de l'ethnographie entraînée et éclairée par elles. »

Il convient de reconnaître que le fond l'emporte sur la forme et que le mémoire atteste une lecture suffisamment vaste, un grand souci d'exactitude, la volonté de faire un exposé aussi complet que possible, le désir de mettre à profit les travaux les plus récents.

Il serait injuste de reprocher à l'auteur de n'avoir point résolu tous les problèmes qui se dressèrent devant lui. Comme il le rappelle au début de son travail, il s'est proposé « d'exposer et de discuter les théories modernes sur l'origine de la famille », et ainsi, pour citer quelques sujets, il s'occupe successivement de l'exogonie, de l'endogonie, du lévirat, des systèmes de parenté, du patriarcat, du matriarcat, du mariage, de la polyandrie, de la polygamie et de la monogamie. En une dizaine de pages, il fait connaître ses conclusions.

On le voit, l'auteur a le mérite d'avoir fait un effort sérieux. Seulement, la Classe n'a-t-elle pas le droit de se montrer sévère dans la distribution des récompenses? Je n'hésite pas à répondre affirmativement à cette question, et, en conséquence, je me rallie à l'opinion exprimée par le premier commissaire. Je me contenterai toutefois de proposer de remettre la question au concours, sans y apporter de modifications. »

—

Rapport de M. De Greef, troisième commissaire.

« Je me rallie aux appréciations du premier et du deuxième commissaires en ce qui concerne le style et le fond de l'unique mémoire soumis au concours. Le sujet à traiter était vaste et

complexe; il est loin d'être élucidé; nombreuses sont encore les questions controversées; néanmoins l'auteur a fait preuve d'un effort louable; ses lectures sont considérables et ses connaissances étendues; ses fluctuations et même ses contradictions tiennent sans doute à l'état encore imparfait des théories les plus importantes émises jusqu'ici. Il n'a pas suffisamment serré de près le problème, de manière à le préciser tout au moins, fût-ce en en réservant la solution.

Son mémoire est de nature à être révisé et amélioré.

Je signale qu'il a pour ainsi dire complètement négligé un point de vue important, celui de l'influence du milieu social et notamment de l'ambiance économique sur les formes de la famille. Peut-être est-ce en mettant en corrélation la structure économique et la structure familiale que le problème pourra être mieux élucidé. Le lévirat, par exemple, n'a-t-il pas été une institution destinée à conserver la propriété dans la famille du défunt? Il y a, sous ce rapport, une lacune considérable dans le mémoire, malgré tous les mérites de celui-ci. Il en est résulté notamment que l'auteur n'a fait aucune place aux théories de Le Play et de son école relatives à l'influence des milieux et surtout des formes et de la technique de la production sur l'organisation de la famille aux divers stades de l'évolution sociale.

J'estime avec les deux premiers commissaires qu'il convient de maintenir la question au concours, mais toutefois sans la modifier ni restreindre; sur ce dernier point, je me rallie à la conclusion du deuxième commissaire. »

— La question sera remise au concours.

TROISIÈME QUESTION.

On demande une étude sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la Belgique, à l'exclusion de la Campine, de la Hesbaye et de l'Ardenne. — Prix : six cents francs.

Rapport de M. Maurice Vauthier, premier commissaire.

« C'est pour la quatrième fois que la Classe des lettres a demandé des mémoires traitant de la condition des classes agricoles en Belgique. Les trois premiers concours ont donné, on le sait, d'excellents résultats. Nous avons couronné successivement des études consacrées à la Campine, à la Hesbaye, à l'Ardenne. Notre dernier appel nous a procuré une moisson particulièrement abondante. Quatre mémoires nous ont été remis : l'un sur le Hageland (partie nord-est du Brabant) ; le second sur le Condroz (sud-est du Hainaut, sud de la province de Namur, sud-ouest de la province de Liège) ; le troisième sur la « Lorraine belge » (région d'Arlon et de Virton) ; le quatrième sur le pays de Waes (nord de la Flandre orientale). Néanmoins ces quatre travaux ne mettent en présence que trois concurrents, les auteurs respectifs des mémoires sur le Hageland et sur le Condroz ayant confondu leurs causes et déclaré qu'ils ne forment, au point de vue du concours, qu'une seule unité.

De ces quatre mémoires, il en est deux qui sont rédigés en langue flamande : ce sont les mémoires sur le Hageland et sur le pays de Waes ; les deux autres sont rédigés en langue française : ce sont les mémoires sur le Condroz et la Lorraine belge.

Nous ferons enfin observer que le mémoire sur le pays de Waes est un volume imprimé avec luxe et orné de nombreuses illustrations. Il a pour éditeur la maison Vermaut, de Courtrai. L'auteur a dissimulé provisoirement son identité sous l'appellation de *Nemo*, inscrite sur une étiquette qui recouvre une partie

de la couverture. Un tel ouvrage a-t-il vraiment le caractère de l'inédit? Nous sommes tenté de répondre affirmativement, puisqu'il n'a pas encore été livré à la curiosité du public.

Il nous reste à apprécier sommairement la valeur de ces divers travaux.

Disons immédiatement que cette valeur est considérable. Les quatre mémoires méritent la récompense à laquelle ils aspirent, et, pour notre part, nous ne verrions pas d'inconvénient à ce que le prix fût partagé entre les trois concurrents.

Que si, toutefois, il fallait absolument établir un classement, voici l'ordre qui, à notre sens, devrait être suivi.

Le premier rang appartiendrait au mémoire sur le Hageland. Les mémoires sur la Lorraine belge et le pays de Waes occuperaient *ex æquo* la deuxième place. En dernier lieu viendrait, très honorablement d'ailleurs, le mémoire sur le Condroz.

Ces quatre études présentent — et c'est tout naturel — de nombreuses similitudes. Elles sont richement documentées et franchement objectives. Elles utilisent tour à tour les statistiques officielles, les publications antérieures, les informations d'ordre privé, l'enquête instituée sur place. Elles nous entretiennent de la culture, du régime des biens, des conditions de vie et des mœurs des habitants. Elles ne manquent pas d'établir, quand il le faut, une comparaison entre le présent et le passé.

Elles emploient avec prédilection une méthode que nous qualifierons volontiers de « descriptive ». C'est une méthode excellente, une méthode nécessaire, mais il est bon de la compléter au besoin par une discussion plus serrée de quelques-uns des problèmes économiques et sociaux qui préoccupent notre temps. Cette discussion ne fait entièrement défaut dans aucun des mémoires qui nous sont soumis, mais on souhaiterait, par instants, qu'elle fût plus développée et plus pénétrante. Et c'est précisément parce que ce mérite se rencontre à un plus haut degré dans le mémoire sur le Hageland que celui-ci nous paraît en droit de revendiquer le premier rang. Disons encore que cet ouvrage est établi exactement sur le même plan que les

travaux antérieurement couronnés par nous. Le mémoire proprement dit est suivi d'une monographie concernant la commune de Wesemael. Viennent ensuite les résultats d'enquêtes poursuivies dans les communes de Messelbroeck, de Glabbeek et de Hauwaert. Ces résultats sont consignés dans les réponses faites à un questionnaire très intelligemment détaillé. Et nous ne dirons rien de la reproduction de certains documents, empruntés pour la plupart aux archives notariales. Les mémoires sur le Condroz et sur la Lorraine belge sont également accompagnés de compléments de même genre.

Nous ne pouvons songer à examiner par le menu les quatre mémoires dont nous parlons. Ils valent surtout par les nombreux renseignements positifs qu'ils nous fournissent, et, par suite, ne se prêtent guère à un résumé synthétique. Mais de leur rapprochement même il se dégage quelques faits généraux d'un très haut intérêt. Tout d'abord, ils nous permettent de constater les profondes différences que présente, dans notre pays, suivant les régions, le régime de la propriété foncière et de la culture.

Ainsi le Hageland, terre flamande, est un pays relativement pauvre et surpeuplé. La petite propriété y domine, mais ne suffit pas, en général, et malgré le travail souvent excessif du propriétaire, à nourrir celui-ci. De là une émigration constante et nécessaire des travailleurs vers les grandes exploitations agricoles de la Hesbaye, ainsi que vers les industries et les mines du pays de Liège et du pays de Charleroi.

Dans le Condroz subsistent encore la grande propriété et la grande culture, bien que la propriété moyenne et petite n'y ait rien d'exceptionnel. C'est un pays de fermage; la main-d'œuvre y fait souvent défaut, ce qui nécessite un appel aux ouvriers flamands.

La « Lorraine belge » (qui se subdivise en une partie germanique et une partie française ou pays « gaumet ») est une contrée où règne l'égalité des fortunes. Comme dans tout pays de moyenne et de petite propriété, c'est le faire-valoir direct qui

prévaut. Mais là aussi l'industrie enlève à l'agriculture une partie de la main-d'œuvre qui lui est nécessaire.

Enfin, dans le pays de Waes, c'est le fermage qui l'emporte. Peu de faire-valoir direct. Toutefois le fermier est assez souvent propriétaire de l'habitation qu'il occupe, ainsi que d'une ou deux pièces de terre de minime importance. Et ici encore nous constatons l'émigration des travailleurs, émigration qui les conduit jusqu'en France.

On saisira sans peine le vif intérêt qu'offrent des phénomènes de ce genre. Ils ont des causes profondes et complexes et doivent être considérés comme la manifestation de lois sociologiques. Des travaux du genre de ceux qui nous sont soumis contribuent à rendre plus facile et plus sûre la détermination de ces lois. Il serait donc souhaitable que les mémoires sur lesquels nous avons à statuer fussent tous imprimés (avec leurs annexes, si c'est possible). Dans le cas où la Classe des lettres estimerait que le prix ne doit être attribué qu'à l'un des compétiteurs, nous serions d'avis que la récompense échoie aux auteurs des mémoires sur le Hageland et sur le Condroz (puisque'ils ont associé leurs destins), mais que le mémoire sur le Hageland bénéficie seul alors des honneurs de l'impression. »

Rapport de M. Brants, deuxième commissaire.

« Le premier commissaire a marqué le caractère des travaux qui nous sont soumis. Avec raison il a estimé que l'analyse en était aussi superflue que peu pratique. Le plan en est, en effet, assez uniforme et ce sont les précédents mémoires publiés par la Classe qui en ont fourni le schéma. Je n'ai ni la mission ni l'envie d'en faire davantage, estimant avec lui que ce serait vaine besogne. Tout en pareille matière vaut par le plan qui est connu, la documentation et l'enquête dont on ne peut juger par les extraits que nous fournirions ici. Nous sommes d'ailleurs d'accord avec lui sur la grande part des conclusions. Nous

estimons aussi que le mémoire sur le Hageland prime les autres par des connaissances plus larges des problèmes qui se rencontrent. Mais tous quatre ont une valeur documentaire très sérieuse.

Notre conclusion est celle-ci : Donner au Hageland le *premier prix*, mais récompenser les autres et les imprimer dans nos *Mémoires*, où nous avons intérêt à posséder la série complète qui formera une série académique de monographies d'un très haut intérêt collectif. Nous ne voyons rien dans le règlement qui s'oppose à cette solution, puisque nous pouvons même imprimer des mémoires reçus hors concours.

Le seul obstacle gît dans le secret qui doit être gardé aux concurrents qui n'ont pas le premier prix, principe que le règlement (art. 38) ne formule pas, mais qui est de tradition. Il suffirait que la décision fût publiée et qu'on attendit leur consentement.

Que si, contre mon attente, on répugnait à cette solution, je préférerais encore couronner *ex æquo* quatre mémoires, notre rapport suffisant à en déterminer les nuances. »

Rapport de M. G. De Greef, troisième commissaire.

« Je me rallie complètement aux appréciations des deux premiers commissaires relativement à la valeur des mémoires soumis au concours.

Tous méritent d'être publiés et il est désirable qu'ils le soient.

J'estime également que la monographie *Het Hageland* présente une supériorité sur les autres, mais son ou ses auteurs déclarent dans une lettre du 28 novembre 1913 que les mémoires sur *Het Hageland* et sur le *Condroz* constituent un seul travail. La monographie consacrée au Condroz ayant une grande valeur par elle-même, bien que légèrement inférieure à celle consacrée au Hageland, j'estime qu'il convient d'accorder le prix aux

auteurs de ces deux travaux et d'en décider l'impression. Telle est la solution que je propose pour le cas où la Classe se prononcerait en faveur d'un prix unique et indivisible.

Toutefois j'estime avec les deux premiers commissaires que le mémoire *Het land van Waes* et celui sur *La Lorraine belge* constituent des travaux du plus haut intérêt et qui méritent d'être publiés; il est utile qu'ils le soient.

Le mémoire *Het land van Waes* a cependant déjà été imprimé par son auteur sans toutefois être livré à la publicité; cette édition me semble être suffisante et l'auteur devrait mentionner sur la couverture que son ouvrage a été couronné. Quant au mémoire relatif à *La Lorraine belge*, j'en estime nécessaire la publication par l'Académie.

Reste à savoir si, dans ces conditions, le prix doit être partagé au lieu d'être unique. Je crois qu'il y a lieu d'adopter cette solution, et, dès lors, tenant compte de l'importance et de la valeur comparée des mémoires soumis au concours, d'attribuer :

- 1^o La moitié du prix aux deux mémoires sur *Het Hageland* et le *Condroz*, lesquels forment un travail unique;
- 2^o Un quart du prix à *Het land van Waes*;
- 3^o Un quart du prix à *La Lorraine belge*. »

La Classe décide d'attribuer le prix aux mémoires *Het Hageland* et *Le Condroz*; l'ouverture des billets cachetés fait connaître que les auteurs en sont MM. Émile Vliebergh, professeur à l'Université de Louvain, et Robert Ulens, docteur en droit, à Grand-Jamine.

Une mention honorable est accordée à *Het land van Waes*, dont l'auteur est M. Prosper Thuysbaert, avocat à Lokeren.

Une mention honorable est accordée aussi à *La Lorraine belge*, dont l'auteur est M. Louis Verhulst, docteur en droit, chef de bureau et secrétaire du Cabinet de M. le Ministre des finances. Ce mémoire sera publié dans les collections académiques.

PRIX JOSEPH DE KEYN.

XVII^e concours : deuxième période (1912-1913).

Enseignement moyen et art industriel.

Rapport du jury ⁽¹⁾.

Le choix du jury s'est arrêté sur les ouvrages suivants : Jules Feller, *Notes de philologie wallonne*; Victor Fris, *Histoire de Gand*; J. Goffart et A. Gravis, *Méthodologie de la Botanique*.

Sous le titre : *Notes de philologie wallonne*, M. Jules Feller, professeur de rhétorique à l'Athénée royal de Verviers, a réuni en un volume de 420 pages les principales études qu'il a consacrées aux parlers romans de la Belgique.

Il n'est pas besoin de rappeler ici la belle carrière professorale de l'auteur, ni les nombreux travaux de critique littéraire qui l'ont placé très haut dans l'estime des connaisseurs. Comme tout ce que fait M. Feller, ses *Notes de philologie wallonne* sont d'un homme qui a beaucoup d'expérience, de patience au travail et de réflexion. A la sûreté de l'érudition, au sens de la mesure et à la fermeté de jugement, elles joignent l'agrément de la forme; l'exposé est toujours clair, précis, bien ordonné, tranquille et didactique dans le ton ainsi qu'il convient à une œuvre de science en même temps que de vulgarisation. Notre tâche est surtout d'indiquer ici brièvement les raisons pédagogiques qui ont appelé sur l'ouvrage l'attention du jury.

(1) Le jury était composé de MM. Léon Fredericq, *président*, Ch.-J. de la Vallée Poussin, Paul Fredericq, J.-J. Van Biervliet, J. Vercoullie, M. Wilmotte, *secrétaire*, et L. Parmentier, *rapporteur*.

Partout en Belgique, aussi bien dans la région germanique que dans la région romane, il existe des dialectes locaux, auxquels la langue littéraire et scientifique vient se superposer. C'est par la connaissance de son idiome propre que nous pénétrons intimement dans le caractère et dans les mœurs de chaque peuple. La pédagogie, qui doit adapter les leçons au milieu formé par l'histoire et à la psychologie des élèves, ne peut donc déclarer négligeables les renseignements fournis par les dialectes régionaux.

M. Feller a envisagé cette question spécialement au point de vue du français et du wallon; il démontre l'importance des dialectes locaux et il apporte, en faveur de leur utilisation dans l'enseignement, non point seulement, comme à l'ordinaire, des arguments d'amour-propre et de sentiment, mais des arguments de pédagogie et de raison pure.

Dans l'enseignement moyen, le wallon mérite, en maintes occasions, d'être traité en langue romane, et il peut intervenir très utilement à titre comparatif dans l'étude du français, du latin et même, par exemple pour certains termes du vocabulaire, dans l'étude des langues germaniques. Comme le dit M. Feller, « pour retenir l'attention sur les phénomènes du langage, le wallon vaut une langue étrangère, et vaut même davantage, à cause de l'identité du fond. C'est ce magnifique instrument d'enseignement, de progrès intellectuel et d'intérêt que la majeure partie des instituteurs rejettent ou méconnaissent ». Pareillement pour des langues éloignées de nous, comme le latin ou même le grec, bien des particularités acquièrent une signification et une clarté inattendues lorsque le maître fait observer à l'élève, dans le patois de son enfance, des phénomènes analogues. Qu'il s'agisse de phonétique, de morphologie, de syntaxe, de sémantique, le wallon peut servir à des rapprochements précieux, et les maîtres trouveront chez M. Feller des applications nombreuses et piquantes de cette méthode comparative.

Voici un exemple où un enseignement savoureux se dégage d'une mince question d'orthographe : « Votre collégien liégeois, confondant les mots, écrit : *il n'a pas eu l'heure de vous plaire*; il s'étonne quand vous le corrigez : profitez donc de cet heureux étonnement pour lui expliquer que *heur* ne vient pas de *hora*, mais de *augurium*; que le *h* doit être mis sur la conscience des demi-savants du XV^e siècle, qui se sont maintes fois trompés en étymologie; et, comme intermédiaire pour confirmer cette origine, demandez comment on dit *heur*, *heureux* en liégeois; aussitôt *aweûr*, *avoueurs* lui seront un trait de lumière. »

Pour tirer ainsi, en cas opportun, un profit pédagogique des rapprochements avec les dialectes locaux, les professeurs doivent évidemment posséder à leur sujet des connaissances exactes et assez approfondies. Le livre de M. Feller leur apporte, en une certaine mesure, le répertoire de philologie wallonne qui nous manque jusqu'ici. Il contient notamment : des notions précises sur la race et la langue wallonnes et sur les rapports de nos dialectes romans entre eux et avec le français; une histoire, en raccourci, de la philologie wallonne; des recherches sur la toponymie wallonne et sur l'origine des noms de personnes; des principes d'orthographe wallonne et des articles lexicographiques. A l'occasion de ces dernières études, il convient de rappeler que M. Feller est le créateur d'une orthographe wallonne acceptée à peu près par tous aujourd'hui et qu'il est un des trois vaillants promoteurs du grand Dictionnaire wallon.

D'autres parties du livre fournissent des modèles de travaux spéciaux, qui sont toujours intéressants et suggestifs; c'est, par exemple, la publication de textes concernant le folklore ou l'histoire de Verviers; ce sont des études sur les préfixes et les suffixes (notamment sur les suffixes toponymiques *han* et *ster*), sur l'étymologie et la sémantique : questions souvent choisies en raison même de leur complication ou de leur obscurité, mais où l'auteur donne toujours à ceux qui le lisent la satisfaction de bien entendre des choses difficiles.

En résumé, le livre de M. Feller nous a paru, d'un bout à l'autre, une œuvre d'érudition intelligente, de pédagogie attentive et d'inspiration bien nationale.

*
* *

C'est encore un livre d'un intérêt national que le jury a distingué en accordant un prix à la belle *Histoire de Gand* qu'a écrite M. Victor Fris, professeur d'histoire à l'Athénée de Gand. Le livre de M. Fris n'est pas un ouvrage scolaire au sens strict où l'on entend généralement ce terme, mais il est néanmoins de ceux qui s'adressent aux maîtres et aux élèves, car il complète, sur une question importante, les connaissances des uns et des autres, en leur exposant le passé d'une de nos grandes cités d'une façon plus continue et plus substantielle que ne peut le faire l'enseignement donné dans les classes.

L'Histoire de Gand a paru à l'occasion de l'Exposition universelle de 1913, et elle forme un élégant volume de près de quatre cents pages, orné de belles et nombreuses illustrations. L'auteur écrit en un style clair, agréable, alerte et d'une note bien personnelle.

Formé à l'excellente méthode historique que l'on enseigne à l'Université de Gand, il s'est rendu maître de son sujet par de nombreux travaux préparatoires : il a publié notamment deux remarquables volumes qui sont consacrés uniquement à la *Bibliographie de l'histoire de Gand*. Il livre donc au public une œuvre sérieuse et très approfondie, d'une information riche et sûre, condensant les résultats de recherches poursuivies laborieusement pendant de longues années. Elle contient beaucoup de parties neuves qui frapperont les spécialistes; mais toujours, malgré son abondance, l'érudition est facilement portée; nulle trace d'effort ou de fatigue n'apparaît dans la marche du récit et ne vient diminuer le plaisir qu'il procure au lecteur. L'historien de métier et le profane sont également satisfaits en fermant ce

livre où abondent les vues générales, les détails pittoresques et les remarques piquantes.

En notre pays où le patriotisme urbain est un élément noble et traditionnel de la vie nationale, le livre de M. Fris montre en quelque sorte sous une forme typique comment il faut écrire l'histoire de nos grandes cités pour contenter à la fois ceux qui savent et ceux qui voudraient savoir. On ne peut que souhaiter de voir son exemple trouver des imitateurs.



La *Méthodologie de la Botanique* de MM. J. Goffart et A. Gravis est un vaste traité qui comprend près de sept cents pages. Les auteurs se sont partagé la tâche de la façon suivante : une première partie, écrite par M. Goffart (pp. 9-112), expose des considérations générales sur l'enseignement de la botanique et offre une série de leçons modèles traitant tour à tour de la description, de la classification, de l'éthologie, de l'anatomie et de la physiologie des plantes.

Le but de ces leçons est avant tout d'apprendre aux jeunes gens à voir les plantes, à les comparer et à raisonner sur ce qu'ils ont vu. Point de nomenclatures fastidieuses ni de classifications compliquées ; le maître use simplement avec intelligence et méthode des moyens d'intuition et laisse une part prépondérante au travail personnel de l'élève. Par leur sage gradation, leur clarté et leur intérêt, les exercices pédagogiques de M. Goffart méritent véritablement leur titre de leçons modèles.

La seconde partie, due à M. A. Gravis, est intitulée : *Exercices et Traité de Botanique à l'usage de l'enseignement moyen et normal*.

Après une introduction magistrale consacrée à la méthodologie, l'auteur donne de nombreux exemples d'exercices au cours desquels les élèves sont astreints à se livrer eux-mêmes à un travail scientifique. Une série de plantes choisies sont ainsi

analysées au point de vue de l'organographie et de la classification, et cette étude est une gymnastique précieuse pour les facultés d'observation et de comparaison. De même, l'enseignement de l'éthologie et celui de la physiologie ne restent pas purement théoriques et ils s'accompagnent de démonstrations et d'expériences. Ici, en raison de la difficulté du sujet, le professeur devra, en général, faire lui-même la plus grande partie du travail, en s'aidant, pour le choix des plantes et pour la méthode, des exemples étudiés dans le manuel.

M. Gravis aborde ensuite l'exposé méthodique de sa science et il en traite successivement les différentes parties : Organographie; Botanique systématique; Notions d'anatomie; Notions de physiologie; Éthologie; Géographie végétale; Compléments d'anatomie; Compléments de physiologie. Plus de huit cents figures, toujours dessinées avec le plus grand soin par l'auteur lui-même, et souvent remarquables d'originalité, illustrent le texte et achèvent de mettre l'ouvrage hors de pair en Belgique.

Le manuel de MM. Goffart et Gravis ne peut manquer de contribuer grandement au progrès de l'étude de la botanique dans nos établissements d'instruction moyenne. Il n'a en rien le caractère d'une œuvre de compilation ou de pure érudition; il est le fruit de réflexions et d'une longue expérience de l'enseignement. Pratiquant d'abord une méthode analytique, il exerce l'élève à l'observation, en même temps qu'il l'oblige à comparer et à préciser ses idées. Le travail synthétique développe ensuite sa réflexion et son jugement et l'habitue peu à peu aux généralisations prudentes et exactes.

Ainsi entendue, la botanique cesse d'apparaître comme un pur amusement ou comme un chargement de la mémoire; elle devient ce qu'elle doit être avant tout au degré moyen, une discipline éducative, et elle prend une place importante parmi les branches qui exercent les jeunes esprits aux opérations essentielles du travail scientifique : l'analyse et la synthèse. Son but n'est pas de faire de chaque élève un botaniste, ni de

lui donner les connaissances utilitaires qui conviennent à un agriculteur ou à un horticulteur. Comme l'écrivit M. Gravis, « la Botanique n'est qu'un prétexte pour habituer les jeunes gens à observer, à comparer, à réfléchir et à énoncer un jugement basé sur un travail personnel préliminaire; en d'autres termes, à leur apprendre le moyen d'apprendre par eux-mêmes ».

*
* *

Le jury a l'honneur de proposer à la Classe d'accorder un prix de mille francs à chacun des trois livres suivants :

1. *Notes de philologie wallonne*, par Jules Feller.

2. *Histoire de Gand*, par Victor Fris, docteur en sciences historiques.

3. *Méthodologie de la Botanique*, par J. Goffart, professeur à l'Athénée royal de Huy, et A. Gravis, professeur à l'Université de Liège.

— Adopté.

PRIX ÉMILE DE LAVELEYE.

(Troisième période.)

Rapport présenté au nom du jury du concours par **M. ERNEST MAHAIM**,
professeur à l'Université de Liège, membre de l'Académie, rapporteur.

Le jury du Prix Émile de Laveleye pour la troisième période (1907-1912) s'est trouvé, comme les précédents, devant la tâche la plus difficile. Le domaine scientifique que le règlement l'invite à parcourir est, en vérité, infini : il embrasse « l'économie politique et la science sociale, y compris la science financière, le droit international et le droit public, la politique générale ou nationale ». Si l'on songe que le concours est international, on conviendra que ce programme exigeait du jury des connaissances aussi vastes que celles du maître illustre dont le Prix porte le nom.

Aussi, le jury actuel, pas plus que ses prédécesseurs, n'entreprend de faire une étude comparative des mérites des savants les plus célèbres dans toutes les disciplines énumérées.

Il a entendu, cette fois, honorer la science économique française. Son choix s'est porté sur **M. Charles Gide**, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris ⁽¹⁾.

La carrière scientifique de **M. Charles Gide** est dès plus brillantes.

Né le 29 juin 1847 à Uzès, il conquiert le grade d'agrégé des facultés de droit au concours de 1874. Professeur d'économie

(1) La décision du jury a été prise par cinq voix contre deux. Le rapporteur a pour mission d'exprimer l'opinion de la majorité.

Le jury était composé de MM. Lujo Brentano (Munich), Paul Cauwès (Paris), Brants, De Greef, élu en remplacement de M. Hector Denis, décédé, baron Descamps, comte Goblet d'Alviella, Ern. Mahaim.

politique à la Faculté de droit de Bordeaux, puis à celle de Montpellier, il fut nommé, en 1898, à la Faculté de droit de Paris, titulaire de la chaire d'économie sociale comparée, fondée par le comte de Chambrun. Depuis 1900, il est en outre professeur d'économie sociale à l'École nationale des Ponts et Chaussées et, depuis 1907, chargé de conférences d'économie politique à l'École supérieure de guerre. Il fut rapporteur général pour l'économie sociale à l'Exposition universelle de 1900 et il siège, depuis 1903, au Conseil supérieur du travail.

L'œuvre de M. Charles Gide est considérable ⁽¹⁾, et elle a

(1) Voici les principales œuvres de M. Charles Gide :

Principes d'économie politique. Paris, Larose, 1 volume in-16. 1^{re} édition, 1883; 14^{me} édition, 1913. Dix-neuf éditions en langues étrangères : 4 hollandaises, 3 suédoises, 4 polonaises, 2 anglaises, 2 italiennes, 1 allemande, 1 russe, 1 espagnole, 1 tchèque, 1 finnoise.

Cours d'économie politique. Paris, librairie du Sirey, 1 volume in-8°, 1^{re} édition, 1909; 3^e édition, 1913. Cinq éditions en langues étrangères : 1 espagnole, 1 grecque, 1 turque, 1 anglaise, 1 arabe.

Économie sociale. Les institutions de progrès social au début du XX^e siècle. Paris, librairie du Sirey, 1 volume in-16, 1^{re} édition, 1903; 4^{me} édition, 1911. Trois éditions en langues étrangères : 1 polonaise, 1 italienne, 1 japonaise.

La coopération. Conférences de propagande. Paris, librairie du Sirey, 1 volume in-8°, 1^{re} édition, 1900; 3^e édition, 1910. Deux éditions en langues étrangères : 1 russe, 1 polonaise.

Les sociétés coopératives de consommation. Paris, librairie du Sirey, 1 volume in-16, 1^{re} édition, 1906; 2^e édition, 1910. Trois éditions en langues étrangères : 1 polonaise, 1 portugaise, 1 hongroise.

Œuvres choisies de Charles Fourier avec une introduction. Paris, Guillaumin, 1 volume in-18. Deux éditions en langues étrangères : 1 anglaise, 1 italienne.

Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours, en collaboration avec M. Charles Rist. Paris, librairie du Sirey, 1909, 1 volume in-8° (récompensé par l'Académie). Trois éditions en langues étrangères : 1 anglaise, 1 allemande et 1 tchèque.

La Revue d'économie politique, fondée par M. Charles Gide en 1887 et dont il est resté codirecteur, paraît mensuellement à la librairie du Sirey. M. Gide y a publié de très nombreux articles de fond et de critique.

Plus de 1 800 articles publiés dans les revues françaises et étrangères, notamment sur les questions suivantes :

De quelques doctrines nouvelles sur la propriété foncière. [Journal des Économistes, mai 1883 (exposé critique des doctrines d'Henry George).]

recueilli un succès peu commun. M. Gide a fait école; autour de son nom se groupent aujourd'hui un grand nombre de disciples, qui propagent son enseignement dans beaucoup de chaires universitaires.

La lutte des langues, conférence publiée en brochure par l'Alliance française, 1885.

A quoi servent les colonies. (Revue de géographie, 1886.)

L'Act Torrens. (Bulletin de la Société de législation comparée, 1886.)

Chronique économique, dans le premier numéro de la Revue d'économie politique, janvier 1887. Article-programme de la nouvelle revue.

Les écoles économiques et l'enseignement de l'économie politique en France (en anglais dans le *Political Science Quarterly* de l'Université Columbia de New-York, janvier 1888).

La Nouvelle École École de la Solidarité, publié à Genève dans un volume intitulé : Quatre écoles d'économie politique, 1889.

Les idées économiques de Tolstoï. (Revue du christianisme social, 1891.)

Professions libérales et travail manuel, discours pour la rentrée de l'Université de Montpellier, 1893.

La littérature économique en France dans ces dix dernières années (en allemand dans le *Jahrbücher für National Ökonomie*), juin 1895.

Le rôle des classes dirigeantes. (Revue du christianisme social, janvier 1896.)

A quoi servent les mines d'or. (Semaine littéraire de Genève, mars 1896.)

Le Devoir colonial, conférence publiée en brochure, 1897.

Justice et Charité, conférence publiée dans le volume : *Morale sociale*, chez Alcan, 1899.

Le pouvoir de l'argent. (Bulletin de l'Union pour l'action morale, 1898.)

Les associations coopératives de production en France (en anglais dans le *Quarterly Journal of Economics*, de l'Université d'Harvard, 1898).

Recherche d'une définition de la solidarité. (Bulletin de l'Union pour l'action morale, 1898.)

Le travail manuel et le travail intellectuel, conférence publiée comme introduction du volume : *Histoire d'une université populaire*, 1900.

L'enseignement des sciences sociales. Rapport au Congrès de l'enseignement et des sciences sociales de 1900.

La crise du vin en France et les associations de vinification. Revue d'économie politique, mars 1901.

La solidarité économique, dans le volume de conférences : *Essai d'une philosophie de la solidarité*, chez Alcan, 1902.

Nos devoirs envers les animaux. (Foi et vie de 1902.)

Qu'est-ce que le profit? Rapport au Congrès de l'Association protestante pour l'étude des questions sociales, 1902.

La houille blanche, conférence pour l'Association des amis de l'Université de Paris, publiée dans la Semaine littéraire de Genève, 1902.

Son mérite capital n'est peut-être pas dans l'ordre de l'invention. Ce n'est pas un faiseur de système, mais c'est un initiateur, un éveilleur incomparable. Il a écrit lui-même dans l'une de ses préfaces : « J'aurais voulu donner non pas tant l'analyse que la belle vision du monde économique, de ce vaste monde dans lequel nous nous mouvons sans trop savoir où nous allons ; — non pas toujours la solution, mais la curiosité et l'anxiété des

De l'influence de l'immoralité sur la natalité. Rapport à la Commission extra-parlementaire de la population, 1902.

La morale de Bastiat, dans le volume : *Études sur la philosophie morale au XX^e siècle*, chez Alcan, 1903.

De la réglementation ou de la prohibition des cabarets. Rapport au Congrès de la Ligue nationale de tempérance, 1903.

La séparation de l'Église et de l'État. Conférence publiée en brochure, 1904.

Les cités-jardins, préface au livre de Georges Benoit-Lévy, portant ce titre, 1904.

Charité ou solidarité, brochure éditée par la revue *Foi et vie*, 1904.

La recherche de la paternité. Conférence publiée en brochure, 1905.

Histoire du Restaurant coopératif du Quartier Latin. Revue de l'enseignement supérieur, 1905.

L'Alliance coopérative internationale (son histoire et son programme). (Revue économique internationale, octobre 1905.)

L'Indemnité parlementaire. (Revue politique et parlementaire, février 1907.)

Les ligues d'acheteurs. (Semaine littéraire, mars 1907.)

L'École économique française dans ses rapports avec les écoles anglaise et allemande. Dans le volume publié en allemand pour le jubilé du Prof^r Schmoller, 1907.

Remèdes à la dépopulation de la France. (Revue hebdomadaire, 1909.)

L'actionnariat ouvrier. (Revue d'économie politique, janvier 1910.)

Les conséquences économiques de la décroissance de la natalité. (Revue économique internationale, mars 1910.)

La question de l'opium (Revue économique internationale, novembre 1910.)

Les ligues de consommateurs. (La Grande Revue, janvier 1911.)

La hausse des prix. (La Réforme sociale de 1911.)

Le matérialisme en économie politique. (Foi et vie, mars 1912.)

Les causes économiques des guerres. (Bulletin de la Paix universelle, mai 1912.)

L'Éducation sexuelle. (Documents du progrès, 1912.)

La question religieuse dans la vie sociale. (Foi et vie, mars 1913.)

La grande illusion. Conférence à l'École supérieure de guerre, publiée dans l'Annuaire de 1913.

La coopération des Français et des indigènes dans l'Afrique du Nord. (La Revue bleue, 1913.)

problèmes qui le travaillent; — j'aurais voulu communiquer non pas tant une certitude fondée sur les lois scientifiques encore mal connues, mais plutôt la sincérité et la ferveur dans la recherche de la vérité. J'aurais voulu aussi que l'économie politique, qui depuis si longtemps en France a subi, sans trop protester, le qualificatif de « littérature ennuyeuse », apparût aux jeunes gens qui ne la connaissent pas encore, comme une science aimable et captivante. » On peut affirmer qu'il y a pleinement réussi.

C'est son manuel, intitulé *Principes d'économie politique*, qui a accompli ce prodige. Publié pour la première fois en 1883, il en est aujourd'hui à sa quinzième édition française et il a eu dix-neuf éditions en langues étrangères. Augmenté de moitié sous le titre de *Cours d'économie politique*, paru concurremment en 1909, il a déjà trois éditions en langue française et quatre en langues étrangères.

Il y a un courage méritoire à composer un manuel. C'est la pensée des autres qu'il faut pénétrer et exposer. Il faut parcourir le champ entier de la science et le faire voir en raccourci. On y veut des données de fait, précises et récentes. Les développements ne sont pas de mise; les démonstrations doivent être ramassées, rendues saisissantes, et pourtant il faut être avant tout clair et attrayant. Ce charme, que le petit traité d'Émile de Laveleye renfermait au suprême degré, nul autre ne le possède aujourd'hui dans la même mesure que l'œuvre de M. Charles Gide. Le ton de l'exposé fait tout dans un manuel: ce n'est pas le ton d'un professeur en chaire, ni d'un orateur à la tribune, ni d'un journaliste. C'est le ton de la conversation, et celle de M. Gide est spirituelle, émaillée d'images discrètes, d'allusions. C'est la conversation française. Que d'art dépensé pour condenser, varier la forme, être clair et simple! Il faut voir comment il s'efforce d'éviter l'abstraction et la complication, comme il s'excuse devant le lecteur de le conduire dans des théories un peu abstruses, et il y en a pas mal en économie politique.

Un autre mérite essentiel d'un manuel est d'être au courant des progrès de la science. Cela paraît élémentaire et cependant il faut bien avouer qu'il fut un temps et une école où cela n'était pas considéré comme nécessaire en France. L'époque n'est pas encore bien loin de nous où M. Maurice Block était chargé, presque seul, au *Journal des Économistes*, de lire les économistes allemands et de leur distribuer les coups de fêrule quand ils s'écartaient de l'orthodoxie. M. Gide a su lire les Allemands et les Anglais, les Italiens et les Américains. Il a toujours signalé les théories intéressantes et en a dégagé la substance et la nouveauté. Sous ce rapport, les éditions successives de son traité sont extrêmement curieuses à comparer. On y voit se refléter les progrès mêmes des théories. A mesure qu'elles gagnent l'opinion du public savant, elles sont mises à leur place et elles sont aussi mises au point, avec cette mesure que donne une critique toujours en éveil. Dans la préface de la neuvième édition, M. Gide écrit modestement : « Je suis presque honteux d'avouer, après tant de revisions déjà faites sur les éditions françaises et les traductions étrangères, que j'ai trouvé encore plus à changer dans cette édition que dans les précédentes. » Les suivantes n'ont pas montré un moindre souci du progrès et de la perfection. C'est ainsi que l'œuvre s'enrichit de plus en plus, en résumant l'effort de toute une vie.

Au point de vue des doctrines, M. Gide occupe une place intermédiaire entre le socialisme et le libéralisme. C'est un de ses traits de ressemblance — et il y en a d'autres — avec Émile de Laveleye. Comme celui-ci, il a rejeté les vieux dogmes des « lois naturelles », des « harmonies » et de la libre concurrence. Il est d'accord avec la plupart des socialistes dans la critique de l'organisation sociale actuelle. Mais il s'en sépare nettement dans la conception matérialiste de l'histoire, la question de la lutte des classes et dans celle de la propriété privée. « Interventionniste » sans hésitation, il n'a pourtant jamais voulu du socialisme d'État à l'allemande, par crainte des abus du fonctionnarisme.

Il se rattache, comme Émile de Laveleye encore, à la grande école éthique de l'économie politique, puisqu'il met au premier rang les préoccupations morales et juridiques. Dans une conférence restée célèbre, faite à Genève, en 1889, il a baptisé l'école nouvelle, qui était alors une bien petite école en France, d'un nom qui a fait fortune, l'« École de la Solidarité », qu'il opposait aux écoles qui ont pris pour devise soit la Liberté, soit l'Égalité, soit l'Autorité.

On peut dire qu'aujourd'hui la doctrine solidariste a pénétré dans les idées, dans les mœurs et dans les lois. « Son petit sentier est devenu une grande route où déjà la foule passe ⁽¹⁾. » L'aile droite du socialisme et l'aile gauche de toutes les phalanges de la réforme sociale y ont reconnu leurs principes. Elle a eu ses théoriciens parmi lesquels on compte M. Léon Bourgeois. Des hommes d'œuvre, en grand nombre, l'ont traduite dans les faits.

Homme d'œuvre, M. Charles Gide l'est aussi. Il a mis sa foi dans la société coopérative. Il y voit la fin de tous les antagonismes : du travailleur et du capitaliste, du débiteur et du créancier, du consommateur et du producteur, du locataire et du propriétaire. Il en a été le philosophe et, j'ose dire, le poète. En plus d'un endroit, il esquisse le rêve d'une république coopérative, où la société transformée aura fait l'économie d'une révolution. On peut dire qu'il y a travaillé et qu'il y travaille encore de toute son âme. Sa campagne de conférences et d'écrits ne fléchit point avec les années. La tâche est rude, surtout en France; mais il lui a été donné de contribuer récemment à réunir des forces éparpillées et parfois discordantes, dans le Comité central de l'Union coopérative des Sociétés françaises de consommation, dont il a été le président pendant plusieurs années.

Il serait injuste, cependant, de représenter M. Charles Gide

(1) Avant-propos de la neuvième édition des *Principes* (1904).

comme l'homme d'une idée, d'une seule idée. Même dans ses élans de lyrisme, il sait apercevoir les difficultés de la réalisation et les lenteurs nécessaires de l'évolution sociale. Son œuvre scientifique à proprement parler reste son titre de gloire. Le plus grand service peut-être qu'il a rendu à la science française est la fondation de la *Revue d'économie politique* qu'il dirige depuis 1887. A côté des autres recueils au passé vénérable ou aux audaces grandissantes, elle occupe une place sans égale. Ici, point de parti pris d'école, de politique ou de méthode; la porte est ouverte à tout travailleur sincère et vraiment homme de science. Les opinions les plus diverses y trouvent leur expression. Les savants étrangers, notamment les Allemands, y ont reçu souvent l'hospitalité. Elle a contribué mieux que nulle autre à donner de la science française l'opinion la plus favorable dans le monde entier, parce qu'elle donne asile à ses représentants les plus novateurs, notamment dans l'enseignement des Facultés de droit. Chaque numéro de la *Revue* contient de nombreuses pages de M. Gide, surtout des articles de critique, où l'on peut suivre la souplesse, la liberté et la finesse de son esprit et de sa plume. C'est là peut-être qu'on perçoit le mieux la complexité de ce penseur bien moderne : sous un optimisme qui aime à s'affirmer et une ironie qui se modère, on sent malgré tout la tristesse et l'amertume d'un rêveur ardent et croyant, que la vision précise et claire du monde a plus d'une fois désenchanté.

Son dernier ouvrage est une *Histoire des doctrines économiques*, écrite en collaboration avec un ancien élève, M. le Prof^r Charles Rist. Comme les différents chapitres sont signés séparément, nous pouvons y distinguer la part de M. Gide dans l'œuvre commune; il s'y est réservé les Physiocrates, Malthus et Ricardo, Owen et Fourier, tout le libéralisme ainsi que le marxisme, les doctrines inspirées du christianisme, les hédonistes et les solidaristes. Il n'est pas exagéré de dire que cet ouvrage est un monument d'érudition. C'est en même temps

une œuvre d'art. La proportion des parties, la judicieuse mise en valeur des traits caractéristiques en sont les premiers mérites. Mais pour traduire de façon succincte et pourtant complète tant de doctrines diverses et contradictoires, où se reflètent les manières de penser d'esprits de race, de tempérament, de temps si différents, il fallait ces dons suprêmes de compréhension, de critique et de clarté qui sont le privilège du génie français.

Qu'on suive par exemple ses préoccupations dans l'exposé du marxisme. Il s'agissait d'y consacrer une quarantaine de pages. L'auteur s'en tient à deux conceptions essentielles de Marx, la théorie de la plus-value et la loi de concentration. On n'oserait affirmer qu'un disciple de Marx, surtout s'il est Allemand, n'y trouverait à redire, mais une chose est certaine et surprenante, c'est que l'exposé de M. Gide est plus clair et plus compréhensible que celui de Marx lui-même. Nombre de lecteurs laissés à eux-mêmes dans l'œuvre du grand socialiste n'auraient su y découvrir les nœuds de raccordement du mécanisme, les parties essentielles du rouage. Tel est le service que rend un travail de ce genre. Il initie, il introduit dans la pensée des autres avec l'adresse supérieure de l'éducateur. A coup sûr, cela ne suffit pas et cela ne remplace pas l'étude approfondie des ouvrages originaux, mais c'en est l'introduction indispensable. Sous ce rapport, M. Charles Gide a fourni une œuvre incomparable dans sa préface aux *Œuvres choisies* de Fourier. C'est ici qu'on se perdrait aisément dans les détails, dans les accessoires d'un système où la plus folle fantaisie s'est donné carrière. Mais quelle incompréhension, quelle brutalité sommaire d'esprit est celle qui rejette à priori toute la doctrine pour ses extravagances ! M. Gide a su, avec une touchante sollicitude, en dégager les beautés et les richesses. N'est-ce pas une meilleure manière de servir la science ?

Mais il ne faut pas tenter d'énumérer tous les mérites de l'œuvre de M. Charles Gide.

Elle nous apparaît comme l'une des plus marquantes de la

science économique contemporaine. Dans la foule des savants qui se hâtent et s'efforcent vers les vérités nouvelles, M. Charles Gide a joué un rôle de premier ordre; il a fait le point, il a colligé, recueilli les résultats acquis, les a mis en valeur et en lumière. Il a ouvert les esprits et il a dirigé la jeunesse, suscité des initiatives, des rénovations, des élans créateurs. Il est le maître ingénieux et subtil qui fait voir et sentir. Il est davantage encore, puisqu'il ne s'est pas contenté de sa mission contemplative de savant. Il est l'apôtre convaincu d'une doctrine morale de réforme sociale, où la loi d'amour est substituée à la loi de lutte, où l'harmonie des intérêts et des institutions résulterait du consentement mutuel. On peut différer d'opinion sur les possibilités de réalisation de cet idéal; on ne peut nier qu'il soit élevé. Émile de Laveleye aussi a passé son existence à travailler à la réalisation d'un idéal de cet ordre. S'il vivait encore, nous ne croyons pas trop nous avancer en disant qu'il décernerait lui-même son prix à M. Charles Gide pour son œuvre entière, où il retrouverait tant de traits de la sienne.

PRIX EUGÈNE LAMEERE.

(Deuxième période : 1908-1913.)

Rapport de M. H. Lonchay ⁽¹⁾.

La première période quinquennale (1903-1908) du concours ouvert par l'Académie pour le Prix Eugène Lamere s'était close sans avoir fourni un ouvrage digne d'être couronné. Le fait était regrettable, car dans tous les pays on comprend la nécessité de rendre l'enseignement plus attrayant, c'est-à-dire plus intuitif. Cette fois, le jury a été heureux de pouvoir donner la palme à deux travaux très différents par leur esprit et leur portée, mais qui répondent tous deux aux intentions des fondateurs du Prix.

L'*Album historique de la Belgique* de MM. Herman Van der Linden et Henri Obreen est une publication luxueuse de la maison G. Van Oest et C^{ie}, ce qui est tout dire. Elle présente une succession de vues qui sont non seulement d'une exécution matérielle irréprochable, mais qui donnent une idée complète de la civilisation de notre pays à travers les siècles. Comme le titre l'indique, cet ouvrage est un album. Ce n'est donc pas, à vrai dire, un manuel ; il est trop cher pour des écoliers et le texte, j'entends l'exposé synthétique de notre histoire qui sert d'introduction à l'album lui-même, est au-dessus de leur âge. Il ne sera donc jamais d'un usage courant dans les classes. Mais il facilitera la tâche des professeurs d'athénée ou d'école normale désireux de faire comprendre à la jeunesse la beauté de nos anciens monuments et de nos chefs-d'œuvre artistiques. Il ornera les bibliothèques scolaires et pourra être distribué comme prix aux lauréats des concours généraux.

Le *Cours d'histoire générale* ⁽²⁾ de M. N. Piret, directeur de

(1) Le jury était composé de MM. H. Lonchay, Léon Leclère, Michel Huisman, Félix Magnette et J.-P. Waltzing.

(2) Edité à Liège par H. Dessain, en trois volumes traitant respectivement de l'antiquité, du moyen âge, des temps modernes et contemporains.

L'École moyenne de Péruwelz, est un livre d'une tout autre nature. C'est un manuel, dans toute l'acception du mot, destiné à l'enseignement moyen et à l'enseignement normal primaire. Ici, le texte occupe la première place ; les gravures et les cartes ne sont que l'accessoire. Ces gravures sont cependant suffisamment nombreuses, bien que, pour telle ou telle période, elles eussent pu être plus nombreuses encore. C'est en vain, par exemple, que l'on cherche le *Forum romain*. Par contre, le *Paysage des Alpes* est répété deux fois. Le *Marius à Carthage*, tiré de Vertot, paraît bien conventionnel. Les portraits abondent, mais pour la période contemporaine, on désirerait plus de vues de monuments de nos grandes assemblées. Pourquoi donner le plan de Budapest, alors que celui de Berlin, de Vienne ou de Paris fait défaut ?

Toutefois, ces défauts et ces lacunes ne diminuent pas la valeur de ce livre qui, en tant que manuel, est excellent. L'auteur a fait un effort considérable qui mérite d'être encouragé, d'autant que, dans un pays aussi petit que le nôtre, les éditeurs hésitent à illustrer un manuel scolaire, de débit restreint, de prix modique, et dont les clichés nécessitent un matériel spécial, quelquefois fort coûteux. Il sera facile à M. Piret, lors d'une nouvelle édition, de tenir compte des critiques et de parfaire son livre qui éveillera vraiment alors et formera dans l'enfant, comme il se l'est proposé, « le goût et le sens de la beauté ».

Les deux travaux précités s'adressent donc à des lecteurs d'esprit et d'âge différents, mais ils sont inspirés, au même degré, du désir de développer l'enseignement par l'image, et comme le jury, par suite de la mise en réserve des intérêts du capital de la fondation pour la première période, dispose de deux prix de 500 francs, il propose de décerner l'un à MM. Van der Linden et Obreen, et l'autre à M. Piret.

— Adopté.

PRIX ADELSON CASTIAU.

(Onzième période : 1911-1913.)

Rapport du jury.

Mes honorables collègues du jury pour le Prix Adelson Castiau, MM. Brants et De Greef, m'ont prié de présenter en notre nom collectif le rapport que nous soumettons à la Classe.

Nous avons été unanimes à ne pas nous arrêter aux ouvrages qui avaient été envoyés par leurs auteurs. L'un d'eux ne répondait pas au programme tracé par le fondateur du Prix, à savoir de récompenser des travaux ayant pour objet l'amélioration du sort de la classe ouvrière. L'autre ne paraissait pas réunir les conditions nécessaires pour retenir notre attention.

Usant de la latitude qui est laissée au jury, nous avons recherché si, en dehors des ouvrages présentés, il ne s'en trouvait pas d'autres publiés pendant la période que nous devons prendre en considération.

Nous conformant, en outre, à un précédent établi par le dernier jury et sanctionné récemment par une nouvelle approbation de la Classe, nous nous sommes trouvés d'accord pour diviser le Prix. Nous proposons de l'accorder en partage à trois ouvrages qui, selon nous, répondent pleinement aux intentions du fondateur. Notre choix a surtout été dicté par notre désir commun de distinguer des auteurs qui ont transporté dans le domaine de l'action les idées qu'ils exposaient dans leurs écrits. L'expérience seule, aujourd'hui, consacre la valeur des initiatives et des réformes, et l'on demande à ceux qui se préoccupent des remèdes à apporter aux crises sociales, plutôt le sacrifice de soi-même et le dévouement généreux que les pures élaborations de l'esprit.

Dans un livre portant pour titre : *La femme : Éducation et action sociales*, M^{lle} Victoire Cappe a réuni un ensemble de documents qui constitue tout un programme de rénovation pour les nombreuses femmes et jeunes filles qui doivent travailler pour

vivre ou pour aider leur famille. L'auteur a voulu faire un exposé des efforts tentés dans plusieurs villes de notre pays par des dames et des demoiselles qui se consacrent aux œuvres féminines d'éducation. Les documents qu'elle a réunis sont souvent dus à d'autres qu'à elle-même. Mais, ainsi que le souligne, dans sa lettre-préface, S. É. le Cardinal Mercier, « parmi tout un amas de notes et de rapports, il fallait faire un triage et, les matières triées, il fallait les ordonner ». Il fallait aussi animer tout l'ensemble d'une même idée directrice et d'un même souffle. M^{lle} Cappe n'a point eu de peine à accomplir cette tâche. Sa participation militante à une série d'œuvres féminines, souvent appuyée sur des enquêtes et des investigations qui jettent un jour attristant sur la situation d'un très grand nombre d'ouvrières, lui donnait ce sens précieux des réalités sans lequel, dans le domaine de l'action sociale, tous les efforts restent stériles.

C'est un esprit analogue qui se retrouve dans le deuxième ouvrage que le jury propose de récompenser : le *Petit manuel d'études sociales* du P. Rutten. Ici, l'horizon embrassé est plus étendu et l'œuvre réalisée est plus vaste. C'est à l'éducation et à l'organisation de la classe ouvrière tout entière que le P. Rutten consacre son activité et se donne sans compter. Vue de haut, une telle tâche ne peut appeler de réserves.

Le livre a été écrit pour ceux qui ont, suivant l'expression de l'auteur, pleinement conscience de la grandeur de leur mission sociale (p. 130) : il tend à faciliter, pour les hommes d'étude et d'action et surtout pour les jeunes gens et les membres du clergé, l'initiation théorique et pratique à toutes les entreprises qui peuvent aider au relèvement de la classe ouvrière. Avec une évidente connaissance des choses de ce temps, le P. Rutten commence par exposer la nécessité de la formation scientifique de l'esprit : « Plus vous aurez, dit-il, de valeur scientifique, mieux vous pourrez, — vous avocat, étendre et perfectionner

un jour le droit social, les lois protectrices de l'industrie et du travail, — vous médecin, améliorer l'hygiène et la sécurité du travail, aider à diminuer la mortalité infantile, le nombre et l'intensité des maladies professionnelles, — vous ingénieur ou commerçant, augmenter le rendement et l'outillage économique, étendre nos débouchés internationaux, — vous enfin instituteur, dont la tâche est avec celle du prêtre la plus belle de toutes, nous préparer les hommes intelligents et énergiques qui seront demain les forces motrices de toutes nos œuvres. » (P. 17.)

Sur cette base, l'auteur développe ensuite la méthode à suivre pour mettre de l'unité, de la cohésion dans les œuvres, et, dans une deuxième partie, il revient encore avec plus de détails sur les études nécessaires aux spécialistes. Il montre l'importance de la documentation, des voyages d'études, ainsi que des grandes vues d'ensemble qui permettent de se rendre compte de la direction générale des courants sociaux. Enfin, dans un épilogue, dont certaines pages révèlent une connaissance pénétrante des hommes, il donne une série de conseils qu'il appelle lui-même des conseils affectueux de frère aîné. Les divers paragraphes de cette partie de l'ouvrage en préciseront nettement le caractère bien personnel : « l'esprit sacerdotal ; la nécessité d'avoir de la doctrine ; le travail obscur ; le doigté et le tact ; le respect de l'autorité ; la gaieté et la bonne humeur ; la largeur de vues et la tolérance ; le péché de surmenage ; la tenue extérieure ».

L'auteur du troisième ouvrage, *L'Industrie des peaux de lièvre et de lapin en Flandre*, Karl Beerblock, a consacré plusieurs années d'une action inlassable à démontrer par des réalisations effectives qu'il est possible de mettre fin aux abus intolérables qu'entraîne, dans certaines industries, le maintien du travail à domicile. K. Beerblock avait été pendant onze années, comme secrétaire de la Fédération gantoise du Parti ouvrier, en rapports

continuels avec les travailleurs de Lokeren, de Zele, de Termonde et des localités voisines. Il avait pu se rendre compte que, dans cette région, presque toute la population trouve son activité et sa subsistance dans l'industrie spéciale de la préparation des peaux de lièvres et de lapins. Il a voulu pénétrer de plus près ces pauvres gens et il lui a semblé, en vivant parmi eux, qu'il était transporté loin de la civilisation, tant leurs conditions d'existence sont indignes de notre époque.

Le livre que K. Beerblock a publié décrit le sort de ces travailleurs, dont un grand nombre sont de petits enfants, et aux notes du texte, les photographies dues à M. l'ingénieur Charles Lefébure ajoutent comme une émouvante attestation. Non content de dire ce qu'il avait vu, Beerblock a créé une usine modèle, pour appeler l'attention des industriels, des pouvoirs publics et de l'opinion sur les remèdes pratiques qu'il est possible d'apporter à cette situation lamentable. S'établissant, grâce à une aide matérielle et morale, en 1907 à Lokeren, personnellement comme patron, il résolut de prouver que, organisée dans des conditions meilleures de technique et de salubrité, l'industrie locale, qui occupe 5,000 ouvriers, ouvrières et enfants, et rapporte en salaires plus d'un million de francs par an, peut être conduite sans compromettre sa prospérité économique.

C'est ici que des déceptions, inattendues pour ceux qu'entraîne l'amour du peuple, ont un instant compromis la tâche commencée. Les ouvriers eux-mêmes s'opposaient à ce que l'on faisait pour eux. Plongés depuis trop longtemps dans un milieu où rien ne forme la personnalité morale, ils ne comprenaient point que l'amélioration de leur sort était liée à certaines règles de conduite et de discipline collective. Cela ne fut point pour décourager Beerblock, et il reste de son initiative un bel exemple digne d'être imité dans bien d'autres domaines.

E. WANWEILER.

NOTICES POUR L'ANNUAIRE.

Les notices suivantes sont promises pour l'*Annuaire* : Frère-Orban (par M. Maurice Wilmotte); Alph. Rivier (par M. le baron Descamps); Ch. Loomans (par M. De Wulf); Ch. Piot (par M. Lonchay); de Harlez (par M. de la Vallée Poussin); Tiberghien (par M. le comte Goblet d'Alviella); Potvin (par M. Wilmotte); Monchamp (par M. Kurth); De Smedt (par M. Kurth); Beernaert (par M. le baron Descamps); Bormans (par M. Kurth); Willems (par M. Parmentier); van der Haeghen (par M. Fredericq); Denis (par M. De Greef).

SÉANCE PUBLIQUE.

Conformément au règlement, il est donné lecture des communications destinées à la séance publique.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Un échange de vues sur *Les Sagas considérées comme sources d'informations historiques* a lieu entre MM. Pirenne, Bang, Nys et Leclercq.

La découverte de l'Amérique par les Islandais,

par JULES LECLERCQ, membre de l'Académie.

Le *Mouvement géographique* du 22 février 1914, en reproduisant un article du journal hollandais l'*Arnemsche Courant*, où il est affirmé que ce n'est pas à Christophe Colomb mais aux Islandais qu'il faut attribuer la découverte de l'Amérique, émettait des doutes sur ce point. Or rien n'est mieux établi, et la thèse du journal hollandais n'est nullement nouvelle. Dès la première session du Congrès des Américanistes, en 1875, M Benedikt Grondal, professeur à l'École des hautes études de Reykjavik, revendiquait la priorité des Islandais dans la découverte de l'Amérique. Lors de mon voyage en Islande, il y a trente-trois ans, j'ai pu me documenter d'une façon très précise sur cette question, et voici les faits que j'ai recueillis et que j'ai publiés au retour de mon voyage ⁽¹⁾.

On sait que ce furent les Islandais qui découvrirent et colonisèrent le Groenland, qui n'est éloigné de l'Islande que de quarante-cinq milles géographiques. Déjà en 976, Gunnbjorn, fils d'Ulf Krage, avait aperçu une grande terre située à l'ouest de l'Islande; mais ce ne fut qu'en 984 qu'Erik le Rouge en prit possession; il explora la contrée pendant deux ans et lui donna le nom de Terre verte (Groenland, en danois), afin, disait-il, d'attirer des colons que séduirait un aussi joli nom. Revenu en Islande, il détermina un grand nombre de ses compatriotes à émigrer en Groenland; en 986, vingt-cinq vaisseaux partirent sous sa conduite, mais quatorze seulement atteignirent leur destination; les autres revinrent ou se perdirent en route. Erik

(1) *La Terre de Glace*. (Islande.) Paris. E. Plon, 1883.

le Rouge fonda une colonie qui prospéra pendant quatre siècles; il éleva une petite capitale du nom de Gardar et, après l'adoption du christianisme vers l'an 1000, érigea plusieurs églises sur la côte orientale. La colonie eut des relations suivies avec la Norvège et le Danemark, et même avec la Flandre. Dans une note présentée au dernier Congrès des Américanistes, notre confrère le baron de Borchgrave signalait que Jean d'Ypres, marchand flamand, acheta des dents de morse provenant de l'évêché de Gardar au Groenland ⁽¹⁾. Dix-sept évêques, dont Torfaeus donne la liste, résidèrent successivement à Gardar; le dernier évêque y fut envoyé en 1406, et depuis lors on n'eut plus jamais de nouvelles des colons. On se perd en conjectures sur leur sort : les uns croient qu'ils furent bloqués par les glaces polaires et qu'ils périrent de froid et de faim; d'autres pensent qu'ils succombèrent à la maladie et aux attaques des Esquimaux.

Si je rappelle cette découverte du Groenland qui fut la conséquence naturelle de la colonisation de l'Islande, c'est parce que la découverte de l'Amérique fut la conséquence naturelle de la colonisation du Groenland. En sorte qu'on peut dire, suivant l'heureuse image du Prof^r Anderson, que l'Islande est le gond sur lequel s'appuie la porte qui ouvrit l'Amérique à l'Europe ⁽²⁾.

Le premier homme blanc qui aperçut l'Amérique est un Islandais du nom de Bjarne Herjulfsson. Les récits d'Erik le Rouge avaient enflammé l'imagination de cet homme aventureux. Il possédait un navire marchand, et il demanda à ses hommes qui voulait aller avec lui au Groenland. Ceux-ci lui répondirent : « Nous irons tous avec toi. » — « Mais personne de nous n'a jamais navigué dans la mer du Groenland », leur dit Bjarne.

⁽¹⁾ La Flandre et le Groenland au IX^e siècle. (*Proceedings of the XVIII. International Congress of Americanists.*)

⁽²⁾ R. B. ANDERSON, *America not discovered by Columbus*. Chicago, 1877.

« Peu nous importe », répondirent-ils. Ils mirent donc à la voile, et ne tardèrent pas à perdre de vue l'Islande. Au bout de trois jours, le vent tomba. Puis s'éleva un brouillard si épais qu'ils ne savaient où ils étaient. Le soleil ne reparut qu'au bout de plusieurs jours, et ils reconnurent alors qu'ils étaient en vue d'une terre plate et boisée. Mais comme l'aspect de cette terre ne répondait nullement à la description du Groenland, ils poursuivirent leur route vers le nord, et au bout de deux jours aperçurent une nouvelle terre. Comme ils n'y voyaient pas davantage les montagnes neigeuses dont on leur avait parlé, ils continuèrent leur navigation et arrivèrent au bout de trois jours en vue d'une troisième terre, dont l'aspect ne répondait pas encore à celui du pays qu'ils cherchaient. Pressés par un violent vent du sud-ouest, ils atteignirent après quatre nouvelles journées de navigation la terre du Groenland, et furent assez heureux pour débarquer tout près de l'endroit où s'était établi Erik le Rouge. La relation de Bjarne a été conservée, avec celles d'autres navigateurs islandais, dans le *Flateyrbok*, qui parut en Islande en 1387. Les détails de son récit font supposer que la première terre qu'il aperçut était *Nantucket*, la seconde la *Nouvelle-Écosse*, et la troisième *Terre-Neuve*.

Quelques années plus tard, Bjarne alla en Norvège, et quand il y raconta ses aventures, il fut vertement blâmé par le yarl Erik pour ne pas s'être donné la peine de débarquer dans les pays dont il parlait, et au sujet desquels il ne pouvait rien dire de précis. Leifr Erikson, fils d'Erik le Rouge, qui avait colonisé le Groenland, résolut d'aller explorer ces contrées inconnues. Il acheta le navire de Bjarne et partit du Groenland avec trente-cinq hommes. Bientôt fut signalée, au sud-ouest, une terre qu'on suppose être la côte du Labrador; en poursuivant sa route vers le sud, Leifr trouva la contrée boisée qui avait été vue par Bjarne, et qu'il appela *Helluland* (pays de dalles) : c'était, comme on croit, l'île de Terre-Neuve; en continuant à voguer vers le sud, l'explorateur vit une terre qu'il appela *Markland*

(pays de bois), probablement la Nouvelle-Écosse ⁽¹⁾. Deux jours après, poussé par un fort vent du nord-est, il découvrit une île séparée du continent par un détroit; il traversa le détroit et arriva dans une superbe mer intérieure sur les bords de laquelle il hiverna. Au jour le plus court, le soleil était visible à l'horizon depuis sept heures et demie du soir, ce qui donne une latitude un peu plus septentrionale que celle de New-York (41°24'18"). La mer intérieure devait être une baie comprise entre Rhode Island et le cap Cod. Un homme de l'équipage, du nom de Tyrker, qui s'était aventuré dans l'intérieur du pays, trouva une grande quantité de raisins sauvages, et pour cette raison Leifr donna à la contrée le nom de Vinland ou pays de vignes. Ces événements se passaient en l'an 1000.

Quand, au printemps, Leifr Erikson retourna au Groenland, son frère Thorwald, séduit par la description des contrées découvertes, voulut à son tour les visiter. Il s'embarqua en 1002 sur le navire de Leifr, mais son expédition lui fut fatale. Après un séjour de trois ans au Vinland, il perdit la vie dans une bataille contre les naturels ou *Skraellings*. Ce fut le premier chrétien enseveli en terre américaine. Le squelette enveloppé d'une armure qu'on trouva en 1831 dans le Massachusetts serait-il celui de Thorwald Erikson? Il est permis de le supposer, car le célèbre chimiste Berzélius, qui analysa la cuirasse, trouva que sa composition répondait à celle des métaux en usage dans le Nord au X^e siècle. Sa forme aussi était celle des vieilles armures du Nord.

(1) Sur les colonies du Markland et de l'Escociland, voir le curieux mémoire d'Eugène Beauvois publié dans le premier volume du *Compte rendu du Congrès des Américanistes de Luxembourg*. Voir aussi dans le *Muséon*, t. 1^{er}, n° 2, 1882, une savante étude du même auteur sur la *Vendetta dans le Nouveau Monde au XI^e siècle*, d'après les textes scandinaves, spécialement la Saga des frères d'armes dans le *Flateyrbok*, « une des mieux contées et des plus instructives : avec elle nous pénétrons dans la vie intime des Scandinaves; bien mieux, elle nous transporte dans un coin du Nouveau Monde et nous donne une relation tellement circonstanciée des mœurs des habitants, que l'on se trouve en pays de connaissance dans cette contrée alors étrangère à l'Europe non scandinave... Malheureusement il nous est parvenu fort peu des sagas relatives au Nouveau Monde. »

Et l'on se rappelle, à ce sujet, le fameux poème de Longfellow :
Speak! speak! thou fearful guest!

La triste fin de Thorwald n'empêcha point Thorfinn Karlsefne de fonder une colonie dans le Vinland. Il s'embarqua en 1007 avec sa femme Gudrid, emmenant avec lui cent cinquante et un hommes et sept femmes. Il s'aboucha avec les indigènes et fit avec eux le commerce de fourrures; il alla beaucoup plus au sud, jusqu'aux régions où croissait le maïs sauvage; on croit que ces hommes du Nord poussèrent leurs explorations jusqu'à la baie de Chesapeake, en Virginie; les traditions des vieilles tribus indiennes de la Floride font même mention d'hommes blancs qui possédaient des instruments en fer. Thorfinn passa trois années dans le Nouveau Monde; au bout de ce temps, l'hostilité des indigènes l'obligea à quitter le pays. En 1008, il lui naquit à Straumfjord, sur la côte de la baie de Buzzard, un fils du nom de Snorre Thorfinnsson; ce fut le premier Européen qui naquit en Amérique, et c'est de lui que descendit, sept siècles et demi plus tard, le fameux sculpteur Thorwaldsen, né en Islande. Les Sagas donnent les détails les plus complets sur la colonie de Thorfinn en Vinland; elles disent aussi que Gudrid, après la mort de son mari, fit un pèlerinage à Rome. Il est vraisemblable qu'elle y fit la description du Vinland. L'existence de cette contrée était si bien connue en Europe que le pape Pascal II y envoya, en 1121, un évêque du nom d'Erik Upsin, qui avait juridiction sur l'Islande, le Groenland et le Vinland. Thorfinn a d'ailleurs laissé à la postérité un témoignage de son séjour en Amérique : c'est la fameuse inscription gravée sur le rocher de Dighton, sur la rive droite de la rivière Taunton, dans le Massachusetts, comté de Bristol. Cette inscription fut copiée dès 1680 par le Dr Danforth et signalée par les premiers colons de la Nouvelle Angleterre, bien avant qu'on se préoccupât de la découverte précolombienne de l'Amérique. Le Prof^r Rafn l'a interprétée de cette façon : « Thorfinn, avec 151 marins normands, a pris possession de ce pays. » Les chiffres romains CXXXI représentent non pas 131, mais 151, car on sait que les Islan-

dais comptaient douze dizaines dans ce qu'ils appelaient *ttort hundrad* (grande centaine). Or 151 représente précisément le nombre d'hommes qui composaient la troupe de Thorfinn.

Les peuples scandinaves eurent des relations avec les établissements américains jusqu'au XIV^e siècle. On ne sait ce que devinrent les colons par la suite; peut-être se mêlèrent-ils aux Indiens; peut-être périrent-ils dans les guerres qu'ils eurent à soutenir. Les Sagas, qui racontent si minutieusement la colonisation du Vinland et celle du Groenland, laissent planer sur le sort des hardis colons un mystère qui ne sera probablement jamais éclairci. Le professeur Rafn, qui a fait une étude approfondie des antiquités américaines relatives à l'occupation scandinave, émet l'opinion que les populations qui habitaient le Massachusetts lors des découvertes de Christophe Colomb, descendaient d'ancêtres européens, et que longtemps avant cette époque le christianisme y fut introduit parmi les Indiens comme parmi les Scandinaves ⁽¹⁾.

Christophe Colomb s'est-il documenté chez les Islandais? On l'a cru longtemps sur la foi de quelques lignes ⁽²⁾ citées par son fils Fernand Colomb, où le Génois s'exprime ainsi : « L'année 1477, au mois de février, je naviguai cent lieues au delà de l'île de *Tyle*, dont la partie méridionale est à soixante-treize degrés de la ligne. Elle est aussi grande que l'Angleterre, et les Anglais y vont trafiquer. Ce n'est pas *Tyle* dont parle Ptolémée, qui est immédiatement sous la ligne, mais celle que nous appelons aujourd'hui Frislande ⁽³⁾. » Colomb ne précise pas autrement, si ce n'est qu'il nous apprend qu'au temps de son voyage la mer n'était point congelée, et, détail stupéfiant, que la mer s'élevait jusqu'à vingt-six brasses!

(1) RAFN, *Antiquitates americanæ*.

(2) *Note sur les cinq zones habitables*.

(3) *La vie de Christophe Colomb et la découverte qu'il a faite des Indes occidentales*, composée par Fernand Colomb son fils et traduite en français (Chap. IV). Paris, 1681.

Alexandre de Humboldt ⁽¹⁾, sur la foi de ce passage, affirme comme un fait certain que Colomb puisa dans les manuscrits islandais les informations qui le déterminèrent à franchir les mers occidentales. A l'époque où je visitai l'Islande, en 1881, le récit de Colomb y passait pour véridique. Mais aujourd'hui il semble qu'il ne rencontre plus la même créance. Dans une récente étude sur Christophe Colomb ⁽²⁾, M. Van Ortroy, le savant professeur de l'Université de Gand, relève les erreurs de latitude et de longitude commises par cet amiral qui était incapable de faire le moindre calcul exact. Sans s'arrêter à ces erreurs, il estime avec la plupart des critiques que la Tyle de Colomb doit être identifiée avec l'Islande, la Thulé d'Eratosthène, l'Ultima Thulé des anciens. Mais il se refuse à admettre, comme le croyait Humboldt, que Colomb ait jamais visité l'Islande. Il signale avec la critique moderne l'invraisemblance de ce voyage dans les mers arctiques au cœur de l'hiver, et aussi l'absurdité de marées de vingt-six brasses. Il fait remarquer qu'en 1477 Colomb n'était âgé que de 26 ans et ne pouvait guère avoir navigué au loin.

Sur quoi repose en somme le voyage de Colomb en Islande? Uniquement sur l'affirmation de Colomb lui-même, à laquelle Humboldt et tant d'autres après lui se sont laissé prendre. Mais M. Vignaud ⁽³⁾ ne voit dans cette affirmation qu'une de ces supercheres habituelles à l'ambitieux Gênois, qui aurait eu précisément pour but de faire croire à la lente préparation de son dessein. Ce qui semble décisif, c'est que même si Colomb avait connu l'existence du Vinland, cela ne lui aurait été d'aucune utilité, puisqu'il voulait gagner les Indes occidentales, non par les mers septentrionales, mais par les mers tropicales ⁽⁴⁾.

(1) *Cosmos*.

(2) Christophe Colomb. Les diverses phases de sa vie d'après la légende et l'histoire. (*Revue des questions historiques*, octobre 1913.)

(3) HENRY VIGNAUD, *Études critiques sur la vie et l'œuvre de Christophe Colomb*. Paris, 1903.

(4) FISHER, *The Discoveries of the Norsemen*, p. 106. Cité par Vignaud.

Je n'ai nulle hésitation à faire ici une confession nécessaire. Ce que j'ai affirmé en 1883 sur le voyage de Colomb en Islande a tous les caractères d'un fait controuvé. Si je me suis trompé, c'est en l'illustre compagnie d'Alexandre de Humboldt, uniquement coupable d'avoir accepté de confiance les affirmations d'un homme qui sur bien d'autres points, comme l'a démontré M. Vignaud, nous a induits en erreur.

Il serait injuste, toutefois, de conclure de ces faits que Colomb fut un imposteur et un fourbe, ainsi que n'ont pas craint de le faire certains américanistes de cette école américaine qui recherche les excentricités ⁽¹⁾. Si Colomb ne visita pas le premier l'Amérique, il faut lui reconnaître le mérite, sinon de l'avoir découverte dans le sens étroit du mot, du moins de l'avoir révélée et fait connaître à l'Europe. Les voyages antérieurs des Islandais n'eurent aucune influence sur les destinées du monde. A Colomb seul revient la gloire d'avoir posé un nouveau jalon dans l'histoire du genre humain.

(1) GOODRICH, *A history of the character and achievements of the so called Christopher Columbus*. New-York, 1874.



Séance publique du 6 mai 1914.

M. H. PIRENNE, directeur.

M. J.-P. WALTZING, membre, remplace **M. le Secrétaire perpétuel**, indisposé.

M. Juliaan De Vriendt, Président de l'Académie, prend place au bureau.

Sont présents : **MM.** le baron de Borchgrave, le comte Goblet d'Alviella, **Ad. Prins**, **Paul Fredericq**, **P. Thomas**, **E. Discailles**, **V. Brants**, **J. Leclercq**, **M. Wilmotte**, **J. Lameere**, **A. Rolin**, **M. Vauthier**, **J. Vercoullie**, **G. De Greef**, **H. Francotte**, **H. Lonchay**, **Eug. Hubert**, **M. De Wulf**, **Ern. Mahaim**, *membres*; **W. Bang**, *associé*; **L. Parmentier**, **Dom U. Berlière**, **J. Bidez**, *correspondants*.

Assistent à la séance :

CLASSE DES SCIENCES. — **MM.** **Paul Pelseneer**, *directeur*; **C. Malaise**, **Ch. Van Bambeke**, **Léon Fredericq**, **A. Gravis**, **Ch.-J. de la Vallée Poussin**, **Max Lobest**, **F. Swarts**, **A. Demoulin**, **A. Rutot**, **A. de Hemptinne**, **Victor Willem**, **Paul Stroobant**, *membres*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS. — **MM.** **J. Brunfaut**, *vice-directeur*; **G. De Groot**, **Max. Rooses**, **J. Winders**, **Em. Janlet**, **Em. Mathieu**, **L. Lenain**, **X. Mellery**, **L. Frédéric**, **L. Solvay**, **A.-J. Wauters**, **Paul Gilson**, **Émile Claus**, **J.-B. Van den Eeden**, **Sylv. Dupuis**, **Léon Du Bois**, *membres*; **Paul Bergmans**, **Émile Wambach**, **A. Struys**, *correspondants*.

Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme,

discours par HENRI PIRENNE, directeur de la Classe.

I

Je ne me propose, dans les pages suivantes, que d'exposer une hypothèse. Peut-être, après les avoir lues, la trouvera-t-on insuffisamment fondée. Et je n'hésite pas à reconnaître que la pénurie de travaux se rapportant à mon sujet, tout au moins depuis la fin du moyen âge, serait de nature à décourager plus d'un esprit prudent. Mais, d'autre part, je suis convaincu que tout essai de synthèse, si prématuré qu'il apparaisse, ne peut qu'être utile aux recherches, à condition qu'on le donne en toute franchise pour ce qu'il est. Au surplus, l'accueil bienveillant rencontré, au Congrès historique international de Londres en 1913, par les considérations que l'on va lire, ainsi que le désir exprimé par des savants de tendances très diverses de les voir imprimées, m'ont encouragé à les produire en public. Quelques objections qui m'ont été faites aussi bien que mes propres réflexions m'ont porté à reviser et à compléter sur certains points mon discours de Londres. Dans les traits essentiels pourtant, rien n'y a été changé ⁽¹⁾.

Un mot tout d'abord pour préciser l'objet de cette étude. Il n'y sera pas question de la formation même du capital, autrement dit des biens exploités par leur détenteur dans l'intention

⁽¹⁾ On trouvera dans l'*American Historical Review*, avril 1914, une excellente version anglaise du texte français de mon travail, mais dépourvue de la plupart des notes qui figurent ici.

de les reproduire avec un profit ⁽¹⁾. C'est le capitaliste seul, le détenteur du capital, qui attirera notre attention. Je voudrais tout simplement caractériser, aux diverses époques de l'histoire économique, la nature de ce capitaliste et en rechercher l'origine ⁽²⁾. Il m'a semblé, en effet, en parcourant cette histoire depuis le commencement du moyen âge jusqu'à nos jours, y observer un phénomène sur lequel l'attention ne me paraît pas avoir été appelée jusqu'aujourd'hui. J'ai cru remarquer qu'aux diverses périodes dont elle se compose correspond une classe distincte de capitalistes. En d'autres termes, ce n'est pas du groupe des capitalistes d'une époque donnée que sort le groupe des capitalistes de l'époque suivante. A chaque transformation du mouvement économique se produit une solution de continuité. Les capitalistes qui ont jusqu'alors déployé leur activité se reconnaissent, dirait-on, incapables de s'adapter aux conditions qu'exigent des besoins jusqu'alors inconnus et requérant des méthodes inemployées. Ils se retirent de la lutte pour se transformer en une aristocratie dont les membres, s'ils interviennent encore dans le maniement des affaires, n'y interviennent plus que d'une manière passive, en qualité de bailleurs de fonds. A leur place surgissent des hommes nouveaux, hardis, entreprenants, se laissant audacieusement pousser par le vent qui souffle et sachant disposer leurs voiles suivant sa direction, jusqu'au jour où, cette direction se modifiant et désorientant

⁽¹⁾ J'emprunte cette définition à W. Sombart (*Der moderne Kapitalismus*, t. I, p. 493), non seulement parce qu'elle me paraît fort exacte, mais aussi afin d'éviter le soupçon de définir le capital pour les besoins de ma thèse. M. Sombart est, en effet, l'adversaire le plus énergique de tous ceux qui croient apercevoir des phénomènes capitalistes avant les temps modernes.

⁽²⁾ H. SIEVEKING, *Die kapitalistische Entwicklung in den italienischen Städten des Mittelalters* (*Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1909, t. VII, p. 65), fait observer combien il est regrettable que les recherches sur le capitalisme portent presque exclusivement sur l'élément objectif de celui-ci, c'est-à-dire sur le capital, et en négligent le facteur personnel, c'est-à-dire le capitaliste.

leurs manœuvres, ils s'arrêtent à leur tour et s'effacent devant une équipe pourvue de forces fraîches et de tendances neuves. Bref, on ne constate pas la permanence à travers les siècles d'une classe de capitalistes se développant d'un mouvement continu. Tout au contraire, il y a autant de classes de capitalistes qu'il y a de phases dans l'histoire économique. Du point de vue où nous nous plaçons, celle-ci ne se présente pas sous la forme cohérente d'un plan incliné, elle ressemble plutôt à un escalier dont chaque marche s'élève brusquement au-dessus de celle qui la précède. Nous ne nous trouvons pas en présence d'une montée lente et régulière, mais d'une succession de degrés.

Pour vérifier la valeur de ces remarques, il faut naturellement les soumettre à l'observation des faits, et cette observation sera d'autant plus concluante qu'elle portera sur une plus longue durée de temps. L'histoire économique de l'antiquité est encore trop mal connue, ses rapports avec les périodes postérieures nous échappent encore trop complètement pour qu'il soit possible d'y prendre notre point de départ. Le commencement du moyen âge nous fournit d'ailleurs une entrée en matière suffisamment reculée pour répondre à notre dessein.

Mais, tout d'abord, il importe de prévoir une objection. Si l'on admet, en effet, la théorie — admirablement formulée par M. K. Bücher dès 1893 ⁽¹⁾ et reprise par M. W. Sombart avec

(1) K. BÜCHER, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*. Tübingen, 1893. La 4^e édition a paru en 1904. La traduction française de M. A. Hansay (K. BÜCHER, *Études d'histoire et d'économie politique*. Bruxelles-Paris, 1901) a été faite sur la 1^{re} édition. — Il faut remarquer que M. Bücher n'a pas prétendu exposer historiquement l'économie médiévale : il en donne une théorie, ou si l'on veut, une description typique, ne s'attachant qu'à en faire ressortir les caractères essentiels et négligeant les phénomènes secondaires. Il n'ignore évidemment pas que le capital a joué un certain rôle au moyen âge, mais ce rôle lui apparaissant secondaire, il l'a passé sous silence. Le tout est de savoir si l'influence capitaliste n'a pas été assez considérable pour que, en n'en tenant pas compte, l'éminent économiste n'ait altéré le type théorique lui-même qu'il nous expose et n'ait renfermé la *Stadtwirtschaft* dans des bornes trop étroites.

un radicalisme intempérant ⁽¹⁾ — qui refuse au moyen âge toute espèce d'économie capitaliste, on nous contestera le droit de nous occuper des temps antérieurs à la Renaissance. Pourtant, quelle que soit la faveur dont elle jouit, cette théorie a soulevé, surtout dans les dernières années, de nombreuses objections.

Des travaux récents me paraissent avoir prouvé que les traits essentiels du capitalisme : individualisme de l'entreprise, avances provenant du crédit, profit commercial, spéculation, etc., se rencontrent de très bonne heure dans les républiques municipales de l'Italie, Venise ⁽²⁾, Gènes ⁽³⁾ ou Florence ⁽⁴⁾. On a signalé dès le XII^e siècle des marchands tels que le Vénitien Romano Mairano (1152-1201), qui engage dans ses affaires des centaines de milliers de francs, réalise des bénéfices de 50 % dans des opérations de cabotage et sombre finalement dans la faillite ⁽⁵⁾. On a démontré que les négociants du moyen âge

⁽¹⁾ W. SOMBART, *Der moderne Kapitalismus*. Leipzig, 1902. Voy. surtout t. I, pp. 162 et suiv. Cf. G. VON BELOW, *Die Entstehung des modernen Kapitalismus*. (*Historische Zeitschrift*, N. F., 1903, t. LV, pp. 432 et suiv.); R. DAVIDSOHN, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, 1908, t. IV, pp. 268 et suiv. — Les opinions de M. Sombart sont tellement excessives et l'érudition desordonnée par laquelle il prétend les appuyer, tellement arbitraire et dépourvue de critique, que bien des historiens renonceront à la lecture de son livre, où pourtant se rencontrent tant de vues intéressantes et profondes. L'auteur se met malheureusement en contradiction constante avec lui-même. On peut même se demander s'il n'a pas abandonné sa thèse sur la formation du capital, provenant non du commerce, mais de la rente du sol, quand on lit dans son dernier ouvrage (*Die Juden und das Wirtschaftsleben*. Leipzig, 1911, pp. 44 et suiv.) la description étonnante de la fortune des prétendus colons juifs qui initièrent, d'après lui, les Etats-Unis d'Amérique au capitalisme. Cf. H. WAETJEN, *Das Judentum und die Anfänge der modernen Kolonisation*. (*Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1913, t. XI, pp. 590 et suiv.)

⁽²⁾ R. HEYEN, *Zur Entstehung des Capitalismus in Venedig*. Stuttgart-Berlin, 1905.

⁽³⁾ H. SIEVEKING, *Die kapitalistische Entwicklung in den italienischen Städten des Mittelalters*. (*Loc. cit.*)

⁽⁴⁾ R. DAVIDSOHN, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, t. III.

⁽⁵⁾ HEYEN, *Op. cit.*, pp. 86 et suiv. Dans une seule expédition sont engagés 6665 massamutini, équivalant à 73,000 francs de nos jours, valeur métallique, et à plusieurs centaines de milliers de francs en valeur relative.

n'étaient pas aussi ignorants qu'on se plaisait à le prétendre. On a relevé enfin d'étonnantes erreurs dans les calculs improvisés pour confondre la naïveté des historiens qui considèrent les commerçants du XIII^e et du XIV^e siècle comme autre chose qu'une simple variété d'artisans incapables de s'élever à l'idée même de profit et n'ayant en vue que de gagner assez pour vivre au jour le jour ⁽¹⁾.

Mais si probant que soit déjà tout cela, le point faible de la théorie que j'envisage ici me paraît résider surtout dans une question de méthode. On n'a pas suffisamment pris garde, à mon sens, que le tableau de l'économie urbaine du moyen âge, tel que M. Bücher l'a retracé, emprunte ses éléments aux villes allemandes, et plus spécialement aux villes allemandes du XIV^e et du XV^e siècle. Or, la grande majorité des villes allemandes de cette époque est bien loin d'avoir atteint le degré de développement où se trouvent dès lors les grandes communes de l'Italie du Nord, de la Toscane ou des Pays-Bas. Au lieu de constituer le type classique de l'économie urbaine, elles n'en fournissent que des exemplaires incomplètement développés; elles n'en présentent que certaines manifestations; elles en ignorent d'autres et particulièrement celles qui appartiennent au domaine du capitalisme. Dès lors, en présentant comme s'appliquant à toutes les villes du moyen âge une théorie qui ne repose que sur l'observation de certaines d'entre elles et des moins avancées, on a fait violence à la réalité. La doctrine de M. Bücher reste un chef-d'œuvre de pénétration et de compréhension économique. Mais elle est trop restreinte. Elle ne tient pas compte de certains éléments du problème, parce qu'elle ne les a pas rencontrés dans le cercle trop étroit où elle les a cherchés. On peut être convaincu que si, au lieu de partir de l'analyse de villes telles que Francfort, elle avait considéré Florence, Gènes, Venise ou

(1) A. SCHAUPE, Die Wollausfuhr Englands von 1273. (*Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1908, t. VI, p. 39.) — Cf. F. KEUTGEN, *Hansische Handelsgesellschaften*. (*Ibid.*, 1906, t. IV, pp. 288 et suiv.)

même Gand, Bruges, Ypres, Tournai ou Douai ⁽¹⁾, le spectacle qu'elle nous aurait fourni serait bien différent. Au lieu de refuser à la vie économique des bourgeoisies toute espèce de capitalisme, elle aurait reconnu, au contraire, que le capitalisme s'y trahit de façon irrécusable. Nous reviendrons plus loin sur cette question essentielle. Mais il était indispensable d'indiquer dès maintenant la position que nous prenons à son égard.

Il va de soi que je n'entends pas rejeter en bloc les idées généralement admises sur l'économie urbaine du moyen âge. Au contraire, je les crois tout à fait exactes en leur fonds essentiel, et je suis persuadé que, dans un très grand nombre de cas, je dirai même, si l'on veut, dans le plus grand nombre, elles nous fournissent une théorie amplement satisfaisante. Je suis très loin de prétendre que le capitalisme ait dominé l'organisation économique du XIII^e au XV^e siècle. Je pense que s'il n'est pas vrai de dire que cette organisation fut « acapitaliste », il l'est au contraire de la déclarer « anticapitaliste ». Mais précisément déclarer cela, c'est admettre qu'elle s'est trouvée en présence du capital. Elle l'a connu, puisqu'elle a essayé de s'en garantir, puisque, à partir de la fin du XIII^e siècle, elle s'ingénie à prendre des mesures de toutes sortes pour échapper à ses atteintes. Nous aurons l'occasion d'observer, en effet, que la puissance du capital a été bien plus grande durant la première partie du moyen âge que durant la seconde. Mais même au cours de cette dernière, si la législation municipale le refoule plus ou moins complètement au dehors des marchés urbains, il n'en conserve pas moins un rôle très considérable. C'est lui qui règne dans le commerce interlocal, qui détermine les formes du crédit, qui s'impose à toutes les industries produisant pour l'exportation et qui les empêche de se plier comme les autres à la réglementation

(1) Pour cette dernière ville, nous possédons maintenant dans l'ouvrage monumental de M. G. ESPINAS, *La vie urbaine de Douai au moyen âge* (Paris, 1913, 4 vol.), la monographie d'histoire municipale la plus complète qui existe. La vie économique y est étudiée au tome II, pp. 708 et suiv.

minutieuse dont les liens innombrables enserrent le travail des artisans ⁽¹⁾.

En réalité, le capitalisme est bien plus ancien que l'on n'est ordinairement tenté de le croire. Sans doute, son action dans les temps modernes a été beaucoup plus envahissante qu'au moyen âge. Mais il n'y a là qu'une différence quantitative, non une différence qualitative, une différence d'intensité et non une différence de nature ⁽²⁾. Et, dès lors, nous sommes autorisé à formuler la question comme nous l'avons fait au début; nous pouvons, sans crainte de poursuivre une ombre vaine, rechercher quelles ont été à travers l'histoire les étapes de l'évolution sociale du capitalisme.

II

Jetons un coup d'œil tout d'abord sur la période antérieure à la formation des villes, c'est-à-dire sur la période qui finit vers le milieu du XI^e siècle. Le commerce et l'industrie déjà en déca-

(1) H. PIRENNE, *Les anciennes démocraties des Pays-Bas*, p. 414.

(2) F. KEUTGEN, *Hansische Handelsgesellschaften*. (*Vierteiljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1906, t. IV, 1906, pp. 280 et suiv.) A vrai dire, si on compare l'importance absolue du commerce du passé avec celui d'aujourd'hui, il n'y a pas eu de grand commerce ni de capitalisme avant le XIX^e siècle. Mais c'est au point de vue relatif qu'il faut évidemment se placer. En raisonnant comme le font certains économistes, on pourrait affirmer aussi que le moyen âge n'a pas connu la vie urbaine, parce que les grandes villes de cette époque n'ont compté qu'une dizaine de milliers d'habitants! Pour l'appréciation de l'importance économique des capitaux marchands, il est indispensable de tenir compte des capitaux appartenant à des institutions dont personne ne met en doute la richesse. Or, quand on voit en 1249 l'abbé de Saint-Trond soutenir un coûteux procès durant six ans, pour se libérer d'une dette de 2,480 livres parisis et, après sa condamnation à payer, avoir besoin de dix ans pour rembourser cette somme (*Le livre de l'abbé Guillaume de Ryckel*, éd. H. Pirenne, pp. xvii et suiv.), on n'hésitera pas à considérer comme de très importants capitalistes Audefroi Louchard d'Arras qui, dans la seule année 1266, prête plus de 10,000 livres au comte de Flandre (SAINT-GENOIS, *Inventaire des chartes des comtes de Flandre*, p. 41), ou Simon Malet de Douai qui, en 1272, lui avance 49,000 livres (*Ibid.*, p. 54). Au commencement du XIV^e siècle, le budget de la ville de Gand s'élevait à peine au-dessus de cette somme avec ses recettes de 60,000 livres de payement, soit 20,000 livres parisis.

dence aux derniers temps de l'Empire romain, continuent à s'affaiblir pendant l'époque mérovingienne. La civilisation prend un caractère essentiellement agricole et le système domanial la marque de son empreinte. La terre, pour la plus grande partie au pouvoir de l'aristocratie, ne produit guère que pour les besoins du propriétaire et de sa « familia. » Ses récoltes ne constituent pas un objet de commerce. C'est tout au plus si, pendant les années d'abondance exceptionnelle, le surplus en est transporté vers les régions où règne la disette. Ajoutons que certaines denrées de consommation courante et que la nature a inégalement réparties sur le sol, le vin, par exemple, ou le sel, alimentent aussi un certain trafic. Enfin, mais plus rarement, les produits fabriqués par l'industrie rurale de contrées abondantes en matières premières, tels qu'ont été, pour ne citer que ceux-là, les « draps frisons » tissés par les paysans des Flandres, entretiennent de leur côté un faible mouvement d'exportation (1).

De la condition des *negociatores* qui furent les instruments de ces échanges, nous ignorons presque tout. Plusieurs d'entre eux étaient certainement des marchands d'occasion, des hommes sans terre, prêts à saisir tous les moyens d'existence qui passaient à leur portée. Les coureurs d'aventures ont dû être nombreux parmi ces êtres errants, à moitié trafiquants, à moitié pirates et assez semblables à ces marchands arabes qui, jusqu'à nos jours, ont cherché et souvent trouvé la fortune au milieu des populations nègres de l'Afrique. Tout au moins, l'histoire de ce Samo qui, arrivé au commencement du VII^e siècle chez les Wendes des bords de l'Elbe à la tête d'une troupe de marchands aven-

(1) Il faut lire maintenant sur le commerce à l'époque carolingienne le très intéressant chapitre de A. Dopsch, *Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit* (Weimar, 1913), t. II, pp. 180 et suiv. L'auteur y montre très bien que l'activité commerciale fut plus importante dans l'empire franc que ne l'admettent ceux pour lesquels l'échange en nature et le système domanial furent les seules caractéristiques de l'économie du haut moyen âge. Mais il reste vrai que le commerce du IX^e siècle était pour ainsi dire adventice. Il ne présente rien d'essentiel pour le maintien de la société : elle peut se soutenir sans lui.

turiers, finit par devenir leur roi, fait-elle penser involontairement à quelqu'un de ces *beys* ou de ces *cheiks* rencontrés par les voyageurs au Congo ou au Katanga ⁽¹⁾. Personne, évidemment, ne sera tenté de voir dans ce bandit énergique et heureux, un ancêtre des capitalistes de l'avenir. Le commerce tel qu'il le comprend et le pratique se confond avec le pillage, et s'il aime le gain, ce n'est pas à la manière d'un homme d'affaires, mais à la manière d'un conquérant primitif chez lequel la violence des appétits tient lieu de calcul.

Samo est évidemment une exception. Mais l'esprit qui l'animait devait se retrouver chez plus d'un des *negociatores* qui halaient leurs barques sur les fleuves du IX^e siècle ⁽²⁾. Dans la société de ce temps, seule la possession de la terre ou l'appartenance à la clientèle d'un grand assignait à l'homme une condition normale. Le reste était hors cadre, formant une masse confuse où se rencontraient pêle-mêle mendiants de profession, soldats mercenaires en quête d'emplois, conducteurs de barques ou de chariots, colporteurs, trafiquants, tous confondus dans le même genre de vie hasardeuse et précaire, et tous, sans doute, passant facilement d'un emploi à l'autre. Ce n'est pas à dire, d'ailleurs, qu'il n'existât pas également parmi les *negociatores* de l'époque franque des individus dont la situation fût plus stable et les moyens d'existence moins suspects. On sait, en effet, que les grands propriétaires laïques ou ecclésiastiques employaient quelques-uns de leurs serfs ou de leurs *ministeriales* au commerce sporadique dont nous venons de rappeler les traits principaux. Ils les chargeaient

⁽¹⁾ J. GOLL, Samo und die Karantinischen Slaven. (*Mitteilungen des Instituts für Oesterreichische Geschichtsforschung*, t. XI.)

⁽²⁾ C'est ce même esprit qui animait aussi les navigateurs scandinaves, mi-commerçants et mi-pirates, dont l'activité fut assez développée dans les mers du Nord jusqu'au milieu du XI^e siècle. Voy. W. VOGEL, Zur Nord- und Westeuropäischen Seeschiffahrt im früheren Mittelalter. (*Hansische Geschichtsblätter*, 1907, t. XIII, p. 170:)

d'acheter aux marchés voisins les denrées indispensables ou de transporter aux lieux de vente l'excédent éventuel de leurs blés ou de leurs vins. Au reste, ici encore nous ne découvrons aucune trace de capitalisme. Nous nous trouvons tout simplement en présence de domestiques héréditaires s'acquittant pour leur maître d'un service gratuit tout à fait analogue au service militaire.

Néanmoins, la circulation commerciale n'a pas laissé de produire, en certains endroits particulièrement favorisés par leur situation géographique, des agglomérations de quelque importance. On en rencontre le long des côtes de la mer : Marseille, Rouen, Quentovic ⁽¹⁾, ou au bord des fleuves, particulièrement aux endroits où une route romaine coupe la rivière, comme par exemple à Maestricht sur la Meuse ou à Valenciennes sur l'Escaut ⁽²⁾. Il faut se représenter ces *portus* comme des embarcadères pour les marchandises, comme des lieux d'hivernage pour les bateaux et pour les bateliers. Ils diffèrent très nettement des villes de l'époque suivante. Aucune muraille ne les entoure, les constructions qui s'y élèvent ne semblent guère avoir été que des hangars de bois, et enfin la population que l'on y rencontre est une population flottante, dépourvue de toute espèce de privilèges et formant un contraste frappant avec les bourgeoisies de l'avenir. Nulle organisation ne paraît avoir relié les uns aux autres les aventuriers et les voyageurs de ces *portus*. Sans doute, il est possible, il est même probable, qu'un certain nombre d'individus profitant des circonstances se soient peu à peu adonnés au commerce d'une manière régulière et aient commencé, dès le IX^e siècle, à former le noyau d'un groupe de commerçants professionnels. Mais nous sommes trop

(1) O. FENGLER, Quentowic, seine maritime Bedeutung unter Merowingern und Karolingern. (*Hunsische Geschichtsblätter*, 1907, t. XIII, pp. 91 et suiv.)

(2) H. PIRENNE, Les villes flamandes avant le XII^e siècle. (*Revue de l'Est et du Nord*, 1895, t. I, pp. 9 et suiv.)

pauvrement renseignés pour pouvoir apporter ici quelque précision ⁽¹⁾.

Il en va de même pour ce qui concerne les opérations de crédit. On ne peut douter que le prêt n'ait été pratiqué à l'époque carolingienne, et l'Église aussi bien que l'État se préoccupèrent même d'en combattre les abus ⁽²⁾. Mais ce serait une exagération manifeste que de conclure de cela à l'existence d'une économie capitaliste, même rudimentaire. Tout indique que les prêts dont il est question ici ne sont que de simples prêts de consommation de nature usuraire, auxquels des gens éprouvés par quelque catastrophe, une guerre, un incendie ou une mauvaise récolte, se trouvaient momentanément contraints d'avoir recours ⁽³⁾.

Ainsi, les premiers siècles du moyen âge semblent bien avoir ignoré complètement la puissance du capital. Ils abondent en opulents propriétaires fonciers, en riches monastères, et l'on y rencontre par centaines des sanctuaires dont les trésors, alimentés par les largesses des grands ou les offrandes des fidèles, regorgent d'ornements d'autel en or ou en argent massif. Une fortune considérable est accumulée dans l'Église, mais c'est une fortune dormante. Les revenus que les détenteurs du sol tirent de leurs

(1) A. DOPSCH, *Op. cit.*, t. II, pp. 222 et suiv. Pour l'Italie, cf. L.-M. HARTMANN, *Zur Wirtschaftsgeschichte Italiens im frühen Mittelalter. Analekten*, 1904, pp. 72 et suiv.

(2) A. DOPSCH, *Op. cit.*, p. 274.

(3) A. DOPSCH, *Op. cit.*, t. II, p. 276, croit à la possibilité d'un développement capitaliste à l'époque carolingienne, mais sans en donner la moindre preuve. Il est infiniment probable, pour ne pas dire certain, que les prêts d'argent de l'époque franque ne furent autre chose que des avances faites par des propriétaires riches à d'autres propriétaires ou à des paysans endettés. C'est là une pratique que l'on rencontre dans les abbayes jusqu'à son interdiction par Alexandre III (1159-1181). Voy. à ce sujet les très instructifs détails fournis par R. GÉNESTAL, *Rôle des monastères comme établissements de crédit*. Paris, 1901, pp. 54 et suiv. Les textes de l'époque carolingienne ne laissent pas le moindre doute qu'il en ait été de même au IX^e siècle. Les interdictions frappant l'usure y concernent essentiellement les grands propriétaires laïques ou ecclésiastiques. Voy. F. SCHAUB, *Der Kampf gegen den Zinswucher, ungerechten Preis und unlauteren Handel im Mittelalter*. Fribourg-en-Br., 1905, pp. 40 et suiv.

serfs ou de leurs censitaires ne reçoivent aucune destination économique. Ils sont dépensés en aumônes, en constructions de monuments, en achats d'œuvres d'art ou d'objets précieux destinés à rehausser l'éclat des cérémonies du culte. La richesse est immobilisée aux mains d'une aristocratie sacerdotale ou militaire. Elle est la condition essentielle du patronage que cette aristocratie (*majores, divites*) exerce sur le peuple (*pauperes*). Son action au point de vue social est aussi considérable qu'elle est nulle au point de vue économique. Rien ne s'en détourne vers les *negociatores* qui, abandonnés à eux-mêmes, vivent, pour ainsi dire, en marge de la société. Et il continuera d'en être ainsi durant de longs siècles.

III

La fortune foncière, en effet, n'a pas contribué le moins du monde à alimenter l'activité économique qui, après les désastres des invasions normandes dans le Nord et les pillages des Sarrasins sur les bords de la Méditerranée, commence à s'éveiller vers la fin du X^e siècle et les débuts du XI^e. C'est aux deux extrémités du continent, en Italie et dans les Pays-Bas, que l'on en surprend les symptômes précurseurs. Les deux mers intérieures entre lesquelles l'Europe se resserre en s'avancant vers l'Atlantique, en ont été les premiers foyers. Venise, puis Gènes et Pise s'essaient au cabotage le long des côtes, entretiennent bientôt avec leurs riches voisins de Byzance ou des pays musulmans un trafic qui ne cessera plus de croître. Pareillement Bruges, au fond du golfe du Zwyn, devient le centre d'une navigation rayonnant vers l'Angleterre, les côtes de l'Allemagne septentrionale et les régions scandinaves. Ainsi la vie commerciale, comme à l'origine des temps helléniques, se manifeste tout d'abord le long des rivages. Mais bientôt elle s'insinue à l'intérieur du pays. Elle gagne de proche en proche le long des fleuves et des routes naturelles. Elle anime le *hinterland* dans lequel les ports

découpent leur échancrure. Et en s'élargissant, les deux mouvements arrivent à se rencontrer et à mettre en rapport les gens du Nord et les gens du Midi. C'est chose faite dès le commencement du XII^e siècle. En 1127, des marchands lombards venus par la longue route qui des cols des Alpes descend vers la Champagne et les Pays-Bas, s'avancent déjà jusqu'aux foires de Flandre ⁽¹⁾.

Si la faible et précaire activité commerciale de l'époque carolingienne avait suffi pour susciter aux lieux de passage les plus fréquentés des rendez-vous de marchands, on comprend sans peine que des agglomérations analogues, mais bien plus importantes et bien plus stables, durent se former, depuis la fin du X^e siècle, aux nœuds du transit régional. Le relief du sol, la direction et la profondeur des cours d'eau déterminant les voies du commerce, déterminèrent aussi l'emplacement des villes.

Les villes européennes, en effet, sont les filles du commerce et de l'industrie. Sans doute presque toutes se sont formées autour d'un bourg primitif (*burgus*, *castrum*). Mais ce n'est point de ce noyau central qu'elles sont sorties, comme une plante sort de sa graine. Par lui-même le vieux bourg est stérile. Il n'a vu se constituer à ses pieds une agglomération marchande que lorsqu'il s'est trouvé avantageusement situé à un lieu de passage. C'est l'émigration des habitants de la campagne vers les endroits où le chargement des marchandises, le halage des bateaux, le service des marchands fournissaient de nouveaux moyens d'existence et suscitaient l'espoir du gain, qui a donné naissance aux centres de la vie municipale. Le *portus* marchand s'est accolé au *château* féodal, puis bientôt l'a englobé. Ce qui était l'essentiel au début n'est plus maintenant que l'accessoire : le bourg primitif disparaît au milieu du faubourg qui l'enserme et finalement l'absorbe. La ville ne s'est donc pas formée par

(1) GALBÉRT, *Histoire du meurtre de Charles le Bon*, éd. H. Pirenne, p. 28.

élargissement spontané. Elle s'est constituée par l'attraction qu'elle a exercée sur ses alentours chaque fois qu'elle y a été aidée par sa situation. Elle est l'œuvre de ceux qui ont émigré vers elle. Elle a été faite du dehors et non du dedans ⁽¹⁾.

La bourgeoisie nous apparaît ainsi dès son origine comme une classe de déracinés. Mais c'est en même temps une classe essentiellement commerçante, et il n'en faut alléguer d'autre preuve que la synonymie, jusqu'au commencement du XII^e siècle, du mot *mercator* et du mot *burgensis* ⁽²⁾.

Quelles ressources ces pionniers du commerce, ces émigrants en quête de moyens de subsistance, apportaient-ils avec eux dans les villes naissantes? Aucune autre, presque toujours, que la vigueur de leurs bras, la force de leur volonté, la clarté de leur intelligence. La vie agricole continuait à être la vie normale et les détenteurs du sol ne purent avoir au début l'idée d'abandonner leurs tenures pour s'en aller courir en ville les chances d'une vie nouvelle. Quant à vendre sa terre pour se procurer de l'argent liquide, à la manière des colons modernes, c'eût été une opération dont personne à cette époque ne pouvait même avoir le soupçon. Il faut donc chercher surtout les ancêtres de la bourgeoisie parmi la masse de ces êtres errants qui flottait à travers la société, vivant au jour le jour des aumônes des monastères, se louant au moment de la moisson, s'embauchant dans les armées en temps de guerre et ne reculant ni devant le pillage ni devant la rapine si l'occasion s'en présentait. Qu'il y ait eu parmi eux quelques artisans ruraux, quelques colporteurs pro-

(1) Sur la formation des villes par immigration, les chercheurs semblent aujourd'hui d'accord. Voy. H. PIRENNE, L'origine des constitutions urbaines au moyen âge (*Rev. hist.*, 1895, t. LVII, pp. 73 et suiv.); Villes, marchés et marchands au moyen âge (*Ibid.*, 1898, t. LXVII, p. 63); Les villes flamandes avant le XII^e siècle (*Revue de l'Est et du Nord*, 1905, t. I, pp. 23 et suiv.); S. RIETSCHEL, *Markt und Stadt im ihrem rechtlichen Verhältniss*. Leipzig, 1897, pp. 124 et suiv.

(2) WAITZ, *Verfassungsgeschichte*, Ed. Zeumer, t. V, pp. 393 et suiv. — G. von BELOW, *Die Entstehung der deutschen Stadtgemeinde*, p. 30; K. HEGEL, dans *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere Deutsche Geschichtskunde*, 1892, t. XII, pp. 218 et suiv.

fessionnels, disposant d'un petit pécule, on l'admettra sans peine ⁽¹⁾. Mais il n'en reste pas moins vrai que, sauf de très rares exceptions, ce furent de pauvres gens qui fondèrent dans les villes les premières fortunes commerciales du moyen âge. En d'autres termes, le capital mobilier s'est constitué indépendamment de toute influence du capital foncier ⁽²⁾.

Nous possédons par bonheur quelques renseignements qui

(1) Je serais assez tenté de croire qu'il en fut ainsi de saint Guidon d'Anderlecht (XI^e siècle), auquel un marchand de Bruxelles proposa de se livrer au commerce afin de pouvoir dépenser davantage pour ses aumônes : « Consensit, et novum se exponit mercatorem. Interim carina paratur, census undecumque corraditur et data die, remorum ductu, per Sennam pleno flumine navigatur. » *Acta Sancti. Boll. Sept.*, t. IV, p. 42. On voit que Guidon possédait quelques revenus qui lui permirent de fréter une barque. Mais il est visible aussi que cette première mise de fonds était très petite.

(2) Il doit en avoir été des premiers *mercatores* comme des juifs qui, incapables de posséder le sol et n'ayant donc à leur disposition aucun capital foncier primitif, s'enrichirent aussi par le commerce. — Il n'existe pas, à ma connaissance, un seul texte nous montrant un propriétaire foncier s'adonnant au commerce régulier. On sait d'ailleurs en quel mépris celui-ci était tenu par les deux classes sociales qui possédaient la terre : le clergé et la noblesse. La vie de saint Guidon, citée plus haut, parle de l'*ignobilis mercatura* et appelle le marchand qui conseilla le saint, *diaboli minister*. (*Loc. cit.*, p. 42.) On sait de plus que le droit canon défend le commerce aux clercs (SCHAUB, *Op. cit.*, pp. 108, 192), encore que beaucoup d'entre eux n'aient pas laissé de s'y livrer. (Voy. plus bas, p. 273, note 1.) On ne pourrait objecter que les monastères vendaient parfois le surplus de leurs récoltes (Voy. plus haut, p. 267, et add. F. KEUTGEN, *Amter und Zünfte*, p. 58), car les bénéfices occasionnels réalisés ainsi ne servaient pas à alimenter un fonds de commerce et étaient dépensés en aumônes, en achats de terre, etc. Il en était de même pour les opérations de crédit monastique mentionnées plus haut (p. 268, note 3). La renaissance économique du XI^e siècle agit cependant sur les propriétaires fonciers, qu'elle poussa à mettre en culture leurs terrains improductifs en y appelant des colons. De là, la fondation, si caractéristique au XII^e siècle, des villes neuves et des bastides, et, en Flandre, l'endiguement des premiers polders ou, en Allemagne, le peuplement des bords de l'Elbe. Quant aux paysans, tenanciers des grands propriétaires, la formation des villes leur fournit un marché permanent pour leurs denrées et les excita à une culture plus intensive et plus rémunératrice. C'est une cause de plus pour qu'ils n'aient pas abandonné le sol. Encore une fois, la population urbaine ne put donc se recruter que dans l'excédent de la population rurale, c'est-à-dire parmi les gens sans terre. Ce furent d'ailleurs les mêmes individus qui vinrent se fixer dans les villes neuves rurales.

nous permettent d'étayer cette thèse d'exemples concrets ⁽¹⁾. II

(1) En voici un certain nombre qu'il serait facile d'augmenter. Au XII^e siècle, l'*Historia Vireliacensis monasterii*, éd. d'Achery, *Spicil.*, t. II, p. 526, parle d'un certain Hugo de S. Petro « advena genere ei moribus ignobilis, quem natura inopem protulerat, sed manus arte docta mechanica locupletem effecerat ». Cf. J. FLACH, *Les origines de l'ancienne France*, t. II, p. 369. — Les *Miracula Sancti Baronis* (*Mon. Germ. Hist. Script.*, t. XV, p. 592) racontent, au XI^e siècle, l'histoire d'un *negociator* ruiné par une tempête et qui, pour se refaire, vole un calice à Saint-Bayon. Les *Miracula Sancti Rictrudis* (comm. du XII^e siècle) dans les *Acta Sanctorum Boll.*, mai, t. III, p. 112, nous donnent encore un exemple intéressant de la formation d'une fortune bourgeoise par profits commerciaux : « Gandavi burgensis erat quidam qui, negotiationi deditus, navigio Duacum frequenter ire consueverat, ferens et referens unde accresceret ei multiplex rerum opulentia. » En 1096, le *Cartulaire de Dinant*, éd. St. Bormans (Namur, 1880, t. I, p. 13), constate la donation du « censum cum locis que tenent in foro qui de mercimoniis suis vivunt, cujuscumque officii ». Il est bien certainement question dans ce texte de gens ne vivant que du commerce, et il en est de même en 1128 du passage suivant de la charte de Laon (GIRY, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes en France*, p. 48) : « Si vero nec vir nec mulier habuerint hereditates, set de mercimoniis questum facientes substantia ampliati fuerint et heredes non habuerint, etc. » Je ne résiste pas au plaisir de transcrire in extenso un passage du *Liber Miraculorum Sancte Fidis* (éd. A. Bouillet, p. 63), écrit au monastère de Conques en Rouergue, et qui nous raconte avec une précision parfaite un procédé commercial du XI^e siècle : « Mercator arvernensis, pagi incola, ad Sanctam-Fidem orationis causa venit. Hic, cum vidisset facillimum cere commercium, nam propter peregrinorum frequentiam offerentium cereos multo vilior habetur, illico notam sue artis peritiam revocat ad memoriam, sic intra se cogitans : « Quam facili questu ! Si hec stultus rescivissem, divitem me potuissem facere ac meam rem constabilire ! Sed quod hactenus ignorantia distulit, hoc ammodo pervigil recursus frequensque repetiti itineris reditus brevi temporis spacio perficiet. Accingar ergo virihter, reique exordium aggrediar. » Hoc itaque disposito, aditoque venditore, plurima cere pondera diligentissime taxat, decemque dinumeratis solidis, comparat massam ingentem atque in sacculis recondidit. Et jam gaudens, minimo sese vel quadruplum lucraturum, sic apud se cogitabat : « At, at, bene se habet principium ; quid tum si plures vices redeo ? » Nous avons affaire ici, évidemment, à une espèce de regrattier errant, cherchant le profit d'où qu'il vienne. Notre homme est un assez pauvre diable. Mais, avec de la chance et grâce à la *peritia sue artis*, il peut s'élever plus haut, comme le Godric dont nous racontons l'histoire ci dessus, et qui a sans doute commencé comme lui. Les mêmes miracles de Sainte-Foy nous racontent d'ailleurs l'histoire d'un autre marchand, arrivé, celui-ci, à une fortune plus brillante. C'est un clerc du Puy qu'un moine de Conques rencontre à Jérusalem où il avait émigré « questus capiendi causa. Et sicut negociatori diversas partes orbis discurrenti, erant ei terre marisque nota itinera ac vie publice, diverticula, semite, leges moresque gentium ac lingue. » (*Ibid.*, pp. 98-99.)

suffira de citer ici le plus caractéristique d'entre eux, la biographie de saint Godric de Finchale ⁽¹⁾.

Il naquit vers la fin du XI^e siècle, dans le Lincolnshire, de pauvres paysans, et il dut s'ingénier dès son enfance à trouver des moyens de vivre. Comme beaucoup d'autres miséreux de tous les temps, ce fut d'abord un batteur de grèves à l'affût des épaves rejetées par le flot. Puis nous le voyons, peut-être à la suite de quelque heureuse trouvaille, s'improviser colporteur et parcourir le pays chargé d'une petite pacotille. A la longue il amasse quelques sous, et un beau jour il s'associe à une troupe de marchands urbains rencontrée au cours de ses pérégrinations. Avec ses compagnons, il va de marché en marché, de foire en foire, de ville en ville ⁽²⁾. Devenu ainsi marchand de profession, il accumule rapidement des gains assez considérables pour pouvoir s'associer à d'autres marchands, fréter un bateau en commun avec eux et entreprendre le cabotage le long des côtes de l'Angleterre, de l'Écosse, du Danemark et de la Flandre. La société prospère à souhait. Ses opérations consistent à transporter à l'étranger des denrées qu'elle sait y être rares, à les y vendre à haut prix et à y acquérir en retour des marchandises dont elle a soin de se défaire aux endroits où la demande en est la plus forte et où l'on peut réaliser, en conséquence, les plus gros

⁽¹⁾ *Libellus de vita et miraculis S. Godrici, heremitae de Finchale auctore Reginaldo monacho Dunelmensi*. Ed. Stevenson. Londres, 1847. (Publication de la Surtees Society.) — L'importance de ce texte pour l'histoire économique a été signalée pour la première fois et mise parfaitement en lumière par W. Vogel. *Ein seefahrender Kaufmann um 1100. (Hansische Geschichtsblätter, 1912, t. XVIII, pp. 239 et suiv.)*

⁽²⁾ « Nam et in primordiis per rura et villanos circumquaque positos coepit cum mercibus minutis pervagando circuire, postmodum vero paulatim se urbanis mercatoribus consociando confœderare. Unde in brevi contigit ut qui per villulas et rura diutius solebat pedibus lassabundis incedere, postea, aetate similiter cum sapientiæ majoris sagacitate crescente, cum sodalibus coetaneis coepit per castra et castella, munitiones et civitates, ad nundinas per diversas fori venales officinas, ad publica mercimonia exsequenda procedere. » *Libellus*, p. 25.

bénéfices ⁽¹⁾. Au bout de quelques années, cette prudente coutume d'acheter à bon marché et de vendre très cher a fait de Godric, et sans doute de ses associés, un homme puissamment riche. C'est alors que, touché de la grâce, il renonce subitement à la fortune, abandonne ses biens aux pauvres et devient hermite.

L'histoire de Godric, si l'on en supprime le dénouement pieux, a été celle de bien d'autres ⁽²⁾. Elle nous montre, avec une clarté parfaite, comment un homme parti de rien a pu, en un temps relativement court ⁽³⁾, amasser un capital considérable. Les circonstances et la chance ont sans doute favorisé notre aventurier. Mais le secret de son succès, et le biographe contemporain auquel nous en devons le récit y insiste abondamment, c'est l'intelligence ⁽⁴⁾. Godric nous apparaît, en effet, comme un calculateur, je dirai même comme un spéculateur. Il a le sentiment très juste de la pratique du commerce, sentiment qu'il est d'ailleurs fréquent de rencontrer chez des esprits sans culture. Il est enflammé de l'amour du gain et l'on reconnaît

⁽¹⁾ « Unde et mercandi gratia frequenter in Daciam ibat, et aliquoties in Flandriam navigii remige pervolabat; et dum oportunitas juvabat, littora marina circueiens, multoties ad Scotorum fines deveniebat. In quibus singulis terrarum finibus aliqua rara et ideo pretiosiora reperiens, ad alias secum regiones transtulit, in quibus ea maxime ignota fuisse persensit, quæ apud indigenas desiderabiliora super aurum exstiterant; et ideo pro his quæque alia, aliis terrarum incolis concupiscibilia, libentius et studiosissime commutando comparabat. De quibus singulis negotiando plurimum profecerat, et maximas opum divitias in sudore vultus sui sibi perquisierat; quia hic multo venundabat quod alibi ex parvi pretii sumptibus congregaverat. » (*Ibid.*, pp. 29-30.)

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 273, n. 1.

⁽³⁾ D'après le *Libellus*, p. 33: il fut marchand pendant seize ans.

⁽⁴⁾ Voy. plus haut, p. 274, n. 2, et ajoutez ce passage caractéristique : « Sic itaque puerilibus annis simpliciter domi transactis, coepit adolescentior prudentiores vitæ vias excolere, et documenta secularis providentiæ, sollicitè et exercitate perdiscere. Unde non agriculturæ delegit exercitiâ colere, sed potius quæ sagacioris animi sunt rudimenta studuit arripiendo exercere. Hinc est quod mercatoris æmulatus studium, coepit mercimonii frequentare negotium, et primum in minoribus quidem et rebus pretii inferioris coepit lucrandi officia discere; postmodum vero paulatim ad majoris pretii emolumenta adolescentiæ suæ ingenia promovere. » *Libellus*, p. 25.

nettement chez lui ce fameux *spiritus capitalisticus* dont on a voulu nous faire croire qu'il ne datait que de la Renaissance. Or voici qu'un marchand du XI^e siècle, associé à des compagnons semblables à lui, combine ses achats, suppute ses bénéfices et, au lieu de se contenter de cacher au fond d'un coffre l'argent qu'il a gagné, s'en sert pour alimenter ses affaires et les étendre. Bien plus ! Il n'hésite pas à se livrer à des opérations condamnées par l'Église. Il ne s'inquiète pas de la théorie du juste prix, et le décret de Gratien réproouve en termes exprès ses spéculations coutumières : *qui comparat rem ut illam ipsam integram et immutatam dando lucretur, ille est mercator qui de templo Dei ejicitur* ⁽¹⁾.

Après tout cela, comment hésiter à reconnaître dans Godric et dans tous ceux qui ont mené le même genre de vie, autre chose que des capitalistes ? Il est impossible de soutenir que ces hommes n'ont pratiqué le négoce que pour subvenir à leurs besoins journaliers, impossible de ne pas voir que leur but est l'accumulation constante des bénéfices, impossible de nier que, si peu cultivés qu'on les suppose, ils n'en ont pas moins possédé l'entente ou, si l'on veut, l'instinct du grand commerce. De l'organisation de ce commerce, le biographe de Godric nous indique déjà les traits principaux, et la description qu'il nous en donne est d'autant plus digne de foi qu'elle est corroborée par quantité de documents.

Ils nous montrent tout d'abord les marchands venant de la campagne s'établir en ville ⁽²⁾. Mais la ville n'est pour eux, si l'on peut ainsi dire, qu'une base d'opérations. Ils n'y résident guère qu'en hiver. Dès que les chemins sont prati-

(1) *Décret*, 1^{re} partie, dist. 88, c. 41. — Dès le XII^e siècle, les marchands accaparent les denrées pour les revendre à haut prix pendant les périodes de disette. Voy. un exemple caractéristique de 1125 dans GALBERT, *Histoire du meurtre de Charles le Bon*, p. 7. Cf. F. KURSCHMANN, *Hungersnöte im Mittelalter*, pp. 132 et suiv.

(2) Voy. plus haut, p. 271.

cables et la mer ouverte à la navigation, ils partent ⁽¹⁾. Leur commerce est essentiellement un commerce errant et c'est en même temps un commerce collectif. Car l'insécurité des routes et l'impuissance de l'individu isolé les obligent à se grouper. Réunis en gildes, en hanses, en « carités », ils convoient leurs marchandises de ville en ville, présentant un spectacle tout à fait analogue à celui que fournissent encore de nos jours les caravanes de l'Orient ⁽²⁾. Ils achètent et ils vendent en commun, se répartissant les bénéfices au prorata de leurs mises dans l'expédition. Et le commerce qu'ils font aux marchés de l'extérieur est le commerce en gros et ne peut être que cela, car le commerce de détail, comme nous l'a montré la vie de Godric, est abandonné aux colporteurs ruraux. C'est par quantités qu'ils exportent et qu'ils ramènent le vin, le blé, la laine ou les draps ⁽³⁾. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les règle-

(1) « Extraneus mercator vel aliquis transiens per regnum non habens certam mansionem infra vicecomitatun, sed vagans, qui vocatur piepowdrous » (1124-1153). Cu. Gross, The court of piepowder, *The Quarterly Journal of Economics*, 1906, t. XX, p. 231, n. 4.) — Les *Gesta episcoporum Cameracensium* parlent au XI^e siècle d'un « mercator per multas terras cognitus ». *Mon. Germ. Hist. Script.*, t. VII, p. 498. — En 1128, les plaintes des Brugeois contre le comte Guillaume Cliton montrent, avec une clarté particulière, que le commerce se fait essentiellement à l'étranger : « Nos in terra hac (la Flandre) clausit, ne negociari possemus, imo, quidquid hactenus possedimus, sine luero, sine negotiatione, sine acquisitione rerum consumpsimus; unde justam habemus rationem expellendi illum a terra. » GALBERT, *Loc. cit.*, p. 152. Il suffira d'ailleurs, pour se convaincre que le grand commerce, au XII^e siècle, est avant tout le commerce extérieur, de lire l'étude de W. STEIN, Hansa. (*Hansische Geschichtsblätter*, 1909, t. XV, pp. 53 et suiv.)

(2) Le mot persan *caravanus* est même appliqué à Raguse aux expéditions des marchands, pour lesquelles des centaines de chevaux sont loués aux Valaques des montagnes. Les marchands sont armés et commandés par un *capitaneus turme* désigné par la ville. Voy. C. JURECEK, Die Bedeutung von Ragusa in der Handelsgeschichte des Mittelalters. (*Almanak der K. Akad. der Wissenschaften*, Vienne, 1899, p. 382.) — Pour l'organisation analogue des hanses du Nord, voy. H. PIRENNE, La Hanse flamande de Londres (*Bull. de l'Acad. roy. de Belgique* [Classe des lettres], 1899, pp. 80 et suiv.), et l'article de M. W. Stein cité plus haut, n. 1.

(3) Voy. par exemple une histoire de miracle rapportée par HERMAN DE TOURNAI, *De miraculis S. Mariae Laudunensis*, montrant des marchands flamands, en 1114, partir pour l'Angleterre pourvus de 800 marcs destinés à des achats de laine. La

ments qui nous ont été conservés. Les statuts de la hanse flamande de Londres, par exemple, excluent formellement de la compagnie les détaillants et les artisans ⁽¹⁾.

Au reste, les associations marchandes du XI^e et du XII^e siècle n'ont rien d'exclusivement local. On y rencontre, les uns à côté des autres, des bourgeois de villes différentes. Elles nous apparaissent plutôt comme des organismes régionaux que comme des organismes urbains ⁽²⁾. On est encore bien loin de l'exclusivisme et du protectionnisme qui se manifesteront avec tant de force au XIV^e siècle. L'activité commerciale n'est gênée par aucun règlement restrictif. Le pouvoir municipal n'assigne pas de bornes à l'initiative des marchands, ne les oblige pas à se confiner dans tel ou tel genre de négoce, ne surveille pas leurs opérations. Pourvu qu'ils paient les droits fiscaux (*teloneum*, *conductus*, etc.) perçus par le prince territorial et les seigneurs justiciers au passage des ponts, le long des routes et des fleuves ou sur les marchés, ils sont affranchis de toutes entraves légales. Les seules restrictions qui s'opposent alors à la pleine liberté du commerce, ne viennent pas de l'autorité officielle, elles sont la conséquence de la pratique même de ce commerce ⁽³⁾. En effet, les diverses associations marchandes, gildes, hanses, etc., qui se rencontrent aux lieux de vente et d'achat s'opposent les unes aux autres en une concurrence brutale ⁽⁴⁾. Chacune d'elles exclut de

laine achetée est emmagasinée dans un grand bâtiment à Douvres. Cf. W. J. ASHLEY, *The early history of the English woollen industry*, p. 35. (*American Economic Association*, t. II.)

⁽¹⁾ H. PIRENNE, *La hanse flamande de Londres*, p. 93.

⁽²⁾ W. STEIN, *Hansa*. (*Loc. cit.*, p. 111.) Cf. encore les détails fournis par G. ESPINAS, *La vie urbaine de Douai*, t. II, p. 713, sur l'association des marchands de laine de Douai, Cambrai, Dixmude, Gand et Ypres.

⁽³⁾ M. KEUTGEN, *Aelter und Zünfte*, pp. 119, 232, a mis parfaitement en lumière cette liberté du commerce à l'époque des gildes, laquelle contraste si nettement avec les restrictions qui apparaissent depuis que les villes adoptent le système des métiers. C'est seulement à partir de cette époque que l'on peut parler d'économie urbaine.

⁽⁴⁾ Vestiges intéressants à Cologne, encore au XIII^e siècle, de l'état primitif des choses, dans la coutume du *hansin*. Voy. W. STEIN, *loc. cit.*, pp. 82 et suiv.

toute participation à ses affaires les membres de toutes les autres. Mais ce n'est là qu'une situation de fait, ne s'appuyant sur aucun titre juridique. La force tient ici lieu de droit, et quelles que soient les différences de temps et de milieux, on ne peut s'empêcher de comparer le commerce du XI^e et du XII^e siècle à ce trafic sanglant qui mit aux prises aux XVI^e et XVII^e siècles, dans les comptoirs du Nouveau Monde, les marins hollandais, anglais, français et espagnols.

Nous concluons donc que le commerce du moyen âge, à ses origines, se caractérise essentiellement par son caractère régional et par sa liberté. Et il n'est pas difficile de comprendre qu'il en ait été ainsi, si l'on s'avise de deux faits sur lesquels il importe d'attirer l'attention.

Tout d'abord, jusqu'à la fin du XII^e siècle, le nombre des villes proprement dites a été relativement restreint. Seuls les endroits favorisés par une situation géographique excellente ont attiré les marchands en nombre suffisant pour pouvoir entretenir un mouvement commercial de réelle importance. Dès lors, l'attraction de ces centres d'affaires sur leurs alentours a été beaucoup plus grande qu'on ne se l'imagine ordinairement. Toutes les localités secondaires se sont soumises à leur influence. Les marchands qui y résidaient, trop peu nombreux pour agir par eux-mêmes, se sont affiliés à la hanse ou à la gilde de la ville principale. La hanse flamande, que nous avons déjà citée, le prouve jusqu'à l'évidence, en nous montrant les commerçants de Dixmude, de Damme, d'Oudenbourg, d'Ardenbourg, etc., se faisant recevoir dans la hanse de Bruges ⁽¹⁾.

En second lieu, à l'époque où nous nous trouvons (XI^e-XII^e siècle), les villes s'adonnent bien plus au commerce qu'à l'industrie. On n'en pourrait guère citer qui se présentent dès lors comme des centres manufacturiers ⁽²⁾. La concentration des

⁽¹⁾ H. PIRENNE, *La hanse flamande de Londres*, pp. 89 et suiv.

⁽²⁾ Je n'entends parler ici que de centres manufacturiers produisant pour l'exportation, comme ont été, depuis le commencement du XIII^e siècle par exemple, les villes drapières de Flandre ou Florence. Il est certain que, depuis

artisans dans leurs murs est encore incomplète. Si leurs marchands exportent, à côté des produits du sol, tels que le vin et le blé, quantité d'objets fabriqués, tels que, par exemple, les draps, il est plus que probable que ceux-ci, pour la plus grande partie, étaient confectionnés à la campagne ⁽¹⁾.

La nature du commerce primitif s'explique sans peine si l'on admet ces observations. Elles rendent compte, en effet, et de la liberté des marchands et de ce caractère d'exportateurs en gros qu'ils présentent si nettement et qui empêche de les faire rentrer dans le cadre où la théorie de l'économie urbaine prétend les enserrer. Au rebours de ce que l'on croit généralement, il apparaît donc qu'avant le XIII^e siècle nous nous trouvons en présence d'une époque de libre expansion capitaliste. Sans doute, le capitalisme de ce temps est un capitalisme collectif; ce sont des groupes, ce ne sont point des individus isolés qui en sont les instruments. Sans doute encore, il se contente de méthodes très simples et assez brutales. Les expéditions commerciales dans lesquelles se concentre essentiellement son activité exigent pour réussir une endurance, un courage, une force physique que des

le XI^e siècle, les villes possèdent des artisans travaillant pour l'alimentation locale. Mais ce ne peut avoir été que du jour où le commerce a fait affluer dans certains grands centres la matière première, que les travailleurs y auront été attirés en quantité. Le contraire ne se concevrait pas. L'industrie d'exportation a dû suivre immédiatement le commerce.

(1) On manque malheureusement de sources anciennes relatives à la concentration des artisans dans les villes manufacturières. Mais lorsqu'on voit de nombreux foulons et tisserands des villages entourant Ypres prendre part à la grande révolte des ouvriers drapiers de cette ville en 1281 (WARNKOENIG-GHELDOLF, *Histoire de Flandre*, t. V, pp. 389 et suiv.), on ne peut douter qu'ils avaient les mêmes griefs contre les marchands et que, par conséquent, ils travaillaient pour eux. Ce n'est d'ailleurs qu'à partir du jour où les villes flamandes sont gouvernées par les métiers, c'est-à-dire depuis le commencement du XIV^e siècle, qu'elles se font accorder par le comte des privilèges interdisant l'industrie à la campagne. Voyez G. ESPINAS et H. PIRENNE, *Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre*, t. I, pp. 562, 571; t. II, pp. 399, 400, 404, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 621, 622.

stades plus avancés de l'évolution économique ne requerront plus. Mais elles n'exigent pas que cela. Sans la faculté de calculer et de combiner, elles demeureraient stériles. Si bien que nous pouvons dire que, dès les origines, ce que l'on trouve à la base du capitalisme, c'est l'intelligence, dont Georges Hansen a si bien montré jadis qu'elle est la cause efficiente de la formation de la bourgeoisie ⁽¹⁾.

Les fortunes acquises dans le commerce errant n'ont pas tardé à transformer leurs détenteurs en prêteurs d'argent. Depuis le commencement du XII^e siècle, la noblesse et les monastères recourent de plus en plus fréquemment à leur bourse ⁽²⁾. Si dangereuses qu'elles fussent ⁽³⁾, ces opérations n'en étaient pas moins fort profitables. Elles se multiplièrent et s'agrandirent au XIII^e siècle. Les princes et les villes eurent recours à leur tour aux capitaux bourgeois ⁽⁴⁾. Au commencement du règne

⁽¹⁾ G. HANSEN, *Die drei Bevölkerungsstufen*, 1889, pp. 118 et suiv.

⁽²⁾ Vers 1082, des *mercatores* de Liège prêtent de l'argent à l'abbé de Saint-Hubert pour lui permettre d'acheter la terre de Chevigny. (*La chronique de Saint-Hubert*, éd. Hanquet, p. 121.) Mais c'est surtout la petite noblesse qui, au XIII^e siècle, s'endette chez les bourgeois. La charte de Saint-Omer d'avant 1168 (Giry, *Histoire de la ville de Saint-Omer*, p. 391, § 46) mentionne cette pratique comme tout à fait courante : « Si quis burgensis alicui militi sua crediderit et ille sua vi suaque arrogancia reddere noluerit, majori communionis proclamacionem faciet; major vero in ecclesiis per preconem palam faciet; deinde si quis post predictam querimoniam ei aliquid crediderit, primus clamator super vicinum suum, duorum testimonio de communione convictum, sua consequi poterit. » Pour des exemples concrets, voy. JACQUES DE VITRY, *Vita S. Mariae Oniacensis*. (*Acta SS. Boll.* Juin, t. V, p. 560.)

⁽³⁾ Voy. le texte de Saint-Omer cité à la note précédente. Cf. l'histoire du riche marchand Ertaut de Nogent, rapportée par JOINVILLE, *Histoire de saint Louis*, éd. N. de Wailly, p. 33, lequel est exploité par le comte de Champagne et ses chevaliers. Un « dit » artésien du XIII^e siècle parle des bourgeois faillis qui vont finir leurs jours à l'hôpital, au détriment des vieillards et des infirmes. A. JEANROY et H. GUY, *Chansons et dits artésiens du XIII^e siècle*, p. 88.

⁽⁴⁾ Les rois recourent déjà aux financiers à la fin du XII^e siècle. Voy. J. JENKINSON et M. T. STREAD, William Cade, a financier of the XIIth century. (*English Historical Review*, 1913, pp. 209 et suiv.)

de Philippe-Auguste en Flandre, Arras est devenue par excellence une ville de banquiers.

Atrabatum... potens urbs antiquissima, plena
Divitiis, inhians lucris et foenore gaudens ⁽¹⁾.

Le seul moyen de consolider leur fortune et leur crédit était, pour les bourgeois, l'accaparement du sol. Une bonne partie de leurs gains est consacrée à l'achat d'immeubles, et le sol qu'ils acquièrent ainsi, c'est tout d'abord le sol de la ville où ils résident ⁽²⁾. Dès le commencement du XIII^e siècle, on le voit appar-

(1) GUILLAUME LE BRETON, Philipidis. (*Mon. Germ. Hist. Script.*, t. XXVI, p. 321.) Au milieu du XIII^e siècle, la richesse et l'avarice des financiers artésiens excitent la verve des poètes urbains. Voy. A. GUESNON, La satire à Arras au XIII^e siècle (dans *Le Moyen âge*, 1889, pp. 156 et suiv.; 1900, pp. 1 et suiv.). — Il n'est pas douteux que, dès le commencement du XIII^e siècle, les gens désireux d'augmenter leurs revenus confiaient des fonds aux marchands-financiers pour les faire fructifier. Sainte Yvette de Huy, morte en 1228, agit ainsi à l'instigation de son père, qui craint de la voir ruiner la famille par ses aumônes, et qui lui conseille « ut pecunia ex substantiola sua publicis negotiacionibus accomodaretur, ut supercrescentis lucri negotiantium particeps esset, sicut multi et honesti secundum saeculum idem facere consueverant ». *Acta SS. Boll.* Janv., t. I, p. 868.

(2) Pas un seul texte, à ma connaissance, ne peut être invoqué en faveur de l'opinion, jadis soutenue par ARNOLD, *Geschichte des Eigentums in den deutschen Städten* (1861), et qui consiste à envisager la propriété foncière des bourgeois patriciens, telle qu'elle apparaît si largement au XIII^e siècle, comme ayant son origine dans la propriété des anciens habitants fixés dans les *civitates* et les *castra* de l'époque franque. Cette hypothèse est d'ailleurs généralement abandonnée. Cf. G. DES MAREZ, *Étude sur la propriété dans les villes du moyen âge et spécialement en Flandre*, pp. 26 et suiv. Sans doute, à partir du XII^e siècle, le droit urbain exige fréquemment du bourgeois la propriété d'une terre ou d'une maison. Mais il y est question de terres ou de maisons acquises. Il suffira de citer à ce propos la charte de Laon (Giry, *Recueil*, p. 18) : « Quicumque in pace ista recipietur, infra anni spacium aut domum sibi edificet, aut vineas emat, aut tantum sue mobilis substantie in civitatem afferat per que iusticiari possit, si quid forte in eum querele evenerit. » Les textes abondent, d'ailleurs, qui nous montrent les marchands employant leurs bénéfices à l'achat de propriétés foncières. Le plus ancien et en même temps le plus intéressant que je connaisse se rapporte au Cambraisien Wérimbold, dans le premier quart du XII^e siècle. Les *Gesta episcopo-*

tenir par blocs à une aristocratie de patriciens, de *virī hereditarii*, de *divites*, de *majores*, dans lesquels il est impossible de ne pas reconnaître les descendants des hardis voyageurs des gildes et des hanses. L'accroissement continu de la population bourgeoise a pour conséquence de les enrichir de plus en plus. Car à mesure que de nouveaux habitants viennent se fixer dans les villes et que le nombre des maisons s'accroît, la rente du sol augmente en proportion. Aussi, dès le commencement du XIII^e siècle, les petits-fils des marchands primitifs abandonnent-ils bien souvent le commerce pour se contenter de vivre confortablement du revenu de leurs terres. Ils disent adieu aux agitations et aux hasards de la vie errante. Ils résident désormais dans leurs maisons de pierre, dont les créneaux et les tours s'élèvent au-dessus des toits de chaume des habitations en bois de

rum Cameracensium, éd. Ch. De Smedt, p. 125, nous racontent l'histoire de la fortune rapide qu'il fit après avoir épousé la fille d'un riche bourgeois :

Argenti lucris inhiant
et horrea magnificant
et omnia quae congregant
dupliciter multiplicant.
Sic, computatis mensibus,
in modicis temporibus
census accrescunt censibus
et munera muneribus
.
Werimboldus propterea
sua favente femina,
sibi suisque propria
paravit edificia.

Ces détails sont confirmés par les chartes. En 1121, Werimbold rachète à l'évêque un tonlieu dans l'intérêt des habitants de la ville. (LE GLAY, *Glossaire topographique du Cambrésis*, p. 34.) En 1138, son fils fait une donation à l'abbaye de Lobbes. (HAIGNERÉ, *Les chartes de Saint-Bertin*, t. I, p. 71.) Sur la formation de la propriété foncière des marchands, cf. G. DES MAREZ, *Op. cit.*, pp. 41 et suiv.; pp. 44 et suiv. Au XIII^e siècle, quantité de grands bourgeois achètent en outre, hors des villes, des terres souvent fort étendues. Voy. G. ESPINAS, *La vie urbaine de Douai au moyen âge*. Pièces justificatives, n^{os} 91, 720, 757, 786, 846.

leurs locataires ou de leurs censitaires ⁽¹⁾. Ils prennent en mains l'administration municipale; ils monopolisent dans leurs familles les sièges de l'échevinage ou du conseil urbain. Quelques-uns même, par d'heureux mariages, s'allient à la petite noblesse et commencent à modeler leur genre de vie sur celui des chevaliers ⁽²⁾.

IV

Mais pendant que ces premières générations de capitalistes se retirent du commerce et s'enracinent dans la terre, des changements importants s'accomplissent dans l'organisation économique. Tout d'abord, à mesure qu'elles grandissent, les villes prennent un caractère de plus en plus industriel. Les artisans du plat pays s'y établissent en masse, désertant la campagne. En même temps, plusieurs d'entre elles, favorisées par l'abondance des matières premières fournies par la région qui les entoure, commencent à s'adonner spécialement à certains genres de fabrication : draperie ou métallurgie. Enfin, autour des agglomérations principales, quantité de localités secondaires se développent, si bien que toute l'Europe occidentale, au cours du XIII^e siècle, se couvre d'une floraison serrée de villes grandes ou petites. Les unes, et c'est de beaucoup le plus grand nombre, se contentent forcément d'un commerce local. Leur production est déterminée par les besoins de leur population propre et de celle de la banlieue qui s'étend autour de leurs murailles dans un rayon de deux ou trois lieues. Les autres, au contraire, plus clairsemées, mais aussi bien plus puissantes, se développent essentiellement par une industrie d'exportation, produisant, comme par exemple la draperie des grandes cités flamandes ou italiennes, non point pour leur marché local, mais pour le

(1) G. DES MAREZ, *Op. cit.*, pp. 45 et suiv.

(2) Voy. par exemple JACQUES DE VITRY, Vita S. Mariae Oniacensis. (*Acta SS. Boll.* Juin, t. V, p. 560.)

marché européen, constamment extensible ⁽¹⁾. D'autres encore, jouissant des avantages que leur fournit la proximité de la mer, se livrent à la navigation et s'adonnent à l'industrie des transports, comme tant de ports de l'Italie, de la France, de l'Angleterre et surtout de l'Allemagne du Nord.

C'est aux villes à marché local et à elles seules que répond sans conteste la théorie de l'économie urbaine à laquelle M. Bücher a attaché son nom ⁽²⁾. L'échange direct du producteur au consommateur, le protectionnisme strict écartant l'étranger à l'avantage des bourgeois, les règlements minutieux qui circonscrivent dans des limites étroites l'activité du marchand et de l'artisan, bref tous les traits d'une organisation dont le but évident est d'entretenir et de sauvegarder, en leur assignant à chacun sa place et son rôle, les divers membres de la communauté, se rencontrent et s'expliquent sans peine dans les villes dont la clientèle se limite à l'étendue de leur banlieue. Ici, on peut parler à bon droit d'économie anticapitaliste. Ici, on ne rencontre ni grands entrepreneurs ni grands commerçants. La nécessité toutefois d'approvisionner la bourgeoisie en denrées qu'elle ne produit pas ou ne peut trouver dans ses environs, épiceries, étoffes de luxe, vins dans les pays du Nord, a fait naître un groupe de marchands exportateurs dont la condition s'élève au-dessus de celle de leurs concitoyens. Mais ils ne peuvent passer, pour peu qu'on les examine, pour une classe de grands marchands de profession. S'ils achètent en gros aux marchés de l'extérieur, c'est pour revendre en détail. Ils n'écoulent leurs marchandises que

(1) En 1222, l'abbaye de Saint-Vaast constate que les grands marchands d'Arras « emunt in foro nostro (à Arras) non ad usum civitatis suae sed ut exportent et discurrant per nundinas longinquas et per Lombardiam ». A. GUESNON, *Introduction au livre rouge de la vintaine d'Arras*. Paris, 1898, p. 20. Pour le caractère de l'industrie des villes flamandes, cf. en général H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I, 3^e éd., pp. 270 et suiv.; spécialement pour Douai, G. ESPINAS, *La vie urbaine de Douai*, t. II, pp. 728 et suiv.; pour Florence, A. DOREN, *Die Florentiner Wollentuchindustrie*, pp. 170 et suiv.

(2) Cf. F. KEUTGEN, *Hansische Handelsgesellschaften*. (*Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1906, t. IV, p. 285.)

par parcelles et, comme les *Gewandschneider* des villes allemandes, ils ne s'élèvent pas au-dessus du niveau de gros boutiquiers ⁽¹⁾.

Mais il ne faut pas généraliser cet état de choses au point de méconnaître le rôle du grand commerce et du capitalisme pendant la seconde partie du moyen âge. Non seulement il subsiste, mais il se perfectionne. Des instruments de crédit, tels que la lettre de foire et la lettre de change, apparaissent ⁽²⁾. Le commerce de l'argent se développe à côté du commerce des marchandises, et malgré la prohibition du prêt à intérêt, il fait des progrès toujours plus rapides. Les coutumes des foires, celles surtout des foires de Champagne, où se rencontrent les marchands des deux régions économiquement les plus avancées, l'Italie et les Pays-Bas, donnent naissance à un véritable droit commercial. La circulation monétaire s'élargit et se régularise : la frappe de l'or, abandonnée depuis l'époque mérovingienne, reprend au milieu du XIII^e siècle. La sécurité augmente sur les grandes routes. On relève les anciens ponts romains et çà et là déjà on creuse des canaux et l'on construit des écluses. Enfin, les instal-

(1) C'est ce que M. G. VON BELOW a parfaitement mis en lumière dans sa remarquable étude : *Grosshändler und Klein Händler im deutschen Mittelalter*. (*Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1900, t. LXXV, pp. 1 et suiv.) M. von Below ne s'occupe d'ailleurs que de l'Allemagne. Mais il me paraît certain que les marchands italiens du XIV^e et du XV^e siècle sont des marchands en gros proprement dits. Il en est de même, à mon avis, dans les villes flamandes. Il suffira de citer les règlements qui limitent l'achat des sayes par un bourgeois à 400 ou 500 par an. (ESPINAS et PIRENNE, *Recueil*, t. 1, pp. 363, 373.) De tels achats sont donc considérés comme normaux. Il faut constater de plus qu'on ne limite que les achats de sayes et non ceux de draps proprement dits. Il est caractéristique de constater que dans les villes manufacturières de Flandre, le nombre des détailliers de drap (*Lakensniders*) analogues aux *Gewandschneider* allemands est fort petit. De plus, ils ne vendent pas chez eux, mais à la halle, et ne peuvent débiter presque exclusivement que des draps fabriqués en ville. (ESPINAS et PIRENNE, *loc. cit.*, p. 278.)

(2) Les plus anciens sont de l'extrême fin du XII^e siècle. Sur les instruments de crédit en général, voy. L. GOLDSCHMIDT, *Universalgeschichte des Handelsrechts*, pp. 417 et suiv.; P. HUVELIN, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, pp. 552 et suiv. Cf. pour la Flandre G. DES MAREZ, *La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle*.

installations commerciales de l'époque antérieure devenues insuffisantes sont remplacées par des bâtiments plus vastes et plus luxueux, dont les halles d'Ypres, avec leur façade de 133 mètres de longueur, sont sans doute le plus majestueux spécimen.

De tout cela l'influence s'est fait sentir sans tarder aux villes que leur industrie d'exportation ou leur navigation élevaient au dessus de leurs voisines. Les documents abondent qui nous y attestent l'existence d'hommes d'affaires entretenant avec le dehors les relations les plus étendues, exportant et important par centaines les sacs de laine, les ballots de drap, les tonneaux de vin, ayant sous leurs ordres tout un personnel de « facteurs » ou de « sergents » ⁽¹⁾ (*nuntii, servientes, valets*, etc.), dont les lettres de crédit se négocient aux foires de Champagne, engagés dans quantité de sociétés commerciales ⁽²⁾ et qui font aux princes, aux monastères, aux villes à court d'argent, des avances montant à plusieurs milliers de livres ⁽³⁾. Pour ne citer ici que

⁽¹⁾ HUEVELIN, *Op. cit.*, pp. 501 et suiv.

⁽²⁾ F. KEUTGEN, *Hansische Handelsgesellschaften*. (*Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1906, t. IV, pp. 278 et suiv.) On a tiré parti du faible taux des capitaux individuels engagés dans ces sociétés pour refuser à leurs membres la qualité de capitalistes. Mais c'est que l'on n'a pas pris garde que chacun d'eux est intéressé ordinairement dans un grand nombre de sociétés à la fois. Cela s'explique de soi-même par le risque que couraient alors les capitaux, qu'il était par conséquent prudent de diviser. D'autre part, un marchand faisant de grandes affaires ne pouvait toutes les surveiller sur place. De là, la nécessité de pouvoir compter sur des associés qui agissaient pour lui à l'extérieur, comme lui-même agissait pour eux sur place. Cf. G. MOLLWO, *Das Handlungsbuch von Hermann und Johann Wittenborg*, p. XLIX.

⁽³⁾ Le commerce des marchandises et le commerce de l'argent se développent ensemble et sont pratiqués, au moins jusque vers la fin du XIII^e siècle, par les mêmes personnes. Avant cette date, en règle générale, tout négociant important est en même temps banquier. Un texte artésien du commencement du XIII^e siècle le dit en propres termes : « Filius mercatoris quandoque non est mercator sed usurarius, et e converso. » A. GUESNON, *Introduction au livre rouge de la vintaine d'Arras*, p. 20. Cf. J. KULISCHER, *Warenhändler und Geldausleiher im Mittelalter*. (*Zeitschrift für Volkswirtschaft*, 1908, t. XVII.) Mais à partir de la fin du XIII^e siècle, sans que cet état de choses ait disparu complètement, les opérations de banque se concentrèrent en grande partie aux mains des financiers italiens.

quelques chiffres, rappelons seulement qu'en 1273 la compagnie des Scotti de Plaisance exporte des laines d'Angleterre pour une somme de 21,400 marcs sterling, ou de 1,600,000 francs valeur métallique ⁽¹⁾. En 1254, quelques bourgeois d'Arras fournissent 20,000 livres au comte de Guines, prisonnier du comte de Flandre, pour lui permettre de payer sa rançon ⁽²⁾. En 1339, trois marchands de Malines avancent 54,000 florins (700,000 francs) au roi Edouard III ⁽³⁾.

Néanmoins, si considérable qu'ait été le commerce capitaliste depuis le milieu du XIII^e siècle, il ne jouit plus de la liberté d'allures qu'il avait présentée auparavant. A mesure même que l'on s'avance vers la fin du moyen âge, on le voit soumis à des entraves toujours plus nombreuses et plus pesantes. C'est qu'il doit compter désormais avec la législation municipale. Chaque ville s'abrite maintenant derrière le rempart du protectionnisme. Si les plus puissantes d'entre elles ne peuvent repousser l'étranger dont elles vivent, elles lui imposent une réglementation minutieuse dont le but est de garantir contre lui la situation de leurs bourgeois ⁽⁴⁾. Elles le forcent à recourir dans ses achats à l'intermédiaire de leurs « hôtes » et de leurs « courtiers » ; lui interdisent d'introduire chez elles des objets fabriqués pouvant entrer en concurrence avec ceux qu'elles produisent : le soumettent au droit d'étape, l'exploitent par la perception de taxes de toute espèce, de balance, de mesurage, de sortie, etc. ⁽⁵⁾.

Dans les villes surtout où s'est accomplie la révolution populaire qui a eu pour résultat de faire passer le pouvoir des mains

(1) A. SCHAUBE, Die Wollausfuhr Englands vom Jahre 1273. (*Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1908, t. VI, p. 183.)

(2) A. DUCHESNE, *Histoire des maisons de Guisnes, d'Ardres et de Gand*, p. 289.

(3) RYMER, *Foedera*, t. II, 4^e partie, p. 49.

(4) Voy. par exemple, à cet égard, les plaintes des marchands étrangers en 1280 contre les Brugesois. R. HAEPKE, *Brügges Entwicklung zum Mittelalterlichen Weltmarkt*, p. 261.

(5) Au contraire, les princes territoriaux cherchent à les favoriser. Comparez par exemple, en Flandre, à cet égard, la conduite du comte et celle de Bruges. Voy. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I, 3^e édit., p. 260.

du patriciat à celles des corporations de métiers, la méfiance à l'égard du capital est poussée aussi loin qu'elle peut aller sans anéantir l'industrie urbaine. Les artisans des métiers produisant pour l'exportation — les tisserands et les foulons, par exemple, dans les villes de Flandre — essaient d'échapper à la sujétion des marchands qui les emploient ⁽¹⁾. Non seulement les statuts municipaux fixent les salaires et réglementent les conditions du travail, mais ils restreignent aussi l'indépendance du marchand, même en matière purement commerciale. Il suffira de mentionner ici, comme une de leurs stipulations les plus caractéristiques, la défense faite au marchand de drap d'être en même temps marchand de laine, défense inspirée à l'évidence de la préoccupation d'empêcher des opérations pouvant influencer défavorablement sur les prix et sur la rétribution de l'ouvrier ⁽²⁾.

Mais ce n'est pas seulement le pouvoir municipal qui s'attaque aux spéculations enfantées par l'esprit capitaliste. L'Église vient à sa rescousse et interdit pêle-mêle sous le nom d'usure le prêt à intérêt, les marchés à terme ⁽³⁾, les monopoles et en général tout bénéfice excédant la mesure du « justum pretium ⁽⁴⁾ ». Sans doute, ces interdictions mêmes attestent l'existence des abus qu'elles prétendent combattre et leur fréquence démontre qu'elles ne parvinrent jamais à en triompher. Il n'en est pas moins vrai qu'elles étaient fort gênantes et que la pratique des grandes affaires s'en trouva singulièrement compliquée.

Elle le fut encore par la spécialisation croissante du commerce. Au début, les marchands s'étaient livrés à la fois aux opérations les plus différentes. Errant de marché en marché, ils achetaient

(1) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I (3^e édit.), p. 373.

(2) ESPINAS et PIRENNE *Recueil*, t. II, p. 394.

(3) On a nié à tort l'existence des marchés à terme au moyen âge. Voy. un exemple de 1284 dans G. DES MAREZ, *La lettre de foire à Ypres*, p. 200, n° 109.

(4) F. SCHNEIDER, Das kirchliche Zinsverbot und die kuriale Praxis im XIII Jahrhundert, dans *Festgabe für H. Finke*, 1904, pp. 135 et suiv.; SCHACB, *Der Kampf gegen den Zinswucher, ungerechten Preis und unlautern Handel im Mittelalter*; F. SCHNEIDER, Neue Theorien über das kirchliche Zinsverbot, (*Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1907, t. V, pp. 292 et suiv.)

et revendaient sans éprouver la nécessité de concentrer leur activité sur tel ou tel genre de produits ou de denrées. Or il n'en va plus de même à partir des environs de 1250. L'évolution économique a eu pour conséquence de localiser certaines industries et de restreindre certaines branches de trafic aux groupes de commerçants les plus aptes à leur exercice. C'est ainsi que, par exemple, dans le courant du XIII^e siècle, la draperie fine devient le monopole des villes de Flandre et la banque celui de tant de compagnies marchandes de Lombardie, de Provence ou de Toscane. Dès lors, la vie commerciale cesse de s'épancher pour ainsi dire au hasard. Elle a quelque chose de moins arbitraire, de plus savant et par conséquent de plus malaisé ⁽¹⁾.

Les conditions qui s'imposent dès lors au commerce ont achevé d'en détourner les patriciens, devenus d'ailleurs, comme on l'a dit plus haut, une classe de propriétaires fonciers. Et la place qu'ils laissent vide est occupée par des hommes nouveaux chez lesquels, comme chez leurs prédécesseurs, l'intelligence est l'instrument essentiel de la fortune ⁽²⁾. Les facultés intellectuelles que les premiers ont développées dans le commerce errant, ceux-ci les appliquent à tourner les obstacles que leur suscitent et la réglementation municipale du commerce et la législation ecclésiastique sur les affaires d'argent ⁽³⁾. Beaucoup d'entre eux trouvent une source abondante de profits en se

(1) Cette spécialisation du commerce ne fut d'ailleurs que relative. Jusqu'à la fin du moyen âge, quantité de marchands ont continué à pratiquer l'importation et l'exportation de toutes sortes de produits et de denrées.

(2) Voir, par exemple, comme type de ces *homines novi*, Tideman von Lemberg à Cologne (HANSEN, *Der englische Staatscredit*, pp. 402 et suiv. *Hansische Geschichtsblätter*, 1910, t. XVI). A Florence, les Franzesi, les fameux banquiers de Philippe le Bel, ont pour ancêtre un petit seigneur féodal. Pour les origines des Médici et des Doria, voy. SIEVEKING, *loc. cit.*, p. 87. DANTE, *Inferno*. XVI, 73, s'élève contre la *gente nuova* et les *subiti guadagni*. Cf. DAVIDSON, *op. cit.*, t. IV, p. 269.

(3) Sur les procédés employés par eux, voy. J. KULISCHER, *Warenhändler und Geldausleiher im Mittelalter*. (*Zeitschrift für Volkswirtschaft*, etc., 1908, t. XVII, pp. 242 et suiv.)

consacrant au courtage ⁽¹⁾. D'autres, dans les villes industrielles, exploitent sans vergogne et au mépris des règlements les artisans qu'ils occupent. A Douai, par exemple, Jehan Boinebroke (1280-1310) réussit à s'asservir une quantité de travailleurs en leur faisant des avances de laines ou d'argent qu'ils sont hors d'état de lui restituer et qui les mettent par conséquent à sa merci ⁽²⁾. Les plus opulents ou les plus hardis profitent des besoins d'argent sans cesse grandissants des princes territoriaux et des rois pour devenir leurs banquiers. On sait que ce sont des capitalistes lombards qui ont permis à Édouard III de préparer ses campagnes contre la France ⁽³⁾, et, tout récemment, l'histoire de Guillaume Servat de Cahors (1280-1320) nous a montré un homme qui, parti de rien, comme Godric au XI^e siècle, accumule en quelques années une fortune considérable, fournit au roi d'Angleterre la dot d'une de ses filles, prête de l'argent au roi de Norvège, prend à ferme le tonlieu des laines à Londres, et, aussi dénué de scrupules qu'il est adroit au gain, n'hésite pas à tremper dans de louches spéculations sur les monnaies ⁽⁴⁾. Et combien d'autres financiers ne connaissons-

⁽¹⁾ A Gand, en 1340-1345, il y a de 21 à 23 courtiers (*makelaeren*) fournissant 2000 livres parisis de caution. DE PATW et VUYLSTEKE, *De Rekeningen der Stad Gent*, t. II, pp. 543 et suiv.

⁽²⁾ G. ESPINAS, Jehan Boine Broke, bourgeois et drapier douaisien. (*Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1904, t. II, pp. 34 et suiv.) Ce Boine Broke nous représente le type de l'entrepreneur capitaliste tel qu'il a dû exister à un grand nombre d'exemplaires dans toutes les villes drapières de la Flandre. On ne pourrait comprendre sans cela la haine des ouvriers pour les drapiers qui les employaient. Cf. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I (3^e édit.), p. 373, t. II (2^e édit.), p. 65.

⁽³⁾ Pour les rapports des capitalistes avec la couronne d'Angleterre, voy. R. J. WHITWELL, Italian bankers and the English crown. (*Transactions of the Royal Historical Society*, 1903, t. XVII.) BOND, Extract from the liberate rolls relatives to the loans supplied by italian merchants to the kings of England. (*Archæologia*, 1840, t. XXVIII.) Pour la participation des capitaux allemands aux emprunts royaux, cf. J. HANSEN, Der Englische Staatscredit unter König Eduard III und die hansischen Kaulleute. (*Hansische Geschichtsblätter*, 1910, t. XVI, pp. 323 et suiv.)

⁽⁴⁾ F. ARENS, Wilhelm Servat von Cahors als Kaufmann zu London. (*Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1913, t. XI, pp. 477 et suiv.) — Les

nous pas dont la carrière est toute semblable : Thomas Fin, à la cour des comtes de Flandre ⁽¹⁾, les Bernier à celle des comtes de Hainaut, les Tote Gui, les Vane Gui, à celle des rois de France, pour ne rien dire ici des innombrables Italiens chargés par les papes des divers services de la fiscalité pontificale, de ces *mercatores Romanam curiam sequentes* parmi lesquels se rencontrent les ancêtres des grands Médici du XV^e siècle ⁽²⁾.

V.

Cette seconde classe de capitalistes, entrepreneurs industriels, courtiers, marchands et financiers, qui a succédé aux capitalistes des hauses et des gildes, est entraînée à son tour, dans le courant du XV^e siècle, sur la pente du déclin. Les progrès de la navigation, les découvertes des Portugais, puis des Espagnols, la formation de grands États monarchiques luttant entre eux pour l'hégémonie, commencent à bouleverser la situation économique au milieu de laquelle elle avait grandi et à laquelle elle s'était adaptée. La direction des courants commerciaux se modifie. Dans le Nord, la marine anglaise et la marine hollandaise se substituent peu à peu à celle de la Hanse. Dans la Méditerranée, le commerce se concentre à Venise et à Gênes. Aux bords de l'Atlantique, Lisbonne attire le marché des épices et Anvers, se substituant à Bruges, devient le rendez-vous du commerce européen. Le XVI^e siècle voit s'accélérer ce mouve-

opérations auxquelles se livrent les financiers du XIV^e siècle sont parfois de simples escroqueries. Voy., par exemple, comment Renaud de Schönaue en 1340 trompe le comte de Juliers qui l'a chargé de réclamer une dette au roi d'Angleterre en employant les fonds de la créance à une habile spéculation qui l'enrichit. DE CHESTRET DE HANEFFE, Renaud de Schönaue, sire de Schoonvorst. (*Mém. de l'Acad. roy. de Belgique*, 1892, t. XLVII, p. 14.)

(1) V. FUIS, Thomas Fin, receveur de Flandre. (*Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 1900, 5^e série, t. X, pp. 8 et suiv.)

(2) SCHNEIDER, Die finanziellen Beziehungen der Florentinischen Banquiers zur Kirche. (*Schmollers Forschungen*, t. XVII.)

ment, que favorisent à la fois des causes morales, politiques et économiques : essor intellectuel de la Renaissance, épanouissement de l'individualisme, grandes guerres suscitant la spéculation, perturbation de la circulation monétaire par suite de l'afflux des métaux précieux provenant du nouveau monde. De même que la science du moyen âge disparaît et que l'humaniste se substitue au scolastique, de même une économie nouvelle s'élève par-dessus l'antique économie urbaine. L'État soumet les villes à sa puissance supérieure. Il restreint leur autonomie politique en même temps qu'il affranchit le commerce et l'industrie de la tutelle qu'elles ont fait jusqu'alors peser sur eux. C'en est fait du protectionnisme et de l'exclusivisme des bourgeoisies. Si les corporations de métiers continuent à subsister, elles ne dominent plus l'organisation du travail. De nouvelles industries apparaissent qui, pour échapper à la surveillance tatillonne des autorités municipales, s'établissent à la campagne. A côté des anciennes villes privilégiées qui végètent, de jeunes centres manufacturiers se constituent pleins de force et d'exubérance; en Angleterre : Sheffield, Birmingham, Liverpool; en Flandre : Hondschoote, Armentières; Verviers, dans le pays de Liège ⁽¹⁾.

L'esprit qui se manifeste maintenant dans le monde des affaires est ce même esprit de liberté qui anime le monde intellectuel ⁽²⁾. Dans une société en voie de transformation,

(1) H. PIRENNE, Une crise industrielle au XVI^e siècle. (*Bull. de l'Acad. roy. de Belgique* [Classe des lettres], 1905.)

(2) L'auteur anonyme du mémoire sur la révolte de Gand contre Charles-Quint en 1540 prévoit que la perte des privilèges économiques de la ville favorisera sa prospérité à l'avenir, car « les marchands qui toujours désirent libertéz pour faire leurs marchandises ne voulaient hanter, fréquenter, ni habiter Gand », à cause des franchises excessives de ses bourgeois. Voy. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. III (2^e édit.), p. 128. Cf. *Ibid.*, pp. 267 et suiv., le contraste que présente la politique libérale d'Anvers au XV^e et au XVI^e siècle, avec le protectionnisme étroit dans lequel Bruges s'obstine. — J. HARTUNG, Aus dem Geheimbuche eines deutschen Handelshauses im XVI. Jahrhundert (*Zeitschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1898, t. VI), considère que le grand capitalisme industriel se développe en Allemagne à partir du milieu du XVI^e siècle.

l'individu affranchi se permet toutes les audaces. Il méprise la tradition, il s'abandonne avec ivresse à sa virtuosité. Plus de limites à la spéculation, plus d'entraves pesant sur le commerce, plus d'intervention du pouvoir dans les rapports entre employeurs et salariés. Le plus habile l'emporte. La concurrence jusqu'alors tenue en bride se déchaîne ⁽¹⁾. En quelques années, d'énormes fortunes s'échafaudent, d'autres s'engloutissent dans de retentissantes banqueroutes. La bourse d'Anvers est un pandémonium où se coudoient banquiers, marins au long cours, agioteurs, praticiens du marché à terme, marchands millionnaires, escrocs et aventuriers auxquels tous les moyens sont bons, y compris l'assassinat, pour parvenir à la richesse.

Cet ébranlement du monde économique a eu pour résultat de faire passer le rôle joué par les capitalistes de la fin du moyen âge à une classe d'hommes nouveaux. Bien rares sont les descendants des gens d'affaires du XIV^e siècle parmi ceux du XV^e et du XVI^e siècle. Désorientés par le cours des événements, ils n'ont pas voulu compromettre leur fortune acquise. On voit la plupart d'entre eux se tourner vers les carrières administratives, entrer au service de l'État comme membres des conseils de justice ou de finances et ambitionner la noblesse de robe qui, d'heureux mariages aidant, conduira leurs fils au sein de la vraie noblesse. Quant aux « nouveaux riches » de l'époque, ils nous apparaissent presque tous comme des parvenus. C'est un parvenu que Jacques Cœur, en France; ce sont des parvenus que les Fugger et tant d'autres financiers allemands, les Her-

(1) Voy. dès le commencement du XV^e siècle, les plaintes contre les tentatives de monopole des sociétés de commerce. Exemples dans von BELOW, *Grosshändler*, pp. 8 et suiv. L'accaparement des denrées n'était d'ailleurs pas en soi une pratique nouvelle. On en a des exemples au XII^e siècle (voy. p. 276, note 1). Au commencement du XIV^e siècle, on accuse, à Bruges, Robert de Cassel de chercher à constituer une *enninghe* pour acheter tout l'alun exporté en Flandre et en dominer les prix (*Ann. de la Soc. d'Émulation de Bruges*, 1844-1854, 2^e sér., t. IX, p. 369). Mais avant le XV^e siècle, la résistance opposée à ces entreprises les avait empêchées de réussir.

wart, les Seiler, les Manlich, les Haug, sur les familles desquels nous ne sommes guère renseignés avant le XV^e siècle ; ce le sont, enfin, que les Frescobaldi et les Gualterotti de Florence, ou ce Gaspar Durci de Pistoie, le plus représentatif, peut-être, des coureurs de fortune de l'époque ⁽¹⁾. Plus tard, quand Amsterdam aura hérité de l'hégémonie commerciale d'Anvers, l'importance des parvenus n'y sera pas moins caractéristique. Bornons-nous à mentionner ici parmi les premiers artisans de sa grandeur un Guillaume Usselinx ⁽²⁾, un Balthazar de Moucheiron, un Isaac Lemaire ⁽³⁾. Et si du monde du commerce nous

(1) R. EHRENBURG, *Das Zeitalter der Fugger*, t. I, pp. 311 et suiv. — J. STRIEDER, *Zur Genesis des modernen Kapitalismus*, pp. 142 et suiv., a rassemblé de fort intéressantes notices sur toute une série de familles de capitalistes augsbourgeois dont les ancêtres apparaissent comme simples artisans. D'autres capitalistes proviennent, il est vrai, de familles patriciennes. Mais M. Strieder ne les en considère pas moins à bon droit comme des parvenus (p. 141), leur fortune primitive étant fort peu considérable. Ce n'est pas à cette fortune, mais à leurs qualités personnelles d'énergie et d'intelligence qu'ils doivent le succès. Cf. VON BELOW, *Grosshändler und Klein Händler* (*Loc. cit.*, p. 51) : « Das Aufsteigen zum Grosskaufmann ist eben das Werk des einzelnen gewesen der die Spannkraft besass, sich über seine Verhältnisse zu erheben. »

(2) J. P. JAMESON, W. Usselinx. (*American Hist. Assoc. Papers*, II.)

(3) Sur la formation de la classe des capitalistes à Amsterdam, voy. W. VAN RAVESTEYN, *Onderzoekingen over de economische en sociale ontwikkeling van Amsterdam gedurende de XVI^e en het eerste kwart der XVII^e eeuw*. Amsterdam, 1906, pp. 272 et suiv. Quantité d'entre eux proviennent d'émigrés du plat pays ou de villes étrangères, ou d'artisans. Voy. p. 315 un exemple caractéristique des profits considérables réalisés dans la pratique dangereuse du grand commerce par des marchands ne disposant en propre que d'un petit capital. — MAX WEBER, *Die Protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus* (*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1905, t. XX, XXI), et E. TROELTSCH, *Die Bedeutung des Protestantismus für die Entstehung der modernen Welt* (*Historische Zeitschrift*, t. XCVII, pp. 42 et suiv.), ont rattaché l'expansion de l'esprit capitaliste au XVI^e siècle, à l'esprit rationaliste et à la morale austère du calvinisme. Contre cette thèse, voy. F. RACHFAHL, *Kalvinismus und Kapitalismus* (*Internationale Wochenschrift*, 1909, t. III, pp. 1218 et suiv., et 1910, t. IV), qui en a parfaitement montré, à mon avis, la faiblesse. Ce que MM. Weber et Troeltsch prennent pour l'esprit calviniste, c'est précisément l'esprit des hommes nouveaux que la révolution économique du temps introduit dans la vie des affaires, et qui s'y opposent aux traditionalistes auxquels ils se substituent.

détournons le regard vers celui de l'industrie, le spectacle reste le même. Le fameux imprimeur Christophe Plantin est le fils d'un simple paysan de Touraine.

VI.

L'exubérance capitaliste, qui atteignit son apogée dans la seconde moitié du XVI^e siècle, ne se maintint pas. De même qu'à la liberté des XI^e et XII^e siècles avait succédé la réglementation de l'économie urbaine, le mercantilisme s'imposa au XVII^e et au XVIII^e siècle au commerce et à l'industrie. Par des droits protecteurs et des primes d'exportation, par des encouragements de toutes sortes accordés aux manufactures et à la navigation nationales, par l'acquisition de colonies outre mer, par la création de compagnies de commerce privilégiées, par l'inspection des procédés de fabrication, par le perfectionnement des moyens de transport et la suppression des douanes intérieures, chaque État s'efforce d'augmenter ses moyens de production, de fermer ses marchés à ses concurrents et de faire pencher en sa faveur la « balance du commerce ». Sans doute, l'idée ne disparaît pas que « la liberté est l'âme du commerce », mais cette liberté, on prétend la régler désormais conformément aux intérêts de la chose publique. On la place sous le contrôle d'intendants, de consuls, de chambres de commerce. Nous entrons dans la période de l'économie nationale.

Elle devait durer, on le sait, jusqu'au moment où, d'abord en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle, puis sur le continent depuis les premières années du XIX^e siècle, l'invention de la production mécanique et l'application de la vapeur à l'industrie bouleversèrent de fond en comble les conditions de l'activité économique. Ce que l'on avait vu au XVI^e siècle se reproduit alors, mais avec une intensité décuplée. Les négociants habitués à la routine du mercantilisme et à la protection de l'État sont débordés. On ne les voit pas se lancer dans la carrière qui

s'ouvre devant eux, si ce n'est en qualité de bailleurs de fonds. A leur tour, comme nous l'avons constaté à chaque grande crise de l'histoire économique, ils se retirent des affaires et se transforment en aristocratie. Des maisons puissantes qui se fondent de toutes parts et donnent le branle aux industries modernes de la métallurgie, de la filature et du tissage de la laine, du lin, du coton, presque aucune ne se rattache à des établissements antérieurs à l'extrême fin du XVIII^e siècle. Une fois de plus, ce sont des hommes nouveaux, des esprits entreprenants et des caractères bien trempés qui profitent des circonstances ⁽¹⁾. Tout au plus les anciens capitalistes devenus propriétaires fonciers jouent-ils un rôle assez actif dans l'exploitation des mines par suite de la dépendance où elle se trouve nécessairement à l'égard des possesseurs du sol. Mais on peut affirmer sans risque de se tromper que les artisans des progrès gigantesques de l'économie internationale, de l'activité débordante qui remue le monde, ont été, comme à l'époque de la Renaissance, des parvenus, des *self-made men*. Comme à l'époque de la Renaissance encore, ils n'ont foi que dans

(1) Voy. dans W. CUNNINGHAM, *The growth of English Industry and Commerce in modern times*, p. 618, cette citation caractéristique de P. Gaskell : « Few of the men were interred the trade rich were successful. They trusted too much to others too little to themselves, etc. » Rappelons ici que le fondateur des plus grands établissements industriels de la Belgique, John Cockerill, était un simple ouvrier. E. MAHAIM, Les débuts de l'établissement John Cockerill à Seraing. (*Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1903, t. III, pp. 627 et suiv.) On sait que M. A. Rothschild († 1812) était le fils de petits négociants juifs, que Fr. Krupp (1787-1826) ne possédait au début qu'une petite forge, que le banquier J. Lafitte (1767-1844) avait pour père un artisan, que J.-E. Schneider († 1875), le fondateur du Creusot, commença sans aucune fortune, et il serait facile de multiplier ces exemples. Adam Smith a déjà remarqué que les auteurs des inventions mécaniques de la fin du XVIII^e siècle étaient presque tous des ouvriers. Naturellement, les initiateurs industriels eurent largement recours, pour le développement de leurs entreprises, au crédit, et les propriétaires fonciers leur vinrent en aide. Mais les bailleurs de fonds ne suscitérent pas leurs entreprises; ils se bornèrent à les soutenir. En Belgique, par exemple, à la fin du XVIII^e siècle, les capitaux énormes du clergé et de la noblesse ne se détournent pas vers l'industrie. J.-H. LEWINSKI, *L'évolution industrielle de la Belgique*, pp. 110 et suiv.

l'individualisme et le libéralisme. Rompant avec les traditions de l'ancien régime, ils prennent pour devise : « Laissez faire, laissez passer. » Ils poussent à l'extrême les conséquences du principe. Une concurrence effrénée les met aux prises les uns avec les autres et suscite bientôt, au sein du prolétariat qu'ils exploitent, la résistance du socialisme. Et, en même temps qu'elle se dresse en face du capital, celui-ci, souffrant lui-même des abus de la liberté qui a favorisé son essor, s'efforce de discipliner ses forces. Des cartels, des trusts, des syndicats de producteurs s'organisent pendant que les États, comprenant qu'il est impossible de laisser plus longtemps employeurs et employés se heurter dans l'anarchie, élaborent une législation sociale et que déjà, franchissant les frontières des divers pays, des règlements internationaux commencent à s'appliquer aux travailleurs.

VII.

Je ne cherche pas à me dissimuler combien cette rapide esquisse de l'évolution du capitalisme à travers mille ans d'histoire est incomplète ⁽¹⁾. Comme je l'ai dit en commençant, je ne la donne que pour une simple hypothèse reposant sur la connaissance bien imparfaite encore que nous possédons des divers moments du développement économique. Elle justifie du moins, pour autant qu'elle soit exacte, l'observation que je formulais au début de cette étude. Elle montre que la croissance du capitalisme ne présente point un mouvement rectiligne, mais une série de poussées interrompues par des crises et ne se prolongeant pas les unes dans les autres.

Et à cette première remarque s'en ajoutent deux autres qui en sont comme les corollaires.

⁽¹⁾ J'ai passé beaucoup plus rapidement sur les temps modernes que sur le moyen âge, bien que l'action du capitalisme y ait été beaucoup plus grande. Mais précisément cette action étant admise par tout le monde, je n'avais pas à la démontrer.

La première touche la régularité vraiment étonnante de la périodicité des phases de liberté économique et des phases de réglementation. La libre expansion du commerce errant aboutit à l'économie urbaine, l'essor individualiste de la Renaissance conduit au mercantilisme, et à l'âge du libéralisme succède enfin notre époque de législation sociale.

La seconde constatation, par laquelle je terminerai, est plutôt d'ordre moral et politique que d'ordre économique. On pourrait la formuler en disant que toute classe capitaliste est animée au début d'un esprit nettement progressiste et novateur, mais qu'elle devient conservatrice à mesure que son activité se régularise. Rappelons que les marchands du XI^e et du XII^e siècle sont les ancêtres de la bourgeoisie et les créateurs des premières institutions urbaines ; que les hommes d'affaires de la Renaissance ont lutté aussi énergiquement que les humanistes contre les traditions sociales du moyen âge, et qu'enfin ceux du XIX^e siècle ont compté parmi les adeptes les plus ardents du libéralisme. Cela suffirait à prouver, si nous ne le savions par ailleurs, que les uns et les autres n'ont été à l'origine que des parvenus suscités à l'action par les transformations de la société, ne s'embarrassant ni de la coutume, ni de la routine, n'ayant rien à perdre et d'autant plus audacieux dans leur course vers le profit. Mais bientôt l'élan primitif se ralentit. Les descendants des nouveaux riches veulent garder la situation qu'ils ont acquise. Dès que le pouvoir public la leur garantit, fût-ce au prix d'une surveillance gênante, ils n'hésitent pas à mettre leur influence à son service, en attendant le moment où, débordés eux-mêmes par des hommes nouveaux, ils lui demanderont de reconnaître officiellement le rang auquel ils ont haussé leurs familles, constitueront par leur entrée dans la noblesse une classe juridique et non plus un groupe social et considéreront que c'est déroger que de pratiquer ce commerce qui a fait leur fortune.

Tendances contemporaines de la philosophie de l'art.

par MAURICE DE WULF, membre de l'Académie.

I.

LA GENÈSE DES COURANTS ACTUELS.

Les philosophies de l'art accréditées aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles sont affectées d'un caractère commun de subjectivité. A travers leurs divergences on reconnaît ce même leit-motiv : l'impression est tout dans l'art ; l'œuvre n'est rien, tout au moins la beauté n'est pas un attribut qui lui appartienne en propre.

Ce caractère frappant de la philosophie de l'art tient aux origines mêmes de l'esthétique moderne : elle surgit, comme discipline distincte, des entrailles de la psychologie, et depuis Leibniz on n'a cessé de vouloir la réduire à une étude des attitudes du moi. Chacun des grands systèmes modernes vint souligner l'aspect subjectif du beau ; chaque recul de la métaphysique retentit dans le domaine de l'esthétique en accentuant le même aspect.

Kant expliqua le jugement de beauté par des réactions contemplatives et sentimentales, dont il chercha le secret, conformément à l'esprit général de son criticisme, dans la structure même du sujet contemplateur. Du coup la beauté artistique cessait d'être une propriété des choses pour devenir le produit d'un état psychique.

Cette doctrine fait le fond de l'esthétique allemande du siècle dernier. Elle inspira tout le romantisme allemand, et par un juste retour bénéficia de sa rapide et brillante expansion. Schiller, Schelling, Novalis l'introduisirent dans la littérature, et avec Hegel, elle s'entourna d'un royal prestige.

Tout en répudiant l'hégélianisme et sa théorie du Devenir de l'Esprit, le positivisme se refusa à découvrir autre chose dans l'art que des éléments subjectifs. Herbert Spencer y voit un libre jeu, une activité de luxe, tandis que Guyau confond le beau avec l'utile et l'agréable.

Vers le même temps, l'esthétique expérimentale, — qu'on a appelée aussi l'« esthétique d'en bas », — dans un effort très louable, mais avec des prétentions dont elle est obligée de rabattre ⁽¹⁾, appliquait ses méthodes de mensuration aux états organiques représentatifs et émotionnels qui accompagnent le plaisir esthétique. Elle contribua ainsi à fortifier cette conviction, que pour rendre compte de la nature du beau artistique, il suffit d'analyser ce qui se passe dans le sujet qui en jouit.

Est-il dès lors étonnant que l'on ait frappé de discrédit toute recherche relative à l'objectivité du beau dans la nature ou dans l'art? Aujourd'hui, on répète sur tous les tons l'axiome kantien que la beauté n'est pas dans les choses; et, à force de l'entendre, beaucoup l'acceptent sans le discuter.

C'est une sorte de postulat inscrit à la première page des traités d'esthétique et sur lequel il semble que toute étude sérieuse doive nécessairement s'appuyer.

« L'esthétique, dit Lipps, est une discipline psychologique. La beauté d'un objet n'est pas une propriété de cet objet,

(1) « Es ist auch wahrscheinlich, dass die nicht-experimentelle empirische Aesthetik auch ferner stets das Übergewicht behaupten wird. Sie hat es eben direkt mit dem Kunstwerk und dem Naturschönen, wie es uns in seiner Individualität und Zusammengesetztheit als eigentliches Objekt des Aesthetischen gegeben ist, zu tun, während die experimentelle Aesthetik sich künstlich Objekte schafft, wie sie in dieser Einfachheit und Gleichartigkeit in Kunst und Natur kaum jemals vorkommen. » TH. ZIEHEN, Ueber dem gegenwärtigen Stand der experimentellen Aesthetik (*Zeitschr. f. Aesthetik und allgemeine Kunstwissenschaft*, 1914, s. 45.) L'esthétique expérimentale doit se limiter aux faits esthétiques élémentaires; l'œuvre d'art complexe lui échappe. Voyez d'autres critiques chez A. DÖRING, *Die Methode der Aesthetik*. (*Ibid.*, 1909, p. 321.)

comme le vert ou le bleu ⁽¹⁾... » Et Benedetto Croce, qui passe en Italie pour un maître : « Le beau n'appartient pas aux choses, ce n'est pas un fait physique; il appartient à l'activité de l'homme, à l'énergie spirituelle ⁽²⁾. »

En vérité, ce n'est plus l'œuvre qui est belle, c'est nous qui sommes beaux en la contemplant.

S'il nous était loisible de soumettre à une enquête détaillée les formes contemporaines de la philosophie de l'art, nous verrions que, dans leur ensemble, elles ont hérité des tendances léguées par le XIX^e siècle.

Nous bornerons notre examen à deux conceptions actuelles, que leur importance et leur intérêt mettent au premier plan.

II.

L'ESTHÉTIQUE DE L' « EINFÜHLUNG ».

Un Congrès international d'Esthétique s'est réuni pour la première fois à Berlin, au mois d'octobre dernier; et, parmi les courants d'idées qui s'y entrecroisèrent, l'un des plus significatifs est celui que l'on a dénommé l'Esthétique de l' « *Einfühlung* », renaissance de sentimentalisme datant d'il y a quelque dix ans et qui donne lieu en Allemagne à des discussions passionnées.

Einfühlung : terme germanique que la langue française se refuse à traduire d'un mot, et qu'elle est obligée de diluer en une périphrase; sorte de projection de nos états affectifs dans les choses extérieures, don de nous-mêmes, par lequel nous

⁽¹⁾ « Die Aesthetik ist eine psychologische Disciplin. Schönheit eines Objektes ist nicht eine Eigenschaft des Objektes, wie Grün oder Blau... » *Aesthetik*, Einleitung, p. 349, dans : *Die Kultur der Gegenwart*, herausgegeben von P. HENNEBERG, *Systematische Philosophie*, Berlin, 1907.

⁽²⁾ *Esthétique comme science de l'expression et linguistique générale*. Trad. française, Paris, 1904, p. 93.

infusions aux objets du dehors quelque chose de notre vie du dedans.

Quand je dis d'une pierre lancée dans l'espace qu'elle *tend* à tomber, d'un rocher à pic qu'il *se dresse* devant moi, d'un paysage qu'il *respire le calme*, je prête à la pierre, au rocher, au paysage des états émotionnels qu'ils ne possèdent d'aucune manière, mais qui sont miens : prévision et attente des effets de la pesanteur, impression de fierté ou de paix. J'humanise la pierre, le rocher, le paysage en les emplissant de mes sentiments propres; je les anthropomorphise.

Dans les lignes droites ou courbes, *dans* les formes géométriques, *dans* l'espace, nous *sentons* des forces, des luttes, des résistances qui viennent de nous, puisqu'elles ne sont que des modifications de notre moi, des conséquences de cet instinct de conservation qui habite dans les profondeurs de nous-mêmes.

Aux couleurs et aux tons nous attribuons la chaleur, la vie, qui n'appartiennent qu'à notre personnalité; aux gestes et aux démarches des animaux nous accordons un sens psychique emprunté de notre expérience intime.

Lipps, à qui nous empruntons ces exemples ⁽¹⁾, et qui, avec Volkelt et Groos ⁽²⁾, compte parmi les représentants les mieux avertis de la nouvelle école, estime que ce processus de l'« *Einfühlung* » informe toutes nos connaissances du monde extérieur. Tout s'anime au choc de notre vie intérieure; dans la nature entière nous sentons battre les pulsations, au rythme multiple, de notre vie sentimentale.

Or, c'est dans la gamme de ces émotions objectivées que les théoriciens de l'« *Einfühlung* » cherchent la valeur esthétique de l'art. Le beau apparaît lorsque, contemplant une œuvre, nous

⁽¹⁾ TH. LIPPS, *op. cit.*, pp. 356 et 357. Cf. *Asthetik, Psychologie des Schönen und der Kunst*, 1903-1906; *Zur Einfühlung (Psycholog. Untersuchungen)*, éd. Th. Lipps, II, 2 et 3). Leipzig, 1913.

⁽²⁾ VOLKELT, *System der Aesthetik*, 1905, 2 vol.; GROOS, *Das Aesthetische Genuss*, 1907, etc.

y retrouvons, comme dans un miroir grossissant, les émotions qui constituent notre état d'âme habituel ou momentané. Le plaisir d'art ne serait que la complaisance qu'on éprouve à voir le reflet de son moi agrandi et enrichi, à revivre sa vie, sentie plus intensément ⁽¹⁾.

La statue s'empreint de majesté ou de courroux, de langueur ou de trouble, selon les états psychiques qui me déterminent, et dont je découvre l'expression sculpturale.

De même en est-il d'un édifice, où la *fixité* des assises, l'*élan* des colonnes, la *poussée* des voûtes, la *résistance* des arcs-boutants sont autant de fonctions dynamiques que je trouve en moi et que je transpose dans les matériaux.

Nul art ne se prête mieux que la musique à cette projection de notre sentiment au dehors. Le rythme scande nos mouvements internes, la mélodie déroule les péripéties de nos drames secrets; dissonances et consonnances, oppositions de timbres, successions de tons, constituent autant de valeurs sentimentales. Impossible de rêver une théorie qui serve davantage les prétentions esthétiques des grands polyphonistes contemporains : quand on suit Lipps dans ses études, riches d'observations, sur le matériel sonore, on songe naturellement aux ambitions d'un Wagner ou d'un Strauss.

Sans doute, ces idées ne sont pas neuves dans l'esthétique allemande. Robert Vischer et d'autres ont décrit en termes poétiques les démarches de l'auto-projection sentimentale, par laquelle j'ai ce féerique pouvoir de réduire ou de dilater à mon gré ma personnalité, de l'incorporer aux êtres les plus divers, de la faire étoile, fleur, mer ou nuage.

« Si l'objet esthétique est une étoile, une fleur, écrit R. Vischer, je réduirai en elle mon contour, je me bornerai et me restreindrai. Si, au contraire, je suis dans des formes immenses, je me tendrai et m'étendrai avec elles. Je m'en-

(1) « Schön ist dasjenige in dessen Betrachtung ich mein eigenes inneres Wesen bestätigt, gesteigert, bereichert finde. » *Op. cit.*, p. 360.

veloppe en grondant dans un nuage, je me dresse et me cabre triomphal dans les vagues, je fais signe, amicalement, à la source que je suis moi-même, à une fleur vacillante ; une plante hérissée me regarde comme un caractère brutal, et tout cela serait impossible si nous n'avions pas la faculté merveilleuse de substituer à une forme objective la forme de notre propre corps et de l'y incarner ⁽¹⁾. »

Mais aux vues d'ensemble les théoriciens actuels de l'« *Einführung* » ont ajouté le détail ; ils ont imprimé à la doctrine un caractère scientifique, poursuivi en de fines et délicates analyses psychologiques, à travers les méandres de l'émotion esthétique, la confirmation de leurs idées générales.

Que devient, dans pareille conception, la technique de l'œuvre d'art, la facture du poème, le modelé de la statue, le coloris et le dessin de la toile, la composition et la trame de la symphonie ? Tout cela doit compter pour peu de chose. Ce n'est plus que la suie restée de la flamme. La perception des formes, des symétries, des coordinations n'est qu'un préliminaire et non plus le constituant de l'impression esthétique ; l'œuvre réputée la plus parfaite de formes n'est belle que dans la mesure où notre personnalité verse dans le moule de cette perfection formelle la masse mouvante et palpitante de ses propres sentiments.

On a dirigé de sévères mais justes critiques contre l'esthétique de l'« *Einführung* ».

Non pas que l'on puisse nier la réalité du processus psychologique par lequel nous faisons pour ainsi dire de notre substance une âme aux choses extérieures. Gais ou mélancoliques, exaltés par le bonheur ou terrassés par l'infortune, nous prêtons à nos demeures, à nos meubles, à tous les objets qui nous sont familiers, aux animaux domestiques, aux arbres et aux fleurs, aux amis que nous rencontrons,

⁽¹⁾ R. VISCHER, *Das optische Formgefühl*, pp. 8, 15, 20, 24, cité et traduit par BASCH, *Essai critique sur l'Esthétique de Kant*. Paris, 1896, p. 305.

voire aux étrangers que nous coudoyons, des sourires ou des tristesses qui émanent de nous-mêmes. Les œuvres d'art s'accommodent aisément à des adaptations de ce genre; volontiers nous faisons d'elles les confidentes de nos états d'âme. Mais ce phénomène psychologique n'est pas le phénomène esthétique. Il n'est qu'une des multiples concomitances dont s'entoure l'impression proprement artistique.

L'esthétique de l'« *Einfühlung* » se heurte à d'inextricables difficultés.

On remarquera d'abord que cette auto-projection sentimentale n'accompagne pas toujours le plaisir esthétique : telle fugue de Bach déroule à nos oreilles charmées ses thèmes et ses voix, ses rythmes et ses nuances, sans que jamais nous nous surprenions à insérer dans sa trame sonore quelque épisode de notre vie émotionnelle. « Le sentiment n'y a point de place, et il faut se garder de l'y admettre ⁽¹⁾. » Elle ravit le musicien par ses qualités techniques, la pureté et l'élégance de ses lignes mélodiques, la merveilleuse facture du détail et l'impeccable unité de l'ensemble.

En outre, quand il s'agit d'une œuvre d'art dont les éléments sont multiples, il devient bien malaisé de concevoir la projection sentimentale du spectateur dans l'œuvre contemplée.

« Une telle opération, dit justement M. Lalo, est pratiquement impossible au spectateur d'un drame où plusieurs personnages, de l'esprit le plus opposé, de sexe et de tempérament différent, dialoguent ensemble ⁽²⁾. »

(1) ANDRÉ PIERRO, *L'esthétique de Jean-Sébastien Bach*. Introduction, p. 3. Paris, 1907. Et il continue : « Il ne s'agit là que des évolutions bien réglées de figures strictes et soigneusement proportionnées, qu'il serait fort ridicule de juger au gré d'une sensibilité malavisée et trop prompte à s'échauffer. Une critique très sûre et beaucoup de prudence sont indispensables pour éviter de se fourvoyer dans la tâche délicate de déterminer la signification des œuvres musicales. »

(2) CHARLES LALO, *Les sentiments esthétiques*. Paris, Alcan, 1910, p. 78. — Cf. THEODOR A. MEYER, Kritik der Einfühlungstheorie (*Zeitschr. für Aesthetik u. allgem. Kunstwissenschaft.*, 1912, pp. 529-567), et A. DÖRING, Ueber Einfühlung (*Ibid.*, pp. 568-577).

Et puis, les conséquences logiques de la doctrine de l'« *Einführung* » n'en font-elles pas toucher du doigt la fausseté? Il m'est loisible de reconnaître mes sentiments dans un plâtre copiant la Vénus de Milo aussi bien que dans le marbre du salonnet du Louvre; dans la *Joconde* authentique ou dans une des innombrables reproductions qui ont popularisé l'énigmatique sourire de Monna Lisa. L'œuvre originale et l'œuvre truquée, ayant même pouvoir émotionnel, auront donc même valeur artistique?

Si la perfection technique n'est plus un facteur primordial, s'il faut la reléguer au second plan, parmi les accessoires, autant vaut prononcer contre l'effort artistique une sentence de mort.

Aussi bien, quoi de plus divers et de plus mobile que ces dispositions affectives incarnées, puis contemplées et revécues dans une œuvre d'art?

Considérez la musique, le plus subjectif des arts. Dans une valse de Chopin, exécutée ou entendue sous une impression de mélancolie ou de tristesse, vous croirez discerner des plaintes, des cris de désespoir; et peut-être la mélodie, avec son rythme ternaire, son balancement accentué, provoquera-t-elle chez vous une explosion de larmes, larmes vraies, jaillissant des profondeurs, apportant la détente, douce à ceux qui savent pleurer. Jouez ou écoutez la même valse à d'autres heures, heures d'allégresse ou d'espoir, vous y trouverez, si vous le voulez, l'expression de sentiments tout autres.

Ainsi, l'œuvre d'art ressemblerait à une coupe de cristal, vide, mais capable de recevoir successivement des vins de tous crus et de toutes couleurs. Si sa beauté réside uniquement dans cette capacité émotionnelle, elle sera donc différemment belle suivant les pouvoirs sentimentaux de ceux qui la contempleront. L'esthétique de l'« *Einführung* » aboutit au triomphe du subjectivisme et du relativisme.

III.

L'ESTHÉTIQUE SOCIOLOGIQUE ET PRAGMATISTE.

Fille de son époque par son caractère subjectif, l'esthétique de l'« *Einfühlung* » est, sous ce rapport, étroitement apparentée à l'esthétique sociologique et pragmatiste, que défendent brillamment tout un groupe de philosophes de langue française et anglaise.

Arrêtons-nous un instant à ce second courant d'idées.

Les prétentions élevées par la sociologie, en ces derniers temps, ne vont à rien de moins qu'à absorber la morale et l'art. Non seulement les faits tenus jusqu'ici pour sociaux lui appartiendraient, mais aussi les états de la conscience individuelle, où d'aucuns voudraient voir de simples reflets de la vie collective. Toute valeur, morale, esthétique, aussi bien qu'économique, serait un produit de la société, une fonction du groupement humain qui la fait apparaître. Dès lors les principes mêmes de la morale deviennent des impératifs sociaux variables avec les transformations de la conscience collective qui les suscite, et les jugements de beauté sont des commandements sociaux issus du goût des contemporains.

Comme la conscience morale, la « conscience esthétique » s'élabore au sein d'un milieu social déterminé dont les tendances s'érigent en lois ; de sorte qu'une œuvre n'est artistique qu'à la condition d'être approuvée par le public de l'époque, une technique n'est belle que pour autant qu'elle rallie l'assentiment d'un groupe notable.

« Comme toutes les autres, écrit M. Lalo, le représentant le plus en vue du groupe, la conscience esthétique a ses satisfactions et ses remords, ses austérités et ses relâchements, ses révoltes et ses capitulations, ses pudeurs exquises et ses cabotinages ou son abus des exhibitions publiques ; enfin ses sanctions positives et négatives : la gloire et l'admiration, ou l'insuccès et

le ridicule ⁽¹⁾. » L'assentiment collectif règle l'attitude que nous prenons vis-à-vis des œuvres d'art, et c'est là ce que Lalo appelle le caractère normatif de l'esthétique.

La sanction sociale étant tout, on comprend que dans une telle théorie, ce qui est beau aujourd'hui ne l'était pas hier et ne le sera plus demain ; on comprend que toute forme d'art nouvelle paraisse arbitraire parce qu'elle dérange les habitudes, et que toute forme d'art ancienne soit traitée par les générations montantes comme un vêtement hors d'usage.

On aboutit ainsi à cette conclusion que « les innovations ne sont pas belles », mais qu' « elles le deviennent », et qu'en matière d'art, comme d'ailleurs dans les autres domaines, tout est relativisme.

« Relativisme : c'est-à-dire qu'il n'y a rien d'absolu, que tout est relatif à tout, que nos opinions sont relatives à celles qui les ont précédées et à celles des autres hommes, dont nous sommes solidaires dans l'ensemble social où notre individu entre, et qui réagit sur nous ⁽²⁾. »

Il est aisé de le remarquer, toutes les notes décernées aux jugements d'art par l'esthétique sociologique conspirent à réduire le beau à des facteurs psychiques. Sans doute on consent à faire place à l'objet et aux éléments objectifs qu'on peut rassembler sous la dénomination de « technique », mais on affirme qu'objet et technique n'acquièrent une valeur de beauté et donc n'entrent dans le champ de l'art que par la grâce d'un jugement collectif. C'est le spectateur, suggestionné par la société, qui confère la beauté. Tout comme dans la doctrine de l'« *Einfühlung* », l'œuvre ne vaut point par elle-même, mais par un apport du sujet ⁽³⁾.

⁽¹⁾ LALO, *op. cit.*, p 258.

⁽²⁾ *Ibid.*, pp. 207 et 208.

⁽³⁾ La critique que Lalo dirige contre la théorie de l'« *Einfühlung* », quand il l'accuse de ne pas tenir compte de la valeur technique, se retourne contre sa propre doctrine puisque, lui aussi, prétend trouver toute l'explication du beau dans la psychologie du spectateur. La projection sentimentale est remplacée ici par le geste approbateur du public : voilà toute la différence. De part et d'autre l'œuvre, en elle-même, est dénuée de beauté.

Entre l'esthétique sociologique et l'esthétique pragmatiste, on peut dire qu'il n'y a qu'une nuance, ou, si l'on veut, que la seconde complète la première, en précisant le critère de l'approbation sociale par le critère de l'utilité : aux yeux des pragmatistes, l'utilité qu'un jugement présente pour une collectivité confère à ce jugement sa vérité et sa valeur ⁽¹⁾. Le pragmatisme, qui n'a pas hésité à dépouiller les jugements scientifiques de tout caractère absolu pour en faire des règles d'action variables suivant le temps et les lieux, n'éprouvera logiquement aucun scrupule à soutenir que les œuvres qui cessent de plaire, n'étant plus utiles, cessent d'être belles. La beauté d'une œuvre d'art serait ainsi comparable à l'éphémère goutte de rosée, qu'un rayon de soleil allume comme un diamant, puis dévore, après l'avoir fait resplendir.

Le principe une fois posé de la relativité complète de la beauté artistique, entraîne les partisans de l'esthétique sociologique et pragmatiste dans un dédale de difficultés.

Une seule nous arrêtera.

Songez un instant à ce que deviendraient nos jugements esthétiques, s'il était vrai que l'œuvre d'art n'a de sens que par la consécration sociale, que sa valeur est soumise à la hausse et à la baisse aussi bien qu'un titre coté à la bourse, qu'elle est sujette à disparaître le jour où l'engouement viendra « socialiser », c'est-à-dire sanctionner une forme nouvelle.

S'il en était ainsi, les œuvres d'art du passé n'auraient plus qu'un intérêt archéologique et rétrospectif ; on les collectionnerait comme des documents de culture humaine, ainsi qu'on fait des véhicules et des instruments de musique qui ont servi à travers les âges. Mais elles seraient dépourvues pour nous d'attrait et de signification esthétique. En effet, comment les générations actuelles pourraient-elles s'éprendre de la beauté des temples de Karnak, des statues de Phidias, des toiles de

(1) Sur l'esthétique pragmatiste, voy. J. PÈRÈS, Le pragmatisme et l'esthétique. (*Revue philosophique*, septembre 1914.)

Léonard de Vinci, alors que les formules d'art socialisées aujourd'hui par le goût du public ont démodé depuis des siècles celles qui assuraient la gloire dans la Thèbes de Rhamsès II, l'Athènes de Périclès, la Florence des Médicis ?

Or, rien de plus faux. Homère, Dante, Beethoven, Shakespeare sont de tous les temps; ils continueront de s'imposer à l'admiration des générations qui passent, parce que l'empreinte à laquelle leurs œuvres sont marquées est indélébile. C'est que le beau a pour lui l'éternelle jeunesse. L'âme le salue et le chérit partout où elle le rencontre.

En vain cherche-t-on à expliquer par une illusion les sentiments de nos contemporains à l'égard des formes d'art du passé. « Nous avons vu, écrit M. Lalo, qu'une illusion naturelle nous fait attribuer une valeur constante et absolue à ce qui n'a, en réalité, qu'une valeur variable et plus ou moins personnelle. Dès lors, tout ce que nous admirons des techniques passées nous semble avoir toujours eu, même au temps où elles vivaient, la même et immuable valeur que nous lui accordons aujourd'hui. Or nous vivons dans une période qui est sans doute, à certains égards et pour certains arts, un âge de décadence; et qui, comme la plupart des décadences, est extrêmement éclectique, en partie par un amour très légitime de l'histoire, en partie par un manque, beaucoup plus regrettable, de personnalité propre et de goûts fortement et virilement marqués. Lors donc que nous apprécions fort bien, côte à côte, et au même titre, un mobilier gothique et un salon Louis XV, un jardin français et un parc anglais ou chinois, un graduel grégorien, un motet polyphonique, un air d'opéra ou l'adagio d'une symphonie, une pagode indoue, un temple grec, une cathédrale gothique, un palais de la Renaissance à côté de nos maisons *modern-style*, nous ne réfléchissons pas assez que le goût de chacune des générations qui ont fait vivre ces diverses formes d'art était beaucoup plus décidé, plus exclusif que le nôtre. Leurs artistes étaient des inventeurs, et ces formes étaient une partie de leur pensée personnelle, comme leur art

était une partie de leur métier; au contraire, à une époque éclectique comme la nôtre, dont le goût régnant, épuisé, demande à se transformer au plus tôt pour que l'art continue à vivre, la mise à jour, la « découverte » d'une technique d'autrefois par les historiens s'impose très vite, avec l'autorité déjà acquise par son passage à travers l'histoire ⁽¹⁾. »

Mais non, nous ne sommes pas des dupes quand nous admirons les chefs-d'œuvre anciens; l'analyse la plus fouillée de nos sentiments intimes proteste contre cette explication fantaisiste. Non seulement aux époques de décadence, — si tant est que nous vivions à une époque de décadence artistique, — mais aux âges de splendeur, on a voué un culte unanime aux grandes œuvres du passé. Est-ce que les sculpteurs de la Renaissance ne se mettaient pas à l'école des anciens? Certes, l'étude des civilisations évanouies intensifie l'impression artistique que produisent les œuvres dont elles sont nées, parce qu'elle fait pénétrer tout le détail, le dessous et l'ambiance des œuvres; et il est vrai de dire que l'archéologie bien comprise sert la cause de l'art. Mais il n'est pas indispensable d'être un érudit et un archéologue pour tomber sous le charme d'un chef-d'œuvre de l'antiquité ou du moyen âge.

Bien plus. Des œuvres comme l'Hermès de Praxitèle et la Vénus de Milo sont plus proches de nous, parce que plus profondément et plus largement humaines, que mainte production futuriste ou cubiste à laquelle la critique taille un socle de gloire. Le succès est un indice de la valeur d'art, mais ne la constitue pas.

Encore pareil indice n'est-il pas infallible. « L'œuvre de Wagner, observe M. Arréat, valait-elle moins quand on la siffla à Paris ou vaut-elle davantage aujourd'hui qu'on l'y acclame? La valeur, encore un coup, dépendrait-elle du nombre des voix ou seulement de leur qualité? Si c'est le nombre qui règle, à

(1) *Op. cit.*, pp. 234, 235.

quelles extrémités ne conduirait pas ce nouvel emploi du suffrage universel ? Et si c'est la qualité, ne pourra-t-il suffire d'une voix pour fonder la valeur et le mérite ⁽¹⁾ ? »

Pas plus que le patrimoine de la vérité scientifique, le patrimoine de la beauté artistique ne se dissipe périodiquement pour se reformer toujours à nouveau. Constitué et enrichi, au cours des siècles, par voie de lente alluvion, les générations se le transmettent pieusement d'âge en âge. Il faut donc, coûte que coûte, chercher dans l'œuvre même la principale raison du jugement de beauté qu'on porte sur elle ; il faut lui reconnaître des qualités objectives qui fondent nos manières de penser et de sentir, et qui, par leurs caractères d'universalité et de profondeur, expliquent la pérennité de ces manières de penser et de sentir.

IV.

LE RETOUR A L'OBJECTIVISME.

Or, c'est là une conclusion d'une importance exceptionnelle à l'heure présente, parce qu'elle heurte de front des idées dominantes.

Le subjectivisme outrancier rend-il compte de l'intégralité du fait esthétique ? Ne ment-il pas à la réalité ? Sans méconnaître aucun des éléments de l'impression d'art, le moment est venu de scruter l'œuvre elle-même, pour y discerner les facteurs objectifs qui sont en corrélation intime avec cette impression ; de chercher le phénomène esthétique dans une correspondance de l'une à l'autre ; en un mot, de compléter le point de vue moderne par le point de vue grec.

Un renouveau s'impose dans la manière de traiter les problèmes qui relèvent de la philosophie de l'art, et divers indices semblent témoigner qu'il est à la veille de s'accomplir.

⁽¹⁾ ARRÉAT, Valeurs d'art. L'esthétique sociologique. (*Revue philosophique*, mars 1914, p. 274.)

Des voix s'élèvent en Allemagne, en France, pour réagir contre le psychologisme tyrannique et remettre en la place qui lui revient le facteur objectif. Écoutez Max Dessoir, l'organisateur du Congrès international d'Esthétique, proclamer dans la grande revue dont il a la direction, la dépendance où se trouve le sentiment artistique vis-à-vis de l'objet : « Nous devons tenir compte d'une réalité esthétique, écrit-il. Il doit être établi avant tout que les lois qui lui sont immanentes ne peuvent se ramener simplement à des lois psychologiques, et que dès lors la vérité artistique ne s'identifie pas avec la vérité psychologique ⁽¹⁾. »

Et, il y a un mois à peine, M. L. Arréat publiait dans la *Revue philosophique* une protestation contre les abus de l'esthétique sociologique. Faisant justice des suffrages changeants du public et des engouements de la masse, il met à nu l'impuissance des doctrines qui posent en principe l'instabilité des règles artistiques, et proclame la nécessité de « replacer la valeur d'art dans l'œuvre même ⁽²⁾ ».

A ceux qui ne sont pas familiarisés avec les subtilités de la

(1) MAX DESOIR, Objektivismus in der Aesthetik. « Wir haben es hier mit dem aesthetischen Sein zu tun. Da muss nun von vornherein festgestellt werden, dass die ihm innewohnende Gesetzlichkeit nicht schlechthin die psychologische sein kann, dass also auch nicht die künstlerische Wahrheit in einfacher Deckung mit der psychologischen zusammenfällt. » (*Zeitschrift für Aesthetik und allgemeine Kunstwissenschaft*, Bd V, H. 4, 1910, p. 9.)

(2) *Ibid.*, p. 275. Cf. p. 281 : « Oui, sans doute, il fut un temps où l'on s'aveuglait de l'idée d'ordre, de règles immuables et de solutions définitives : un temps où l'on se confiait sans réserve à sa raison, à sa claire conscience et à la puissance de sa volonté. On n'est plus guère frappé, aujourd'hui, que des discordances, des contradictions ou de l'instabilité des choses ; on ne sait plus reconnaître la répétition des faits et la ressemblance des solutions dans ces crises incessantes dont l'aspect déconcerte et trouble notre jugement ; l'intelligence elle-même semble déchu de son rang ; la fatalité et l'inconscience de l'instinct sont devenues les maîtresses de la vie... Nos raisonnements ne se ressentent pas moins que nos actes du caractère incertain des nouveaux dogmes et des éléments sentimentaux qui en vicient les prémisses. Ainsi, les écoles mêmes qui se disent positives se laissent entraîner, sans y prendre garde, à des conséquences arbitraires, dont s'offusque le simple bon sens. »

philosophie contemporaine, il peut sembler étrange qu'il faille revendiquer pour l'œuvre même un rôle dans le phénomène esthétique qu'elle produit.

« Quoi, diront-ils, la cathédrale d'Amiens, la *Madone du Grand-Duc* ne sont-elles pas belles en elles-mêmes et par elles-mêmes ? »

— « Aucunement, répondront les théoriciens du relativisme. Vous êtes des « réalistes naïfs », pauvres profanes qui vous laissez prendre à des mirages ! »

Bien que ce ne soit pas une entreprise superflue de démontrer l'objectivité du beau, en ce temps où l'on a semé la défiance à l'égard de toute métaphysique, ce n'est pas le lieu d'entreprendre ici par le menu une pareille démonstration. Tout en rappelant les principales conceptions subjectivistes, nous avons esquissé quelques observations de nature à montrer que nous *subissons* l'œuvre d'art, avant de réagir devant elle dans une attitude artiste, que le choc artistique vient d'un objet distinct de nous, monument ou statue, toile, symphonie, drame ou poème, dont la technique provoque en nous la gamme des émotions si finement fouillées par les psychologues contemporains.

D'ailleurs, l'artiste lui-même subit son œuvre, après l'avoir enfantée; et c'est ce qui arrachait à Michel-Ange le cri où il interpellait le marbre de son *Moïse* : « Mais vis donc ! »

Reconnaître la valeur de l'objet, c'est revenir à l'ancienne métaphysique dont les notions générales et les principes premiers nous livrent des échappées sur le réel extramental. Aussi bien, depuis quelque temps, nous assistons à un regain de faveur de la métaphysique, et la philosophie de l'art, entraînée dans l'orbite de la discipline générale, doit nécessairement se ressentir de l'orientation nouvelle. Non pas que la métaphysique soit encore relevée de sa déchéance, au point d'avoir reconquis, comme partie distincte de la philosophie, sa place au soleil. Mais c'est d'elle que commencent à s'inspirer les solutions des

problèmes vitaux de la philosophie, et c'est là une manière très efficace d'affirmer sa royauté doctrinale.

Voyez comment est résolu dans les doctrines les plus actuelles le problème de la certitude, et le retour triomphant du réalisme qui reconnaît à la connaissance humaine un droit d'emprise sur le monde réel extramental ⁽¹⁾.

Voyez encore la volte-face de l'âme contemporaine — le mot est de Paul Bourget — en matière de morale individuelle et sociale, et combien d'excellents esprits reconnaissent la nécessité de suspendre les principes de la conduite à un système de normes fixes, ancrées dans la profondeur des consciences, immuables à travers les pays et les temps.

Du coup, toute la philosophie s'éclaire d'une lumière nouvelle, et l'on aperçoit la possibilité de concilier ce qu'il y a de variable dans les jugements, les volitions et les sentiments humains avec un ordre permanent, postulé par la nature des choses. Sous une forme contemporaine renaît l'éternel problème qui préoccupait les Grecs : comment faire la part du fixe et du mobile; et la solution aristotélicienne s'impose par son élégance et sa vérité.

Sous cette même poussée, la philosophie de l'art évoluera, nous avons le droit de l'espérer, vers une conception qui harmonisera l'élément objectif et le facteur subjectif, ce qu'il y a de permanent et de changeant dans les faits d'ordre esthétique, et qui donnera ainsi l'intelligence aussi complète et détaillée que nous pouvons l'avoir, de la beauté dans la nature et dans l'art ⁽²⁾.

(1) Le V^e Congrès international de philosophie, qui se tiendra à Londres en septembre 1915, a inscrit l'étude des solutions *réalistes* au programme de ses discussions générales.

(2) Cf. notre étude de la *Revue néo-scholastique de philosophie*, 1909, p. 237, sur l'histoire de l'esthétique et ses grandes orientations.

M. Waltzing proclame les résultats suivants des concours annuels de 1914, des prix perpétuels et des élections.

CONCOURS DE LA CLASSE POUR L'ANNÉE 1914.

Section d'histoire et des lettres.

SIXIÈME QUESTION.

Faire une étude critique des thèses soutenues jusqu'ici sur la parenté qui existe entre l'Apologétique de Tertullien et l'Octavius de Minucius Felix, et particulièrement de la thèse récente de M. Richard Heinze. — Prix : huit cents francs.

Un mémoire a été reçu.

La question est remise au concours.

Section des sciences morales et politiques.

PREMIÈRE QUESTION.

Exposer et discuter les théories modernes sur l'origine de la famille. — Prix : six cents francs.

Un mémoire a été soumis. La question est remise au concours.

TROISIÈME QUESTION.

On demande une étude sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la Belgique, à l'exclusion de la Campine, de la Hesbaye et de l'Ardenne. — Prix : six cents francs.

Trois concurrents ont soumis des mémoires.

Le prix est accordé à MM. Emile Vliebergh, professeur à l'Université de Louvain, et Robert Ulens, docteur en droit à Grand-Jamine, auteurs des mémoires : *Het Hageland. — Le Condroz.*

Une mention honorable est accordée à M. Prosper Thuysbaert, avocat à Lokeren, auteur de *Het Land van Waes*.

Une mention honorable à M. Louis Verhulst, docteur en droit, chef de bureau et secrétaire du cabinet du Ministre des Finances, auteur de *La Lorraine belge*. Ce mémoire sera publié dans les collections académiques.

PRIX PERPÉTUELS

PRIX JOSEPH DE KEYN.

XVII^e concours : Deuxième période (1912-1913).

Enseignement moyen et art industriel.

Un prix de 1,000 francs est décerné à chacun des ouvrages suivants :

Notes de philologie wallonne; par Jules Feller, professeur à l'Athénée royal de Verviers.

Histoire de Gand; par Victor Fris, professeur à l'Athénée royal de Gand.

Méthodologie de la Botanique; par J. Goffart et A. Gravis.

PRIX ADELSON CASTIAU.

(Onzième période : 1911-1913.)

Le prix de mille francs est partagé entre les ouvrages suivants :

La femme : Éducation et action sociales; par M^{lle} Victoire Cappe.

Petit manuel d'études sociales; par le R. P. Rutten.

L'industrie des peaux de lièvre et de lapin en Flandre; par Karl Beerblock.

PRIX ÉMILE DE LAVELEYE.

(Troisième période : 1907-1913.)

Le prix de *2,400 francs* est décerné à M. Charles Gide, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris, pour l'ensemble de son œuvre.

PRIX EUGÈNE LAMEERE.

(Deuxième période : 1908-1913.)

Un prix de *500 francs* est décerné à chacun des ouvrages ci-après :

Album historique de la Belgique; par Herman Van der Linden et Henri Obreen.

Cours d'histoire générale; par N. Piret, directeur de l'École moyenne de Péruwelz.

PRIX AUGUSTE BEERNAERT

LITTÉRATURE FRANÇAISE

(Deuxième période : 1912-1913.)

Le prix de *1,000 francs* est décerné à M. Edmond Glesener pour son roman : *Chronique d'un petit pays* : I. *Monsieur Honoré*; II. *Le citoyen Colette*.

FONDATION HENRI PIRENNE.

(Première période : 1913.)

La Commission a attribué la première annuité à M. Léo Verriest, archiviste aux Archives générales du Royaume.

ÉLECTIONS.

Depuis le 1^{er} mai 1913, la Classe a eu le regret de perdre un membre titulaire : Hector Denis, décédé à Ixelles, le 10 mai 1913, et cinq associés : Sir John Lubbock Avebury, décédé le 23 mai 1913 ; S.-A. Naber, décédé à Amsterdam, le 30 mai 1913 ; Adhémar Esmein, décédé à Luzarches, le 21 juillet 1913 ; Tobie-Michel Asser, décédé à La Haye, le 28 juillet 1913, et John Westlake, décédé à Londres.

Ont été élus :

Dans la Section d'histoire et des lettres, le 1^{er} décembre 1913, correspondants : le R. P. Delehayé, Dom Ursmer Berlière et M. J. Bidez.

Associé : M. René Cagnat, à Paris.

Dans la Section des sciences morales et politiques, le 1^{er} décembre 1913, membre titulaire : M. Ernest Mahaim, déjà correspondant.

Correspondant : M. Émile Vandervelde.

Associés : MM. René Stourm, à Paris ; le baron von Hertling, à Munich ; Fockema Andreae, à Leyde, et Sir Frederic Pollock, à Londres.

Le 5 mai, correspondant : M. L. Dupriez, professeur à l'Université de Louvain.



Assemblée générale des trois Classes du 5 mai 1914.

M. Juliaan DE VRIENDT, Président de l'Académie, directeur de la Classe des beaux-arts ;

MM. RUTOT, WALTZING et SOLVAY remplacent M. le Secrétaire perpétuel.

Sont présents :

CLASSE DES SCIENCES. — MM. Paul Pelseneer, *directeur* ; C. Malaise, Ch. Van Bambeke, Alfred Gilkinet, Michel Mourlon, P. Mansion, C. le Paige, J. Deruyts, Léon Fredericq, J. Neuberg, A. Jorissen, A. Gravis, A. Lameere, Ch.-J. de la Vallée Poussin, Fr. Swarts, Jean Massart, A. Demoulin, A. de Hemptinne, Victor Willem, Paul Stroobant, Louis Dollo, *membres* ; Ch. Julin, G. Lecointe, Émile Marchal, M. Stuyvaert, *correspondants*.

CLASSE DES LETTRES ET DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. — MM. Henri Pirenne, *directeur* ; Ern. Gossart, *vice-directeur* ; le baron de Borchgrave, Ad. Prins, P. Fredericq, E. Discailles, Victor Brants, Jules Leclercq, M. Wilmotte, J. Lameere, A. Rolin, J. Vercoullie, G. De Greef, H. Lonchay, Eug. Hubert, M. De Wulf, Ern. Mahaim, *membres* ; W. Bang, *associé*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS. — MM. Jules Brunfaut, *vice-directeur* ; G. De Groot, Max. Rooses, J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, L. Lenain, X. Mellery, Léon Frédéric, A.-J. Wanters, Paul Gilson, J.-B. Van den Eeden, Sylvain Dupuis, Léon Du Bois, *membres* ; Paul Bergmans, Karel Mestdagh, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal et le comte Goblet d'Alviella.

CORRESPONDANCE.

M. le Président lit la lettre suivante, par laquelle M. le chevalier Marchal, Secrétaire perpétuel, remet la démission de ses fonctions.

Bruxelles, le 5 mai 1914

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous remettre respectueusement, comme Président de l'Académie, ma démission de Secrétaire perpétuel.

Je viens demander à l'Assemblée générale de bien vouloir en saisir le Gouvernement pour qu'il la soumette à la sanction de Sa Majesté.

Conformément à la promesse qui m'a été faite par M. le Ministre des Sciences et des Arts, je me féliciterais de pouvoir jouir de l'éméritat que l'Académie a inscrit dans son nouveau règlement.

Je conserverai la signature jusqu'au jour de l'installation de mon successeur.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Secrétaire perpétuel,
(S.) Chev. EDM. MARCHAL.

Le Gouvernement sera saisi de cette demande. En attendant, M. le Secrétaire perpétuel sera remercié pour ses longs et loyaux services.

**Rapport sur les travaux de la Commission
de la « Biographie nationale » pendant l'année 1913-1914,**

par H. LONCHAY, secrétaire-trésorier.

MESSIEURS,

Pendant l'exercice écoulé, notre Commission a fait paraître le deuxième fascicule du tome XXI et mis sous presse les premières feuilles du tome XXII. Elle a en même temps distribué la liste provisoire des lettres T et U. Le deuxième fascicule du tome XXI contient la suite de la lettre S, c'est-à-dire cent soixante notices allant des mots *Savius* à *Schottelaere*. Parmi celles-ci figurent des noms comme Emmanuel Philibert et Thomas de Savoie, Schannat, Schayes, Scheler, Schenckels, Schmerling, Schoenfeldt, Schollaert, Schoonbeek, Jean de Schoonhoven et Van Schoor. Ces biographies se distinguent par une étude approfondie des sources, un exposé lucide des faits et une indication méticuleuse des références bibliographiques. Presque toutes épuisent le sujet. Quelques-unes même sont d'une abondance qui confine à la prolixité, et nous devons répéter ici ce que nous avons déjà fait comprendre à quelques-uns de nos collaborateurs trop zélés : rédiger, c'est réduire, et un article de dictionnaire ou d'une biographie comme la nôtre ne comporte pas les développements d'une thèse ou d'une dissertation.

La Commission reconnaît donc les efforts sincères de ses collaborateurs pour rendre plus solide encore l'œuvre scientifique et nationale qui lui a été confiée. Tout serait pour le mieux, si les copies nous arrivaient dans les délais prescrits. Malheureusement plusieurs de nos rédacteurs sont à cet égard d'une négligence impardonnable. Ils oublient que l'impression d'articles se suivant dans un ordre rigoureusement alphabétique exige que ces articles soient remis à une date fixe. Faute d'une

notice, la mise en pages de tout un fascicule peut être indéfiniment suspendue. Aussi la Commission s'est vue obligée de rappeler, par une circulaire imprimée, que les manuscrits doivent lui parvenir dans le délai assigné par le Secrétariat. Les retardataires sont désormais avertis : un mois après le premier délai, s'ils sont encore en défaut, leurs notices seront renvoyées au supplément de la lettre en cours de publication. Mais nous espérons qu'une pareille mise en demeure sera rarement nécessaire et que, à l'avenir, tous nos collaborateurs répondront toujours au premier appel.

Sauf les retards, aucun événement fâcheux ou imprévu, nous sommes heureux de le constater, n'est venu interrompre ni arrêter nos travaux. Nous n'avons eu à déplorer que deux décès : celui du docteur Vanlair et celui de Victor Chauvin, tous deux professeurs à l'Université de Liège et particulièrement compétents, l'un dans l'histoire de la médecine, l'autre dans la bibliographie. Vanlair avait écrit la vie des médecins liégeois Hyacinthe et Toussaint-Dieudonné Sauveur, ainsi que celle de Spring, qui n'a pas encore paru. Victor Chauvin nous avait donné les notices Neusen, Paquot, Plumyoen, de Pruyssenaere, Guillaume Ruysbroeck et J. de Sauter, parmi lesquelles celle de Paquot mérite une mention spéciale. Le savant auteur des *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des Pays-Bas et du pays de Liège* était jugé par un bibliographe, et par un bibliographe digne de lui.

Une fois de plus, la Commission rend hommage au zèle déployé par M. Paul Bergmans dans l'exercice de ses fonctions de secrétaire adjoint ⁽¹⁾.

(1) C'est à M. Paul Bergmans, 2, Fossé d'Othon, Gand, que les manuscrits et toutes les communications concernant la *Biographie nationale* doivent être adressés.

Liste des travaux publiés par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, de mai 1913 à mai 1914, dressée par le Secrétaire perpétuel.

BULLETINS.

Classe des sciences : 1913, nos 5 à 12; 1914, nos 1 à 4.

Classe des lettres et des sciences morales et politiques et Classe des beaux-arts : 1913, nos 5 à 12; 1914, nos 1 à 4.

Depuis janvier 1899, les *Bulletins* (gr. in-8° depuis 1911) sont publiés par numéros mensuels formant deux volumes par année, dont l'un renferme les travaux de la *Classe des sciences* (1913, 1286 pages, 181 figures et 22 planches) et l'autre les travaux de la *Classe des lettres et des sciences morales et politiques* et de la *Classe des beaux-arts* (1913, 585 pages, 18 figures et 3 planches). Chacun de ces volumes se termine par une Table onomastique et une Table analytique.

ANNUAIRE.

L'*Annuaire* de 1914 contient 594 pages in-18, comprenant, outre les renseignements ordinaires, une liste des prix perpétuels de l'Académie et du Gouvernement et les notices biographiques de Voltaire Masius, par C. Vanlair (avec portrait); Th. Durand, par Émile Marchal (avec portrait); Jean-Baptiste Meunier, par Louis Lenain (avec portrait); le général De Tilly, par Paul Mansion (avec portrait); Constantin Meunier, par Victor Rousseau (avec portrait); Louis Henry, par Maurice Delacre (avec portrait); Jean Stecher, par Paul Fredericq (avec portrait); Thomas-Joseph Lamy, par Louis de la Vallée Poussin (avec portrait).

MÉMOIRES.

Dans sa séance générale du 10 mai 1904, l'Académie a pris la résolution (approuvée par arrêté royal du 3 juin 1904) de publier une deuxième série de ses mémoires en deux parties distinctes, savoir :

A. — *Mémoires de la Classe des sciences* (collections in-4° et in-8°).

B. — *Mémoires de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques et de la Classe des beaux-arts* (collections in-4° et in-8°).

Il a été publié cette année :

Classe des sciences.

Collection in-8° :

TOME III. 6^e fascicule. — Recherches sur les larves et les nymphes des Chironomides de Belgique (26 pages et 5 planches); par le Dr **M. Goetghebuer**.

7^e fascicule. — Contribution à l'étude des minéraux du **Vésuve** et du Monte-Somma, 3^e communication (48 pages, 1 figure et 3 planches); par **G. Cesàro**.

TRAVAUX SOUS PRESSE.

Traduction française de l'Abhidarmakósabhasya. Chapitre III : Cosmologie. D'après la version tibétaine; par **Louis de la Vallée Poussin**.

Nicolas Lenau; par **Heinrich Bischoff** (Mémoire couronné).

Le comte de Mercy-Argenteau et Blumendorf Dépêches inédites tirées des Archives impériales de Vienne (5 janvier-23 septembre 1792); par **Eugène Hubert**.

TRAVAUX A IMPRIMER.

Contribution à la théorie des droites du troisième ordre; par **Umberto Perazzo** (Mémoire couronné).

Histoire du paganisme dans l'Empire d'Orient depuis le règne de Théodose le Grand jusqu'à l'invasion arabe; par **A. Kugener** (Prix Gantrelle).

Bio-bibliographie de Gemma Frisius, fondateur de l'École flamande de géographie, de son fils Corneille et de ses neveux les Arsénius; par **Fernand Van Ortroy**.

Zuster Hadewijck; par le R. P. **Van Mierlo Jr S. J.** (Mémoire couronné).

Sur les cas d'intégrabilité de l'équation $\frac{d^n y}{dx^n} = x^n y$; par **Jean Beaupain**.

Histoire de la création et du développement du drame musical; par **Ludovic Blareau** (Mémoire couronné).

Sur les fonctions de Bessel d'ordre supérieur; par **Jean Beaupain**.

Le calcul des variations depuis 1830; par **Maurice Lecat** (Mémoire couronné).

Observations au sujet du tracé de la carte géologique de la région sud-ouest du massif de Stavelot; par **Léopold de Dorlodot** (Mémoire couronné).

La tectonique du Brabant et des régions voisines; par **Fourmarier** (Mémoire couronné).

Sur la multiplication des déterminants à plusieurs dimensions; par **Maurice Lecat**.

Le commerce maritime et la question de la marine marchande en Belgique sous Marie-Thérèse et Joseph II; par **Jules Mees**.

Congruences de cubiques gauches; par **Modeste Stuyvaert** (Mémoire couronné).

Essai de reconstitution plastique des principales races humaines primitives; par **A. Rutot**.

Le Condroz. — Het Hageland; par **Émile Vliebergh** et **Robert Ulens** (Mémoire couronné).

La Lorraine belge; par **Louis Verhulst** (Mémoire couronné).



CLASSE DES BEAUX-ARTS

Séance du 6 mai 1914.

M. Juliaan DE VRIENDT, Président de l'Académie, directeur.

M. LUCIEN SOLVAY, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel, indisposé.

Sont présents : MM. J. Brunfaut, *vice-directeur* ; G. De Groot, Max. Rooses, J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, L. Lenain, X. Mellery, F. Courtens, L. Frédéric, A.-J. Wauters, Paul Gilson, Emile Claus, J.-B. Van den Eeden, L. Blomme, Sylv. Dupuis, Maurice Kufferath, Fernand Khnopff, Léon Du Bois, *membres* ; Paul Bergmans, E. Wambach, A. Struys, *correspondants*.

Absences motivées : M. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, et M. Hulin de Loo, membre.

M. le Président félicite M. Kufferath de la manifestation dont il a été l'objet dimanche dernier au théâtre de la Monnaie, à l'occasion des représentations de *Parsifal*.

CORRESPONDANCE.

M. Jean Colin, lauréat du concours de Rome pour la peinture en 1910, soumet à l'examen un envoi réglementaire.

— Hommages d'ouvrages :

Liévin Cruyl et sa vue panoramique de Gand en 1678, par Paul Bergmans.

Hommage international aux frères Hubert et Jean van Eyck.
Compte rendu.

— Remerciements.

ÉLECTIONS.

La Classe se constitue en comité secret pour la présentation de candidatures aux places vacantes dans les Sections de peinture et d'architecture.

COMMISSION ADMINISTRATIVE.

M. Lenain est réélu membre de la Commission administrative pour 1914-1915.

RAPPORTS.

La Classe entend la lecture des appréciations :

1° De MM. Mathieu, Dupuis et Wambach sur le rapport de M. Samuel (2^e semestre 1913) ;

2° De MM. Winders, Brunfaut et Blomme sur le deuxième rapport de M. J. Huygh.

— Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

RÈGLEMENT DES CONCOURS DE ROME.

La Section d'architecture se réunira le jeudi 14 mai, à 2 heures, pour préparer un nouveau texte qu'elle présentera à la prochaine séance.

Les propositions de M. De Vriendt, pour la peinture, seront discutées à la séance prochaine.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Bergmans (Paul). Liévin Cruyl et sa vue panoramique de Gand en 1678. Gand, 1914; in-8° (8 p.).

Cavens (Comte). La préservation de Waterloo. Waterloo, 1914; gr. in-8° (22 p.).

Dewert (Jules). Mélanges sur Belœil. Bruxelles, 1914; extr. gr. in-8° (84 p., gr. et portr.).

Harry Hirtzel (J.-S.). La facilité de la langue chinoise. Ciney, s. d.; gr. in-8° (39 p.).

Pirene (Henri). The stages in the social history of capitalism. S. v., 1914; extr. gr. in-8° (pp. 494-515).

Ligne (Prince de). Lettres à la marquise de Coigny (édition du Centenaire, par Henri Lebasteur). Paris, 1914; in-18 (xxix-96 p.).

— *Mes adieux à Belœil*. Édition du Centenaire, avec une lettre du prince Charles-Adolphe Cantacuzène. Bruxelles, 1914; in-18 (38 p. non cotées, gravures).

Peny (Edmond). L'architecte Montoyer, de Morlanwelz-Mariemont (1747-1800). Liège, 1914; extr. in-8° (pp. 210-217).

Theodore (M.-E.). Les textiles (histoire et travail). Liège, 1914; in-8° (313 p., gr.).

BRUXELLES. *Ministère de l'Industrie et du Travail*. Office du Travail. Enquête sur la pêche maritime de Belgique (2^e partie). (Robert Vermaut et Charles de Zuttere.) 1914; in-8° relié.

— Rapport relatif à l'exécution de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles (1908-1910). 1914; in-8° relié.

— *Association des écrivains belges*. Anthologie des écrivains belges de langue française. (Iwan Gilkin) 1914 ; in-8°.

— *Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves*. 1913 ; in-fol.

GAND. *Exposition universelle et internationale de Gand 1913*. Hommage international aux frères Hubert et Jean Van Eyck. 1913 ; in-8°.

— *Het XVII^e Vlaamsch natuur- en geneeskundig Congres*. (Handelingen.) 1914 ; gr. in-8°.

NAMUR. *Documents inédits relatifs à l'histoire de la province de Namur*. L'administration et les finances du comté de Namur du XIII^e au XV^e siècle. Sources : IV. Chartes et règlements. (D.-D. Brouwers.) T. II, 1914 ; in-8°.

PARISOT (Robert). Rapport sur le concours pour le Prix Herpin. Nancy, 1913 ; extr. in-8° (22 p.).

PARIS. *Société de l'histoire de France*. Histoire de la Ligue, tome I^{er}. (Charles Valois.) 1914 ; gr. in-8°.

LEHR (Ernest). La Cour suprême du Monde et le plan de Paix Wilson-Bryan. Bruxelles, 1914 ; extr. in-8° (24 p.).

DJUVARA (T.-G.). Cent projets de partage de la Turquie. Paris, 1914, in-8° (648 p., cartes).

AMSTERDAM. *Koloniaal Instituut*. Textiele versieringen in Nederlandsch-Indië. (J.-A. Loeber Jr.) 1914 ; in-8°.

LA HAYE. *Commission royale d'histoire*. Bronnen tot de geschiedenis der Leidsche Universiteit. Eerste deel (1574-1610). (Molhuysen.) 1913 ; in-4°.

— *Gedenkschriften van Anton Reinhard Falck*. (Colenbrander.) 1913 ; in-4°.

— *De briefwisseling van Constantijn Huygens*. Derde deel (1640-1644). (Worp.) 1913 ; in-4°.

— *Bescheiden in Italië omtrent Nederlandsche kunstenaars en geleerden*. Tweede deel. (Hoogewerff.) 1913, in-4°.



CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 8 juin 1914.

M. HENRI PIRENNE, directeur de la Classe.

M. J.-P. WALTZING, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Ern. Gossart, *vice-directeur*; le baron de Borchgrave, le comte Goblet d'Alviella, Paul Fredericq, G. Kurth, P. Thomas, E. Discailles, V. Brants, J. Leclercq, M. Wilmotte, A. Rolin, J. Vercoullie, Em. Waxweiler, G. De Greef, H. Lonchay, Eug. Hubert, M. De Wulf, Ern. Mahaim, *membres*; W. Bang, *associé*; G. Cornil, L. Parmentier, Dom Ursmer Berlière, J. Bidez, L. Dupriez, *correspondants*.

M. le Directeur félicite le R. P. Delehay, lauréat de l'Académie des inscriptions (Prix Saintour décerné à ses *Origines du culte des martyrs*), et M. J. Bidez, qui a obtenu le Prix Zoographos pour *Philostorge*.

CORRESPONDANCE.

M. L. Dupriez remercie pour son élection.

— MM. Vliebergh, Ulens, Verhulst, Beerblock, Glesener et Piret, lauréats, remercient.

— Hommages d'ouvrages :

Les Archives de l'État en Belgique. Annuaire 1914, publié sous la direction de Joseph Cuvelier, archiviste général du Royaume (présenté par M. Henri Pirenne, avec une note qui figure ci-après).

La Maison s'éclaire, par Jacques Normand (présenté par M. J. Leclercq, avec une note qui figure ci-après).

La Russie sociale, par Maxime Kovalevsky (présenté par M. De Greef, avec une note qui figure ci-après).

Tertullien. Apologétique, traduction littérale par J.-P. Walzing.

— Remerciements.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Le livre que j'ai l'honneur de présenter à la Classe (*Les Archives de l'État en Belgique. Annuaire* publié sous la direction de J. Cuvelier, 1914) sera accueilli avec reconnaissance par les travailleurs. Non seulement parce qu'il fournit un guide excellent à travers les richesses accumulées dans les dépôts des Archives de l'État, mais aussi parce qu'il peut être considéré comme le point de départ d'une ère nouvelle dans l'organisation de ces mêmes Archives. Sous la direction du nouvel archiviste général du Royaume, les divers conservateurs des archives de l'État ont réuni ici, à côté de la description sommaire et du rapport de l'activité du dépôt central à Bruxelles, des rapports analogues et conçus sur le même plan des archives confiées à leurs soins.

Le tableau qui nous est offert de l'état de cette grande Administration, si essentielle à la bonne marche des études historiques, fait le plus grand honneur à son personnel et rendra, en même temps, les plus grands services aux érudits. Il faut espérer

que M. Cuvelier, qui a eu l'idée excellente de nous doter de ce précieux annuaire, en continuera régulièrement la publication. Il est inutile de dire que les volumes suivants seront allégés de détails qui devaient figurer dans celui-ci, mais qui, étant de nature purement administrative, pourront être supprimés à l'avenir.

H. PIRENNE.

JACQUES NORMAND, *La Maison s'éclaire...* Calmann Lévy,
Paris, 1914.

« Il faut des poètes, Monsieur! » Ainsi me parlait un jour un illustre académicien de France lorsque, après la mort de Sully-Prudhomme, il me demandait si l'Académie de Belgique avait remplacé le grand disparu qu'elle s'honorait de compter parmi ses membres associés. Quand il apprit que c'était un historien espagnol qui avait comblé le vide, il s'écria vivement : « Il faut des poètes, Monsieur, et surtout dans ce siècle où ils sont si nécessaires. » Et il n'était pas éloigné de croire qu'un pays a moins besoin, pour sa gloire, même pour sa vie, d'un grand ministre que d'un grand poète.

Je suis un peu de cet avis. Et je suis tout à fait d'avis que les académies ne doivent pas être attentives aux seules besognes de la critique historique ou philologique, et qu'il ne faut pas qu'on puisse dire des académies, comme de la Sorbonne, qu'elles sont dédaigneuses de la littérature.

Voyons le livre dont M. Jacques Normand m'a conféré l'honneur d'une présentation à l'Académie. Il touche de plus près qu'on ne pense à la question sociale, puisqu'il envisage une des faces du bonheur de l'humanité. L'auteur est, il est vrai, un poète, et le livre porte ce titre poétiquement évocateur : *La Maison s'éclaire...*, et ce sous-titre inspiré de Victor Hugo : *Lorsque l'enfant paraît...* Le titre complété par le sous-titre annonce bien ce que le livre contient : toute la joie dont rayonne la demeure familiale qu'éclaire la présence d'un enfant. Si la

maison et la famille et l'éducation de l'enfance sont les bases d'une société bien ordonnée, on voudra bien me concéder que ce livre est, par certains côtés, du domaine des sciences morales.

L'enfant dont M. Jacques Normand chante les louanges est son petit-fils, qui vient d'avoir cinq ans. Comme il est dans l'ordre que tous les grands-pères aient la plus haute opinion de leurs petits-enfants, M. Jacques Normand proclame son petit-fils le plus délicieux de tous les petits-enfants, et comme le grand-père est poète, il est dans l'ordre qu'il le dise en vers.

Et les vers qu'il lui fait, quand il les fait pour lui,
Sont ceux qui vont tout droit de son cœur à sa plume.

Ce livre, d'un tendre poète, est tout imprégné d'une philosophie profonde. Au milieu de réflexions badines ou légères, on y trouve des pensées graves, telles que celle-ci, exprimée en de beaux alexandrins :

L'homme n'est ici-bas qu'un clavier de souffrance
Qui, sous la rude main d'un destin ignoré,
Ne rend que trop souvent un son désespéré.

Ou encore :

N'apprends pas à penser trop tôt...
Laisse-nous ce souci morose...
Vois l'effet, sans chercher la cause...
Prends le son, laisse le grelot...

Le poète qui a fait la campagne de 1870 ne pouvait manquer, dans ses conseils à son petit-fils, de lui enseigner ses devoirs envers la patrie :

Et si tu vois un jour nos sillons envahis,
Ainsi que je l'ai fait, voilà quarante années,
Seras-tu prêt, soumis aux mêmes destinées,
A combattre pour ton pays?

Il y a, on l'a dit, deux sortes de poètes : ceux qui décrivent

les choses telles qu'elles sont, et qui disparaissent derrière elles, et ceux qui voient les choses à travers leur esprit. C'est plutôt dans la seconde catégorie que je classerais Jacques Normand. Ce sont de très personnels états d'âme que nous révèlent les poèmes qu'il consacre à la glorification du petit héros de son livre. Et à travers l'âme de l'enfant on voit l'âme du poète quand il chante :

Les enfants, ces êtres divins,
Qui, parmi tant de propos vains,
Disent tant de choses sensées ;
Les enfants, ces avrils si frais
Que l'on dirait venus exprès
Pour guérir nos âmes blessées.

N'est-ce pas que cette langue claire, saine et franche va droit au cœur ? J'en crois l'auteur quand il nous dit n'avoir jamais rien écrit avec plus d'amour ni plus de joie. Ne nous dit-il pas aussi que le besoin d'aimer et d'être aimé est si puissant qu'il s'impose à tous les hommes ? La bonté, l'amour, la foi, telles sont les notes de l'âme humaine qui résonnent tout le long de ce livre de profonde et exquise poésie, palpitant de toute la tendresse d'un grand-père. Nul ne l'ouvrira qui ne se laissera aller jusqu'au bout à l'émotion douce et au charme prenant qui s'en dégage, nul ne le fermera qui ne se sentira meilleur. Bénissons M. Jacques Normand d'avoir fait une œuvre qui enchantera les grands-pères, et surtout les grand'mères, car le livre est de ceux que les femmes se disputeront. JULES LECLERCQ.

J'ai l'honneur de faire hommage à la Classe, au nom de M. Maxime Kovalevski, professeur à l'Université de Saint-Petersbourg, correspondant de l'Institut de France et membre du Conseil de l'Empire, d'un ouvrage intitulé : *La Russie sociale*. Ce livre est la réunion de sept leçons faites à Paris par l'auteur, en janvier 1914, au Collège de France et à l'École des langues orientales vivantes.

Depuis les beaux ouvrages de M. Anatole Leroy-Beaulieu, consacrés à l'étude de la Russie, tant sociale que politique, et en dehors de ceux spécialement destinés à initier le public de langue française à l'histoire russe proprement dite et à celle de sa littérature, ce sont les ouvrages de M. Kovalevsky qui ont le mieux initié l'Europe occidentale à la situation sociale de la Russie, spécialement depuis les événements qui s'y sont produits en 1905 et 1906. Déjà, en 1898, l'auteur avait publié en France un ouvrage capital : *Le régime économique de la Russie*, où il prévoyait une crise inévitable ; celle-ci se produisit ; il la décrivit avec la plus grande impartialité scientifique dans un petit volume : *La Crise russe*. Cette crise, comme il le prévoyait, n'a pas abouti à un renversement complet des anciennes assises de la société russe ; elle n'a pas été une révolution. Ce fut un mouvement en avant, mais ce mouvement même s'est ralenti, sinon arrêté. L'auteur recherche les causes de ce ralentissement. Le gouvernement de la Russie n'est pas adéquat à son état réel, à une démocratie de paysans possédant à eux seuls les trois quarts du sol cultivé. Le pouvoir y appartient à la bureaucratie, à la noblesse de cour et à celle de la campagne ; cette noblesse s'est organisée et unifiée, bien que sa force économique décline régulièrement. Les biens fonds passent de plus en plus aux paysans, alors que la fortune mobilière et le crédit se concentrent dans les mains du tiers État. Ainsi la base actuelle de l'Empire est instable parce qu'elle est étroite et artificielle ; « la démocratie russe finira par devenir une réalité dans un avenir pas trop lointain ; les bases de l'Empire deviendront par là même plus larges et plus solides ».

Dans les chapitres successifs de son ouvrage, l'auteur expose et critique la réforme agraire qui fut accomplie par simple décret en date du 9 novembre 1906 et qui révolutionna de fond en comble tout le système agraire de la Russie conformément aux vœux de la noblesse unifiée. La commune rurale (le mir) a été condamnée comme dangereuse en principe, en tant que pouvant servir de base au collectivisme agraire. Maintenant, d'après

l'auteur, avec la suppression du mir et avec le développement de l'industrie dans certains centres où apparaîtra un « prolétariat agraire » tout aussi menaçant que celui qui existe dans plus d'un pays de l'Occident européen, à commencer par l'Angleterre, il va se former un prolétariat industriel et un prolétariat des villes, formation favorisée par la dissolution de la commune rurale et l'abandon par les paysans de la vie agricole. La question ouvrière deviendra de plus en plus dominante; or, dès à présent, les ouvriers russes sont de plus en plus pénétrés des principes de la social-démocratie. Dès lors, le but qu'on s'est proposé, de supprimer le socialisme en l'écrasant dans l'œuf, la commune rurale, ne sera pas atteint; le résultat contraire sera obtenu.

La Russie tend par conséquent à être entraînée à son tour dans l'évolution générale de l'Europe. Cependant, ce n'est qu'en 1912 que les quatre lois concernant les assurances ouvrières y furent votées par les deux Chambres et reçurent la sanction impériale. Ces lois se distinguent, par certains traits originaux, des autres législations sur la même matière; l'auteur les expose très impartialement, renonçant à la critique pour le moment; il attend de l'expérience la solution du point de savoir si ces lois sont viables. Il signale toutefois que le salaire des ouvriers étant minime, ceux-ci n'envisagent pas sans frayeur un prélèvement de 1, 2 et même 3 % sur le montant de 255 roubles par an qu'ils touchent en moyenne.

Appréciant très loyalement le rôle du Conseil de l'Empire dont il fait partie, M. Kovalevsky, qui y est le délégué élu par l'Université, dit : « Fort intransigeant dans les questions d'ordre politique, imbu d'idées conservatrices et quelquefois franchement réactionnaires, le Conseil de l'Empire témoigne d'une plus grande condescendance envers les désirs de la Douma, quand il s'agit de questions d'ordre social. Je ne désespère point par conséquent que, même sous le régime d'une loi électorale qui n'accorde le droit de vote qu'aux propriétaires, et avec une Chambre Haute dont la moitié des membres est composée

de hauts dignitaires de l'État, nous arriverons tout de même à faire quelque bonne besogne. Du moins se fera-t-elle dans le domaine de la protection légale des ouvriers contre l'ignorance, l'ivresse et l'exploitation de leur travail par les détenteurs du capital. »

Il est regrettable, comme l'expose l'auteur dans un dernier chapitre, que les mêmes tendances ne se retrouvent pas dans la politique russe en ce qui concerne la situation des nombreuses nationalités qui composent l'Empire, et spécialement la Pologne et la Finlande; il en est de même en ce qui regarde la situation légale de la population juive.

G. DE GREEF.

CENTENAIRE DE L'ACADÉMIE.

MM. Gossart et Pirenne sont élus membres de la Commission chargée de préparer la célébration du Centenaire du rétablissement de l'Académie en 1816.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ACADÉMIES.

M. Pirenne expose deux propositions à soumettre à l'Association internationale des Académies.

La première est relative à un *Thesaurus latin du moyen âge*. M. Kurth appuie cette proposition.

MM. Kurth, Thomas et De Wulf sont chargés de préparer un projet de *Thesaurus* du latin médiéval pour le mois d'octobre.

La deuxième, en faveur d'un *Corpus métrologique du moyen âge*, est également appuyée par M. Kurth. MM. Pirenne et Vercoullie sont nommés pour examiner cette question.

RAPPORTS.

M. De Wulf fait rapport sur le travail manuscrit de M. E. Raff : *Sur les principaux moments du processus psychologique et ses relations avec les fonctions logiques des Catégories chez Kant*. — Dépôt aux archives.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

M. Parmentier fait lecture d'une étude sur *L'épigramme du tombeau de Midas et la question du cycle épique*. MM. Wilmotte, Bidez et Thomas présentent quelques remarques.

Cette lecture est publiée ci-après.

L'épigramme du tombeau de Midas et la question du cycle épique,

par LÉON PARMENTIER, correspondant de l'Académie.

Dans le dialogue du *Phèdre*, Platon s'est proposé d'examiner les qualités requises d'une œuvre littéraire pour qu'on puisse lui attribuer de la valeur morale et de la beauté. Suivant son procédé ordinaire, Socrate adapte la leçon à la nature d'esprit de son interlocuteur. Phèdre, nous le savons par le *Banquet*, est un amateur insatiable des badinages érotiques, si à la mode au V^e siècle dans les réunions des beaux-esprits d'Athènes. Tout près de l'Ilissus et d'un sanctuaire consacré à Pan et aux nymphes, assis à l'ombre d'un haut platane où chantent les cigales, Phèdre lit à Socrate le dernier chef-d'œuvre qui vient de se faire applaudir dans un salon de la jeune Athènes. C'est un discours, et il est attribué à Lysias, l'homme de lettres qui, à la date fic-

tive du dialogue (vers 410), a débarqué depuis peu au Pirée, en rapportant de la Grande-Grèce les recettes de la rhétorique sicilienne; il est l'homme du jour; par ses conférences et par ses écrits, il fait le plus de bruit possible autour de son nom.

Le discours, ainsi qu'il convient, a pour thème l'amour. Un homme y fait la cour à un bel adolescent; seulement, il ne fait pas sa cour en se donnant comme aimant : il démontre que l'aimé doit accorder sa faveur à celui qui n'aime pas plutôt qu'à celui qui aime. C'est là justement le raffinement qui enchante le bon Phèdre, en qui Platon a voulu représenter le mauvais goût de l'époque. Le discours est une merveille en effet, mais non dans le sens où l'entend Phèdre. C'est une merveille de pastiche; Platon y a imité la manière de son modèle avec une telle perfection que, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, la plupart des critiques ont vu dans l'*Erotikos* du *Phèdre* une œuvre authentique de Lysias.

Une telle erreur montre combien d'efforts nous avons à faire encore pour retrouver le secret de l'art de Platon. En beaucoup de leurs parties, les dialogues veulent nous rendre l'image de la conversation de l'élite sociale au V^e siècle d'Athènes; or, les hommes de ce temps ont manié le langage avec une promptitude d'intelligence et une finesse d'ironie qui, de bonne heure, ont déconcerté les esprits alourdis des âges suivants. La méprise à laquelle a donné lieu le prétendu *Erotikos* de Lysias en est un exemple; notre critique n'a pas su comprendre un procédé artistique dont le raffinement est étranger à nos habitudes littéraires.

Il me paraît que, dans le *Phèdre* même, il existe un second passage ayant donné lieu à une méprise analogue. Jusqu'à présent, tous les critiques ont accepté simplement dans sa lettre le texte de ce passage, sans se rendre compte de l'artifice littéraire qui en fait l'originalité.

Il s'agit de l'épigramme du tombeau de Midas intercalée dans le *Phèdre*, un simple quatrain qui a eu une destinée curieuse et passablement compliquée.

En essayant d'étudier toutes les questions que soulève cette petite pièce, j'ai été amené à donner au présent travail une étendue que j'étais loin de prévoir au début.

*
* *

Dans le discours sur l'amour écrit à la manière de Lysias, le paradoxe du thème et la sophistique des développements ont emporté l'admiration enthousiaste de Phèdre. Pour lui faire bien comprendre l'incohérence de ce prétendu chef-d'œuvre, Socrate imagine une série de comparaisons aussi pittoresques que variées (264) :

« Lysias ne débute pas par le commencement, mais par la fin, comme un homme qui nage en arrière sur le dos... Ne dirait-on pas qu'il a jeté ses phrases au hasard? Ce qu'il dit en second lieu paraît-il devoir nécessairement être à cette place plutôt que telle ou telle autre partie de son discours?... Tu m'accorderas cependant que tout discours doit, comme un être vivant, posséder son corps à lui et n'être pas sans tête ni pieds, mais avoir un milieu et des extrémités, toutes ces parties se convenant entre elles et étant écrites en vue de l'ensemble... Eh bien, examine le discours de ton ami pour voir si, oui ou non, il est comme je le dis (εἴτε οὕτως εἴτε ἄλλως ἔχει). Tu trouveras qu'il ne diffère en rien de l'inscription qui, au dire de certains, a été gravée pour Midas le Phrygien : εὐρήσεις τοῦ ἐπιγεγραμματος οὐδὲν διαφέροντα, ὃ Μῖδᾳ τῷ Φρυγί φασὶν τινες ἐπιγεγραμμέναι.

ΦΑΙ. Ποῶν τοῦτο, καὶ τί πεπονθός;

ΣΩ. Ἔστι μὲν τοῦτο τοῦδε·

Ναλκῇ παρθένος εἰμί, Μῖδᾳ δ' ἐπὶ στήματι κεῖμαι.

Ὅψρ' ἦν ὕλῳρ τε νύκτ' καὶ δένδρεα μακρὰ τεθιγγύη,

αὐτοῦ τῆδε μένουσα πολυκλαύτου ἐπὶ τύμβου.

ἀγγελέω παρμόστι Μῖδᾳς ὅτι τῆδε τέθικται.

Ὅτι δ' οὐδὲν διαφέρει αὐτοῦ πρώτου ἢ ὕστατον τι λέγεσθαι, ἐννοεῖς πού, ὥς ἐγώ μιν.

ΦΑΙ. Σκώπτεις τὸν λόγον ἡμῶν, ὦ Σώκρατες.

ΣΩ. Τοῦτον μὲν τοίνυν, ἵνα μὴ σὺ ἄλγῃς, ἐκπώμεν.

PHÈDRE. — Quelle est cette inscription, et qu'a-t-elle de particulier?

SOCRATE. — La voici :

Je suis une vierge d'airain, je repose sur le tombeau de Midas.
Tant que l'eau coulera et que les grands arbres verdiront,
restant ici sur son tombeau arrosé de larmes,
j'annoncerai aux passants que Midas est ici enterré.

Qu'il est indifférent d'en mettre telle ou telle chose au commencement ou à la fin (1), tu le vois bien, j'imagine.

PHÈDRE. — Tu te moques de notre discours, Socrate.

SOCRATE. — Eh bien, laissons-le, pour ne pas te fâcher. »

Au sujet de l'origine de l'épigramme, le contexte ne nous fournit que les indices les plus vagues. Elle doit être présentée comme anonyme, puisque Socrate se donne l'air d'alléguer le témoignage de gens qui ont vu sur le monument la vieille inscription (ᾤσαί τιςες). En réalité cependant, la pièce, étant manifestement une épitaphe fictive, ne peut avoir qu'une origine littéraire. Dès lors, si Socrate, ou, si l'on veut, Platon sous le masque de Socrate, n'en est point l'auteur, la fiction que constitue le petit intermède traduit plus haut perd à la fois son originalité piquante et sa vraisemblance dramatique. En effet, à supposer qu'il utilise une pièce déjà existante, Socrate a dû la recueillir dans la société des lettrés où elle circulait comme un jeu d'esprit, ou bien il l'a empruntée à quelque écrit. Dans l'un et l'autre cas, comment admettre que Phèdre, présenté partout chez Platon comme un esprit sans cesse à l'affût des curiosités littéraires, n'ait aucune connaissance d'une épigramme aussi unique en son genre? Dira-t-on qu'elle pouvait exister d'ancienne date, mais qu'on n'en avait pas remarqué avant Platon le caractère particulier? Non, car ce n'est pas seulement

(1) La traduction ordinaire : « On peut indifféremment lire cette inscription en commençant par le premier vers ou par le dernier » donne un sens trop particulier.

ce caractère, c'est l'épithaphe de Midas elle-même qu'ignore Phèdre. « Quelle est-elle, » dit-il, « et qu'a-t-elle de particulier? »

Après qu'il l'a entendue et qu'il en a compris la tendance malicieuse, il est si dépité qu'il accuse Socrate de dénigrement. Le grand ironiste, pour ne pas aigrir son compagnon, change aimablement le sujet de la conversation.

Un peu plus haut, dans le même dialogue, Socrate s'était déjà complu à un pastiche poétique très comparable à celui qu'est notre épigramme. Après avoir exposé comment les âmes, immortelles et ailées par nature, en viennent à perdre leurs ailes et à revêtir un corps mortel, il explique l'amour comme l'émotion qu'éprouve l'âme au spectacle d'un objet terrestre assez parfait pour éveiller en elle le souvenir de la beauté céleste; le langage du mythe exprime cette idée en disant que les effluves de la beauté font pousser à nouveau les ailes de l'âme. « Cette affection, ô bel enfant », dit Socrate, « les hommes l'appellent amour; les dieux lui donnent un nom qui te fera sans doute sourire à cause de ta jeunesse. Certains Homérides empruntent, je crois, à leurs poèmes secrets deux vers sur l'Amour, dont le second vraiment prend trop de licence et n'est guère en mesure. Voici comment ils les récitent : « Les mortels le nomment Éros volant; les immortels, Ptéros, à cause de la nécessité génératrice d'ailes. » 252 B : *Λέγουσι δέ, ὄμαι, τινες Ὀμηρίδων ἐκ τῶν ἀποδείτων ἐπῶν ὅσο ἐπὶ εἰς τὸν Ἔρωτα, ὃν τὸ ἔτερον ὑβριστικὸν πάνυ καὶ οὐ σφόδρα τι ἔμμετρον. Ἰμνοῦσι δὲ ὧδε*

*Τὸν δ' ἵπτοι βνητοὶ μὲν Ἔρωτα καλοῦσι ποτηγόν,
ἀβήαντοι δὲ Πτέρωτα, διὰ πτεροφύτου' ἀνάγκην.*

La licence métrique du second vers consiste dans la quantité brève de δέ devant les deux consonnes initiales de Πτέρωτα et dans l'allongement, également illégitime, de τὸ de πτεροφύτου. Dans les exemples homériques dont nous avons ici un pastiche, le nom significatif est plusieurs fois attribué à la langue des dieux,

le nom dépourvu de sens à la langue des hommes ⁽¹⁾. Car, comme Platon le dit ailleurs, « il est évident que les dieux donnent aux choses exactement les noms qu'elles ont par nature ⁽²⁾ ».

Ici la négligence inouïe et voulue de la métrique, de même que l'accommodation parfaite du jeu étymologique aux intentions du mythe, ne permettent pas de douter que les deux vers ont été inventés par Platon; il lui convenait de les prêter à Socrate dans une scène où il nous le présente d'un bout à l'autre débordant à la fois de verve ironique et d'inspiration poétique ⁽³⁾. Un peu auparavant déjà, Socrate n'a-t-il pas composé le vers

Ὡς λυκοὶ ἄρν' ἀγχιπῶσ', ὥς παῖδα φιλοῦσιν ἐρασταί.

et n'a-t-il pas alors avoué lui-même que, possédé en quelque sorte par les nymphes du lieu, il était entraîné malgré lui à cette improvisation poétique (241 D)?

Une dernière fois, à la fin de notre dialogue, Socrate prétend répéter après autrui une fable qu'il dit égyptienne : Ἠκουσα κατ. 274 C. C'est le mythe célèbre du dieu Theuth apportant au roi d'Égypte, Thamous, entre autres inventions, celle de l'écriture. Alors Phèdre, se souvenant du piège qu'a été pour lui l'épigramme phrygienne, interrompt par cette remarque : « O Socrate, comme tu inventes facilement des récits de l'Égypte et de tous les pays qu'il te plait ! » (275 B). Et Socrate de répondre en substance : « Pourvu qu'il dise la vérité, que

(1) Par exemple : Ξ 290 ὄρνιθι ... ἦν τ' ... γαλκίδα κιχλήσκουσι θεοί, ἄνδρες δὲ κύμινδιν; Υ 74 ὃν Ξάνθον κάλειουσι θεοί, ἄνδρες δὲ Σκάμανδρον; cf. μ 61. Naturellement, cette observation est de date postérieure, et elle ne s'applique pas à tous les exemples homériques; cf. A 403, B 813, κ 305.

(2) *Cratyle*, 391 D : δι' ἧν γὰρ δὴ ὅτι οἱ γε θεοὶ αὐτὰ καλοῦσιν πρὸς ὁρῶσιντα ἅπερ ἐστὶ φύσει ὀνόματα. Pour l'ironie latente de notre passage (ὑβριστικόν), cf. *ibid.*, 426 B : ἃ μὲν τοίνυν ἐγὼ ἤσκημαι περὶ τῶν πρώτων ὀνομάτων πάνυ μοι δοκεῖ ὑβριστικὰ εἶναι καὶ γελοῖα.

(3) Il n'empêche qu'ici aussi des commentateurs modernes ont pris le change et considéré les deux ἀπόδετα ἐπη, non comme inventés par Platon, mais comme empruntés, avec un léger changement, à un poème ésotérique des Homérides; par exemple, LOBECK, *Aglaophamus*, pp. 861-863.

t'importe le nom et le pays de celui qui parle? Ne te suffit-il pas d'examiner si, oui ou non, il en est bien ainsi? » Οὐ γὰρ ἐκεῖνον μόνον σκοπεῖς, εἴτε οὕτως εἴτε ἄλλως ἔχει; (275 C). Dans les deux passages, nous avons à peu près la répétition du même jeu, et pour indiquer cette correspondance, la conclusion de l'épisode de Theuth reprend exactement la formule qui avait servi à introduire l'épigramme de Midas : Σκέψαι... εἴτε οὕτως εἴτε ἄλλως ἔχει.

Moins habiles que Phèdre à pénétrer les finesses de Socrate, les anciens se sont préoccupés de l'origine de l'épigramme et ils ont voulu remplacer par un auteur déterminé les garants vagues et anonymes dont parle Platon. Comme la pièce était dans le mètre et dans le style épiques, on a songé naturellement tout d'abord à Homère. Sans prendre au sérieux cette attribution, tous les modernes admettent, aujourd'hui encore, que les vers ont été empruntés par Platon à une tradition ancienne.

Telle qu'elle apparait dans les textes où on l'attribue à Homère, l'épigramme est le plus souvent enrichie de deux vers qui manquent dans la version du *Phèdre*. Pour expliquer ce fait, il convient d'étudier d'abord une autre attribution, imaginée également par les anciens. Elle donnait comme auteur Cléobule de Lindos, l'homme d'État rhodien qui figure dans la liste des sept Sages de la Grèce.



Diogène Laërce, dans sa vie de Cléobule, écrit notamment ce qui suit (I, 89) :

« C'est lui qui restaura le temple d'Athéna construit par Danaüs. Il composa des chants et des griphes en trois mille vers, et certains disent qu'il est l'auteur de cette épigramme sur Midas :

Χαλκῇ παρθένος εἰμί, Μῖδα δ' ἐπὶ στήματι κεῖμαι.
ἔστ' ἂν ὕδωρ τε νάη, καὶ θένοντα μάκτρα τεύχῃ,
τέλειός τ' ἀνὴρ λάρπη, λαμπρά τε τελέηνη.
καὶ ποταμοὶ γὰρ ῥέουσιν, ἀνακλῦζ' ὁ δὲ θάλασσα.
αὐτοῦ τῆδε μένουσα πολυκλῦτος ἐπὶ τούβῳ.
ἀγγέλω παρῴσι Μῖδας ὅτι τῆδε τέθεικται.

» Ils en apportent comme témoignage un chant de Simonide où il est dit ⁽¹⁾ :

Τίς κεν αἰνήσειε νόῳ Πίσυνος Λίνδου ναέτην Κλεόβουλον
ἀενάοις ποταμοῖς ἄνθεσσι τ' εἰαρινοῖς
ἀελίου τε φλογὶ χροσέας τε σελάνας
καὶ θαλασσαιίσιν δῖναις ἀντιθέοντα μένος στάλας :
ἅπαντα γὰρ ἐστὶ θεῶν ἥσσω· λίθον δὲ
καὶ βρότοι παλάμαι θραύοντι· μωροῦ φωτός ἔδε βουλή.

» Quel homme raisonnable pourrait approuver l'habitant de Lindos, Cléobule, d'avoir comparé la durée d'une stèle aux fleuves intarissables, aux fleurs printanières, au feu du soleil et de la lune dorée, aux vagues de la mer? Car tout est inférieur aux dieux; quant à la pierre, même les mains de l'homme la brisent. Une telle pensée est d'un homme insensé. »

« De là, » continue Diogène Laërce, « on conclut que l'épigramme n'est pas d'Homère, qui est de beaucoup d'années antérieur à Midas. »

Il importe peu pour nous de déterminer si, pour toute cette section, la source immédiate de Diogène est l'ouvrage sur les poètes (Περὶ ποιητῶν) de Lobon d'Argos, ainsi qu'il arrive fréquemment dans les vies des sept Sages ⁽²⁾. C'est le cas notamment pour les données relatives à leurs œuvres prétendues et au nombre des vers qu'elles contenaient; de même encore pour les petits poèmes rapportés sous le nom de chacun d'eux, et pour les épigrammes composées en leur honneur.

L'auteur de Diogène, quel qu'il soit, ne fait sans doute que

⁽¹⁾ Je reproduis le texte avec la disposition métrique que lui donne BERGK, *Poetae lyrici Graeci*, III, fr. 57, 4^e éd., mais sans y introduire ses corrections.

⁽²⁾ Cf. E. HILLER, *Die literarische Thätigkeit der sieben Weisen*, dans *Rheinisches Museum*, XXXIII, 1878, pp. 518-529.

reproduire au sujet de l'épigramme un raisonnement emprunté à une source antérieure ⁽¹⁾.

Trouvant l'épigramme attribuée à Homère, un critique avait signalé une impossibilité chronologique dans le fait qu'Homère avait dû vivre longtemps avant Midas. Il avait découvert chez Simonide de Céos des vers où ce poète rapportait comme étant de Cléobule une pensée très voisine de celle de l'épigramme. Il en avait conclu qu'il tenait dans celle-ci la pièce même visée par Simonide et que Cléobule en était le véritable auteur. Par malheur, ce raisonneur ingénieux a voulu donner de sa thèse une démonstration trop complète et il s'est ainsi laissé entraîner à une falsification qu'il n'est pas malaisé de découvrir.

Manifestement, les vers trois et quatre de son épigramme ont été introduits dans la version de Platon pour obtenir une correspondance parfaite avec le passage de Simonide. Le faussaire avait retrouvé plus ou moins exactement dans ἔστ' ἂν ὕδωρ τε νῆα καὶ δένδρεα μακρὰ τε στήλη, de l'épigramme l'idée de ἀενάοις ποταμοῖς ἄνθεσι τ' εἰαρινοῖς de Simonide. Allant plus loin, il a de son chef intercalé dans l'épigramme un pendant aux images qui suivent chez Simonide. Pour correspondre à ἀελίου τε φλογὶ χρυσέας τε σελάνας, il écrit le vers maladroit ἡελίος τ' ἀνίων λάμπει λαμπρά τε σελήνη, et comme équivalent de Σελασταίαισι δίναις, il invente l'hémistiche ἀνακλῦζγ' δὲ Σάλασσα. Comme il lui faut bien remplir tout ce second vers, il ajoute καὶ ποταμοὶ γὰρ βέωσιν, prenant encore à Simonide le mot ποταμοί, mais répétant d'une façon insupportable l'idée déjà exprimée dans ὕδωρ τε νῆα.

Les preuves essentielles de l'attribution à Cléobule ont donc été créées pour les besoins de la cause, en interpolant d'après Simonide le texte primitif de l'épigramme. Même ainsi transformée, celle-ci ne se prête pas encore au rapprochement que l'on a imaginé. Il reste toujours cette différence fondamentale

(1) Même les sentences des sept Sages ne sont pas de l'invention de Lobon. M. DE WILAMOWITZ-MOELLENDORFF (*Die Textgeschichte der griech. Lyriker*, p. 40, n. 3) leur donne comme provenance « un ἄγων des sept Sages, le plus ancien συμπόσιον ἐπὶ τὰ σοφῶν que nous puissions atteindre, évidemment du IV^e siècle. »

qu'elle s'applique à une statue de bronze, tandis que Simonide parle d'une pierre (λίθος), que la main de l'homme peut briser.

* * *

Si notre épigramme n'est pas de Cléobule, il a dû cependant exister sous ce nom quelque pensée assez analogue pour le sens et pour l'expression, assez célèbre aussi pour que Simonide ait pu se faire comprendre en la critiquant par une simple allusion. N'est-il pas possible de retrouver la circonstance où cette pensée aurait été exprimée? Les modernes ne se sont guère arrêtés à cette question. Ils se bornent à dire que Cléobule avait dû orner quelque monument d'une épigramme du genre de celle de Midas ⁽¹⁾. Je pense que nous avons aujourd'hui le moyen d'arriver sur ce sujet à une plus grande précision.

Dans le *Bulletin de l'Académie royale des sciences et des lettres de Danemark*, 1912, n^o 5-6 ⁽²⁾, M. Chr. Blinkenberg vient de publier un document épigraphique d'une vaste étendue et d'un rare intérêt; son commentaire va fournir pendant plusieurs années de la besogne aux érudits.

Il s'agit d'une stèle couverte d'un texte d'écriture serrée auquel son éditeur a donné le nom de *Chronique du temple lindien*. La stèle provient du dallage d'une église ancienne où elle avait été apportée de l'acropole après la suppression du sanctuaire d'Athéna. Le décret mis en tête de l'inscription la date avec précision de l'an 99 avant J.-C. Il ordonne de réunir des renseignements sur les anciens ex-voto et sur l'apparition d'Athéna, et de les graver ainsi que le décret sur une stèle que l'on placera dans le temple. La chronique est l'œuvre d'un jeune savant, Timachidas, très au courant des traditions locales. Il n'est autre que le philologue et poète rhodien Timachidas qui nous était connu notamment par des citations d'Athénée.

⁽¹⁾ BERGK, *Poetae lyrici Graeci*, III, 4^e éd., pp. 202 et 414.

⁽²⁾ Ces numéros du *Bulletin* n'ont paru qu'en 1913.

Ce texte nous apporte un renseignement nouveau sur Cléobule, le grand homme de Lindos au commencement du VI^e siècle. Cléobule avait fait une expédition en Lycie et, à leur retour, ses soldats avaient consacré huit boucliers et une couronne d'or à la statue de la déesse Athéna :

Τοι μετὰ Κλευβούλου στρατεύσαντες εἰς Λυκίαν ἀσπίδας ὀκτώ καὶ τοῖ
ἑπτάκλιπτι περὶ ἄνταν χρυσέαν, ὥς ἱστορεῖ Τιμόκριτος ἐν τῇ(ι) Ἀ τῆς
χρονικῆς συντάξεως, Πολυζάλογος ἐν τῇ Δ τῶν ἱστοριῶν.

Par un hasard malheureux, juste avant ces lignes, une partie assez étendue de l'inscription n'offre plus que de faibles vestiges et ne laisse apercevoir çà et là que quelques caractères isolés.

Mais l'éditeur suppose, avec la plus grande vraisemblance, que cette partie contenait « quelque dédication de Kléobulos, le restaurateur du temple, par exemple la statue qui reçoit de ses soldats le diadème en or ⁽¹⁾ ». Nous avons déjà noté chez Diogène Laërce que Cléobule avait restauré, ou plutôt sans doute rebâti le temple d'Athéna, dont on attribuait la fondation à Danaüs. L'offrande des soldats lindiens indique bien que Cléobule a vécu assez longtemps pour célébrer l'achèvement de la construction et pour installer la déesse dans le nouveau temple. On est dès lors amené presque forcément à rattacher à cet événement le mot célèbre de Cléobule. A propos de sa grande œuvre, il avait fait graver ou simplement écrit quelque phrase pompeuse, lui promettant une durée éternelle, et c'est à cette prédiction relative à un sanctuaire fameux entre tous que s'appliquaient les vers de Simonide. Il faut en effet que les expressions de Cléobule aient été en rapport avec un fait en quelque sorte panhellénique, et même qu'elles aient été fixées par l'écriture, pour que Simonide ait pu, un siècle plus tard, y faire une allusion aussi détaillée.

(1) Page 379; *ibid.*, n. 40. L'éditeur prouve très bien que τοι μετὰ Κλευβούλου στρατεύσαντες auront été précédés par Cléobule lui-même, en signalant les cas analogues dans l'inscription : τοι μετὰ Τλαπολέμου εἰς Ἰλίον στρατευσάμενοι précédés de Τλαπολέμος; Γελοῖοι — Δεωομένης (pris pour fondateur de Géla); Ἀχραγαντίνοι — Φίλλαις.

On est d'accord pour admettre que, Solon mis à part, aucun des sept Sages n'avait laissé d'œuvre littéraire. Les sentences qu'on leur prête n'ont en général aucune garantie d'authenticité. Il ne peut y avoir d'exception que pour les cas où l'on retrouve leur occasion historique et où l'on s'explique la possibilité de la tradition. C'est ce que nous venons de faire précisément pour les paroles de Cléobule.

Simonide, habile à formuler les maximes d'une sagesse devenue plus subtile, semble s'être complu au jeu de la polémique contre les sages de l'âge précédent. Dans des vers que nous a conservés Platon (*Protagoras*, 339 C), il disait à propos de Pittacus de Mytilène, un autre des sept Sages : « Je ne trouve pas juste le mot de Pittacus, bien que prononcé par un sage : il est difficile, dit-il, d'être excellent. » Et, expliquant sa pensée, Simonide ajoutait (341 E) : « Car c'est un privilège qui n'appartient qu'à Dieu seul. » Chose curieuse, la pensée de Simonide suit ici exactement le même tour que dans la critique de Cléobule : L'homme, de même qu'il ne peut revendiquer pour ses œuvres la durée éternelle, ne doit pas prétendre à la vertu parfaite; l'une et l'autre n'appartiennent qu'à Dieu.

Pour le mot de Pittacus comme pour celui de Cléobule, on peut accepter l'existence d'une tradition. Chargé au début du VI^e siècle, comme Solon à Athènes, de rétablir l'ordre à Mytilène, Pittacus avait déposé ses pouvoirs illimités, en apprenant que le sage de Corinthe, Périandre, s'était transformé en tyran cruel. C'est à cette occasion qu'il avait, disait-on, prononcé la sentence discutée par Simonide ⁽¹⁾.

Avec les détails de son inscription relatifs à Cléobule, M. Blinkenberg a très ingénieusement combiné des renseignements provenant d'une autre tradition rhodienne. Athénée ⁽²⁾, citant l'ouvrage d'un antiquaire, sûrement rhodien, du nom de Théognis,

(1) *Scolie du Cratyle de Platon*, p. 384 A; ZÉNOBE, 6, 38; réminiscences probables de la même sentence, PLATON, *Gorgias*, 526 A; SOPHOCLE, *Ajax*, 1350.

(2) VIII, 360 B = MÜLLER, *F. H. G.*, IV, p. 514; BERGK, *P. L. G.*, III, 4^e édit., p. 671.

nous parle d'une tournée qu'au printemps les enfants de Rhodes faisaient de maison en maison pour récolter des gâteaux. Collecter ainsi s'appelait *γελιδονίζειν*, « hirondeiller », parce que la troupe enfantine allait répétant une chanson traditionnelle sur l'arrivée des hirondelles :

ἭλΞ', ἧλΞε γελιδόν,
καλὰς ὥρας ἄγρουσα,
καλὸς ἐνιαυτός,
ἐπὶ γαστέρα λευκά,
ἐπὶ νῶτα μέλαινα.

« Elle est venue l'hirondelle, amenant les belles saisons, les belles années, blanche sur le ventre, noire sur le dos, etc. » Théognis, après avoir reproduit toute la chanson, ajoutait : « Ce genre de collecte, Cléobule de Lindos en a le premier donné l'exemple, un jour qu'on eut à Lindos besoin de recueillir de l'argent. »

A coup sûr, Cléobule n'a pas inventé cette coutume, dont le folklore ancien et moderne offre beaucoup de parallèles ⁽¹⁾. Mais M. Blinkenberg a peut-être raison de trouver dans la remarque de Théognis la trace d'une tradition d'après laquelle Cléobule aurait le premier à Rhodes institué une souscription publique. « De telles souscriptions », écrit-il, « ont été de tout temps le remède ordinaire auquel l'administration du culte avait recours lorsqu'on avait besoin d'argent (p. 437). » Il s'en trouve, dans l'inscription même, un exemple se rapportant à une restauration du temple lindien qui eut lieu après un incendie au IV^e siècle. Plus significatif encore est l'exemple que donne un autre sanctuaire célèbre, un demi-siècle à peine après l'époque

(1) A Rhodes même, une collecte analogue se faisait par des quêteurs portant une corbeille (*κορώνη*), et leurs chants s'appelaient *κορωνίσματα* (ATHÈNES, VIII, 359 D-360 B). Un autre chant de mendiants, *Εἰρεσιώνη*, donné comme étant d'Homère dans la *Vita Herodotea*, 33, et chez SUIDAS, s. v. Ὀμηρος, 1106, 10 Bernh., imite, vers la fin, des thèmes du *γελιδόνισμα* attribué à Cléobule.

de Cléobule. Le temple de Delphes ayant été réduit en cendres en 548/7, les Delphiens, qui voulaient le reconstruire sur un plan grandiose, allèrent de ville en ville collecter dans tout le monde grec, et ils reçurent, en outre, du roi d'Égypte, Amasis, une riche contribution ⁽¹⁾.

Leur devancier, Cléobule, avait dû de même étendre déjà sa collecte bien au delà des limites de sa petite cité. L'île de Rhodes, et en particulier Lindos, eurent, au VII^e et au VI^e siècle, une période de grande expansion. Leurs colonies étaient disséminées depuis la Cilicie orientale jusqu'en Sicile et chacune restait unie avec la métropole par un lien religieux ⁽²⁾. Les Lindiens avaient notamment fourni un contingent à la colonisation de Cyrène et à celle de villes populeuses de la Sicile, comme Géla et Agrigente. Il y avait dans cette dernière ville un culte d'Athéna, probablement surnommée Lindia ⁽³⁾.

Cléobule n'a pu négliger de s'adresser à ces colonies opulentes de sa patrie, comme aussi, d'ailleurs, aux autres cités grecques. Car le culte d'Athéna Lindia, avec son antiquité vénérable, avait une importance panhellénique et même internationale. Le vieux *xoanon* de la déesse, dont Cléobule se glorifiait d'avoir remplacé le bois brut ⁽⁴⁾ par une matière moins périssable, avait été, disait-on, érigé par Danaüs et ses filles lors de leur fuite du pays du Nil, et le roi d'Égypte, Amasis, envoyait au temple de Lindos des offrandes, notamment deux statues de pierre, en souvenir de cette origine ⁽⁵⁾. D'après une autre version, attestée surtout par Pindare ⁽⁶⁾, les Héliades, habitants primitifs de

⁽¹⁾ HÉRODOTE, II, 180.

⁽²⁾ Cf. les offrandes venant des colonies, chap. XVII-XXXIV de l'inscription et le commentaire de Blinkenberg, pp. 372 et suiv.

⁽³⁾ POLYBE, IX, 27, 7. Cf. dans PAULY-WISSOWA, s. v. *Athena*, t. II, col. 1979 et suiv.

⁽⁴⁾ CALLIMAQUE, *Fragm.* 105 (O. SCHNEIDER, *Callimachea*, II, p. 366); APOLLONIORE, *Biblioth.*, II, 1, 4, 5-6; DIODORE, V, 58, 1.

⁽⁵⁾ HÉRODOTE, II, 182; III, 47.

⁽⁶⁾ PINDARE, *Olymp.*, VII, 71-93; PHILOSTRATE, *Imagines*, II, 27; DIODORE, V, 56, 5-7.

Rhodes, avaient appris d'Hélios, lors de la naissance d'Athéna, que les premiers qui sacrifieraient à la déesse la garderaient auprès d'eux. Les Héliades se hâtèrent d'offrir des offrandes non brûlées (ἄπυρα ἐρα), tandis qu'à Athènes Cécrops, usant du feu pour son sacrifice, n'arriva qu'en second lieu.

Ainsi le sanctuaire de Lindos osait se présenter en rival de celui d'Athènes. On comprend que Cléobule ait fait annoncer sa reconstruction dans la Grèce entière, et que ses ambitions, exprimées peut-être dans une lettre circulaire ou dans une inscription, aient laissé un souvenir chez les contemporains de Simonide ⁽¹⁾.

* * *

Il est bien vrai qu'au fond, l'épigramme de Midas et les paroles de Cléobule rappelées par Simonide développent le même lieu commun : il consiste ici à attribuer à une création matérielle de l'homme la même certitude de durée qu'aux phénomènes les plus constants de la nature. Nous le trouvons d'ailleurs employé également dans l'affirmation des sentiments.

« Ne me parle pas d'entente ; » dit Achille à Hector, « pas plus qu'il n'y a de serment entre les lions et les hommes, ni d'accord de sentiment entre les loups et les agneaux, il ne peut exister d'affection ni de serment entre toi et moi ⁽²⁾. » Au roi Alexandre de Macédoine qui leur apportait les offres de Xerxès avant la bataille de Platées, les Athéniens, selon Hérodote, firent cette

(1) La célébrité des statues de l'Athéna lindienne s'est perpétuée jusqu'à l'époque byzantine. On n'en mentionne pas moins de trois qui auraient été transportées à Constantinople. L'une était en émeraude, haute de quatre coudées, œuvre de Dipoinos et de Skylis, donnée par Sésostris (Amasis) à Cléobule (CEDRENCUS, I, pp. 564 et 616, éd. Bonn). La seconde existait encore au temps de ZOSIME (V, 24). La troisième est citée notamment par KONSTANTINOS RHODIOS, Νεός τῶν Ἀγίων Ἀποστολῶν, vv. 153-162 (*Revue des études grecques*, IX, 1896, p. 41). Sur ces traditions suspectes, cf. THÉODORE REINACH, *Revue des études grecques*, IX, 1896, pp. 89-91, et CHR. BLINKENBERG, *art. cité*, pp. 444-448. — Signalons ici encore, dans l'*Anth. Palat.*, XV, 11, une curieuse épigramme, adressée à l'Athéna Lindia, dont le texte difficile mériterait une étude.

(2) *Iliade*, X, 261.

réponse : « . . . N'essaie pas de nous persuader de nous entendre avec le barbare, nous ne t'écouterons pas. Rappelle à Mardonius que les Athéniens disent que, tant que le soleil suivra la route qu'il suit maintenant, jamais nous ne nous entendrons avec Xerxès : ἔστ' ἂν ὁ ἥλιος τὴν αὐτὴν ὁδὸν ἔῃ τῇ περ καὶ νῦν ἔρχεται, μήποτε ὁμολογήσειν ἡμέας Ξέρξῃ » ⁽¹⁾.

Dans la littérature, l'art consiste à adapter le lieu commun avec originalité, à-propos et justesse à une situation particulière. Vers le début du troisième siècle avant J.-C., l'aimable Posidippe, consacrant une épigramme à la mémoire de Doricha, courtisane de Naucratis célèbre pour ses amours avec le frère de la belle Sapho, la termine par deux vers qui, tout en étant bien dans la couleur locale, ne sont pourtant qu'une variation sur le même thème que celui de l'épigramme de Midas ⁽²⁾ :

οὔνομα σὸν μαχαριστόν. ὁ Ναύκρατις ὧδε ψυχάζει,
ἔστ' ἂν ἔῃ Νεῖλου ναῦς ἐφ' ἧλὸς πελάγῃ.

Il est plus intéressant pour nous de trouver un emploi de notre lieu commun dans les hexamètres d'un célèbre Athénien du cinquième siècle ayant appartenu au cercle même de Socrate et de Platon. Vers le temps où, suivant la date fictive de la scène du *Phèdre* (410), Socrate récitait l'épigramme de Midas, un parent de Platon, Critias, le futur chef de l'oligarchie des Trente, composait une pièce de vers à la mémoire d'Anacréon de Téos, le poète du vin et de l'amour dont la jeunesse d'Athènes se plaisait

(1) HÉRODOTE, VIII, 113; cf. PLUTARQUE, *Aristide*, 10. On sait que c'est un jeu de l'imagination populaire d'inventer des cas où la confiance humaine, fondée ainsi sur des impossibilités naturelles, est démentie par la destinée. Les exemples abondent, depuis les anciens oracles des Grecs (par exemple, ATHÉNÉE, VIII, 360E) jusqu'à la forêt en marche de Macbeth.

(2) ATHÉNÉE, XIII, 596 D. Le texte est malheureusement corrompu. Je cite la restitution de Kaibel. Comparez la banalité de l'emploi du même lieu commun dans une épitaphe tardive, trouvée à Sébastopolis : μαχαριστός | ... ἕως μένει | οὐρανός εὐρύς. | λήμπει δ' ἥλιος παέτων τροχῶσιν ἐφ' ἧλὸς πελάγῃ; dans KAIBEL, *Epigrammata graeca ex lapidibus collecta* (Berlin, 1878), n° 403.

à répéter les chansons à la fin des banquets. Le noble Critias payait ainsi en quelque sorte une dette de famille; un de ses ancêtres, nommé comme lui Critias, avait, au temps des Pisi-stratides, reçu en hommage des vers d'Anacréon, alors établi à Athènes ⁽¹⁾. Parmi les dix vers qu'une chance heureuse nous a conservés de ce morceau exquis, voici ceux qui nous intéressent ⁽²⁾ :

Οὐ ποτέ σου φιλότις γιγράσεται οὐδὲ θανεῖται,
ἔστ' ἂν ὕδωρ οἶνω συμμειγνύμενον κυλίεσσι
παῖς διαπομπεύη, προπόσεις ἐπιδῆξια νωμῶν,
παννυχίδας δ' ἱερὰς δῆλεις χοροὶ ἀμφιέπωσιν,
πλάστιγξ δ' ἡ γαλκοῦ θυγάτηρ ἐπ' ἄκραισι καθεῖξῃ
κοττάβου ὑψηλαῖς κορυφαῖς Βρομίου ψακᾶδεσσιν ⁽³⁾.

Ces vers sont intraduisibles, tant ils portent la marque spéciale de leur lieu et de leur temps, et ils exigeraient un commentaire qui serait ici hors de propos. Voici, ramenée à son expression la plus simple, l'idée qu'ils développent : L'amour pour Anacréon ne vieillira ni ne mourra, tant que l'eau mêlée au vin circulera dans les coupes à la fin des banquets, tant que les femmes danseront pendant les nuits de fête, tant que les jeunes gens se livreront en société au jeu des oracles d'amour.

Dans sa belle étude sur Anacréon, M. de Wilamowitz-Moellendorff remarque en passant que la tournure employée ici par Critias fait allusion à l'épithaphe d'Homère sur Midas ⁽⁴⁾. Ce n'était pas le lieu pour l'éminent critique d'examiner de près notre petite pièce et il a admis de confiance l'opinion tradition-

⁽¹⁾ PLATON, *Charmide*, 157 E.

⁽²⁾ ATHÈNES, XIII, 600 D, suivant M. de Wilamowitz-Moellendorff, d'après Chamaeleon.

⁽³⁾ Wilamowitz change ὑψηλαῖς en ὑψηλή. Kaibel remarque qu'un participe comme βαλλομένη devait venir après ψακᾶδεσσιν.

⁽⁴⁾ *Sappho und Simonides*. Berlin, 1913, p. 109.

nelle sur son antiquité. En réalité, la ressemblance entre les deux morceaux se réduit à l'utilisation artistique d'un même lieu commun : « tant que l'eau coulera ». Gardant fidèlement la couleur archaïque, Platon se sert de la conjonction homérique ὅσσ' ἔν. Critias, parlant la langue de son temps, emploie la conjonction ionio-attique ἔστ' ἔν que l'usage a consacrée dans les formules de ce genre. Nous l'avons vue chez Hérodote, et elle apparaît de même chez Sophocle et chez Euripide ⁽¹⁾.

L'intérêt du rapprochement des deux pièces réside pour nous en ceci : c'est que les variations sur leur thème commun étaient un jeu bien connu des beaux esprits du V^e siècle et qu'ils s'en servaient à l'envi dans leurs œuvres légères pour obtenir des effets littéraires ⁽²⁾.

Nous sommes sensibles du premier coup à l'élégance et à l'imprévu de la pointe chez Critias : ἔστ' ἔν ὕδωρ — οὐκ ἀπομαρτυροῦμεν. Mais, dans l'épigramme de Midas, à y regarder de près, l'utilisation du lieu commun est-elle vraiment aussi banale et déplacée qu'il est convenu de l'admettre ?

On peut interpréter la pièce comme évoquant, en ses quatre vers, un aimable tableau : une jeune fille de bronze, couchée sur le tombeau de Midas, sous l'ombrage d'arbres élevés et près d'une eau courante qui arrose de ses pleurs l'emplacement funèbre. Une telle tombe convient exactement au souvenir laissé par le mort. Le nom de Midas, en effet, fait penser aux jardins merveilleux (Μίδεω κήποι) décrits par Hérodote (VIII, 138), et il

(1) SOPHOCLE, *Électre*, 105 : ἔστ' ἔν λεύσσω παμφεγγεῖς ἄστρων ῥιπᾶς. EURIPIDE, *Alceste*, 337 : ἔστ' ἔν αἰὼν οὐμὸς ἀνέγχε.

(2) Le thème en quelque sorte inverse consiste à appliquer l'affirmation, non plus à l'avenir, mais au passé le plus lointain. Au lieu de ἔστ' ἔν, la conjonction sera alors ἔξ οὗ. Tel est le début de l'épigramme tant discutée que les anciens attribuaient à Simonide : Ἐξ οὗ τ' Εὐρώπην Ἀσίας δόξα πόντος ἐνεμειν (BERGK, *P. L. G.*, III, 4^e éd., *Simonide*, n° 142; TH. PRAGER, *Inscriptiones Graecae metricae*, Leipzig, 1891, n° 269). Nous avons au moins deux répliques intéressantes de ce début, et toutes deux sans doute du IV^e siècle avant J.-C. : KAMBEL, *Epigrammata graeca*, nos 768 et 844.

y avait en Phrygie des sources et des fontaines que la tradition appelait du nom de Midas ⁽¹⁾.

La présence d'un tombeau près d'une fontaine n'est pas sans exemple, comme le montre cette épigramme de l'Anthologie palatine ⁽²⁾ :

Ἴξευ ὕπ' ἀνείρουισιν, ἐπεὶ κάμεας, ἐνθάδ', ὁδοῖται.
καὶ πῖν' ἄσπον δῶν πίδακος ἡμετέρας.
Μνάσται δὲ κρήναν καὶ ἀπόπροσθι, ἧ ἔπι Γίλλῳ
Σίμος ἀποφθιμὲνῳ παῖδι παριδρύεται.

« Assieds-toi ici, sous les peupliers, voyageur fatigué; approche et viens boire à notre source. Souviens-toi longtemps de la source sur laquelle Simos est placé à côté de son fils mort Gillos. »

D'après Pausanias ⁽³⁾, il existait en Troade, dans le bois d'Apollon Smintheus, une sépulture de l'antique Sibylle Hérophile, dont il cite l'inscription en distiques. A la gauche du monument se trouvait le bassin d'une fontaine avec les statues des nymphes. C'est encore en Phrygie que se trouvait le tombeau d'Éétion, décrit comme il suit par Andromaque, Z, 449 :

ἦδ' ἐπὶ σῆμ' ἔχρεν· περὶ δὲ πτελέας ἐφύτευσαν
νύμφαι ὀρεστιάδες, κοῦραι Διὸς ἀνιγόμοιο.

L'artiste qui aurait voulu sculpter un monument pour Midas aurait donc trouvé un sujet à la fois conforme à la couleur locale et à la figure traditionnelle du héros dans la légende que lui fournissait l'épithaphe de Platon. Le vers « tant que l'eau

(1) κρήνη Μίδου καλουμένη; XENOPHON, *Anabase*, I, 2, 13; PAUSANIAS, I, 4, 5; cf. πηγὴ Μίδου : PS -PLUTARQUE, *De fluviiis*, 10, 1.

(2) IX, 345. Le texte des deux derniers vers n'est pas sûr; pour les corrections, cf. l'édition de STADTMÜLLER.

(3) PAUSANIAS, X, 42, 6, suit ici Démétrius de Skepsis; l'épithaphe est donc au moins de la première partie du second siècle avant J.-C. Cf. PREGER, *ouvrage cité*, n° 32.

coulera et que les arbres verdiront » ne prend, comme tant d'autres citations, un sens général et banal que lorsqu'on le répète en le détachant de son contexte. Encadré dans celui-ci, on peut l'entendre : « Si la source vient à se tarir, si les arbres cessent de verdier, les passants ne seront plus invités à s'arrêter ; le site n'attirera plus les voyageurs pour que la vierge d'airain leur annonce la mort de Midas. » Jusque dans le badinage (παίγνιον) dont il se moquera, il convient à Platon d'introduire de la grâce et une certaine logique.

Il convenait aussi à ce grand artiste de garder au dialogue, même dans un intermède badin, l'unité de ton et d'inspiration. Est-il possible que le hasard lui ait fourni une pièce si parfaitement en harmonie avec le cadre où il la fait réciter par Socrate : à l'ombre d'un haut platane et d'un agnus castus fleuri, près d'un sanctuaire des nymphes, au bord de l'onde fraîche de l'Ilissus ?

*
* * *

Nous n'avons découvert, avant Platon, nulle trace de l'existence de notre épigramme. Dans le *Phèdre* même, elle jaillit en quelque sorte naturellement au cours de l'entretien et elle apparaît comme une facétie dont le ton et l'intention sont en parfait accord avec l'ensemble du dialogue. C'est donc dans le *Phèdre* qu'on a dû aller la prendre pour l'associer aux destinées de traditions littéraires différentes. Parmi ces traditions, il y a lieu de considérer surtout, d'une part, les recueils d'épigrammes, et, d'autre part, les Vies d'Homère.

Les premiers historiens que nous possédons, Hérodoté et Thucydide, ont déjà utilisé pour leurs recherches les inscriptions lapidaires. Ceux qui plus tard rassemblèrent des inscriptions dans un intérêt plutôt littéraire, les recueillirent soit directement sur la pierre, soit dans des livres où elles étaient déjà citées. On a dû ainsi former des recueils d'épigrammes dès le quatrième siècle et l'un des plus anciens livres de ce genre circulait dès lors comme

étant de Simonide ⁽¹⁾. Une fois introduits dans une tradition littéraire, de tels textes ont une destinée indépendante de leur teneur originale, et il ne vient à l'esprit de personne d'aller les confronter avec le marbre où se trouve encore la pièce authentique ⁽²⁾.

Outre de véritables inscriptions, les recueils ont compris dès l'origine de petites pièces qui n'avaient jamais figuré sur la pierre et que l'on détachait de contextes très divers.

En ce genre, il existe par exemple deux épigrammes funéraires d'Anacréon sous le nom de Simonide ⁽³⁾. M. de Wilamowitz-Moellendorff date ces épitaphes fictives du quatrième siècle. Je ne vois pas de raison qui défendrait de les reporter jusqu'à la fin du cinquième. Elles ont pu naître dans les milieux où nous avons vu Critias célébrer le même poète et où Platon nous montre Socrate lui-même s'amusant au jeu de l'épigramme fictive.

Quoi qu'il en soit, aussi bien pour les textes dont l'original se trouve dans un livre de bibliothèque que pour ceux de provenance lapidaire, les citateurs successifs reproduisent en général

(1) C'est ainsi qu'ARISTOTE, *Rhétorique*, I, 9, p. 1367 B, 20, peut citer comme appartenant à une pièce de Simonide généralement connue un vers de l'inscription funéraire en deux distiques rapportée sans nom d'auteur par THUCYDIDE, VI, 59 (= BERGK. n° 441) Sur le peu de garantie d'authenticité de la plupart des épigrammes dites de Simonide, voir U. VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF, *Sappho und Simonides*, pp. 202 et suiv.

(2) Deux exemples intéressants chez WILAMOWITZ, *livre cité* : pp. 492 et suiv., on a retrouvé récemment à Salamine (*Athenische Mitteilungen*, t. XXII, 1897, p. 52) la pierre même où est gravée l'épithaphe des Corinthiens morts dans la bataille de 480. Elle n'a qu'un distique. Il n'empêche que Plutarque et Dion Chrysostome (Favorin) nous transmettent la pièce munie d'un second distique dont l'avait enrichie la tradition littéraire. Plutarque, qui tire de l'épithaphe un argument historique et dit l'endroit où elle se trouve (*De Herodoti malignitate*, 39), n'a point songé à vérifier sur la pierre même son document. P. 201, dans l'épithaphe des Lacédémoniens aux Thermopyles, les deux derniers mots *ῥήματα περὶ ζόμενοι* ont été de très bonne heure changés en *περὶ ζόμενοι νομίμοις*; personne n'a rétabli le vrai texte d'après la pierre, bien qu'elle existât.

(3) *Anthol. Palat.* VII, 24, 25. BERGK, n° 183, 184. Cf. WILAMOWITZ, *livre cité*, pp. 223 et suiv.

simplement leur source immédiate, sans vérifier son plus ou moins de conformité avec la version primitive ⁽¹⁾.

Ainsi s'explique que, tout en prêtant notre épigramme à Homère, des auteurs ont reproduit, comme nous le verrons, le texte interpolé en vue de l'attribution à Cléobule, alors qu'il leur était si facile de rétablir, d'après le *Phèdre* de Platon, une version mieux appropriée à leur argumentation.

Nous ne pouvons savoir exactement à quelle date un collectionneur détacha du *Phèdre* l'épigramme pour l'insérer dans un recueil et l'y mettre sous le nom d'Homère. En tout cas, Dion Chrysostome, ou plutôt l'auteur anonyme du *Korinthiakos* (Favorin) puise sa citation directement dans le *Phèdre* ⁽²⁾. Des deux côtés, l'auteur est présenté comme anonyme et la pièce est introduite en termes semblables : τὸ ἐπιγράμμα... ὃ φασιν ἐπὶ τῷ Μῖδα στήματι γειροφθεῖν. Au second vers, les manuscrits donnent ἔστ' ἔν ὄρωρ τε βέη, mais la correction de βέη en νόη, admise par M. von Arnim, s'impose à cause de ἔτι μὲν νάει τε καὶ βάλλει qui suit dans le commentaire de la pièce. Dès lors, la seule variante, ἔστ' ἔν au lieu de ὄρωρ' ἔν, perd toute importance, un scribe ou peut-être déjà Favorin lui-même ne s'étant pas mis en garde contre une altération presque fatale de ce vers souvent cité isolément et devenu ainsi proverbial.

En effet, dans le *Korinthiakos*, la pièce tout entière est déjà interprétée comme un exemple de la vanité des promesses de durée éternelle : « Les eaux et arbres coulent et verdissent encore, mais avec le temps eux aussi disparaîtront comme Midas, comme la vierge. »

C'est surtout le second vers de l'épithaphe que l'on a souvent cité à part, en lui donnant une valeur proverbiale qu'il n'avait pas nécessairement dans le contexte. Pris ainsi seul, il sert à

(1) J'ai montré ailleurs que telle est également la règle pour les documents reproduits par les écrivains de l'époque byzantine, *Theoloret Kirchengeschichte. Einleitung*, p. LVI et suiv.

(2) Edition DE ARNIM, t. II, p. 26

caractériser une durée qui n'aura pas de fin. Il n'est pas étonnant qu'une fois entré dans la circulation banale, le premier hémistiche présente presque toujours, au lieu des termes homériques ὅς· ἄν ὕδωρ τε νᾶη, l'expression plus commune ἔστ· ἄν ὕδωρ τε ῥέη. C'est le cas, par exemple, chez Longin, *De sublim.*, 36, 2, et chez Sextus Empiricus, *Adv. mathem.*, VIII, 184; toutefois, dans une seconde citation du même vers, *Pyrrhon. hypot.*, II, 37, le texte de Sextus donne ἔστ· ἄν ὕδωρ τε νᾶη; de même, Thomas Magister. *Laudatio Gregorii*, ch. 84, P. G. Migne, t. 145, col. 297 C.

Seul, Libanius, l'érudit professeur d'Antioche dont l'impérial disciple emportait dans ses voyages les dialogues de Platon, cite (ὅς· ἄν...), comme il fallait s'y attendre, le vers exactement d'après l'original de Platon (1).

En fait de réminiscences ou d'imitations de notre épigramme, j'ai noté dans l'Anthologie palatine, VII, 385 (épitaphe de Pro-tésilas attribuée à Philippe; cf. *ibid.*, VII, 141), vers 3 : καὶ περὶ σολῆς τρύβους ὅσα δένδρεα μακρὰ τέτληλε; *ibid.* VII, 476 (attribuée à Méléagre), vers 3 : πολλὰ κλάυτω δ' ἐπὶ τρύβω. Cf. une épitaphe trouvée à Phanagoria, au plus tard du deuxième siècle après J.-C., dans Kaibel, *Epigr. graeca*, n° 539, vers 3 : πολλὰ κλάυπτω ἐπὶ τρύβω.

Naturellement on trouverait des variations sur le même thème dans les poètes latins (2).

Dans le manuscrit de l'Anthologie palatine (VII, 153), la variante ἔστ· ἄν a naturellement éliminé la leçon ὅς· ἄν, mais νᾶη s'est maintenu et de même le reste du texte est conforme à

(1) LIBANIUS, *Or.* XVII, 34 (Μονορῆα ἐπὶ Ἰουλιανῷ); cf. JULIEN, *Epist.* 1*, *Rheinisches Museum*, t. XLII, 1887, p. 21, 4 et suiv.

(2) Par exemple, TIBULLE, l. 4, 66 : Dum robora tellus, | dum caelum stellae, dum velut annis aquas. OVIDE, *Ibis*, 137-138 : Robora dum montes, dum mollia pabula campi, | dum Tiberis liquidas Tuscus habebit aquas. VIRGILE, *Énéide*, 697 et suiv. : In freta dum fluvii current, dum montibus umbrae | lustrabunt convexa, polus dum sidera pascet, | semper honos nomenque tuum laudesque manebunt.

Platon. L'épigramme est attribuée à Homère, mais le lemmatiste du *Palatinus* a ajouté : οἱ δὲ Κλεοβούλου τοῦ Λυγδοῦ. Cette note est évidemment suggérée par Diogène ou par quelque source analogue. Le lemmatiste ne s'est d'ailleurs point aperçu de ce qu'on ne pouvait raisonnablement introduire la mention de Cléobule sans ajouter à l'épigramme les deux vers propres à la version de Diogène.

* * *

Inversement, mais d'une façon également illogique et surprenante, les deux Vies d'Homère qui nous transmettent l'épigramme la présentent munie des deux vers destinés précisément chez Diogène à corroborer l'attribution à Cléobule.

A part quelques variantes insignifiantes ⁽¹⁾, le texte de la Vie dite d'Hérodote est identique à celui de Diogène cité plus haut, p. 347.

Au contraire, le *Certamen Homeri et Hesiodi* ⁽²⁾ offre un texte assez altéré :

Χαλκῇ παρθένης εἰμί, Μίδου δ' ἐπὶ σίματος ἦμαι.
 ἔστι δ' ὃν ὄρωρ τε νάη καὶ δένδρεα μακρὰ τεύχε' ἔχῃ
 καὶ ποταμοὶ πλῆθυσσι, περικλύζῃ δὲ ἑλκυσσα,
 ἡέλιος δ' ἀνῶν φαίνῃ λαμπρὰ τε τελέχῃ.
 αὐτὸς τῆδε γένουσα πολυκλύτῳ ἐπὶ τύμβῳ
 σιγανέω παριούσι Μίδης ὅτι τῆδε τέθικται.

Les différences avec le texte de Diogène-Vie d'Hérodote se décèlent aisément comme des changements arbitraires. Les vers

(1) *Vita Herodotea*, ch. 41, dans *Homeri opera*, t. V, éd. ALLEN. Aux vers 1 et 6 Μίδεω et Μίδης; au vers 2 ῥέη pour νάη.

(2) Texte établi par ALLEN, *ibid.*, p. 235, ligne 263.

trois et quatre sont une tentative d'améliorer les deux vers médiocres du premier interpolateur :

ἡλιός τ' ἀνὼν λάμπη λαμπρά τε σελήνη,
καὶ ποταμοὶ γὰρ ῥέουσιν, ἀνακλῶντες δὲ ῥέλασσαν.

On a fait disparaître la répétition *λάμπη λαμπρά*. En empruntant *πλήθουσι* à Homère, on veut sans doute éviter la répétition de l'idée de *νῆς*, mais du même coup on sacrifie l'homogénéité des images, car les fleuves ne coulent à pleins bords qu'en cas exceptionnels ⁽¹⁾, et l'on sort ainsi de l'ordre des phénomènes d'une régularité constante. Il n'est pas besoin de montrer que ἐπὶ στήματος ἴματι, περικλῶντες, στήματιω n'améliorent aucunement le texte qu'ils changent arbitrairement.

Il paraît inadmissible que l'auteur, sans doute très ancien, qui a utilisé le premier l'épigramme de Midas pour illustrer la légende d'Homère, ait adopté la forme créée précisément en vue de l'attribuer à Cléobule.

Les deux vers interpolés auront plus tard été empruntés à une autre source et notés à titre de comparaison; ils se seront finalement introduits dans le texte par un accident de la tradition. Chose curieuse, d'après l'édition critique de M. Allen, à la suite des mots : ποιεῖ καὶ τὸ ἐπιγράμμα τόδε, τὸ ἔτι καὶ νῦν ἐπὶ τῆς στήλης τοῦ μνήματος τοῦ Ἡρόδοτου ἐπιγέγραπται, destinés à introduire les six vers de l'épigramme, non moins de huit manuscrits de la *Vita Herodotea* ajoutent les mots *στίχοι τέσσαρες*, et je suis porté à penser que cette indication se rapporte à un état du texte plus ancien et plus pur que celui de tous nos manuscrits. D'autre part, Jean Philoponus (commencement du sixième siècle), citant, comme il le dit expressément, l'épigramme d'après la Vie d'Hérodote, ne lui donne que cinq vers et n'y introduit que le premier des deux vers interpolés : ἡλιός τ' ἀνὼν

(1) Cf. E 87, A 492, II 389, Φ 218, τ 207.

κτλ. L'omission comporterait plusieurs explications; l'une d'elles pourrait être que l'exemplaire de la Vie d'Homère consulté par Philoponus ou par son devancier n'avait pas encore intercalé dans le texte le second des vers en question.

*
* *

Τὸ σχῆμα κύκλος, « c'est la figure cycle », telle est l'indication qui accompagne notre épigramme dans l'Anthologie palatine. A ce propos, les éditeurs renvoient au passage de Philoponus dont nous venons de parler. Ce passage appartient au commentaire des *Analytica posteriora* d'Aristote, et il se réfère à l'expression « Ἄρα πᾶς κύκλος σχῆμα; » qu'il s'agissait d'expliquer⁽¹⁾. Il importe d'examiner d'abord en elle-même la pensée d'Aristote afin de déterminer si c'est à bon droit que Philoponus a fait intervenir dans son commentaire l'épigramme de Platon.

A propos des paralogismes qui, dans les discussions dialectiques, résultent de ce qu'un terme est pris successivement dans deux sens différents, Aristote fait remarquer que la terminologie précise des sciences exactes garantit beaucoup mieux leurs raisonnements contre ce genre d'ambiguïté. Il conclut en suggérant comme exemple la notion géométrique du cercle : Ταῦτα δ' (de telles notions) ἐστὶν οἷον ὁρᾶν τῇ νοήσει, ἐν ᾗ τοῖς λόγοις λαμβάνει. Ἄρα πᾶς κύκλος σχῆμα; ἃν δὲ γράψῃ, ὁτὶ λον. Τί δέ; τὰ ἐπι κύκλος; φανερόν ἐστι οὐκ ἔστιν.

En d'autres mots, supposons le raisonnement fallacieux : Tout κύκλος (cercle) est une figure; or, τὰ ἐπι (une certaine poésie) est un κύκλος; donc cette poésie (τὰ ἐπι) est une figure. Il suffira au géomètre de se représenter un cercle par la pensée ou de le tracer au tableau, pour faire apparaître le paralogisme.

Quelle est cette poésie (τὰ ἐπι) qu'Aristote appelle cercle

(1) *Ioannis Philoponi in Arist. Analytica posteriora commentaria*, ed. M. WALLIES, Berlin, 1903, pp. 136-137; ARISTOTE. *Anal. post.*, I, 12, p. 77 B, 32.

(κῶκλος) en un sens différent de l'acception géométrique du terme (τεχνημα)? Nous verrons plus loin, chez Philoponus, l'embarras des commentateurs anciens devant cette question et les différentes réponses qu'ils ont proposées. Elle peut se résoudre cependant avec une pleine certitude, car Aristote lui-même, à un autre endroit de l'*Organon*, ne laisse aucun doute sur le genre de poèmes dont il est question dans notre raisonnement.

Dans un chapitre du traité des *Réfutations sophistiques*, Aristote distingue trois espèces d'argumentations fallacieuses; l'exemple qui sert à caractériser chacune d'elles est assurément courant et en quelque sorte devenu typique, car il paraît suffisamment indiqué par les quelques mots qui rappellent le sophisme de la conclusion ⁽¹⁾.

Le premier genre de sophisme a pour modèle : ἔστι τεχνῶντα λέγειν; l'ambiguïté s'obtient en rapportant tour à tour τεχνῶντα à celui qui parle et aux choses dont on parle. Le second genre, fondé sur une subtilité analogue, est caractérisé par la formule : ἂν μὴ ἔχῃ τις, δοῦναι ⁽²⁾. Enfin, dans le troisième cas, le seul qui nous intéresse ici, Aristote utilise de nouveau, à titre d'exemple typique, exactement le jeu sur le mot κῶκλος qui a déjà figuré comme tel dans les *Analytiques* : ὁ δὲ, ὅτι ἐν Ὀμήρου ποίησις τεχνημα διὰ τοῦ κῶκλου, « le sophisme prouvant que la poésie d'Homère est une figure par le moyen du mot κῶκλος ».

Du rapprochement de nos deux textes d'Aristote, il est permis de tirer ces conclusions : 1° Dans le passage des *Analytiques*, τὰ ἐπη, désignent les épopées, ainsi qu'il fallait s'y attendre d'après l'acception ordinaire de ces termes chez Aristote ⁽³⁾. — 2° L'expression « la poésie d'Homère », pouvant se substituer

⁽¹⁾ *De sophist. elenchis*, X, 6, p. 471 A, 40.

⁽²⁾ Le premier exemple revient encore *De sophist. elenchis*, IV, 4, p. 162 A, 12; le second. *ibid.*, XXII, 4, p. 178 A, 37.

⁽³⁾ Cf. *Rhétorique*, III, 14, 5, p. 1415 A, 40 : τῶν ἐπῶν τὰ προσήματα; *Poétique*, 4, p. 1449 A, 5; *Hist. anim.*, III, 3, p. 513 B, 27.

au terme général « les épopées » (τὰ ἔπη), est ici entendue dans le sens large et ne s'applique pas seulement à l'Iliade et à l'Odyssée. — 3° L'emploi du mot *κύκλος*, pour désigner la poésie épique, est dès lors consacré et courant, car l'allusion des *Analytiques* a dû être comprise immédiatement des lecteurs, et le sophisme fondé sur l'image du cercle était déjà devenu un exemple typique chez les dialecticiens.

En vain Welcker, s'obstinant dans son idée malheureuse d'attribuer la création du cycle épique à Zénodote, s'est-il efforcé d'écarter le témoignage formel d'Aristote par des artifices d'interprétation.

Selon lui, chez Aristote, « il s'agit d'une liaison interne, non externe ». — « Les épopées sont un cycle (entendez : chaque épopée est un cycle), parce qu'elles ont pour centre une action dont tout dépend, autour de laquelle tout se meut, qui assigne à chaque partie sa place immuable; parce qu'elles ont un commencement absolu, un milieu et une fin, laquelle résulte nécessairement du commencement et qui, n'ayant rien après elle, revient en quelque sorte en celui-ci ⁽¹⁾. »

En réalité, ni dans la *Poétique* (ch. 7, 8, 23), ni ailleurs, Aristote ne se sert du terme *κύκλος* pour caractériser l'unité organique de l'œuvre littéraire. L'eût-il même employé en ce sens, il est bien sûr qu'il n'aurait jamais voulu l'appliquer à l'épopée en général, car précisément dans la *Poétique* (ch. 8, 23), il nie que les épopées autres que l'Iliade et l'Odyssée possèdent une véritable unité organique. Mais j'ose penser que l'image du cycle, en elle-même, lui eût paru peu propre à représenter sa conception esthétique. Avant tout, l'œuvre littéraire doit avoir un commencement, un milieu et une fin, et les poètes ne doivent ni commencer ni finir au hasard leurs récits (*Poétique*, ch. 7). Or, Aristote savait bien qu'Héraclite avait dit que,

⁽¹⁾ WELCKER, *Der epische Cyclus* (Supplementband du *Rheinisches Museum*, 1835), pp. 45 et 43.

dans le cercle, le commencement et la fin se confondent, en d'autres termes, qu'ils sont arbitraires : ζυγόν γὰρ ἀρχή καὶ πέρας ἐπὶ κύκλου περιφερείας ⁽¹⁾.

Il n'y a donc pas lieu de tirer argument, ainsi qu'on le fait généralement, de l'absence du terme technique κύκλος dans la *Poétique*. Celle-ci n'étudie que les qualités internes de chaque œuvre poétique, les conditions logiques de son unité et de sa beauté ; Aristote n'avait point à employer un terme désignant une liaison purement extérieure, établie entre certains poèmes d'origine différente afin de mettre un ordre pratique dans leur lecture ou dans leur récitation.

Non moins discuté est un troisième passage d'Aristote où le mot κύκλος intervient à nouveau à propos de littérature. Dans la *Rhétorique*, III, 16, 7, Aristote écrit : Ἔτι πεπραγμένα δεῖ λέγειν ὅσα μὴ πραττόμενα ἤ, οἷκτον ἢ, δαίνωσιν φέρει. Παράδειγμα ὁ Ἀλκίνοῦ ἀπόλογος, ὅτι πρὸς τὴν Πηνελόπειν ἐν ἐξήκοντα ἔπεσι πεποιήται, καὶ ὡς Φάυλλος τὸν κύκλον, καὶ ὁ ἐν τῷ Οἰνεῖ πρόλογος.

« Il faut exposer simplement comme accomplis les événements qui, mis en action, ne provoquent point la pitié ou l'indignation. Exemple, le récit d'Alcinoüs, parce qu'il est mis en soixante vers pour Pénélope, et la façon dont Phayllos (a traité) le cycle, et le prologue de l'Oineus. »

Il n'y a pas lieu de s'arrêter ici à certaines difficultés de la première phrase. Il suffit de voir clairement qu'il s'agit d'une narration rapide où les faits du passé sont exposés pour eux-mêmes, et non en vue de produire une émotion.

Ainsi, dans l'Odyssée (ψ, 264-284, 310-343), Ulysse condense pour Pénélope en un résumé de cinquante-cinq vers (et non de soixante !) le récit de ses voyages qui, devant les Phéaciens, s'est continué pendant quatre chants entiers,

(1) HERACLITE, *Fr.* 103 Diels; cf. DIELS, *Parmenides Lehrgedicht*, *Fr.* 3, 1 note; PROCLUS, *In Platonis Timaeum*, t. II, p. 245, 12 Diehl : ἐν γὰρ κύκλῳ τὸ αὐτὸ πέρας ἐστὶ καὶ ἀρχή.

ι-μ. Dans le prologue de l'*Oïneus* d'Euripide, Diomède, de retour à Kalydon, rappelait la guerre de Thèbes et les destinées de son père Tydée et de son aïeul Oïneus.

C'est un résumé du même genre qu'un Phayllos, tout à fait inconnu pour nous ⁽¹⁾, avait fait pour le cycle, et par ce terme, ici de même que dans les deux passages étudiés plus haut, Aristote n'a pu désigner autre chose que le cycle épique.

En voulant réfuter l'argument fourni par ce texte, Welcker s'est mépris dès l'abord et a mal posé la question. Il intitule son paragraphe (p. 45) : *Kyklos des Phayllos, mythologisch*, et il raisonne ensuite comme s'il était bien entendu qu'il a existé un Kyklos de ce Phayllos inconnu; il suppose même que l'ouvrage avait un sous-titre : κύκλος ἡ περὶ μύθων, *mit der näheren Bestimmung durch ein Adjectiv*.

La réalité est qu'Aristote ne dit aucunement que Phayllos avait intitulé son œuvre elle-même Κύκλος. Avec καὶ ὡς Φαῦλλος τὸν κύκλον, il faut tirer un verbe (par exemple ἐποίησε) de πεποίηται qui précède : Phayllos a traité le cycle, comme les soixante vers de l'Odyssée ont traité les chants IX-XII du même poème, comme le prologue de l'*Oïneus* a traité la légende thébaine. Il a donc fait un résumé du cycle existant avant lui, et d'après l'analogie des deux autres exemples et la tendance générale de l'enseignement d'Aristote dans notre passage, il est même probable que ce résumé n'était pas un livre à part, mais qu'il faisait corps, soit comme introduction, soit autrement, avec une œuvre dont l'objet principal était différent ⁽²⁾.

(1) Si, dans ses trois exemples, Aristote a suivi l'ordre chronologique, l'œuvre de Phayllos devrait être placée assez haut dans le cinquième siècle. En effet, l'*Oïneus* d'Euripide est antérieur à 426 5; cf. ARISTOPHANE, *Acharniens*, 418.

(2) Un des catalogues des œuvres d'Aristote (ARIST., *Fragmenta*, ed. Rose, p. 15, n° 115), cite un κύκλον περὶ ποιητῶν γ. Y a-t-il là une confusion avec le dialogue περὶ ποιητῶν γ, également en trois livres? Ou bien Aristote, auteur d'un περὶ τραγῳδῶν α (ibid., p. 8, n° 136), avait-il également traité du cycle? La question est insoluble.

. . .

Si, depuis Welcker, les recherches sur le cycle n'avaient point été presque toujours conduites avec une sorte de parti pris d'en attribuer la création à des grammairiens de l'époque hellénistique, on n'aurait point fermé les yeux à divers autres indices qui corroborent le témoignage d'Aristote.

Un contemporain de celui-ci, Aristoxène, dans ses *Praxidamantia*, rapportait déjà d'après d'autres une variante du début de l'Iliade ⁽¹⁾, qui nous fournit sans doute un exemple ancien d'une soudure destinée à rattacher ce poème aux chants Cypriens :

Ἔσπετε νῦν μοι, Μοῦσαι, Ὀλύμπια δώματ' ἔχουσαι,
ὅππως δὴ μήνις τε χόλος ἔ' ἔλε Πηλεΐωνα
Ἀχιλλεύς τ' ἀγλαὸν υἱόν · ὃ γὰρ βασιλῆι γόλω βεῖς

Pareillement le scoliaste T (Ω, 804) nous a conservé la variante qui reliait l'Iliade à l'*Aithiopis* et achevait ainsi de l'incorporer par ses deux extrémités dans le cycle :

ὥς δ' ἡ γ' ἀμφέπειν τέχον Ἐκτορος · ἦλθε δ' Ἀμαζών,
Ἄρεος θυγάτηρ μεγαλήτορος ἀνδροσφόνοιο.

Nous savons par les scolies qu'il existait semblablement une édition cyclique de l'Odyssée. Même si l'on ne possédait pas le témoignage d'Aristoxène, il serait invraisemblable d'attribuer une date tardive à la composition de tels raccords entre les textes mêmes des anciens poèmes. Dès l'époque hellénistique, en effet, les épopées autres que l'Iliade et l'Odyssée, n'ayant pas une forme suffisamment belle et originale pour imposer le respect, n'intéressent plus guère que par les événements, et c'est dans

⁽¹⁾ OSANN, *Anecd. Roman.*, p. 5, cité dans *The Iliad*, ed. W. LEAF, chart I, v. 1.

les résumés en prose que la curiosité du public pour les vieux récits du cycle trouve à se satisfaire.

Les découvertes de papyrus littéraires nous fournissent ici une indication qui me paraît très significative. C'est en masse que l'Égypte nous a rendu des débris de volumes datant souvent du troisième siècle avant J.-C. et ayant renfermé soit l'Iliade, soit l'Odyssée. Par contre, on n'a pas retrouvé la moindre parcelle d'un rouleau ou d'un codex où aurait été copiée une autre épopée du cycle.

Mais il y eut d'abord un état de civilisation où la matière épique n'avait point d'autre expression que la forme de l'épopée, et il faut reporter jusqu'à la fin de cette période l'organisation chronologique des récits; elle répond, en effet, à un besoin naturel de l'esprit humain, et c'est même pour établir la continuité des événements, cette *ἀκολουθία πραγμάτων* dont nous parlerons plus loin, que plusieurs des poèmes dits cycliques ont dès l'origine été rédigés.

Le fameux règlement de Solon, prescrivant aux rhapsodes de réciter les poèmes d'Homère dans un ordre continu ⁽¹⁾, n'a point pu s'appliquer uniquement à l'Iliade et à l'Odyssée, car au sixième siècle elles étaient loin d'être seules à représenter les œuvres considérées comme vraiment homériques. Les récitations devaient comprendre aussi d'autres poèmes, par exemple la Thébàïde et les chants Cypriens dont les sujets sont, au sixième et au cinquième siècle, aimés et connus du public ⁽²⁾.

Sans doute, même en des occasions solennelles comme les Panathénées, on ne fit jamais de publication orale complète des nombreux poèmes qui, depuis la Titanomachie jusqu'à la Télégonie, constituent le cycle mentionné par Proclus.

Mais, avant d'absorber à peu près toute la littérature épique

⁽¹⁾ DIOGENE LAERCE. I, 57 : οἷον ὅπου ὁ πρῶτος ἔληξεν, ἐκείθεν ἀρχεσθαι τὸν γόμενον.

⁽²⁾ Cf. U. VON WILAMOWITZ MOELLENDORFF, *Homericische Untersuchungen*, p. 363.

et d'acquérir une perfection qui décèle un travail de compilation pédante, le cycle a pu désigner une succession de poèmes destinés à faire parcourir, d'une façon suffisamment continue, à peu près toute la période épique. C'est en vue des grandes récitations publiques que cette continuité a dû être créée, et peut-être le nom qui la symbolise n'est-il si obscur pour nous qu'en raison de son antiquité.

En tout cas, la continuité épique, qui constitue le cycle, existait à l'époque des tragiques, et l'on doit croire qu'avec la chose, le nom existait également.

Sophocle aimait à porter fidèlement sur la scène les récits épiques et il avait emprunté au cycle des drames entiers en respectant la version traditionnelle : "Ε/αιρε δὲ Σοφοκλῆς τῷ ἐπικῷ κύκλῳ, ὥς καὶ ὅλα δράματα ποιῆται κατακολουθεῖν τῇ ἐν τούτῳ μυθοποιῇ (Athénée, VII, 277 E). Cette remarque ne peut être d'Athénée lui-même; elle remonte, en dernière analyse, à une époque qui confrontait encore les pièces de Sophocle avec le texte des épopées anciennes. Elle a dû être transmise à Athénée accompagnée de l'expression même ἐπικός κύκλος dont il ne fait emploi, à ma connaissance, nulle part ailleurs dans son ouvrage ⁽¹⁾. Or, nous savons que plusieurs des remarques d'Athénée sur Sophocle se laissent ramener à une source qui avait recueilli des éléments très anciens, par exemple le fragment d'Ion de Chios, XIII, 603 E. La notion de cycle épique, parvenue à nous dans un contexte relatif à la critique de Sophocle, appartient donc à une tradition différente de celle de Proclus et des grammairiens tardifs, et elle nous ramène sans doute à un auteur péripatéticien qui, comme Aristote lui-même, l'avait trouvée constituée de son temps.

Aristote tient déjà en médiocre estime les épopées autres que l'Illiade et l'Odyssée, et seules, ces deux grandes œuvres par-

(1) Les mentions de Denys le cyclographe (XI, 477 D, 481 E) ne doivent pas intervenir ici.

vinrent à maintenir leur vogue à côté des nouvelles formes littéraires qui leur faisaient concurrence dans les plaisirs du public. Aux narrations versifiées des vieux poèmes, on substitua des résumés en prose. Par une évolution qui s'est reproduite dans la littérature française, la forme épique aboutit finalement au roman. Déjà un contemporain de Socrate, Hérodore d'Héraclée, avait combiné à cette fin les poèmes relatifs à Héraclès. Lorsqu'un disciple d'Isocrate, Asklépiadès de Tragilos, dispose dans ses Τραχυπόδόμενα les sujets des tragédies en une sorte de cycle ou de récit continu, il ne fait qu'appliquer à une matière plus difficile un système dont l'exemple lui avait été donné pour les épopées. Ce genre de littérature, en se développant et en se conformant d'époque en époque à la curiosité du public, produisit des œuvres comme celle de Denys le cyclographe (III^e siècle avant J.-C.?), comme celle de Denys Skytobrachion, et enfin comme la *Bibliothèque* d'Apollodore.

Pour ce qui est des épopées elles-mêmes, l'image de cercle ne convient plus au classement littéraire établi entre elles à l'époque hellénistique : d'une part, les deux chefs-d'œuvre d'Homère; d'autre part, les productions réputées inférieures auxquelles on réserve désormais l'épithète générale de cycliques ⁽¹⁾. C'est en vain que des grammairiens anciens ont essayé de concilier avec cette évolution de la langue l'image traditionnelle de cycle. « Les poètes cycliques », disent-ils, « sont ceux qui ont raconté autour de l'Iliade les événements antérieurs ou postérieurs » ⁽²⁾. Cette définition a beau faire

(1) Dans les scolies de l'Iliade, κοκλῆζός a d'ordinaire le sens de banal, conventionnel, et il s'applique aux lieux communs et aux clichés de la langue épique. De là, le sens péjoratif, plus général encore, que présente le terme, par exemple dans l'épigramme bien connue de CALLIMAQUE (*Anthologie*, XII, 43) : ἐγὼ παύω τὸ ποιεῖν τὸ κοκλῆζόν, κτλ. Cf. HORACE, *Ep. ad Pis.*, 136.

(2) *Schol. ad Clem. Alex. Protreptic.*, II, 30, p. 305, 35, Stählin : κοκλῆζοι δὲ καλοῦνται ποιηταὶ οἱ τὰ κύκλω τῆς Ἰλιάδος ἢ τὰ πρῶτα ἢ τὰ μεταγενέστερα [ἐξ] αὐτῶν τῶν Ὀμηρικῶν συγγράμματα.

rentrer encore l'Odyssée elle-même dans le cycle. Si l'on dispose dans l'ordre chronologique les épopées circulairement autour de l'Iliade comme centre, la place de celle-ci reste vide et il n'y a point de continuité, ni par conséquent de cercle.

Il est clair que telle n'a pu être la signification originelle de κύκλος. Au temps où il fut créé, le terme a dû apparaître comme l'expression la plus juste d'une réalité présente. Mais, pas plus que pour le dithyrambe ou la tragédie, la tradition, en conservant le mot, ne nous a transmis le détail des circonstances qui nous l'expliqueraient en le montrant adapté tout naturellement à l'esprit de l'époque.

Les circonstances historiques qui, sans doute dès le temps des grandes récitations, ont fait appeler cycle une certaine succession des épopées, nous échappent. Mais des raisons logiques ont dû contribuer dès l'origine au choix de l'image, et elles sont analogues à celles qui la justifient encore pour le cycle, d'élaboration savante et sans doute en partie tardive, dont la *Chrestomathie* de Proclus nous fait connaître la composition ⁽¹⁾ :

Διαλαμβάνει (Proclus) δὲ καὶ περὶ τοῦ λεγομένου ἐπικοῦ κύκλου, ὃς ἄρχεται μὲν ἐκ τῆς Οὐρανοῦ καὶ Γῆς μυθολογουμένης μίξεως..., διαπορεύεται δὲ τὰ τε ἄλλως περὶ θεῶν τοῖς Ἑλλήσι μυθολογούμενα καὶ εἰ πού τι καὶ πρὸς ἱστορίαν ἐξαληθίζεται. Καὶ περατοῦται ὁ ἐπικός κύκλος ἐκ διαφόρων ποιητῶν συμπληρούμενος μέχρι τῆς ἀποβάσεως Ὀδυσσεύος τῆς εἰς Ἰθάκην, ἐν ᾗ καὶ ὑπὸ τοῦ παιδὸς Τηλεγόνου ἀγνοοῦντος κτείνεται. Λέγει δὲ ὡς τοῦ ἐπικοῦ κύκλου τὰ ποιήματα διατρίβεται καὶ σπουδάζεται τοῖς πολλοῖς οὐχ οὕτω διὰ τὴν ἀρετὴν ὡς διὰ τὴν ἀκούουσίαν τῶν ἐν αὐτῷ περιγμάτων.

Par conséquent, comme le dit M. de Wilamowitz-Moellendorf ⁽²⁾, le cercle épique, « c'est la suite ininterrompue des événements depuis l'origine du monde jusqu'à la mort d'Ulysse,

(1) Dans la *Bibliothèque* de PHOTIUS, cod. 239. f. 319 A, 21.

(2) *Homerische Untersuchungen*, p. 358.

la légende divine et la légende héroïque des Hellènes. Le mérite du cercle épique est sa continuité; c'est justement pour cela qu'il est un cercle. »

Mais, pour exprimer cette continuité, l'image de « chaîne » ne pourrait-elle pas sembler à notre logique préférable à celle de « cercle »? Non, je pense, car il fallait indiquer, non seulement l'idée de continuité, mais encore celle de parfait achèvement. Avec une chaîne, l'esprit peut imaginer l'addition de nouveaux chaînons à l'un et à l'autre bout. Mais dans la matière épique, il n'y a rien avant le commencement, l'union d'Ouranos et de Gê; il n'y a plus rien après la mort d'Ulysse. Arrivés à ce terme, ceux devant qui se succédaient les récits, se trouvaient forcément reportés au début : c'est là ce que l'image d'un cercle, parfait et fermé, devait symboliser.

Ici, je me souviens de ces anneaux sans chaton que les Grecs appelaient « anneaux infinis » (ἄκτύλιοι ἄπειροι). Bien que fondée sur une certaine analogie, la désignation, remarque Aristote, est néanmoins impropre ⁽¹⁾. Le cercle n'est pas l'infini, car le caractère de l'infini est que, si grande quantité que l'on prenne, on peut toujours ajouter encore du dehors quelque chose de différent. Or dans le cercle, seule la partie qui suit immédiatement est différente. Si l'on prend toute l'étendue du cercle, il n'y a plus rien à ajouter du dehors; le point qui fut son commencement, ἀρχή, marque aussi un terme, πέρας, à partir duquel il n'y a plus qu'à recommencer sans cesse le chemin une fois parcouru ⁽²⁾. Ainsi, au point de vue logique, la métaphore du κύκλος en littérature dérive d'une conception analogue à celle qui a fait conférer au même mot une acception technique dans le domaine astronomique et cosmologique. Pour plusieurs de ses

⁽¹⁾ *Physic.*, III, 6, p. 207 A, 2.

⁽²⁾ On trouve déjà chez Xénophane l'opposition des deux idées κυκλίσσται et εἰς ἄπειρον προίεναι; DIELS, *Doxogr. Graeci*, p. 355, 13 : ὁ δ' αὐτὸς τὸν ἥλιον εἰς ἄπειρον μὲν προίεναι, δοκεῖν δὲ κυκλίσσται διὰ τὴν ἀπόστασιν.

sens et de ses emplois, *κύκλος* voisine avec *περίοδος*, et l'histoire des deux mots devrait être étudiée simultanément.

* * *

Il fallait bien insister un peu longuement sur la véritable portée des textes d'Aristote, car, depuis Welcker, la critique a presque toujours refusé de les accepter comme des témoignages en faveur du cycle. En 1883, le savant Monro allait même jusqu'à prétendre qu'« il n'existe nulle trace de cycle épique ou d'une compilation poétique similaire ⁽¹⁾ ». Dans la cinquième édition de l'Histoire de la littérature grecque de Christ-Schmid (1908, p. 86), c'est à peine si l'on croit pouvoir faire remonter le sens technique du terme *κύκλος* jusqu'à la fin du quatrième siècle.

Cependant, dès 1893, dans une note trop brève du second volume de sa *Geschichte des Altertums* (p. 408), M. Édouard Meyer, avec son indépendance coutumière de jugement, avait, semble-t-il, considéré comme négligeables les arguties qu'on accumulait depuis Welcker autour des passages d'Aristote; il affirmait que ceux-ci prouvaient l'existence du terme « cycle » comme désignation des épopées au quatrième siècle, et que la création du cycle épique était beaucoup plus ancienne. Un an plus tard, en 1894, M. de Wilamowitz-Moellendorff publiait sur le cycle épique une étude qui, à beaucoup d'égards, renouvelait la question; malheureusement, il n'y parle point des textes d'Aristote, et il n'a pas songé, semble-t-il, à les soumettre à un nouvel examen; il suppose que le sens technique du mot *κύκλος* a été créé par un inconnu qui a vécu après Aristote et avant Callimaque ⁽²⁾.

(1) MONRO, *On the fragment of Proclus' abstract of the epic cycle*, dans *The Journal of hellenic studies*, IV, pp. 303-334.

(2) *Homerische Untersuchungen*, p. 359.

En cette même année 1894, M. Otto Immisch consacrait un article spécial à la réfutation de l'opinion de M. Édouard Meyer, et il essayait d'étayer la thèse de Welcker par de nouveaux arguments ⁽¹⁾. L'étude de M. Immisch donne un commentaire intéressant et instructif de quelques données singulières rassemblées pêle-mêle par Philoponus autour du passage des *Analytiques* d'Aristote. Mais, comme on va le voir, il est impossible d'admettre son idée d'expliquer l'expression τὰ ἔπει κῶκλος à l'aide de la notion d'une ἐγκῶκλιος ποίησις empruntée à Philoponus ou à sa source supposée.

* * *

Au sujet du τὰ ἔπει κῶκλος d'Aristote, le long commentaire de Jean Philoponus comprend deux sections principales. La première fait intervenir dans l'interprétation l'épigramme de Midas; la seconde est celle qui a suggéré à M. Immisch l'idée d'attribuer à κῶκλος le sens de « poésie en général », ἐγκῶκλιος ποίησις.

Cette seconde section contamine en réalité deux explications différentes que nous allons essayer de démêler; nous les distinguerons en les imprimant en deux caractères différents. Du passage de Philoponus, il faut rapprocher une tradition parallèle que nous transmet le scoliaste de Grégoire de Nazianze ⁽²⁾.

(1) *Kyklos bei Aristoteles*, dans *Griechische Studien Hermann Lipsius dargebracht*. Leipzig, Teubner, pp. 108-119.

(2) *Orat. 43. In laudem Basili Magni*, à propos des mots ἐγκῶκλιος ποιήσεις, t. I, p. 779 B, éd. des Bénédictins. La scolie a été éditée par GAISFORD, dans *SUIDAS*, s. v. ἐγκῶκλιον, et dans MIGNÉ, *P. G.*, XXXVI, 914 C. Le rapprochement des deux passages est de M. Immisch, *art. cit.*, p. 113. Le texte de Jahn dans MIGNÉ présente quelques variantes qu'il nous a paru superflu de noter.

Scol. Gregoire :

Ἐγκύκλιον παιδεύσιν φασὶ καὶ τὴν καθεόλου, οἷον γραμματικὴν καὶ ποιητικὴν καὶ ῥητορικὴν καὶ φιλοσοφίαν καὶ μαθηματικὴν καὶ πᾶσαν ὡς ἔπος εἰπεῖν τέχνην τε καὶ ἐπιστήμην, καθ' ἃς ὥσπερ διὰ τινος κύκλου δεῖ τὸν σοφὸν περιέναι.

Φασὶ δὲ καὶ ἰδιωκὺς ἐγκύκλιον τὴν ποιητικὴν, περὶ ἧς καὶ Πρόκλος ὁ Πλατωνικὸς ἐν μονοβιβλίῳ περὶ κύκλου ἐπικού γραφῆς τῶν ποιητῶν διέξεισι τὴν ἀρετὴν καὶ τὰ ἴδια· καὶ Ἀριστοτέλης ἐν τῇ λογικῇ τί φησί, τὰ ἔπη κύκλος :

κύκλον οὖν τὰ ἔπη φησί, καθὼ πᾶσα ποίησις περὶ τοὺς αὐτοὺς μύθους καταγίνεται καὶ περὶ τὰς αὐτὰς ἱστορίας ὥσπερ διὰ τινος περιάγεται κύκλου (1).

(1) Gaisford et M. Immisch comparent encore ANTONIUS MONACHUS, vulgo ZONARAS, p. 600 Tittmann : Ἐγκύκλιος, ἡ γραμματικὴ, ἡ ποιητικὴ, ἡ ῥητορικὴ, ἡ φιλοσοφία, ἡ μαθηματικὴ, καὶ ἀπλῶς πᾶσα τέχνη καὶ ἐπιστήμη, διὰ τὸ περιέναι ταῦτα τοὺς σοφοὺς ὡς διὰ τινος κύκλου.

Philoponus :

ἡ κύκλον λέγει τὰ ἐγκύκλια λεγόμενα μαθημάτα, οὕτω καλούμενα ἢ ὡς πᾶσαν ἱστορίαν περιέχοντά πως ἢ ὡς πάντων ῥητόρων τε καὶ φιλοσόφων τῶν τε καθεόλου < καὶ τῶν Immisch > κατὰ μέρος Ri] (1) περὶ αὐτὰ εἰλουμένων.

[ἔστι δὲ καὶ ἄλλο τι κύκλος ἰδιῶς ὀνομαζόμενος (-ον α), ὁ ποίημα τινὲς μὲν εἰς ἐτέρους, τινὲς δὲ εἰς Ὅμηρον ἀναφέρουσι Ua]

περὶ μὲν γὰρ τὰ ἄλλα τῶν μαθημάτων οὐ πάντες στρέφονται, οἷον περὶ ἱατρικὴν ἢ ῥητορικὴν ἢ ἄλλην τινά· περὶ ταῦτα μέντοι σπεύδον πάντες καὶ οἱ περὶ τὰς ἄλλας λογικὰς ἐπιστήμας ἔχοντες.

ἢ, ὡς ἐμοὶ δοκεῖ, διὰ τὸ πάντας τοὺς ποιητὰς περὶ τὰς αὐτὰς ἱστορίας εἰλεῖσθαι. ταύτη δὲ δοξοῦσι μὲν τὰ κωμικὰ τῶν ἐγκυκλίων ἀποκρίνεσθαι· φημὶ δὲ ὅτι μάλιστα μὲν ἡ ἀρχαία κωμωδία οὐδὲ τούτων ἀπὸλλαχται, ἀλλὰ παρεμπλέκονται πολλὰ καὶ ἱστορίαι. ἄλλως τε κυρίως μὲν τὰ ἄλλα εἰεν ἂν ἐγκύκλια, κατὰ συνειδόχην δὲ καὶ ταῦτα.

γεγράφασι γοῦν τινες περὶ τοῦ κύκλου ἀναγράφοντες πόσοι τε

(1) Je mets entre crochets les passages que Wallies n'a pas admis dans son texte.

Philoponus :

ποιηται γεγονόσιν καὶ τί ἕκαστος
ἐγράψε καὶ πόσῳ στίχοι ἑκάστου
ποιήματος καὶ τὴν τούτων τάξιν.
τίνα τε πρῶτα δεῖ μανθάνειν καὶ
δεύτερα καὶ ἐφεξῆς. Πεισάνδρου δὲ
τὴν αὐτὴν πραγματεῖαν ποιητα-
μένου, λέγω δὲ πλείστην ἱστορίαν
κατὰ τάξιν συναγ. < αἱ > ὄντος.
ἀντιποιησμένου δὲ καὶ εὐπειρίας
καταφρονήσῃ καὶ φασὶ τὰ τῶν πρὸ
αὐτοῦ ποιητῶν συγγράμματα· οὐ
μὲν δὲ εὐρίσκεισθαι τὰ ποιήματα τὰ
ἐν τοῖς κύκλοις ἀναγεγραμμένα.

De la comparaison de ces deux textes, il ressort que les mots
ἔστι δὲ καὶ ἄλλοι τι κύκλος... εἰς "Ὅμηρον ἀναφέροντι n'ont point été
insérés en place convenable dans le manuscrit Ua de Philoponus.
Ils représentent la même tradition que φασὶ δὲ καὶ ἰδιωτῶς... τὰ ἔπι
κύκλος du scoliaste de Grégoire, et ils auraient dû être inter-
calés chez Philoponus immédiatement avant les mots γεγραμμένοι
γούν τινες περὶ τοῦ κύκλου κτλ., qui continuent le même dévelop-
pement ⁽¹⁾.

Dans les passages parallèles que j'ai imprimés en caractères
ordinaires, je reconnais un lambeau de la seule interprétation
exacte que comporte le passage d'Aristote, c'est-à-dire le rap-
prochement de τὰ ἔπι κύκλος avec le κύκλος ἐπικός de Proclus :
καὶ Ἡρόκλητος .. περὶ κύκλου ἐπικοῦ — καὶ Ἀριστοτέλης ἐν τῇ λογικῇ. Le
cycle lui-même n'était plus connu que par des résumés comme

(1) La comparaison avec le scoliaste de Grégoire prouve qu'il ne faut pas
attacher d'importance au bizarre ὁ ποίημα, au singulier après κύκλος. Ce singulier
est contredit déjà par εἰς ἑτέρους qui suit immédiatement et il montre simplement
combien le copiste de Philoponus écrit sans intelligence. Plus loin, il parle exac-
tement des ποιητῶν et de ἕκαστο ποίημα τοῦ κύκλου. Chez SUIDAS, s. v. Ὅμηρος.
1097, 2 Bernh., Κύκλος est cité aussi comme le titre spécial d'un poème d'Homère.
La confusion pose un problème insoluble et d'ailleurs sans intérêt ici pour nous.

celui de Proclus (γεγράφασθαι γούν τινες περὶ τοῦ κύκλου), les poèmes en étant perdus (μηδὲ εὗρισκασθαι τὰ ποιήματα) ⁽¹⁾. Manifestement une telle remarque n'a pu être écrite que pour s'appliquer aux seules épopées cycliques; elle serait absurde s'il s'agissait de la poésie en général (ἐγκύκλιος ποίησις).

Avec cette juste interprétation du τὰ ἔπη κύκλος d'Aristote, les compilateurs ont contaminé un autre développement, celui que nous avons reproduit en petit texte, et ils y ont de nouveau brouillé deux notions de nature différente :

1^o καὶ οὖν πάντα ποιήσεις περὶ τοὺς αὐτοὺς μύθους... ὥσπερ διὰ τινος περιάγεται κύκλου scol. Grég. — διὰ τὸ πάντας τοὺς ποιητὰς περὶ τὰς αὐτὰς ἱστορίας εἰλεῖσθαι Philoponus.

La matière épique a fourni, en effet, leurs sujets en partie à la lyrique, presque totalement à la tragédie et plus tard aux romans cyclographiques et mythographiques. Ici donc, pour ce qui est de la matière même du κύκλος, le commentaire reste encore près du sens d'Aristote. Mais il s'en éloigne en généralisant l'application du terme κύκλος à toutes les façons poétiques de traiter cette matière; Philoponus, en particulier, devient absurde quand il prétend faire rentrer dans cette rubrique cyclique la comédie ancienne elle-même.

C'est pareillement dans un sens général que M. Immisch a voulu entendre la pensée d'Aristote ⁽²⁾. « Dans son texte », dit-il, « il faut prendre ἔπη dans le sens le plus général. La poésie d'Homère n'est là également qu'à titre d'exemple particulier. La phrase, du moins pour les besoins de l'exemple éristique, aurait pu être tout aussi bien ὅτι ἡ ποίησις σχῆμα, ou ἡ Ἑσιόδου ποίησις σχῆμα, ἡ Ἀρχιλόγου ποίησις σχῆμα... Dans la tournure ἔπη-κύκλος, ἔπη n'a que la signification connue « vers » ou « poésie » et cette interprétation n'est pas exclue par l'expression plus spéciale du second passage d'Aristote (ἡ Ὀμήρου ποίησις

(1) Sur le Pisandre dont on lisait l'œuvre à la place des anciens poèmes du cycle, cf. *SCIDAS*, s. v. Ce compilateur épique aurait vécu sous Alexandre Sévère.

(2) *Article cité*, pp. 110, 116, 118.

σχῆμα διὰ τοῦ κύκλου). La poésie d'Homère n'est ici encore qu'un exemple particulier de l'ἐγκύκλιος ποίησις, ...et par celle-ci, il faut entendre à peu près ce que nous appellerions poésie classique. »

En tant que se rapportant à une notion présentée par certains commentateurs anciens, les remarques de M. Immisch sont excellentes; mais appliquées directement au texte même d'Aristote, elles en donnent une interprétation qu'il serait, à mon sens, superflu de réfuter.

2. Ἐγκύκλιον παιδευτὴν φασί... δεῖ τὸν σοφὸν περιεῖναι scol. Grég.
— κύκλον λέγει τὰ ἐγκύκλια λεγόμενα μαθηήματα... εἰλουμένων· περὶ μὲν γὰρ τὰ ἄλλα... ἐπιστήμας ἔχοντες.

Ici nous trouvons un développement relatif à ce que, à une certaine époque, on entendait par l'enseignement encyclopédique (ἐγκύκλιος ⁽¹⁾ παιδευσις, ἐγκύκλια μαθηήματα) nécessaire à la formation de l'homme instruit. Il va de soi que l'ἐγκύκλιος παιδευσις a moins de droit encore que l'ἐγκύκλιος ποίησις à intervenir dans l'interprétation du passage d'Aristote.

* * *

Il nous reste à examiner la première section du commentaire de Philoponus, celle qui prétend expliquer le τὰ ἔπη κύκλος par l'exemple de l'épigramme de Midas. Il faut bien nous y arrêter quelque peu, puisque nous voyons un savant de la valeur de Monro ⁽²⁾ admettre, d'après Philoponus, que cette épigramme est vraiment le poème auquel se réfère le passage de l'*Organon*.

Κύκλον δὲ φησι τὰ ἔπη ἦτοι τὰ ἐπιγράμματα τὰ οὕτω πεποιημένα ὥς μὴ πάντως εἶναι ἀκολουθεῖν τοῦ δευτέρου στίχου πρὸς τὸν πρῶτον καὶ τοῦ τρίτου πρὸς τὸν δεύτερον καὶ ἐφεξῆς, ἀλλὰ θύνασθαι τὸν αὐτὸν στίχον καὶ ἀρχὴν καὶ τέλος ποιῆσαι. οἷόν ἐστι καὶ τοῦτο· Χαλκῇ παρθεῖνος εἰμὶ, κτλ.

(1) Est-il nécessaire de rappeler qu'ἐγκύκλιος n'a jamais cet emploi spécial chez Aristote? Outre son acception originelle, il a seulement le sens de « ordinaire », « vulgaire »

(2) Article cité, p. 325

Ici vient la citation de l'épigramme. Elle comporte cinq vers ⁽¹⁾, un seul des deux vers interpolés, *ἡλείος τ' ἀνιὼν λάμπη λαμπρά τε σελήνη*, ayant été ajouté après le second vers du quatrain de Platon.

Ὅρα γὰρ ὅτι ὥσπερ ἐν κύκλῳ ἔξεστι *τ/ε*δὸν ἀρ' οἷου ὅαν τις στήρου βούληται ἄρξασθαι· « αὐτοῦ τῆδε μένουσα πολυκλαύτῳ ἐνὶ τὸμ' βῶ », εἶτα « *χαλκῇ* παρθένης εἰμί » καὶ τὰ ἐξῆς· ἦ οὕτω· « *χαλκῇ* παρθένης εἰμί », εἶτα « αὐτοῦ τῆδε μένουσα », εἶτα « ἔστ' ἄν ὕδωρ τε νάη » καὶ τὰ ἐξῆς· λέγει δὲ Ἡρόδοτος ἐν τῷ βίῳ τοῦ Ὀμήρου Ὀμήρου εἶναι τὸ ἐπιγράμμα εἰς Μίδαν τῶν Φρυγῶν βασιλέα. ἦ τοίνυν τὰ τοιαῦτα ἐπιγράμματα κύκλον φησὶν. ἦ (voir la suite plus haut p. 379).

« Aristote appelle cercle les *ἐπι*, c'est-à-dire les épigrammes composées de telle sorte que le second vers ne fait pas du tout suite au premier, le troisième au second et ainsi du reste, mais dans lesquelles le même vers peut aussi bien être le commencement que la fin. »

Le compilateur oublie ou ignore que l'épigramme se trouve dans le *Phèdre* sous forme de quatrain. L'addition du vers pris à la version interpolée vient fâcheusement rendre boiteuse (*τ/ε*δὸν) la comparaison avec le cercle, entendue en ce sens qu'on peut commencer la pièce par n'importe quel vers. En effet, ce vers, étant régi par la conjonction *ἔστ' ἄν* du vers précédent, a nécessairement une place fixe. Avec six vers, la pièce aurait non plus deux, mais trois vers offrant un groupe continu. Donc la forme interpolée de l'épigramme n'aurait jamais pu donner l'idée du rapprochement avec le cercle. Seul, le quatrain du *Phèdre* présente, en une certaine mesure, des propriétés qui peuvent être utilisées pour une telle comparaison.

Il présente ces propriétés à condition qu'on soit averti. Sans le contexte et les remarques de Socrate, les lecteurs de l'épigramme n'auraient pas même songé facilement à y voir un jeu malicieux. Dans le passage du *Phèdre* cité au début de ce tra-

(1) Variantes : v. 1 Μίδου, 2 ἔστ' ἄν, 4 ἐνὶ τὸμ' βῶ, 5 Μίδης.

vail, les critiques précises adressées au discours de Lysias et à l'épigramme sont celles-ci : ce qui est dit en second lieu ne doit pas nécessairement être à cette place plutôt qu'à telle ou telle autre. Il est indifférent de mettre telle ou telle chose au commencement ou à la fin. — Platon lui-même, au cours de cette critique, n'a point à l'esprit d'autre image que celle d'un tout organique, comme le corps d'un être vivant, ayant toutes ses parties dans un ordre et une proportion nécessaires (264 C). Avec l'épigramme, il a voulu fabriquer une sorte de monstre littéraire, une pièce n'ayant, comme nous dirions, ni queue ni tête, et contrevenant d'une façon exemplaire à la règle fondamentale de l'œuvre d'art.

Voilà de quoi, simplement, nous sommes avertis par Platon. Ainsi amenée, l'épigramme du *Phèdre* ne suggère pas naturellement l'image du cercle, et même, au point de vue de la justesse, elle ne s'y accommode qu'assez imparfaitement.

Numérotant les vers de 1 à 4, envisageons les diverses permutations possibles d'après le sens :

1. On peut d'abord, si l'on veut, lire le quatrain à rebours : la pièce est donc rétrograde par vers : 4, 3, 2, 1.

2. On peut indifféremment placer dans tous les ordres possibles les vers 2, 3, 4. Par là, Platon s'est amusé à introduire dans son exemple, avec une exactitude parfaite, le défaut qu'il vient de reprocher au discours de Lysias (264 B) : ἡ φάνεται τὸ δεύτερον εἰρημένον ἔκ τινος ἀνάγκης δεύτερον δεῖν τεῖναι, ἡ τὸ ἄλλο τῶν ἐτιθέντων :

3. En revanche, le premier vers *Χαλχὶ παρθένης* ne peut pas raisonnablement se mettre à toutes les places ; outre la place 1, il admet à la rigueur la place 4 ; mais le sens n'est plus guère convenable avec un ordre comme 3, 4, 1, 2 ; 4, 1, 2, 3. L'« encerclement » du quatrain n'est donc point parfait puisqu'on n'en peut commencer le tour indifféremment par quel vers on veut. Si Platon n'a point donné à son épigramme cette propriété caractéristique du cercle, c'est bien la preuve qu'il ne songeait guère à contenter les futurs découvreurs du *κύκλος*.

La désignation τὸ στήμα κύκλος a donc dû venir à l'épigramme du dehors et s'attacher à elle par l'effet d'une combinaison avec un autre contexte où cette expression avait sa place naturelle. Ce contexte original, nous le connaissons maintenant; c'est le fameux sophisme de l'*Organon* : πᾶς κύκλος στήμα · τὰ δ' ἐπὶ κύκλῳ · τὰ ἐπὶ ἄλλῳ στήμα.

Au lieu de reconnaître les épopées dans ces ἐπὶ qui forment cycle, quelqu'un a trouvé ingénieux d'y découvrir une allusion à l'épigramme rétrograde de Midas; celle-ci d'ailleurs était en vers épiques et passait dès lors pour être l'œuvre d'Homère. Ce rapprochement a eu une fortune qu'il ne méritait guère et a fini par marquer sa trace dans la tradition de l'Anthologie.

Le lemme τὸ στήμα κύκλος, attaché à l'épigramme, est si bien une intrusion d'origine aristotélique que l'expression ne figure point dans la tradition de nos commentaires platoniciens. Voici ce que dit la scolie d'Hermeias, la seule, à ma connaissance, que nous possédons sur notre passage du *Phèdre* : ἔξεστι γὰρ τῶν τριῶν στήμα τῶν ἐν τῷ ἐπιγράμματι ὃν ἂν ἐθέλῃς προτάξαι · ὅπερ οὐκ ἔστιν εἰρημῶ οὐδὲ τάξεως · ὁδὲν τινὲς τὰ τοιαῦτα ἐπιγράμματα τρίγωνα καλοῦσιν, ἐπειδὴ ὁδὲν ἂν ἐθέλῃς ὀνόμασαι ἄρξασθαι. « De trois vers de l'épigramme, il est possible de mettre en tête lequel on veut, ce qui est un défaut d'enchaînement et d'ordre : de là certains appellent les épigrammes de ce genre triangles, parce qu'on peut les commencer par où l'on veut ⁽¹⁾. »

Les exégètes du *Phèdre* avaient donc reconnu que seuls les trois derniers vers étaient parfaitement interchangeables, comme le sont les trois côtés d'un triangle équilatéral.

Est-il vrai qu'il a existé, comme l'indique Hermeias, en quelque sorte un genre de ces épigrammes dites triangulaires?

(1) *Hermeias Alex. in Pl. Phædr. scholia*, ed. COUVREUR (Paris, 1901), p. 231, 46. Couvreur propose à tort de corriger τῶν τριῶν en τῶν τεσσάρων. Le τῶν ne fait pas difficulté, car en bon grec, si de quatre parties on en prend trois, on dit τὰ τριζ. Dans son édition du *Phèdre*, Thompson, se départant de sa sagacité ordinaire, se demande si le premier vers de l'épigramme ne manquait pas dans les plus anciens manuscrits de Platon!

A ma connaissance, il n'en est fait mention qu'une seule fois, dans les scolies de l'Iliade, Γ 156 : Τρίγωνον δὲ ἐπιγράμμα πρῶτος Ὀμηρος γέγραφε τὸ « οὐ νέμεσις Τρῶας » · ἀπ' οὗτος γὰρ στίχου τῶν τριῶν ἀρξώμεθα ἀδιάφορον.

Il s'agit des trois vers fameux que se murmurent entre eux les vieillards troyens à l'apparition d'Hélène :

Οὐ νέμεσις Τρῶας καὶ εὐκνήμιδας Ἀχαιοὺς
τοῖγδ' ἀμφὶ γυναικὶ πολλὸν χρόνον ἄλγεα πάσχειν·
αἰνῶς ἀθανάτησι θεῆς εἰς ὧπα ἔοικεν.

« Il est indifférent », dit le scoliaste, « de commencer par n'importe lequel des trois vers. » En réalité, si l'on fait l'essai, on voit que les trois vers n'admettent guère la « triangulation » indiquée.

Vu la ressemblance des définitions d'Hermeias et du scoliaste, il est probable que ce prétendu type triangulaire a été inventé pour l'épigramme par des commentateurs de Platon, de même que ceux d'Aristote ont inventé le type du cercle.

Qu'une certaine science ait ensuite voulu à tout prix découvrir chez Homère le premier exemple du triangle, la chose est tout à fait dans l'ordre. Qu'on lise à cet égard, par exemple, le traité *De vita et poesi Homeri*, attribué à Plutarque : l'Iliade et l'Odyssée ont donné les premiers modèles de toutes les figures de style, de tous les arts, de tous les genres littéraires, et notamment de l'épigramme funéraire et votive ⁽¹⁾. Le fait qu'il n'y a pas là d'exemple pour le trigone et le cycle prouve que ces prétendus σχήματα étaient restés des inventions isolées et sans vogue.

En fait, à côté d'aucune des épigrammes de l'Anthologie palatine, je n'ai vu répétée la mention τὸ σχῆμα κύκλος, qui a l'air cependant de présenter l'épigramme de Midas comme le type d'un genre consacré; un examen du recueil, il est vrai assez

(1) PLUTARQUE, *Moralia*, t. VII, § 215, p. 459 Bernardakis. On veut voir les exemples de telles épigrammes II 89 et Z 460; cf. les scolies à ces vers.

rapide, ne m'a fait rencontrer aucune pièce qui parût composée franchement pour répondre aux conditions du prétendu cycle ⁽¹⁾.

Assurément, avec un peu de bonne volonté, on arrive à découvrir des épigrammes de trois hexamètres présentant plus ou moins les caractères exigés pour le triangle ⁽²⁾. Mais de tels exemples n'ont rien de probant, car nulle part il n'apparaît que l'auteur ait cherché délibérément à obtenir le résultat observé.

La raison de l'inexistence de tels genres est fort simple : le jeu eût été trop facile et c'était à des produits d'une difficulté bien autrement recherchée que s'appliquaient les virtuoses d'une certaine épigrammatique. Il y avait, par exemple, les épigrammes dites *ισόψηφα*, dont les lettres, considérées comme signes numériques, produisaient dans chaque vers le même total ⁽³⁾. Il y avait des pièces où la disposition des vers prétendait figurer certains objets : la syrinx de Théocrite, la hache et les ailes de Simmias, puis encore les épigrammes en forme d'autel, d'œuf d'hirondelle, de sphère, de trône, etc. ⁽⁴⁾.

Lorsqu'ils s'avisent de construire des pièces susceptibles d'être lues à rebours, les auteurs se font la tâche autrement difficile que dans l'épigramme de Platon. Ce n'est pas vers par vers, mais mot par mot que la pièce doit pouvoir être retournée, tout en conservant le même sens et le même mètre. J'ai noté dans l'Anthologie palatine neuf pièces, chacune d'un simple distique, construites de cette façon ⁽⁵⁾. Elles sont dites *ἀναστροφόντα*, *ἀντιστροφόντα*, ou *ἀνακυκλικά* (jamais *κύκλος*).

⁽¹⁾ L'examen n'est pas si long qu'il le paraît au premier abord, les épigrammes en distiques, de beaucoup les plus nombreuses, n'entrant pas en considération.

⁽²⁾ Par exemple *Anth. Pal.*, IX, 207.

⁽³⁾ *Anth. Pal.*, VI, 321, 322; 324-329; VII, 547-550, 675; IX, 344; XI, 70 (toutes attribuées à Léonidas).

⁽⁴⁾ *Anth. Pal.*, XV, 21-27, t. II. éd. Cougny (avec les notes).

⁽⁵⁾ VI, 314-320, 323. IX, 33. Citons à titre d'exemple VI, 314 :

Πηνελόπη, τόδε σοὶ φᾶρος καὶ γλαῖναν Ὀδυσσεύς
ἤνεγκεν δολιχὴν ἐξάνυσας ἄτραπόν.

Ce qui devient :

Ἄτραπὸν ἐξάνυσας δολιχὴν ἤνεγκεν Ὀδυσσεύς
γλαῖναν καὶ φᾶρος σοὶ τόδε, Πηνελόπη.

Le comble de cet art spécial fut atteint par ceux qui fabriquaient des séries de vers rétrogrades, non plus simplement mot par mot, mais lettre par lettre ⁽¹⁾. Ce sont les vers-écrevisses, *καρκίνοι στίχοι*, les *cancrî versus* des Latins, qui ont emprunté ce jeu aux Grecs, de même que celui des vers rétrogrades par mot, et bien d'autres ⁽²⁾. Le distique latin le mieux connu :

Signa te signa temere me tangis et angis
Roma tibi subito motibus ibit amor

bien que composé, dit-on, par le diable qui portait à Rome je ne sais quel saint, n'offre guère un sens plus tolérable que ses congénères byzantins ⁽³⁾.

La plupart de ces élucubrations appartiennent à l'extrême décadence. Les jeux inventés à une meilleure époque ⁽⁴⁾ produisent sans effort une surprise aimable et piquante. Ainsi, Simonide lui-même avait, si l'on veut, montré la voie aux auteurs de

⁽¹⁾ Trois exemples chez COUGNY, *Anth. Pal.*, t. II, p. 608, qui en signale un plus grand nombre chez L. ALLATIUS, *Excerpta varia Graec. sophistarum ac rhetorum* (Rome, 1641), p. 398. Voici deux vers de ce genre à titre de spécimen :

Ἀλκίσιος ἦδη πώλην περὶ δῆσας ἤλθε.
Ἀμύσας ἄρδην, ὀροφειφόρον ἤδρασσας σῆμα.

Ce sont là surtout des jeux de moines byzantins. On connaît le fameux : *νέψον ἀνομήματα, μὴ μόναν ὀψιν*.

⁽²⁾ Par exemple, les vers tissés (*ὑφαντοί*, *intexti*) ; voir un exemple grec COUGNY, *Anth. Pal.*, t. III, p. 331, n° 241, et un exemple latin *Anth. Lat.*, II. 203 (Riese I, 2, n° 800).

⁽³⁾ Ces bizarreries ont intéressé les érudits de la Renaissance. Voir de nombreux exemples latins et français dans *Les Bigarrures et touches* du SEIGNEUR DES ACCORDS (Etienne Tabourot), 1582. L'édition que j'ai sous les yeux est de 1616.

⁽⁴⁾ Par exemple, *Anth. Pal.*, VI, 216 : Σῶσος καὶ Σωσώ, σωτέρ, σοὶ τόνδ' ἀνέστηξαν, | Σῶσος μὲν σωθεῖς, Σωσώ δ' ὅτι Σῶσος ἐσώθη (attribué à Simonide ; cf. BERGK, *P. L. G.*, III, 4 éd., p. 505, n° 168). L'analogie du *παίγιον* a fait attribuer par certains également à Simonide un distique que d'autres avaient prêté à Empédocle : Ἄκρον ἱατρὸν Ἄκρων Ἄκραγαντῖνον πατὴρ ἄκρου | κρύπτει κρημνὸς ἄκρος πατρίδος ἀκροτάτης (DIOG. LAERCE, VIII, 65).

vers rétrogrades, en retournant en forme de tétramètre trochaïque un hexamètre de Timocréon de Rhodes :

Μοῦσά μοι Ἀλκμήνης καλλιπύρου υἱὸν ᾔειδε·
υἱὸν Ἀλκμήνης ᾔειδε Μοῦσά μοι καλλιπύρου.

A quoi, Timocréon, usant du même jeu, aurait répondu :

Κηρία με προσήλθε φιλαρία οὐκ ἐξέλοντα.
Οὐκ ἐξέλοντά με προσήλθε Κηρία φιλαρία ⁽¹⁾.

Ici, il ne s'agit pas d'une pure jonglerie de versification ; le jeu est la façon la plus rapide et la plus piquante d'adresser à un adversaire une satire littéraire. Le Socrate de Platon est bien dans l'esprit du cinquième siècle, lorsqu'à l'exemple de Simonide ou d'Aristophane, il fait servir la parodie ou le pastiche aux intentions de sa critique.

Pastiche de la manière de Lysias, le premier discours sur l'amour dans le *Phèdre*, et pastiche si merveilleux qu'il est pris aujourd'hui encore par beaucoup de critiques pour une œuvre authentique de Lysias.

Pastiche de même, pastiche du genre de l'épithaphe fictive est l'épigramme sur Midas. Elle a été composée ingénieusement pour être mise juste à la place qu'elle occupe dans le *Phèdre*, et pour schématiser, devant le lecteur dûment averti, le défaut capital de l'œuvre de Lysias ; mais en même temps elle satisfait d'une façon si parfaite aux conditions du genre que les critiques anciens et modernes s'y sont mépris et ont cru qu'elle avait existé réellement pour elle-même et en dehors du dialogue de Platon.

*
▼ *
*

L'existence du pastiche de Platon implique que la mode des

(1) *Anth. Pal.*, XIII, 30, 31 ; chez BERGK, *ibid.*, pp. 506 et 541. Celui qui douterait que les vers soient de Simonide, devrait néanmoins admettre qu'on ne peut concevoir leur composition à une autre époque qu'au cinquième siècle.

épigrammes fictives existait, non seulement au quatrième siècle, mais aussi au cinquième, à l'époque supposée pour le dialogue du *Phèdre*. Sinon, nous nous trouverions en présence d'un anachronisme, et je crois avoir montré ailleurs ⁽¹⁾ d'une façon générale que nous ne sommes pas autorisés à admettre chez Platon des fautes de ce genre contre les vraisemblances historiques. Même le lecteur capable de deviner, comme Phèdre, que le quatrain était l'œuvre de Socrate n'avait nulle raison de voir dans ce jeu de versification une contradiction avec le caractère traditionnel du célèbre dialecticien. C'est un trait de lui à coup sûr véridique que Platon nous a transmis pieusement en racontant qu'il avait consacré les heures de sa captivité à des essais poétiques, et notamment à mettre en vers les fables d'Ésope ⁽²⁾. Or, il n'y a point de genre plus voisin de la fable que l'épigramme, ainsi que le prouvent nombre de sujets traités à l'envi par les poètes de l'*Anthologie* ⁽³⁾.

Il manque un travail d'ensemble sur les épigrammes littéraires les plus anciennes. Le fait d'être composées en vers épiques n'est nullement, en soi, une preuve d'antiquité, mais il est néanmoins intéressant parce qu'il montre en certains cas chez l'auteur une intention archaïsante, celle de placer son œuvre en quelque sorte à une époque antérieure à l'existence du distique. C'est en ce sens que Lucien encore, dans son *Histoire vraie* (II 28), a soin de composer de deux vers épiques l'inscription qu'il présente comme rédigée pour lui par Homère.

Dès le cinquième siècle, les pèlerins de Delphes pouvaient lire beaucoup de telles inscriptions en hexamètres; nous avons à ce sujet le témoignage d'Hérodote qui cite deux offrandes dédicatoires de héros ayant vécu à l'époque des Labdacides ⁽⁴⁾.

(1) *La chronologie des dialogues de Platon*, Bruxelles, Lamertin, 1913.

(2) *Phédon*, 60 D. Il va de soi que πρότερον οὐδὲν πώποτε ποιῆσαι veut dire que c'est à ce moment-là seulement que Socrate s'applique au métier de poète (60 E).

(3) *Anth. Pal.*, IX, 10, 41, 43, 44, 47-19, etc.

(4) HÉRODOTE, V, 59-61. Autres exemples de telles offrandes fabuleuses : à Thèbes, PAUSANIAS, IX, 41, 4 : à Oncae, près de Thèbes, *Schol. Eurip. Phoen.* 1062 (1, p. 360 Schwartz); sur l'Hélicon, *Anth. Pal.*, VII, 53.

Les Thébains se vantaient également de posséder le tombeau de Linos ⁽¹⁾, et l'on n'avait point manqué de composer une épitaphe en hexamètres à l'appui de cette prétention ⁽²⁾.

L'épitaphe d'Homère si souvent citée

Ἐνθάδε τὴν ἱερὴν κεφαλὴν κατὰ γαίᾳ καλύπτει
ἀνδρῶν ἡρώων κοσμήτορα θεῖον Ὀμηρον.

a dû être fabriquée dès le cinquième siècle, sinon plus tôt ⁽³⁾. En effet, elle est inséparable de la tradition qui fait mourir Homère dans l'île d'Ios, et cette localisation, répétée partout sans variante, doit remonter à la plus ancienne Vie d'Homère, laquelle n'a pu manquer de raconter la mort du poète.

Il est possible que l'on ait montré à Delphes une phiale d'argent portant l'inscription :

Φοῖβε ἄναξ, θεῶν τοι Ὀμηρος καλὸν ἔδωκα
σῆσιν ἐπιπροσύναξ· τὸ δέ μοι κλέος αἶψιν ὀπάζοις.

Elle se trouve dans le *Certamen Homeri et Hesiodi* ⁽⁴⁾, où elle est mise dans le récit en rapport avec l'épitaphe de Midas. Pour prix de celle-ci, les fils de Midas avaient donné à Homère la phiale d'argent dont il fit offrande à l'Apollon de Delphes. Probablement ceux qui ont discuté sur cette épigramme ancienne ont été amenés à la rattacher à celle de Midas par une combinaison pseudo-érudite. J'imaginerais volontiers que la combinaison s'est accrochée au détail que la prétendue phiale homérique était en argent (φαίλι ἀργυρεῖ). En effet, des antiquaires comme Phánias d'Érèse, le disciple d'Aristote, et des historiens comme Théopompe avaient dit que les plus anciennes offrandes à Delphes étaient d'airain et qu'il n'en existait point d'argent

(1) PAUSANIAS, IX, 29, 8.

(2) TH. PREGER, *Inscript. Graecae metricae*, n° 18. Autres épitaphes fabuleuses, également en hexamètres, chez PREGER, nos 229 et 230.

(3) « Quinto fere vel quarto saeculo », PREGER, n° 29.

(4) Également, avec quelques variantes, chez TZETZES, *Schol. in Lycophr.*, I, p. 258, MÜLLER, II, p. 3, 21, SCHEER; cf. PREGER, n° 94.

ou d'or, avant celles de Gygès, le roi de Lydie : *πρὸ τῆς τούτου βασιλείας ἀνάγκυρος*, ἐπὶ δὲ ἄχρυσος ἦν ὁ Πύσιος, ὡς Φανιάς τέ φησιν ὁ Ἑρῆσιος καὶ Θεόπομπος ⁽¹⁾. Pour expliquer qu'une phiale d'argent ait pu être offerte par Homère, quelqu'un imagina d'en faire un présent des fils de Midas, l'antique roi de Phrygie dont les richesses étaient fabuleuses au même titre que celles de Gygès ou de Crésus.

Le même Phanias citait, comme une antiquité, l'inscription relative au trépied d'airain que les prêtres de Delphes avaient identifié avec le prix remporté par Diomède aux jeux funèbres de Patrocle. Je la transcris ici parce que son premier vers montre que Platon avait eu le souci de se servir d'une formule courante dans ce genre de petites pièces ⁽²⁾ :

χαλκός εἰμι τρίπους, Πύσι δ' ἀνάκειραι ἄγαλμα
καὶ μ' ἐπὶ Πατρόκλῳ ἔθηκεν πόδας ὠκὺς Ἀχιλλεύς·
Τυδείδης δ' ἀνέθηκε βόην ἀγαθὸς Διομήδης,
νικήσας ἑπιοισι παρὰ πλάτων Ἑλλήσποντον.

Dans cette revue rapide, je ne tiens compte que des épigrammes archaïsantes en hexamètres, et je néglige celles du même genre en distiques élégiaques, qui furent également nombreuses dès le cinquième siècle ⁽³⁾.

Pour terminer ces rapprochements, je rappellerai encore la fameuse épitaphe, en hexamètres, fabriquée pour Sardanapale : Εὐ εἰδὼς ὅτι Σηλητὸς ἔφρος τὸν Συμὸν ἄεξι, κτλ.

Athénée ⁽⁴⁾ la cite d'après Chrysippe, mais elle était déjà bien

(1) ATHÉNÉE, VI, 231 E.

(2) *Ibid*, 232 D; PREGER, n° 90.

(3) L'épigramme du tombeau d'Orphée était en circulation dès l'époque d'Alcidas, contemporain de Platon : *Odysseus*, 24 = PREGER, n° 26. Phanias fournit encore à ATHÉNÉE (VI, 232 C) deux distiques qui auraient servi à consacrer à Delphes le poignard d'Hélikaon, fils d'Anténor. Dès le quatrième siècle au moins, dans une contrée aussi reculée que celle des Aeniens, on fabriquait une inscription (un hexamètre suivi de cinq pentamètres) destinée à prouver le passage d'Héraclès dans la région. PREGER, n° 95.

(4) ATHÉNÉE, VIII, 336 A; cf. PREGER, n° 232, où sont réunies toutes les citations anciennes.

connue à l'époque d'Aristote ⁽¹⁾, et le poète comique du quatrième siècle, Alexis, y fait allusion ⁽²⁾. Amyntas, un des compagnons d'Alexandre, prétendait ⁽³⁾ avoir vu cette épitaphe à Ninive en lettres chaldaïques et il disait que Choirilos l'avait mise en vers. De là Preger conclut avec beaucoup de vraisemblance qu'elle a figuré dans l'œuvre de Choirilos de Samos, contemporain d'Hérodote et auteur de *Persica*.

En tout cas, Preger a eu raison de mettre à la suite l'une de l'autre dans son recueil l'épigramme de Sardanapale et celle de Midas. Elles sont les deux exemples les plus anciens d'épitaphes fictives composées pour des rois barbares. Détachées l'une et l'autre de leur contexte, elles ont circulé comme anonymes ou sous des noms supposés et ont paru exister pour elles-mêmes. Je ne sais si nous perdons quelque chose, pour l'intelligence de l'épitaphe de Sardanapale, à ignorer le texte dans lequel Choirilos ou un autre l'avait encadrée. Mais nul fragment de Platon ne se laisse interpréter, sans dommage pour le sens, en dehors de la place même pour laquelle il a été écrit. Dans l'organisme parfait qu'est un dialogue, chaque pièce ne révèle son rôle et sa nécessité que si on l'étudie en fonction de l'ensemble. Pour avoir perdu de vue cette vérité, les critiques anciens et modernes se sont arrêtés à ce qui n'était que l'apparence. Dans le badinage inventé par Platon pour animer sa critique littéraire, ils ont vu une citation, et ils se sont évertués à la commenter à grand renfort d'érudition.

*
* *

Le petit problème que pose l'épigramme de Midas a sa valeur générale pour l'intelligence de l'art de Platon. Rapproché d'autres cas analogues, il peut fournir à la critique un indice

(1) ARISTOTE, *Fragm.* 90, Rose.

(2) ATHÉNÉE, VIII, 336 F; KOCK, *Fragm. com. Gr.*, II, p. 306.

(3) ATHÉNÉE, XII, 529 E.

utile et contribuer à leur élucidation. Pour ne parler que du *Phèdre*, nous avons vu que la question s'y pose en termes semblables non moins de trois fois et qu'elle comporte toujours la même solution : *Erotikos* de Lysias, vers ésotériques des Homérides, mythe de Theuth.

La méprise à laquelle l'épigramme a donné lieu dès l'antiquité lui a valu, dans l'histoire littéraire, des destinées qu'il a paru instructif de retracer. Détachée du texte de Platon et attribuée à Homère, elle obtient une place dans des recueils d'épigrammes et dans des Vies d'Homère, et elle est assujettie aux altérations et aux changements propres à ces différentes traditions. Un jour, un savant découvre une certaine analogie d'idées entre elle et un propos rapporté par Simonide comme étant de Cléobule de Lindos. Il conclut qu'elle est l'œuvre, non d'Homère, mais de Cléobule, et il l'enrichit de deux vers destinés à corroborer cette attribution.

Plus tard, un autre savant, un commentateur de l'*Organon*, se trouvant embarrassé pour expliquer l'expression τὰ ἔπει, κύκλους, se souvient des vers rétrogrades de l'épigramme et imagine de voir en eux les ἔπει, caractérisés comme cercle par Aristote. Cette circonstance, jointe à l'influence du livre célèbre de Welcker, a fait subsister jusqu'à nos jours l'idée erronée que la constitution du cycle épique est d'origine hellénistique.

Je suis de ceux qui pensent qu'aucune des épigrammes mises sous le nom de Platon chez Diogène Laërce et ailleurs n'est véritablement de lui. Les déductions qui précèdent aboutissent donc, si elles sont exactes, à cette conclusion curieuse : la seule épigramme dont Platon est sûrement l'auteur est justement celle que nul, jusqu'ici, n'a pensé à lui attribuer.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 4 juin 1914.

M. Juliaan DE VRIENDT, directeur de la Classe et président de l'Académie.

M. Lucien SOLVAY, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. J. Brunfaut, *vice-directeur*; G. De Groot, le comte J. de Lalaing, J. Winders, Ém. Janlet, Ch. Hermans, Ém. Mathieu, Louis Lenain, L. Frédéric, Égide Rombaux, Paul Gilson, J.-B. van den Eeden, L. Blomme, Sylv. Dupuis, Maurice Kufferath, Fernand Khnopff, Léon Du Bois, *membres*; Paul Bergmans, Karel Mestdagh, Alexandre Struys, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel; Xav. Mellery, A.-J. Wauters, Hulin de Loo, membres; Victor Horta et E. Wambach, correspondants.

— Sur la proposition de M. Brunfaut, des félicitations seront adressées à M. Pascal, associé étranger, architecte, membre de l'Institut, qui vient d'obtenir la grande médaille d'or de la reine Victoria, décernée par l'Institut royal des architectes britanniques.

CORRESPONDANCE.

M^{me} Henri Hymans fait don, pour la collection de l'Académie, d'un exemplaire en bronze de la médaille frappée en mémoire de son époux. — Les remerciements de la Classe seront exprimés à la veuve du regretté confrère.

— Un travail manuscrit de M. Frédéric Hesselgren, ingénieur à Turin, sur *La gamme musicale vraie et naturelle*, est renvoyé à l'examen de MM. Kufferath, Bergmans et Dupuis.

CONCOURS DE 1914.

Histoire et critique.

QUATRIÈME QUESTION.

On demande l'histoire de l'orgue, principalement au point de vue de son rôle musical et liturgique à partir du moyen âge. — Prix : 1,000 francs.

Deux mémoires ont été reçus. Ils portent pour devise :

1° *A Edgar Tinet;*

2° *Nec mortale sonans.*

— Commissaires : MM. Mathieu, Du Bois, Dupuis.

ÉLECTION.

La Classe se constitue en Comité secret pour l'exposé des titres des candidats aux places vacantes.

RAPPORTS.

La Classe entend la lecture des rapports de :

1° M. Lenain, sur l'envoi réglementaire de M. Buisseret, lauréat du grand concours de gravure en 1911 ;

2° M. Winders, pour la Section d'architecture, sur l'envoi réglementaire de M. Jef Huygh. — Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

BUSTES.

La Classe approuve l'exécution en marbre, par M. Aerts, du buste du comte de Cobenzl, premier président de l'Académie. — Des remerciements seront exprimés à M. le Ministre.

CENTENAIRE DU RÉTABLISSEMENT DE L'ACADÉMIE, EN 1916

Il est décidé que M. le Directeur se mettra d'accord avec les directeurs des autres Classes pour la composition de la Commission chargée des préparatifs de la célébration du Centenaire.

REVISION DES RÈGLEMENTS DES CONCOURS DE ROME.

La Classe continue l'examen des diverses propositions.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Proumen (H.-J.). La Pétaudière. Paris, 1914; in-18 (354 p.).

Tertullien. Apologie du Christianisme, écrite en l'an 197 après J.-C. (Traduction littérale par J.-P. Waltzing.) Paris, 1914; in-16 (128 p.).

ANVERS. *Antwerpsche Bibliophilen*. Oude Nederlandsche kaartmakers in betrekking met Plantijn II. (Jan Denucé.) 1913; in-8°.

BRUXELLES. *Archives générales du Royaume*. Annuaire. (J. Cuvelier.) 1914; gr. in-8°.

GAND. *Koninklijke Vlaamsche Academie voor taal- en letterkunde*. Tondalus' visioen en Sint-Patricius' vagevuur. (R. Verheyden en J. Endepols.) 1914; pet. in-4°.

Normand (Jacques). La maison s'éclaire. Paris, s. d.; in-18 (290 p.).

Kovalevsky (Maxime). La Russie sociale. Paris, 1914; in-16 (178 p.).

F. d'Alviella
1-9-34

CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Séance du 6 juillet 1914.

M. HENRI PIRENNE, directeur.

M. J.-B. WALTZING, membre titulaire, remplace **M. le Secrétaire perpétuel**.

Sont présents : **MM.** Ern. Gossart, *vice-directeur*; le baron de Borchgrave, le comte Goblet d'Alviella, Adolphe Prins, P. Fredericq, G. Kurth, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, A. Rolin, M. Vauthier, F. Cumont, J. Vercoullie, G. De Greef, H. Lonchay, Eug. Hubert, M. De Wulf, *membres*; L. de la Vallée Poussin, G. Cornil, L. Parmentier, dom U. Berlière, J. Bidez, *correspondants*.

Absences motivées : **MM.** le chevalier Marchal, Secrétaire perpétuel, Ernest Discailles, Em. Waxweiler, membres.

Des félicitations sont adressées à **MM.** Prins, nommé docteur en droit *honoris causa* par l'Université de Groningue, et Pirenne, docteur en lettres néerlandaises *honoris causa* par la même Université.

CORRESPONDANCE.

L'Académie de Prague fait part de la mort de son protecteur l'archiduc Ferdinand d'Autriche. Une adresse de condoléances sera envoyée.

— La Classe prend connaissance avec un vif sentiment de regret de la mort de MM. Georges Perrot et Herman Suchier, associés de la Section d'histoire et des lettres. — Des condoléances seront exprimées aux familles.

— M. le Ministre des Sciences et des Arts demande si des membres de la Classe désirent représenter le Gouvernement au XIX^e Congrès international des américanistes à Washington. — Aucun membre ne désire être délégué.

— Le *Cercle archéologique d'Ath et de la Région* invite la Classe à se faire représenter officiellement aux solennités qu'il organise pour commémorer le prince Charles-Joseph de Ligne, à l'occasion du centième anniversaire de sa mort. — M. Maurice Wilmotte est délégué.

— Hommages d'ouvrages :

Portraits, essais et discours, par Paul Hymans (présenté par M. Prins, avec une note publiée ci-après).

Le Conflit entre les États-Unis et le Mexique, par Jules Leclercq.

Recherches sur les sources latines des contes et romans courtois du moyen âge, d'Edmond Faral, par Maurice Wilmotte.

Observations sur le roman de Troie, par Maurice Wilmotte.

Prince de Ligne. Préjugés militaires, édition du Centenaire, par le lieutenant général baron de Heusch (présenté par M. Maurice Wilmotte, avec une note qui figure ci-après).

Prince de Ligne. Colette et Lucas. Fac-similé de l'imprimé de MDCCLXXXI chez l'auteur, à Belœil, avec une introduction par Félicien Leuridan (présenté par M. Maurice Wilmotte, avec une note qui figure ci-après).

La charte coloniale (Commentaire de la loi sur le Gouvernement du Congo belge), par Michel Halewyck.

Suppliques d'Urbain V (1362-1370), textes et analyses, par Alphonse Fierens.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Je présente à la Classe un exemplaire du nouveau livre de M. Paul Hymans qui, sous le titre de *Portraits, Essais et Discours*, vient de réunir des manifestations variées de son activité d'écrivain et d'orateur au cours des vingt dernières années.

Un mélange d'études consacrées aux sujets les plus divers n'a souvent qu'un pur intérêt de documentation. Mais le volume de plus de six cents pages, dont l'auteur fait hommage à la Classe, se caractérise par une manière d'envisager les hommes et les événements, qui donne l'impression de l'unité et de la continuité et révèle une méthode personnelle toute de pondération et de clairvoyance.

Si l'on ajoute à cela que M. Hymans a également le souci de l'art, la préoccupation de la forme et que cette forme aussi lui est personnelle, qu'elle est faite d'élégance et de limpidité, qu'on y admire la belle ordonnance, l'harmonie, la précision d'un style tout à la fois châtié et imagé, j'aurai dit l'attrait d'un volume réunissant les qualités de l'analyste, du peintre et du penseur.

J'insiste particulièrement sur le mérite des portraits tracés par l'auteur; il a des procédés rares pour interpréter et pénétrer l'âme d'autrui, pour faire revivre les physionomies disparues et donner à ses personnages l'allure qui leur est propre en les marquant d'un trait caractéristique ou d'un détail pittoresque.

J'en prends au hasard des exemples :

En décrivant Bara, il nous montre l'incarnation du bon sens ennemi de toutes les exagérations, le légiste pénétré du rôle

de l'État, le type par excellence de la bourgeoisie réaliste du XIX^e siècle, de cette bourgeoisie plus sensible aux idées pratiques qu'aux théories ou aux rêves d'idéal.

Dans les pages consacrées à Tiberghien, nous trouvons le Sage qui, au milieu des agitations d'une époque de fièvre, s'isole, dans le calme et la sérénité de sa tour d'ivoire et ne semble vivre que « *pour la grandeur sacrée des problèmes qui échapperont toujours aux investigations de la science positive* ».

En nous parlant en artiste de Dillens, de Devigne et de Dewinne, l'auteur fait revivre en des termes revêtus de la grâce prestigieuse et de la noblesse des œuvres qu'il évoque les maîtres dont l'inspiration créatrice a contribué à entretenir chez nous le culte de la beauté.

En ce qui concerne la partie politique du volume, je ne m'en occuperai que pour signaler, à travers les discours sur la politique coloniale ou la défense nationale, sur le droit électoral, les finances ou l'enseignement, la persistance d'un fier sentiment patriotique qui maintient toujours au premier plan l'image de la Patrie et les intérêts permanents du pays.

En terminant, notons l'étude magistrale sur la crise du parlementarisme.

Avec l'expérience consommée d'un chef éminent, l'auteur y étudie les causes de la décadence du régime parlementaire et les moyens d'y remédier.

L'article est assurément un signe des temps : alors qu'un autre leader politique, M. Vandervelde, voit dans la machine parlementaire un détestable instrument de réforme sociale et admet qu'à mesure que les problèmes se multiplient les choses vont de mal en pis, M. Paul Hymans reconnaît que le respect de la fonction législative faiblit et n'hésite pas à avouer l'abaissement du niveau parlementaire, le déclassement des fonctions politiques, la raréfaction des talents et à se faire l'écho des inquiétudes répandues un peu partout à ce propos.

L'angoissant problème du déclin d'institutions qui semblaient à l'abri de l'usure est examiné par l'écrivain avec l'autorité de

l'homme qui, depuis tant d'années, pratique le parlementarisme, et ajoutons avec un optimisme bien naturel chez un chef de parti.

Peut-être même cet optimisme empêche-t-il M. Hymans d'apercevoir aussi nettement que s'il vivait en dehors de la mêlée, le paradoxe qui est à la base de toutes les difficultés présentes, la contradiction fondamentale que présente une démocratie fondée en droit sur la souveraineté du peuple et aboutissant en fait dès qu'elle est réalisée à une sorte d'oligarchie, qui cherche à s'affranchir de la foule.

Mais ce n'est pas le moment de développer ce point de vue. Il ne s'agit ici que d'attirer l'attention de la Classe sur la variété des aperçus qu'offre le volume et de rendre hommage au souffle qui l'anime et à toutes les séductions de forme et de fond qui en constituent le mérite et l'intérêt.

AD. PRISS.

J'ai déjà eu l'honneur de présenter à la Classe une réimpression due au zèle des organisateurs du Centenaire du Prince de Ligne. En voici deux autres sur lesquelles ce m'est un agréable devoir d'attirer son attention.

La première, et la plus importante, est celle des *Préjugés militaires* du célèbre écrivain (Paris, Champion, 1914). M. le lieutenant général de Heusch y a consacré ses soins; il l'a enrichie d'une préface qu'on lira avec intérêt; car nul n'était, je le crois volontiers, plus compétent chez nous pour apprécier des considérations qui semblent n'avoir pas perdu tout leur prix; nul, en tout cas, ne l'aurait fait avec plus d'enthousiasme et une conviction plus ferme de servir la Patrie.

Que le Prince de Ligne ait eu des divinations, voilà qui ne surprendra pas. C'était un soldat, mais c'était aussi un homme de haute et vaste culture, capable de voir au delà des obligations et des règles du métier, doué pour l'observation psychologique et riche de sens social; c'était, enfin, un maître de la plume, qui trouvait sans cesse les expressions les plus heu-

reuses et les plus sobres pour dire, sans circonlocution ni obscurité, ce qu'un autre aurait eu bien de la peine, dans son état, de rendre sensible au lecteur ordinaire.

Ajoutons que c'était un cœur délicat. La vie des cours n'avait pas émoussé, en lui, cette sensibilité aussi éloignée du sentimentalisme de son temps que de notre sensiblerie. Il aime le soldat et il sait quel langage il convient de lui tenir. Il est tout près de lui sacrifier une tradition bien lourde de préjugés, fondés sur le sang. Lorsqu'il écrit : « J'ai fait attendre des empereurs et des impératrices, mais jamais un soldat », ne croirait-on pas que c'est déjà Kléber ou Hoche qui parlent ? Et ne croirait-on pas que c'est déjà Napoléon, lorsqu'il conseille ces courtes et énergiques harangues, qui, sur le front de bataille, emportent les hommes au-dessus de l'effort moyen et décident du triomphe ? S'il n'a pas dit, comme le grand empereur, que « le mot impossible n'est pas français », il a trouvé cette autre formule, non moins lapidaire : « Qu'on bannisse le mot « impossibilité » » et la phrase que j'ai entendue si souvent et qui m'a tant fait enrager : « Je n'ai pas d'ordre ». »

Car il veut de l'initiative chez l'individu, comme il veut de l'impétuosité dans l'offensive. Les grands raisonnements et les lents calculs des stratégestes le séduisent moins qu'une attaque brusquée, qu'une place prise d'assaut, qu'une audace payée d'heureux effet. Et c'est pourquoi il veut que le développement physique du soldat soit la préparation à sa tâche future. Mais ce soldat a un père, une mère, des frères. Il estime qu'il faut indemniser les familles et, en proclamant que la guerre est affaire de patriotisme, il a devancé les idées de son temps et prévu les nôtres.

Sur le rôle des différentes armes, sur les marches, les exercices, etc., il a été un novateur non moins brillant ; M. de Heusch a fort habilement résumé dans son introduction, ce qu'on trouve, à cet égard, traité en longueur dans les *Préjugés militaires*.

Faut-il éprouver quelque embarras à rapprocher de ce pro-

fond écrit la petite paysannerie que M. Leuridant a exhumée pour la « Société des Bibliophiles et Iconophiles de Belgique ». En vérité, je ne le pense pas. J'ai dit que le Prince de Ligne avait autant de sensibilité que d'esprit. Il ne pouvait, pas plus que Rousseau et Diderot, échapper à cette contagion curieuse qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, n'épargne même pas les rois ; si Marie-Antoinette rêva d'être bergère, pourquoi l'homme le plus goûté de sa cour, à un certain moment, n'aurait-il pas cherché à se désennuyer, en racontant les amours de deux enfants des champs ? L'édition de *Colette et Lucas* est un bijou bibliographique et typographique tout ensemble. Remercions M. Leuridant de nous l'offrir, en attendant que des interprètes choisis animent, sur la pelouse de Belœil, cette anecdote d'amour, qui, lors du mariage du fils du prince avec Hélène Massalska, sut divertir la plus élégante société de l'époque.

MAURICE WILMOTTE.

CONCOURS.

La Classe approuve définitivement le programme du concours pour 1917

L'occupation du Palais des Académies par les troupes allemandes, privant le Secrétariat de ce document, le programme sera publié ultérieurement.

PRIX GANTRELLE.

La question suivante est adoptée pour le prix Gantrelle (13^e période) :

Chronologie des archontes athéniens sous l'Empire de l'an 30 avant J.-C. jusqu'au IV^e siècle inclusivement.

COMMUNICATION ET LECTURES.

Une lecture de M. Bidez, *Sur l'évolution de la politique de l'empereur Julien en matière religieuse*, sera publiée dans le *Bulletin*.

MM. Cumont, Parmentier et Fredericq présentent quelques observations.

L'évolution de la politique de l'empereur Julien en matière religieuse,

par J. BIDEZ, correspondant de l'Académie.

Lorsque Julien, devenu le maître de tout l'Empire, fit son entrée à Constantinople le 11 décembre 361, la situation du paganisme, sans être désespérée, paraissait bien compromise. En Orient, sous Constantin déjà, l'état de l'opinion avait permis que beaucoup de temples fussent mis au pillage, et Constance II, par une série de lois ⁽¹⁾, put porter à ce qui subsistait de l'ancienne religion officielle des coups impitoyables. Il parut à ses conseillers qu'il ne risquait pas de déclencher de trop dangereuses colères lorsque, avec un zèle un peu outré, d'un seul coup, ses édits interdirent les sacrifices sous peine de mort et ordonnèrent la fermeture de tous les temples. Ces rigueurs ne demeurèrent naturellement pas sans effet. En Égypte et en Asie, on se mit à démolir les monuments de l'idolâtrie. Souvent on vendait les marbres à des fabricants de chaux ⁽²⁾. L'exploitation alla si loin que l'empereur dut intervenir pour protéger les constructions qui servaient, en dehors de l'enceinte

⁽¹⁾ *Cod. Theodos.*, XVI, 10, 2 et suiv.

⁽²⁾ Cf. par exemple *Cod. Theodos.*, IX, 17, 2.

des villes, à des jeux ou à des cérémonies considérées comme neutres ⁽¹⁾. Les autels étant en grande partie désertés, la plupart des prêtres païens et de leurs acolytes avaient perdu le meilleur de leurs émoluments; ils cessaient, sans doute, de porter le titre de fonctions privées de prestige et de raison d'être; leurs privilèges mêmes devaient tomber en désuétude.

A mesure que les sanctuaires des dieux se fermaient, leurs richesses, devenues disponibles, offraient une proie facile à la cupidité. Il est permis de le croire, — et la législation de Julien va même le prouver, — beaucoup de municipalités, en Asie, sinon en Grèce ⁽²⁾, tolérèrent ou encouragèrent les spoliations. Constantin déjà avait étalé dans les rues et les places publiques de sa nouvelle capitale toute une collection de statues enlevées aux cités les plus fameuses. Enhardis par de tels exemples, en divers endroits, des particuliers ornèrent leurs maisons et leurs jardins des œuvres d'art auxquelles nul n'allait plus faire ses dévotions, et mainte pièce de prix — vase ou sarcophage — passa des trésors des temples dans ceux des églises ⁽³⁾. Les biens-fonds que la proscription du culte païen rendait vacants durent avoir le même sort. Après l'avidité des fonctionnaires bien en cour ⁽⁴⁾ ou des simples particuliers, celle du fisc en prit sa part ⁽⁵⁾, et là sans doute où des évêques influents et zélés avaient à trouver des ressources pour leurs œuvres, on attribua à ces fondations pieuses les revenus des

⁽¹⁾ *Cod. Theodos.*, XVI, 10, 3. Sur la laïcisation des temples, cf. G. BOISSIER, *La fin du paganisme*, 4^e éd., t. II, p. 57.

⁽²⁾ A Athènes. Gregoire de Nazare prétend avoir vu encore une quantité d'idoles (*Orat.* 43, 21). Libanius, parait de temples fermes, semble dire le contraire (*Orat.* XVIII, 114 et 116; cf. P. AULARD, *Julien l'Apostat*, t. II, pp. 153 et suiv.). Au fond, il n'y a là rien de vraiment contradictoire. L'un et l'autre exagèrent, chacun dans son sens.

⁽³⁾ Cf. LIBANIUS, *Orat.* XVIII, 13 : τὸν τῶν ἱερῶν πλοῦτον εἰς τοὺς ἀσελεστίτους μεμερισμένον; JULIEN, *Epist.* X (Hortleins), p. 379 B.

⁽⁴⁾ Cf. AMMIEN MARCELLIN, XXII, 4, 3.

⁽⁵⁾ Sous Gratien, dont la politique fut plus habile que celle de Constance, la confiscation devint la règle. Cf. ci-dessous p. 460.

bona templorum ⁽¹⁾. Lamentablement, le paganisme tombait dans la misère.

Il semble bien que, avant d'abroger officiellement la législation religieuse de Constance et de proclamer que l'on pouvait désormais sacrifier sans crainte, Julien commença par prêcher d'exemple. Certes, en janvier 361, il assiste encore dans une église de Vienne en Gaule aux fêtes de l'Épiphanie ⁽²⁾, et peu après, à Bâle, c'est en secret qu'il immole des victimes pour obtenir la faveur de Bellone ⁽³⁾, mais, dès qu'il est parvenu en Illyrie, il envoie aux grandes cités de la Grèce et au Sénat de Rome une série de manifestes franchement païens. Dans son épître aux Romains, il accuse Constantin d'avoir été un novateur, ennemi des lois et des mœurs antiques ⁽⁴⁾.

Le sens de ces messages était clair : ils faisaient prévoir tout un programme. Sans renfermer une seule expression blessante pour les chrétiens, la lettre aux Athéniens mentionne déjà les sacrifices offerts par Julien ⁽⁵⁾, et Mamertin ⁽⁶⁾ donne à penser que, dans ses épîtres aux autres villes, tout en engageant les magistrats à restaurer les aqueducs, les rues et les édifices publics, il recommandait l'observance des vieilles coutumes religieuses.

Inopinément, le 3 novembre 361, Constance meurt à Mopsucrène en Cilicie. Une lettre de Julien à Maxime, écrite quelques jours après, serait bonne à relire ici. Julien y rapporte à son

⁽¹⁾ SOZOMÈNE (V, 5, 3) prétend même que Constantin aurait légiféré dans ce sens.

⁽²⁾ AMMIEN MARCELLIN, XXI, 2 fin; d'après ZONARAS (XIII, 44, 5), Julien, tout en feignant de rester chrétien, aurait rétabli dès lors la liberté religieuse; mais cette assertion s'accorde mal avec le reste du récit, et elle ne doit pas être prise à la lettre.

⁽³⁾ *Ibid.*, XXI, 5, 4 et suiv.

⁽⁴⁾ AMMIEN MARCELLIN, XXI, 10, 7 et suiv.; cf. *Iuliani imperatoris epistulae, leges, poemata et fragmenta varia*, éd. Bidez et Cumont (le volume doit paraître prochainement), p. 40, et ci-dessous, p. 414, n. 5.

⁽⁵⁾ P. 286 D.

⁽⁶⁾ *Gratiarum actio Iuliano*, 9 fin.

ancien maître, comme un fait nouveau et important, qu'il sacrifie en public, et il ajoute que la plus grande partie de son armée partage ses convictions religieuses ⁽¹⁾.

Depuis sa rupture avec Constance, Julien avait traité son impérial cousin comme on traiterait un forban et un parjure. A l'appui de sa propre apologie, il montrait des lettres par lesquelles son compétiteur, pour l'affaiblir, aurait incité les barbares à envahir les Gaules. Mais, une fois la mort de Constance survenue, Julien, se trouvant soudain devant une situation inespérée, changea de manière ⁽²⁾. On était venu lui annoncer, en effet, que, avant de fermer les yeux, l'empereur défunt l'avait désigné pour son successeur ⁽³⁾. Julien se dispensa de soumettre l'exactitude de ce rapport à un contrôle sévère et il en profita pour simplifier les difficultés.

De même que, naguère, le cadavre de Constantin, exposé dans une salle du palais de Constantinople sur un lit de parade avec la pourpre et le diadème, avait représenté le pouvoir jusqu'au moment d'être mis au tombeau, de même la législation de Constance va demeurer intangible aussi longtemps que les derniers honneurs n'auront pas été rendus au mort que les légions ramènent le long des routes d'Asie-Mineure. Julien entoura ses funérailles d'un pompeux appareil ⁽⁴⁾. Devant la

⁽¹⁾ *Epistulae et leges*, n° 28 (XXXVIII Hertlein), éd. Bidez et Cumont, p. 46, l. 22 : ὀρησκεύομεν τοὺς θεοὺς ἀναφανδὸν καὶ τὸ πλῆθος τοῦ συγκατελθόντος μοι στρατοπέδου Σεοσεβές ἐστίν. C'est vers la même date que fut écrite l'*Épître à Thémistius*, et déjà R. ASMUS (*Kaiser Julians philosophische Werke*, Leipzig, Dürr, 1908, pp. 24 et suiv.) a finement senti la différence qui existe entre la neutralité tolérante affichée dans ce morceau et le fanatisme néo-platonicien de l'*Orat.* VII, dont nous aurons à dire un mot plus loin (p. 453).

⁽²⁾ Julien l'indique clairement lui-même dans le *Misopogon*, p. 357 C.

⁽³⁾ Cf. le récit de ces événements chez AMMIEN MARCELLIN, XXI, 45; XXII, 2; LIBANIUS, *Orat.* XVIII, 117 et suiv., etc.; W. KOCH, *Kaiser Julian der Abtrünnige*, Leipzig, Teubner, 1899 (Supplément des *Jahrb. für class. Philol.*, t. XXV), pp. 485 et suiv.

⁽⁴⁾ D'après GRÉGOIRE DE NAZIANZE (*Orat.* V, 17), Julien y aurait été en partie contraint par l'armée d'Orient. Le nouvel empereur ne dut pas être assez inconsidéré pour attendre que les soldats lui imposassent leurs volontés.

foule et les troupes réunies, il descendit jusqu'au port, puis, tandis qu'une galère somptueusement parée faisait traverser la mer aux restes de son ennemi, il pleurait, la tête découverte, après avoir remplacé sur ses épaules le manteau impérial par une simple chlamyde, reçue jadis de celui que désormais il appellera son frère ⁽¹⁾.

Pour avoir les coudées franches et se mettre à même d'agir, il fallait au préalable qu'il épurât le corps des fonctionnaires et spécialement le palais. Comme Constance s'était entouré d'un monde de délateurs et d'espions, Julien eut tout naturellement l'attitude d'un justicier en constituant une sorte de haute cour qui fut installée, de l'autre côté du détroit, dans la ville de Chalcédoine, loin de l'effervescence de la capitale ⁽²⁾. Les juges n'admirent guère les circonstances atténuantes ⁽³⁾, et les exécutions furent assez nombreuses. Nous devons noter ici qu'elles furent ordonnées pour des délits de droit commun, parmi lesquels la mise à mort sommaire et illégale de Gallus, décapité dix ans auparavant près des côtes de Dalmatie, joua le rôle le plus considérable. Le tribunal de Chalcédoine s'abstint, semble-t-il, de s'immiscer dans des affaires religieuses, et, parmi ses victimes, les hagiographes n'ont pas découvert de martyrs ⁽⁴⁾.

D'ailleurs, tandis qu'il procédait à son œuvre d'assainissement, Julien lui-même, appliquant à Byzance le programme d'économies et de vie simple qui l'avait rendu populaire en Gaule, chassait du palais le personnel coûteux dont il était encombré. Puis, pour remplir les vides, il fit appel à une élite

⁽¹⁾ *Epist.* 34 éd. Bidez et Cumont (XXIII Hertlein), p. 389 D. et XXV Hertlein, p. 397 B. Cf. ci-dessous, p. 443.

⁽²⁾ Cf. AMMIEN MARCELLIN, XXII, 3; GRÉGOIRE DE NAZIANZE, *Orat.* IV, 64; Julien lui-même, *Epist.* 34 éd. Bidez et Cumont (XXIII Hertlein), p. 390 A, etc.

⁽³⁾ AMMIEN MARCELLIN (XXII, 3, 2 et suiv.) blâme certains excès de rigueur.

⁽⁴⁾ C'est à Antioche que, d'après les écrivains chrétiens, Artemios fut exécuté. Cf. les textes auxquels je renvoie dans mon édition de Philostorge (Hinrichs, 1913), *Einführung*, pp. LIII et suiv. AMMIEN (XXII, 41, 2, 3 et 8), par contre, considère cette exécution comme antérieure au meurtre de Georges.

d'intellectuels. Nous connaissons les noms de ces invités de l'empereur. Nous avons même souvent encore le billet de convocation qui mettait à leur disposition les services de la poste impériale.

Parmi ces textes, je mentionnerai en passant — parce qu'une étude nouvelle de la tradition manuscrite a permis d'y découvrir quelques données curieuses — la lettre qui fut envoyée à Hermogène, ex-préfet d'Égypte, confrère de Julien en mithriacisme, vieux fonctionnaire au courant, sans doute, des difficultés de l'administration, que Julien supplie de venir au plus vite, contre vent et marée ⁽¹⁾.

Pour constituer son personnel administratif et son entourage, Julien s'adressa surtout à d'anciens amis d'études ⁽²⁾. Mais, en lisant entre les lignes des textes dont nous disposons, on constate qu'il sollicite parfois aussi — et ce ne fut pas toujours avec succès d'ailleurs — le zèle de gens qu'il ne connaissait que de réputation ⁽³⁾. Et si l'on veut se représenter quelle fut l'évolution de sa politique, il est plus important encore de noter qu'il fit appel même à des chrétiens. Nous possédons le texte d'un billet qui offre à l'hérésiarque Aécé une voiture de la poste ⁽⁴⁾. Nous en avons un autre envoyé, sinon à Basile de Césarée,

(1) *Epist.* 34 éd. Bidez et Cumont (XXIII Hertlein), p. 390 AB : σὺ δέ, ὦ φίλε πᾶτερ, εἰ καὶ παρὰ δύναμιν, ἐπείχῃται (c'est ainsi, en effet, que le texte doit être reconstitué d'après la tradition manuscrite).

(2) Parmi ceux qui se mirent à la disposition de l'empereur, il faut faire une place d'honneur à Vettius Agorius Praetextatus, qui fut nommé préfet d'Achaïe vers la fin de l'année 361 (cf. AMMIEN MARCELLIN, XXII, 7, 6; J. NISTLER, *Klio*, t. X, 1910, p. 463). Certes, il y eut, parmi les amis de Julien, des délateurs cupides qui persécutèrent pour s'enrichir. Mais, en général, les fonctionnaires païens de cette époque semblent s'être prêtés de bonne grâce à une politique tolérante et neutre. Cf., sur l'attitude de Vettius à Rome, NISTLER, *l. l.*, p. 464.

(3) Cf. par exemple *Epist.* LXIII Hertlein, p. 452 B C.

(4) *Epist.* 47 éd. Bidez et Cumont (XXXI Hertlein). — Julien fit même présent à l'hérésiarque d'une propriété située dans l'île de Lesbos, en souvenir peut-être de l'amitié qu'Aécé avait eue pour Gallus (PHILOSTORGE, IX, 4; cf. VI, 7, etc.). — On pourrait lire ici avec profit un passage curieux de LIBANIUS, *Orat.* XVIII, 125.

en tout cas à un chrétien qui eut des accointances avec l'entourage de Constance ⁽¹⁾, et un autre encore, écrit au sophiste chrétien Prohérésius d'Athènes ⁽²⁾, où, sans aller jusqu'à inviter le rhéteur à la cour, Julien lui adresse un salut fort engageant. Nous savons d'ailleurs par le témoignage des historiens de l'Église que, au début de son règne, Julien se montrait doux pour tous et qu'il accordait volontiers aux chrétiens l'objet de leurs demandes ⁽³⁾.

Tous les préparatifs dont nous venons de parler durent lui prendre du temps, en lui laissant le loisir d'interroger, d'observer et de réfléchir. Il se savait impulsif et il se défiait de ses emportements. Il disposait ainsi d'avantages précieux, pouvant utiliser à la fois les ressorts d'un enthousiasme actif et les calculs d'une circonspection éclairée par l'expérience ⁽⁴⁾. Ce ne

(1) *Epist.* 33 éd. Bidez et Cumont (XII Hertlein). J. GEFFCKEN (*Kaiser Julianus*, 1914, pp. 401 et 461) estime que le destinataire est certainement Basile de Césarée. En effet, le début de l'épître (οὐ πολλόν ἀγγέλλεις) confirme l'idée que Julien s'adresse ici à un chrétien. Mais, d'autre part, la lettre répond à des avances (cf. p. 384 A : ἦτοι οὖν ἔργοις αὐτῷ δεῖξον, etc.) que je n'oserais, pour ma part, imputer à Basile.

(2) *Epist.* 32 éd. Bidez et Cumont (II Hertlein).

(3) Cf. SOCRATE, III, 44, 1 et suiv. — L'exposé de RODE (*Geschichte der Reaction Kaiser Julians* etc., Iéna, 1877, p. 62; cf. *Juliani epist. et leges* éd. Bidez et Cumont, p. 85) pourrait donner à penser que Julien, dès son arrivée à Constantinople, s'empessa d'exclure les chrétiens de la garde prétorienne. RODE invoque le témoignage de Socrate (III, 13). Mais, en cet endroit (cf. le passage parallèle de l'historiographe arien anonyme, à l'appendice VII de mon édition de PHILOSTORGE, p. 232), SOCRATE décrit la seconde phase du règne de Julien, c'est-à-dire ce qui se passa durant le séjour de l'empereur à Antioche. — GRÉGOIRE DE NAZIANZE (*Orat.* IV, 82) ne vise pas le *donatium* accordé au moment de l'avènement à l'empire. — Ce que P. ALLARD avance (*Julien l'Apostat*, t. II, p. 315) ne repose sur rien.

(4) J. GEFFCKEN (*l. l.*, p. 401, 3 et suiv.) n'admet pas que l'on puisse prêter à Julien cette réunion de qualités qui lui paraissent inconciliables. Peut-être n'a-t-il pas songé à relire la curieuse anecdote rapportée par EUNAPE (*Fragn.* 24 : Oribase ayant dit à Julien qu'il ne faut pas que la colère, quand elle survient, s'exprime par les yeux et par la voix : « Observe donc », lui répondit son ami, « puisque ta remarque est excellente, si tu auras encore à me la faire. » — Cela s'accorde avec ce que dit AMMIEN (XXV, 4, 16), en énumérant les qualités de l'empereur : « *levioris ingenti, verum hoc instituto rectissimo temperabat, emendari se cum deviare a fruge bona permittens* ». Julien était de ceux qui savent écouter.

fut sûrement pas avant les derniers jours du mois de décembre 361 qu'il promulgua ses premiers édits en matière religieuse ⁽¹⁾.

Bien que nous n'en possédions pas le texte ⁽²⁾, nous pouvons nous risquer à en indiquer la tendance d'après ce que nous connaissons des idées et des diverses proclamations de Julien au début de son règne.

Je me bornerai à donner d'abord un exemple caractéristique. Immédiatement après l'émeute qui, le 24 décembre 361, éclata à Alexandrie et se termina par l'assassinat de l'évêque Georges, c'est-à-dire vers le moment où les édits étaient préparés, l'empereur envoya aux auteurs du meurtre une lettre dont nous avons la copie. Or, comment l'Apostat s'exprime-t-il au sujet de cet acte de représailles? Il dit aux Alexandrins que leur colère contre Georges, le profanateur de leurs mystères, est compréhensible et excusable. Mais il n'a pas un mot de blâme pour la législation qui a créé un état de choses favorable aux excès dont les émeutiers ont voulu tirer vengeance ⁽³⁾. Il rejette toutes les responsabilités sur la violence injuste de l'évêque et sur la brutalité du stratège Artemius. Excusant presque Constance, il le met habilement hors de cause. Julien n'a pas pu ignorer que les partisans

(1) Ces conclusions tiennent compte de l'ordre des faits énumérés par AMMIEN MARCELLIN, XXII, 3, 1 (installation à Chalcédoine du tribunal créé peu après l'entrée de Julien à Constantinople); 4, 1 (épuration du palais); 5, 2 (*ubi vero abolitis quae verebatur* etc.); 7, 1 (*adlapso... Calendarum Ianuariarum die* etc.). — J. GEFFCKEN (*l. l.*, p. 62, 5) dit que l'édit date du 4 février 362. Mais une inscription du pays de Bostra (cf. p. 78 de notre édition de Julien) fait savoir que, le 5 Dystros (février-mars) de l'an 362, les temples de cet endroit avaient déjà été rebâti et consacrés. D'ailleurs le texte de l'*Historia acephala* mentionné par Geffcken parle, non pas de l'ouverture même des temples, mais de certaines mesures financières qui furent la suite des édits autorisant la libre pratique du culte païen. Cf. ci-dessous pp. 421 et suiv.

(2) On trouvera les divers témoignages dont nous disposons dans *Juliani epist. et leges* éd. Bidez et Cumont, pp. 75 et suiv.

(3) Cf. *Epist.* 60 éd. Bidez et Cumont (X Hertlein). — C'est le moment de rappeler que Julien, en sa qualité de César, avait dû accepter de voir son nom figurer en tête des édits de persécution qu'il avait à abroger, maintenant qu'il était le seul maître de l'empire. Cf. *Cod. Theodos.*, XVI, 10, 6.

d'Athanase furent soupçonnés d'avoir fomenté les troubles ⁽¹⁾; et cependant, loin de les traiter à cette occasion avec le ton haineux qu'il prendra plus tard dans des cas analogues pour les menacer de châtiments sévères, il ne mentionne même pas les « Galiléens » dans le document. L'empereur, à qui les historiens modernes reprochent d'avoir témoigné une indulgence coupable vis-à-vis des auteurs du forfait, aurait, de lui-même, voulu sévir; il ne s'arrêta que devant les instances des païens de son entourage ⁽²⁾. Il blâme solennellement les Alexandrins, qui ont eu le tort de se conduire comme des « chiens », alors que, dit-il, les lois existantes leur auraient permis de faire châtier les coupables ⁽³⁾.

Bref, au moment où il lançait ses premiers édits, Julien était encore un diplomate avisé, préoccupé du respect des traditions et de la paix religieuse, et il dut se borner alors à proclamer que partout ⁽⁴⁾ on pouvait reprendre et perpétuer — sans avoir rien à craindre — l'ancien culte des dieux qui avaient fait la grandeur de la Grèce et de l'Empire. Si le législateur mentionnait les innovations de Constance, ou plutôt celles de Constantin ⁽⁵⁾, c'était uniquement pour indiquer qu'elles ne pouvaient empêcher les patriotes de revenir aux nobles coutumes de leur race, en exigeant des autres une tolérance que la raison et le respect du passé leur imposait de pratiquer eux-mêmes ⁽⁶⁾. Il est bien clair que, du même coup,

(1) Cf. PHILOSTORGE, VII, 2; SOCRATE, III, 3, 4; SOZOMÈNE, V, 7, 4.

(2) AMM EN MARCELLIN, XXII, 41, 11; cf. ci-dessous, p. 457.

(3) Cf. *Epist.* 60 éd. Bidez et Cumont (X Hertleim, pp. 379 C et suiv.

(4) Et, en effet, les édits qu'il abrogeait n'avaient établi aucune distinction entre les deux parties de l'empire. Il ne faut donc pas prendre à la lettre les expressions de certains historiens (SOZOMÈNE, V, 3, 4) : ils disent que c'est en Orient que Julien rouvrit les temples, parce qu'en fait il en fut ainsi. Cf. ci-dessus pp. 406 et suiv.

(5) Notons, en effet, que c'est toujours Constantin, et lui seul, que Julien rend responsable de la révolution qui, à ses yeux, fut si fatale aux destinées de l'Empire. Cf. *Orat.* VII, pp. 227 C et 228 BD; *Caes.*, p. 336 BC.

(6) Dans les inscriptions qui furent érigées en l'honneur de Julien par les païens reconnaissants, on célèbre le *propagator libertatis*. Cf. *Die Inschriften von Pergamon*, n° 633, etc.

Julien rendit la légalité, non seulement aux cultes officiels des cités et aux initiations des mystères, mais aussi aux pratiques les plus suspectes et les plus fantaisistes de tous les magiciens, faiseurs de sacrifices nocturnes et secrets, envouteurs, tireurs d'horoscopes ou diseurs de bonne aventure. Car, aux yeux des Hellènes, toute cette charlatanerie barbare avait le droit d'invoquer, elle aussi, le patronage de la tradition. Les expressions dont Zosime ⁽¹⁾ se sert pour rapporter les doléances auxquelles l'abrogation de certaines des lois de Julien donna lieu sous ses successeurs, ne laissent pas de doute à cet égard.

Dans tout ce qu'il fait — nous l'avons dit déjà —, Julien présente un mélange singulier d'aventureuse audace et de calcul. Après tout, le réveil du paganisme, au sein des cités où son engourdissement paraissait le plus profond, risquait de provoquer de l'opposition. Pour parer à ce danger, l'empereur fit suivre son premier édit d'une seconde mesure, qui témoigne de son habileté. Voici ce que rapporte, à ce propos, le judicieux Ammien Marcellin (XXII, 3, 2 et suiv.) :

« Par des décrets clairs et sans réserves, Julien fit ouvrir les temples et offrir des victimes en l'honneur des dieux sur les autels. Et afin d'assurer l'effet de ces décisions, ayant convoqué au palais les évêques dissidents des chrétiens et la foule de leurs fidèles, il les engageait avec douceur à renoncer à leurs discordes et à profiter de la tolérance qui leur était offerte pour obéir chacun à sa religion sans aucune crainte. Et s'il faisait cela avec insistance, c'était afin que la licence favorisât les disputes et que, dans la suite, il n'eût point à redouter l'unanimité du peuple. L'expérience lui avait appris qu'il n'y a pas de bêtes fauves plus dangereuses pour les hommes que ne le sont la plupart des chrétiens pour leurs coreligionnaires. »

Ce rapport d'Ammien est confirmé par celui des historiens de

⁽¹⁾ IV, 3, 2 et suiv.; cf. *Cod. Theodos.*, IX, 16, 7; cf. aussi MAMERTIN, *Gratiarum actio Iuliano*, 23; JEAN CHRYSOSTOME, *In S. Babylonem c. Iulianum*, 14; LIBANIUS, *Orat.* XVIII, 126, pp. 290 et suiv. éd. Förster.

l'Église. Un écrivain arien anonyme ⁽¹⁾, puis Philostorge ⁽²⁾ expliquent de même l'acte de clémence qui rendit des chefs à toutes les églises dissidentes.

L'amnistie accordée aux bannis, avec les proclamations d'universelle tolérance qui durent l'accompagner, est un acte conforme à l'esprit de tout ce que Julien fit, dit ou écrivit pendant son séjour à Constantinople. En abolissant les sentences d'exil qui s'étaient multipliées pour des questions de dogmes sous le règne de son prédécesseur, Julien était guidé par des considérations où tout n'était pas perfidie pure. Il voulait se rendre populaire ⁽³⁾ et il souhaitait sincèrement de faire régner la paix dans les cités de l'Empire, en prenant soin de ne jamais exercer aucune contrainte. La tolérance ne s'imposait d'ailleurs pas, à ses yeux, comme étant le respect d'un droit, mais parce qu'elle était de bonne politique vis-à-vis d'esprits malades qu'il importait, non de châtier ou de violenter, mais de guérir ⁽⁴⁾. Il lui semblait que, pour ranimer les anciennes ferveurs, il suffirait de rendre aux dieux la liberté d'exercer leur action bienfaisante et que bientôt on verrait l'hellénisme étendre de lui-même au loin des rameaux plus vigoureux que jamais, et capables d'étouffer les végétations nuisibles. Mais aussi Julien était trop calculateur pour ne pas envisager tous les effets de ses actes. Prétendre expliquer ses lois par des considérations très simples, ce serait, presque toujours, commettre une méprise. Il lui arrive de prôner la prudence que recommande la morale péripatétici-

(1) Voir p. 230 de mon édition de Philostorge (cf. *ibid.*, p. CLI). Je dois mentionner spécialement ici le récit conservé chez THÉOPHYLACTE BULGAR. (*Martyrium XV martyrum*, 10; *Patr. Gr.*, t. 126, 165 AB) où l'on retrouve tant de données précieuses et notamment l'assertion que Julien aurait fait restituer les biens qui avaient été confisqués. Cf. JULIEN, p. 436 B, cité ci-dessous, p. 454.

(2) VII, 4 (complétant VI, 7). — Il faut noter que Philostorge a utilisé, pour raconter le règne de l'Apostat, des sources anciennes qui sont perdues. Cf. mon édition de Philostorge, pp. CXXXVI et suiv.

(3) Cf. le passage de Julien cité ci-dessous, p. 453.

(4) *Epist.* 63 éd. Bidez et Cumont (XIIII Hertlein), p. 424 B; cf. ci-dessous, p. 431, l. 49 et suiv., etc.

cienne et de blâmer ce que le stoïcisme a d'impratique dans son intransigeance ⁽¹⁾. Il est lui-même l'homme des combinaisons ingénieuses mises au service d'une décision obstinée ⁽²⁾. Plus d'une de ses lettres confidentielles nous en donne la preuve ⁽³⁾.

Le passage d'Ammien dont j'ai eu à tenir compte va nous servir tout naturellement de transition. Je devais parler d'abord des lois générales que Julien a édictées, mais l'essentiel est de voir de quelle manière elles furent adaptées aux cités diverses de l'Empire.

* * *

L'Occident, demeuré en grande partie païen, n'a guère à intervenir ici. Dans certaines parties de la Gaule, les évêchés se constituaient à peine. A Rome, où Constance n'avait guère troublé la situation du polythéisme, où il avait admiré la splendeur du Panthéon demeuré intact ⁽⁴⁾, où même il avait nommé des nobles aux sacerdoces en subvenant aux frais des anciennes cérémonies ⁽⁵⁾, il est clair que la réaction de Julien n'eut rien de subversif. Elle ne fit qu'y rendre la légalité à un état de choses que la persécution chrétienne n'avait point entamé. C'est l'Orient qui s'impose surtout à notre attention, et nous suivrons l'ordre chronologique des faits en observant d'abord ce qui se passa dans la capitale. Or, c'est précisément de Constantinople qu'il s'agit chez Ammien Marcellin.

Pour l'entreprise de Julien, la situation de cette ville présen-

⁽¹⁾ JULIEN, *Epist.* 11 éd. Bidez et Cumont (XVII Hertlein), pp. 385 D et suiv.

⁽²⁾ Sur cette obstination, cf. ce que Julien dit lui-même, donnant ce trait de caractère pour une des marques des Flaviens de Mésie, *Misopogon*, p. 348 D.

⁽³⁾ Cf. *Epist.* 11 éd. Bidez et Cumont (XVII Hertlein), pp. 385 et suiv.

⁽⁴⁾ AMMIEN MARCELLIN, XVI, 10, 14.

⁽⁵⁾ SYMMACH., *Epist.* X, 3, 7; P. ALLARD, *Julien l'Apostat*, t. I, pp. 64 et suiv. G. BOISSIER (*Fin du paganisme*, t. II, p. 235) montre qu'il y eut à Rome, au IV^e siècle, une recrudescence de ferveur païenne.

tait à la fois des complications et des facilités particulières. Les païens ne devaient pas y être fort nombreux. Mais, comme l'empereur y résidait sans doute avec les corps d'armée les plus sûrs, comme d'ailleurs le siège épiscopal y était occupé par un prélat de cour, Eudoxe, dont la souplesse servait à merveille la circonspection ⁽¹⁾, il n'y avait guère à craindre de résistance. Il dut cependant s'y produire plus d'un incident de nature à alarmer le prince. On connaît la scène à grand fracas que vint faire à l'Apostat un vieil évêque de Chalcédoine, un Arien du nom de Maris, en lui barrant le passage sur les degrés du temple de la Fortune, où il allait offrir un sacrifice solennel. Bien que violemment pris à partie par l'évêque devant la foule assemblée, Julien resta très calme. Il refusa de sévir contre le sacrilège, et, laissant voir en cela qu'il avait bien réellement rompu avec l'esprit des Évangiles, il se contenta de railler le vieillard parce qu'il avait perdu la vue et que « le Galiléen » ne pouvait la lui rendre. C'est là du moins la version de Socrate et de Sozomène ⁽²⁾, tandis que, d'après Zonaras ⁽³⁾, l'affaire eut lieu à Chalcédoine, où l'empereur était de passage.

A Constantinople, Julien fut obligé d'ériger à grands frais des temples, car ils y étaient plutôt rares ⁽⁴⁾. Ils n'avaient pas dû, par conséquent, provoquer beaucoup de spoliations dans la capitale. Cette situation même épargna aux administrateurs de la ville une des grosses difficultés de la réaction : je veux dire la nécessité de mettre fin à des usurpations, de contraindre à des restitutions, et d'opérer des reprises, toujours dangereuses. Les

(1) Cf. PHILOSTORGE, IV, 4. L'arien Eudoxe fut en grande faveur auprès de Valens, et jamais, semble-t-il, il ne le poussa à sévir contre le paganisme. — D'après ZOSIME (III, 11, 2, Julien fut accueilli à Constantinople avec des démonstrations d'enthousiasme.

(2) SOCRATE, III, 11, 3 et suiv. ; SOZOMÈNE, V, 4, 8 et suiv.

(3) XIII, 12, 27 et suiv.

(4) HIMERIUS, *Orat.* VII, 9. Sur le *Τοῦξρον* de Constantinople, cf. SOCRATE et SOZOMÈNE, II, II., et, sur les anciens temples païens de Byzance, J. MAURICE, *Numismatique constantinienne*, t. II, Paris, 1911, pp. LXXVIII et suiv., et p. XCI.

seules mesures de ce genre auxquelles on y recourut, semble-t-il, consistèrent à faire rendre aux Novatiens un terrain qui leur avait été enlevé ⁽¹⁾.

Mais ailleurs il n'en fut pas de même. Il y avait trop d'empiétements à réprimer et, comme Julien n'était pas homme à accepter facilement l'inévitable, ce fut par là que, malgré toute sa diplomatie, il occasionna les premiers conflits. Désireux d'alléger le poids des impôts et d'épargner les ressources de l'empire, Julien ne pouvait songer à faire partout du neuf. De plus, le prestige des vieux sanctuaires représentait, aux yeux de la réaction, une force à laquelle il eût été impie et désastreux de renoncer. Certes Julien dut ordonner beaucoup de constructions nouvelles — on le voit encore, dans une loi du 29 juin 362 ⁽²⁾, veiller à ce que rien ne les empêche —, mais il n'aurait pu se dispenser de prescrire que les temples désaffectés seraient rendus à leur vraie destination. En même temps, il crut devoir exiger de ceux qui s'étaient emparés d'édifices, de colonnes, de vases précieux ou de statues, soit une restitution immédiate des biens dérobés, soit une indemnité équivalente ⁽³⁾. Et l'on voyait — dit un panégyriste de l'empereur — les colonnes revenir à leur place, « les unes portées sur des navires, les autres sur des chars ⁽⁴⁾ ».

Toujours convaincus que Julien fut un maladroit et qu'il est facile de deviner ce qu'il aurait dû faire pour simplifier sa tâche, les modernes estiment qu'en l'occurrence il eût été sage de dédommager les détenteurs des biens spoliés ⁽⁵⁾. Puisque Julien

(1) SOCRATE, II, 38, 23; SOZOMÈNE, IV, 20, 6.

(2) *C.-d. Theodos.*, XV, 1, 3; les derniers éditeurs du code ont fait observer avec raison que cette loi — faussement attribuée à Constantin dans les manuscrits — est en réalité de Julien.

(3) Pour fournir des exemples, les témoignages se présentent ici en grand nombre. Cf. *Juliani epist. et leges*, éd. Bidez et Cumont, pp. 78 et suiv. On a affirmé que Julien prétendit faire reconstruire par les spoliateurs eux-mêmes les temples détruits ou endommagés. Cela ne concorde ni avec les textes de Julien que nous possédons, ni avec le détail des narrations anciennes qui nous ont été conservées. Cf. par exemple ZONARAS, XIII, 12, 30 et suiv.

(4) LIBANIUS, *Orat.* XVIII, 126.

(5) Cf. L. DUCHESNE, *Histoire ancienne de l'Église*, t. II, 1907, p. 324.

en décida autrement, il est permis de supposer qu'il avait ses raisons. En témoignant de tels égards aux dévastateurs des temples, il aurait sans doute paru à ses coreligionnaires agir avec une faiblesse coupable.

La nouvelle loi n'avait rien de confessionnel, en ce sens que le bénéfice en était offert à toutes les églises et à toutes les sectes qui avaient été persécutées sous les règnes précédents ⁽¹⁾. Julien se heurta cependant à des résistances insurmontables. Les indemnités qu'on prétendait imposer aux chrétiens, les renseignements mêmes qu'on voulait leur faire donner, eussent été, à leur sens, une concession à l'idolâtrie. Beaucoup d'entre eux refusèrent de se prêter, de n'importe quelle manière, à la restauration du polythéisme. Ils s'obstinèrent à ne point payer, à ne point parler, à ne rien trahir. Les gouverneurs, désireux d'éviter les conflits, fermèrent les yeux. C'est ainsi qu'il fallut que Julien passât par la ville de Tarse pour que le prêtre du grand temple d'Esculape à Aegae, en Cilicie, obtint de l'évêque du lieu la restitution de colonnes enlevées ⁽²⁾. Parfois les païens eux-mêmes jugeaient prudent de ne rien réclamer. Nous connaissons le cas d'un théurge néo-platonicien, Chrysanthé, nommé par Julien pontife de Lydie. Ce philosophe, vénéré par ses coreligionnaires à l'égal de Maxime et de Priscus, se fit gloire, après la mort de l'Apostat, d'avoir si sagement conduit les choses que, dans sa province, ni sous Julien, ni sous ses successeurs, il n'y eut pas la moindre apparence de bouleversement et que — dit Eunape ⁽³⁾ — on n'y remarqua point que les temples étaient reconstruits et rouverts.

En maint endroit, cependant, on fit du zèle et, du même coup, s'ouvrit une première liste de martyrs. Grégoire de Nazianze a fixé le souvenir du plus célèbre d'entre eux,

(1) Cf. SOZOMENE, V, 5, 40, et SOCRATE, III, 44, 3.

(2) ZONARAS, XIII, 12, 30 et suiv.

(3) *Vit. sophist.*, p. 501, 35 et suiv.; Eunape tient ses renseignements de Chrysanthé lui-même; cf. *ibid.*, p. 500, 2 et suiv.

Marc d'Aréthuse ⁽¹⁾. Toutefois, rien ne prouve que, avant le mois de juin 362, Julien ait poussé ses fonctionnaires ou qu'il ait recouru lui-même à des mesures violentes. Libanius ⁽²⁾ s'exprime comme si, dans le cas de Marc d'Aréthuse, l'empereur était intervenu pour empêcher que le coupable ne fût mis à mort. La ville de Césarée de Cappadoce avait toléré la destruction des temples de Zeus et d'Apollon; ce fut seulement dans la seconde moitié de l'année 362 — après que la démolition séditeuse du temple de la Fortune eût placé l'autorité devant un intolérable scandale — que Julien se décida à intervenir et à infliger une punition exemplaire à la cité rebelle ⁽³⁾.

Comment les choses se passèrent-elles à Alexandrie? Grâce à l'auteur de l'*Histoire acéphale* ⁽⁴⁾, nous savons que, dans cette ville, « le dix du mois de méthyr (4 février 362), après le consulat de Taurus et Florentius (361), une ordonnance de l'empereur Julien fut affichée, enjoignant de rendre aux idoles, aux néocores (c'est-à-dire aux intendants des temples) et aux finances publiques ce qui leur avait été enlevé dans les temps antérieurs. Et trois jours après — ajoute le narrateur —, le 14 méthyr, fut remis à Gérontius le préfet un ordre du même Julien, empereur, et du vicaire Modeste ⁽⁵⁾, prescrivant que tous les évêques privés de leurs fonctions et exilés rentreraient dans

⁽¹⁾ *Orat.* IV, 88-91. Cf. l'historiographe arien anonyme, *Philostorgius Kirchengeschichte* éd. Bidez, p. 229.

⁽²⁾ *Epist.* 730 (vers la fin) : *Καὶ ταῦτ' εἰδὼς βασιλεὺς ἀγγεῖ μὲν ὑπὲρ τοῦ νεῶ, τὸν δὲ ἄνδρα οὐκ ἀπέκτεινε. Νόμισον δὲ νόμον τὴν Μάρκου σωτηρίαν, καὶ τὸν Ὀρίωνα σώσας* etc. D'après O. Seeck (*Die Briefe des Libanius zeitlich geordnet*, Leipzig, 1906, p. 397, cette lettre fut écrite en 363.

⁽³⁾ Cf. SOZOMÈNE, V, 4, et 11, 8; LIBANIUS, *Orat.* XVI, 14; GRÉGOIRE DE NAZIANZE, *Orat.* IV, 92 et XVIII, 34. Le martyre d'Euphychius (cf. BASILE, *Epist.* 100, 142, 200 et 232; *Synax. Constantinop.*, p. 593, 9 et suiv. éd. Delehaye; *Acta Sanctorum*, Avril, t. I, 820) eut lieu, probablement, le 7 septembre [362]. Cf. P. ALLARD, *Saint Basile*, 3^e éd., Paris, 1899, pp. 52 et suiv.

⁽⁴⁾ § 9 et suiv.

⁽⁵⁾ Sur ce personnage, qui fut plusieurs fois renégat, cf. O. SEECK, *Die Briefe des Libanius zeitlich geordnet*, p. 215.

leurs cités et provinces. Ces lettres sont affichées le lendemain 15 méthyr », puis on fait connaître un édit du préfet Gérontius rappelant Athanase. Le 27 du même mois, l'évêque se trouve à Alexandrie.

Comment se fait-il que, par le même texte, Julien ordonne de rendre aux néocores et aux finances publiques ce dont ils ont été frustrés? Et comment la spoliation des temples a-t-elle pu avoir pour suite une spoliation du fisc? Une loi du 13 mars 362 va nous mettre à même de comprendre la situation à laquelle Julien voulut porter remède.

* * *

De cette loi, qui devait être considérable et importante, nous possédons cinq extraits, insérés dans le code théodosien sous les rubriques les plus diverses. Je dois prendre d'abord le fragment inséré au livre XI, titre 16, loi 10 :

« Aucune charge ne peut être imposée aux provinciaux et par contre aucune des charges existantes ne peut être supprimée à notre insu. Par conséquent, tout ce que la coutume ou notre décision embrasse, poste publique, transports, entretien des routes et autres corvées semblables, doit être exigé de tous les possesseurs indistinctement etc. »

Cette prescription a pour but de restaurer les finances et l'administration, en restreignant des immunités devenues excessivement onéreuses. Il est bien clair que, parmi les privilèges abrogés par Julien, figuraient en première ligne ceux dont Constantin ⁽¹⁾, puis Constance ⁽²⁾, avaient comblé le clergé chrétien. L'Apostat agit ainsi, dit Gothofredus, en haine de la religion du Christ. Je crois que l'éminent commentateur du code commet une sorte d'anachronisme, en exagérant dans l'œuvre de Julien ce qu'elle eut de négatif et de destructeur. Le 13 mars 362,

(1) *Conl. Theodos.*, XVI, 2, 2 et suiv.

(2) *Ibid.*, 8 et suiv., et 14.

Julien n'avait pas encore déclaré la guerre à la religion qu'il finit par exéquer, mais, tenant à rendre au culte païen et du même coup aux finances de l'empire leur ancienne prospérité, il était obligé de réagir contre les innovations de ses prédécesseurs.

Le fragment suivant (*ibid.*, X, 3, 1, sous la rubrique : *de locatione fundorum iuris enfyteutici et rei publicae et templorum*) va rendre cette constatation plus incontestable encore :

« *Post alia* : Nous ordonnons que les propriétés publiques soient restituées aux cités de telle façon qu'elles soient tenues en location d'après des estimations équitables, afin que l'on puisse obtenir une restauration de toutes les cités ⁽¹⁾. »

On retrouve dans le code de Justinien (XI, 70, 2) un autre passage de la même loi, où des ordonnances analogues sont répétées à propos des cités de Pamphylie.

Grâce à ces textes, tout devient clair. Dans les villes chrétiennes, les occupants des biens municipaux avaient pu perdre l'habitude de payer leurs loyers ⁽²⁾. A quoi, en effet, devaient servir ces ressources des administrations, sinon à permettre de multiplier — avec des sacrifices, des jeux ou des spectacles — des fêtes d'un caractère abominable? Et là, naturellement, où un évêque zélé créait des œuvres pies, il tâchait de leur faire attribuer les revenus des biens vacants ⁽³⁾. On le voit, le progrès du christianisme risquait — comme les Dèce et les Dioclétien l'avaient prévu — d'être accompagné d'une crise inquiétante pour l'empire. Julien voulut réagir. Du moment qu'il s'attacha à restaurer les anciennes institutions, inévitablement et sans

(1) Gothofredus dit que ces biens avaient été enlevés aux cités par les prédécesseurs de Julien. Mais Libanius ne semble pas lui donner raison. Cf. ci-dessous, note 2.

(2) Cf. LIBANIUS, *Orat.* XIII, 45 : ἥς ἐστὶ μὲν καὶ τὸ ταῖς πόλεσιν ἐπανορθῶσαι τὴν πενίαν ἐξεληλαμέναις ἀρχαίων τε καὶ δικαίων κτημάτων, ὃ τοὺς μὲν ἰδίους οἴκους μεγάλους ἐποίησε; cf. encore LIBANIUS, *Epist.* 740.

(3) C'est en ce sens sans doute qu'il faut comprendre SOZOMÈNE, V, 5, 3. Cf. ci-dessus, pp. 407 et suiv.

qu'il voulût le moins du monde poser un acte vexatoire, il dut porter atteinte aux privilèges de l'Église. En même temps, d'ailleurs, il fut amené à décréter des mesures d'ordre financier dont plus d'une s'est perpétuée dans le code de Théodose. Nous voyons fort bien, en lisant le panégyrique de Mamertin, par exemple ⁽¹⁾, que, aux yeux des païens, ce fut simultanément que Julien rendit aux cités leurs remparts, leurs aqueducs, leurs richesses, leurs fêtes, et aussi leurs temples.

Mais comment aurait-on réussi à assurer la bonne marche des services municipaux, sans veiller à ce que les curies ne fussent ni trop désertées, ni trop exploitées? Aussi, toujours par cette même loi du 13 mars 362 (*ibid.*, XII, 1, 50), Julien prit-il une série de mesures destinées à ramener dans les rangs des sénats des villes plusieurs catégories de gens qui, à des titres divers, se dérobaient à leurs obligations. Il y fit rentrer entre autres les membres du clergé chrétien ⁽²⁾ et il supprima ainsi une exemption accordée par Constantin et ratifiée par Constance ⁽³⁾.

D'autre part — et ceci contribue encore à démontrer le but de la loi, qui semble bien avoir été faite pour restaurer et conserver plutôt que pour persécuter — ceux des décurions qui n'exerçaient personnellement aucun négoce, étaient affranchis par le même texte (XII, 1, 50) de l'impôt fameux qui frappait les commerçants sous le nom de *lustralis collatio* ou de chrysargyre ⁽⁴⁾. Il est probable que les chrétiens, par contre, perdirent l'immunité qui leur avait été octroyée à cet égard ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Cf. *Gratiarum actio Iuliano*, 9.

⁽²⁾ « *Ut christiani* » dit le texte (*l. l.*); il faut entendre par là : « à titre de membres du clergé chrétien », comme Gothofredus l'a bien vu. Cf. les passages des historiens de l'Église cités dans notre édition des *Iuliani imp. epist. leges et fragmenta*, pp. 75 et suiv. Sur le cas d'une élection épiscopale qui irrite Julien, parce qu'elle prive une curie d'un de ses membres les plus riches, cf. P. ALLARD, *Saint Basile*, 3^e éd., pp. 51 et suiv.

⁽³⁾ Cf. ci-dessus, p. 422.

⁽⁴⁾ Cf. PAULY-WISSOWA R. E., s. v. *collatio*; GOTHOFREDUS *ad Cod. Theodos.* XIII, 1, 4.

⁽⁵⁾ *Cod. Theodos.*, XIII, 1, 4, 41 et 14; XVI, 2, 8, 10 et 36.

Cette loi du 13 mars 362, dont on ne s'était pas donné la peine jusqu'ici de réunir les fragments de façon à en deviner l'esprit, est caractéristique. Neutre encore, elle révèle combien la neutralité des débuts du règne de Julien était en réalité artificielle et précaire. Il ne pouvait réussir à remettre le paganisme debout qu'en supprimant sans pitié beaucoup d'innovations, dont le christianisme s'entourait comme d'un appareil nécessaire à sa vie ⁽¹⁾.

* * *

Vers la même date, une série d'autres mesures achevèrent d'accentuer les menaces de conflit et de prouver que la tolérance et la paix dans la réaction païenne ne dureraient pas plus que ne durent les illusions d'un rêve. Ainsi, c'est au début de l'an 362 que Julien eut à s'occuper des emblèmes et des images qui figuraient sur les monnaies et sur les enseignes des légions ⁽²⁾. La croix et le monogramme du Christ devaient en être exclus, et Julien les remplaça par des symboles qui n'avaient certes rien de révolutionnaire, mais qui risquaient de troubler la conscience des chrétiens, déjà nombreux dans l'administration et dans l'armée.

Le clergé profitait, sous le règne de Constance, de certains avantages en matière de testaments et de juridiction. Les chrétiens avaient le droit de posséder corporativement et le for

⁽¹⁾ On pourrait citer ici encore l'exemption de l'impôt foncier accordée aux églises publiques. Cf. L. DUCHESNE, *Histoire ancienne de l'Eglise*, t. II, p. 658, note 2; P. BATIFFOL, *La paix constantinienne et le catholicisme*, Paris, Lecoffre, 1914, pp. 347 et suiv.

⁽²⁾ GRÉGOIRE DE NAZIANZE (*Orat.* IV, 66 fin) indique clairement que la suppression du Labarum date des débuts du règne de Julien. SOZOMENE (V, 17, 2) ne vise pas à respecter l'ordre chronologique. — Quant aux monnaies, SOCRATE (III, 17, 5) se contente de donner le fait comme antérieur aux difficultés que Julien rencontra à Antioche. Sur les emblèmes païens des monnaies de l'Apostat, cf. P.-H. WEBB, *Numismatic chronicle*, X, 1910, pp. 238 et suiv.; J. GEFFCKEN, *Neue Jahrbücher*, XXI, 1908, p. 176; E. BABELON, *Revue numismatique*, 1903, pp. 144, 146 et 152.

épiscopal était institué. Tout cela fut promptement aboli. Dans un rescrit daté du 1^{er} août 362 et adressé d'Antioche aux Bostréniens, Julien parle de cette réforme comme d'une mesure qui a eu le temps déjà de modifier les dispositions des clercs à son égard ⁽¹⁾.

D'autre part, les prêtres païens étaient tombés presque partout — en Orient bien entendu — dans une grande misère. Ils étaient souvent réduits à exercer les métiers les plus vils, sinon les plus infâmes. En vertu du principe même qui le faisait agir. Julien devait rendre à ces déchus, avec leurs anciennes ressources et leurs immunités, tous leurs privilèges ⁽²⁾. Cela fut fait, mais, par là même, l'empereur renonçait à paraître tenir la balance égale entre les deux cultes qu'il ramenait à leur situation première ⁽³⁾.

Pendant que Julien s'attachait ainsi à réparer les pertes subies par l'hellénisme sous les règnes précédents, — et cela tout en prétendant observer vis-à-vis des chrétiens les prescriptions d'une tolérance scrupuleuse et d'une parfaite philanthropie ⁽⁴⁾, — les scènes de désordre se multipliaient dans les cités de l'Orient. Je ne réferai pas ici le tableau des profanations et des violences auxquelles se livra la population païenne amentée, à Alexandrie d'abord, puis en Phénicie et en Syrie; ce sont là des faits trop connus; mais je dois appeler l'attention sur certaines doléances que l'on rencontre dans les lettres de Julien ⁽⁵⁾ : il se plaint de ce que les évêques, là où ils se sentaient assez

⁽¹⁾ *Epist.* I.H Hertlein, p. 437 A. Cf. *Cod. Theodos.*, I, 27, 4; L. DUCHESNE. *Histoire ancienne de l'Eglise*, t. II, pp. 658 et suiv., et 664 et suiv.; P. BAUTIFFOL. *La pair constantinienne et le catholicisme*, Paris, Lecoffre, 1914, pp. 348 et suiv., etc.

⁽²⁾ SOZOMENE, V, 3, 2; PHILOSTORGE, VII 4, p. 82 éd. Bidez. etc.

⁽³⁾ Il est piquant de constater que, lorsque Valentinien et Valens se refusèrent à tolérer les manœuvres (*Cod. Theodos.*, XVI 2, 20) interdites par Julien, ils provoquèrent les doléances amères d'AMBROISE *Epist.*, I, 18. 13 et suiv., qui se plaint de l'inégalité établie entre le clergé des deux cultes comme d'une injustice flagrante.

⁽⁴⁾ *Epist.* I.H Hertlein, p. 436 B et suiv.

⁽⁵⁾ *L. L.*, p. 436 D et suiv.; cf. ci-dessous, p. 454.

forts, suscitaient des troubles de nature à paralyser son bon vouloir ⁽¹⁾. Bref, l'empereur ne tarda pas à constater que rien ne marchait au gré de ses vœux, et nous allons le voir se détourner de l'utopie qui avait attiré ses aspirations de pacifiste philanthrope, pour se lancer dans une politique plus belliqueuse.

*
* *

Dès le mois de juin de l'an 362 ⁽²⁾, poursuivi par l'idée qu'il réussirait à réchauffer et à s'attacher définitivement le vieux patriotisme grec en refaisant l'expédition d'Alexandre ⁽³⁾ et en remportant sur les Perses d'éclatantes victoires, le restaurateur du paganisme quittait Constantinople pour se rendre à Antioche, où il arriva après avoir traversé l'Asie-Mineure en quatre ou cinq semaines.

Or, vers le moment où Julien, se détournant de son chemin, allait à Pessinonte faire ses dévotions à la Grande Mère Cybèle et vénérer le tombeau d'Attis, le 17 juin, dans toutes les cités de l'empire, était promulguée une loi scolaire qui, à en juger d'après les expressions des écrivains chrétiens, produisit l'effet d'un coup de foudre ⁽⁴⁾.

Naturellement, le fragment de cet édit qui a été inséré dans le code théodosien (XIII, 3, 5) n'a rien de très subversif. En voici la traduction :

« Il importe que les maîtres des études et les professeurs se distinguent avant tout par leurs mœurs, et ensuite par leur éloquence. Mais, comme je ne puis être présent en personne dans toutes les cités, j'ordonne que quiconque veut enseigner, ne se

⁽¹⁾ On trouvera la version chrétienne de ces troubles résumée chez P. ALLARD, *Julien l'Apostat*, t. III, pp. 87 et suiv.

⁽²⁾ Cf. G. SCHWARZ, *De vita et scriptis Iuliani imp.*, Diss., Bonn, 1888, p. 48.

⁽³⁾ Cf. SOCRATE, III, 21, 7; LIBANIUS, *Orat.* XVIII, 260; PHILOSTORGE, *Kirchen-geschichte*, éd. Bidez, p. 100, 34 et suiv.

⁽⁴⁾ THÉODORE (Hist. eccles., III, 8, 1) déclare que cette loi fut le premier acte de la persécution; cf. RUFIN, Hist. eccles., X, 33; GREGOIRE DE NAZIANZE, *Orat.* IV, 6, et 101 et suiv.

lance pas dans cette carrière tout d'un coup et à la légère, mais que, après en avoir été jugé digne par l'ordre (des curiales), il obtienne un décret de ces mêmes curiales en vertu du consentement unanime des meilleurs : car ce décret me sera transmis pour être examiné, afin que, avec un plus grand honneur, en vertu de notre jugement, ils (les professeurs) se consacrent à l'enseignement dans les cités. »

L'auteur de ces quelques lignes se borne à constater l'importance de l'enseignement public et la nécessité de contrôler la moralité des éducateurs, puis à exiger que les nominations de professeurs soient soumises dans les villes à l'appréciation des curies, enfin que l'avis des curies elles-mêmes fasse l'objet d'un rapport à l'empereur, érigé de la sorte en arbitre suprême et autorisé à exclure les candidatures qui lui déplairaient.

Heureusement, un des manuscrits qui nous ont conservé des débris de la correspondance de Julien, renferme un morceau qui se rattache manifestement à la loi scolaire du 17 juin 362 ⁽¹⁾. Peut-être est-ce une partie de la loi elle-même, peut-être est-ce un fragment des instructions envoyées par l'empereur à quelqu'un de ceux qui avaient à l'appliquer ⁽²⁾. Voici la traduction de ce document curieux, d'après le texte que nous avons établi ⁽³⁾ :

« La bonne éducation n'est pas, d'après nous, l'habileté

⁽¹⁾ *Epist.* XLII Hertlein, conservée dans le *Paris. 2755* (= C); cf. BIDEZ et CUMONT, *Recherches sur la tradition manuscrite des lettres de l'empereur Julien*, 1898, p. 95.

⁽²⁾ Je ne puis discuter ni même énumérer ici les innombrables hypothèses qui ont été émises à ce sujet. J. GEFFCKEN (*Kaiser Julianus*, p. 164) veut que ce soit un morceau adressé aux professeurs chrétiens. Mais, comme on va le voir, Julien est loin de s'adresser toujours à eux. Là (p. 431) où il apostrophe ses adversaires, il a en vue les élèves (p. 423 D : *καὶ τὰς ἀκοάς*) aussi bien que les maîtres. Il suffit d'ailleurs de lire le morceau, en le rapprochant des témoignages réunis dans notre édition des lettres et fragments de Julien (pp. 103 et suiv.), pour en comprendre le vrai caractère.

⁽³⁾ Une collation plusieurs fois vérifiée du *Parisinus C* nous a permis d'écarter mainte leçon fautive, qui avait induit les érudits modernes (notamment P. ALLARD, *Julien l'Apostat*, t. II, pp. 356 et suiv.) à commettre des contresens parfois assez graves.

à produire des combinaisons brillantes de mots et de phrases, mais la disposition saine d'un jugement raisonnable, ayant des opinions vraies sur le bien et le mal, le beau et le laid. Ainsi, quiconque pense d'une manière et instruit ses élèves d'une autre, me paraît être aussi éloigné lui-même de la vraie éducation qu'il l'est de l'honnêteté. Et si c'est en de petites choses que consiste la différence entre la pensée et le langage, certes, le mal existe, mais il est supportable à cause de son peu d'importance. Si, au contraire, c'est à propos de ce qu'il y a de plus grand que quelqu'un enseigne l'opposé de ce qu'il croit, sa conduite n'est-elle pas celle d'un marchand sans scrupule, lui qui vante ⁽¹⁾ ce qu'il tient pour le plus mauvais, trompant et amorçant par ces éloges ceux chez qui il veut faire passer ce qu'il a de détestable.

» Il faut donc que tous ceux qui font profession d'enseigner n'importe quoi, aient de bonnes mœurs et ne portent point dans leur âme des opinions opposées à ce qu'ils pratiquent en public ⁽²⁾, et plus que tous les autres tels doivent être, à mon avis, ceux que les jeunes gens prennent pour guides dans l'étude des lettres, parce qu'ils se font les interprètes des anciens ouvrages, que ce soient des rhéteurs ou des grammairiens, ou bien encore, et surtout, des sophistes ⁽³⁾ : car ceux-ci veulent,

(1) J'adopte la correction ἐπιτινύσκειν de Naber.

(2) Je traduis la leçon οἷς δημοσίᾳ μεταχειρίζονται : cf. J. BIDEZ, *Notes sur les lettres de l'empereur Julien* (Bull. de l'Acad. roy. de Belgique, Classe des Lettres, août 1904), p. 498.

(3) εἴτε ῥήτορες, εἴτε γραμματικοί, καὶ ἐτι πλέον οἱ σοφισταί (Cf. JULIEN, *Epist.* 1*, *Rhein. Mus.*, t. 42, 1887, p. 24, 5 : ποκτίον οὔτε φιλόσοφον οὔτε ῥητορικὸν οὔτε γραμματικὸν etc.). Julien distingue donc les sophistes des rhéteurs, et il faut tenir compte ici de la grande place prise alors par l'exégèse des auteurs, et spécialement de Platon, dans tout l'enseignement philosophique. Beaucoup d'écrivains anciens certifient d'ailleurs que l'édit de Julien atteignait toute l'éducation libérale : JÉRÔME, *Chronic.*, a. 363 f; AUGUSTIN, *De civ. dei*, XVIII, 52; SOCRATE, III, 42, 7; 46, 1 et 18 suiv.; PHILOSTORGE, VII, 4^b; ZONARAS, XIII, 12, 21. Cf. THÉODORET, *Hist. eccl.*, III, 8, 4; JEAN CHRYSOSTOME, *In Iuvenin. et Maximin.*, 4, p. 579 E, etc. — L'édit du *Cod. Theodos.*, XIII, 3, 5 [et. 6] vise en effet tous les *magistros studio-rum doctoresque* sans distinction. Cf. L. DUCHESNE, *Histoire ancienne de l'Eglise*, t. II, p. 330.

outre le reste, être des professeurs, non seulement de mots, mais aussi de mœurs, et ils disent qu'ils ont pour spécialité la philosophie politique. Est-ce vrai ou non? Laissons cela pour le moment. Je les loue d'aspirer à une si belle profession, mais je les louerais bien plus encore, s'ils ne mentaient pas et ne donnaient pas la preuve eux-mêmes qu'ils pensent autre chose que ce qu'ils enseignent à leurs disciples.

» Eh quoi! Homère, certes, et Hésiode et Démosthène et Hérodoté et Thucydide et Isocrate et Lysias considèrent les dieux comme les directeurs de toute éducation. Ne se croyaient-ils pas, les uns, consacrés à Hermès, les autres, consacrés aux Muses? Je tiens pour absurde que les interprètes de leurs œuvres méprisent les dieux qu'ils honorèrent. Parce que je tiens cela pour absurde, je ne dis pas cependant qu'ils doivent changer d'opinion pour continuer à fréquenter la jeunesse; mais je leur offre le choix : qu'ils n'enseignent point ce qu'ils ne croient pas sérieux, ou bien, s'ils veulent continuer leurs leçons, qu'ils prêchent d'exemple avant tout et qu'ils persuadent à leurs élèves que ni Homère, ni Hésiode, ni aucun de ceux qu'ils expliquent tout en les accusant de folie et d'erreur au sujet des dieux, n'est tel qu'ils les représentent. Comme ce sont les écrits de ces auteurs qui leur procurent le salaire dont ils vivent, ils reconnaissent qu'ils sont eux-mêmes avides des gains les plus honteux et prêts, pour quelques drachmes, à tout supporter.

» Jusqu'ici l'on avait beaucoup de raisons pour ne pas fréquenter les temples, et la crainte suspendue de toutes parts faisait pardonner que l'on dissimulât les opinions les plus vraies au sujet des dieux. Mais puisque les dieux nous ont donné la liberté, il me paraît absurde d'enseigner aux hommes ce qu'on ne croit pas bon. Si ces gens (les maîtres chrétiens) considèrent comme sages ceux dont ils sont les interprètes et dont ils se constituent, pour ainsi dire, les prophètes, qu'ils essaient d'imiter d'abord leur piété envers les dieux. Si, au contraire, ils croient que ces auteurs se sont trompés à l'égard

des êtres les plus vénérés, qu'ils aillent dans les églises des Galiléens et qu'ils y expliquent Matthieu et Luc. » (Ici le manuscrit laisse en blanc un espace que rempliraient dix-huit lettres environ ; il est manifeste qu'un copiste byzantin n'a pas voulu transcrire jusqu'au bout une tirade qui devenait trop injurieuse pour sa foi.)

» Vous décrêtez, vous autres, qu'il faut s'abstenir de toucher aux offrandes faites aux dieux ? Eh bien, je veux, moi, que même vos oreilles et votre langue, comme vous diriez, se purifient (leçon douteuse), en s'abstenant de ce à quoi je souhaite de participer toujours, ainsi que ceux qui pensent et font ce que j'aime.

» Pour les maîtres et les professeurs, telle est la loi commune. Quant aux jeunes gens qui veulent fréquenter les écoles, aucun n'en est exclu. Car la raison même défend de fermer la bonne voie à des enfants qui ne savent pas encore de quel côté se diriger, comme aussi de les ramener par la crainte et malgré eux aux traditions ancestrales (*ἐπι τὰ πατρια*). Et pourtant, on aurait le droit de les guérir comme on guérit ceux qui délirent, sans attendre leur consentement, mais en leur pardonnant à tous leur maladie, vu que, à mon avis, il faut instruire et non châtier les gens qui déraisonnent. »

Grâce à ce texte, la portée de la loi scolaire du 17 juin 362 apparaît clairement. En invoquant des raisons qui, au premier abord, semblent paradoxales à un lecteur moderne, le législateur prétend fermer aux professeurs chrétiens l'accès des chaires où l'on utilise les grandes œuvres de la littérature grecque. C'était là une persécution qui, pour n'être pas sanglante, risquait néanmoins de devenir mortelle. Au IV^e siècle, l'Église commençait à profiter de cette union de la sagesse antique et de la doctrine chrétienne qui, en produisant un heureux mélange d'idées, allait créer la civilisation moderne, et l'on avait, autour de Julien, semble-t-il, le sentiment que ce renforcement du christianisme achèverait de perdre le culte des vieilles

traditions en le rendant inutile ⁽¹⁾. Julien a dû dire lui-même ⁽²⁾, à propos de sa loi scolaire, qu'il l'édicte pour empêcher ses adversaires d'apprendre à le combattre avec ses propres armes.

Il ne faudrait cependant pas, je pense, voir dans cette loi uniquement un acte d'agression. Elle renferme aussi une des premières manifestations des tendances théocratiques auxquelles l'empereur va se laisser aller de plus en plus. Désormais il aura pour programme, non point de revenir purement et simplement à l'état de choses que Constantin a voulu abolir, mais bien de faire une œuvre nouvelle et positive en régénérant l'hellénisme. Et Julien commence par la réforme à ses yeux la plus urgente ou la moins critiquable : il prend à tâche d'épurer l'instruction publique.

Que nous voici loin déjà des premiers édits, destinés à rétablir et à faire respecter la tradition ! Cette fois, le législateur ne peut plus invoquer les coutumes antiques. La mesure à laquelle il recourt est révolutionnaire ; les polémistes chrétiens ont raison de le faire observer ⁽³⁾. En effet, dans l'empire romain, l'enseignement avait évolué toujours avec l'indépendance la plus grande. Même lorsque le sang des martyrs eut commencé à couler, si les persécutions menacèrent Clément d'Alexandrie et si elles atteignirent Origène, ce ne fut pas sous prétexte qu'ils vantaient et utilisaient les pensées de la sagesse antique, sans admettre cependant les dieux d'Homère ou ceux de Platon. Porphyre fut un des premiers qui attaquèrent la méthode d'interprétation des maîtres chrétiens ; il leur reprocha de faire dire « artificieusement aux fables des étrangers ce que pensent les Hellènes ⁽⁴⁾ ». Mais

⁽¹⁾ G. BOISSIER, *La fin du paganisme*, t. I, p. 131.

⁽²⁾ THÉODORE, *Hist. eccl.*, III, 8, 2; SOCRATE, III, 12, 7; 16, 48-49 et 22; ZONARAS, XIII, 12, 21.

⁽³⁾ GRÉGOIRE DE NAZIANZE, *Orat.* IV, 404 : Τίς ὁ λόγος τῆς περὶ τοὺς λόγους καινοτομίας; « Quelle est la raison de la révolution introduite dans le domaine des lettres ? »

⁽⁴⁾ Cf. J. BIDEZ, *Vie de Porphyre le philosophe néo-platonicien*. Gand, Van Goethem, 1913, p. 74.

le polémiste néo-platonicien n'a garde de solliciter une intervention de l'État contre les hommages rendus à la science des Grecs par les propagandistes de l'Évangile. Durant plus d'un siècle, le platonisme des chrétiens jouit de la même liberté que celui de Plotin et de ses disciples. Il fallut toute l'aventureuse audace de l'Apostat pour faire inscrire dans une loi qu'il y avait incompatibilité entre l'hellénisme et la foi chrétienne ⁽¹⁾.

C'est que, à ses yeux, Platon et Homère étaient plus que des écrivains inimitables. Il raconte lui-même dans une lettre adressée à son oncle Julien que, en traversant l'Asie-Mineure, il n'a pu emporter avec lui, en fait de livres, que les ouvrages de ces auteurs et, ajoute-t-il ⁽²⁾, il les porte sur lui comme des talismans destinés à écarter les influences mauvaises ⁽³⁾. Des textes pour lesquels il a un respect si superstitieux ont pris, dans son esprit, la place qu'y occupaient naguère les Évangiles. Il adore Homère et Platon après avoir brûlé en esprit la Bible. Les enseignements d'Hermès et des Muses, auxquels il croit à présent de toute son âme, ne peuvent être profanés. Il faut les protéger contre l'exploitation des Galiléens, qui utilisent à leur profit les merveilles de la révélation païenne. Les écrits des docteurs de l'hellénisme ne peuvent servir à former des mécréants. Si le temps le lui permet, après avoir expulsé des écoles les maîtres et du même coup, quoi qu'il en dise, les élèves chrétiens, Julien en bannira toute interprétation qu'il jugera offensante pour ses propres croyances. Il a beau se moquer de ceux dont la sagesse, à ce qu'il dit ⁽⁴⁾, ne peut rien faire de mieux que de réclamer des actes de foi : il finira lui-même par constituer et par imposer une orthodoxie.

Cela devait être. On avait dépassé d'un siècle l'époque où

(1) Cf. GRÉGOIRE DE NAZIANZE, *Orat.* IV, 102 et 107.

(2) Je cite cet extrait de préférence à tout autre, parce que, étant emprunté à une lettre demeurée inédite jusqu'en 1885, il n'est pas des plus connus.

(3) Cf. *Rhein. Mus.*, t. 42, 1887, p. 21, 4 et suiv.

(4) JULIEN, cité par GRÉGOIRE DE NAZIANZE, *Orat.* IV, 102.

Dèce se contentait d'exiger de ses sujets un certificat attestant qu'ils avaient fait leurs dévotions suivant les formes traditionnelles. Du moment que la lutte contre le christianisme fut dirigée par des philosophes préoccupés — comme Porphyre l'avait été déjà ⁽¹⁾ — de préciser en quoi les croyances nouvelles étaient irrationnelles et funestes, les symboles autour desquels se ralliait le parti de l'ordre et de la tradition devaient représenter, non seulement un programme politique, mais aussi un ensemble de vérités réputées nécessaires. Les païens allaient avoir, à leur tour, leurs articles de foi, même si c'était au nom de la raison qu'ils croyaient parler. Éternité du monde, immortalité et divinité des anges, des démons, des héros, et même des âmes, délivrées, au bout du cycle des métempsycoses, de la nécessité de se prêter à une résurrection et de vivre avec un corps; fausseté de la révélation chrétienne; par contre, vertu prodigieuse des rites et des symboles perpétués dans les cultes les plus divers, tels étaient les éléments principaux de la doctrine qui, au IV^e siècle, était toute formée dans l'esprit des polémistes païens. Cette doctrine n'attendait que le règne d'un ami des philosophes ⁽²⁾ pour tâcher de s'imposer au nom des dieux protecteurs de l'empire. Julien devait-il en arriver jamais à fixer dans un credo toutes les propositions qu'un Hellène n'avait plus le droit de mettre en doute, et, en même temps, se serait-il mis à énumérer les erreurs dignes d'anathème? Je n'oserais pas le nier. Il semble bien que, au moment où il mourut, il s'était engagé fort avant déjà dans les voies d'un dogmatisme intransigeant.

*
* *

On pourrait croire que cette description des tendances nou-

(1) Cf. J. BIDEZ, *Vie de Porphyre le philosophe néo-platonicien*, pp. 68 et suiv.

(2) Cf. les éloges que l'on décerne à Julien dans beaucoup d'inscriptions érigées en son honneur durant son règne : DITTENBERGER, *Orientis graeci inscr. sel.*, 520; *Die Inschriften von Pergamon*, n° 633 (« *filosofiae magistro* »); THÉODORET, *Hist. ecclés.*, III, 15, 6.

velles de Julien renferme des exagérations. Il sera donc à propos de faire parler notre auteur lui-même.

Nous possédons, en effet, des épîtres que l'on a appelées à bon droit des encycliques ou des lettres pastorales ⁽¹⁾, adressées par Julien, à partir du mois de juin 362, aux chefs du clergé païen qu'il dirigeait en sa qualité de *Pontifex maximus*. Seulement, au lieu de se borner à surveiller le fonctionnement du culte, — et la hiérarchie organisée un demi-siècle auparavant par Maximin Daïa n'avait pas eu autre chose à faire ⁽²⁾, — Julien parle comme un prêtre-roi, autorisé à réglementer les pensées et les sentiments de l'âme aussi bien que les gestes du corps. Il explique la religion; il fixe la théologie.

Il y aurait lieu de reproduire ici tout le texte d'un long morceau qui fut adressé par Julien, vers le début de l'an 363, à Théodore, grand prêtre (*ἀρχιερεύς*) d'Asie. Julien commence par déclarer à son correspondant qu'il lui confie l'autorité sur tout ce qui concerne la religion dans sa province, avec la surveillance des prêtres de chaque cité et le droit de juger leurs actes ⁽³⁾.

Les éclaircissements qu'il donne sont destinés à montrer que ses prêtres ne tirent point leurs principes de leur propre fonds, mais qu'ils sont en tout point d'accord avec l'empereur, c'est-à-dire — pour continuer à employer les expressions dont Julien lui-même se sert — avec celui qui passe, de par la volonté des dieux, pour le pontife suprême ⁽⁴⁾.

En parcourant ce morceau, on constate que Julien annonce

⁽¹⁾ Cf. GIBBON, *Histoire de la décadence et de la chute de l'empire romain*, chap. XXIII, p. 376 (trad. GUIZOT, Paris, 1819); P. ALLARD, *Julien l'Apostat*, t. II, pp. 179 et suiv.

⁽²⁾ Cf. P. ALLARD, *ibid.*, pp. 178 et suiv.

⁽³⁾ *Epist.* LXIII, dont la suite figure au tome I, p. 371 de l'édition Hertlein sous le titre : *Fragmentum epistolae*. Cf. R. ASMUS, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. 16, 1895, pp. 53 et suiv., et 220 et suiv.; J. BIDEZ, *Revue de l'Instruction publique en Belgique*, t. 44, 1901, pp. 177 et suiv.

⁽⁴⁾ *Fragm. epist.*, p. 298 C D.

la publication prochaine d'instructions générales, concernant la religion ⁽¹⁾; mais que — peut-être parce que la situation du paganisme était particulièrement précaire en Asie — il a voulu envoyer sans retard à Théodore quelques indications préalables.

On voit, dans le document curieux que j'analyse ici, Julien préoccupé d'organiser une sorte d'Église, afin d'établir et de propager le dogme nouveau. Il va jusqu'à réformer le recrutement du clergé lui-même. Tandis que Maximin Daïa avait voulu choisir, pour constituer sa hiérarchie, des citoyens riches et titrés, Julien déclare qu'il faut prendre des hommes vertueux, qu'ils soient pauvres ou dans l'abondance, personnages de condition ou gens de rien ⁽²⁾.

Et, en effet, nous connaissons un bon nombre de nominations faites par Julien dans la hiérarchie qu'il crée. Il s'adresse de préférence à des néo-platoniciens théurges ⁽³⁾, volontiers aussi à des confrères en mithriacisme. Il confie même un siège pontifical à un évêque chrétien renégat, du nom de Pégase, parce qu'il le prend pour un adepte de ses propres idées ⁽⁴⁾. Tous les élus auxquels Julien veut déléguer une partie de son autorité religieuse ne sont, d'ailleurs, pas également empressés à se compromettre dans l'aventure où il s'engage : plus d'un, certes, répond à l'appel du prince et se distingue par des excès de zèle, mais d'autres se dérobent en invoquant des oracles fort opportuns, et d'autres encore, après avoir accepté, manœuvrent entre les deux partis avec une habileté consommée. Nous avons vu déjà le cas si intéressant à cet égard du philo-

(1) *Epist.* LXIII Hertlein, p. 453 A.

(2) *Fragm. epist.*, p. 304 D et suiv.; cf. L. DUCHESNE, *Histoire ancienne de l'Église*, t. II, p. 327.

(3) Comme Chrysanthé et tant d'autres. Cf. ci-dessous p. 449. Quand Julien appelle ceux à qui il s'adresse « frère bien-aimé » (*Epist.* III Hertlein, p. 374 D; XXX. p. 404 B; XLIV [Πρίστωρ]. p. 425 D) ou bien « cher père » (cf. ci-dessus, p. 411. note 1). il y a lieu de croire qu'il s'adresse à des initiés.

(4) Cf. *Epist.* LXXVIII Hertlein et ci-dessous, p. 455.

sophe Chrysanthé ⁽¹⁾. Julien aurait voulu mettre au service de l'orthodoxie nouvelle des prêtres qui fussent à la fois des croyants et des hommes d'œuvres. Les professions de foi se multipliaient et les interventions actives furent plus rares. Ces constatations ne surprendront personne, vu les menaces dont l'avenir entourait à ce moment la faveur du prince. L'humanité, dit on, ne change guère.

A son clergé très croyant, Julien prétendit imposer une vie austère et minutieusement réglée. « Nous devons », écrit-il à son grand prêtre, « servir les dieux avec l'idée qu'ils sont présents, qu'ils nous voient, bien que nous ne puissions les voir; que leurs yeux, plus perçants que toute lumière, pénètrent jusqu'aux plus secrètes de nos pensées ⁽²⁾. » Et bientôt après, commence l'énumération des « commandements », pour ainsi dire, auxquels un prêtre doit conformer sa vie. Il doit s'abstenir de souiller son corps par des actes indécents et ses lèvres ou ses oreilles par des paroles licencieuses. Il surveillera ses lectures. Un prêtre ne doit avoir commerce ni avec Archiloque, ni avec Hipponax, ni avec aucun des auteurs de ce genre ⁽³⁾. « Qu'il évite aussi, dans la comédie ancienne, tout ce qui a le même caractère; la seule chose qui nous ⁽⁴⁾ convienne parfaitement, c'est la philosophie et, parmi les philosophes, nous devons choisir ceux qui ont pris les dieux pour guides de leurs études ⁽⁵⁾, comme Pythagore, Platon, Aristote, Chrysippe et

(1) Cf. ci-dessus, p. 420.

(2) *Fragm. epist.*, p. 299 B. — Dans la loi scolaire déjà, Julien parle comme s'il avait la mission de veiller sur la moralité de ses sujets. Quelle que soit la part de l'ironie dans les développements de l'épître XLII (ci-dessus pp. 428 et suiv.), l'extrait du *Cod. Theod.* (XIII, 3, 5; ci-dessus, p. 427) prouve que c'est au nom des bonnes mœurs qu'il légifère.

(3) *L. l.*, p. 300 C.

(4) « Nous », dit toujours Julien, parce qu'il parle en sa qualité de souverain pontife.

(5) Julien exprime la même idée dans ses développements relatifs à la loi scolaire : cf. ci-dessus, p. 430.

Zénon. Nous ne devons, en effet, nous attacher ni à tous, ni aux doctrines de tous (le correspondant de Julien se trouve placé ainsi, remarquons-le, devant une police de la pensée), mais seulement à ceux-là, et encore, dans ce qu'ils ont enseigné, nous devons choisir tout ce qui est de nature à édifier, et à nous apprendre au sujet des dieux, d'abord qu'ils existent, ensuite qu'ils ont soin des affaires d'ici-bas ⁽¹⁾ et qu'ils ne font aucun mal aux hommes, ni les uns aux autres, par envie, basse jalousie et inimitié. Pour leur avoir prêté de tels crimes, nos poètes ont été honnis ⁽²⁾. »

Et un peu plus loin, après avoir insisté sur le danger des lectures licencieuses, il défend à ses prêtres de laisser entrer dans leur esprit une seule doctrine de Pyrrhon et d'Épicure ⁽³⁾; heureusement, ajoute l'auteur de cette sorte d'index de livres prohibés, les dieux ont pris soin de faire disparaître la plupart de leurs ouvrages ⁽⁴⁾. Puis il déclare que ce qui est vrai des écrits s'applique à bien plus forte raison aux idées, « car il ne faut pas mettre sur le même rang le péché de la langue et celui de la pensée. C'est sur l'intelligence qu'il faut veiller avec le plus de soin, la langue étant entraînée par elle dans toutes ses erreurs ⁽⁵⁾ ».

Malheureusement, ici, Julien n'a pas jugé bon de déterminer une par une toutes les défaillances dont risquerait de se rendre coupable une pensée libre. Nous le voyons bien — fidèle en cela

⁽¹⁾ Cf. PLATON, *Leg.*, XII, p. 948 C. — Julien impose donc la foi dans la divine Providence. Il l'identifie avec Athéna *Πρόνοια* (cf. l'*index nominum* de l'édition Hertlein, s. v. *Μίεσσα*) qu'il appelle *παρθένος ἀμήτωρ*, notamment dans le *Misopogon*, p. 352 B C (où, pour ne l'avoir pas compris, les traducteurs ont commis de singuliers contresens : « laissé orphelin, comme une jeune fille », écrit Talbot!). — Sur les rapports d'Athéna avec Cylbèle, cf. *Orat.* V, p. 479 A.

⁽²⁾ *L. L.*, p. 304 A.

⁽³⁾ *L. L.*, p. 304 C.

⁽⁴⁾ C'est ainsi que Julien dit des écrits des auteurs chrétiens dans son *Epist.* IX Hertlein, p. 378 B : ἃ βουλοίμεν μὲν ἡφανίσθαι πάντα.

⁽⁵⁾ *L. L.*, p. 304 D.

au dogmatisme dont on constate l'apparition dès le temps de Porphyre ⁽¹⁾ — insister à tout propos sur l'immortalité de l'âme et sur la parenté qui l'unit avec les dieux ⁽²⁾; sur les récompenses dues aux bons et sur les châtimens réservés aux méchans dans la vie future ⁽³⁾; sur l'éternité et la beauté du monde ⁽⁴⁾; sur les bienfaits de la divine Providence ⁽⁵⁾, et ainsi nous pourrions reconstituer la liste des vérités qu'il n'était pas permis, à ses yeux, de mettre en doute, mais cette liste ne peut être refaite que par conjecture. Nous en aurions vraisemblablement la teneur authentique, si, après qu'une mort prématurée eut empêché le réformateur du paganisme d'accomplir tout ce qu'il projetait, la malveillance d'une longue suite de générations n'avait pas désastreusement mutilé les proclamations qu'il eut le temps d'envoyer aux chefs de son Église.

Julien énumère encore les exercices auxquels il faut que les prêtres emploient leur vie ⁽⁶⁾ : ils doivent apprendre par cœur les hymnes qui se chantent en l'honneur des dieux; prier souvent, en public et en particulier; le faire autant que possible trois fois par jour, en tous cas le matin et le soir; quant aux cérémonies qui ont lieu dans les temples, n'y rien changer, afin de rendre hommage à l'éternité des dieux par l'immuabilité de leur culte.

Du moment qu'un prêtre est de service dans son temple, il doit s'imposer une pureté et une continence absolue. Il évitera de se faire le courtisan des magistrats; Julien paraît même désireux d'empêcher un contact trop fréquent entre le clergé et les autorités civiles. Les vêtements sacerdotaux ne peuvent point être portés, par des abus de vanité, en dehors des enceintes

(1) Cf. ci-dessus, pp. 434 et suiv.

(2) *L. I.*, p. 292 B D; *Epist.* LXIII Hertlein, p. 452 C D, etc., etc.

(3) Cf. *O. at.* IV, fin; *Orat.* V, fin; *Caesares*, fin, etc.

(4) Cf. l'importante monographie de R. ASMUS, *Julians Galiläer-schrift*, Fribourg en Br., Gymn. Progr. 1904, n° 709, pp. 40 et suiv.

(5) Cf. ci-dessus, p. 438, note 1.

(6) *Fragm. epist.*, p. 304 D et suiv.

sacrées. Pourquoi? La raison alléguée est caractéristique : si nous promenons ces insignes en public, dit Julien ⁽¹⁾, les donnant à regarder à tous sans exception, comme un objet de curiosité, des gens impurs ⁽²⁾ (c'est-à-dire des mécréants, chrétiens ou autres) s'en approcheront, et à cause de cela les symboles des dieux seront souillés. Julien promet de revenir avec plus de détails sur cette prescription, qu'il juge importante.

Il est interdit au prêtre d'aller au théâtre; d'avoir pour amis des histrions ou des cochers, et de laisser des danseurs ou des mimes frapper à sa porte. Il doit fuir avec ses enfants les jeux du cirque et de l'amphithéâtre ⁽³⁾.

Comme Sozomène ⁽⁴⁾ l'explique dans un passage où visiblement il résume un écrit perdu de notre auteur, rien ne contribuait tant, d'après Julien, au succès du christianisme que la manière de vivre de ceux qui en faisaient profession. Il avait même conçu le projet d'introduire partout dans les temples l'organisation et la discipline du culte chrétien, des ambons et des chaires, « des maîtres et des lecteurs de dogmes et d'exhortations helléniques » ⁽⁵⁾, des prières revenant régulièrement à des jours et à des heures déterminées, des lieux de retraite pour les hommes et les femmes qui avaient décidé de se vouer à la philosophie, des asiles pour les étrangers et pour les indigents.

⁽¹⁾ *L. L.*, p. 303 B. et suiv. Si ce qu'EUNAPE rapporte (*Vit. sophist.*, p. 477. 33 et suiv., éd. Didot) est vrai, ceci ne fut pas inspiré par l'exemple de Maxime.

⁽²⁾ *L. L.*, p. 304 A : ... οὗ καθαροί, καὶ διὰ τοῦτο γράνεται τὰ τῶν θεῶν σύμβολα. L'expression est à retenir. Comme nous le verrons plus loin (pp. 448 et suiv.), l'hétérodoxie est dangereuse pour l'empire, parce qu'elle le pollue, et qu'elle empêche l'intervention des dieux sauveurs. L'influence des doctrines des mystères est ici très sensible.

⁽³⁾ *L. L.*, p. 304; *Epist.* XLIX Hertlein, p. 430 B.

⁽⁴⁾ *V.*, 16, 2 et suiv.

⁽⁵⁾ C'est ainsi que, d'après ce qu'il écrit à Libanius (*Epist.* XXVII Hertlein, p. 399 D et suiv.), quand il est en marche contre les Perses, il profite d'une réunion du sénat de Bérée pour prononcer un vrai prêche païen. Ce sermon eut peu de succès d'ailleurs, il l'avoue lui-même. Cf. encore *Misopogon*, p. 344 C (δημηγορεῖς ἐν τῷ πλήθει etc.), etc.

Bref, il voulait rendre vigueur à la croyance païenne par toutes les bonnes œuvres qui se pratiquent en faveur des malheureux. Il songeait aussi à adopter le remède de la pénitence établi par la tradition chrétienne pour les fautes volontaires et involontaires. Surtout, dit Sozomène ⁽¹⁾, il souhaitait d'imiter les lettres épiscopales d'introduction, au moyen desquelles les chrétiens avaient coutume de se recommander les uns aux autres, de ville en ville, comme des connaissances et des amis, ceux qui voyageaient, de façon qu'ils rencontrassent partout un accueil bienfaisant. Notons-le, il ne s'agit pas là de simples conseils, mais bien de règles de conduite que Julien entend imposer. On s'en aperçoit si l'on tient compte, par exemple, des sanctions édictées dans la lettre à Arsace, grand prêtre de Galatie ⁽²⁾, ou bien encore si l'on relit une autre épître, écrite vers la fin de l'an 362, pour prononcer une sentence d'excommunication, et exclure des temples et des mystères un magistrat coupable d'avoir fait fustiger un prêtre. « Je t'interdis » — écrit Julien à ce fonctionnaire sacrilège — « pour trois périodes lunaires d'incommoder par ta présence les cérémonies religieuses... ensuite, après avoir reçu le rapport du grand prêtre, je consulterai les dieux pour savoir si tu dois être réintégré... Je joins mes vœux aux tiens pour que les dieux accordent à tes supplications le pardon de tes fautes ⁽³⁾. »

Ces extraits mettent en lumière, je pense, le but visé par Julien dans sa réforme du paganisme. Il s'efforce de lui donner un clergé bien recruté, assujéti aux prescriptions d'une discipline austère et constituant une hiérarchie puissante. Dans l'ancien culte rajeuni, il veut introduire, sous forme de prêches, tout un enseignement théologique et moral; enfin, il ordonne que les prêtres imitent les institutions charitables des chrétiens, afin de pouvoir mieux combattre les effets d'une propagande de

(1) SOZOMÈNE, *l. l.*, 16, 3. Tous ces détails si précis ne peuvent provenir que d'un écrit perdu de Julien.

(2) *Epist.* XLIX Hertlein, p. 430 B; cf. ci-dessous, p. 453.

(3) *Epist.* LXII Hertlein, p. 451 C et suiv.

plus en plus envahissante. Cette réforme n'est naturellement pas édictée par des lois. Elle est organisée dans une série d'encycliques que le souverain pontife du polythéisme adresse aux grands prêtres des provinces.

*
* *

Assurément, ni dans le fond, ni dans la forme, la loi scolaire de Julien n'a plus rien de respectueux pour les adeptes de la foi nouvelle. Ils y ont fort bien noté la première manifestation d'une tyrannie qui leur parut diabolique ⁽¹⁾. Ainsi, en même temps que cette loi révèle les prétentions théocratiques de l'Apostat, elle montre que l'ère de la politique conciliante est close. L'instauration d'un polythéisme d'État, avec la réforme dont on vient de voir les grandes lignes, ne pourra se réaliser que par une série de mesures peu amicales pour le christianisme. En dépit du sentiment généreux et du calcul qui lui faisaient préférer les méthodes pacifiques à l'emploi de la violence et de la contrainte, dès que Julien accentua ses efforts pour régénérer l'hellénisme, il fut poussé à des actes qui lui ont valu une place dans la liste des persécuteurs de l'Église.

Jamais, à coup sûr, il n'a ordonné ni même voulu tolérer que l'on obligât les chrétiens à sacrifier. Pour reprendre une formule célèbre, il comprenait trop bien que c'eût été plus qu'un crime ; c'eût été une faute. Les martyrs ou les confesseurs qui ont eu à souffrir pour leur foi sous son règne furent les victimes ou bien de foules fanatisées et amentées (j'ai signalé plus haut les excès qu'elles commirent dans certaines villes de l'Orient), ou bien de peines édictées contre des délits de droit commun.

Toutefois, après avoir senti que l'existence de l'Église suffisait pour le tenir en échec, Julien s'exaspéra. Il finit par mettre en œuvre, non seulement des moyens de séduction de plus en plus

(1) *Τυραννήσας πρὸ τῶν ἄλλων τοὺς λόγους*, dit GRÉGOIRE DE NAZIANZE, *Orat.* IV, 5 (cf. *Julian. epist. et leges*, éd. Bidez et Cumont, p. 403. 35).

nombreux, mais même une pression trop peu déguisée pour que sa réputation n'en soit pas atteinte, et il fit ainsi ce qu'il put afin d'obtenir des défections volontaires en apparence et d'arrêter les progrès de ses adversaires. Je dois me contenter ici d'un choix d'exemples.

D'abord, dans un billet autographe ⁽¹⁾ (c'est-à-dire contenant sans doute — comme nous allons le voir bientôt — un message confidentiel et particulièrement important) adressé, d'Antioche apparemment, à Atarbius, gouverneur de l'*Euphratensis*, voici ce que Julien déclare en propres termes :

« Par les dieux, je ne veux pas qu'on tue ni qu'on frappe les Galiléens contrairement au droit, ni qu'on leur fasse subir aucun autre mal ; toutefois, qu'il faille leur préférer les hommes pieux, je l'affirme décidément. Car c'est à cause des Galiléens que tout a failli être bouleversé, tandis que la bienveillance des dieux nous sauve tous. Il faut donc honorer les dieux et avec eux les hommes et les cités qui les vénèrent. »

Après avoir pris connaissance de cette pièce, le gouverneur dut se dire que, en matière de nominations, sa tâche était simplifiée. Entre un candidat païen et un candidat chrétien, il n'y aurait jamais plus lieu d'hésiter. En vertu de la recommandation formelle de l'empereur, le « Galiléen » devait être écarté.

Les historiens de l'Église rapportent que Julien exclut les chrétiens de la garde prétorienne ⁽²⁾, de l'armée, des gouvernements des provinces et des fonctions judiciaires : « Car, disait l'Apostat, leur propre loi leur défend d'user du glaive ⁽³⁾. » En effet, non seulement l'enseignement public, mais encore le service militaire et le gouvernement, tels qu'ils étaient réorganisés par Julien, allaient devenir l'instrument d'une propagande religieuse que les partisans du christianisme ne

⁽¹⁾ *Epist.* VII Hertlein.

⁽²⁾ Cf. JEAN D'ANTIOCHE, *Fragm.* 179 (C. MÜLLER, *Fragmenta histor. graec.*, t. IV, p. 605), etc.; *Juliani epist. et leges*, éd. Bidez et Cumont, p. 85.

⁽³⁾ MATTHIEU, 26, 25.

pouvaient ambitionner de servir. A elle seule, et abstraction faite des nombreux passages de Libanius qui pourraient être allégués ici ⁽¹⁾, la lettre à Atarbius suffirait pour démontrer la vraisemblance du récit des écrivains chrétiens ⁽²⁾. Quant à l'ordre dans lequel se succédèrent toutes ces mesures (instructions secrètes et publiques, lois diverses), je ne pourrais arriver à le déterminer sans introduire ici des développements disproportionnés, et je n'arriverais d'ailleurs qu'à des résultats peu certains.

Julien termine son billet à Atarbius en disant qu'il faut honorer non seulement les hommes, mais aussi les cités païennes. Sozomène ⁽³⁾ nous a conservé le résumé d'une lettre aux gens de Nisibe, qui fait voir comment l'empereur pratiquait lui-même le favoritisme confessionnel qu'il recommandait de la sorte à son subordonné. Dans l'épître en question, Julien déclare qu'il n'accordera à la cité de Nisibe aucun secours pour la protéger contre les Perses, si elle ne se convertit pas à l'hellénisme. Nisibe ne se convertit d'ailleurs pas, et Éphrem devait faire entendre bientôt des chants de triomphe, après avoir vu passer le long des murs de la ville le cadavre de l'Apostat, ramené par une armée vaincue ⁽⁴⁾.

Le 22 octobre 362, le temple d'Apollon de Daphné, où Julien allait souvent faire ses dévotions, est en flammes. On accuse les chrétiens d'y avoir mis le feu. Julien s'indigne et, cette fois, il autorise des représailles. On pille et on ferme la grande église d'Antioche. L'oncle de l'empereur, Julien, conte

(1) *Orat.* XII, 90; XVIII, 125 et 167-169, etc.; S. ÉPHEM (*Carmen* III, traduit par BICKELL, *Zeitschr. für kathol. Theologie*, 1878, p. 349, 5 et suiv.) s'exprime comme si l'armée que Julien fit marcher contre les Perses avait été composée exclusivement de païens. Cf. encore RUFIN, *Hist. eccles.*, XI, 4, p. 1001, 6, éd. Mommsen.

(2) On trouvera leurs noms dans *Juliani epist. et leges*, éd. Bidez et Cumont, pp. 84 et suiv.

(3) V, 3, 5.

(4) S. ÉPHEM (*Carmen* II, traduit par BICKELL, *Zeitschr. für kathol. Theologie*, 1878, p. 343) confirme les données de Sozomène.

d'Orient, préside à ces actes de vengeance et même — au dire des chrétiens — il en profite pour se livrer à des profanations odieuses ⁽¹⁾.

Nous l'avons vu plus haut, Athanase fut de ceux qui bénéficièrent de la tolérance calculée et des édits d'amnistie des débuts du règne. Or les évêques exilés par Constance, puis rappelés par Julien, appartenaient surtout aux partis extrêmes, nicéens ou anoméens; en d'autres termes, ils étaient de ceux dont la parole plait aux foules et les entraîne, parce qu'elle ignore les compromissions, les atténuations et les réticences. Les clercs combatifs que Julien faisait reparaitre dans l'Eglise afin de l'affaiblir en la divisant, furent pour la religion les plus ardents des missionnaires. Les enthousiastes qu'ils attirèrent à eux n'étaient pas toujours des chrétiens dissidents; ils venaient souvent aussi des milieux païens. Par là même ces amnisties devaient causer à l'empereur plus d'ennui que de satisfaction.

Peu après l'incendie de Daphné, le 24 octobre 362, on afficha à Alexandrie un édit expulsant Athanase parce qu'il avait repris son titre et ses fonctions d'évêque, et que cela déplaisait au peuple ⁽²⁾. Ce décret étant resté lettre morte, Julien le renouvela un mois plus tard, avec des considérants plus explicites ⁽³⁾. La présence d'Athanase est, dit-il, une cause de troubles. Mais ces troubles, ou du moins les dissensions religieuses provoquées par l'apostolat fougueux du héros de Nicée, Julien, d'abord, ne les avait-il pas un peu souhaités? Les redoute-t-il à présent? En

⁽¹⁾ Cf. mon édition de Philostorge, pp. 86 et suiv., et 234 et suiv., où l'on trouvera des renvois aux nombreux écrivains qui ont raconté cet épisode du règne de Julien. D'après le *Misopogon* (365 C.) le comte d'Orient aurait été, pour la ville d'Antioche, un administrateur excellent.

⁽²⁾ L'*epist.* XXVI (Hertlein) de Julien, expulsant Athanase d'Alexandrie — mais point encore de toute l'Egypte — semble être l'édit qui est désigné dans l'*Hist. aceph.*, 41. L'évêque ne quitta pas la ville sur le champ, quoi qu'en dise l'*Hist. aceph.* l. l. Julien dut insister, pour qu'il fût chassé d'Alexandrie avant le 1^{er} décembre (*Epist.* VI, p. 485, 2 Hertlein).

⁽³⁾ *Epist.* LI Hertlein.

réalité, les explications qu'il donne sont trompeuses. Le post-scriptum d'un billet adressé à Ecdicius, préfet d'Égypte ⁽¹⁾, va nous montrer le fond de la pensée de l'empereur : « Et de sa propre main » — (ces quelques mots, indiquant dans nos manuscrits la présence, à la fin d'une lettre, d'une note autographe, constituent une donnée précieuse, car nous savons par Eunape ⁽²⁾ que Julien ajoutait parfois ainsi, de sa main, des communications confidentielles à des messages qu'il scellait ensuite lui-même avant de les expédier) :

« Je regrette beaucoup que l'on me méprise. Par tous les dieux, il n'est aucun de tes actes que je pourrais voir, que je pourrais entendre rapporter avec plus de plaisir que l'expulsion d'Athanasie ; qu'il soit chassé de l'Égypte, ce misérable qui a osé, sous mon règne, baptiser des femmes grecques de distinction. »

Il y eut des violences commises par les Ariens au détriment des Valentinieniens dans la cité très chrétienne d'Édesse. Nous avons le texte de la lettre où Julien prétend s'autoriser de ces troubles pour confisquer les biens de l'église de la ville et menacer la cité même des châtimens les plus sévères. Pour le cas où les difficultés se renouvelleraient, l'empereur parle de punir les Édesséniens par l'épée et l'exil et le feu ⁽³⁾.

Si je reproduisais ces documents en entier, on verrait avec quelle ironie agressive Julien persifle les chrétiens, en les blessant dans leurs sentimens les plus chers. En tout, il y a la manière. C'est vers une manière violente et vexatrice que Julien fut entraîné de plus en plus.

Avec l'année 363, les hostilités ne firent que s'accroître. A la publication du *Misopogon* et du grand traité *Contre les*

(1) *Epist.* VI Hertlein.

(2) *Vit. sophist.*, p. 477, 48 et suiv., éd. Didot.

(3) *Epist.* XLIII Hertlein, p. 425 A. Intitulée 'Εκρηβολίον dans la vulgate, cette lettre est adressée manifestement à la cité d'Édesse.

Galiléens ⁽¹⁾, ouvrages si pleins l'un et l'autre d'expressions méprisantes pour les adeptes de la foi nouvelle, on peut joindre, à titre d'exemple, l'essai de reconstruction du temple de Jérusalem ⁽²⁾. Car, si cette entreprise convenait au programme du protecteur des vieilles traditions nationales, certes, dans l'esprit de l'Apostat, qui connaissait si bien les Écritures, elle ne pouvait être indépendante du désir de donner le démenti à une des prophéties du Christ.

Il se peut encore que, vers la même date, les chrétiens, exonérés, comme nous l'avons vu, du service militaire, aient été frappés par une taxe destinée à couvrir en partie les frais de l'expédition contre les Perses ⁽³⁾.

Suivant des textes concordants d'Éphrem ⁽⁴⁾, de Rufin ⁽⁵⁾, de Grégoire de Nazianze ⁽⁶⁾, de Jean Chrysostome ⁽⁷⁾, de Philostorge ⁽⁸⁾, de Sozomène ⁽⁹⁾ et de Théodoret ⁽¹⁰⁾, Julien, en se mettant en route pour la Perse, aurait annoncé qu'à son retour il reprendrait la guerre contre le christianisme avec plus de vigueur qu'auparavant, et qu'il ferait disparaître jusqu'au nom de cette secte orgueilleuse ⁽¹¹⁾. On a hésité à prendre une telle donnée au sérieux. Les uns y ont vu l'expression de la terreur causée par la politique menaçante de l'Apostat; d'autres l'ont traitée comme une invention de polémistes, désireux de ridicu-

⁽¹⁾ Cf. *Iuliani imp. librorum contra christianos quae supersunt*, coll. C. I. NEUMANN; Leipzig, Teubner, 1880 — Cf. dans le *Misopogon*, p. 561, en quels termes Julien parle des villes « saintes » où l'on s'est attaqué au culte des martyrs.

⁽²⁾ Cf. PHILOSTORGE, *Kirchengeschichte*, éd. Bidez, pp. 95, 99 et 235 et suiv.

⁽³⁾ SOCRATE, III, 43, 8 et suiv.; JEAN D'ANTIOCHE, *Fragm.* 179, I, I.

⁽⁴⁾ L. I. (*Zeitschr. für Kathol. Theologie*, 1878), p. 342, 19 et suiv.

⁽⁵⁾ *Hist. eccl.*, X, 37, p. 997, 6 et suiv., éd. Mommsen.

⁽⁶⁾ *Orat.* V, 25, fin.

⁽⁷⁾ *De S. Babyla contra Iulianum*, 22, fin.

⁽⁸⁾ VII, 15^a, p. 101, 20 et suiv., éd. Bidez.

⁽⁹⁾ VI, 2, 9.

⁽¹⁰⁾ III 21, 4; etc.

⁽¹¹⁾ Cette dernière partie de la menace figure chez Grégoire de Nazianze, Jean Chrysostome et Philostorge.

liser l'émule d'Alexandre ⁽¹⁾ en lui attribuant toutes les forfanteries. Cependant, si l'on n'a point de parti pris, on estimera que la rencontre de tant d'auteurs, indépendants généralement les uns des autres, mérite considération, d'autant plus que cette histoire n'a rien que de vraisemblable.

Pour Julien, comme pour beaucoup de ses contemporains, les ordres de la divinité se lisaient dans l'aspect que prenait le cours des choses. Puisque la première partie de son règne avait si peu abouti à la réalisation de ses désirs, c'est qu'il n'avait pas été, au service des dieux, un ministre assez clairvoyant. Il devait s'être trompé dans la direction qu'il avait donnée d'abord à sa politique religieuse. Il avait péché par omission. Il n'avait pas vu que, pour régénérer l'empire, il fallait l'assainir.

Réellement, il paraît songer de plus en plus à la nécessité d'intervenir en ce sens. Par la loi scolaire déjà, il veut sanctifier ce à quoi il tient le plus parmi les dépendances du pouvoir : je veux dire l'enseignement littéraire. Puis, il expulse les éléments malades et nocifs de l'armée et des services publics. Dans sa lettre aux Bostréniens — datée du 1^{er} avril 362 —, il déclare qu'un chrétien converti ne peut assister aux cérémonies du culte païen qu'après avoir été soumis à des rites expiatoires ⁽²⁾. Nous l'avons vu un peu plus haut — le document cité en cet endroit date du début de l'an 363 — affirmer qu'il est interdit d'exhiber en public les vêtements sacerdotaux, parce que, par un simple regard, les mécréants peuvent souiller les « symboles des dieux ⁽³⁾ ».

On devine en lisant le *Misopogon* ⁽⁴⁾ qu'à Antioche, Julien ne se sentait plus en contact suivi avec le monde. Au milieu de

(1) Cf. le contexte de PHILOSTORGE, *l. l.*; SOCRATE, III, 21, 7; LIBANIUS, *Orat.* XVIII, 260.

(2) *Epist.* LII Hertlein, p. 436 CD. D'après SOZOMÈNE (V, 3, 5), Julien refuse d'entrer à Nisibe, ὡς ἐνταῦθα τῆς αὐτῶν πόλεως etc.

(3) *Fragmentum epistolae*, p. 304 A; cf. ci-dessus, p. 440.

(4) P. 354 CD.

cette cité hostile à toute sa manière d'être et, d'ailleurs, en grande partie chrétienne, l'empereur s'isolait avec quelques amis fort détachés — d'après ce qu'il rapporte — du commerce des hommes. Or, trois d'entre eux au moins étaient, comme lui, des néo-platoniciens théurges et mithriastes, partisans convaincus des purifications : je veux dire Maxime d'Éphèse, Priscus et Himérius; peut-être même faut-il en dire autant du médecin Oribase et du maître des offices Anatole. Quand l'empereur sortait de ce milieu surexcité, c'était souvent pour consulter des oracles. Or, nous savons que, plus d'une fois, les dieux qu'il interrogea lui prescrivirent de recourir à des rites purificateurs. Ainsi, au mois d'octobre 362, voulant rendre la voix à la source parlante de Daphné et obtenir d'elle une consultation sur son expédition contre les Perses, l'empereur obéit à une suggestion de l'« hiérurge » Eusèbe, et il fit exhumer les cadavres qui polluaient le terrain consacré à Apollon ⁽¹⁾. Vers le même moment sans doute, il apprit que des chapelles et des reliques de martyrs infectaient les alentours du sanctuaire de Didyme, dont il venait d'être nommé « prophète ⁽²⁾ ». Aussitôt, il écrivit au gouverneur de Carie et lui enjoignit de faire brûler ceux de ces édifices qui avaient un toit et une table sainte, et de démolir ceux dont la construction n'était pas achevée ⁽³⁾.

Pour venir à bout des Perses, suffirait-il d'avoir ainsi purgé les abords des temples, rendu la voix aux oracles et réconcilié l'armée avec les dieux ⁽⁴⁾? Ne devrait-on pas aller plus loin dans l'emploi des rites destinés à écarter les influences pernicieuses? Il est permis de penser que les dieux auxquels l'em-

(1) Cf. AMMIEN MARCELLIN, XXII, 12, 8; JULIEN, *Misop.*, p. 361 BC, 363 C, etc., et les nombreux auteurs cités dans mon édition de PHILOSTORGE, *Kirchengeschichte*, pp. 88 et suiv., et 231 et suiv.

(2) JULIEN, *Epist.* LXII Hertlein. p. 451 B : ἐλαχον δὲ νῦν καὶ τοῦ Διδομείου προφητεύειν.

(3) SOZOMENE, V, 20, 7.

(4) Cf. ci-dessus, p. 444, note 1.

pereur s'adressait de plus en plus anxieusement afin d'assurer le succès de sa campagne, ne durent pas lui déconseiller les excès de zèle.

Théodoret rapporte qu'à Antioche, l'empereur souilla les fontaines de la ville et celles de Daphné en y jetant des offrandes idolâtriques; qu'ensuite il fit asperger d'eau lustrale les denrées qui étaient exposées sur le marché. Sans être absolument garantie, cette assertion de Théodoret n'est pas invraisemblable non plus. Elle n'a d'ailleurs pas pour but de faire ressortir l'héroïsme des chrétiens, car ceux-ci ne témoignèrent, paraît-il, aucune répugnance devant les boissons et les victuailles contaminées par l'Apostat ⁽¹⁾.

Cet adepte fervent des mystères croyait que, avec la pureté de l'âme et celle du corps, même celle de l'air qui nous entoure est parmi les conditions requises pour l'épiphanie des dieux sauveurs, et cette idée finit par dominer ses pensées. Comment donc l'empereur obtiendra-t-il du Tout-Puissant qu'il fasse pénétrer les effluves de la divinité jusqu'aux profondeurs des régions sublunaires? Dans le temple que constitue le monde, la présence des chrétiens semble, vu la marche calamiteuse des événements, être réellement une profanation sacrilège et, pour l'action d'Hélios, une cause d'arrêt, presque de paralysie. La souillure de l'athéisme doit être effacée ⁽²⁾, le salut de l'empire est à ce prix. Ce fut là sans doute une des inquiétudes qui donnèrent le plus à réfléchir au restaurateur de l'hellénisme, tandis que, en dépit de tous les mauvais présages, il s'obstinait à marcher vers les frontières de l'Orient.

Dans une de ses dernières lettres, envoyée d'Hiérapolis en Syrie à Libanius, on voit l'empereur attentif à observer partout — comme s'il y voyait la plus destructive des révélations — ce qu'il y avait de zèle et de ferveur sincère autour des

(1) THÉODORET, *Hist. eccles.*, III. 15, 1 et suiv.; NECTAR., *De festo S. Theodori*, *Patrol. gr.*, t. 39, col. 4829 A B.

(2) Cf. ci-dessous, p. 457.

autels des dieux ⁽¹⁾. S'il était revenu vainqueur de son expédition, après avoir châtié l'insolence des Perses, il est douteux qu'il eût oublié les menaces lancées auparavant contre l'ennemi du dedans, et qu'il eût repris jamais les procédés d'une politique optimiste.

*
* * *

Restauration, réforme, guerre au christianisme, telles sont donc les trois grandes rubriques entre lesquelles on pourrait répartir tous les éléments de la législation de Julien en matière religieuse. On s'en est aperçu de son temps déjà. Seulement, faute d'avoir un recueil complet de ses écrits, classés suivant l'ordre chronologique, on n'a pas remarqué que la tentative de réforme a suivi le rétablissement du paganisme; faussement, on a cru que c'étaient là deux aspects différents de l'œuvre entreprise par Julien dès son arrivée à Constantinople, et cette erreur a nui à l'exactitude de tout ce qui a été publié sur sa politique. C'est ainsi que, après Rode ⁽²⁾, les derniers des biographes de Julien, entre autres Paul Allard ⁽³⁾, Gaetano Negri ⁽⁴⁾ et cette année même Johannes Geffcken ⁽⁵⁾ ont donné, des premiers mois de son règne, une relation trompeuse. Ils y introduisent en effet la description d'une série de mesures que l'on n'a pas le droit de faire remonter aussi haut. Comme nous l'avons vu, aucune des réformes par lesquelles Julien voulut régénérer l'ancienne religion n'est antérieure à son départ pour Antioche. A partir du mois de juin seulement, c'est-à-dire à dater du

(1) *Epist.* XXVII Hertlein, p. 399 D (εἰς τὴν Βέρουαν ἐπορευόμεν... διαλέχθην δὲ ὀλίγα τῇ βουλῇ περὶ θεοσεβείας etc.); 400 C et suiv.; etc.

(2) *Geschichte der Reaction Kaiser Julians* etc. Jena, Dabis, 1877, pp. 44 et suiv.

(3) *Julien l'Apostat*, Paris, t. II, p. 177 et suiv.

(4) *L'imperatore Giuliano l'Apostata*, Milan, Höpli, 1901, pp. 267 et suiv.

(5) *L. L.*, p. 89, etc. — P. 104, 39 et suiv., par exemple, Geffcken traite la lettre aux Edesséniens comme si elle était contemporaine de la lettre envoyée aux Alexandrins après le meurtre de l'évêque Georges.

moment où il a pris contact avec de navrantes réalités, commence l'ère d'un pontificat qui s'attache à transformer l'hellénisme.

Retracée ainsi, l'évolution de la politique de Julien paraît naturelle. Du moment qu'il voulait entreprendre une œuvre de restauration, non pas à la façon d'un archéologue, mais comme un homme d'État pour qui il n'y a d'intéressant que ce qui vit, Julien devait réformer, et il ne pouvait réformer que comme il l'a fait, en utilisant les moyens recommandés par l'exemple du christianisme et en luttant de toutes ses forces contre les progrès de ce dangereux ennemi.

Pour le biographe de Julien, ce qu'il importerait beaucoup de savoir ici, c'est si, dès le principe, le restaurateur du polythéisme s'est représenté jusqu'où il serait entraîné. A-t-il commencé par jalonner toute la direction qu'il allait suivre? Ou bien, au contraire, a-t-il eu l'impression de devoir modifier ses plans primitifs pour les adapter à des résistances ou à des complications inattendues?

Nous ne devons pas demander aux auteurs anciens de nous fournir des témoignages précis. Pour les panégyristes païens, pour Libanius, par exemple, il est de style de s'exprimer comme si, en tout et toujours, l'empereur avait été guidé par l'omniscience de ses dieux. Quant aux historiens de l'Église, ils ont simplement noté le fait le plus apparent — celui que personne n'a contesté de nos jours, — c'est-à-dire que, douce-reuse d'abord, la politique de Julien est devenue, avec le temps, assez agressive, et ils semblent admettre que, durant les derniers mois de son règne, le législateur fut poussé par un sentiment voisin de l'exaspération. Rien en tous cas chez eux ne nous permettrait de penser que Julien laissa le souvenir d'un organisateur dirigeant les événements sans être jamais conduit par eux.

Les écrivains anciens ne pouvant nous fournir la solution cherchée, Julien lui-même nous aidera peut-être à la trouver.

Voici, par exemple, ce que, après avoir passé par Pessinonte sans doute, il écrivit à Arsace, grand prêtre de Galatie ⁽¹⁾ :

« L'hellénisme ne prospère pas encore comme il devrait le faire, par notre faute à nous qui le professons. L'intervention des dieux a été éclatante et considérable; elle a dépassé nos souhaits et nos espérances (qu'Adrastée soit propice à nos discours) : en effet, un changement tel que celui qui s'est produit en peu de temps, personne naguère n'eût osé l'espérer ⁽²⁾. Mais quoi? Pensons-nous que cela suffit et ne considérons-nous pas que les progrès de l'athéisme ⁽³⁾ sont dûs à l'humanité envers les étrangers, au soin que l'on prend des tombeaux des morts, à la sainteté que l'on étale dans la manière de vivre? Chacune de ces choses doit, à mon avis, être pratiquée réellement chez nous. Et ce n'est pas assez que toi seul, tu sois tel; on doit l'exiger absolument de tous les prêtres de la Galatie. A force d'instances, persuade leur qu'ils doivent être des hommes de bien, sinon écarte-les du saint ministère, du moment qu'ils ne vont point prier les dieux avec femmes, enfants, serviteurs, et qu'ils acceptent que leurs esclaves, leurs fils ou leurs épouses manquent de piété et préfèrent l'athéisme à la religion. »

Un autre texte doit être cité encore. C'est le début de la lettre LII de la vulgate, qui, en réalité, est un rescrit adressé, le 1^{er} août 362, aux gens de Bostra :

« Je croyais que les chefs des Galiléens auraient pour moi plus de reconnaissance que pour celui qui dirigea le gouvernement avant moi. Sous le règne de celui-là, en effet, il est arrivé à beaucoup d'entre eux d'être bannis, poursuivis, emprisonnés, et l'on a même massacré des foules entières de ceux qu'on appelle hérétiques, à ce point qu'à Samosate, à Cyzique, en Paphlagonie, en Bithynie, en Galatie et dans beaucoup d'autres

⁽¹⁾ *Epist.* XLIX Hertlein.

⁽²⁾ Ce changement consiste en ce que le pouvoir a passé des mains d'un impie dans celles d'un adorateur des dieux.

⁽³⁾ C'est-à-dire du christianisme.

pays, des bourgades ont été ravagées et détruites. Sous mon règne, c'est le contraire; les bannis ont été rappelés, et ceux dont les biens avaient été confisqués, les ont recouvrés intégralement par une loi. Cependant ils en viennent à un tel excès de fureur et de démente que, faute de pouvoir tyranniser..., ils se surexcitent, ils mettent tout en œuvre et ils osent pousser les foules au désordre et à la sédition, en commettant des impiétés à l'égard des dieux et en enfreignant nos ordres, qui sont cependant pleins d'humanité... »

Julien s'exprime donc comme s'il était déçu. De son premier programme, celui d'une tolérance généreuse, il avait attendu des effets qui ne se sont pas produits. La situation réelle l'amène à revenir sur ce qu'il avait fait. C'est pourquoi il envoie ce rescrit. Il ne maintient plus la liberté religieuse sans réserve. Il y met une condition : c'est que l'ordre sera respecté. On sait ce que des déclarations de ce genre peuvent impliquer de menaces, et je regrette de ne pouvoir montrer, en reproduisant le document jusqu'au bout, que Julien n'a plus l'esprit conciliant de ses anciennes proclamations.

Si c'est l'expérience qui a forcé Julien à modifier ainsi son attitude vis-à-vis des chrétiens, ne devient-il pas vraisemblable que l'autocrate s'inspire également des circonstances quand il prend un rôle nouveau dans la direction de son propre clergé?

Bref, il serait vraiment difficile de contester qu'il y a, dans toutes les doléances de l'empereur, comme l'aveu d'une désillusion. Julien n'eut pas constamment l'assurance d'un calculateur qui a tout prévu et qui ne fait que réaliser, un par un, sans hésitation ni surprise, les divers articles d'un programme arrêté à l'avance, ou bien — si l'on préfère que ces conclusions soient présentées sous la forme que Julien leur eût donnée lui-même — les dieux n'avaient pas révélé d'un seul coup à leur représentant sur la terre les nombreux obstacles qui étaient semés sur sa route. Venir au secours des opprimés, mettre fin à la contrainte, protéger de misérables troupeaux livrés à des pasteurs cruels et cupides, c'était là, en effet, la tâche que jadis Hélios avait pro-

posée à ses ambitions, avant qu'il acceptât d'être associé à l'empire ⁽¹⁾. Ses voix — car il avait des voix — lui donnèrent à penser que, pour rendre au monde son ancienne prospérité et pour ranimer des courages éteints, il suffirait d'écarter les menaces accumulées par une hostilité révolutionnaire et vaine, et de rendre aux hommes le droit d'ouvrir leur âme à l'action du Soleil Invincible.

Je trouverais facilement d'autres extraits qui mériteraient d'être traduits ici; mais, au lieu de continuer à faire des citations analogues, il vaut mieux prendre, à titre d'exemple, une des aventures où commença à se former le mirage qui fut cause des désillusions de Julien et lui fit sacrifier sa vie.

Dans une lettre récemment retrouvée ⁽²⁾, Julien se justifie d'avoir conféré le sacerdoce à ce Pégase dont nous avons parlé déjà ⁽³⁾, et il rapporte qu'un jour, devant se rendre à la cour de Constance — à l'époque où il n'était encore qu'étudiant et où son apostasie venait de se consommer —, il voulut visiter en passant les curiosités de la ville d'Ilion. Fort obligeamment, Pégase, en ce temps-là évêque, lui ouvrit les anciens monuments du culte païen, et Julien fut très étonné de voir son guide — qui était dans le secret de son âme un adorateur d'Hélios — lui montrer partout, à l'intérieur de sanctuaires frappés d'interdit, des autels couverts d'une cendre chaude et des idoles parfaitement entretenues par la main des fidèles. Le tombeau d'Achille, par exemple, n'avait pas eu à souffrir de la

⁽¹⁾ Cf. le récit curieux inséré par Julien dans l'*Orat.* VII, p. 227 C et suiv., notamment p. 232. Ce discours fut composé avant l'*Orat.* V (cf. ci-dessous p. 457), vers le début de l'an 362 (cf. G. SCHWANZ, *De Vita et scriptis Iuliani imperatoris*, Diss. Bonn, 1888, p. 14). M. R. ASMUS (*Kaiser Julians philosophische Werke*, Leipzig, 1908, p. 25) y a fort bien vu la marque d'une époque où Julien commençait à se livrer à l'influence du philosophe Maxime (cf. ci-dessous, pp. 456 et suiv.). J'aurai ailleurs l'occasion de décrire en détail cette évolution, dont les œuvres de Julien offrent la preuve.

⁽²⁾ *Epist.* LXXVIII Hertlein.

⁽³⁾ Ci-dessus. p. 436.

fureur des iconoclastes. N'est-il pas probable que, vers la même date, tandis que l'on ramenait Julien au paganisme, on multiplia devant lui les démonstrations de ce genre? Pour mieux échauffer son zèle, on dut faire valoir qu'il existait, autour des vieux temples fermés, beaucoup de gens pieux, impatients de rendre un libre exercice à leur ferveur.

Après s'être remémoré cette histoire, on se représentera plus facilement, je pense, l'accent avec lequel, à la fin d'une lettre envoyée d'Asie-Mineure au philosophe Aristoxène, Julien s'écrie ⁽¹⁾ :

« Viens donc nous retrouver à Tyane, au nom de Zeus protecteur de l'amitié, et montre-nous chez les Cappadociens un homme sincèrement hellène. Jusqu'ici, en effet, les gens que je vois ne veulent pas sacrifier, et s'il arrive — bien rarement d'ailleurs — qu'ils y consentent, ils ne savent pas le faire. »

Assurément, il serait dangereux d'affirmer que Julien, avant le revirement de sa politique, n'avait jamais songé à aucun des changements qu'il essaya d'introduire dans l'organisation du culte et du clergé païens, et il est même probable qu'il fut, dès le principe, assez soucieux des responsabilités qu'allait lui imposer son pontificat. Mais le fait qu'il importe de signaler ici, c'est que Julien, après six mois de règne, modifia son attitude avec une précipitation qui ne convient guère au développement méthodique d'une politique conséquente avec elle-même, et que, de plus, ses propres déclarations semblent attribuer une grande part à l'imprévu dans les circonstances qui déterminèrent sa réforme du paganisme.

Pour s'expliquer tous les détails de cette réforme, il faut se rappeler encore ⁽²⁾, je crois, l'influence grandissante qu'eut sur

⁽¹⁾ *Epist.* IV Hertlein, fin.

⁽²⁾ Cf. ci-dessus pp. 449 et suivantes ce qui a été dit de ces influences à propos de la lutte engagée contre le christianisme.

Julien un entourage de théurges et d'illuminés de toutes sortes, et aussi la pratique de plus en plus absorbante d'un mysticisme surexcité.

C'est au mois de janvier 362 qu'arriva à la cour de Constantinople le philosophe néo-platonicien Maxime, qui jadis, en initiant le jeune Julien aux mystères de Mithra, avait achevé de le gagner à la cause de l'hellénisme. Nous savons par Ammien ⁽¹⁾ quels transports de joie saisirent l'empereur à l'arrivée de celui qui devait devenir, avec Priscus, son directeur spirituel. Déjà lorsqu'il s'agit de rappeler à l'ordre les Alexandrins, auteurs du meurtre de l'évêque Georges, c'est à l'intervention de ces deux fanatiques sans doute ⁽²⁾ que les émeutiers durent la clémence singulière avec laquelle ils furent traités. Deux mois environ après l'arrivée de Maxime, Julien se mit à rédiger fiévreusement, en une nuit, son discours sur la Mère des dieux ⁽³⁾ : or, dans la prière qui termine ce document, apparaissent comme en germe les idées dont s'autorisera bientôt le programme du réformateur : on ne peut s'empêcher de songer à l'inspiration des chefs du mysticisme néo-platonicien, lorsqu'on entend l'empereur dire à la déesse : « O Mère des dieux et des hommes..., donne à tous le bonheur, dont le couronnement est la connaissance des dieux ; au peuple romain en général, accorde avant tout de se débarrasser de la souillure de l'athéisme, et, en outre, fais que la Fortune bienveillante l'aide à diriger son empire pendant beaucoup de milliers d'années. Quant à moi, pour fruit de ma piété envers toi, que j'obtienne la vérité dans les dogmes sur les dieux... ⁽⁴⁾ ».

Il ne faudrait cependant pas attribuer uniquement à l'inter-

⁽¹⁾ XXII, 7, 3.

⁽²⁾ *Ibid.*, XXII, 11, 14 ; cf. ci-dessus, p. 414.

⁽³⁾ Cf. *Orat.* V, p. 161 C et 178 D ; H. HEPDING, *Attis, seine Mythen und sein Kult*, Giessen, 1903, pp. 155 et suiv. ; L. BANIUS, *Orat.* XVIII, 157.

⁽⁴⁾ *Orat.* V, p. 179 D et suiv.

vention de Maxime ou de Priscus le mouvement impatient qui, après les six premiers mois du règne de Julien, fit marcher le gouvernement vers les chimères d'une théocratie païenne. Eunape rapporte formellement ⁽¹⁾ que Maxime et Priscus, certes, « avaient leur mot à dire, mais qu'ils ne participaient guère à la pratique des affaires publiques ni de celles — comme il dit — qui se font en plein air ». On ne pourrait indiquer plus clairement que leur influence s'exerçait surtout dans le secret des cénacles mystiques. Or Eunape tenait ses renseignements de Chrysanthè, qui était peu favorable à Maxime et qui n'avait pas non plus de sympathies pour la politique aventureuse où Julien essaya de l'entraîner et de le compromettre. Je veux dire que, si Chrysanthè avait cru pouvoir faire retomber sur Maxime la responsabilité de certains excès de zèle qu'il avait blâmés, il n'aurait pas dissimulé sa pensée et nous la connaîtrions sans doute.

Julien aimait à s'entourer de conseils et de lumières, mais il était plein d'initiative et d'élan. En réformant l'ancienne religion de l'empire, il se préoccupa de fournir aux païens les moyens d'action qu'il voyait si bien utilisés par l'Église. Or l'Apostat était mieux au courant que ses amis des pratiques de ses anciens coreligionnaires, et pour songer à rivaliser avec les évêques dans l'organisation des œuvres de bienfaisance, il n'avait besoin de personne.

*
* *

Ainsi donc, en partie d'après les leçons que lui donnait l'expérience, en partie d'après les résultats de ses méditations et d'après les conseils qu'il recevait, Julien semble avoir suivi plusieurs programmes l'un après l'autre. Il crut d'abord pouvoir

⁽¹⁾ *Fragm.* 19.

se contenter — pour faire reverdir le vieux tronc de l'hellénisme — d'arrêter la main de ceux qui prétendaient l'abattre comme du bois mort. Il fut bientôt détrompé. Déjà la ramure manquait de sève, et il fallut recourir à des artifices pour lui rendre sa vertu perdue. Efforts impuissants! Malgré tous les soins, le paganisme s'obstina à dépérir, parce que, à côté de lui, une jeune frondaison, confiante dans sa vigueur, osait attirer à elle toutes les forces de l'air et de la lumière.

Julien nous offre ainsi un des exemples les plus frappants qui se puissent voir d'un chef doué d'intelligence et d'ardeur et cependant incapable — faute de venir à son heure — de faire passer chez ceux qu'il conduit une influence efficace de sa volonté et de sa pensée. Mieux que personne de son temps, il comprit ce que représentaient les traditions de l'hellénisme. Il était plein de l'esprit de ses dieux, et c'était bien encore un reste des anciennes ferveurs qui l'exaltait, dans le silence des nuits où il oubliait le souci des affaires pour laisser ses rêveries mystiques se reporter vers le monde des Idées. Mais ses enthousiasmes étaient condamnés à se perdre au service d'une cause sans espoir. Déjà l'instrument que son siècle lui offrait n'était plus, dans ses mains, qu'un corps incapable de vibrer. Pour essayer de ranimer un clergé inerte, l'Apostat fut réduit à le supplier d'imiter des institutions tout autres que celles de sa chère Hellade. Ses acolytes eurent beau rouvrir les sanctuaires, redresser et redorer les statues, restituer aux prêtres l'ancien appareil de leur splendeur, puis promener des reconstitutions d'antiques cortèges, faire parler les oracles dans le bruit des forêts et des fontaines, rendre leur puissance aux rayons d'Hélios et des astres, et toute sa magie à la nature; ils eurent beau improviser des chaires pour évoquer — au milieu d'une liturgie transformée — les beautés d'Homère et de Platon en prêchant la philanthropie; chaque fois que le pontife, organisateur de cette manifestation brillante et pompeuse, se détourna de ses autels pour observer l'effet qu'il avait produit, il dut être stupé-

fait de rencontrer le regard narquois d'un public en grande partie indifférent, ou bien l'aspect glacial de temples vides ⁽¹⁾.

*
* *

L'éclatant insuccès des entreprises auxquelles Julien employa la dernière partie de son règne, ne doit pas faire croire que toute sa législation en matière religieuse a disparu sans produire aucune espèce d'effet. L'apostat réintroduisit systématiquement les païens dans les hauts postes de l'administration : or, c'est un demi-siècle seulement après sa mort que Théodose II, en théorie du moins, prétendit admettre les chrétiens seuls aux fonctions publiques.

La législation de Constance ne se releva d'ailleurs pas après les coups que Julien lui porta. Jovien d'abord, puis Valentinien et Valens se gardèrent de renouveler les interdictions que leur prédécesseur avait abolies. Pendant près de vingt ans, grâce à Julien, l'ancien culte — excepté les pratiques de la magie — demeura toléré ⁽²⁾. Quant aux privilèges et aux avantages multiples que Constance avait concédés à l'Église, il s'en faut de beaucoup qu'ils aient été tous rétablis. Gratien même régna longtemps sans revenir aux méthodes rigoureuses de Constance. Il ne commença point par fermer les temples et par interdire les sacrifices : en 382 seulement, il refusa aux vieux cultes la liberté que Julien leur avait rendue ⁽³⁾.

On a prétendu que, moitié pion, moitié sacristain, Julien révéla dans sa conduite toutes les impérities; on a cru devoir

(1) Il faut lire les aveux désenchantés qui remplissent le *Misopogon*, notamment p. 361 et suiv., etc.

(2) Cf. G. BOISSIER, *La fin du paganisme*, t. II, p. 256; L. DUCHESNE, *Histoire ancienne de l'Église*, t. II, pp. 628 et suiv.

(3) Cf. O. SEECK, *De Symmachi vita* (*Monum. german. hist., auct. antiquissimi*, VI), p. LIII, et PAULY-WISSOWA R. E., s. v. *Gratianus*, col. 1838.

l'appeler un raté impérial ⁽¹⁾, et même chez les historiens les moins suspects de partialité, il paraît admis que l'Apostat manqua singulièrement de tact et d'esprit politique. Mais, d'abord, Julien n'a pu avoir les torts pour lesquels on le ridiculise, que durant les derniers mois de son règne. Il commença par se montrer diplomate ingénieux et modéré. D'autre part, la législation de ses débuts, en lui survivant et en procurant vingt années de trêve religieuse, permit au christianisme de continuer ses progrès au point que Théodose, à peine arrivé au pouvoir, put frapper les vieux cultes à mort. Par conséquent, si Julien s'était obstiné dans sa première manière, peut-être aurait-il évité certains reproches de nos historiens, mais, par contre, il se serait condamné à assister, impassible, à l'échec de ses ambitions. Bref, il ne pouvait guère avoir le tact cher à l'historiographie moderne qu'à la condition de ne point agir.

En réalité, pour sauver le paganisme, il a tenté tout ce que sa Providence, cette Vierge de l'Acropole vers laquelle il tendit si souvent des mains suppliantes, pouvait encore suggérer au Conseil des dieux. Le restaurateur du polythéisme s'est borné à guetter et à suivre — au fur et à mesure qu'elles se présentaient — chacune des indications envoyées par Hélios au pontife de ses mystères. Hors de là, il n'y avait déjà plus une lumière capable de donner aux derniers des Hellènes un rayon d'espoir. Les vendanges étant faites, les feux s'étaient éteints sur les coteaux des Muses.

(1) Cf. *Revue de l'Instruction publique en Belgique*, t. 57, 1914, pp. 123 et suiv.

CLASSE DES BEAUX-ARTS

Séance du 2 juillet 1914.

M. Juliaan DE VRIENDT, Président de l'Académie, directeur.

M. Lucien SOLVAY, membre titulaire, remplace **M. le Secrétaire perpétuel**.

Sont présents : **MM. J. Brunfaut**, *vice-directeur*; **G. De Groot**, le comte **J. de Lalaing**, **J. Winders**, **Ém. Janlet**, **Ch. Hermans**, **Ém. Mathieu**, **Louis Lenain**, **X. Mellery**, **L. Frédéric**, **A.-J. Wauters**, **Égide Rombaux**, **Paul Gilson**, **Émile Claus**, **J.-B. Van den Eeden**, **Sylv. Dupuis**, **Fernand Khnopff**, **Léon Du Bois**, *membres*; **Karel Mestdag**, **Victor Horta**, **Paul Bergmans**, **A. Struys**, *correspondants*.

Absences motivées : **MM. le chevalier Marchal**, *Secrétaire perpétuel*; **Blomme**, **Kuflérath**, *membres*, et **Wambach**, *correspondant*.

M. le Directeur adresse les félicitations de la Classe à **M. J. Brunfaut**, élu membre honoraire correspondant de l'Institut royal des architectes britanniques, et à **M. Khnopff**, nommé officier de l'Ordre de Saint-Michel de Bavière. — Applaudissements.

CORRESPONDANCE.

Le Cercle archéologique d'Ath et de la région prie la Classe de se faire représenter officiellement aux cérémonies qu'il organise pour commémorer le Prince Charles-Joseph de Ligne, à l'occasion du centenaire de sa mort. — MM. J. Brunfaut, vice-directeur, et L. Solvay sont délégués.

— M. Brunfaut est désigné pour représenter la Classe au Congrès international des *Garden cities et Town planning* à Londres.

— Comme suite à la demande de l'Académie, M. le Ministre des Sciences et des Arts fait connaître qu'il a suspendu la pension du lauréat Van Daele et qu'il l'a de nouveau invité à remplir toutes ses obligations réglementaires.

M. Khnopff fait hommage à la Classe, en souvenir du confrère disparu, des *Pensées d'Eugène Smits*.

Une note de M. Khnopff sera publiée dans le *Bulletin*.

— M. le Ministre des Sciences et des Arts soumet à l'appréciation de la Classe le rapport (1914) de M. L. Samuel, lauréat du concours de composition musicale de 1911. — Commissaires : MM. Mathieu, Dupuis et Du Bois.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

J'ai l'honneur de faire hommage à la Classe d'un recueil de *Pensées d'Eugène Smits*. Ces pensées ont été trouvées dans sa correspondance et ses notes de travail.

« Toutes vibrent d'un lointain écho de l'âme candide et haute du grand artiste.

» Après l'émouvante lecture de quelques aphorismes et de quelques notations poétiques — écrits selon la fortune des jours et sur des feuillets de papier de rencontre, mais contenant des reflets de toutes les préoccupations et de tous les sentiments de Eugène Smits — ses amis, s'enviant le bonheur de posséder ce délicat trésor de tendresse et de sincérité, décidèrent de le faire reproduire.

» C'est pourquoi, une copie religieusement faite, en fut confiée à un imprimeur, qui en tira un nombre restreint d'exemplaires destinés seulement aux amis et aux dévôts du grand artiste et qui ne furent pas livrés au public. »

Ces pensées feront comprendre mieux encore le culte que les amis du maître ont voué à sa mémoire.

FERNAND KHNOPFF.

ÉLECTIONS.

La Classe se constitue en Comité secret pour l'élection aux places vacantes :

Sont élus associés :

Section de peinture : Sir Edward Poynter, président de l'Académie royale de Londres.

Section d'architecture : M. Nénot, membre de l'Institut, à Paris.

CENTENAIRE DE L'ACADÉMIE.

MM. J. De Vriendt, directeur, et Léon Du Bois, sont élus membres de la Commission chargée de préparer la célébration du Centenaire du rétablissement de l'Académie.

CONCOURS DE ROME.

M. Brunfaut dépose le projet de modification au règlement des concours de Rome, arrêté par la Section d'architecture.

La prochaine séance sera consacrée aux principales questions de détail, afin de pouvoir terminer le travail pendant les vacances.

RAPPORTS.

La Classe entend la lecture des rapports :

1° De MM. Dupuis, Du Bois et Mathieu, sur la composition musicale *Hilka*, par M. L. Samuel. — Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts;

2° De MM. Janlet, Winders et Blomme, sur le rapport et l'envoi de M. Arthur Smet. — Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts;

3° De MM. Rooses, Khnopff et Bergmans, sur *Les origines de la parure*, par M. G. Van Wetter. La Classe décide, en principe, l'impression de ce travail dans les *Mémoires*. Il sera

soumis préalablement à l'examen de M. Rutot, de la Classe des sciences ;

4° De MM. Kufferath, Bergmans et Dupuis, sur la *Gamme musicale*, par M. Fréd. Hesselgren. — Renvoi à l'examen de la Classe des sciences.

COMMUNICATION ET LECTURE.

M. A.-J. Wauters fait une lecture sur *Le monument du Travail de Constantin Meunier*. — Elle est publiée ci-après.

M. Horta fait remarquer que dès l'origine, Meunier a vu son monument sous la forme cubique et malgré les recherches, il y est toujours revenu.

M. Mellery développe des considérations analogues.

Une note de M. Horta avec photographie sera publiée dans le *Bulletin*.

M. Lenain proteste contre un projet de déplacement de la statue du général Belliard ; ce serait un nouvel acte de vandalisme, une nouvelle mutilation du quartier du Parc.

La Classe approuve la motion de M. Lenain qui sera insérée au *Bulletin* et communiquée au Gouvernement et à la Ville. Une copie sera également adressée à la Commission royale des monuments. On ajoutera le vœu qu'une servitude soit créée pour éviter que le panorama soit compromis.

M. Lenain fait la motion suivante :

MESSIEURS,

Nous avons appris, par des journaux et aussi par d'autres voies non moins sûres, qu'un nouvel acte de vandalisme se

prépare dans notre ville; qu'une atteinte nouvelle à l'une des beautés artistiques de Bruxelles pourrait être perpétrée.

Il s'agirait, cette fois, de la destruction de ce merveilleux tableau que présente la statue du général Belliard, avec son cadre d'architecture compris dans la grandiose décoration du Parc, cadre qui n'a déjà que trop souffert dans le détail de certaines façades de maisons de la rue Royale, sans que l'opinion du public, et des artistes particulièrement, se soit trop émue.

Vous connaissez ce délicieux tableau, placé là comme un médaillon dans une riche bordure de tapisserie, que seraient les belles frondaisons du Parc.

Soit que l'on considère le tableau de l'intérieur du Parc, avec au premier plan le petit bassin au centre de l'allée; soit qu'en se rapprochant l'on ne découvre que la petite place avec son monument se silhouettant sur un beau ciel d'or du couchant, dans les deux cas encadré par le riche dôme de verdure que forment les arbres du Parc, l'ensemble pareil à un tableau du XVIII^e siècle; soit que l'on aille s'accouder aux balustrades du fond derrière la statue, d'où l'on découvre un horizon grandiose (abstraction faite de toutes les énormes bâtisses nouvelles qui écrasent la merveilleuse collégiale, et dont le luxe n'a d'égal que le goût douteux parfois), tout le monde s'accorde à considérer le monument du général Belliard et son entourage comme une des nombreuses beautés de notre ville.

Et c'est cette œuvre que l'on demande à mutiler encore !
Œuvre qu'il faudrait, au contraire, parfaire :

1^o En maintenant dans son intégralité la petite place du *Passage de la Bibliothèque*;

2^o En plaçant dans le bas, de chaque côté, au départ de l'escalier, deux motifs de décoration, tels que deux fontaines comme il s'en trouve dans les collections lapidaires de la ville;

3^o En créant une servitude quant à la hauteur des constructions à venir sur le restant des terrains disponibles, et dont la

situation serait de nature à faire courir quelque danger au panorama de la ville et des environs.

Gardiens de tout ce qui constitue le patrimoine d'art et de beauté de la capitale et du pays, nous ne pouvons rester muets devant tout projet de vandalisme, tel que celui dont il est question et qui ne répond d'ailleurs à aucun but d'utilité publique.

Je propose donc à la Compagnie d'élever une protestation énergique contre toute nouvelle mutilation de la décoration du Parc, et d'exprimer le vœu, auprès des autorités compétentes, que les promoteurs de changements dans la physionomie de la capitale soient invités au respect de nos œuvres d'art et de nos paysages urbains; que nul n'ait le droit de fouler aux pieds, tout ce qui peut mettre encore au cœur de nos concitoyens un peu de poésie et de beauté.

La Classe, à l'unanimité de ses membres, s'associant au cri d'alarme poussé par notre confrère, décide de porter ce qui précède à la connaissance des autorités compétentes.

Elle exprime le vœu de voir cette protestation prise en sérieuse considération.

Le Monument du Travail de Constantin Meunier,

par A.-J. WATERS, membre de l'Académie.

L'excellente notice que notre collègue Victor Rousseau vient de publier dans l'*Annuaire de l'Académie* ⁽¹⁾, accompagnée d'un frappant portrait gravé par notre confrère Louis Lenain, ramène l'attention sur l'illustre statuaire que fut Constantin Meunier et sur le monument qu'il consacra au Travail.

L'œuvre appartient à l'État. Son érection en plein air longtemps différée, pour des motifs qui ne sont que vaguement connus, a finalement triomphé d'anciennes résistances, et le

¹⁾ Quatre-vingtième année, 1914, pp. 288-309.

monde des arts a appris avec joie que des négociations sont engagées avec la ville de Bruxelles en vue de l'édification du monument sur son territoire.

Un pas décisif est donc fait. Seul le huis clos d'un comité secret du Conseil communal nous empêche de savoir exactement où en sont les choses. Il semble qu'il y ait encore quelques divergences de vues à concilier, certaines difficultés à vaincre. Pourvu qu'elles ne se prolongent pas outre mesure !

Qu'on excuse notre inquiète insistance; mais la génération présente, les amis du vieux maître, sont anxieux de voir la mise en place d'une œuvre de sculpture qui est la plus considérable qu'ait produite l'école belge, d'un monument dont la célébrité a dépassé les frontières du pays et qui, depuis tant d'années déjà, est entré dans l'immortalité. « Avec le *Monument du Travail*, dit avec raison Victor Rousseau, nous touchons à la réalisation la plus complète du grand artiste, à l'apogée de sa gloire universellement proclamée. »

Ses pièces éparses, bas-reliefs et statues, attendent dans le hall du Musée de la rue de la Régence et dans des réserves ignorées, que les pouvoirs publics se soient entendus pour glorifier le statuaire dans son œuvre capitale.

On continue à discuter, à la fois, la forme architecturale et l'emplacement à lui donner. La forme, tout d'abord : Meunier en avait recherché et étudié plusieurs et deux plus spécialement, celle en cube, c'est-à-dire sous l'aspect d'un vaste piédestal décoré de bas-reliefs et de statues, et celle en hémicycle. Il est mort sans manifester, à cet égard, que nous sachions une volonté bien arrêtée et un choix définitif.

Notre collègue Victor Horta a, d'accord avec Meunier, présenté diverses variantes et des maquettes dans la forme cubique; les deux premières furent exposées au Cercle artistique, en 1902; d'autres furent réalisées d'après ses plans.

Plus tard, en 1905, la Société des Beaux-Arts, chargée par le Gouvernement de l'organisation de l'Exposition rétrospective

de l'Art belge, me fit l'honneur de m'adjoindre aux membres de son comité de placement, et, au lendemain de la mort du statuaire ⁽¹⁾, je reçus la mission d'aménager le compartiment réservé à l'œuvre de l'artiste défunt.

Je songeais à y présenter le *Monument du Travail* sous la forme d'hémicycle qui permet d'envisager d'un seul coup d'œil l'ensemble des quatre bas-reliefs et des cinq statues. Mais avant de m'engager dans cette voie, je crus correct de m'en ouvrir aux membres de la famille du statuaire. Mon projet reçut, de leur part, un accueil encourageant et j'appris alors d'eux qu'il existait, parmi les documents délaissés par Meunier, la photographie d'une maquette en terre glaise, modelée par le maître lui-même et affectant la disposition en hémicycle.

En possession de ce précieux document, je m'en fus trouver notre regretté collègue Ernest Acker. Je lui exposai la mission dont j'étais chargé et pour l'accomplissement de laquelle je venais solliciter le concours de son talent. Vous vous souvenez du cadre sympathique dont Acker entoura le schéma de Meunier. Il ne l'exécuta qu'après l'avoir fait passer par une succession de trois ou quatre variantes qu'il ne jugea jamais assez simples et que, certainement, il eût simplifiées encore s'il avait dû le pousser plus loin.

Depuis lors, c'est-à-dire depuis neuf ans, la question de savoir celui des deux dispositifs d'après lequel il serait préférable de présenter le monument, a encore été discutée dans diverses études et publications. Des architectes de talent, M. Urban, de Vienne, et notre compatriote, Henry Van de Velde, de Weimar, ont fait de celui en hémicycle le point de départ de projets intéressants.

(1) Meunier est mort, à Ixelles, le 4 avril 1903. Parmi les discours prononcés à la mortuaire, je veux rappeler ici l'émonvant adieu que lui a adressé M. Ernest Verlant, directeur général des Beaux-Arts, se faisant l'éloquent interprète des admirateurs du maître. On en trouvera le texte dans la revue d'art *Le Musée*, Paris, année 1905, pp. 143 et suiv.

Après tant d'essais, n'est-il pas encore permis de prononcer les paroles sacramentelles : « La discussion est close » et de songer à l'édification du monument ?

Où faut-il l'édifier?... Nouvelles divergences de vues, nouvelle discussion, nouveaux retards.

Plusieurs villes ont réclamé l'honneur de le voir s'élever sur une de leurs places publiques : à Louvain, parce que le maître a professé la peinture à son Académie, pendant quelques années ; à Charleroi, parce que, paraît-il, il appartiendrait à l'école wallonne plus qu'à toute autre ; à Bruxelles, parce qu'il y est né, y a vécu, y est mort ; que sa maîtrise s'est développée dans le milieu bruxellois, où a été conçue et créée la majeure partie de son œuvre ; enfin, parce que, après tout, c'est à Bruxelles que le monument sera le plus profitable à la renommée de son auteur.

On a parlé, tout d'abord, du rond-point de l'avenue de Ter-vueren. Puis, l'entrée du Bois de la Cambre a été recommandée, surtout si la formule en hémicycle devait finalement être adoptée. Le décor de verdure existant offrirait un puissant cadre au développement de ses 30 mètres de longueur, bien que les arbres des massifs environnants soient dangereux pour son échelle. Mais l'étude attentive fait surgir une critique plus grave : l'entrée du Bois est exposée au nord ; c'est à peine si, le matin, à l'aube, et le soir tard, le monument serait faiblement frôlé par la lumière du soleil. Toute la journée, il se présenterait aux yeux des visiteurs à la lueur d'un jour terne et uniforme. Or, la question de la lumière est capitale. Demandez à notre confrère Thomas Vinçotte, victime d'une exposition semblable, en plein nord, place des Palais, ce qu'il pense, en principe, de l'entrée du Bois pour y placer le monument de son regretté confrère.

D'autre part, cet emplacement si attrayant par le mouvement de la circulation qui, aux jours de fêtes, y prend un développement intense, offrirait-il un milieu harmonieux aux sujets et aux figures de Meunier, qui éveillent des pensées graves et

sereines et qui toléreraient difficilement, je pense, le va-et-vient et le bruit d'une avenue mondaine, réclamant de préférence le silence et la paix d'un sanctuaire.

A la Ville, on a conseillé, m'assure-t-on, le voisinage des bassins du port maritime, estimant qu'un monument célébrant le travail des débardeurs, des ouvriers des mines, des usines et des champs, serait là à sa place naturelle, logique et symbolique. Un chef-d'œuvre est à sa place partout. Mais le quartier du port est lointain, le cadre de la place Saintelette manque de caractère et de beauté, l'œuvre y serait perdue, demeurerait ignorée de la plupart des visiteurs étrangers, sans compensation pour l'artiste, car ceux-là qui peignent journellement dans ces parages se désintéresseraient bien vite d'une œuvre d'art, quelle qu'elle soit. Le quartier des promeneurs, lieu de délassement de toutes les classes de la société, l'emportera sans doute sur le quartier excentrique du port. En attendant, on continue à hésiter, aucun des emplacements projetés ne trouvant grâce devant la critique pour des motifs variés.

Seulement, si celui de l'entrée du Bois ne saurait être admis pour les raisons que nous venons de dire, il en est d'autres dans le voisinage, qui réuniraient sans doute les conditions voulues. Et voici que, précisément, M. l'architecte Knauer présente, avec un dispositif reproduisant plus ou moins celui d'Acker, un emplacement nouveau qui mérite, je pense, l'examen des pouvoirs publics.

A l'avenue De Mot s'étend à gauche, en contre-bas, un vaste terrain ayant servi jadis de plaine d'exercice à l'ancienne École militaire et qui est appelé, dit-on, à être transformé en jardin public. Ce terrain est situé sur le territoire de la ville de Bruxelles. D'après le nouveau plan proposé, une partie, disposée en éventail, serait remblayée au niveau de l'avenue et reliée à celle-ci par une large brèche dans la balustrade existante, de manière à constituer à front de rue un emplacement clôturé d'arbustes et d'arbres, au pied desquels se développerait le monument.

Celui-ci serait donc élevé à proximité de l'entrée du Bois, dans le quartier visité par les étrangers et les promeneurs. En passant à l'angle de l'avenue De Mot, près de l'atelier de notre collègue Guillaume De Groot, on devinerait sa présence, mais il serait en dehors de la grande circulation et du bruit, dans un lieu de repos, de fraîcheur et de recueillement. Point essentiel, il recevrait une orientation plein sud, apportant à ses nobles travailleurs de pierre et de bronze la collaboration du mouvement perpétuel du soleil, faisant naître sur les bas-reliefs et autour des statues le jeu mystérieux des ombres et des lumières.

Il n'entre dans nos intentions ni d'apprécier les divers projets ni de formuler des conclusions, pas plus que nous ne songeons à nous immiscer dans des projets qui sont du ressort du Gouvernement. Mais on admettra, sans doute, que la Classe des beaux-arts de l'Académie royale ne saurait se désintéresser du monument Meunier et qu'en témoignant de sa sympathique impatience à le voir édifié, elle n'outrepasse pas ses droits.

Ce serait un honneur enviable que de placer son nom au bas d'un décret ordonnant l'érection d'un tel monument, affirmant une telle beauté et glorifiant un tel artiste. Déjà plusieurs ministres en ont laissé échapper l'occasion. Je me permets de former le vœu que le Ministre des Sciences et des Arts actuel, dont la sollicitude pour ce qui touche aux choses de l'art est connue et appréciée, n'en laisse pas le mérite à son successeur. Et comme toutes les actions des solliciteurs sont généralement entachées de plus ou moins d'égoïsme personnel, je crois pouvoir ajouter que les membres composant présentement la Classe seraient heureux d'être aux côtés de l'honorable M. Poulet, le jour de l'inauguration.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Gielkens (Émile). Archimède (drame). Bruxelles, 1914; in-16 (59 p.).

Halewyck (Michel). La Charte coloniale (commentaire de la loi sur le gouvernement du Congo belge). Bruxelles, 1914; in-8° (366 p.).

Hymans (Paul). Portraits, essais et discours. Bruxelles, 1914; in-8° (635 p.).

Leclercq (Jules). Le conflit entre les États-Unis et le Mexique. Bruxelles, 1914; extr. in-8° (17 p.).

Ligne (Prince de). Préjugés militaires. (Édition du Centenaire par le lieutenant général baron de Heusch) Paris, 1914; in-18 (11-160 p., portr.).

— Colette et Lucas, comédie en un acte mêlée d'ariettes. (Fac-similé de l'imprimé de MDCCCLXXXI chez l'auteur, à Belœil, avec une introduction par Félicien Leuridant.) Bruxelles, 1914; in-16 (18-42 p., pl., portr.).

Smits (Eugène). Les pensées s/v., s/d., hors commerce.

Wilmotte (Maurice). Recherches sur les sources latines des contes et romans courtois du moyen âge (Edmond Faral). Paris, 1914; extr. in-8° (13 p.).

— Observations sur le roman de Troie. Paris, 1914; extr. in-8° (29 p.).

Van Schevichaven (H. D. J.) et *Kleijntjens (J. C. J. S. J.)*. Rekeningen der stad Nijmegen. Nimègue, 1914; in-8° (323 p., gr.).

ROME. *Institut historique belge*. *Analecta Vaticano-Belgica*. Vol. VII. Suppliques d'Urbain V (1362-1370). (Alphonse Fierens); in-8°, 1914.

ATHÈNES. Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace. 1914; gr. in-8° (319 p., grav.).

Foul-Misser
H. v. (Paris)
1-7-34

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 3 août 1914.

M. HENRI PIRENNE, directeur de la Classe.

M. J.-P. WALTZING, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Ern. Gossart, *vice-directeur*; le baron de Borchgrave, Paul Fredericq, G. Kurth, P. Thomas, V. Brants, M^{re} Wilmotte, Franz Cumont, G. De Greef, H. Lonchay, *membres*; de la Vallée Poussin, G. Cornil, Delehayé, J. Bidez, *correspondants*.

Absences motivées : MM. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, Waxweiler, membre, Dom Ursmer Berlière, correspondant.

En ouvrant la séance, M. Pirenne prononce quelques paroles : « L'heure est grave pour la Belgique. Nous avons confiance dans notre armée et dans le droit. Nous avons fait et continuerons à faire notre devoir, nous résisterons aux agressions d'où qu'elles viennent ». — *Applaudissements*.

La Classe décide de proroger *sine die* le délai pour la remise des travaux soumis au concours annuel de 1915.

CORRESPONDANCE.

La Société historique et archéologique de Tournai fait connaître qu'elle organise, en 1915, la XXIV^e session de la Fédération archéologique et historique de Belgique. — M. Pirenne est délégué pour représenter l'Académie.

— La Société historique de la haute Picardie fait part de sa fondation.

— M. Gustave Bruneel, de Schaerbeek, communique une dissertation sur la question sociale considérée au point de vue de la philosophie idéale chrétienne. — Pris pour notification.

— Hommages d'ouvrages :

L'esprit public bruxellois au début du régime français, par Charles Pergameni (avec une note de M. Pirenne qui figure ci-après).

Les résultats de la Science théorie et pratique. Sociologie descriptive et sociologie abstraite, par G. De Greef. 3 fascicules de la Grande encyclopédie russe du XIX^e siècle, publiée à Moscou. — Remerciements.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

Le livre que M. Charles Pergameni vient de publier sous le titre de *L'esprit public bruxellois au début du régime français* (Bruxelles, H. Lamertin, 1914) se rattache à une série déjà longue d'études du même auteur, dont les matériaux, empruntés aux archives, sont mis en œuvre avec une critique prudente et éclairée par une connaissance précise de la législation révolution-

naire. C'est surtout la question religieuse qui fait l'objet de ce volume, c'est-à-dire précisément la question sur laquelle les tendances de la République heurtaient le plus directement les sentiments et les traditions du peuple belge. Il eût fallu un tact et une souplesse extraordinaires pour ne point froisser une opinion aussi foncièrement catholique que celle de nos ancêtres de la fin du XVIII^e siècle. M. Pergameni montre, par des exemples caractéristiques, que l'administration, et particulièrement l'administration locale, en fut totalement dépourvue. Sa maladresse confine souvent au grotesque, et il n'est pas étonnant qu'en dépit des rapports officiels, les cérémonies cultuelles ou patriotiques qu'elle organise n'attirent que les gens en place et se heurtent, dans le public, à une hostilité qui d'ailleurs ne se manifeste prudemment que par l'abstention. Une curieuse illustration rehausse encore l'intérêt d'un texte plein de savoureux renseignements. Les derniers chapitres du livre, consacrés l'un au théâtre et l'autre au parc de Bruxelles, contiennent enfin d'intéressants détails sur la vie de la capitale à une époque où elle fut forcée de subir des réformes bien autrement radicales que celles de Joseph II contre qui elle venait de s'insurger.

H. PIRENNE.



CLASSE DES BEAUX-ARTS

Séance du 6 août 1914.

M. Juliaan DE VRIENDT, Président de l'Académie, directeur.

M. Lucien SOLVAY, membre titulaire, remplace M. le Secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. J. Brunfaut, *vice-directeur* ; G. De Groot, Ém. Janlet, Louis Lenain, X. Mellery, L. Frédéric, G. Hulin de Loo, *membres* ; A. Struys, *correspondant*.

Absences motivées : MM. le Chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, et K. Mestdagh, correspondant.

A l'ouverture de la séance, M. De Vriendt, président, se lève et prononce les paroles suivantes :

« Messieurs, les jours d'épreuves pour la Belgique sont arrivés ; mais la Belgique, fière de son honneur et fidèle à son passé, saura lutter avec courage et résister à l'ennemi qui n'a pas craint de violer sa neutralité et menacer son existence. Dans cette commune pensée, Flamands et Wallons sont unis étroitement.

» Ayons confiance dans la justice de notre cause ; élevons nos cœurs en face du danger, et crions : *Vive le Roi ! Leve de Koning ! Vive la Belgique ! Leve de België !* »

Ces paroles sont accueillies par les cris unanimes de : *Vive le Roi ! Vive la Belgique !*

La Classe décide que les jetons de présence de la présente séance seront abandonnés au profit des familles des miliciens.

— M. le Président exprime les vifs regrets de la Classe au sujet du décès de deux de ses membres les plus distingués, MM. Max. Rooses et Charles Buls, que l'Académie a perdu le mois dernier.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts transmet la copie du procès-verbal du jugement du Grand Concours d'architecture décernant le Grand Prix à M. Joseph Smolderen.

Ce résultat sera proclamé dans la prochaine séance publique de la Classe.

— M. H.-P. Nénot remercie pour son élection en qualité d'associé.

— Madame la baronne Anka von Loewenstein, de Vienne, fait hommage de quelques gravures dont elle est l'auteur. — Remerciements.

— M. Rutot, membre de la Classe des sciences, comme suite à la demande qui lui a été faite, donne son avis sur le travail de M. Van Wetter sur l'origine de la parure. Il estime que ce travail est précis, bien documenté, intéressant et tout à fait digne de l'impression dans les collections académiques. — Adopté.

— Les autres documents de la correspondance sont réservés.

TABLES ALPHABÉTIQUES

Classe des lettres et des sciences morales et politiques

ET

Classe des beaux-arts

1914

TABLE ONOMASTIQUE

A

Académie. Discours au Roi, prononcé par le Président de l'Académie, 1. — Démission du secrétaire perpétuel, 322.

Académie royale d'Écosse. Envoie un délégué avec mission de rassembler les œuvres des sculpteurs belges pour son exposition, 86.

Académie royale des sciences de Berlin. Directrice de l'Association internationale des Académies, 94.

Aerts. Approbation du buste du comte de Cobenzl, 397.

Albert (S. M. le Roi). Exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance publique, 194.

Alma Tadema. Souscription pour son mémorial, 86.

Anonymes. (Concours de la Classe des lettres, 1914.) Faire une étude critique des thèses soutenues jusqu'ici sur la parenté qui existe entre l'*Apologetique* de Tertullien et l'*Octavius* de Minucius Felix, et particulièrement de la thèse récente de M. Richard Heinze. Rapports de MM. Waltzing, 201; Thomas, 213. — Exposer et discuter les théories modernes sur l'origine de la famille. Rapports de S. E. le cardinal Mercier, 214; de MM. Ernest Nys, 216; E. De Greef, 217. — Quatre mémoires sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la

- Belgique. Rapports de MM. Vauthier, 219; Brants, 222; De Greef, 223.
- Arschot-Schoonhoven (Comte d')*. Hommage d'ouvrage (Épithaphier de la famille d'Arschot); note par H. Pirenne, 39.
- Association des diplômés de l'École industrielle de Seraing*. Communique le programme général pour la création d'un musée, 94.
- Association internationale des Académies*. Admission, 38. — MM. Diels, président, Waldeyer, vice-président, le baron de Borchgrave, délégué, 94. — M. Pirenne expose deux propositions : la première relative à un Thesaurus latin du moyen âge; la deuxième en faveur d'un Corpus métrologique du moyen âge, 340.

B

- Backlund (O.)*. Voir *Royal Society of Edinburgh* et *Societas scientiarum Fennica*, d'Helsingfors.
- Baertsoen (Albert)*. Rapport : voir *Colin (Jean)*.
- Bang (W.)*. Aus der Altbüssergas, 81. — Promet la notice biographique de de Harlez pour l'*Annuaire*, 153. — Nommé membre honoraire de la « Deutsche Shakespeare Gesellschaft », 193. — Désigné en qualité de représentant au Comité général en formation pour la célébration, en 1916, du troisième centenaire de Shakespeare, 194.
- Becker (Jules)*. Hommage d'ouvrage, 95.
- Beerblock (Karl)*. Lauréat du Prix Castiau, proclamation, 318; remercie, 333.
- Bergmans (Paul)*. Hommages d'ouvrages, 32, 329. — Rapport : voir *Hesselgren (Frédéric)*.
- Berlière (Dom Ursmer)*. Remercie pour son élection, 4. — Rapport : voir *Vanderlinden (Herman)*.
- Bidez (J.)*. Remercie pour son élection, 4. — L'évolution de la politique de l'empereur Julien en matière religieuse, 406.
- Blomme (Léonard)*. Rapport : voir *Huygh (Jef)*, *Smet (Arthur)*.
- Brants (Victor)*. Élu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne, 9; pour le Prix Adelson Castiau, 9; désigné pour faire partie de la Commission chargée de poser la nouvelle question pour le Prix Charles Duvivier, 40. — Rapports : voir *Thuytsbaert (Prosper)*, *Ukens (Robert)*, *Vanderlinden (Herman)*, *Verhulst (Louis)*, *Vlicbergh (Émile)*.
- Bruneel (Gustave)*. Communique une dissertation sociale au point de vue de la philosophie idéale chrétienne (pris pour notification), 478.
- Brunfaut (J.)*. Élu directeur pour 1915, 32. — Nommé membre d'honneur de l'« Architekt-Verein » de Berlin, 189. — Élu membre honoraire correspondant de l'Institut royal des architectes britanniques, 464. — Délégué aux cérémonies du centenaire de la mort du Prince Charles-Joseph de Saxe-Cobourg, 464. — Dépose le projet de modification au règlement des concours de Rome, 466.
- Buisseret (Louis)*. Remercie la Classe pour l'appréciation émise sur ses travaux réglementaires, 32. — Dessins (à l'examen), 190; lecture de l'appréciation de M. Lenain, 397.
- Buls (Charles)*. Élu membre du jury pour le Prix De Keyn, 9; remplacé par M. Van Biervliet, 40. — Décès, 482.

C

- Cagnat (R.)*. Remercie pour son élection, 4.
- Cantacuzène (Prince Charles-Alexandre)*. Hommage d'ouvrage, 95.
- Cape (M^{re} Victoire)*. Lauréat du Prix Adelson Castiau; proclamation, 318.
- Cercle archéologique d'Ath et de la région*. Invite les Classes à se faire

représenter aux solennités organisées à l'occasion du centième anniversaire de la mort du Prince Charles-Joseph de Ligne, 400, 464.

Colin (Jean). Soumet un envoi réglementaire, 329.

Comité. Voir Table analytique.

Commission. Voir Table analytique.

Concours annuel de 1914. Rapports de MM. Waltzing et Thomas (Mémoire sur l'Apologétique de Tertullien et l'Octavius de Minucius Félix); prix non décerné, 201, 213. — Rapports de S. E. le cardinal Mercier, MM. Nys et De Greef (Mémoire sur l'origine de la famille); prix non décerné, 214, 216, 217.

Congrès. Voir Table analytique.

Counson (A.). Élu membre du jury pour le Prix A. Beernaert, 10.

Cuvelier (Joseph). Hommage d'ouvrage (Les archives de l'État en Belgique. *Annuaire*, 1914; présentation et note par Henri Pirenne, 334.

D

de Beaucourt de Noortvelde (Robert). Œuvre de Ghistel Schoonhoof. Soumise au concours Adelson Castiau, 9.

de Borchgrave (Baron). Délégué au Bureau de l'Association internationale des Académies, 94. — Délégué au Congrès des Américanistes de Washington, 94. — Hommage d'ouvrage, 4. — Note bibliographique : voir *Djuvara (T.-G.)*.

De Greef (Guillaume). Hommages d'ouvrages, 4, 38, 478. — Élu membre du jury pour le Prix Adelson Castiau, 9. — Promet d'écrire pour l'*Annuaire* la notice biographique de Hector Denis, 248. — Note bibliographique : voir *Kovalevsky (Maxime)*. — Rapports : voir *Anonyme*, *Thuytsbaert (Prosper)*, *Ulen (Robert)*, *Verhulst (Louis)*, *Vliebergh (Émile)*.

De Groot (G.). Élu membre de la Commission des Prix de Rome, 138.

de Heusch (Baron). Hommage d'ouvrage, 400, avec note par M. Wilmotte, 408.

de la Vallée Poussin (Ch.-J.). Élu membre du jury pour le Prix De Keyn, 9.

de la Vallée Poussin (L.). Remet pour l'*Annuaire* la notice biographique de M^{re} Lamy, 96. — Promet pour l'*Annuaire* la notice biographique de de Harlez, 153. — Notes de morale bouddhique, 154.

Delehaye (R. P.). Remercie pour son élection, 4.

de Pauw (Napoléon). Élu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne, 9.

Descamps (Baron). Promet d'écrire, pour l'*Annuaire*, les notices de Alph. Rivier, 248; de Beernaert, 248.

Des Marex. Élu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne 9.

De Poorter (A.). Hommage d'ouvrage (Le traité *Eruditio Regum et Principum* de Guibert de Tournai), 150; note par Maurice De Wulf, 151.

De Vriendt (J.). Élu membre de la Commission chargée de préparer la célébration du centenaire du rétablissement de l'Académie, 466. — Paroles prononcées à l'ouverture de la séance du 6 août, 481.

Dewert (Jules). Hommages d'ouvrages, 150; (Mélanges sur Belœil), 195, avec note par Ernest Gossart, 199.

De Wulf (Maurice). Élu membre du jury pour le Prix A. Beernaert, 10. — La genèse de l'œuvre d'art, 11. — Pages d'esthétique. La musique et l'expression, lecture destinée à la séance publique de mai, 38. — Promet d'écrire, pour l'*Annuaire*, la notice biographique de Ch. Loomans, 248. — Tendances contemporaines de la philosophie de l'art, 300. — Chargé de préparer un projet de Thesaurus du latin médiéval, 340. — Note bibliographique : voir *De Poorter (A.)*. — Rapport : voir *Raff (Émile)*.

Diels (H.-A.). Président du Comité de l'Association Internationale des Académies, 94.

Discailles (Ernest). Remplacé dans le jury du Prix Eugène Lameere, 39.

Djuvara (T.-G.). Hommage d'ouvrage (Cent projets de partage de la Turquie), 194; note par le baron de Borchgrave, 195.

Doutrepont (Georges). Élu membre du jury pour le Prix A. Beernaert, 10.

Du Bois (Léon). Élu membre de la Commission chargée de préparer la célébration du centenaire du rétablissement de l'Académie, 466. — Rapports : voir *Herberighs*, *Samuel (Léopold)*.

Dumont-Wilden (Louis). Élu membre du jury pour le Prix A. Beernaert, 10.

Dupriez (L.). Élu correspondant, 200; remercie, 333.

Dupuis (Sylvain). Rapports : voir *Herberighs*, *Hesselgren (Fréd.)*, *Samuel (Léopold)*.

F

Faral (Edmond). Hommage d'ouvrage, 400.

Feller (Jules). Lauréat du Prix De Keyn, 231; proclamation, 318.

Ferdinand d'Autriche (l'Archiduc). Décès, 400.

Fierens (Alphonse). Hommage d'ouvrage, 401.

Fockema Andreae. Remercie pour son élection. 4. — Hommage d'ouvrage, 39.

Frédéric (Léon). Rapport : voir *Colin (Jean)*.

Fredericq (Léon). Élu membre du jury pour le Prix De Keyn, 9.

Fredericq (Paul). Élu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne, 9; pour le Prix De Keyn, 9. — Promet la notice sur Jean Stecher, 10. — Promet d'écrire, pour l'*Annuaire*, la notice

biographique de Ferd. vander Haeghen, 248.

Friedrich (Dr Leo). Décès, 38.

Fris (Victor). Hommage d'ouvrage (Histoire de Gand); note par Henri Pirenne, 150. — Lauréat du Prix De Keyn, 231; proclamation, 318.

G

Gide (Charles). Lauréat du Prix Émile de Laveleye, 232; proclamation, 319.

Glesener (Edmond). Lauréat du Prix A. Beernaert 153; proclamation, 319; remercie, 333.

Goblet d'Alviella (Comte). Promet d'écrire, pour l'*Annuaire*, la notice biographique de Tiberghien, 248.

Godecharle. Vacance de bourses, 138.

Goffart (J.). Voir *Gravis*.

Gossart (Ernest). Élu directeur pour 1915, 8; élu membre de la Commission chargée de préparer la célébration du centenaire du rétablissement de l'Académie, 940. — Note bibliographique : voir *Dewert (Jules)*.

Gravis (A.) et Goffart (J.). Lauréats du Prix De Keyn, 231; proclamation, 318.

Greffier du Sénat. Remercie pour les invitations à la séance publique, 194.

H

Halewyck (Michel). Hommage d'ouvrage, 401.

Herberighs (Robert). Lecture des appréciations de MM. Du Bois, Dupuis et Van den Eeden; renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts, 86.

Herkomer (Sir Hubert von). Décès, 189.

Hertling (von). Remercie pour son élection, 4.

Hesselgren (Frédéric). La gamme musicale vraie et naturelle (à l'examen), 396; renvoi à la Classe des sciences, 467.

Horta (Victor). Communication au sujet des avant-corps de la rue Montagne-

du-Parc, 33. — Note concernant le Monument du travail de Constantin Meunier, 467. — Rapport : voir *Huygh* (Jef).

Hubert (Eugène). Élu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne, 9; pour le Prix Eugène Lameere, 39.

Huygh (J.). Soumet les dessins exécutés pendant sa première année de voyage, 86; envoie son troisième rapport, 190; lecture des appréciations de MM. Winders, Brunfaut et Blomme; renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts, 330; lecture de l'appréciation de M. Winders sur son envoi réglementaire, 397.

Hymans (M^{me} Henry). Fait don d'un exemplaire en bronze de la médaille frappée en mémoire de son mari, 396.

Hymans (Paul). Hommage d'ouvrage (Portraits, essais et discours), présentation et note par M. Prins, 400.

J

Janlet (Em.). Rapport : voir *Smet* (Arthur).

K

Knopff (Fernand). Nommé officier de l'Ordre de Saint-Michel de Bavière, 463. — Note bibliographique : voir *Smits* (Eugène). — Rapport : voir *Colin* (Jean).

Königliche Gesellschaft der Wissenschaften, de Goettinge. Envoie le programme d'un nouveau recueil pour l'histoire des religions, 94.

Kovalevsky (Maxime). Hommage d'ouvrage (La Russie sociale), présenté par M. De Greef, 334; note par le même, 337.

Kufferath (Maurice). Félicité de la manifestation à l'occasion des représentations de Parsifal, 329. — Rapport : voir *Hesselgren* (Frédéric).

Kurth (Godefroid). Élu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne, 9. —

Promet pour l'*Annuaire* les notices biographiques de De Smet, Monchamp et Bormans, 153, 248. — Chargé de préparer un projet de Thesaurus du latin médiéval, 340. — Nommé pour examiner la question d'un Corpus métrologique du moyen âge, 340.

L

Lalaing (Comte de). Remercie comme directeur, 32. — Accepte de se mettre à la disposition de Dr Macgillivray, délégué de l'Académie royale d'Écosse, 86.

Lameere (Jules). Désigné pour faire partie de la Commission chargée de poser la nouvelle question pour le Prix Duvivier, 40. — A propos d'une conférence de M. Bryce sur les mœurs anglaises et la Common Law, 41.

Lebasteur (Henri). Hommage d'ouvrage (Prince de Ligne. Lettres à la Marquise de Coigny) présenté par M. Maurice Wilmotte, 195; avec une note par le même, 200.

Leclercq (Jules). Hommages d'ouvrages, 38, 95, 400. — La découverte de l'Amérique par les Islandais, 249. — Note bibliographique : voir *Normand* (Jacques).

Lenain (Louis). Réélu membre de la Commission administrative, 330. — Motion contre le projet de déplacement de la statue du général Belliard, 467. — Rapport : voir *Buisseret* (Louis).

Leuridant (Félicien). Hommage d'ouvrage, 400, avec note par M. Wilmotte, 408.

Ligne (Prince de). Hommages d'ouvrage; Lettres à la marquise de Coigny, édition du Centenaire, par Henri Lebasteur; note par Maurice Wilmotte, 200; Préjugés militaires, édition du Centenaire, par le lieutenant général baron de Heusch; Colette et

- Lucas, fac-similé de l'imprimé de MDCCLXXXI chez l'auteur à Belœil, avec une introduction par Félicien Leuridan, présentation, 400; note par Maurice Wilmotte, 408.
- Loewenstein** (*Baronne Anka von*). Hommage de gravures, 482.
- Lonchay** (*Henri*). Nommé premier commissaire pour le Prix Eugène Lameere, 39; rapport, 242. — Promet d'écrire, pour l'*Annuaire*, la notice biographique de Ch. Piot, 248. — Rapport sur les travaux de la Commission de la *Biographie nationale* pendant l'année 1913-1914, 323.
- Luccheni** (*Louis*). Décès, 493.

M

- Macgillivray** (*Dr*). Chargé par l'Académie royale d'Ecosse de rassembler une collection représentative des œuvres des sculpteurs belges vivants, pour l'exposition annuelle de l'Académie, 86.
- Mahaim** (*Ern.*). Remercie pour son élection, 4. — Rapport sur le Prix Émile de Laveleye, 232.
- Malo** (*Henry*). Hommage d'ouvrage (Les Corsaires dunkerquois et Jean Bart, t. II, 1662-1702, 4; note par Henri Pirenne, 7.
- Marchal** (*Chevalier Edmond*). Vœux pour son prompt rétablissement, 37. — Lettre de démission, 322; remercié pour ses longs et loyaux services, 322.
- Mathieu** (*Émile*). Rapport : voir *Samuel* (*Léopold*).
- Matthieu** (*Ernest*). Hommage d'ouvrage (Les dignités du chapitre de Sainte-Waudru, à Mons), présenté par M. Henri Pirenne, 4.
- Mellery** (*Xavier*). Considérations concernant le monument du Travail de Constantin Meunier, 467.
- Mercier** (*S. E. le cardinal*). Discours lors de la réception au Palais, 4. — Remercie comme directeur sortant, 8. — Rapport : voir *Anonyme*.
- Ministre de l'Industrie et du Travail**. Hommage d'ouvrage, 38.
- Ministre de l'Intérieur**. Demande de désigner six candidats pour la formation du jury du Prix Heuschling, 38.
- Ministre des Sciences et des Arts**. (A la Classe des lettres.) Transmet l'arrêté royal nommant M. Juliaan De Vriendt, président de l'Académie, 4. — Approuvant l'élection de M. Mahaim, comme membre titulaire, 4. — Arrêté royal du 18 décembre 1913 modifiant le règlement de la fondation du Prix Anton Bergmann, 5. — Soumet à l'avis de la Classe un projet de modification au règlement des concours de littérature française, 8. — Accuse réception du rapport de la Commission des grands écrivains, 38.
- (A la Classe des beaux-arts.) Transmet l'arrêté royal nommant M. Juliaan De Vriendt, président de l'Académie, 31. — Soumet le rapport de M. Léopold Samuel, 86. — Soumet un rapport et des dessins de M. Arthur Smet, 138. — Soumet le deuxième rapport, accompagné de douze esquisses de M. Jean Colin, 190. — Fait connaître qu'il a suspendu la pension du lauréat Van Daele, 464. — Soumet le rapport (1914) de M. L. Samuel, 464. — Transmet la copie du procès-verbal décernant le grand prix (architecture) à M. Joseph Smolderen, 482.
- Møller** (*Charles*). Elu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne, 9.

N

- Nénot**. Élu associé, 465; remercié, 482.
- Normand** (*Jacques*). Hommage d'ouvrage (La maison s'éclaire), présenté par J. Leclercq, 334; note par le même, 335.
- Nys** (*Ernest*). Rapport : voir *Anonyme*.

O

Obreen (Henri). Voir : *Vanderlinden (Herman)*.

P

Parisot (Robert). Hommage d'ouvrage (rapport sur le concours pour le Prix Herpin), 195.

Parmentier (Léon). Élu membre du jury pour le Prix De Keyn, 9; rapport, 225. — Promet d'écrire, pour l'*Annuaire*, la notice biographique de Willems, 248. — L'épigramme du tombeau de Midas et la question du cycle épique, 341.

Pascal (Jean-Louis). Associé, obtient la Grande Médaille d'or de la Reine Victoria, 395.

Pergameni (Charles). Hommage d'ouvrage (L'esprit public bruxellois au début du régime français); note par H. Pirenne, 478.

Perrot (Georges). Décès, 400.

Pirenne (Henri). Remercie et fait l'éloge du président sortant, 8. — Élu membre du jury pour le Prix Henri Pirenne, 9; pour le Prix Auguste Beernaert, 10. — Rappelle aux membres la rédaction des notices biographiques des membres décédés, 96. — Hommage d'ouvrage (*The stages in the social history of capitalism*), 195. — Réélu délégué auprès de la Commission administrative, 200. — Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme, 258. — Élu membre de la Commission chargée de préparer la célébration du centenaire du rétablissement de l'Académie, 340. — Expose deux propositions à soumettre à l'Association internationale des Académies, 340. — Nommé pour examiner la question d'un Corpus métrologique du moyen âge, 340. — Nommé docteur en lettres néerlandaises *honoris causa* par l'Université de Groningue, 399. — Paroles prononcées à l'ouverture de la séance du 3 août,

477. — Délégué à la XXIV^e session de la Fédération archéologique et historique de Tournai, 478. — Notes bibliographiques : voir : *Arschot Schoonhoven (Comte d')*, *Cuvelier (Joseph)*, *Fris (Victor)*, *Malo (Henri)*, *Pergameni (Charles)*. — Rapport : voir *Vanderlinden (Herman)*.

Piret (N.). — Lauréat du Prix Eugène Lameere, 242; remercie, 333.

Pollock (Sir Frederic). Remercie pour son élection, 4.

Poynter (Sir Edward). Élu associé, 465.

Prins (Adolphe). Délégué au 1^{er} Congrès international de police judiciaire de Monaco, 94. — Nommé docteur en droit *honoris causa* par l'Université de Groningue, 399.

R

Raff (Dr Émile). Soumet un travail « sur les moments principaux du processus psychologique et sa relation avec la fonction logique des catégories chez Kant » (à l'examen), 194; rapport de M. De Wulff (Dépôt aux Archives), 341.

Rency (Georges). Élu membre du jury pour le Prix Auguste Beernaert, 10.

Rome (Edmond). L'émigration saisonnière belge. Soumis au concours Adelson Castiau, 9.

Rooses (Max). Décès, 482. — Rapport : voir *Van Wetter (Georges)*.

Royal Society d'Helsingfors. Admission en qualité de membre de l'Association internationale des Académies, 38.

Rutot (Aimé). Avis sur le travail de M. Van Wetter sur l'origine de la parure, 482.

Rutten (R. P.). Lauréat du Prix Castiau; proclamation, 318.

S

Samuel (Léopold). Lecture des appréciations de MM. Mathieu, Dupuis et Wambach; renvoi à M. le Ministre des

- Sciences et des Arts, 330. — Lecture des appréciations de MM. Dupuis, Du Bois et Mathieu; renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts, 466.
- Schlitter (Hanns)*. Félicité pour sa nomination comme directeur des Archives impériales et royales de Vienne, 3; remercie, 38.
- Secrétaire perpétuel*. Démission du chevalier Marchal, 322.
- Secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine*. Remercie pour les invitations à la séance publique, 194.
- Smits (Eugène)*. Hommage d'ouvrage (Pensées); note par F. Khnopff, 464.
- Smolderen (J.)*. Remercie pour l'appréciation émise sur ses travaux, 32. — Grand prix du grand concours d'architecture, 482.
- Societas scientiarum Fennica*. Admission en qualité de membre à l'Association internationale des Académies, 38.
- Solvay (Lucien)*. Délégué aux cérémonies du centenaire de la mort du Prince Charles-Joseph de Ligne, 464.
- Stourm (René)*. Remercie pour son élection, 4.
- Struys (Alex.)*. Élu correspondant, 32; remercie, 86.
- Suchier (Herman)*. Décès, 400.

T

- Thomas (P.)*. Notes critiques sur Sénèque, Arnobe, etc., 23. — Chargé de préparer un projet de Thesaurus du latin médiéval, 340. — Rapport: voir *Anonyme*.
- Thuybsaert (Prosper)*. Het Land van Waes (mention honorable), 224; proclamation, 317.

U

- Ulen (Robert)*. Voir *Vliebergh (Émile)*.
- Université de Groningue*. Invite l'Académie à la célébration du 3^e centenaire de sa fondation, 4.

V

- van Biervliet (J.)*. Élu membre du jury pour le Prix De Keyn, en remplacement de M. Buls, 40.
- Van den Eeden (J.-B.)*. Rapport: voir *Herberighs*.
- Van der Linden (H.)*. Virgile de Salzbouurg et les théories cosmographiques au VIII^e siècle (à l'examen), 39; rapports de Dom Ursin. Berlière, MM. Brants et Pirenne, 163.
- Van der Linden (Herman)* et *Obreen (Henri)*. Lauréats du Prix Eugène Lameere; proclamation, 319.
- Vandervelde (É.)*. Remercie pour son élection, 4.
- Van Wetter (Georges)*. Les Origines de la parure aux temps paléolithiques (à l'examen), 138; rapports de MM. Max Roose, Khnopff et Bergmans (impression dans les *Mémoires*), 466.
- Vaudremor*. Décès, 137.
- Vauthier (Maurice)*. La doctrine du contrat social, 97. — Rapports: voir *Thuybsaert (Prosper)*, *Ulen (Robert)*, *Verhulst (Louis)*, *Vliebergh (Émile)*.
- Vercoullie (J.)*. Délégué au 3^e centenaire de la fondation de l'Université de Groningue, 4. — Élu membre du jury pour le Prix De Keyn, 9. — Délégué au 33^e « Taal en Letterkundig Congres » à Harlem, 150. — Nommé pour examiner la question d'un Corpus métrologique du moyen âge, 340.
- Verhulst (Louis)*. La Lorraine belge (mémoire couronné, impression dans les collections académiques), 224; proclamation, 318; remercie, 333.
- Verriest (Léo)*. Attribution de la première annuité de la Fondation Pirenne, 40; proclamation, 319.
- Vlieberghs (Émile)* et *Ulen (Robert)*. Het Hageland et le Condroz (mémoire couronné), 224; proclamation, 317; remercie, 333.

W

Wuldeyer. Vice-Président du Comité de l'Association internationale des Académies, 94.

Waltzing (J.-P.). Nommé membre du jury pour le Prix Lameere, 95. — Hommages d'ouvrages (Octavius. Dialogue entre un païen et un chrétien, de Minucius Félix. Traduction littérale), 150; (Tertullien. Apologétique. Traduction littérale), 334. — Rapport : voir *Anonyme*.

Wambach (Émile). Élu correspondant, 32; remercie, 86. — Rapport : voir *Samuel (Léopold)*.

Wauters (A.-J.). Pierre Bruegel et le Cardinal Granvelle, 87. — Le monu-

ment du Travail de Constantin Meunier, 469.

Wacweiler (Émile). Élu membre du jury pour le Prix Adelson Castiau, 9; rapport, 244.

Wilmotte (Maurice). Élu membre du jury pour le Prix De Keyn, 9; pour le Prix A. Beernaert, 10. — Fait une communication à propos du Roman de Troie, 40. — Promet pour l'*Annuaire* les notices biographiques de Frère-Orban orateur, 153, 248; de Potvin, 248. — Délégué aux solennités du centième anniversaire de la mort du Prince Charles-Joseph de Ligne, 400. — Hommage d'ouvrage, 400. — Notes bibliographiques : voir *de Heusch, Lebasteur, (Henri), Leuridant, Prince de Ligne*.

Winders (Jacques). Rapports : voir *Huygh (Jef), Smet (Arthur)*.

TABLE ANALYTIQUE

A

Althüssergass. Aus der Althüssergass, par W. Bang, 81.

Annuaire. Listes des notices promises, 153, 248.

Architecture. Note de M. Horta concernant les avant-corps de la rue Montagne-du-Parc, 33; motion de M. Lenain, à propos d'une nouvelle mutilation du quartier du Parc, et déplacement de la statue Belliard, 468.

Art. La genèse de l'œuvre d'art, par M. De Wulf, 11. — Voir : *Architecture, Beaux-Arts, Musique, Esthétique.*

B

Beaux-Arts. Pierre Brueghel et le cardinal Granvelle, par A.-J. Wauters, 87. — Les origines de la parure aux temps paléolithiques, par Georges Van Wetter (à l'examen), 138; impression dans les *Mémoires*, rapports de MM. Rooses, Khnopff et Bergmans, 466; avis de M. Rutot, 482. — Voir : *Architecture, Concours, Esthétique, Musique.*

Bibliographie. Les corsaires dunkerquois et Jean Bart, t. II, 1662-1702, par Henry Malo; note par Henri

Pirenne, 7. — Épitaphier de la famille d'Arschot, par le comte d'Arschot-Schoonhoven; note par Henri Pirenne, 39. — L'Histoire de Gand, par Victor Fris; note par Henri Pirenne, 150. — Les philosophes belges. Le traité : *Eruditio regum et principum*, de Guibert de Tournai, par A. De Poorter; note par M. De Wulf, 151. — Cent projets de partage de la Turquie, par T.-G. Djuvara; note par le baron de Borchgrave, 195. — *Mélanges sur Belœil*, par Jules Dewert; note par Ernest Gossart, 199. — *Lettres du Prince de Ligne à la Marquise de Coigny*, édition du Centenaire, par H. Lebasteur; note par Maurice Wilmotte, 200. — *Préjugés militaires*, édition du centenaire, par le lieutenant général baron de Heusch, 400; note par Maurice Wilmotte, 403. — *Colette et Lucas*. Fac-similé de l'imprimé de MDCCCLXXXI, chez l'auteur, à Belœil, avec introduction par Félicien Leuridan, 400; note par Maurice Wilmotte, 403. — *Annuaire des archives de l'État en Belgique*, par J. Cuvelier; note par H. Pirenne, 334. — *La maison s'éclaire*, par Jacques Normand, 334; note par Jules Leclercq, 335. — *La Russie sociale*, par Maxime Kovalevsky, 334; note par

G. De Greef, 337. — Portraits, essais et discours, par Paul Hymans, 400; note par Adolphe Prins, 401. — Pensée d'Eugène Smets, note par Fernand Khnopff, 464. — L'esprit public bruxellois au début du régime français, par Charles Pergameni, 478; note par H. Pirenne, 478. — Hommages d'ouvrages, 4, 32, 38, 39, 95, 194, 329, 334, 400, 464, 478, 482.

Bulletin bibliographique. Janvier, 35; février, 91; mars, 147; avril, 191; mai, 331; juin, 398; juillet, 475. — Liste des travaux publiés par l'Académie de mai 1913 à mai 1914, 325. — Voir : *Dons*.

Buste. La Classe approuve l'exécution en marbre, par M. Aerts, du buste du comte de Cobenzl, 397.

C

Centenaire du Prince de Ligne. MM. Brunfaut et Solvay, délégués, 464. — Présentation des publications, 200, 400, 408.

Comité du Mémorial Alma Tadema. Soumet une liste de souscription, 86.

Commission administrative. Election des délégués : Classe des lettres, 200; Classe des beaux-arts, 330.

Commission de la Biographie nationale. Rapport sur les travaux de la Commission pendant l'année 1913-1914, par Henry Lonchay, 323.

Commission des Prix de Rome. Discussion, rapports et documents, 87; délégué, 138; discussion, 139, 190, 331, 398. — Projet de modification au règlement des concours de Rome, 466. — Voir : *Concours (Grands), Prix du Gouvernement, Prix de géographie.*

Commission de publication des œuvres des grands écrivains. Le Ministre des Sciences et des Arts accuse réception du rapport, approbation des conclusions, 38.

Commission pour l'histoire des religions.

La Königlische Gesellschaft der Wissenschaften, de Goettinge, envoie le programme, 94.

Commission provinciale des fondations de bourses d'études du Brabant. Annonce la vacance de bourses de la Fondation Godecharle, 138.

Concours annuels de la Classe des beaux-arts :

1914. HISTOIRE ET CRITIQUE. Deux mémoires ont été reçus (à l'examen), 396.

1916. Programme, 139.

Concours annuel de la Classe des lettres :

1914. Un mémoire sur l'Apologétique de Tertullien et l'Octavius de Minucius Felix (prix non décerné); rapports de MM. Waltzing et Thomas, 201, 213. — Un mémoire sur l'origine de la famille (prix non décerné); rapports de S. E. le cardinal Mercier, MM. Nys et De Greef, 214, 216, 217. — Mémoires sur la condition des classes agricoles dans une région de la Belgique; rapports de MM. Maurice Vauthier, Brants et De Greef, 219, 222, 223; prix décerné à MM. Émile Vlieberghs et Robert Ulens, mentions honorables à MM. Prosper Thysbaert et Louis Verhulst, 224; proclamation, 317, 318.

1917. Programme, 405.

Concours (Grands). Prix de Rome.

ARCHITECTURE. Remerciement de M. J. Smolderen, 32. — Dessins; troisième rapport (à l'examen), 190. — Lecture des appréciations de MM. Winders, Brunfaut et Blomme sur le rapport de M. J. Huygh, 330. — Lecture de l'appréciation de M. Winders sur le rapport de M. J. Huygh, 397. — M. Smolderen, lauréat du Grand concours d'architecture, 482.

GRAVURE. Remerciement de M. L. Buisseret, 32. — Soumet des dessins (à l'examen), 190. — Lecture de l'appréciation de M. Lenain sur le rapport de M. Buisseret, 397.

1911. MUSIQUE. Rapport de M. Léop. Samuel (à l'examen), 86. — Lecture des appréciations de MM. Du Bois, Dupuis et Van den Eeden sur le rapport de M. Herberigs, 86. — Lecture des appréciations de MM. Mathieu, Dupuis et Wambach sur le rapport de M. Samuel, 330. — Rapport (à l'examen), 464. — Lecture des appréciations de MM. Dupuis, Du Bois et Mathieu sur la composition musicale de Hilka, par M. L. Samuel, 466.

1910. PEINTURE. Rapport et douze esquisses de M. Jean Colin (à l'examen), 190; soumet un essai, 330. — Pension du lauréat Van Daele suspendue, 464. — Voir : *Commission*; *Règlement*.

Congrès de la Panama-Pacific international Exposition, à San Francisco, 194.

Congrès international des Américanistes, à Washington. M. le baron de Borchgrave délégué, 94. — Le Ministre des Sciences et des Arts demande si des membres de la Classe désirent représenter le Gouvernement, 400.

Congrès international de police judiciaire, à Monaco. M. Prins délégué, 94.

Congrès préhistorique de France (X^e), à Aurillac (Cantal), 94.

Congrès international des Garden cities et Town planning, à Londres. M. Brunfaut, délégué, 464.

Congrès (33^e Taal- en Letterkundig), à Haarlem. M. Vercoullie délégué, 150.

Congrès d'ethnologie et d'ethnographie, à Neuchâtel, 194.

Corpus metrologique du moyen âge. Proposition de M. Pirenne, 340.

Cosmographie. Virgile de Salzbourg et les théories cosmographiques au VIII^e siècle, par M. Vanderlinden (à l'examen), rapports de dom Ursmer Berlière, MM. Brants et Pirenne, 39, 153, 163.

D

Démission. M. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, remet la démission de ses fonctions, 322.

Discours prononcé par S. E. le Cardinal Mercier, président de l'Académie, lors de la réception au Palais, le 31 décembre 1913, 1.

Distinctions honorifiques. M. Hanns Schlitter, nommé directeur des Archives impériales et royales de Vienne et conseiller aulique, 3. — M. Brunfaut, nommé membre d'honneur de l'Architekt Verein de Berlin, 189; élu membre honoraire correspondant de l'Institut royal des Architectes britanniques, 463. — M. W. Bang, nommé membre honoraire de la Deutsche Shakespeare Gesellschaft de Weimar, 193. — M. Pascal obtient la Grande Médaille d'or de la reine Victoria, 395. — M. Prins, nommé docteur *honoris causa* par l'Université de Groningue, 399. — M. Pirenne, docteur en lettres néerlandaises *honoris causa* par l'Université de Groningue, 399. — M. Khnopff, nommé officier de l'ordre de Saint-Michel de Bavière, 463. — Voir : *Félicitations*.

Dons. Ouvrages imprimés : Anonyme, 330; Becker (Jules), 94; Bergmans, 32, 329; Borchgrave (Baron de), 4; Cantacuzène (Prince Ch.-A.), 95; Cuvelier (Joseph), 334; De Greef (G.), 4; Djuvara (T.-G.), 194; De Poorter (A.), 150; Dewert (Jules), 150, 195; Faral (Edmond), 400; Fierens (Alphonse), 401; Fris (Victor), 150; Halewyck (Michel), 406; Hymans (Paul), 400; Kovalevsky (Maxime), 334; Leclercq (J.), 95, 400; Ligne (Prince de), 195, 400; Malo (Henry), 4; Matthieu, 4; Normand (Jacques), 334; Parisot (Robert), 195; Pirenne (Henri), 195; Smits (Eugène), 464; Waltzing (J.-P.), 150, 334; Wilmotte (Maurice), 400.

E*Élections et nominations.*

ACADÉMIE.

1914. M. Juliaan De Vriendt, directeur de la Classe des beaux-arts, nommé Président, 4, 31.

CLASSE DES LETTRES ET DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

1913. Remerciements des nouveaux membres, 4.

1914. Approbation royale de l'élection de M. Mahaim, 4.

1914. Présentation des candidats à la place vacante, 95, 152; M. L. Dupriez, élu correspondant, 200; remercie, 338.

1915. M. E. Gossart directeur, 8.

CLASSE DES BEAUX-ARTS :

1914 (Janvier). MM. A. Struys, E. Wambach, élus correspondants, 32; remercient, 86.

(Juillet.) Présentation de candidatures, 330, 396.

Sir Edward Poynter, élu associé, 465; M. Nenot, élu associé, 465; remercie, 482.

1915. M. J. Brunfaut, directeur, 32.

Esthétique. Pages d'esthétique. La musique et l'expression, par M. De Wulf, 38. — Tendances contemporaines de la philosophie de l'art, par Maurice De Wulf, 300. — Voir : *Beaux-Arts, Concours, Musique.*

F

Félicitations. M. Kufferath félicité pour les représentations de Parsifal, 329. — Voir *Distinctions.*

Fondation Godecharle. Rapport et dessins de M. Arthur Smet (à l'examen), 138. — Lecture des appréciations de MM. Janlet, Winders et Blomme sur le rapport de M. Arthur Smet, 466. — Voir *Commission provinciale des fondations de bourses d'études du Brabant.*

Fondation Henri Pirenne. Composition de la Commission, 9. — Prix décerné à M. Leo Verriest, 40.

H

Histoire. La découverte de l'Amérique par les Islandais, par Jules Leclercq, 249. — Voir : *Sagas.*

Histoire politique. A propos d'une conférence de M. Bryce sur les mœurs anglaises et la Common Law, par M. Jules Lameere, 41. — Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme, par Henri Pirenne, 258. — L'évolution de la politique de l'empereur Julien en matière religieuse, par J. Bidez, 406.

J

Jubilés. 3^e centenaire de la fondation de l'Université de Groningue, 4. — 50^e anniversaire de la « Deutsche Shakespeare Gesellschaft » de Weimar, 150. — 3^e centenaire de Shakespeare, 194.

Centenaire du rétablissement de l'Académie, 340, 397. — Centenaire du Prince de Ligne, 200, 400, 408, 464.

L

Littérature bouddhique. Notes de morale bouddhique par L. de la Vallée Poussin, 154.

Littérature française. Le Roman de Troie, par Maurice Wilmotte, 40.

M

Médaille. Frappée en mémoire de M. Henry Hymans, 396

Monument. Le monument du Travail, par A.-J. Wauters, 469. — Voir : *Comité.*

Morale. Voir : *Littérature bouddhique.*

Musique. La gamme vraie et naturelle, par M. Frédéric Hesselgren à l'exa-

men), 396; renvoi à la Classe des sciences sur avis de MM. Kufferath, Bergmans et Dupuis, 467. — Voir : *Beaux-Arts, Concours, Esthétique*.

N

Nécrologie. Leo (F.), 38; Vaudremer, 137; von Herkomer (sir Hubert), 189; Ferdinand d'Autriche (l'archiduc), 400; Perrot (Georges), 400; Suchier (Herman), 400; Buls (Charles), 482; Rooses (Max), 482.

Notices biographiques pour l'Annuaire. M. P. Fredericq remet la notice de Jean Stecher, 10 — M. Louis de la Vallée, celle de M^r Lamy, 96. — M. Kurth écrira les notices De Smet, Monchamp et Bormans, 153, 248. — MM. de la Vallée Poussin et Bang écriront celle de de Harlez, 153, 248. — M. Maurice Wilmotte écrira les notices de Frère-Orban et de Potvin, 248; le baron Descamps, celles de Alph. Rivier et de Beernaert, 248; M. H. Lonchay, celles de M. Ch. Loomans et de Ch. Piot, 248; le comte Goblet d'Alviella, celle de Tiberghien, 248; M. Parmentier, celle de Willems, 248; M. P. Fredericq, celle de van der Haeghen, 248; M. G. De Greef, celle de Denis, 248.

O

Origines. Voir : *Beaux-Arts*.

Ouvrages présentés. Voir : *Bibliographie*.

P

Parure. Voir : *Beaux-Arts*.

Philologie classique. Notes critiques sur Sénèque, Arnobe, etc., par P. Thomas, 23. — L'épigramme du tombeau de Midas et la question du cycle épique, par Léon Parmentier, 341.

Philosophie. Les moments principaux du processus psychologique et sa rela-

tion avec la fonction logique des catégories chez Kant (à l'examen), 194; dépôt aux archives sur avis de M. De Wulf, 341. — Voir : *Esthétique*.

Prix. Voir : *Concours*.

Prix Adelson Castiau (XI^e période, 1911-1913). Travaux reçus et jury, 9. — Rapport, 244.

Prix Anton Bergmann. Arrêté royal modifiant le règlement de la Fondation, 4, 5.

Prix Auguste Beernaert (II^e période, 1912-1913). Nomination du jury, 10. — Décerné à M. Edmond Glesener, 153.

Prix Charles Duviols (II^e période, 1908-1910, prorogée). Un mémoire a été reçu. — (III^e période, 1911-1913), prorogée d'un an, pour permettre aux auteurs d'achever complètement les travaux soumis, 10. — (IV^e période, 1914-1916). Commission chargée de poser la nouvelle question, 40; question, 153.

Prix Emile de Laveleye (III^e période). Rapport de M. Ernest Mahaim, 232.

Prix Eugène Lameere (II^e période). Modification du jury, 39, 95; rapport de M. Henri Lonchay, 242.

Prix de géographie. Discussion, 40, 95. — Voir : *Commission des Prix de Rome, Concours (Grands), Prix du Gouvernement*.

Prix du Gouvernement. Modification au règlement des Concours de littérature française, 8. — Revision des règlements et conclusions, 40. — Voir : *Commission des Prix de Rome, Concours (Grands) Prix de géographie*.

Prix Heuschling. Désignation des candidats pour la formation de jury, 38.

Prix Joseph De Keyn (XVII^e Concours; 2^e période, 1912-1913). Nomination du jury, 9; modification du jury, 40; rapport, 225.

Prix Joseph Gantrelle. Aucun mémoire n'a été reçu, 9. — (XIII^e période). Programme, 405.

Q

Quellen der Religionsgeschichte. Voir :
Königliche Gesellschaft der Wissenschaften.

R

Religion. Voir : *Histoire politique.*
Règlement des Prix de Rome. Voir :
Commission des Prix de Rome, Concours (Grands), Prix de géographie, Prix du Gouvernement.

S

Sagas. Les Sagas considérées comme sources d'informations historiques; échange de vues, 248.
Sciences politiques. La doctrine du contrat social, par Maurice Vauthier, 97.
Séances. Août. Paroles prononcées par M. Pirenne, 478, et par M. J. De Vriendt, 481.

Séance publique. S. M. le Roi fait exprimer ses regrets de ne pouvoir assister à la séance, 194. — Le Ministre des Sciences et des Arts, le Secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine et le Greffier du Sénat remercient pour les invitations, 194. — Communication des lectures, 248.
Société historique et archéologique. XXIV^e session de la Fédération archéologique et historique de Belgique, à Tournai, 478.
Société historique de la haute Picardie. Fondation, 478.
Statue. Voir : *Architecture.*

T

Thesaurus latin du moyen âge. Voir :
Association internationale des Académies.

BOUND

APR 7 1934

UNIV. OF MICH.
LIBRARY



